

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — Annexe Spéciale – Registre maritime

10 octobre 2014

S o m m a i r e

CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE MARITIME

Annexe spéciale à l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritimepage 1243

(Textes des amendements aux Conventions internationales en matière maritime faisant partie intégrante de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2014 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime, publié au Mémorial A – N° 190 du 10 octobre 2014)

Sommaire

– Les amendements de 2012 (Chapitres II-1, II-2 et III et appendice) adoptés par la résolution MSC.338(91)	1244
– les amendements de 2012 (Recueil FSS) adoptés par la résolution MSC.339(91)	1281
– les amendements de 2012 (Recueil IBC) adoptés par la résolution MSC.340(91)	1290
– les amendements de 2012 (Normes de comportement des revêtements de protection des citernes spécialisées ballastées à l'eau de mer de tous les types de navires et des espaces de double muraille des vraquiers) adoptés par la résolution MSC. 341(91).	1393
– les amendements de 2012 (Norme de comportement des revêtements de protection des citernes à cargaison d'hydrocarbures des transporteurs de pétrole brut) adoptés par la résolution MSC.342(91)...	1395
– les amendements de 2013 (Chapitres III, V et XI-1) adoptés par la résolution MSC.350(92)	1397
– les amendements de 2013 (Recueil HSC-1994) adoptés par la résolution MSC.351(92)	1402
– les amendements de 2013 (Recueil HSC-2000) adoptés par la résolution MSC.352(92)	1405
– les amendements de 2013 (Code ISM) adoptés par la résolution MSC.353(92)	1408
– les amendements de 2013 (Code IMSBC) adoptés par la résolution MSC.354(92)	1411
à la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée, faite à Londres, le 1 ^{er} novembre 1974;	
– les amendements de 2012 (appendice) adoptés par la résolution MSC.343(91)	1453
au Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée, fait à Londres le 17 février 1978;	
– les amendements de 2012 (appendice) adoptés par la résolution MSC.344(91)	1463
au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée, fait à Londres le 11 novembre 1988;	
– les amendements de 2012 (Recueil IBC) adoptés par la résolution MEPC.225(64)	1495
– les amendements de 2013 (Modèle A et Modèle B des suppléments au Certificats IOPP) adoptés par la résolution MEPC.235(65)	1604
– les amendements de 2013 (Annexe I) adoptés par la résolution MEPC.236(65).	1606
– les amendements de 2013 (Annexe I et II) adoptés par la résolution MEPC.238(65).	1609
à l'annexe du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, fait à Londres le 17 février 1978;	
– les amendements de 2012 (Annexe B) adoptés par la résolution MSC.345(91)	1615
– les amendements de 2013 (Annexe B) adoptés par la résolution MSC.356(92)	1627
au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, fait à Londres le 11 novembre 1988;	
– les amendements de 2013 adoptés par la résolution MSC.355(92)	1629
à la Convention internationale de 1972 sur la sécurité des conteneurs, telle que modifiée;	
– le Recueil de règles relatives au niveau de bruit à bord des navires adopté par la résolution MSC.337(91)	1642
– le Code régissant les organismes reconnus, 2013 adopté par les résolutions MSC.349(92) et MEPC.237(65)	1750

ANNEXE 2**RÉSOLUTION MSC.338(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION D'AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT ÉGALEMENT l'article VIII b) de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention"), qui a trait à la procédure d'amendement de l'Annexe à la Convention, à l'exclusion du chapitre I,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, les amendements à la Convention qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements à la Convention dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;
3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention SOLAS à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er juillet 2014, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;
5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR
LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE

CHAPITRE II-1
CONSTRUCTION – STRUCTURE, COMPARTIMENTAGE ET STABILITÉ,
MACHINES ET INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Partie A-1
Structure des navires

- 1 La nouvelle règle 3-12 ci-après est ajoutée à la suite de l'actuelle règle 3-11 :

"Règle 3-12 – Protection contre le bruit

- 1 La présente règle s'applique aux navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 1 600 :
- .1 dont le contrat de construction est passé le 1er juillet 2014 ou après cette date; ou
 - .2 en l'absence d'un contrat de construction, dont la quille est posée ou dont la construction se trouve à un stade équivalent le 1er janvier 2015 ou après cette date; ou
 - .3 dont la livraison s'effectue le 1er juillet 2018 ou après cette date,

sauf si l'Administration juge qu'il n'est ni raisonnable ni possible de satisfaire à une disposition particulière.

- 2 À bord des navires livrés avant le 1er juillet 2018 et :
- .1 dont le contrat de construction est passé avant le 1er juillet 2014 et dont la quille est posée ou dont la construction se trouve à un stade équivalent le 1er janvier 2009 ou après cette date mais avant le 1er janvier 2015; ou
 - .2 en l'absence d'un contrat de construction, dont la quille est posée ou dont la construction se trouve à un stade équivalent le 1er janvier 2009 ou après cette date mais avant le 1er juillet 2015,

il faut prendre des mesures* pour réduire le bruit des machines dans les locaux de machines à des niveaux acceptables déterminés par l'Administration. Si ce bruit ne peut pas être réduit de manière suffisante, la source de l'excès de bruit doit être convenablement calfeutrée ou isolée, sinon un abri contre le bruit doit être prévu s'il faut que le local soit gardé. Des protège-tympans doivent être prévus pour le personnel qui doit entrer dans de tels locaux, si nécessaire.

3 Les navires doivent être construits de manière à réduire le bruit à bord et à protéger le personnel contre le bruit, conformément au Recueil de règles relatives aux niveaux de bruit à bord des navires, que le Comité de la sécurité maritime a adopté par la résolution MSC.337(91) et tel qu'il pourra être modifié par l'Organisation, sous réserve que ces amendements soient adoptés, soient mis en vigueur et prennent effet conformément aux dispositions de l'article VIII de la présente Convention concernant les procédures d'amendement applicables à l'Annexe, à l'exclusion du chapitre I. Aux fins de la présente règle, bien que le Recueil de règles relatives aux niveaux de bruit à bord des navires soit considéré comme étant un instrument obligatoire, les parties ayant valeur de recommandation qui sont mentionnées dans le chapitre 1 dudit recueil sont considérées comme facultatives, sous réserve que les amendements qu'il est proposé de leur apporter soient adoptés par le Comité de la sécurité maritime conformément à son règlement intérieur.

4 Nonobstant les prescriptions du paragraphe 1, la présente règle ne s'applique pas aux types de navires énumérés dans le paragraphe 1.3.4 du Recueil de règles relatives aux niveaux de bruit à bord des navires.

* Se reporter au Recueil de règles relatives aux niveaux de bruit à bord des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.468(XII)."

Partie C

Installations de machines

2 L'actuelle règle 36 est supprimée et laissée en blanc*.

CHAPITRE II-2

CONSTRUCTION - PRÉVENTION, DÉTECTION ET EXTINCTION DE L'INCENDIE

Partie A

Généralités

Règle 1 – Application

3 La note de bas de page suivante se rapportant au titre de la règle 1 est ajoutée :

"* La date d'application du 1er juillet 2012 a été adoptée par la résolution MSC.308(88). Toutefois, cette résolution modifiait, dans le contexte du chapitre II-2, uniquement les règles II-2/3.23 (définition du "Code des méthodes d'essai au feu") and II-2/7.4.1 (nouvel alinéa .3) aucune des autres règles ayant la date d'application initiale du 1er juillet 2002 n'a été modifiée."

4 Au paragraphe 2.4, les nouveaux alinéas suivants sont insérés après l'actuel alinéa .6 :

".7 les navires de charge d'une jauge brute égale ou supérieure à 500 et les navires à passagers construits le 1er février 1992 ou après cette date mais avant le 1er juillet 2002 ne sont pas tenus de satisfaire aux dispositions de la règle 19.3.3 s'ils satisfont à celles de la règle 54.2.3, telle qu'adoptée par la résolution MSC.13(57); et

* Laissée en blanc délibérément pour que les règles qui suivent conservent leur numérotation.

- .8 les navires de charge d'une jauge brute égale ou supérieure à 500 et les navires à passagers construits le 1er septembre 1984 ou après cette date mais avant le 1er juillet 2002 ne sont pas tenus de satisfaire aux dispositions des règles 19.3.1, 19.3.5, 19.3.6, 19.3.9 s'ils satisfont à celles des règles 54.2.1, 54.2.5, 54.2.6, 54.2.9, telles qu'adoptées par la résolution MSC.1(XLV)."

- 5 Le nouveau paragraphe 2.5 suivant est ajouté :

"2.5 Les navires construits avant le 1er juillet 2012 doivent aussi satisfaire aux prescriptions de la règle 10.1.2, telle qu'adoptée par la résolution MSC.338(91)."

Partie C

Confinement de l'incendie

Règle 9 – Localisation de l'incendie

6 Dans le tableau 9.3, dans la case de la colonne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers) qui correspond à la ligne (2) (Coursives), le symbole "A-15" est remplacé par le symbole "A-30⁹".

7 Dans le tableau 9.3, dans la case de la colonne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers) qui correspond à la ligne (4) (Escaliers), le symbole "A-15" est remplacé par le symbole "A-30⁹".

8 Dans le tableau 9.3, dans la case de la colonne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers) qui correspond à la ligne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers), le symbole "A-0" est remplacé par le symbole "A-30⁹".

9 Dans le tableau 9.4, dans la case de la colonne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers) qui correspond à la ligne (1) (Postes de sécurité), le symbole "A-30" est remplacé par le symbole "A-60⁹".

10 Dans le tableau 9.4, dans la case de la colonne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers) qui correspond à la ligne (2) (Coursives), le symbole "A-0" est remplacé par le symbole "A-30⁹".

11 Dans le tableau 9.4, dans la case de la colonne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers) qui correspond à la ligne (4) (Escaliers), le symbole "A-0" est remplacé par le symbole "A-30⁹".

12 Dans le tableau 9.4, dans la case de la colonne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers) qui correspond à la ligne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers), le symbole "A-0" est remplacé par le symbole "A-30⁹".

13 Dans le tableau 9.4, dans la case de la colonne (2) (Coursives) qui correspond à la ligne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers), le symbole "A-15" est remplacé par le symbole "A-30⁹".

14 Dans le tableau 9.4, dans la case de la colonne (4) (Escaliers) qui correspond à la ligne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers), le symbole "A-15" est remplacé par le symbole "A-30⁹".

15 Dans le tableau 9.4, dans la case de la colonne (6) (Locaux de machines de la catégorie A) qui correspond à la ligne (11) (Locaux de catégorie spéciale et espaces rouliers), le symbole "A-30" est remplacé par le symbole "A-60^g".

16 Dans le tableau 9.4, est ajoutée une nouvelle note, libellée comme suit :

^g Les navires construits avant le 1er juillet 2014 doivent satisfaire au moins aux prescriptions qui s'appliquaient antérieurement au moment où le navire a été construit, ainsi qu'il est prévu à la règle 1.2."

17 Dans le tableau 9.5, dans la case de la colonne (11) (Espaces rouliers et locaux à véhicules) qui correspond à la ligne (11) (Espaces rouliers et locaux à véhicules), le symbole "^h" est remplacé par le symbole "A-30^j".

18 Dans le tableau 9.6, dans la case de la colonne (11) (Espaces rouliers et locaux à véhicules) qui correspond à la ligne (10) (Ponts découverts), le symbole "*" est remplacé par le symbole "A-0^j".

19 Dans le tableau 9.6, dans la case de la colonne (11) (Espaces rouliers et locaux à véhicules) qui correspond à la ligne (11) (Espaces rouliers et locaux à véhicules), le symbole "^h" est remplacé par le symbole "A-30^j".

20 Dans le tableau 9.6, dans la case de la colonne (10) (Ponts découverts) qui correspond à la ligne (11) (Espaces rouliers et locaux à véhicules), le symbole "*" est remplacé par le symbole "A-0^j".

21 Dans le tableau 9.6, le texte actuel de la note "h" est remplacé par le mot "Supprimé".

22 Dans le tableau 9.6, est ajoutée une nouvelle note libellée comme suit :

^j Les navires construits avant le 1er Juillet 2014 doivent satisfaire au moins aux prescriptions qui s'appliquaient antérieurement au moment où le navire a été construit, ainsi qu'il est prévu à la règle 1.2."

23 Les paragraphes 6.2 et 6.3 sont supprimés et les paragraphes qui suivent sont renumérotés en conséquence.

Règle 10 – Lutte contre l'incendie

24 L'actuel alinéa .1 du paragraphe 5.6.3 est remplacé par le suivant :

".1 Les parties des machines à combustion interne qui présentent un risque d'incendie ou, dans le cas des navires construits avant le 1er juillet 2014, les parties des machines à combustion interne servant à la propulsion principale du navire et à la production d'énergie qui présentent un risque d'incendie;"

25 L'actuel paragraphe 10.1 est remplacé par ce qui suit :

"10.1 Types d'équipements de pompier

- .1 les équipements de pompier doivent satisfaire aux dispositions du Recueil de règles sur les systèmes de protection contre l'incendie; et
- .2 les appareils respiratoires autonomes à air comprimé des équipements de pompier doivent satisfaire aux dispositions du paragraphe 2.1.2.2 du chapitre 3 du Recueil de règles sur les systèmes de protection contre l'incendie avant le 1er Juillet 2019."

26 Le nouveau paragraphe ci-après est ajouté à la suite de l'actuel paragraphe 10.3 :

"10.4 Communication entre les pompiers

Dans le cas des navires construits le 1er juillet 2014 ou après cette date, au moins deux émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques portatifs doivent se trouver à bord à l'intention de chaque équipe d'incendie pour permettre aux pompiers de communiquer. Ces émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques portatifs doivent être d'un type antidéflagrant ou à sécurité intrinsèque. Les navires construits avant le 1er juillet 2014 doivent satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe au plus tard à la date de la première visite prévue après le 1er juillet 2018."

Partie E

Prescriptions relatives à l'exploitation

Règle 15 – Instructions, formation à bord et exercices

27 Le nouveau paragraphe ci-après est ajouté à la suite de l'actuel paragraphe 2.2.5 :

"2.2.6 Il faut prévoir à bord un moyen permettant de recharger les bouteilles des appareils respiratoires utilisées au cours des exercices ou bien avoir à bord un nombre de bouteilles de rechange suffisant pour remplacer celles qui sont utilisées."

Partie G

Prescriptions spéciales

Règle 20 – Protection des locaux à véhicules, des locaux de catégorie spéciale et des espaces rouliers

28 L'actuel paragraphe 6.1 et les paragraphes 6.1.1 et 6.1.2 sont remplacés par ce qui suit :

"6.1 Dispositifs fixes d'extinction de l'incendie

(Les prescriptions des paragraphes 6.1.1 et 6.1.2 s'appliquent aux navires construits le 1er juillet 2014 ou après cette date. Les navires construits avant le 1er juillet 2014 doivent satisfaire aux prescriptions des paragraphes 6.1.1 et 6.1.2 qui s'appliquaient antérieurement.)

6.1.1 Les locaux à véhicules et les espaces rouliers qui ne sont pas des locaux de catégorie spéciale et qui peuvent être rendus étanches aux gaz depuis un emplacement situé à l'extérieur des espaces à cargaison doivent être équipés de l'un des dispositifs fixes d'extinction de l'incendie ci-après :

- .1 un dispositif fixe d'extinction de l'incendie par le gaz conforme aux dispositions du Recueil de règles sur les systèmes de protection contre l'incendie;
- .2 un dispositif fixe d'extinction de l'incendie à mousse à haut foisonnement conforme aux dispositions du Recueil de règles sur les systèmes de protection contre l'incendie; ou
- .3 un dispositif fixe de lutte contre l'incendie à base d'eau destiné aux espaces rouliers et aux locaux de catégorie spéciale conforme aux dispositions du Recueil de règles sur les systèmes de protection contre l'incendie et des paragraphes 6.1.2.1 à 6.1.2.4.

6.1.2 Les locaux à véhicules et les espaces rouliers qui ne peuvent pas être rendus étanches aux gaz et les locaux de catégorie spéciale doivent être équipés d'un dispositif fixe de lutte contre l'incendie à base d'eau destiné aux espaces rouliers et aux locaux de catégorie spéciale conforme aux dispositions du Recueil de règles sur les systèmes de protection contre l'incendie qui protège toutes les parties des ponts et des plates-formes pour véhicules dans ces locaux et espaces. Ce dispositif de lutte contre l'incendie à base d'eau doit avoir :

- .1 un manomètre sur le collecteur des soupapes;
- .2 sur chaque soupape du collecteur, une marque visible indiquant les locaux desservis;
- .3 des consignes sur l'entretien et l'exploitation du dispositif, affichées dans le local où se trouvent les soupapes; et
- .4 un nombre suffisant de soupapes de vidange pour drainer complètement le dispositif."

CHAPITRE III

ENGINS ET DISPOSITIFS DE SAUVETAGE

Partie B

Prescriptions applicables aux navires et aux engins de sauvetage

29 La nouvelle règle 17-1 ci-après est ajoutée à la suite de l'actuelle règle 17 :

"Règle 17-1

Repêchage des personnes

1 Tous les navires doivent être dotés de plans et de procédures de repêchage des personnes qui leur soient propres, établis conformément aux directives élaborées par l'Organisation*. Ces plans et procédures doivent indiquer le matériel destiné à être utilisé pour le repêchage et décrire les mesures à prendre

pour réduire au minimum le risque auquel est exposé le personnel de bord qui participe à des opérations de repêchage. Les navires construits avant le 1er juillet 2014 doivent satisfaire à cette prescription avant la première visite périodique ou de renouvellement du matériel de sécurité du navire à effectuer après le 1er juillet 2014, la date la plus proche étant retenue.

2 Les navires rouliers à passagers qui satisfont à la règle 26.4 sont considérés comme satisfaisant à la présente règle.

* Se reporter aux Directives pour l'élaboration des plans et procédures de repêchage des personnes (MSC.1/Circ.1412)."

APPENDICE CERTIFICATS

30 Tous les modèles de certificats et toutes les fiches d'équipement figurant dans l'appendice à l'Annexe sont remplacés par les suivants :

MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE À PASSAGERS

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE À PASSAGERS

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement pour la sécurité des navires à passagers (Modèle P)

(Cachet officiel)

Pour un/un court¹ voyage international

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire²

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Port d'immatriculation

Jauge brute

Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2)

Numéro OMI³

Date de construction :

Date du contrat de construction

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent

Date de livraison

Date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé (le cas échéant)

Toutes les dates applicables doivent être indiquées.

¹ Rayer la mention inutile.

² Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/7 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne :
 - .1 la structure, les machines principales et auxiliaires, les chaudières et autres récipients sous pression;
 - .2 les dispositions et les détails relatifs au compartimentage étanche à l'eau;
 - .3 les lignes de charge de compartimentage suivantes :

Lignes de charge de compartimentage déterminées et marquées sur la muraille au milieu du navire (règle II-1/18) ⁴	Franco-bord	À utiliser quand les espaces réservés aux passagers comprennent les volumes suivants pouvant être occupés soit par des passagers soit par des marchandises
P1
P2
P3

- 2.2 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne la protection contre l'incendie à la construction, les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans concernant la lutte contre l'incendie;
- 2.3 que les engins de sauvetage et le matériel d'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours étaient conformes aux prescriptions de la Convention;
- 2.4 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
- 2.5 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
- 2.6 que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;
- 2.7 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
- 2.8 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
- 2.9 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention;

⁴ Dans le cas des navires construits avant le 1er janvier 2009, il faudrait utiliser la notation de compartimentage applicable "C.1, C.2 et C.3".

- 2.10 que le navire a fait/n'a pas fait¹ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-1/55 / II-2/17 / III/38¹ de la Convention;
- 2.11 qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour les machines et les installations électriques/la protection contre l'incendie/les engins et dispositifs de sauvetage¹ est/n'est pas¹ joint au présent Certificat.
- 3 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas¹ été délivré.

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

¹ Rayer les mentions inutiles.

FICHE D'ÉQUIPEMENT POUR LA SÉCURITÉ DES NAVIRES À PASSAGERS (MODÈLE P)

FICHE D'ÉQUIPEMENT VISANT À SATISFAIRE À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE

1 *Caractéristiques du navire*

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Nombre de passagers que le navire est autorisé à transporter
 Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises pour exploiter les installations
 radioélectriques

2 *Détail des engins de sauvetage*

1	Nombre total de personnes pour lesquelles sont prévus des engins de sauvetage		
		Bâbord	Tribord
2	Nombre total d'embarcations de sauvetage	.....	.....
2.1	Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir	.....	.....
2.2	Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées (règle III/21 et Recueil LSA, section 4.5)	.....	.....
2.3	Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43) ¹	.....	.....
2.4	Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/21 et Recueil LSA, section 4.6)	.....	.....
2.5	Autres embarcations de sauvetage	.....	.....
2.5.1	Nombre	.....	.....
2.5.2	Type	.....	.....
3	Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus)	.....	.....
3.1	Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs	.....	.....
4	Nombre de canots de secours	.....	.....
4.1	Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus	.....	.....
4.2	Nombre de canots qui sont des canots de secours rapides	.....	.....
5	Radeaux de sauvetage		
5.1	Radeaux de sauvetage exigeant des engins approuvés de mise à l'eau		
5.1.1	Nombre de radeaux de sauvetage	.....	.....
5.1.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir	.....	.....
5.2	Radeaux de sauvetage n'exigeant pas d'engins approuvés de mise à l'eau		
5.2.1	Nombre de radeaux de sauvetage	.....	.....
5.2.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir	.....	.....
6	Nombre de dispositifs d'évacuation en mer (MES)	.....	.....
6.1	Nombre de personnes qu'ils desservent	.....	.....
6.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir	.....	.....

¹ Se reporter aux amendements de 1983 à la Convention SOLAS (MSC.6(48)), applicables aux navires construits le 1er juillet 1986 ou après cette date mais avant le 1er juillet 1998.

2 *Détail des engins de sauvetage (suite)*

7	Engins flottants	
7.1	Nombre d'engins	.....
7.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent supporter	.....
8	Nombre de bouées de sauvetage	.....
9	Nombre de brassières de sauvetage (total)	.....
9.1	Nombre de brassières de sauvetage pour adultes	.....
9.2	Nombre de brassières de sauvetage pour enfants	.....
9.3	Nombre de brassières de sauvetage pour nourrissons	.....
10	Combinaisons d'immersion	
10.1	Nombre total	.....
10.2	Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage	.....
11	Nombre de combinaisons de protection contre les éléments	.....
12	Nombre de moyens de protection thermique ²	.....
13	Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage	
13.1	Nombre de dispositifs de localisation pour la recherche et le sauvetage	.....
13.1.1	Répondeurs radar de recherche et de sauvetage (SART)	.....
13.1.2	Émetteurs AIS de recherche et de sauvetage (AIS-SART)	.....
13.2	Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF	.....

3 *Détail des installations radioélectriques*

Installations		Matériel à bord
1	Systèmes primaires	
1.1	Installation radioélectrique VHF	
1.1.1	Codeur ASN	.....
1.1.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.1.3	Radiotéléphonie	.....
1.2	Installation radioélectrique MF	
1.2.1	Codeur ASN	.....
1.2.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.2.3	Radiotéléphonie	.....
1.3	Installation radioélectrique MF/HF	
1.3.1	Codeur ASN	.....
1.3.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.3.3	Radiotéléphonie	.....
1.3.4	Radiotélégraphie à impression directe	.....
1.4	Station terrienne de navire Inmarsat	.....
2	Moyens secondaires d'alerte	.....

² À l'exception de ceux qui sont prescrits aux paragraphes 4.1.5.1.24, 4.4.8.31 et 5.1.2.2.13 du Recueil LSA.

3 **Détail des installations radioélectriques (suite)**

3	Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime	
3.1	Récepteur NAVTEX	.....
3.2	Récepteur AGA	.....
3.3	Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe	.....
4	RLS par satellite	
4.1	Cospas-Sarsat	.....
5	RLS VHF	.....
6	Dispositif de localisation pour la recherche et le sauvetage du navire	
6.1	Répondeurs radar de recherche et de sauvetage (SART)	.....
6.2	Émetteur AIS de recherche et de sauvetage (AIS-SART)	.....

4 **Méthodes utilisées pour assurer la disponibilité des installations radioélectriques**
(règles IV/15.6 et 15.7)

4.1	Installation en double du matériel
4.2	Entretien à terre
4.3	Capacité d'entretien en mer

5 **Détail des systèmes et du matériel de navigation**

Matériel		Matériel à bord
1.1	Compas magnétique étalon ³	.....
1.2	Compas magnétique de rechange ³	.....
1.3	Gyrocompas ³	.....
1.4	Répétiteur du cap déterminé au gyrocompas ³	.....
1.5	Répétiteur du relèvement au gyrocompas ³	.....
1.6	Système de contrôle du cap ou de la route ³	.....
1.7	Taximètre ou dispositif de relèvement au compas ³	.....
1.8	Moyens permettant de corriger le cap et les relèvements	.....
1.9	Dispositif de détermination du cap à transmission (THD) ³	.....
2.1	Cartes marines/système de visualisation de cartes électroniques et d'information (ECDIS) ⁴	.....
2.2	Dispositif de secours pour ECDIS	.....
2.3	Publications nautiques	.....
2.4	Dispositif de secours pour les publications nautiques électroniques	.....
3.1	Récepteur fonctionnant dans le cadre d'un système global de navigation par satellite/ d'un système de radionavigation à infrastructure terrestre ^{3,4}	.....
3.2	Radar à 9 GHz ³	.....
3.3	Second radar (à 3 GHz/à 9 GHz) ^{4,3}	.....
3.4	Aide de pointage radar automatique (APRA) ³	.....
3.5	Aide de poursuite automatique ³	.....
3.6	Seconde aide de poursuite automatique ³	.....
3.7	Aide de pointage électronique ³	.....

³ D'autres moyens de satisfaire à cette prescription sont autorisés en vertu de la règle V/19. Si d'autres moyens sont utilisés, il faut les indiquer.

⁴ Rayer la mention inutile.

5 **Détail des systèmes et du matériel de navigation (suite)**

4.1	Système d'identification automatique (AIS)	.....
4.2	Système d'identification et de suivi à grande distance	.....
5	Enregistreur des données du voyage (VDR)	.....
6.1	Appareil de mesure de la vitesse et de la distance (surface) ³	.....
6.2	Appareil de mesure de la vitesse et de la distance (fond dans les sens avant et transversal) ³	.....
7	Sondeur à écho ³	.....
8.1	Indicateur de l'angle de barre, du sens de rotation, de la poussée et du pas de l'hélice, ainsi que du mode de fonctionnement ³	.....
8.2	Indicateur du taux de giration ³	.....
9	Dispositif de réception des signaux sonores ³	.....
10	Téléphone permettant de communiquer avec le poste de commande de secours de l'appareil à gouverner ³	.....
11	Fanal à signaux de jour ³	.....
12	Réflecteur radar ³	.....
13	Code international de signaux	.....
14	Manuel IAMSAR, volume III	.....
15	Système d'alarme de quart à la passerelle de navigation (BNWAS)	.....

IL EST CERTIFIÉ que la présente Fiche est correcte à tous égards.

Délivrée à
(Lieu de délivrance de la fiche)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent dûment autorisé qui délivre la fiche)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre la fiche)

³ D'autres moyens de satisfaire à cette prescription sont autorisés en vertu de la règle V/19. Si d'autres moyens sont utilisés, il faut les indiquer.

**MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DE CONSTRUCTION
POUR NAVIRE DE CHARGE**

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DE CONSTRUCTION POUR NAVIRE DE CHARGE

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs
Port d'immatriculation
Jauge brute
Port en lourd du navire (tonnes métriques)²
Numéro OMI³

Type de navire⁴

Vraquier
Pétrolier
Navire-citerne pour produits chimiques
Transporteur de gaz
Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date de construction :

Date du contrat de construction
Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à
un stade équivalent
Date de livraison
Date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification
d'une importance majeure ont commencé (le cas échéant)

Toutes les dates applicables doivent être indiquées.

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.
² Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.
³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).
⁴ Rayer les mentions inutiles.

IL EST CERTIFIÉ :

1. Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/10 de la Convention.
2. Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté que l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement tels qu'ils sont définis dans la règle mentionnée ci-dessus était satisfaisant et que le navire était conforme aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans concernant la lutte contre l'incendie).
3. Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas⁴ été délivré.
4. Que le navire a fait/n'a pas fait⁴ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-1/55 / II-2/17⁴ de la Convention.
5. Qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour les machines et les installations électriques/la protection contre l'incendie⁴ est/n'est pas⁴ joint au présent Certificat.

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle le présent Certificat est délivré :

..... (jj/mm/aaaa)

Délivré à

(Lieu de délivrance du certificat)

Le

(Date de délivrance)

(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

⁴ Rayer la mention inutile.

**MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DU MATÉRIEL D'ARMEMENT
POUR NAVIRE DE CHARGE**

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DU MATÉRIEL D'ARMEMENT POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement
pour la sécurité des navires de charge (Modèle E)

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Port d'immatriculation
 Jauge brute
 Port en lourd du navire (tonnes métriques)²
 Longueur du navire (règle III/3.12)
 Numéro OMI³

Type de navire⁴

Vraquier
 Pétrolier
 Navire-citerne pour produits chimiques
 Transporteur de gaz
 Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.
² Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.
³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).
⁴ Rayer les mentions inutiles.

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/8 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans concernant la lutte contre l'incendie;
 - 2.2 que les engins de sauvetage et le matériel d'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours étaient conformes aux prescriptions de la Convention;
 - 2.3 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
 - 2.4 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
 - 2.5 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
 - 2.6 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention;
 - 2.7 que le navire a fait/n'a pas fait⁴ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application de la règle II-2/17 / III/38⁴ de la Convention;
 - 2.8 qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour la protection contre l'incendie/les engins et dispositifs de sauvetage⁴ est/n'est pas⁴ joint au présent Certificat.
- 3 Que le navire est exploité conformément à la règle III/26.1.1.1⁵ à l'intérieur des limites de la zone d'exploitation
- 4 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas⁴ été délivré.

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle
le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

⁴ Rayer la mention inutile.

⁵ Se reporter aux amendements de 1983 à la Convention SOLAS (MSC.6(48)), applicables aux navires construits le 1er juillet 1986 ou après cette date, mais avant le 1er juillet 1998, dans le cas des embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique à bord.

FICHE D'ÉQUIPEMENT POUR LA SÉCURITÉ DU MATÉRIEL D'ARMEMENT DES NAVIRES DE CHARGE (MODÈLE E)

FICHE D'ÉQUIPEMENT VISANT À SATISFAIRE À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE

1 *Caractéristiques du navire*

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs

2 *Détail des engins de sauvetage*

1 Nombre total de personnes pour lesquelles sont prévus des engins de sauvetage		Bâbord	Tribord
2	Nombre total d'embarcations de sauvetage	.....	.....
2.1	Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir	.....	.....
2.2	Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43) ¹	.....	.....
2.3	Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.6)	.....	.....
2.4	Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un système autonome d'approvisionnement en air (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.8)	.....	.....
2.5	Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.9)	.....	.....
2.6	Autres embarcations de sauvetage	.....	.....
2.6.1	Nombre	.....	.....
2.6.2	Type	.....	.....
2.7	Nombre d'embarcations de sauvetage à mise à l'eau en chute libre	.....	.....
2.7.1	Complètement fermées (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.7)	.....	.....
2.7.2	Autonomes (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.8)	.....	.....
2.7.3	Munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.9)	.....	.....
3	Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations indiqué ci-dessus)	.....	.....
3.1	Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs	.....	.....
4	Nombre de canots de secours	.....	.....
4.1	Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus	.....	.....
5	Radeaux de sauvetage	.....	.....
5.1	Radeaux de sauvetage exigeant des engins approuvés de mise à l'eau	.....	.....

¹ Se reporter aux amendements de 1983 à la Convention SOLAS (MSC.6(48)), applicables aux navires construits le 1er juillet 1986 ou après cette date mais avant le 1er juillet 1998.

2 *Détail des engins de sauvetage (suite)*

5.1.1	Nombre de radeaux de sauvetage	.....
5.1.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir	.....
5.2	Radeaux de sauvetage n'exigeant pas d'engins approuvés de mise à l'eau	.....
5.2.1	Nombre de radeaux de sauvetage	.....
5.2.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir	.....
5.3	Nombre de radeaux de sauvetage prescrits par la règle III/31.1.4	.....
6	Nombre de bouées de sauvetage	.....
7	Nombre de brassières de sauvetage	.....
8	Combinaisons d'immersion	.....
8.1	Nombre total	.....
8.2	Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage	.....
9	Nombre de combinaisons de protection contre les éléments	.....
10	Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage	.....
10.1	Nombre de dispositifs de localisation pour la recherche et le sauvetage	.....
10.1.1	Répondeurs radar de recherche et de sauvetage (SART)	.....
10.1.2	Émetteurs AIS de recherche et de sauvetage (AIS-SART)	.....
10.2	Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF	.....

3 *Détail des systèmes et du matériel de navigation*

Matériel		Matériel à bord
1.1	Compas magnétique étalon ²	.....
1.2	Compas magnétique de rechange ²	.....
1.3	Gyrocompas ²	.....
1.4	Répétiteur du cap déterminé au gyrocompas ²	.....
1.5	Répétiteur du relèvement au gyrocompas ²	.....
1.6	Système de contrôle du cap ou de la route ²	.....
1.7	Taximètre ou dispositif de relèvement au compas ²	.....
1.8	Moyens permettant de corriger le cap et les relèvements	.....
1.9	Dispositif de détermination du cap à transmission (THD) ²	.....
2.1	Cartes marines/système de visualisation de cartes électroniques et d'information (ECDIS) ³	.....
2.2	Dispositif de secours pour ECDIS	.....
2.3	Publications nautiques	.....
2.4	Dispositif de secours pour les publications nautiques électroniques	.....
3.1	Récepteur fonctionnant dans le cadre d'un système global de navigation par satellite/ d'un système de radionavigation à infrastructure terrestre ^{2,3}	.....

² D'autres moyens de satisfaire à cette prescription sont autorisés en vertu de la règle V/19. Si d'autres moyens sont utilisés, il faut les indiquer.

³ Rayer la mention inutile.

3 **Détail des systèmes et du matériel de navigation (suite)**

Matériel		Matériel à bord
3.2	Radar à 9 GHz ²	.....
3.3	Second radar (à 3 GHz/à 9 GHz ³) ²	.....
3.4	Aide de pointage radar automatique (APRA)	.....
3.5	Aide de poursuite automatique ²	.....
3.6	Seconde aide de poursuite automatique ²	.....
3.7	Aide de pointage électronique ²	.....
4.1	Système d'identification automatique (AIS)	.....
4.2	Système d'identification et de suivi à grande distance	.....
5.1	Enregistreur des données du voyage (VDR) ³	.....
5.2	Enregistreur des données du voyage simplifié (S-VDR) ³	.....
6.1	Appareil de mesure de la vitesse et de la distance (surface) ²	.....
6.2	Appareil de mesure de la vitesse et de la distance (fond dans les sens avant et transversal) ²	.....
7	Sondeur à écho ²	.....
8.1	Indicateur de l'angle de barre, du sens de rotation, de la poussée et du pas de l'hélice, ainsi que du mode de fonctionnement ²	.....
8.2	Indicateur du taux de giration ²	.....
9	Dispositif de réception des signaux sonores ²	.....
10	Téléphone permettant de communiquer avec le poste de commande de secours de l'appareil à gouverner ²	.....
11	Fanal à signaux de jour ²	.....
12	Réflecteur radar ²	.....
13	Code international de signaux	.....
14	Manuel IAMSAR, volume III	.....
15	Système d'alarme de quart à la passerelle de navigation (BNWAS)	.....

IL EST CERTIFIÉ que la présente Fiche est correcte à tous égards.

Délivrée à
(Lieu de délivrance de la fiche)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent dûment autorisé qui délivre la fiche)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre la fiche)

² D'autres moyens de satisfaire à cette prescription sont autorisés en vertu de la règle V/19. Si d'autres moyens sont utilisés, il faut les indiquer.

³ Rayer la mention inutile.

**MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ RADIOÉLECTRIQUE
POUR NAVIRE DE CHARGE**

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ RADIOÉLECTRIQUE POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement
pour la sécurité radioélectrique des navires de charge (Modèle R)

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Port d'immatriculation
 Jauge brute
 Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2)
 Numéro OMI²
 Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/9 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
 - 2.2 que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention.
- 3 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas³ été délivré.

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

² Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

³ Rayer la mention inutile.

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle
le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance)
(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

FICHE D'ÉQUIPEMENT POUR LA SÉCURITÉ RADIOÉLECTRIQUE DES NAVIRES DE CHARGE (MODÈLE R)

FICHE D'ÉQUIPEMENT VISANT À SATISFAIRE À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE

1 *Caractéristiques du navire*

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises pour exploiter les installations radioélectriques

2 *Détail des installations radioélectriques*

Installations		Matériel à bord
1	Systèmes primaires	
1.1	Installation radioélectrique VHF	
1.1.1	Codeur ASN	.....
1.1.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.1.3	Radiotéléphonie	.....
1.2	Installation radioélectrique MF	
1.2.1	Codeur ASN	.....
1.2.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.2.3	Radiotéléphonie	.....
1.3	Installation radioélectrique MF/HF	
1.3.1	Codeur ASN	.....
1.3.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.3.3	Radiotéléphonie	.....
1.3.4	Radiotélégraphie à impression directe	.....
1.4	Station terrienne de navire Inmarsat	.....
2	Moyens secondaires d'alerte	.....
3	Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime	.....
3.1	Récepteur NAVTEX	.....
3.2	Récepteur AGA	.....
3.3	Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe	.....
4	RLS par satellite	.....
4.1	Cospas-Sarsat	.....
5	RLS VHF	.....
6	Dispositif de localisation pour la recherche et le sauvetage	.....
6.1	Répondeur radar de recherche et de sauvetage (SART)	.....
6.2	Émetteur AIS de recherche et de sauvetage (AIS-SART)	.....

- 3 **Méthodes utilisées pour assurer la disponibilité des installations radioélectriques**
(règles IV/15.6 et 15.7)
- 3.1 Installation en double du matériel
- 3.2 Entretien à terre
- 3.3 Capacité d'entretien en mer

IL EST CERTIFIÉ que la présente Fiche est correcte à tous égards.

Délivrée à
(Lieu de délivrance de la fiche)

Le
(Date de délivrance)
(Signature de l'agent dûment autorisé qui délivre la fiche)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre la fiche)

MODÈLE DE CERTIFICAT D'EXEMPTION**CERTIFICAT D'EXEMPTION**

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par _____

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Port d'immatriculation
 Jauge brute
 Numéro OMI²

IL EST CERTIFIÉ :

Que le navire est exempté, en vertu de la règle de la Convention,
 de l'application des prescriptions de
 de la Convention.

Conditions, s'il en existe, auxquelles le Certificat d'exemption est accordé :

.....

Voyages, le cas échéant, pour lesquels le Certificat d'exemption est accordé :

.....

Le présent Certificat est valable jusqu'au **à condition que**
 le Certificat....., auquel est joint le présent Certificat, reste valable.

Délivré à
 (Lieu de délivrance du certificat)

Le
 (Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

² Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE NUCLÉAIRE À PASSAGERS

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE NUCLÉAIRE À PASSAGERS

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement
pour la sécurité des navires à passagers (Modèle P)

(Cachet officiel)

(État)

Pour un/un court¹ voyage international

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire²

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs
Port d'immatriculation
Jauge brute
Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2)
Numéro OMI³

Date de construction :

Date du contrat de construction
Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un
stade équivalent
Date de livraison
Date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une
importance majeure ont commencé (le cas échéant)

Toutes les dates applicables doivent être indiquées.

¹ Rayer la mention inutile.

² Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle VIII/9 de la Convention.
- 2 Que le navire, qui est un navire nucléaire, satisfaisait à toutes les prescriptions du chapitre VIII de la Convention et était conforme au dossier de sécurité approuvé pour le navire, et que :
 - 2.1 le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne :
 - .1 la structure, les machines principales et auxiliaires, les chaudières et autres récipients sous pression, y compris l'installation de propulsion nucléaire et la structure de protection contre les abordages;
 - .2 les dispositions et les détails relatifs au compartimentage étanche à l'eau;
 - .3 les lignes de charge de compartimentage suivantes :

Lignes de charge de compartimentage déterminées et marquées sur la muraille au milieu du navire (règle II-1/18) ⁴	Franc-bord	À utiliser quand les espaces réservés aux passagers comprennent les volumes suivants pouvant être occupés soit par des passagers soit par des marchandises
P1
P2
P3

- 2.2 le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne la protection contre l'incendie à la construction, les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans concernant la lutte contre l'incendie;
- 2.3 le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et équipements de radioprotection;
- 2.4 les engins de sauvetage et le matériel d'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours étaient conformes aux prescriptions de la Convention;
- 2.5 le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
- 2.6 le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
- 2.7 le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;
- 2.8 le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
- 2.9 le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
- 2.10 le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention;

⁴ Dans le cas des navires construits avant le 1er janvier 2009, il faudrait utiliser la notation de compartimentage applicable "C.1, C.2 et C.3".

- 2.11 que le navire a fait/n'a pas fait¹ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-1/55 / II-2/17 / III/38¹ de la Convention;
- 2.12 qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour les machines et les installations électriques/la protection contre l'incendie/les engins et dispositifs de sauvetage¹ est/n'est pas¹ joint au présent Certificat.

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle
le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

¹ Rayer les mentions inutiles.

MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE NUCLÉAIRE DE CHARGE**CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE NUCLÉAIRE DE CHARGE**

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement
pour la sécurité des navires de charge (Modèle C)

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la

CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Port d'immatriculation
 Jauge brute
 Port en lourd du navire (tonnes métriques)²
 Longueur du navire (règle III/3.12)
 Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2)
 Numéro OMI³

Type de navire⁴

Vraquier
 Pétrolier
 Navire-citerne pour produits chimiques
 Transporteur de gaz
 Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date de construction :

Date du contrat de construction
 Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un
 stade équivalent
 Date de livraison
 Date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une
 importance majeure ont commencé (le cas échéant)

Toutes les dates applicables doivent être indiquées.

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.
² Pour les pétroliers, navires-citernes pour produits chimiques et transporteurs de gaz seulement.
³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).
⁴ Rayer les mentions inutiles.

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle VIII/9 de la Convention.
- 2 Que le navire, qui est un navire nucléaire, satisfaisait à toutes les prescriptions du chapitre VIII de la Convention et était conforme au dossier de sécurité approuvé pour le navire, et que :
 - 2.1 l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement tels qu'ils sont définis dans la règle I/10 (dans la mesure où elle est applicable pour que le navire satisfasse à la règle VIII/9), y compris de l'installation de propulsion nucléaire et de la structure de protection contre les abordages, était satisfaisant et que le navire était conforme aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans concernant la lutte contre l'incendie);
 - 2.2 le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne la protection contre l'incendie à la construction, les systèmes et les dispositifs de protection contre l'incendie et les plans concernant la lutte contre l'incendie;
 - 2.3 les engins de sauvetage et le matériel d'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours étaient conformes aux prescriptions de la Convention;
 - 2.4 le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
 - 2.5 le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
 - 2.6 le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;
 - 2.7 le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
 - 2.8 le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
 - 2.9 le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes des règles dans la mesure où ces prescriptions lui sont applicables;
 - 2.10 le navire a fait/n'a pas fait⁴ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-1/55 / II-2/17 / III/38⁴ de la Convention;
 - 2.11 un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour les machines et les installations électriques/la protection contre l'incendie/les engins et dispositifs de sauvetage⁴ est/n'est pas⁴ joint au présent Certificat.

⁴ Rayer les mentions inutiles.

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle
le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

FICHE D'ÉQUIPEMENT POUR LA SÉCURITÉ DES NAVIRES DE CHARGE (MODÈLE C)

FICHE D'ÉQUIPEMENT VISANT À SATISFAIRE À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE

1 *Caractéristiques du navire*

Nom du navire
 Numéro ou lettres distinctifs
 Nombre minimal de personnes ayant les qualifications requises pour exploiter les installations
 radioélectriques

2 *Détail des engins de sauvetage*

1 Nombre total de personnes pour lesquelles sont prévus des engins de sauvetage		Bâbord	Tribord
2	Nombre total d'embarcations de sauvetage	.....	.....
2.1	Nombre total de personnes qu'elles peuvent recevoir	.....	.....
2.2	Nombre d'embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique (règle III/43 ¹)	.....	.....
2.3	Nombre d'embarcations de sauvetage complètement fermées (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.6)	.....	.....
2.4	Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un système autonome d'approvisionnement en air (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.8)	.....	.....
2.5	Nombre d'embarcations de sauvetage munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.9)	.....	.....
2.6	Autres embarcations de sauvetage	.....	.....
2.6.1	Nombre	.....	.....
2.6.2	Type	.....	.....
2.7	Nombre d'embarcations de sauvetage à mise à l'eau en chute libre	.....	.....
2.7.1	Complètement fermées (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.7)	.....	.....
2.7.2	Autonomes (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.8)	.....	.....
2.7.3	Munies d'un dispositif de protection contre l'incendie (règle III/31 et Recueil LSA, section 4.9)	.....	.....
3	Nombre d'embarcations de sauvetage à moteur (comprises dans le nombre total d'embarcations indiqué ci-dessus)	.....	.....
3.1	Nombre d'embarcations de sauvetage munies de projecteurs	.....	.....
4	Nombre de canots de secours	.....	.....
4.1	Nombre de canots compris dans le nombre total d'embarcations de sauvetage indiqué ci-dessus	.....	.....
5	Radeaux de sauvetage	.....	.....
5.1	Radeaux de sauvetage exigeant des engins approuvés de mise à l'eau	.....	.....
5.1.1	Nombre de radeaux de sauvetage	.....	.....

¹ Se reporter aux amendements de 1983 à la Convention SOLAS (MSC.6(48)), applicables aux navires construits le 1er juillet 1986 ou après cette date mais avant le 1er juillet 1998.

2 *Détail des engins de sauvetage (suite)*

5.1.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir	.....
5.2	Radeaux de sauvetage n'exigeant pas d'engins approuvés de mise à l'eau	.....
5.2.1	Nombre de radeaux de sauvetage	.....
5.2.2	Nombre de personnes qu'ils peuvent recevoir	.....
5.3	Nombre de radeaux de sauvetage prescrits par la règle III/31.1.4	.....
6	Nombre de bouées de sauvetage	.....
7	Nombre de brassières de sauvetage	.....
8	Combinaisons d'immersion	.....
8.1	Nombre total	.....
8.2	Nombre de combinaisons satisfaisant aux prescriptions applicables aux brassières de sauvetage	.....
9	Nombre de combinaisons de protection contre les éléments	.....
10	Installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage	.....
10.1	Nombre de dispositifs de localisation pour la recherche et le sauvetage	.....
10.1.1	Répondeurs radar de recherche et de sauvetage (SART)	.....
10.1.2	Émetteurs AIS de recherche et de sauvetage (AIS-SART)	.....
10.2	Nombre d'émetteurs-récepteurs radiotéléphoniques VHF	.....

3 *Détail des installations radioélectriques*

Installations		Matériel à bord
1	Systèmes primaires	
1.1	Installation radioélectrique VHF	
1.1.1	Codeur ASN	.....
1.1.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.1.3	Radiotéléphonie	.....
1.2	Installation radioélectrique MF	
1.2.1	Codeur ASN	.....
1.2.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.2.3	Radiotéléphonie	.....
1.3	Installation radioélectrique MF/HF	
1.3.1	Codeur ASN	.....
1.3.2	Récepteur de veille ASN	.....
1.3.3	Radiotéléphonie	.....
1.3.4	Radiotélégraphie à impression directe	.....
1.4	Station terrienne de navire Inmarsat	.....
2	Moyens secondaires d'alerte	.....
3	Dispositifs pour la réception de renseignements sur la sécurité maritime	.....
3.1	Récepteur NAVTEX	.....
3.2	Récepteur AGA	.....
3.3	Récepteur HF de radiotélégraphie à impression directe	.....

3 **Détail des installations radioélectriques (suite)**

Installations		Matériel à bord
4	RLS par satellite	.....
4.1	Cospas–Sarsat	.....
5	RLS VHF	.....
6	Dispositif de localisation pour la recherche et le sauvetage	.....
6.1	Répondeur radar de recherche et de sauvetage (SART)	.....
6.2	Émetteur AIS de recherche et de sauvetage (AIS-SART)	.....

4 **Méthodes utilisées pour assurer la disponibilité des installations radioélectriques**
(règles IV/15.6 et 15.7)

- 4.1 Installation en double du matériel
 4.2 Entretien à terre
 4.3 Capacité d'entretien en mer

5 **Détail des systèmes et du matériel de navigation**

Matériel		Matériel à bord
1.1	Compas magnétique étalon ²	.....
1.2	Compas magnétique de rechange ²	.....
1.3	Gyrocompas ²	.....
1.4	Répétiteur du cap déterminé au gyrocompas ²	.....
1.5	Répétiteur du relèvement au gyrocompas ²	.....
1.6	Système de contrôle du cap ou de la route ²	.....
1.7	Taximètre ou dispositif de relèvement au compas ²	.....
1.8	Moyens permettant de corriger le cap et les relèvements	.....
1.9	Dispositif de détermination du cap à transmission (THD) ²	.....
2.1	Cartes marines/système de visualisation de cartes électroniques et d'information (ECDIS) ³	.....
2.2	Dispositif de secours pour ECDIS	.....
2.3	Publications nautiques	.....
2.4	Dispositif de secours pour les publications nautiques électroniques	.....
3.1	Récepteur fonctionnant dans le cadre d'un système global de navigation par satellite/ d'un système de radionavigation à infrastructure terrestre ^{2,3}	.....
3.2	Radar à 9 GHz ²	.....
3.3	Second radar (à 3 GHz/à 9 GHz ³) ²	.....
3.4	Aide de pointage radar automatique (APRA) ²	.....
3.5	Aide de poursuite automatique ²	.....
3.6	Seconde aide de poursuite automatique ²	.....
3.7	Aide de pointage électronique ²	.....
4.1	Système d'identification automatique (AIS)	.....
4.2	Système d'identification et de suivi à grande distance	.....
5.1	Enregistreur des données du voyage (VDR) ³	.....
5.2	Enregistreur des données du voyage simplifié (S-VDR) ³	.....
6.1	Appareil de mesure de la vitesse et de la distance (surface) ²	.....

² D'autres moyens de satisfaire à cette prescription sont autorisés en vertu de la règle V/19. Si d'autres moyens sont utilisés, il faut les indiquer.

³ Rayer la mention inutile.

5 **Détail des systèmes et du matériel de navigation** (suite)

Installations		Matériel à bord
6.2	Appareil de mesure de la vitesse et de la distance (fond dans les sens avant et transversal) ²	.....
7	Sondeur à écho ²	.....
8.1	Indicateur de l'angle de barre, du sens de rotation, de la poussée et du pas de l'hélice, ainsi que du mode de fonctionnement ²	.....
8.2	Indicateur du taux de giration ²	.....
9	Dispositif de réception des signaux sonores ²	.....
10	Téléphone permettant de communiquer avec le poste de commande de secours de l'appareil à gouverner ²	.....
11	Fanal à signaux de jour ²	.....
12	Réflecteur radar ²	.....
13	Code international de signaux	.....
14	Manuel IAMSAR, volume III	.....
15	Système d'alarme de quart à la passerelle de navigation (BNWAS)	.....

IL EST CERTIFIÉ que la présente Fiche est correcte à tous égards.

Délivrée à
(Lieu de délivrance de la fiche)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent dûment autorisé qui délivre la fiche)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre la fiche)

² D'autres moyens de satisfaire à cette prescription sont autorisés en vertu de la règle V/19. Si d'autres moyens sont utilisés, il faut les indiquer.

ANNEXE 3**RÉSOLUTION MSC.339(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION D'AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE
RÈGLES APPLICABLES AUX SYSTÈMES DE PROTECTION
CONTRE L'INCENDIE (RECUEIL FSS)**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT la résolution MSC.98(73), par laquelle il a adopté le Recueil international de règles applicables aux systèmes de protection contre l'incendie (ci-après dénommé le "Recueil FSS"), lequel est devenu obligatoire en vertu du chapitre II-2 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (ci-après dénommée "la Convention"),

NOTANT ÉGALEMENT l'article VIII b) et la règle II-2/3.22 de la Convention, qui concernent la procédure d'amendement du Recueil FSS,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, les amendements au Recueil FSS qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements au Recueil international de règles applicables aux systèmes de protection contre l'incendie dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;

3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er juillet 2014, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;

5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES APPLICABLES AUX SYSTÈMES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE (RECUEIL FSS)

CHAPITRE 3 PROTECTION DU PERSONNEL

1 Le texte actuel du paragraphe 2.1.2 est remplacé par les deux nouveaux paragraphes suivants :

"2.1.2.1 Un appareil respiratoire doit être un appareil respiratoire autonome à air comprimé dont les bouteilles contiennent un volume d'air égal à au moins 1 200 l ou un autre appareil respiratoire autonome qui puisse fonctionner pendant 30 min au moins. Toutes les bouteilles à air comprimé pour appareil respiratoire doivent être interchangeables.

2.1.2.2 L'appareil respiratoire à air comprimé doit être muni d'une alarme sonore et d'un voyant ou autre dispositif qui avertissent l'utilisateur avant que la bouteille ne contienne plus qu'un volume d'air de 200 l."

CHAPITRE 5 DISPOSITIFS FIXES D'EXTINCTION DE L'INCENDIE PAR LE GAZ

2 Dans le paragraphe 2.1.1.1, la nouvelle phrase ci-après est ajoutée après la deuxième phrase :

"Les locaux adjacents qui sont équipés de dispositifs de ventilation indépendants et ne sont pas séparés par au moins des cloisonnements du type A-0 devraient être considérés comme un même local."

3 Dans le paragraphe 2.1.1.3, la nouvelle phrase ci-après est ajoutée après la première phrase :

"Il ne doit pas être nécessaire à cette fin de retirer complètement les réservoirs de l'endroit où ils sont fixés. Dans le cas des dispositifs à gaz carbonique, doivent être prévus des barres auxquelles suspendre un appareil de pesage au-dessus de chaque rangée de bouteilles ou d'autres moyens. Dans le cas des autres types d'agents d'extinction, on peut utiliser des indicateurs de surface appropriés."

4 Dans le paragraphe 2.1.3.2, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

"Un signal sonore et visuel automatique doit annoncer l'envoi de l'agent d'extinction de l'incendie dans tout espace roulier, toute cale à conteneurs équipée de conteneurs frigorifiques intégraux, tout espace accessible par des portes ou des écoutilles et tout autre local dans lequel du personnel normalement travaille ou auquel il a accès."

5 Après l'actuel paragraphe 2.2.1.1 est inséré le nouveau paragraphe 2.2.1.2 suivant et les paragraphes qui suivent sont renumérotés en conséquence, y compris les références à ces paragraphes :

"2.2.1.2 Dans le cas des locaux à véhicules et des espaces rouliers qui ne sont pas des locaux de catégorie spéciale, la quantité de gaz carbonique disponible doit permettre au moins de fournir un volume minimal de gaz libre égal à 45 % du volume brut du plus grand espace à cargaison de ce type pouvant être rendu étanche aux gaz et l'installation doit être conçue de manière à assurer l'arrivée des deux tiers au moins du gaz requis dans le local ou l'espace en question dans un délai maximal de 10 min. Les dispositifs à gaz carbonique ne doivent pas être utilisés pour la protection des locaux de catégorie spéciale."

6 Après le paragraphe renuméroté 2.2.1.6 est inséré le nouveau paragraphe 2.2.1.7 suivant :

"2.2.1.7 Dans le cas des espaces à conteneurs et à marchandises diverses (censés transporter essentiellement une variété de cargaisons assujetties ou chargées séparément), le circuit de tuyautages fixe doit être tel qu'il puisse acheminer au moins les deux tiers du gaz dans l'espace dans un délai de 10 min. Dans le cas des espaces contenant une cargaison solide en vrac, le circuit de tuyautages fixe doit être tel qu'au moins les deux tiers du volume de gaz puissent être libérés dans l'espace dans un délai de 20 min. Les commandes du dispositif doivent être configurées de manière à permettre de libérer le tiers, les deux tiers ou la totalité de la quantité de gaz, suivant l'état de chargement de la cale."

7 Dans le paragraphe 2.2.2, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

"Les dispositifs à gaz carbonique destinés à protéger les espaces rouliers, les cales à conteneurs équipées de conteneurs frigorifiques intégraux, les espaces accessibles par des portes ou des écoutilles et d'autres locaux où du personnel normalement travaille ou auxquels il a accès doivent satisfaire aux prescriptions suivantes :".

8 La section 2.4 est supprimée.

9 La section 2.5 est renumérotée "2.4" et "2.2 à 2.4" y est remplacé par "2.2 et 2.3".

CHAPITRE 7

DISPOSITIFS FIXES D'EXTINCTION DE L'INCENDIE PAR PROJECTION D'EAU DIFFUSÉE SOUS PRESSION ET PAR DIFFUSION D'EAU EN BROUILLARD

- 10 Après l'actuel paragraphe 2.3 est inséré le nouveau paragraphe 2.4 suivant :

"2.4 Dispositifs fixes de lutte contre l'incendie à base d'eau destinés aux espaces rouliers, aux locaux à véhicules et aux locaux de catégorie spéciale

Les dispositifs fixes de lutte contre l'incendie à base d'eau destinés aux espaces rouliers, aux locaux à véhicules et aux locaux de catégorie spéciale doivent être approuvés par l'Administration compte tenu des directives élaborées par l'Organisation*.

* Se reporter aux Directives révisées pour l'approbation des dispositifs fixes de lutte contre l'incendie à base d'eau destinés aux espaces rouliers et aux locaux de catégorie spéciale (MSC.1/Circ.1430)."

CHAPITRE 8

DISPOSITIFS AUTOMATIQUES D'EXTINCTION PAR EAU DIFFUSÉE, DE DÉTECTION ET D'ALARME D'INCENDIE

- 11 Dans le paragraphe 2.5.2.3, la nouvelle phrase ci-après est ajoutée après la première phrase :

"À cette fin, la surface nominale doit être considérée comme étant la projection horizontale brute de la surface à protéger."

CHAPITRE 9

DISPOSITIFS FIXES DE DÉTECTION ET D'ALARME D'INCENDIE

- 12 Dans le paragraphe 2.2.1, la nouvelle phrase ci-après est ajoutée après la troisième phrase :

"À bord des navires construits le 1er juillet 2014 ou après cette date, le commutateur doit être disposé de manière telle qu'une défaillance n'entraîne pas la perte des deux sources d'alimentation en énergie."

- 13 Le nouveau paragraphe ci-après est inséré après le paragraphe 2.2.1, et l'actuel paragraphe 2.2.2 devient le paragraphe 2.2.3 :

"2.2.2 À bord des navires construits le 1er juillet 2014 ou après cette date, l'utilisation du commutateur automatique ou la défaillance de l'une des sources d'alimentation en énergie ne doit pas entraîner la perte de la capacité de détection de l'incendie. Au cas où le dispositif serait détérioré par suite d'une panne de courant momentanée, une batterie d'une capacité suffisante doit être prévue pour assurer la continuité du fonctionnement pendant le passage d'une source d'alimentation à l'autre."

14 Le paragraphe 2.2.3 est supprimé et les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés après le paragraphe renuméroté 2.2.3 :

"2.2.4 La source d'énergie de secours mentionnée au paragraphe 2.2.1 ci-dessus peut être fournie par des batteries d'accumulateurs ou par le tableau de secours. La source d'alimentation en énergie doit être suffisante pour que le dispositif de détection et d'alarme d'incendie reste opérationnel pendant les périodes prescrites aux règles 42 et 43 du chapitre II-1 de la Convention et, à l'issue de ces périodes, doit être capable d'assurer le fonctionnement de toutes les alarmes d'incendie visuelles et sonores connectés pendant au moins 30 min.

2.2.5 À bord des navires construits le 1er juillet 2014 ou après cette date, lorsque le dispositif est alimenté par des batteries d'accumulateurs, celles-ci doivent être situées dans le tableau de commande du dispositif de détection de l'incendie ou à proximité de celui-ci, ou à un endroit où elles puissent être utilisées en cas d'urgence. La puissance du chargeur doit être suffisante pour assurer l'alimentation normale en énergie du dispositif de détection d'incendie tout en rechargeant les batteries quand elles sont complètement déchargées."

15 Dans les paragraphes 2.3.1.2, 2.3.1.3 et 2.3.1.5, la référence à la norme "CEI 60092-505:2001" est remplacée par une référence à la norme "CEI 60092-504".

16 Dans le paragraphe 2.5.1.3, la nouvelle phrase ci-après est insérée après la deuxième phrase :

"À bord des navires construits le 1er juillet 2014 ou après cette date qui sont pourvus d'une salle de contrôle de la cargaison, il faut installer un tableau des indicateurs supplémentaire dans cette salle."

17 Dans le paragraphe 2.5.2, la nouvelle phrase ci-après est ajoutée après la deuxième phrase :

"À bord des navires construits le 1er juillet 2014 ou après cette date, les détecteurs installés à l'intérieur d'espaces froids, tels que des chambres frigorifiques, doivent être mis à l'essai à l'aide de méthodes qui tiennent dûment compte de ces emplacements.*"

* Se reporter aux recommandations de la Commission électrotechnique internationale, en particulier la publication 60068-2-1 de la CEI, Section 1 - Essai Ab, *Essais d'environnement - Partie 2-1 : Essais - Essai A : Froid*."

CHAPITRE 12 POMPES D'INCENDIE DE SECOURS FIXES

18 Le texte actuel du paragraphe 2.2.2.1 est remplacé par ce qui suit :

"2.2.2.1 Mise en marche du moteur diesel

Toute source d'énergie entraînée par un moteur diesel et alimentant la pompe doit pouvoir être facilement mise en marche à froid jusqu'à une température de 0°C à l'aide d'une manivelle. Lorsqu'une mise en marche rapide de cette source d'énergie ne peut être garantie ou est impossible dans la pratique ou si des températures plus basses sont prévues et que le local dans lequel se trouve cette source d'énergie

n'est pas chauffé, un chauffage électrique de l'eau de refroidissement ou du circuit d'huile de graissage du moteur diesel doit être installé, à la satisfaction de l'Administration. Si un démarrage manuel est impossible dans la pratique, l'Administration peut accepter que de l'air comprimé, de l'électricité ou d'autres sources d'énergie accumulée, y compris de l'énergie hydraulique ou des cartouches explosives, soient utilisés comme moyens de mise en marche. Ces moyens doivent permettre de mettre en marche la source d'énergie entraînée par un moteur diesel au moins six fois au cours d'une période de 30 min et au moins deux fois pendant les dix premières minutes."

CHAPITRE 13

AMÉNAGEMENT DES MOYENS D'ÉVACUATION

- 19 Le texte actuel du paragraphe 2.2.4 est remplacé par ce qui suit :

"2.2.4 Paliers

À l'exception des paliers intermédiaires, les paliers prévus au niveau de chaque pont doivent avoir une superficie d'au moins 2 m², augmentée de 1 m² pour chaque supplément de 10 personnes au-delà de 20 personnes, mais n'ont pas à avoir une superficie de plus de 16 m², sauf s'ils desservent des locaux de réunion débouchant directement sur l'entourage d'escalier. Les paliers intermédiaires doivent avoir les dimensions déterminées conformément au paragraphe 2.3.1."

CHAPITRE 14

DISPOSITIFS FIXES À MOUSSE SUR PONT

- 20 Le texte actuel du chapitre 14 est remplacé par ce qui suit :

"1 Application

1.1 Le présent chapitre décrit en détail les spécifications applicables aux dispositifs fixes à mousse sur pont qui sont prescrits aux termes du chapitre II-2 de la Convention.

2 Spécifications techniques

2.1 Généralités

2.1.1 Le dispositif générateur de mousse doit être capable de projeter de la mousse sur toute la surface du pont située au-dessus des citernes à cargaison, ainsi que dans chacune des citernes à cargaison située au-dessous d'une partie de pont endommagée.

2.1.2 Le dispositif à mousse sur pont doit pouvoir être utilisé facilement et rapidement.

2.1.3 Alors que le dispositif à mousse sur pont fonctionne au débit requis, le nombre minimal requis de jets d'eau fournis par le collecteur principal d'incendie doit pouvoir être utilisé simultanément à la pression requise. Lorsque le dispositif à mousse sur pont est alimenté par une conduite commune à partir du collecteur principal d'incendie, une quantité supplémentaire d'émulseur doit être prévue pour

permettre le fonctionnement de deux ajutages pendant une durée égale à celle qui est requise pour le fonctionnement du dispositif à mousse. Il doit être possible d'utiliser simultanément le nombre minimal requis de jets d'eau sur le pont sur toute la longueur du navire et dans les locaux d'habitation, locaux de service, postes de sécurité et locaux de machines.

2.2 Spécifications des éléments

2.2.1 Solution moussante et émulseur

2.2.1.1 Dans le cas des navires-citernes qui transportent :

- .1 du pétrole brut ou des produits pétroliers ayant un point d'éclair inférieur ou égal à 60°C (creuset fermé), tel que déterminé à l'aide d'un instrument approuvé, et une pression de vapeur Reid inférieure à la pression atmosphérique ou d'autres produits liquides présentant un risque d'incendie analogue, y compris les produits énumérés dans le chapitre 18 du Recueil IBC qui ont un point d'éclair inférieur ou égal à 60°C (creuset fermé) et pour lesquels un dispositif ordinaire d'extinction de l'incendie à mousse est efficace (se reporter aux règles II-2/1.6.1 et 10.8 de la Convention); ou
- .2 des produits pétroliers ayant un point d'éclair supérieur à 60°C (creuset fermé), tel que déterminé à l'aide d'un instrument approuvé (se reporter à la règle II-2/1.6.4 de la Convention) ; ou
- .3 des produits répertoriés dans le chapitre 17 du Recueil IBC qui ont un point d'éclair supérieur à 60°C (creuset fermé), tel que déterminé à l'aide d'un instrument approuvé (se reporter au paragraphe 11.1.3 du Recueil IBC et à la règle II-2/1.6.4 de la Convention),

le taux d'application de la solution moussante ne doit pas être inférieur à la plus élevée des valeurs ci-après :

- .1 0,6 l/min/m² de la surface du pont située au-dessus des citernes à cargaison, cette surface étant constituée par la largeur maximale du navire multipliée par la longueur totale des espaces occupés par les citernes à cargaison;
- .2 6 l/min/m² de la section horizontale de la citerne ayant la plus grande section horizontale; ou
- .3 3 l/min/m² de la surface protégée par le canon à mousse le plus grand, cette surface se trouvant entièrement en avant du canon; toutefois, le débit du canon utilisé ne devrait en aucun cas être inférieur à 1 250 l/min.

2.2.1.2 Dans le cas des navires-citernes qui transportent en vrac des produits chimiques répertoriés dans le chapitre 17 du Recueil IBC qui ont un point d'éclair inférieur ou égal à 60°C (creuset fermé), le taux d'application de la solution moussante doit être celui que prescrit le Recueil IBC.

2.2.1.3 Il doit y avoir une quantité suffisante d'émulseur pour produire de la mousse pendant 20 min au moins à bord des navires-citernes équipés d'une installation de gaz inerte ou pendant 30 min à bord des navires-citernes qui ne sont pas équipés d'une installation de gaz inerte ou qui ne sont pas tenus d'utiliser un dispositif à gaz inerte.

2.2.1.4 L'émulseur fourni à bord doit être approuvé par l'Administration* pour les cargaisons que le navire est censé transporter. Les émulseurs du type B doivent être utilisés pour protéger les cargaisons de pétrole brut, de produits pétroliers et de solvants non polaires. Les émulseurs du type A doivent être utilisés pour les cargaisons de solvants polaires répertoriées dans le tableau du chapitre 17 du Recueil IBC. Un seul type d'émulseur doit être fourni et il doit avoir une action efficace sur le plus grand nombre possible de cargaisons que le navire est censé transporter. En ce qui concerne les autres cargaisons pour lesquelles la mousse est inefficace ou incompatible, des moyens supplémentaires jugés satisfaisants par l'Administration doivent être prévus.

* Se reporter aux Directives relatives aux critères d'efficacité et d'essai et à l'inspection des liquides émulseurs utilisés dans les dispositifs fixes d'extinction de l'incendie (MSC.1/Circ.1312).

2.2.1.5 Les cargaisons liquides ayant un point d'éclair inférieur ou égal à 60°C pour lesquelles un dispositif ordinaire d'extinction de l'incendie à mousse ne serait pas efficace doivent satisfaire aux dispositions de la règle II-2/1.6.2.1 de la Convention.

2.2.2 *Canons et cannes à mousse*

2.2.2.1 La mousse provenant du dispositif fixe à mousse doit être projetée par des canons et des cannes à mousse. Les canons et cannes à mousse doivent faire l'objet d'essais sur prototype afin de garantir que le temps de foisonnement et de décantation de la mousse produite ne diffère pas de plus de $\pm 10\%$ de celui qui est déterminé au paragraphe 2.2.1.4. En cas d'utilisation d'une mousse à foisonnement moyen (taux compris entre 21 et 200), le taux d'application de la mousse et le débit de l'installation de canons doivent être jugés satisfaisants par l'Administration. Au moins 50 % du taux d'application requis pour la solution moussante doit pouvoir être diffusé par chaque canon. À bord des navires-citernes d'un port en lourd inférieur à 4 000 tonnes, l'Administration peut ne pas exiger d'installer des canons et se contenter d'exiger des cannes à mousse. Toutefois, dans ce cas, le débit de chaque canne doit être égal à 25 % au moins du taux d'application de solution moussante requis.

2.2.2.2 Le débit d'une canne doit être d'au moins 400 l/min et sa portée en air calme doit être d'au moins 15 m.

2.3 **Prescriptions concernant l'installation**

2.3.1 *Poste principal de commande*

2.3.1.1 Le poste principal de commande du dispositif doit être installé à un endroit approprié à l'extérieur de la tranche de la cargaison, être contigu aux locaux d'habitation, être d'un accès facile et pouvoir fonctionner en cas d'incendie dans les zones protégées.

2.3.2 *Canons à mousse*

2.3.2.1 Le nombre et l'emplacement des canons à mousse doivent permettre de satisfaire aux dispositions du paragraphe 2.1.1.

2.3.2.2 La distance entre le canon et l'extrémité la plus éloignée de la zone protégée située en avant de ce canon ne doit pas dépasser 75 % de la portée de ce canon en air calme.

2.3.2.3 Un canon à mousse et un raccordement pour canne à mousse doivent être installés à bâbord et à tribord au niveau de la façade de la dunette ou des locaux d'habitation donnant sur le pont des citernes à cargaison. Les canons et raccordements pour cannes à mousse doivent être en arrière de toutes citernes à cargaison mais ils peuvent être situés dans la tranche de la cargaison au-dessus des chambres des pompes, cofferdams, citernes à ballast et espaces vides adjacents aux citernes à cargaison s'ils sont en mesure de protéger le pont qui se trouve au-dessous et à l'arrière de chacun d'eux. À bord des navires-citernes d'un port en lourd inférieur à 4 000 tonnes, un raccordement pour canne à mousse doit être installé à bâbord et à tribord au niveau de la façade de la dunette ou des locaux d'habitation donnant sur le pont des citernes à cargaison.

2.3.3 *Cannes à mousse*

2.3.3.1 Au moins quatre cannes à mousse doivent être prévues à bord de tous les navires-citernes. Le nombre et l'emplacement des distributeurs sur le collecteur de mousse doivent être tels que le jet de mousse d'au moins deux cannes puisse être dirigé sur une partie quelconque de la zone du pont des citernes à cargaison.

2.3.3.2 Des cannes doivent être prévues pour assurer la souplesse des opérations de lutte contre l'incendie et pour atteindre les zones qui ne peuvent l'être par les canons à mousse.

2.3.4 *Soupapes d'isolement*

2.3.4.1 Des sectionnements doivent être prévus sur le collecteur de mousse, ainsi que sur le collecteur d'incendie si celui-ci fait partie intégrante du dispositif à mousse sur pont, immédiatement en avant de chaque canon à mousse pour permettre d'isoler les parties endommagées de ces collecteurs."

Note de bas de page :

À l'alinéa .4 du paragraphe 2.1.1 du chapitre 3 est inséré, après la deuxième phrase, un astérisque renvoyant à la note de bas de page suivante :

"* Se reporter aux recommandations de la Commission électrotechnique internationale, en particulier la publication 60079 de la CEI - *Matériel électrique pour atmosphères explosives*."

ANNEXE 4**RÉSOLUTION MSC.340(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION D'AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES RELATIVES
À LA CONSTRUCTION ET À L'ÉQUIPEMENT DES NAVIRES TRANSPORTANT
DES PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX EN VRAC (RECUEIL IBC)**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT la résolution MSC.4(48), par laquelle il avait adopté le Recueil international de règles de sécurité relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (ci-après dénommé "le Recueil IBC"), qui est devenu obligatoire en vertu du chapitre VII de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention"),

NOTANT ÉGALEMENT l'article VIII b) et la règle VII/8.1 de la Convention, qui ont trait à la procédure d'amendement du Recueil IBC,

CONSIDÉRANT qu'il est vivement souhaitable que les prescriptions du Recueil IBC, qui sont obligatoires à la fois en vertu de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif (MARPOL 73/78) et de la Convention, restent identiques,

NOTANT que le Comité de la protection du milieu marin a adopté à sa soixante-quatrième session des amendements correspondants au Recueil IBC par la résolution MEPC.225(64),

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, les amendements au Recueil IBC qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements au Recueil IBC dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, que ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er décembre 2013, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;

3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er juin 2014 lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;
5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

**AMENDEMENTS DE 2012 AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES RELATIVES
À LA CONSTRUCTION ET À L'ÉQUIPEMENT DES NAVIRES TRANSPORTANT
DES PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX EN VRAC (RECUEIL IBC)**

Remplacer le texte actuel des chapitres 17, 18 et 19 du Recueil IBC par ce qui suit :

Chapitre 17**Résumé des prescriptions minimales**

Les mélanges de substances liquides nocives qui présentent des risques de pollution uniquement et qui ont été évalués ou classés provisoirement en vertu de la règle 6.3 de l'Annexe II de MARPOL peuvent être transportés conformément aux prescriptions du Recueil applicables à la rubrique appropriée du présent chapitre visant les substances liquides nocives non spécifiées par ailleurs (n.s.a.).

NOTES EXPLICATIVES

Nom du produit (colonne a)	Le nom du produit doit être utilisé dans le document d'expédition pour toute cargaison présentée pour être transportée en vrac. Un nom supplémentaire peut être ajouté entre parenthèses après le nom du produit. Dans certains cas, les noms des produits ne sont pas identiques à ceux qui figurent dans les éditions antérieures du Recueil.
Numéro ONU (colonne b)	Supprimée
Catégorie de pollution (colonne c)	La lettre X, Y ou Z correspond à la catégorie de pollution dans laquelle est classé le produit en application de l'Annexe II de MARPOL.
Risques (colonne d)	"S" signifie que le produit figure dans le Recueil en raison des risques qu'il présente pour la sécurité; "P" signifie que le produit figure dans le Recueil en raison des risques de pollution qu'il présente; et "S/P" signifie que le produit figure dans le Recueil en raison des risques qu'il présente tant sur le plan de la sécurité que sur celui de la pollution.
Type de navire (colonne e)	1 : navire du type 1 (2.1.2.1) 2 : navire du type 2 (2.1.2.2) 3 : navire du type 3 (2.1.2.3)
Type de citerne (colonne f)	1 : citerne indépendante (4.1.1) 2 : citerne intégrale (4.1.2) G : citerne de gravité (4.1.3) P : citerne à pression (4.1.4)
Dégagement des citernes (colonne g)	Cont. : dégagement contrôlé Ouvert : dégagement ouvert
Contrôle de l'atmosphère des citernes (colonne h)	Inert. : mise en atmosphère inerte (9.1.2.1) Isol. : liquide ou gaz (9.1.2.2) Séch. : séchage (9.1.2.3) Vent. : naturelle ou forcée (9.1.2.4) Non : aucune prescription particulière ne s'applique en vertu du présent Recueil

Matériel électrique (colonne i)	Classes de température (i') Groupes (i'') Point d'éclair (i''')	T1 à T6 un "-" signifie qu'aucune prescription ne s'applique un espace vide signifie que l'on ne dispose pas de renseignements IIA, IIB ou IIC : un "-" signifie qu'aucune prescription ne s'applique un espace vide signifie que l'on ne dispose pas de renseignements Oui : point d'éclair supérieur à 60°C (10.1.6) Non : point d'éclair ne dépassant pas 60°C (10.1.6) NF : produit ininflammable (10.1.6)
Dispositif de jaugeage (colonne j)	O : type ouvert (13.1.1.1) R : type à ouverture restreinte (13.1.1.2) C : type fermé (13.1.1.3)	
Détection des vapeurs (colonne k)	F : vapeurs inflammables T : vapeurs toxiques Non : signifie qu'aucune prescription particulière ne s'applique en vertu du présent Recueil.	
Protection contre l'incendie (colonne l)	A : mousse résistant aux alcools ou mousse à usages multiples B : mousses ordinaires, comprenant toutes les mousses de type non résistant aux alcools, notamment les mousses fluoroprotéiniques et les mousses formant une pellicule aqueuse (AFFF) C : pulvérisation d'eau D : produits chimiques secs Non : aucune prescription particulière ne s'applique en vertu du présent Recueil	
Matériaux de construction (colonne m)	Supprimée	
Équipement d'urgence (colonne n)	E : voir 14.3.1 Non : aucune prescription particulière ne s'applique en vertu du présent Recueil.	
Prescriptions particulières et liées à l'exploitation (colonne o)	Lorsqu'il est fait expressément référence aux chapitres 15 et/ou 16, ces prescriptions s'ajoutent aux prescriptions indiquées dans les autres colonnes.	

Note : La numérotation des pages suivantes est celle de la base de données.

Chapitre 17 du Recueil IBC

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acétate d'amyle (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate de benzyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acétate de butyle (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate de cyclohexyle	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate de l'éther butylique de l'éthylèneglycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acétate de l'éther méthylrique de l'éthylèneglycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acétate de l'éther méthylrique du propylèneglycol	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	
Acétate de l'éther monoalkylique (C ₁ -C ₆) du poly(2-8)alkylèneglycol	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acétate de l'éthylèneglycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acétate de méthoxy-3 butyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Acétate de méthylamyle	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate de méthyle	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	
Acétate de <i>n</i> -octyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Acétate de <i>n</i> -propyle	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.19.6
Acétate d'éthoxy-2 éthyle	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate d'éthyle	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Acétate de tridécyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Acétate de vinyle	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acétate d'heptyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acétate d'hexyle	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate d'isopropyle	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Acétoacétate de méthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acétoacétate d'éthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acétochlorure	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acétonitrile	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.12, 15.19.6
Acétonitrile (à faible degré de pureté)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Acide acétique	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acide acrylique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.12.4, 15.13, 15.17, 15.19, 16.6.1, 16.2.9
Acide alcanoïque à chaîne longue (C ₁₇₊), sel de cuivre de l'	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide alkaryl(C ₁₆ -C ₆₀) sulfonique à chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide alkaryl(C ₁₁ -C ₁₇) benzène sulfonique	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Acide alkyl(C ₁₁ -C ₁₇) benzène sulfonique, sel sodique de l', en solution	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', boratés	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', peu surbasique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', très surbasique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Acide benzénetricarboxylique, ester trioctylique de l'	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Acide butyrique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	Non	A	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6
Acide chloracétique (à 80 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	NF	C	Non	Non	Non	15.11.2, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.19, 16.2.9
Acide chlorhydrique	Z	S/P	3	1G	Cont	Non	-	-	NF	R	T	Non	Oui	15.11
Acide chloro-4 méthyl-2 phénoxyacétique, sel de diméthylamine de l', en solution	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Acide chloro-2 ou -3 propionique	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acide chlorosulfonique	Y	S/P	1	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.5, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12, 15.16.2, 15.19
Acide citrique (à 70 % ou moins)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acide crésylique, déphénolisé	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Acide crésylique, sel sodique de l', en solution	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide décanoïque	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Acide dichloro-2,4 phénoxyacétique, sel de diéthanolamine de l', en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide dichloro-2,4 phénoxyacétique, sel de diméthylamine de l', en solution (à 70 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide dichloro-2,4 phénoxyacétique, sel de trisopropanolamine de l', en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide dichloro-2,2 propionique	Y	S/P	3	2G	Cont	Séch.			Oui	R	Non	A	Non	15.11.2, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6, 16.2.9
Acide diéthylèneetriaminopentacétique, sel pentasodique de l', en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Acide di-(2-éthylhexyl)phosphorique	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6
Acide diméthyl-octanoïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.6, 16.2.9
Acide ester alkylsulfonique de phénol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Acide éthyl-2 hexanoïque	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Acide éthylène-diaminotétracétique, sel tétrasodique de l', en solution	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acide fluorosilicique (20-30 %) en solution aqueuse	Y	S/P	3	1G	Cont	Non	-	-	NF	R	T	Non	Oui	15.11, 15.19.6
Acide formique (85 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T(g)	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Acide formique (plus de 85%)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	FT(g)	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acide glycolique en solution (à 70% ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide glycoxylique en solution (à 50% ou moins)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ACD	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6, 16.2.9, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Acide gras (saturé, C ₁₃₊)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide gras de palme, distillat de l'	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide gras de palmiste, distillat de l'	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide gras de suif	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide gras de tallol (acides résineux moins de 20 %)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6
Acide gras d'huile de coco	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide hexanoïque	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Acide n-heptanoïque	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Acide N-(hydroxyéthyl) éthylènediamine triacétique, sel trisodique de l', en solution	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acide hydroxy-2 (méthylthio)-4 butanoïque	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acide lactique	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acide laurique	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide lignosulfonique, sel sodique de l', en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Acide méthacrylique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.13, 16.6.1, 15.19.6, 16.2.9
Acide néodécanoïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acide nitriloacétique, sel trisodique de l', en solution	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acide naphthalénosulfonique - copolymère de formaldéhyde, sel sodique de l', en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Acide nitrique (à moins de 70 %)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Oui	15.11, 15.19
Acide nitrique (à 70 % et au-dessus)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.11, 15.19
Acide nonanoïque (tous isomères)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide octanoïque (tous isomères)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Acide oléique	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide pentanoïque	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acide n-pentanoïque (à 64 %)/acide méthyl-2 butyrique (à 36 %) en mélange	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	T2		Oui	C	Non	AD	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.19
Acide phosphorique	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.11.1, 15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 16.2.9
Acide polyacrylique en solution (à 40 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AC	Non	
Acide polyhydroxy alcénoïque, ester borique de l'	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6
Acide propionique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6
Acides gras (C ₈ -C ₁₀)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Acides gras (C ₁₂₊)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acides gras (C ₁₆₊)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Acides gras végétaux, distillats d' (m)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide lignosulfonique, sel de magnésium de l', en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AC	Non	
Acide sulfonitrique (mélange d'acide nitrique et d'acide sulfurique)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.11, 15.16.2, 15.17, 15.19
Acide sulfurique	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.11, 15.16.2, 15.19.6
Acide sulfurique résiduaire	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.11, 15.16.2, 15.19.6
Acide tridécanoïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide triméthylacétique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	A	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.5, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide undécanoïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.6, 16.2.9
Acrylamide en solution (à 50 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.12.3, 15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.2.9
Acrylate de butyle (tous isomères)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acrylate de décyle	X	S/P	1	2G	Ouvert	Non	T3	IIA	Oui	O	Non	ACD	Non	15.13, 15.19, 16.6.1, 16.6.2
Acrylate de méthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acrylate d'éthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acrylate d'éthyl-2 hexyle	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T3	IIB	Oui	O	Non	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acrylate d'hydroxy-2 éthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acrylonitrile	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Adduct d'anhydride polyisobutényle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Adipate de di-(éthyl-2 hexyle)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Adipate de diisononyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Adipate de di- <i>n</i> -hexyle	X	P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19
Adipate de diméthyle	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Adipate de ditridécyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Adipate d'hexaméthylènediamine (à 50 % dans de l'eau)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Adipate d'octyle et de décyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Adiponitrile	Z	S/P	3	2G	Cont	Non		IIB	Oui	R	T	A	Non	16.2.9
Alachlore technique (à 90 % ou plus)	X	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AC	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcanes (C ₆ -C ₉)	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcanes(C ₁₀ -C ₂₆), linéaires et ramifiés, (point d'éclair >60°C)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6
<i>n</i> -Alcanes(C ₁₀₊)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcool allylique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Alcool alpha-méthylbenzylique brut avec acétophénone (15% ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 16.2.6, 16.2.9
Alcool <i>n</i> -amylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool sec-amylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool <i>tert</i> -amylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	
Alcool amylique primaire	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool benzylique	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Alcool <i>tert</i> -butylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Alcool (C ₉ -C ₁₁) poly (2,5-9)éthoxylé	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcool décylque (tous isomères)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9(e)
Alcool décylque/dodécylque/tétradécylque en mélange	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Alcool dodécylque	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcool furfurylique	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Alcool isoamylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool isobutylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool méthylamylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcool méthylque	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcool nonylique (tous isomères)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Alcool n-propylque	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcool undécylque	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₃₊)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₂ -C ₁₆) poly (1-6)éthoxylés	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₂ -C ₁₆) poly (7-19)éthoxylés	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₂ -C ₁₆) poly (20+)éthoxylés	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Alcools (C ₁₂₊) primaires, linéaires	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alcools (C ₈ -C ₁₁) primaires, linéaires et essentiellement linéaires	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₂ -C ₁₃) primaires, linéaires et essentiellement linéaires	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₄ -C ₁₈) primaires, linéaires et essentiellement linéaires	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Alcools (C ₆ -C ₁₇) (secondaires)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₆ -C ₁₇) (secondaires)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alcools (C ₆ -C ₁₇) (secondaires)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Aldéhyde glutarique en solutions (à 50 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Ouv	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6
Aldéhyde propionique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T4	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.17, 15.19.6
Aldéhydes octyliques	Y	P	2	2G	Cont	Non	-	-	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkaryldithiophosphate (C ₇ -C ₁₆) de zinc	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Alkarylphosphate en mélange (à plus de 40 % de phosphate tolylique de diphenyle, moins de 0,02 % d'isomères <i>ortho</i>)	X	S/P	1	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19
Alkarylpolyléthers (C ₉ -C ₂₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Alkaryl/sulfonate de baryum (C ₁₁ -C ₅₀), chaîne longue	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.12.3, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Alkaryl/sulfonate de calcium (C ₁₁ -C ₅₀), chaîne longue	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Alkaryl/sulfonate de magnésium (C ₁₁ -C ₅₀), chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkényl(C ₁₁₊)amide	X	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkylats aviation (paraffines C ₈ et isoparaffines (point d'ébullition entre 95 et 120°C))	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	B	Non	15.19.6
Alkylbenzène, alkylindane, alkylindène en mélanges (chacun : C ₁₂ -C ₁₇)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Alkylbenzène en mélanges (contenant au moins 50 % de toluène)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Alkylbenzène, distillats de fond	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Alkyl(C ₃ -C ₄) benzènes	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alkyl(C ₅ -C ₈) benzènes	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Alkyl(C ₉₊) benzènes	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Alkyl(C ₁₂₊)diméthylamine	X	S/P	1	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	BCD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Alkylidithiocarbamate (C ₁₉ -C ₃₅)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkylidithiophosphate (C ₃ -C ₁₄) de zinc	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Alkylidithiothiazole (C ₆ -C ₂₄)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Alkyl(C ₇ -C ₉)nitrates	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkylalkylamine (C ₁₆₊) éthoxylé, chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	
Alkylphénate chaîne longue/sulfure de phénol en mélange	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkylphénate (C ₅ -C ₁₀) de calcium, chaîne longue	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Alkylphénate (C ₁₁ -C ₄₀) de calcium, chaîne longue	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Alkyl(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄) : (à 40 % ou moins/à 60 % ou plus) polyglucoside en solution (à 55 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Alkyl(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄): (à 60 % ou plus/à 40 % ou moins) polyglucoside en solution (à 55 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	Non	Non	16.2.6, 16.2.9
Alkyl(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄): (à 50 %/50 %) polyglucoside en solution (à 55 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	Non	Non	16.2.6, 16.2.9
Alkyl(C ₁₂ -C ₁₄) polyglucoside en solution (à 55 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkyl(C ₈ -C ₁₀) polyglucoside en solution (à 65 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	Non	Non	16.2.6
Alkyl(C ₁₈ +toluènes	Y	S/P	2	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkylsalicylate (C ₁₀ -C ₂₈) de calcium	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Alkylsalicylate (C ₁₈ -C ₂₈) de calcium, chaîne longue	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Alkylsalicylate (C ₁₃₊) de calcium, chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkylsalicylate (C ₁₁₊) de magnésium, chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkylsulfonates (C ₁₄ -C ₁₇) de sodium (en solution à 60-65 %)	Y	P	2	2G	Ouvr	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Amine de suif éthoxylé (> 95 %)	X	S/P	2	2G	Cont	Inert.	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Amine phénolique de polyoléfine (C ₂₈ -C ₂₅₀) (Amino-2 éthoxy)-2 éthanol	Y	P	2	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Aminoester de polyoléfine, sels de l' (poids moléculaire 2000+)	Z	S/P	3	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6
Aminoester de polyoléfine, sels de l' (poids moléculaire 2000+)	Y	P	2	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Aminoéthyl-diéthanamine, Aminoéthyl-diéthanamine en solution	Z	P	3	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Aminoéthyl-diéthanamine	Z	S/P	3	2G	Ouvr	Non	T2	IIA	Oui	O	Non	A	Non	
N-Aminoéthylpipérazine	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
2-Amino-2-méthyl-1-propanol	Z	P	3	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Ammoniac en solution aqueuse (à 28 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	ABC	Oui	
Anhydride acétique	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Anhydride alkényle (C ₁₆ -C ₂₀) succinique	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	C	T	Non	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Anhydride de polyoléfine	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Anhydride maléique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	AC(f)	Non	16.2.9
Anhydride phtalique (fondu)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	Non	AD	Non	16.2.6, 16.2.9, 15.19.6
Anhydride propionique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	T	A	Non	
Aniline	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.17, 15.19
Arylpolyoléfines (C ₁₁ -C ₅₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Benzène et mélanges dont la teneur en benzène est égale ou supérieure à 10 % (i)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	AB	Non	15.12.1, 15.17, 15.19.6, 16.2.9
Benzoate de sodium	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Beurre de cacao	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Beurre de karité	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Borate de polyoléfinamide alkène-amine (C ₂₈ -C ₂₅₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Borohydrure de sodium (à 15 % ou moins)/hydroxyde de sodium en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Boue d'aluminosilicate de sodium	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Boue de carbonate de calcium	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Boue de dioxyde de titane	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Boue d'hydroxyde de calcium	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Bromochlorométhane	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	
Bromure de sodium en solution (moins de 50 %)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	R	Non	Non	Non	15.19.6
(*)														
Butène, oligomère du	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Butylamine (tous isomères)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19.6
Butylbenzène (tous isomères)	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Butylène-glycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Butyraldéhyde (tous isomères)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Butyrate de butyle (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Butyrate de méthyle	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Butyrate d'éthyle	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
gamma-Butyrolactone	Y	P	3	2G	Cont	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
epsilon-Caprolactame (fondu ou en solutions aqueuses)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Carbonate de sodium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Carboxamide de zinc alkényle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Chlorate de sodium en solution (à 50 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.9, 15.19.6, 16.2.9
Chlorhydrine d'éthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	AD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Chlorhydrines (brutes)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	F-T	A	Non	15.12, 15.19
Chlorobenzène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6
Chloroforme	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Oui	15.12, 15.19.6
o-Chloronitrobenzène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	ABD	Non	5.12, 15.17, 15.18, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
1-(Chlorophényl-4) diméthyl-4,4 pentane-3-un	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	ABD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
m-Chlorotoluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6
o-Chlorotoluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6
p-Chlorotoluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Chlorotoluènes (mélanges d'isomères)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6
Chlorure d'allyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Chlorure d'aluminium en solution (moins de 25 %)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	
Chlorure d'aluminium/chlorure d'hydrogène en solution	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	NF	C	T	Non	Oui	15.11, 15.12, 15.17, 15.19
Chlorure de benzène-sulfonyle	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Chlorure de benzyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	AB	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Chlorure de choline en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Chlorure de fer III en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.11, 15.19.6, 16.2.9
Chlorure de magnésium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Chlorure de potassium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Chlorure de vinylidène	Y	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T2	IIA	Non	R	F-T	B	Oui	15.13, 15.14, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Cires	Z	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Colophane	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Complexe polysulfure de molybdène, dithiocarbamide d'alkyle, chaîne longue	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Composés aromatiques polycycliques (C ₂₊)	X	P	1	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	AD	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9
Copolymère d'acrylate d'alkyle-vinylpyridine dans du toluène	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Copolymère acrylonitrile – styrène en dispersion dans du polyol de polyéther	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Copolymère de l'acide méthacrylique - alkoxypoly (oxyde d'alkylène) méthacrylate, sel sodique du, en solution aqueuse (à 45 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	AC	Non	16.2.9
Copolymère de polyalkyl (C ₁₀ -C ₁₈) méthacrylate et de l'éthylène propylène en mélange	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Copolymère d'ester alkyle (C ₄ -C ₂₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Copolymère d'éthylène et d'acétate de vinyle (en émulsion)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Copolymère oléfine-ester alkylque (poids moléculaire 2000+)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Corps gras sulfuré (C ₁₄ -C ₂₀)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Créosote (goudron de houille)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	T	AD	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Crésols (tous isomères)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	T1	IIA	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Crotonaldéhyde	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19.6
Cyanhydrine d'acétone	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	A	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.18, 15.19, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Cyanhydrine d'éthylène	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non		IIB	Oui	O	Non	A	Non	
1,5,9-Cyclododécatriène	X	S/P	1	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.13, 15.19, 16.6.1, 16.6.2
Cycloheptane	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Cyclohexane	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Cyclohexanol	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Cyclohexanone	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Cyclohexanone, cyclohexanol en mélange	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	F-T	A	Non	
Cyclohexylamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	AC	Non	15.19.6
Cyclopentadiène-1,3, dimère du (fondu)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T1	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Cyclopentane	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Cyclopentène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
p-Cymène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Décalhydronaphtalène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.19.6
Décène	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Déchets chimiques liquides	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.19.6, 20.5.1
Diacétate de l'éthylène glycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Diacétone-alcool	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	
Dialkyl(C ₈ -C ₉)diphénylaminés	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Dialkyl(C ₇ -C ₁₃)phthalates	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Dialkyl(C ₉ -C ₁₀)phthalates	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Dibromométhane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12.3, 15.19
Dibromure d'éthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.12, 15.19.6, 16.2.9
Dibutylamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	ACD	Non	15.19.6
2,6-Di- <i>tert</i> -butylphénol	X	P	1	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABCD	Non	15.19.6, 16.2.9
Dichlorobenzène (tous isomères)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	T	ABD	Non	15.19.6
Dichloro-3,4 butène-1	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	ABC	Oui	15.12.3, 15.17, 15.19.6
Dichloro-1,1 éthane	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.19.6
Dichloro-1,6 hexane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	T	AB	Non	15.19.6
Dichlorométhane	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	T	Non	Non	15.19.6
Dichloro-2,4 phénol	Y	S/P	2	2G	Cont	Séch.			Oui	R	T	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Dichloro-1,1 propane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AB	Non	15.12, 15.19.6
Dichloro-1,2 propane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.12, 15.19.6
Dichloro-1,3 propène	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	AB	Oui	15.12, 15.17, 15.18, 15.19
Dichloropropène/dichloropropane en mélanges	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	ABD	Oui	15.12, 15.17, 15.18, 15.19
Dichlorure d'éthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19
Dichromate de sodium en solution (à 70 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.12.3, 15.19
Dicyclopentadiène, qualité résine, 81-89 %	Y	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T2	IIB	Non	C	FT	ABC	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Diéthanolamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T1	IIA	Oui	O	Non	A	Non	16.2.6, 16.2.9
Diéthylamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.12, 15.19.6
Diéthyl-2,6 aniline	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	BCD	Non	15.9.6, 16.2.9
Diéthylaminoéthanol	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AC	Non	15.19.6
Diéthylbenzène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Diéthylènetriamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T2	IIA	Oui	O	Non	A	Non	
Diisobutylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	ACD	Non	15.12.3, 15.19.6
Diisobutylcétone	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Diisobutylène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Diisobutyrate de triméthyl-2,2,4 pentanediol-1,3	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Diisocyanate de diphenylméthane	Y	S/P	2	2G	Cont	Séch.	-	-	Oui	C	T (a)	ABC	Non	15.12, 15.16.2, 15.17, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
									(a)			(b) D		

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Diisocyanate de toluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Séch.	T1	IIA	Oui	C	F-T	AC(b) D	Oui	15.12, 15.16.2, 15.17, 15.19, 16.2.9
Diisocyanate d'hexaméthylène	Y	S/P	2	1G	Cont	Séch.	T1	IIB	Oui	C	T	AC(b) D	Oui	15.12, 15.17, 15.16.2, 15.18, 15.19
Diisocyanate d'isophorone	X	S/P	2	2G	Cont	Séch.			Oui	C	T	ABD	Non	15.12, 15.16.2, 15.17, 15.19.6
Diisopropylamine	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T2	IIA	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Diisopropylamine	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.19
Diisopropylnaphtalène	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Diisopropylbenzène (tous isomères)	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
N,N-Diméthylacétamide	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ACD	Non	15.12, 15.17
N,N-Diméthylacétamide en solution (à 40 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	B	Non	15.12.1, 15.17
Diméthylamine en solution (à 45 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	ACD	Non	15.12, 15.19.6
Diméthylamine en solution (supérieure à 45 % mais pas supérieure à 55 %)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	ACD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Diméthylamine en solution (supérieure à 55 % mais pas supérieure à 65 %)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	ACD	Oui	15.12, 15.14, 15.17, 15.19
N,N-Diméthylcyclohexylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
N,N-Diméthylodécylamine	X	S/P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	B	Non	15.19
Diméthyléthanolamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.19.6
Diméthylformamide	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.19.6
Diméthylpolysiloxane	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Diméthyl-2,2 propanediol-1,3 (fondu ou en solution)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Dinitrotoluène (fondu)	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.17, 15.19, 15.21, 16.2.6, 16.2.9, 16.6.4
Dioxanne-1,4	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	A	Non	15.12, 15.19, 16.2.9
Dioxyde de décylloxyltétrahydrothiophène	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Dipentène	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Diphénylamine (fondue)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Diphénylamines, alkylées	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Diphényle	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	B	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Diphényle/éther diphenylique en mélange	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	B	Non	15.19.6, 16.2.9
Di-n-propylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.12.3, 15.19.6
Dipropylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Dipropylthiocarbamate de S-éthyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Disulfonate d'éther de dodécyle et de diphenyle en solution	X	S/P	2	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	A	Non	15.19.6
Disulfure de carbone	Y	S/P	2	1G	Cont	Isol. + Inert.	T6	IIC	Non	C	F-T	C	Oui	15.3, 15.12, 15.19
Disulfure de diméthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	B	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
tert-Dodécane	X	S/P	1	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Dodécane (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.19.6
Dodécène (tous isomères)	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Dodécylamine/tétradécylamine, en mélange	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Dodécylbenzène	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	
Dodécylphénol	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Dodécylxylène	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Épichlorhydrine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Essence de pyrolyse	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	C	F-T	AB	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Ester de dithiocarbamate (C ₇ -C ₃₅)	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Ester de polyoléfine (C ₂₈ -C ₂₅₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Ester éthyl-2 hexylique, essentiellement linéaire (C ₆ -C ₁₈), d'acides gras	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Ester glycidylque de l'acide trialkylacétique C ₁₀	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Ester glycidylque de l'acide trialkylacétique C ₁₀	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Ester méthylique de l'acide gras d'huile de coco	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Ester méthylique de l'acide gras d'huile de colza	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Ester méthylique de l'acide gras d'huile de palme	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Esters de phosphate, alkyl(C ₁₂ -C ₁₄) amine	Y	P	2	2G	Cont	Non	T4	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Esters méthyliques d'acide gras (m)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Éthanolamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T2	IIA	Oui	O	F-T	A	Non	16.2.9
Éther- <i>n</i> -butylique	Y	S/P	3	2G	Cont	Inert.	T4	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.4.6, 15.12, 15.19.6
Éther de diéthylène glycol et de dibutyle	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Éther de diéthylène glycol et de diéthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Éther de polyéthylène glycol et de diméthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Éther dichloréthylque	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Éther dichloro-2,2 isopropylique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	ACD	Non	15.12, 15.17, 15.19

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Éther diéthylique	Z	S/P	2	1G	Cont	Inert.	T4	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.4, 15.14, 15.19
Éther diglycidyle du bisphénol A	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Éther diglycidyle du bisphénol F	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Éther diphenylique	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éther diphenylique/éther de diphenyle et de phenyle en mélange	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éther éthyl- <i>tert</i> -butylique	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Éther éthylvinyle	Z	S/P	2	1G	Cont	Inert.	T3	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.4, 15.13, 15.14, 15.19, 16.6.1, 16.6.2
Éther isopropyle	Y	S/P	3	2G	Cont	Inert.	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.4.6, 15.13.3, 15.19.6
Éther méthylbutylique du poly(éthylène glycol) (MM>1000)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AC	Non	16.2.9
Éther méthyle <i>tert</i> -amylique	X	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Éther méthyl- <i>tert</i> -butylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Éther monoalkyle (C ₁ -C ₆) du poly(2-8)alkylène glycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Éther monoalkyle du propylène glycol	Z	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Éthers monoalkyles de l'éthylène glycol	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éther phényle de l'éthylène glycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	16.2.9
Éther phényle de l'éthylène glycol/Éther phényle du diéthylène glycol en mélange	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	16.2.9
Éther phényle du propylène glycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Éthoxy-3 propionate d'éthyle	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19.6
Éthoxylate d'alkyl (C12-C16) propoxyamine	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	AC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Éthylamine	Y	S/P	2	1G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	CD	Oui	15.12, 15.14, 15.19.6
Éthylamine en solutions (à 72 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	AC	Oui	15.12, 15.14, 15.17, 15.19
Éthylamylcétone	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Éthylbenzène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Éthylcyclohexane	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
N-Éthylcyclohexylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Éthylènediamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éthylène glycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Éthyl-2 hexylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.12, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
2-Éthyl-2-(hydroxyméthyl) propanediol-1,3, ester de l', C ₈ -C ₁₀	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
N-Éthylméthylallylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F	AC	Oui	15.12.3, 15.17, 15.19
Éthyl-2 propyl-3 acroléine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éthyltoluène	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Formaldéhyde en solutions (à 45 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.19.6, 16.2.9
Formamide	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Formiate de césium en solution (*)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	15.19.6
Formiate de méthyle	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.12, 15.14, 15.19
Formiate d'isobutyle	Z	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	AB	Non	
Furfural	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Glucitol/glycérol en mélange propoxylé (contenant moins de 10 % d'amines)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Glutarate de diméthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Glycérol propoxylé	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Glycérol propoxylé et éthoxylé	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	
Glycérol/sucrose en mélange propoxylé et éthoxylé	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	
Glycine, sel sodique de la, en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Glyoxal en solution (à 40 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Glyphosate en solution (ne contenant pas de tensioactif)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Goudron de houille	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Heptane (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Heptanol (tous isomères) (d)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Heptène (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Hexadécylnaphtalène-1/(hexadécyl) naphtalène-1,4-bis en mélange	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Hexaméthylènediamine en solution	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.19.6
Hexaméthylènediamine (fondue)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	C	Oui	15.12, 15.17, 15.18, 15.19.6, 16.2.9
Hexaméthylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Hexaméthylèneimine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AC	Non	15.19.6
Hexane (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
1,6-Hexanediol, distillats de tête	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Hexanol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Hexène (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Homopolymère de 2-propène-1-aminium, N,N-diméthyl-N-2-chlorure de propényle (en solution aqueuse)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	15.19.6
Huile acide de palme	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile acide de palmiste	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile carbolique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	F-T	A	Non	15.12, 15.19.6, 16.2.9
Huile d'arachide	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de bois de Chine	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de carthame	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de coco	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de colza	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de coque de cajou (non traitée)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de graine de cotonnier	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de graine de tournesol	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de jatropha	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Huile de lin	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de maïs	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de noyau de mangue	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de palme	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de palme, fraction moyenne	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de palme, qualité industrielle non comestible	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	Non	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de palmiste	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de pin	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.6, 16.2.9
Huile de poisson	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de résine distillée	Y	S/P	2	S G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Huile de ricin	Y	P	2(k)	S G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.9.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de soja	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de son de riz	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Huile d'illipé	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile d'olive	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huiles végétales acides (m)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Hydrocarbures aliphatiques oxygénés en mélange	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	
Hydrogénophosphate d'ammonium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Hydrogénophosphite de diméthyle	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AD	Non	15.12.1, 15.19.6
Hydrogénophosphonate de dibutyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Hydrogénosulfite de sodium en solution (à 45 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Hydrogénosulfure de sodium en solution (à 45 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Cont	Vent. ou isol. (gaz)			NF	R	T	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Hydrogénosulfure de sodium/sulfure d'ammonium en solution	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.14, 15.17, 15.19, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Hydroxyde de potassium, en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6
Hydroxyde de sodium en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.6, 16.2.9
Hypochlorite de calcium en solution (à 15 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	Non	Non	Non	15.19.6
Hypochlorite de calcium en solution (à plus de 15 %)	X	S/P	1	2G	Cont	Non			NF	R	Non	Non	Non	15.19, 16.2.9
Hypochlorite de sodium en solution (à 15 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	-	R	Non	Non	Non	15.19.6
Isobutyrate de triméthyl-2,2,4 pentanediol-1,3	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Isophorone	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	A	Non	
Isophoronediimine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	16.2.9
Iso- et cyclo-alcanes (C ₁₀ -C ₁₁)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Iso- et cyclo-alcanes (C ₁₂₊)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	
Isoprène	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F	B	Non	15.13, 15.14, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Isopropanolamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T2	IIA	Oui	O	F-T	A	Non	16.2.9, 15.19.6, 16.2.6
Isopropylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	CD	Oui	15.12, 15.14, 15.19
Isopropylamine en solution (à 70 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	CD	Oui	15.12, 15.19.6, 16.2.9
Isopropylcyclohexane	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Lactonitrile en solution (à 80 % ou moins)	Y	S/P	2	1G	Cont	Non			Oui	C	T	ACD	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.18, 15.19, 16.6.2, 16.6.1, 16.6.3
Latex, ammoniac (1 % ou moins)-inhibé	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Latex : copolymère carboxylé de styrène-butadiène; caoutchouc de styrène-butadiène	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Lignine de bois avec acétate/oxalate de sodium	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	
Lignosulfonate d'ammonium en solutions	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Lignosulfonate de calcium en solutions	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
L-Lysine en solution (60 % ou moins)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Mélange d'acide formique (contenant au plus 18 % d'acide propionique et au plus 25 % de formiate de sodium)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T(g)	AC	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Mélange de base pour liquide de frein : glycols/éthers monoalkylés(C ₁ -C ₄) des polyalkylène(C ₂ -C ₁₀) glycols et les dérivés estérifiés de l'acide borique	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Mélange d'huiles acides issu du raffinage d'huiles de graines de soja, de maïs et de tournesol	Y	S/P	2	S G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Mélanges antidétonants pour carburants (contenant des dérivés alkylés du plomb)	X	S/P	1	1G	Cont	Non	T4	IIA	Non	C	F-T	AC	Oui	15.6, 15.12, 15.18, 15.19
Mélanges de biocarburants composés de diesel/gasoil et d'alcanes (C ₁₀ -C ₂₆), linéaires et ramifiés ayant un point d'éclair >60°C (>25 % mais <99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Mélanges de biocarburants composés de diesel/gasoil et d'alcanes (C ₁₀ -C ₂₆), linéaires et ramifiés ayant un point d'éclair ≤ 60°C (>25 % mais <99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	FT	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Mélanges de biocarburants composés de diesel et d'esters méthyliques d'acides gras (> 25 % mais < 99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Mélanges de biocarburants composés de diesel et d'huile végétale (> 25 % mais < 99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Mélanges de biocarburants composés d'essence et d'alcool éthylique (> 25 % mais < 99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	FT	AC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Mercaptobenzothiazol, sel sodique du, en solution	X	S/P	2	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Métam-sodium en solution	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	NF	C	T	Non	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Méthacrylate de butyle	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylate de butyle/décyle/cétyle/eicosyle en mélange	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	AD	Non	15.13, 16.6.1, 16.6.2, 15.19.6
Méthacrylate de cétyle/eicosyle en mélange	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.13, 16.6.1, 16.6.2, 15.19.6, 16.2.9
Méthacrylate de dodécyle	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.13
Méthacrylate de dodécyle/octadécyle (en mélange)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.2.6, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylate de dodécyle/pentadécyle en mélange	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.13, 16.6.1, 16.6.2, 15.19.6
Méthacrylate de méthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylate de nonyle monomère	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Méthacrylate d'éthyle	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylate d'isobutyle	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.12, 15.13, 15.17, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylonitrile	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Méthoxy-3 butanol-1	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	
N-(2-Méthoxy-1 méthyléthyl)-2 éthyl-6 méthylchloroacétanilide	X	P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Méthylamine en solutions (à 42 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	ACD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Méthylamylcétone	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
N-Méthylaniline	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Méthylate de sodium en solution 21-30 % dans le méthanol	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	FT	AC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6 (seulement si > 28 %), 16.2.9
Méthylbuténol	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Méthylbutylcétone	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Méthylbutynol	Z	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	
Méthylcyclohexane	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Méthylcyclopentadiène, dimère du	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	B	Non	15.19.6
Méthylcyclopentadienyl manganèse tricarbonyle	X	S/P	1	1G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABCD	Oui	15.12, 15.18, 15.19, 16.2.9
Méthyl-diéthanolamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.6
Méthyl-2 éthyl-6 aniline	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	
Méthyléthylcétone	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	
Méthyl-2 éthyl-5 pyridine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non		IIA	Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6
Méthyl-2 glutaronitrile avec 2-éthyl-succinonitrile (12 % ou moins)	Z	S	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Méthyl-2 hydroxy-2 butyne-3	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	ABD	Non	15.19.6, 16.2.9
Méthylisobutylcétone	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Méthyl-3 méthoxy-3 butanol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Méthyl-2 propane-1,3 diol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Méthyl-naphtalène (fondu)	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	AD	Non	15.19.6
Méthyl-2 pyridine	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F	A	Non	15.12.3, 15.19.6
Méthyl-3 pyridine	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F	AC	Non	15.12.3, 15.19
Méthyl-4 pyridine	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	A	Non	15.12.3, 15.19, 16.2.9
N-Méthyl-2 pyrrolidone	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
alpha-Méthylstyrène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIB	Non	R	F-T	AD(j)	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
3-(Méthylthio)propionaldéhyde	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	F-T	B, C	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Monooléate de glycérol	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Monooléate de sorbitan poly(20)oxyéthyléné	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Morpholine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Myrcène	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Naphtalène (fondu)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	Non	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Naphta-solvant de goudron de houille	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Néodécanoate de vinyle	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Nitrate d'ammonium en solution (à 93 % ou moins)	Z	S/P	2	1G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.2, 15.11.4, 15.11.6, 15.18, 15.19.6, 16.2.9
Nitrate de calcium/Nitrate de magnésium/Chlorure de potassium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Nitrate de fer III/acide nitrique en solution	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Oui	15.11, 15.19
Nitrite de sodium en solution	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.12.3.1, 15.12.3.2, 15.19, 16.2.9
Nitrobenzène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	AD	Non	15.12, 15.17, 15.18, 15.19, 16.2.9
Nitroéthane	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A(f)	Non	15.19.6, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.4
Nitroéthane (à 80 %)/nitropropane (à 20 %)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A(f)	Non	15.19.6, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Nitroéthane, nitro-1 propane (15 % de chaque ou plus), en mélange	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
o-Nitrophénol (fondu)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	AD	Non	15.12, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Nitro-1 ou -2 propane	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Nitropropane (à 60 %)/nitroéthane (à 40 %) en mélange	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	A(f)	Non	15.19.6
o- ou p- Nitrotoluènes	Y	S/P	2	2G	Cont	Non		IIB	Oui	C	T	AB	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Nonane (tous isomères)	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	BC	Non	15.19.6
Nonène (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Nonylphénol	X	P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9
Nonylphénol poly(4+)éthoxylate	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Norborène d'éthylidène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	AD	Non	15.12.1, 15.19.6
Octaméthylcyclotétrasiloxane	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AC	Non	15.19.6, 16.2.9
Octane (tous isomères)	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Octanol (tous isomères)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Octène (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Oléate de potassium	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Oléfine (C ₅ -C ₇) en mélanges	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Oléfine (C ₅ -C ₁₅) en mélanges	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Oléfine en mélanges (C ₇ -C ₉) riche en C ₈ , stabilisée	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F	ABC	Non	15.13, 15.19.6
Oléfines (C ₁₃₊ , tous isomères)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
alpha-Oléfines (C ₆ -C ₁₈) en mélanges	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Oléine de palme	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Oléine de palmiste	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Oléum	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.11.2 à 15.11.8, 15.12.1, 15.16.2, 15.17, 15.19, 16.2.6
Oléylamine	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Oxyde de butylène-1,2	Y	S/P	3	2G	Cont	Inert.	T2	IIB	Non	R	F	AC	Non	15.8.1 à 15.8.7, 15.8.12, 15.8.13, 15.8.16, 15.8.17, 15.8.18, 15.8.19, 15.8.21, 15.8.25, 15.8.27, 15.8.29, 15.19.6
Oxyde de mésityle	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Oxyde de propylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T2	IIB	Non	C	F-T	AC	Non	15.8, 15.12.1, 15.14, 15.19
Oxyde d'éthylène et oxyde de propylène en mélanges contenant au plus 30 % (masse) d'oxyde d'éthylène	Y	S/P	2	1G	Cont	Inert.	T2	IIB	Non	C	F-T	AC	Non	15.8, 15.12, 15.14, 15.19
Paraffine	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Paraffines chlorées (C ₁₀ -C ₁₃)	X	P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Paraffines chlorées (C ₁₄ -C ₁₇) (contenant au moins 50 % de chlore et moins de 1 % de C ₁₃ ou chaînes plus courtes)	X	P	1	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19
Paraldéhyde	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Pentachloroéthane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Pentadiène-1,3	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Pentadiène-1,3 (supérieur à 50%), cyclopentène et isomères en mélanges	Y	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T3	IIB	Non	C	FT	ABC	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Pentaéthylènehexamine	X	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	B	Oui	15.19
Pentane (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.14, 15.19.6
Pentène (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.14, 15.19.6
Perchloréthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12.1, 15.12.2, 15.19.6
Peroxyde d'hydrogène en solutions (à plus de 60 % mais pas plus de 70 % (masse))	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.5.1, 15.19.6
Peroxyde d'hydrogène en solutions (à plus de 8 % mais pas plus de 60 % (masse))	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.5.2, 15.18, 15.19.6
Pétrolatum	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Phénol	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.19, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Phénols inhibés alkylés (C ₄ -C ₉)	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Phénylamine d'alkyle (C ₈ -C ₉) dans des solvants aromatiques	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Phényl-1 xylol-1 éthane	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Phosphate de tributyle	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phosphate de tricrésyle (contenant au moins 1 % d'isomère <i>ortho</i>)	Y	S/P	1	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	C	Non	AB	Non	15.12.3, 15.19, 16.2.6
Phosphate de tricrésyle (contenant moins de 1 % d'isomère <i>ortho</i>)	Y	P	1	2G	Ouv	Non			Oui	C	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Phosphate de triéthyle	Z	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Phosphate de trixyle	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Phosphates de phényle triisopropylé	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Phosphite d'alkyle (C ₁₀ -C ₂₀ , saturé et non saturé)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Phosphite de triéthyle	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.12.1, 15.19.6, 16.2.9
Phosphore jaune ou blanc	X	S/P	1	1G	Cont	Isol. + (vent. ou inert.)			Non(c)	C	Non	C	Oui	15.7, 15.19, 16.2.9
Phosphorosulfure de polyoléfine – dérivé de baryum (C ₂₈ -C ₂₅₀)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	16.2.6, 16.2.9
Phthalate de butyle et benzyle	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de dibutyle	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de diéthyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Phthalate de diéthylène glycol	Y	P	3	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Phthalate de diheptyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Phthalate de dihexyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Phthalate de diisobutyle	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de diisooctyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Phthalate de diméthyle	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Phthalate de dinonyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de dioctyle	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Phthalate de ditiidécyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de diundécyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non	T3	IIA	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
<i>alpha</i> -Pinène	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
<i>bêta</i> -Pinène	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Poix de goudron de houille (fondue)	X	S/P	2	1G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Poix de tallol	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Poly(4+)acrylate de sodium en solutions	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Polyalkyl (C ₁₈ -C ₂₂) acrylate dans du xylène	Y	P	3	2G	Cont	Non	-	-	Non	R	F	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyalkyl (C ₁₀ -C ₂₀)méthacrylate	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyalkylalcanéaminesuccinimide, oxysulfure de molybdène	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Polybutène	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Polyéther (poids moléculaire 1350+)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Polyéthoxylate (4-12) d'alkylphénol (C ₇ -C ₁₁)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Polyéthylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	-
Polyéthylène-polyamines	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Polyéthylène-polyamines (plus de 50 % d'huile de paraffine C ₅ -C ₂₀)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Poly(iminoéthylène)-greffé-N-poly(éthylèneoxy) en solution (à 90 % ou moins)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	A	Non	16.2.9
Poly(4+)isobutylène	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Polyisobutylèneamine dans un solvant (C ₁₀ -C ₁₄) aliphatique	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	T3	IIA	Oui	O	Non	A	Non	-
Polyméthylène polyphénylisocyanate	Y	S/P	2	2G	Cont	Séch.	-	-	Oui(a)	C	T(a)	A	Non	15.12, 15.16.2, 15.19.6, 16.2.9
Polyol de polyoléfinamide alkèneamine	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyoléfinamide alkèneamine (C ₁₇₊)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Polyoléfinamide alkèneamine (C ₂₈ -C ₂₅₀) sulfurisée	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	-
Polyoléfinamine (C ₂₈ -C ₂₅₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Polyoléfinamine dans des alkyl(C ₂ -C ₄) benzènes	Y	P	2	2G	Cont	Non	-	-	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyoléfinamine dans un solvant aromatique	Y	P	2	2G	Cont	Non	-	-	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyoléfine (poids moléculaire 300+)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyphosphate d'ammonium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	-
Poly(5+)propylène	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Polypropylèneglycol	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6
Polysiloxane	Y	P	3	2G	Cont	Non	-	-	Non	R	F	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Produit de la réaction entre de la diphenylamine et du triméthyl-2,2,4 pentène	Y	S/P	1	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Produit de la réaction paraldehyde-ammoniaque	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	C	F-T	A	Non	15.12.3, 15.19
<i>n</i> -Propanolamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
<i>bêta</i> -Propiolactone	Y	S/P	2	2G	Cont	Non		IIA	Oui	R	T	A	Non	
Propionate de <i>n</i> -butyle	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Propionate de <i>n</i> -pentyle	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Propionate d'éthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Propionitrile	Y	S/P	2	1G	Cont	Non	T1	IIB	Non	C	F-T	AD	Oui	15.12, 15.17, 15.18, 15.19
Propoxylate d'alkylphényle (C ₉ -C ₁₅)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
<i>n</i> -Propylamine	Z	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T2	IIA	Non	C	F-T	AD	Oui	15.12, 15.19
Propylbenzène (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Pyridine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Résines du diphénylpropane et de l'épichlorhydrine	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Résine méthacrylique dans du dichlorure d'éthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19, 16.2.9
Saindoux	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Salicylate de méthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Saumures de forage (contenant des sels de zinc)	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6
Saumures de forage, y compris : bromure de calcium en solution, chlorure de calcium en solution et chlorure de sodium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Silicate de sodium en solution	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Soufre (fondu)	Z	S	3	1G	Ouvert	Vent. ou isol. (gaz)	T3		Oui	O	F-T	Non	Non	15.10, 16.2.9
Stéarine de palme	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABCD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Stéarine de palmiste	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Styrène monomère	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	F	AB	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Substance liquide nocive, F., 2) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.1, Cat. X	X	P	1	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Substance liquide nocive, F., 4) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.2, Cat. X	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19, 16.2.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Substance liquide nocive, F., 6) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.2, Cat. Y	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9(l)
Substance liquide nocive, F., 8) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.3, Cat. Y	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9(l)
Substance liquide nocive, F., 10) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.3, Cat. Z	Z	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	
Substance liquide nocive, N.F., 1) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.1, Cat. X	X	P	1	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Substance liquide nocive, N.F., 3) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.2, Cat. X	X	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Substance liquide nocive, N.F., 5) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.2, Cat. Y	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9(l)
Substance liquide nocive, N.F., 7) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.3, Cat. Y	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9(l)
Substance liquide nocive, N.F., 9) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.3, Cat. Z	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Succinate de diméthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Succinimide de polybutényle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Suif	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Sulfate d'aluminium en solution	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Sulfate d'ammonium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Sulfate de diéthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	A	Non	15.19.6
Sulfate polyferrique en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	
Sulphate de sodium (à 6 % ou moins)/carbonate de sodium (à 3 % ou moins) en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Sulfite de sodium en solution (à 25 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Sulfohydrocarbure (C ₃ -C _{8g})	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Sulfolane	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Sulfonate de pétrole, sel de sodium	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Sulfure d'alkylphénate de calcium, chaîne longue (C ₈ -C ₄₀)	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Sulfure d'alkylphénol (C ₈ -C ₄₀)	Z	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Sulfure d'ammonium en solution (à 45 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Sulfure de dodécyle et d'hydroxypropyle	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Sulfure de sodium en solution (à 15 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Tallol brut	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Tallol distillé	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Térébenthine	X	P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Téréphthalate de dibutyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.9
Tétrachloroéthane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Tétrachlorure de carbone	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.12, 15.17, 15.19.6
Tétraéthylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Tétraéthylènepentamine	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Tétrahydrofuranne	Z	S	3	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Tétrahydronaphtalène	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Tétraméthylbenzène (tous isomères)	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Tétrapropylène	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Thiocyanate de sodium en solution (à 56 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Thiophosphates de dialkyl, sels sodiques des, en solution	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	AC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Thiosulfate d'ammonium en solution (à 60 % ou moins)	Z	P	3	2G	Ouv	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Thiosulfate de potassium (à 50 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouv	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Toluène	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Toluènediamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	AD	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
o-Toluidine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.17, 15.19
Triacétate de glycéryle	Z	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Trichloréthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	T	Non	Non	15.12, 15.17, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Trichloro-1,2,3 benzène (fondu)	X	S/P	1	2G	Cont	Non			Oui	C	T	ACD	Oui	15.12.1, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Trichloro-1,2,4 benzène	X	S/P	1	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AB	Non	15.19, 16.2.9
Trichloro-1,1,1 éthane	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Trichloro-1,1,2 éthane	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12.1, 15.19.6
Trichloro-1,2,3 propane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	ABD	Non	15.12, 15.17, 15.19
Trichloro-1,1,2 trifluoro-1,2,2 éthane	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	
Tridécane	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Triéthanamine	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non		IIA	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Triéthylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AC	Oui	15.12, 15.19.6
Triéthylbenzène	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Triéthylènetétramine	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	T2	IIA	Oui	O	Non	A	Non	
Triisopropanolamine	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Triméthylamine en solution (à 30 % ou moins)	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	F-T	AC	Oui	15.12, 15.14, 15.19, 16.2.9
Triméthylbenzène (tous isomères)	X	P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Triméthylol-propane propoxylé	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	
Trioxanne-1,3,5	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Tripropylène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Tripropylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
1-Undécène	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Urée en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Urée/nitrate d'ammonium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Urée/nitrate d'ammonium en solution (contenant moins de 1 % d'ammoniac libre)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	R	T	A	Non	16.2.9
Urée/phosphate d'ammonium en solution	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Valéraldéhyde (tous isomères)	Y	S/P	3	2G	Cont	Inert.	T3	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.4.6, 15.19.6
Vinytoluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
White spirit à faible teneur aromatique (15-20 %)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Xylènes	Y	P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9(h)
Xylènes/éthylbenzène (10 % ou plus) en mélange	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Xylénol	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non		IIA	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9

Chapitre 17

- a Si le produit à transporter contient des solvants inflammables sans que le point d'éclair ne dépasse 60°C, il faut prévoir des systèmes électriques spéciaux et un détecteur de vapeurs inflammables.
 - b Bien que l'eau puisse être un agent approprié d'extinction des incendies à l'air libre mettant en cause des produits chimiques auxquels s'applique la présente note, on doit veiller à ce qu'elle ne contamine pas des citernes fermées contenant ces produits chimiques à cause du risque de production de gaz dangereux.
 - c Le phosphore (jaune ou blanc) est transporté à une température dépassant sa température d'inflammation spontanée, le point d'éclair n'est donc pas approprié. Les prescriptions relatives au matériel électrique peuvent être semblables à celles qui sont applicables aux matières ayant un point d'éclair supérieur à 60°C.
 - d Prescriptions déterminées en fonction des isomères qui ont un point d'éclair inférieur ou égal à 60°C; certains isomères ont un point d'éclair supérieur à 60°C et ne seraient donc pas soumis aux prescriptions concernant l'inflammabilité.
 - e S'applique uniquement à l'alcool *n*-décylique.
 - f Les produits chimiques secs ne doivent pas être utilisés en tant qu'agents d'extinction de l'incendie.
 - g Dans les espaces confinés, on doit vérifier qu'il n'y a pas de vapeurs d'acide formique ni de monoxyde de carbone, qui est un produit de décomposition.
 - h S'applique uniquement au *p*-Xylène.
 - i Dans le cas des mélanges ne contenant pas d'autres composants qui présentent des risques pour la sécurité et qui sont classés dans la catégorie de pollution Y ou une catégorie inférieure.
 - j Seules certaines mousses résistantes à l'alcool sont efficaces.
 - k Les prescriptions applicables aux types de navires identifiés dans la *colonne e* pourraient être soumises à la règle 4.1.3 de l'Annexe II de MARPOL 73/78.
 - l Applicable lorsque le point de fusion est égal ou supérieur à 0°C.
 - m À partir des huiles végétales, des graisses animales et des huiles de poisson indiquées dans le Recueil IBC.
- * Indique que, considérant le chapitre 21 du Recueil IBC (paragraphe 21.1.3), on s'est écarté des critères normalement utilisés pour l'assignation de certaines prescriptions de transport.

Chapitre 18

Liste de produits auxquels le Recueil ne s'applique pas

18.1 On trouvera ci-après une liste des produits qui ont été étudiés sous l'angle des risques qu'ils présentent sur le plan de la sécurité et de la pollution sans que ces risques se soient avérés suffisants pour justifier l'application du Recueil.

18.2 Bien que les produits énumérés dans le présent chapitre n'entrent pas dans le champ d'application du Recueil, l'attention des Administrations est appelée sur le fait que leur transport peut nécessiter certaines précautions de sécurité. Les Administrations doivent donc établir des règles appropriées de sécurité.

18.3 Certaines substances liquides sont désignées comme entrant dans la catégorie de pollution Z et comme étant, par conséquent, soumises à certaines prescriptions de l'Annexe II de MARPOL.

18.4 Les mélanges liquides qui ont été évalués ou provisoirement classés en vertu de la règle II/6.3 de MARPOL comme entrant dans la catégorie de pollution Z ou OS et qui ne présentent pas de risques pour la sécurité peuvent être transportés conformément à la rubrique appropriée du présent chapitre applicable aux "substances liquides nocives ou non nocives non spécifiées par ailleurs (n.s.a.)".

NOTES EXPLICATIVES

Nom du produit	Le nom du produit doit être utilisé dans le document d'expédition pour toute cargaison offerte au transport en vrac. Un nom supplémentaire peut être ajouté entre parenthèses après le nom du produit. Dans certains cas, les noms des produits ne sont pas identiques à ceux qui figurent dans les éditions antérieures du Recueil.
Catégorie de pollution	La lettre Z correspond à la catégorie de pollution dans laquelle est classé le produit en application de l'Annexe II de MARPOL. Le symbole OS signifie qu'après évaluation, il a été conclu que le produit ne relevait d'aucune des catégories X, Y ou Z.

Chapitre 18 du Recueil IBC

Nom du produit	Catégorie de pollution
Acétate de sodium en solutions	Z
Acétone	Z
Alcool <i>n</i> -butylique	Z
Alcool <i>sec</i> -butylique	Z
Alcool éthylique	Z
Alcool isopropylique	Z
Bicarbonate de sodium en solution (moins de 10 %)	OS
Boissons alcoolisées, n.s.a.	Z
Boue d'argile	OS
Boue de carbonate de calcium	OS
Boue de charbon	OS
Boue de kaolin	OS
Boue de microsilice	OS
Boue d'hydroxyde de magnésium	Z
Carbonate d'éthylène	Z
Carbonate de propylène	Z
Chlorure de polyaluminium en solution	Z
Chlorure de potassium en solution (moins de 26 %)	OS
Diéthylèneglycol	Z
Eau	Z
Formiate de potassium en solutions	Z
Glucose en solution	OS
Glycérine	Z
Glycérol éthoxylé	OS
Hexaméthylènetétramine en solutions	Z
Hexylèneglycol	Z
Hydrolysats d'amidon hydrogéné	OS
Jus de pomme	OS
Jus d'orange (concentré)	OS
Jus d'orange (non concentré)	OS
Lécithine	OS
Maltitol en solution	OS
Polyacrylate sulfoné en solution	Z
Protéine végétale en solution (hydrolysée)	OS
Substance liquide nocive, 11) n.s.a. (appellation commerciale..., contient...) Cat. Z	Z
Substance liquide non nocive, 12) n.s.a. (appellation commerciale..., contient...) Cat. OS	OS
Mélasses	OS
<i>N</i> -Méthylglucamine en solution (à 70 % ou moins)	Z
Méthylpropylcétone	Z
Monomère/oligomère de silicate de tétraéthyle (à 20 % dans l'éthanol)	Z
Nitrate de calcium en solutions (à 50 % ou moins)	Z
Polyglycérine, sel de sodium de la, en solution (contenant moins de 3 % d'hydroxyde de sodium)	Z
Propylèneglycol	Z
Sorbitol en solution	OS
Sulfate de sodium en solutions	Z
Triéthylèneglycol	Z

Chapitre 19

Index des produits transportés en vrac

19.1 La première colonne de l'Index des produits transportés en vrac (ci-après dénommé l'"Index") donne le nom sous lequel le produit apparaît dans l'Index. Lorsque ce nom est indiqué en majuscules et en caractères gras, cela signifie qu'il est identique au nom du produit figurant dans le chapitre 17 ou le chapitre 18. La deuxième colonne indiquant le nom du produit pertinent est donc vide. Lorsque le nom sous lequel le produit apparaît dans l'Index est indiqué en minuscules et en caractères normaux, cela signifie qu'il s'agit d'un synonyme; le nom du produit figurant dans le chapitre 17 ou le chapitre 18 sera alors indiqué dans la deuxième colonne. Le chapitre pertinent du Recueil IBC est indiqué dans la troisième colonne.

19.2 À l'issue d'une révision du chapitre 19, la colonne où figurait le numéro ONU a été supprimée de l'Index. Étant donné que les numéros ONU ne sont disponibles que pour un nombre limité de "Noms apparaissant dans l'Index" et qu'il existe des incohérences entre certains noms utilisés dans le chapitre 19 et ceux qui sont liés aux numéros ONU, il a été décidé de supprimer les références aux numéros ONU pour éviter toute confusion.

19.3 L'Index a été mis au point aux fins d'information uniquement. Aucun des noms sous lesquels le produit apparaît dans l'Index en caractères normaux dans la première colonne ne devrait être utilisé en tant que Nom du produit dans le document d'expédition.

19.4 Les préfixes faisant partie intégrante du nom sont indiqués en caractères ordinaires (romains) et entrent en ligne de compte dans l'établissement de la liste alphabétique. Ces préfixes comprennent les suivants :

Mono Di Tri Tétra Penta Iso Bis Néo Ortho Cyclo

19.5 Les préfixes dont il n'est pas tenu compte pour l'établissement de la liste alphabétique sont indiqués en italique et comprennent les suivants :

<i>n-</i>	(normal-)
<i>sec-</i>	(secondaire-)
<i>tert-</i>	(tertiaire-)
<i>o-</i>	(ortho-)
<i>m-</i>	(méta-)
<i>p-</i>	(para-)
<i>N-</i>	
<i>O-</i>	
<i>S-</i>	
<i>sym-</i>	(symétrique)
<i>uns-</i>	(asymétrique)
<i>dl-</i>	
<i>D-</i>	
<i>L-</i>	
<i>cis-</i>	
<i>trans-</i>	
<i>(E)-</i>	
<i>(Z)-</i>	
<i>alpha-</i>	(α -)
<i>bêta-</i>	(β -)
<i>gamma-</i>	(γ -)
<i>epsilon-</i>	(ϵ -)
<i>omega-</i>	(ω -)

19.6 L'Index utilise une note après le nom de certaines rubriques ((a) ou b)), dont la signification est la suivante :

- a) Ce "Nom apparaissant dans l'Index" représente un sous-ensemble du "Nom du produit" correspondant.
- b) Le "Nom du produit" correspondant à ce "Nom apparaissant dans l'Index" contient une précision sur la longueur de la chaîne de carbone. Étant donné que le "Nom apparaissant dans l'Index" représente un sous-ensemble ou est un synonyme exact du "Nom du produit" correspondant, les caractéristiques de la longueur de la chaîne de carbone devraient être vérifiées pour tout produit identifié par ce "Nom apparaissant dans l'Index".

Chapitre 19 du Recueil IBC

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Acétaldéhyde cyanhydrique en solution (à 80 % ou moins)	LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)	17
Acétaldéhyde trimère	PARALDÉHYDE	17
Acétate d'amyle (commercial) (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)		17
Acétate de <i>n</i> -amyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de <i>sec</i> -amyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACÉTATE DE BENZYLE		17
Acétate de butanol (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de butanol-2 (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de 2-(2-butoxyéthoxy)éthyle (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de 2-butoxyéthyle	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR BUTYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de butylcellosolve	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR BUTYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de butylcarbitol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de butyldiglycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de butyle (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de <i>n</i> -butyle (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de <i>sec</i> -butyle (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de <i>tert</i> -butyle (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de caprylyle	ACÉTATE DE <i>N</i>-OCTYLE	17
Acétate de carbitol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)		17
Acétate de cellosolve	ACÉTATE D'ÉTHOXY-2 ÉTHYLE	17
ACÉTATE DE CYCLOHEXYLE		17
Acétate de 1,3-diméthylbutyle (a)	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
Acétate de 2-(2-éthoxyéthoxy)éthyle (a)	ACÉTATE D'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de <i>sec</i> -hexyle	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
ACÉTATE DE L'ÉTHÉR BUTYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Acétate de l'éther butylique du diéthylène glycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de l'éther éthylique de l'éthylène glycol	ACÉTATE D'ÉTHOXY-2 ÉTHYLE	17
Acétate de l'éther éthylique du diéthylène glycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL		17
Acétate de l'éther méthtylique du diéthylèneglycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL		17
Acétate de l'éther monobutylique du diéthylèneglycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de l'éther monoéthylique de l'éthylèneglycol	ACÉTATE D'ÉTHOXY-2 ÉTHYLE	17
Acétate de l'éther monoéthtylique du diéthylèneglycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de l'éther monométhtylique de l'éthylèneglycol	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de l'éther monométhtylique du diéthylèneglycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
ACÉTATE DE MÉTHOXY-3 BUTYLE		17
Acétate de 2- méthoxyéthyle	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de 2-(2- méthoxyéthoxy)éthyle (a)	ACÉTATE D'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de 2-méthoxy-1-méthyléthyle	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de 1-méthoxy-2-propanol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE		17
Acétate de 1-méthylbutyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de méthylcarbitol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de méthylcellosolve	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE MÉTHYLE		17
Acétate de 1-méthyléthyle	ACÉTATE D'ISOPROPYLE	17
Acétate de méthylisobutylcarbinol	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
Acétate de méthyl-4-pentanol-2	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
Acétate de méthyl-4-pentyle-2	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
ACÉTATE DE N-OCTYLE		17
Acétate de 1-pentanol (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de pentyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de sec-pentyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de phénylméthyle	ACÉTATE DE BENZYLE	17
Acétate de propyle	ACÉTATE DE n-PROPYLE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACÉTATE DE <i>n</i>-PROPYLE		17
ACETATE DE SODIUM EN SOLUTIONS		18
Acétate d'éthényle	ACÉTATE DE VINYLE	17
ACÉTATE D'ÉTHOXY-2 ÉTHYLE		17
ACÉTATE D'ÉTHYLE		17
ACÉTATE DE TRIDÉCYLE		17
ACÉTATE DE VINYLE		17
ACÉTATE D'HEPTYLE		17
ACÉTATE D'HEXYLE		17
Acétate d'hydroxy-2 éthyle	ACÉTATE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Acétate d'isoamyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate d'isobutyle	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate d'isopentyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACÉTATE D'ISOPROPYLE		17
Acétate d'octyle	ACÉTATE DE <i>N</i>-OCTYLE	17
Acétate isoamylique	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétates de méthylpentyle	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
ACÉTOACÉTATE DE MÉTHYLE		17
ACÉTOACÉTATE D'ÉTHYLE		17
ACÉTOCHLORE		17
ACÉTONE		18
ACÉTONITRILE		17
ACÉTONITRILE (À FAIBLE DEGRÉ DE PURETÉ)		17
Acétylacétate de méthyle	ACÉTOACÉTATE DE MÉTHYLE	17
ACIDE ACÉTIQUE		17
Acide acétique, anhydride	ANHYDRIDE ACÉTIQUE	17
Acide acétique glacial	ACIDE ACÉTIQUE	17
Acide acroléique	ACIDE ACRYLIQUE	17
ACIDE ACRYLIQUE		17
Acide acrylique, ester de 2-hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉTHYLE	17
ACIDE ALCANOÏQUE À CHAÎNE LONGUE (C₁₇₊), SEL DE CUIVRE DE L'		17
ACIDE ALKYL(C₁₁-C₁₇) BENZÈNE SULFONIQUE		17
ACIDE ALKYL(C₁₁-C₁₇) BENZÈNE SULFONIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', BORATÉS		17
ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', PEU SURBASIQUE		17
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', peu surbasique (jusqu'à 60 % dans l'huile minérale)	ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', PEU SURBASIQUE	17
ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', TRÈS SURBASIQUE		17
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', très surbasique (jusqu'à 70 % dans l'huile minérale)	ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', TRÈS SURBASIQUE	17
Acide aminoacétique, sel de sodium de l', en solution	GLYCINE, SEL DE SODIUM DE LA, EN SOLUTION	17
Acide azotique	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
ACIDE BENZÈNETRICARBOXYLIQUE, ESTER TRIOCTYLIQUE DE L'		17
Acide bisiminodiacétique, sel tétrasodique de l', en solution	ACIDE ÉTHYLÈNEDIAMINETÉTRAACÉTIQUE, SEL TÉTRASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Acide butanoïque	ACIDE BUTYRIQUE	17
Acide butyléthylacétique (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACIDE BUTYRIQUE		17
Acide <i>n</i> -butyrique	ACIDE BUTYRIQUE	17
Acide caprique	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
Acide caprylique (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide carbolique	PHÉNOL	17
acide carboxyéthyliminobis(éthylènitriilo))tétraacétique, sel pentasodique de l', en solution	ACIDE DIÉTHYLÈNETRIAMINEPENTACÉTIQUE, SEL PENTASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
ACIDE CHLORACÉTIQUE (À 80 % OU MOINS)		17
ACIDE CHLORHYDRIQUE		17
ACIDE CHLORO-4 MÉTHYL-2 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIMÉTHYLAMINE DE L', EN SOLUTION		17
Acide 2- ou 3-chloropropanoïque	ACIDE CHLORO-2 OU -3 PROPIONIQUE	17
ACIDE CHLORO-2 OU -3 PROPIONIQUE		17
Acide <i>alpha</i> - ou <i>bêta</i> -chloropropionique	ACIDE CHLORO-2 OU -3 PROPIONIQUE	17
ACIDE CHLOROSULFONIQUE		17
Acide chlorosulfurique	ACIDE CHLOROSULFONIQUE	17
ACIDE CITRIQUE (À 70 % OU MOINS)		17
ACIDE CRÉSYLIQUE, DÉPHÉNOLISÉ		17
ACIDE CRÉSYLIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
Acide d'accumulateurs	ACIDE SULFURIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACIDE DÉCANOÏQUE		17
Acide décanoïque	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
Acide décoïque	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
Acide décylrique	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
Acide 2,6-diaminohexanoïque	L-LYSINE EN SOLUTION (60 % OU MOINS)	17
ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIÉTHANOLAMINE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIMÉTHYLAMINE DE L', EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		17
ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE TRIISOPROPANOLAMINE DE L', EN SOLUTION		17
Acide dichloro-2,2 propanoïque	ACIDE DICHLORO-2,2 PROPIONIQUE	17
ACIDE DICHLORO-2,2 PROPIONIQUE		17
ACIDE DIÉTHYLÈNETRIAMINEPENTACÉTIQUE, SEL PENTASODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE DI-(2-ÉTHYLHEXYL)PHOSPHORIQUE		17
ACIDE DIMÉTHYLOCTANOÏQUE		17
Acide 2,2-diméthyl octanoïque (a)	ACIDE NÉODÉCANOÏQUE	17
Acide 2,2-diméthylpropanoïque	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
Acide 2,2-diméthylpropionique	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
Acide dodécanoïque	ACIDE LAURIQUE	17
Acide dodécylbenzène sulfonique (contenant 1,5 % d'acide sulfurique)	ACIDE ALKYL(C₁₁-C₁₇) BENZÈNE SULFONIQUE	
Acide dodécylrique	ACIDE LAURIQUE	17
Acide du vinaigre	ACIDE ACÉTIQUE	17
Acide énanthique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
Acide épuisé	ACIDE SULFURIQUE RÉSIDUAIRE	17
ACIDE ESTER ALKYL SULFONIQUE DE PHÉNOL		17
Acide éthanoïque	ACIDE ACÉTIQUE	17
Acide 2-éthylcaproïque	ACIDE ÉTHYL-2 HEXANOÏQUE	17
Acide éthylèncarboxylique	ACIDE ACRYLIQUE	17
ACIDE ÉTHYLÈNEDIAMINÉTÉTRAACÉTIQUE, SEL TÉTRASODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
Acide éthylènedinitrilotétraacétique, sel tétrasodique de l', en solution	ACIDE ÉTHYLÈNEDIAMINÉTÉTRAACÉTIQUE, SEL TÉTRASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Acide éthylformique	ACIDE PROPIONIQUE	17
ACIDE ÉTHYL-2 HEXANOÏQUE		17
Acide 2-éthylhexoïque (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide éthylique	ACIDE ACÉTIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACIDE FLUOROSILICIQUE (20-30 %) EN SOLUTION AQUEUSE		17
ACIDE FORMIQUE (85 % OU MOINS)		17
ACIDE FORMIQUE (PLUS DE 85 %)		17
ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		17
Acide glyoxalique	ACIDE GLYOXALIQUE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)	17
ACIDE GLYOXALIQUE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)		17
Acide gras saturé (C ₁₃ et termes supérieurs) (a)	ACIDE GRAS (SATURÉ, C₁₃₊)	17
ACIDE GRAS (SATURÉ, C₁₃₊)		17
ACIDE GRAS DE PALME, DISTILLAT DE L'		17
ACIDE GRAS DE PALMISTE, DISTILLAT DE L'		17
ACIDE GRAS DE TALLOL (ACIDES RÉSINEUX MOINS DE 20 %)		17
Acide hendécanoïque	ACIDE UNDÉCANOÏQUE	17
Acide heptane-carboxylique-1 (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide heptane-carboxylique-3 (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide heptanoïque	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE		17
Acide heptoïque	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
Acide heptylique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
Acide <i>n</i> -heptylique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
ACIDE HEXANOÏQUE		17
Acide hydroacétique	ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	17
Acide hydrogénocarboxylique	ACIDE FORMIQUE	17
Acide hydroxyéthanoïque	ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	17
ACIDE <i>N</i>-(HYDROXYÉTHYL)ÉTHYLÈNEDIAMINE TRIACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE HYDROXY-2 (MÉTHYLTHIO)-4 BUTANOÏQUE		17
Acide 2-hydroxy-4-méthylthiobutyrique	ACIDE HYDROXY-2 (MÉTHYLTHIO)-4 BUTANOÏQUE	17
Acide 2-hydroxypropanoïque	ACIDE LACTIQUE	17
Acide <i>alpha</i> -hydroxypropionique	ACIDE LACTIQUE	17
Acide 2-hydroxypropionique	ACIDE LACTIQUE	17
Acide 3-hydroxypropionique, lactone de l'	<i>bêta</i>-PROPIOLACTONE	17
Acide isononanoïque	ACIDE NONANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACIDE LACTIQUE		17
Acide DL-lactique	ACIDE LACTIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACIDE LAURIQUE		17
ACIDE LIGNOSULFONIQUE, SEL DE MAGNÉSIUM DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE LIGNOSULFONIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE MÉTHACRYLIQUE		17
Acide <i>alpha</i> -méthacrylique	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide 2-méthacrylique	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide méthacrylique, ester dodécylque	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Acide 2-méthacrylique, ester dodécylque	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Acide méthacrylique, ester laurylique	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Acide 2-méthacrylique, ester laurylique	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Acide méthane-carboxylique	ACIDE ACÉTIQUE	17
Acide méthanoïque	ACIDE FORMIQUE	17
Acide méthylacétique	ACIDE PROPIONIQUE	17
Acide <i>alpha</i> -méthylpropénoïque	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide méthyl-2-propénoïque	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide 2-méthylprop-2-énoïque	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide muriatique	ACIDE CHLORHYDRIQUE	17
ACIDE NAPHTALÉNOSULFONIQUE - COPOLYMÈRE DE FORMALDÉHYDE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE NÉODÉCANOÏQUE		17
Acide néopentanoïque	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
ACIDE NITRILOACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE NITRIQUE (À MOINS DE 70 %)		17
ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)		17
Acide nitrique, fumant (a)	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
Acide nitrique, fumant rouge	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
Acide nonanecarboxylique	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
ACIDE NONANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)		17
Acide (Z)-octadéc-9-énoïque	ACIDE OLÉÏQUE	17
Acide <i>cis</i> -9-octadécénoïque	ACIDE OLÉÏQUE	17
Acide (2)-octadéc-9-énéïque	ACIDE OLÉÏQUE	17
ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)		17
Acide octoïque (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide octylique (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide oenanthique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
Acide oenanthylique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
ACIDE OLÉÏQUE		17
Acide orthophosphorique	ACIDE PHOSPHORIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Acide oxoacétique	ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)	17
Acide oxoéthanoïque	ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)	17
ACIDE PENTANOÏQUE		17
ACIDE <i>n</i>-PENTANOÏQUE (À 64 %)/ACIDE MÉTHYL-2 BUTYRIQUE (À 36 %) EN MÉLANGE		17
Acide <i>tert</i> -pentanoïque	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
Acide pélargonique	ACIDE NONANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide phénique	PHÈNOL	17
Acide phénylique	PHÈNOL	17
ACIDE PHOSPHORIQUE		17
Acide phosphorique de dioctyle	ACIDE DI-(2-ÉTHYLHEXYL)PHOSPHORIQUE	17
Acide phtalique, ester diundécylique	PHTALATE DE DIUNDÉCYLE	17
Acide pivalique	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
ACIDE POLYACRYLIQUE EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)		17
ACIDE POLYHYDROXY ALCÉNOÏQUE, ESTER BORIQUE DE L'		17
Acide pour encres d'imprimerie	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
Acide propanoïque	ACIDE PROPIONIQUE	17
Acide propénoïque	ACIDE ACRYLIQUE	17
Acide 2-propénoïque en solution homopolymère (à 40 % ou moins)	ACIDE POLYACRYLIQUE EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
ACIDE PROPIONIQUE		17
Acide pyroacétique	ACÉTONE	18
Acide résiduaire	ACIDE SULFURIQUE RÉSIDUAIRE	17
Acides crésyliques	CRÉSOLS (TOUS ISOMÈRES)	17
Acides du goudron (crésols)	CRÉSOLS (TOUS ISOMÈRES)	17
ACIDES GRAS (C₈-C₁₀)		17
ACIDES GRAS (C₁₂+) 		17
ACIDES GRAS (C₁₆+) 		17
ACIDES GRAS VÉGÉTAUX, DISTILLATS D'ACIDE SULFONITRIQUE		17
(MÉLANGE D'ACIDE NITRIQUE ET D'ACIDE SULFURIQUE)		17
ACIDE SULFURIQUE		17
Acide sulfurique fumant	OLÉUM	17
ACIDE SULFURIQUE RÉSIDUAIRE		17
Acide téréphtalique, ester dibutylque de l'	TÉRÉPHTALATE DE DIBUTYLE	
Acide thiosulfurique, sel de dipotassium de l' (à 50 % ou moins)	THIOSULFATE DE POTASSIUM (À 50 % OU MOINS)	17
ACIDE TRIDÉCANOÏQUE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Acide tridécoïque	ACIDE TRIDÉCANOÏQUE	17
Acide tridécylique (a)	ACIDE GRAS (SATURÉ, C ₁₃₊)	17
Acide tridécylique	ACIDE TRIDÉCANOÏQUE	17
ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE		17
Acide 1-undécanecarboxylique	ACIDE LAURIQUE	17
ACIDE UNDÉCANOÏQUE		17
Acide undécylique	ACIDE UNDÉCANOÏQUE	17
Acide <i>n</i> -undécylique	ACIDE UNDÉCANOÏQUE	17
Acide usé	ACIDE SULFURIQUE RÉSIDUAIRE	17
Acide valérianique	ACIDE PENTANOÏQUE	17
Acide valérique	ACIDE PENTANOÏQUE	17
Acide <i>n</i> -valérique	ACIDE PENTANOÏQUE	17
Acide vinylformique	ACIDE ACRYLIQUE	17
ACRYLAMIDE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)		17
Acrylate de <i>n</i> -butyle (a)	ACRYLATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACRYLATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)		17
ACRYLATE DE DÉCYLE		17
Acrylate de <i>bêta</i> -hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE	17
ACRYLATE DE MÉTHYLE		17
Acrylate de 2-méthylpropyle (a)	ACRYLATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACRYLATE D'ÉTHYLE		17
Acrylate d'éthylèneglycol	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉTHYLE	17
ACRYLATE D'ÉTHYL-2 HEXYLE		17
ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE		17
Acrylate d'isobutyle (a)	ACRYLATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acrylate d'octyle	ACRYLATE D'ÉTHYL-2 HEXYLE	17
ACRYLONITRILE		17
ADDUCT D'ANHYDRIDE POLYISOBUTÉNYLE		17
Adipate de bis(2-éthylhexyle)	ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)	17
Adipate de décyle et d'octyle	ADIPATE D'OCTYLE ET DE DÉCYLE	17
ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)		17
ADIPATE DE DI-<i>n</i>-HEXYLE		17
ADIPATE DE DIISONONYLE		17
ADIPATE DE DIMÉTHYLE		17
Adipate de dioctyle	ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)	17
ADIPATE DE DITRIDÉCYLE		17
ADIPATE D'HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE (À 50 % DANS DE L'EAU)		17
Adipate d'octyle	ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)	17
ADIPATE D'OCTYLE ET DE DÉCYLE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ADIPONITRILE		17
"Agent de fumigation des sols à base de D-D"	DICHLOROPROPÈNE/DICHLOROPROPANE EN MÉLANGES	17
ALACHLORE TECHNIQUE (À 90 % OU PLUS)		17
ALCANES (C₆-C₉)		17
<i>n</i>-ALCANES(C₁₀₊)		17
ALCANES(C₁₀-C₂₆), LINÉAIRES ET RAMIFIÉS, (POINT D'ÉCLAIR >60°C)		17
Alcool	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Alcool à friction	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18
ALCOOL ALLYLIQUE		17
ALCOOL ALPHA-MÉTHYLBENZYLIQUE BRUT AVEC ACÉTOPHÉNONE (15 % OU MOINS)		17
Alcool amylique	ALCOOL <i>n</i>-AMYLIQUE	17
ALCOOL <i>n</i>-AMYLIQUE		17
ALCOOL <i>sec</i>-AMYLIQUE		17
ALCOOL <i>tert</i>-AMYLIQUE		17
ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE		17
Alcool bénylique (a)	ALCOOLS (C₁₃₊)	17
ALCOOL BENZYLIQUE		17
Alcool bonne bouche	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Alcool butylique	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE		18
ALCOOL <i>sec</i>-BUTYLIQUE		18
ALCOOL <i>tert</i>-BUTYLIQUE		17
Alcool butyrique	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
Alcool C ₇ (a)	HEPTANOL (TOUS ISOMÈRES) (D)	17
Alcool C ₈	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool C ₉	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool C ₁₀	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool C ₁₁	ALCOOL UNDÉCYLIQUE	17
Alcool C ₁₂	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
ALCOOL (C₉-C₁₁) POLY(2,5-9)ÉTHOXYLÉ		17
Alcool caproylique	HEXANOL	17
Alcool caprylique (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool cétylique/stéarylique (a)	ALCOOLS (C₁₃₊)	17
Alcool <i>bé</i> ta-chloroéthylrique	CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
Alcool 2-chloroéthylrique	CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
Alcool de bois	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Alcool décylique	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)		17
Alcool de 1,1-diméthyléthyle	ALCOOL <i>tert</i>-BUTYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Alcool de fermentation	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Alcool de méthyl-2-butyle-2	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de méthyl-2-butyle-4	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
Alcool de méthyl-3-butyle-1	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
Alcool de méthyl-3-butyle-3	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de 2-méthyl-1-propyle	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
Alcool de méthyl-2-propyle-1	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
Alcool de 2-méthyl-2-propyle	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
Alcool de méthyl-2-propyle-2	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
Alcool de pentyle	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de <i>sec</i> -pentyle	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de <i>tert</i> -pentyle	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de 2-propyle	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18
Alcool de vin	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Alcool d'isopentyle	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
ALCOOL DODÉCYLIQUE		17
Alcool <i>n</i> -dodécylique	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
Alcool énanthylique	HEPTANOL (TOUS ISOMÈRES) (D)	17
Alcool 2-éthylhexylique (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
ALCOOL ÉTHYLIQUE		18
ALCOOL FURFURYLIQUE		17
Alcool glycylique	GLYCÉRINE	18
Alcool heptylique, tous isomères (a)	HEPTANOL (TOUS ISOMÈRES) (D)	17
Alcool hexadécylique/octadécylique (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Alcool hexylique	HEXANOL	17
ALCOOL ISOAMYLIQUE		17
ALCOOL ISOBUTYLIQUE		17
Alcool isodécylique	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
ALCOOL ISOPROPYLIQUE		18
Alcool laurique	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
Alcool laurylique	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE		17
ALCOOL MÉTHYLIQUE		17
ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)		17
Alcool octylique (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool pélargonique	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool propène-1-ol-3	ALCOOL ALLYLIQUE	17
Alcool propénylique	ALCOOL ALLYLIQUE	17
Alcool propylique	ALCOOL <i>n</i> -PROPYLIQUE	17
ALCOOL <i>n</i>-PROPYLIQUE		17
Alcool <i>sec</i> -propylique	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Alcool tridécyclique (a)	ALCOOLS (C₁₃)	17
Alcools (C ₁₃ -C ₁₅)	ALCOOLS (C₁₃₊)	17
ALCOOLS (C₁₃₊)		17
ALCOOLS (C₁₂-C₁₆) POLY(1-6)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOLS (C₁₂-C₁₆) POLY(7-19)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOLS (C₁₂-C₁₆) POLY(20+)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOLS (C₁₂₊) PRIMAIRES, LINÉAIRES		17
ALCOOLS (C₈-C₁₁) PRIMAIRES, LINÉAIRES ET ESSENTIELLEMENT LINÉAIRES		17
ALCOOLS (C₁₂-C₁₃) PRIMAIRES, LINÉAIRES ET ESSENTIELLEMENT LINÉAIRES		17
ALCOOLS (C₁₄-C₁₈) PRIMAIRES, LINÉAIRES ET ESSENTIELLEMENT LINÉAIRES		17
ALCOOLS (C₆-C₁₇) (SECONDAIRES) POLY(3-6)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOLS (C₆-C₁₇) (SECONDAIRES) POLY(7-12)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOL UNDÉCYLIQUE		17
Alcool vinique	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Aldéhyde amylique	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde <i>n</i> -butylique (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde butyrique (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde collidine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE	17
Aldéhyde crotonique	CROTONALDÉHYDE	17
Aldéhyde formique	FORMALDÉHYDE EN SOLUTIONS (À 45 % OU MOINS)	17
ALDÉHYDE GLUTARIQUE EN SOLUTIONS (À 50 % OU MOINS)		17
Aldéhyde isobutylique (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde isobutyrique (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde isovalérique	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
ALDÉHYDE PROPIONIQUE		17
Aldéhyde propylénique	CROTONALDÉHYDE	17
Aldéhyde propylique	ALDÉHYDE PROPIONIQUE	17
Aldéhyde pyromucique	FURFURAL	17
Aldéhyde valérique	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
ALDÉHYDES OCTYLIQUES		17
Aldéhydine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE	17
ALKARYLDITHIOPHOSPHATE (C₇-C₁₆) DE ZINC		17
ALKARYLPHOSPHATE EN MÉLANGE (À PLUS DE 40 % DE PHOSPHATE TOLYLIQUE DE DIPHÉNYLE, MOINS DE 0,02 % D'ISOMÈRES ORTHO)		17
ALKARYLPOLYÉTHERS (C₉-C₂₀)		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ALKARYLSULFONATE DE BARYUM (C ₁₁ -C ₅₀), CHAÎNE LONGUE		17
ALKARYLSULFONATE DE MAGNÉSIUM (C ₁₁ -C ₅₀), CHAÎNE LONGUE		17
ALKÉNYL(C ₁₁₊)AMIDE		17
ALKYLATS AVIATION (PARAFFINES C ₈ ET ISOPARAFFINES (POINT D'ÉBULLITION ENTRE 95 et 120°C))		17
Alkylat détergent	ALKYL(C ₉₊) BENZÈNES	17
ALKYLBENZÈNE, ALKYLINDANE, ALKYLINDÈNE EN MÉLANGES (CHACUN : C ₁₂ -C ₁₇)		17
ALKYLBENZÈNE EN MÉLANGES (CONTENANT AU MOINS 50 % DE TOLUÈNE)		17
ALKYLBENZÈNE, DISTILLATS DE FOND		17
Alkylbenzène linéaire (LAB), résidus d' (a)	ALKYLBENZÈNE, DISTILLATS DE FOND	17
ALKYL(C ₃ -C ₄) BENZÈNES		17
ALKYL(C ₅ -C ₈) BENZÈNES		17
ALKYL(C ₉₊) BENZÈNES		17
Alkylbenzènesulfonate de sodium en solution	ACIDE ALKYLBENZÈNE SULFONIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
ALKYL(C ₇ -C ₉)NITRATES		17
ALKYLPHÉNATE CHAÎNE LONGUE/SULFURE DE PHÉNOL EN MÉLANGE		17
ALKYL(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄) : (À 40 % OU MOINS/À 60 % OU PLUS) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 55 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄) : (À 60 % OU PLUS/À 40 % OU MOINS) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 55 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄) : (À 50 %/50 %) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 55 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₁₂ -C ₁₄) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 55 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₈ -C ₁₀) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 65 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE		17
ALKYLDITHIOCARBAMATE (C ₁₉ -C ₃₅)		17
ALKYLDITHIOPHOSPHATE (C ₃ -C ₁₄) DE ZINC		17
ALKYLDITHIOTHIAZADIAZOLE (C ₆ -C ₂₄)		17
ALKYLOXYALKYLAMINE (C ₁₆₊) ÉTHOXYLÉ, CHAÎNE LONGUE		17
3-Alkyl(C ₁₆ -C ₁₈)oxy-N,N'-bis(2- hydroxyéthyl)propan-1-amine (a)	ALKYLOXYALKYLAMINE (C ₁₆₊) ÉTHOXYLÉ, CHAÎNE LONGUE	17
2,2'-[3-Alkyl(C ₁₆ -C ₁₈)oxy]propylimino]diéthanol (a)	ALKYLOXYALKYLAMINE (C ₁₆₊) ÉTHOXYLÉ, CHAÎNE LONGUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ALKYLPHÉNATE (C₅-C₁₀) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE		17
ALKYLPHÉNATE (C₁₁-C₄₀) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE		17
ALKYLSALICYLATE (C₁₃₊) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE		17
ALKYLSALICYLATE (C₁₈-C₂₈) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE		17
Alkylsalicylate de calcium basique dans approximativement 30 % d'huile minérale (b)	ALKYLSALICYLATE (C₁₃₊) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE	17
Alkylsalicylate de calcium (surbasique) à chaîne longue dans huile minérale (LOA) (b)	ALKYLSALICYLATE (C₁₃₊) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE	17
ALKYLSALICYLATE (C₁₁₊) DE MAGNÉSIUM, CHAÎNE LONGUE		17
ALKYLSULFONATES (C₁₄-C₁₇) DE SODIUM (EN SOLUTION À 60-65 %)		17
ALKYL(C18+)TOLUÈNES		
AMINE DE SUIF ÉTHOXYLÉ (> 95 %)		
AMINE PHÉNOLIQUE DE POLYOLÉFINE (C₂₈-C₂₅₀)		17
Aminoacétate de sodium en solution	GLYCINE, SEL DE SODIUM DE LA, EN SOLUTION	17
1-Amino-3-aminométhyl-3,5,5-triméthylcyclohexane	ISOPHORONEDIAMINE	17
Aminobenzène	ANILINE	17
Amino-1 butane (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
Amino-2 butane	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aminocyclohexane	CYCLOHEXYLAMINE	17
AMINOESTER DE POLYOLÉFINE, SELS DE L' (POIDS MOLÉCULAIRE 2000+)		17
Aminoéthane	ÉTHYLAMINE	17
Aminoéthane en solution (à 72 % ou moins)	ÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 72 % OU MOINS)	17
2-Aminoéthanol	ÉTHANOLAMINE	17
(AMINO-2 ÉTHOXY)-2 ÉTHANOL		17
2-(2-Aminoéthylamino)éthanol	AMINOÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
N,N'-bis(2-Aminoéthyl)éthane-1,2-diamine	TRIÉTHYLÈNETÉTAMINE	17
AMINOÉTHYLDIÉTHANOLAMINE, AMINOÉTHYLDIÉTHANOLAMINE EN SOLUTION		17
AMINOÉTHYLÉTHANOLAMINE		17
N-(2-Aminoéthyl)éthylènediamine	DIÉTHYLÈNETRIAMINE	17
N,N'-bis(2-Aminoéthyl)éthylènediamine	TRIÉTHYLÈNETÉTAMINE	17
1-(2-Aminoéthyl)pipérazine	N-AMINOÉTHYLPIPÉRAZINE	17
N-AMINOÉTHYLPIPÉRAZINE		17
Amino-2 isobutane (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Aminométhane en solutions (à 42 % ou moins)	MÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 42 % OU MOINS)	17
Amino-1-méthyl-2-benzène	o-TOLUIDINE	17
Amino-2-méthyl-2-benzène	o-TOLUIDINE	17
2-AMINO-2-MÉTHYL-1-PROPANOL		17
3-Aminométhyl-3,5,5-triméthylcyclohexylamine	ISOPHORONEDIAMINE	17
Aminophène	ANILINE	17
Amino-1-propane	n-PROPYLAMINE	17
Amino-2 propane	ISOPROPYLAMINE	17
Amino-2 propane en solution (à 70 % ou moins)	ISOPROPYLAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	17
1-Amino-2-propanol	ISOPROPANOLAMINE	17
1-Aminopropan-2-ol	ISOPROPANOLAMINE	17
3-Amino-1-propanol	n-PROPANOLAMINE	17
Amino-2-toluène	o-TOLUIDINE	17
o-Aminotoluène	o-TOLUIDINE	17
5-Amino-1,3,3-triméthylcyclohexylméthylamine	ISOPHORONEDIAMINE	17
AMMONIAC EN SOLUTION AQUEUSE (À 28 % OU MOINS)		17
Ammoniaque, à 28 % ou moins	AMMONIAC EN SOLUTION AQUEUSE (À 28 % OU MOINS)	17
Amylcarbinol	HEXANOL	17
N-Amylméthylcétone	MÉTHYLAMYL CÉTONE	17
Anhydride abiétique	COLOPHANE	17
ANHYDRIDE ACÉTIQUE		17
ANHYDRIDE ALKÉNYLE (C₁₆-C₂₀) SUCCINIQUE		17
Anhydride <i>cis</i> -butènedioïque	ANHYDRIDE MALÉIQUE	17
Anhydride d'acide phtalique (fondu)	ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)	17
ANHYDRIDE DE POLYOLÉFINE		17
Anhydride éthanoïque	ANHYDRIDE ACÉTIQUE	17
ANHYDRIDE MALÉIQUE		17
Anhydride phtalique	ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)	17
ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)		17
Anhydride propanoïque	ANHYDRIDE PROPIONIQUE	17
ANHYDRIDE PROPIONIQUE		17
ANILINE		17
Anilinobenzène	DIPHÉNYLAMINE (FONDUE)	17
Arcanson	COLOPHANE	17
Argile	BOUE DE KAOLIN	18
Argile blanche	BOUE DE KAOLIN	18
ARYLPOLYOLÉFINES (C₁₁-C₅₀)		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Azacycloheptane	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
3-Azapentane-1,5-diamine	DIÉTHYLÈNETRIAMINE	17
Azepane	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
Benzènamine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)		17
Benzénol	PHÉNOL	17
BENZOATE DE SODIUM		17
Benzol(e)	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
Benzophénol	PHÉNOL	17
1,3-Benzothiazole-2-thiolate de sodium en solution	MERCAPTOBENZOTHIAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION	17
2-Benzothiazolethiol(, sel de sodium du), en solution	MERCAPTOBENZOTHIAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION	17
Benzothiazole-2-thiol(, sel sodique du), en solution	MERCAPTOBENZOTHIAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION	17
(2-Benzothiazolylthio) de sodium en solution	MERCAPTOBENZOTHIAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION	17
BEURRE DE CACAO		17
BEURRE DE KARITÉ		17
BICARBONATE DE SODIUM EN SOLUTION (MOINS DE 10 %)		
Bichromate de sodium	DICHROMATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	17
Biformyle	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
Biphényle	DIPHÉNYLE	17
Bis(O-alkylsalicylate) de calcium (b)	ALKYLSALICYLATE (C ₁₃₊) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE	17
Bis(2-aminoéthyl)amine	DIÉTHYLÈNETRIAMINE	17
N,N-Bis(2-bis(carboxyméthyl)amino)éthyl)glycine, sel pentasodique de la, en solution	ACIDE DIÉTHYLÈNETRIAMINEPENTACÉTIQUE, SEL PENTASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
N,N-bis(carboxyméthyl)glycine, sel trisodique de la, en solution	ÉTHÉR DICHLORÉTHYLIQUE	17
Bis[2-(2,3-époxypropoxy)phényl]méthane	ÉTHÉR DIGLYCIDYLIQUE DU BISPHÉNOL F	17
Bis(2-hydroxyéthyl)amine	DIÉTHANOLAMINE	17
Bis(2-hydroxypropyl)amine	DIISOPROPANOLAMINE	17
Bisulfure de carbone	DISULFURE DE CARBONE	17
Bisulfure de sodium	HYDROGÉNOSULFURE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
BOISSONS ALCOOLISÉES, N.S.A.		18
Bol blanc	BOUE DE KAOLIN	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
BORATE DE POLYOLÉFINAMIDE ALKÈNE-AMINE (C₂₈-C₂₅₀)		17
BOROHYDRURE DE SODIUM (À 15 % OU MOINS)/HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION		17
BOUE D'ALUMINOSILICATE DE SODIUM		17
BOUE D'ARGILE		18
BOUE DE CARBONATE DE CALCIUM		17
BOUE D'HYDROXYDE DE CALCIUM		17
BOUE DE CHARBON		18
BOUE DE DIOXYDE DE TITANE		17
BOUE DE KAOLIN		18
Boue de kaolinite	BOUE DE KAOLIN	18
Boue de kaolinton	BOUE DE KAOLIN	18
BOUE DE MICROSILICE		18
BOUE D'HYDROXYDE DE MAGNÉSIUM		18
BROMOCHLOROMÉTHANE		17
Bromure de calcium/bromure de zinc en solution	SAUMURES DE FORAGE (CONTENANT DES SELS DE ZINC)	17
Bromure de méthylène	DIBROMOMÉTHANE	17
Bromure d'éthylène	DIBROMURE D'ÉTHYLÈNE	17
BROMURE DE SODIUM EN SOLUTION (MOINS DE 50 %) (*)		17
Butaldéhyde (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Butanal (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>n</i> -Butanal (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,3-Butanediol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butane-1,3-diol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
1,4-Butanediol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butane-1,4-diol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
2,3-Butanediol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butane-2,3-diol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butanoate de butyle (a)	BUTYRATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Butanoate d'éthyle	BUTYRATE D'ÉTHYLE	17
Butanoate de méthyle	BUTYRATE DE MÉTHYLE	17
Butanol	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
<i>n</i> -Butanol	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
<i>sec</i> -Butanol	ALCOOL <i>sec</i>-BUTYLIQUE	18
<i>tert</i> -Butanol	ALCOOL <i>tert</i>-BUTYLIQUE	17
Butanol-1	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
Butan-1-ol	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
Butan-2-ol	ALCOOL <i>sec</i>-BUTYLIQUE	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
1-Butanol	ALCOOL <i>n</i> -BUTYLIQUE	18
2-Butanol	ALCOOL <i>sec</i> -BUTYLIQUE	18
Butan-4-olide	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17
Butanolide-1,4	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17
Butan-2-one	MÉTHYLÉTHYLCÉTONE	17
2-Butanone	MÉTHYLÉTHYLCÉTONE	17
2-Buténal	CROTONALDÉHYDE	17
(E)-But-2-énal	CROTONALDÉHYDE	17
Butène, dimère du	OCTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTÈNE, OLIGOMÈRE DU		17
Butoxy-1 butane	ÉTHER <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
2-Butoxyéthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-(2-Butoxyéthoxy)éthanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
2- <i>tert</i> -Butoxyéthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
1-Butoxypropan-2-ol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
<i>n</i> -Butylamine (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>sec</i> -Butylamine (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>tert</i> -Butylamine (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)		17
<i>tert</i> -Butylbenzène (a)	BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
<i>n</i> -Butylcarbinol	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
Butylcarbitol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
BUTYLÈNE-GLYCOL		17
<i>alpha</i> -Butylèneglycol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
<i>bêta</i> -Butylèneglycol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butyléthylène	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Butylméthylcétone	MÉTHYLBUTYLCÉTONE	17
<i>n</i> -Butyraldéhyde	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)		17
Butyrate de <i>n</i> -butyle (a)	BUTYRATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTYRATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)		17
BUTYRATE D'ÉTHYLE		17
BUTYRATE DE MÉTHYLE		17
<i>gamma</i>-BUTYROLACTONE		17
Cajeputène	DIPENTÈNE	17
Camphre de goudron	NAPHTALÈNE (FONDU)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Caprolactame	<i>epsilon</i> -CAPROLACTAME (FONDU OU EN SOLUTIONS AQUEUSES)	17
<i>epsilon</i>-CAPROLACTAME (FONDU OU EN SOLUTIONS AQUEUSES)		17
Carbamide	URÉE EN SOLUTION	17
Carbinol	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Carbitol, solvant (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGlyCOL	17
Carbonate de disodium en solution	CARBONATE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Carbonate de glycol	CARBONATE D'ÉTHYLÈNE	18
Carbonate de propan-1,2-diol	CARBONATE DE PROPYLÈNE	18
CARBONATE DE PROPYLÈNE		18
Carbonate de 1,2-propylène	CARBONATE DE PROPYLÈNE	18
CARBONATE DE SODIUM EN SOLUTION		17
CARBONATE D'ÉTHYLÈNE		18
Carbonyldiamide en solution	URÉE EN SOLUTION	17
CARBOXAMIDE DE ZINC ALKÉNYLE		17
2,2'-({2-[(carboxylatométhyl)(2-hydroxyéthyl)amino]éthyl}imino)diacétate de trisodium en solution	ACIDE <i>N</i> -(HYDROXYÉTHYL)ÉTHYLÈNEDIAMINE TRIACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Cétohexaméthylène	CYCLOHEXANONE	17
Cétone pimélique	CYCLOHEXANONE	17
Cétone propane	ACÉTONE	17
Cétopropane	ACÉTONE	17
Chlorallylène	CHLORURE D'ALLYLE	17
CHLORATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)		17
CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE		17
Chlorhydrine sulfurique	ACIDE CHLOROSULFONIQUE	17
CHLORHYDRINES (BRUTES)		17
CHLOROBENZÈNE		17
Chlorobenzol	CHLOROBENZÈNE	17
Chlorobromométhane	BROMOCHLOROMÉTHANE	17
1-Chloro-2-(<i>bêta</i> -chloroéthoxy)éthane	ÉTHÉR DICHLORÉTHYLIQUE	17
1-Chloro-2,3-époxypropane	ÉPICHLORHYDRINE	17
Chloroéthanol-2	CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
2-Chloro- <i>N</i> -éthoxyméthyl-6'-éthylacét-o-toluidine	ACÉTOCHLORE	17
2-Chloro- <i>N</i> -(éthoxyméthyl)- <i>N</i> -(éthyl-2-méthyl-6-phényl)acétamide	ACÉTOCHLORE	17
2-Chloro- <i>N</i> -(2-éthyl-6-méthylphényl)- <i>N</i> -(2-méthoxy-1-méthyléthyl)acétamide	<i>N</i> -(2-MÉTHOXY-1 MÉTHYLÉTHYL)-2 ÉTHYL-6 MÉTHYLCHLOROACÉTANILIDE	17
CHLOROFORME		17
<i>m</i> -Chlorométhylbenzène	<i>m</i> -CHLOROTOLUÈNE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
o-Chlorométhylbenzène	o-CHLOROTOLUÈNE	17
p-Chlorométhylbenzène	p-CHLOROTOLUÈNE	17
Chlorométhoxyrane	ÉPICHLORHYDRINE	17
1-Chloro-2-nitrobenzène	o-CHLORONITROBENZÈNE	17
o-CHLORONITROBENZÈNE		17
1-(CHLOROPHÉNYL-4) DIMÉTHYL-4,4 PENTANE-3-UN		17
Chloro-3 propène	CHLORURE D'ALLYLE	17
<i>alpha</i> -Chloropropylène	CHLORURE D'ALLYLE	17
Chloro-3-propylène	CHLORURE D'ALLYLE	17
<i>alpha</i> -Chlorotoluène	CHLORURE DE BENZYLE	17
m-CHLOROTOLUÈNE		17
o-CHLOROTOLUÈNE		17
p-CHLOROTOLUÈNE		17
3-Chlorotoluène	m-CHLOROTOLUÈNE	17
4-Chlorotoluène	p-CHLOROTOLUÈNE	17
CHLOROTOLUÈNES (MÉLANGES D'ISOMÈRES)		17
Chlorure <i>alpha</i> -chlorallylique	DICHLORO-1,3 PROPÈNE	17
CHLORURE D'ALLYLE		17
CHLORURE D'ALUMINIUM EN SOLUTION (MOINS DE 25 %)		
CHLORURE D'ALUMINIUM/CHLORURE D'HYDROGÈNE EN SOLUTION		17
CHLORURE DE BENZÈNE-SULFONYLE		17
CHLORURE DE BENZYLE		17
CHLORURE DE CHOLINE EN SOLUTIONS		17
CHLORURE DE FER III EN SOLUTION		17
CHLORURE DE MAGNÉSIUM EN SOLUTION		17
Chlorure de méthylène	DICHLOROMÉTHANE	17
Chlorure de phényle	CHLOROBENZÈNE	17
CHLORURE DE POLYALUMINIUM EN SOLUTION		18
CHLORURE DE POTASSIUM EN SOLUTION		17
CHLORURE DE POTASSIUM EN SOLUTION (MOINS DE 26 %)		18
Chlorure de propylène	DICHLORO-1,2 PROPANE	17
Chlorure d'éthylène	DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE	17
Chlorure d'éthylidène	DICHLORO-1,1 ÉTHANE	17
CHLORURE DE VINYLIDÈNE		17
Chlorure d'hydrogène, en solution aqueuse	ACIDE CHLORHYDRIQUE	17
Cinène	DIPENTÈNE	17
Cinnamène	STYRÈNE MONOMÈRE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Cinnamol	STYRÈNE MONOMÈRE	17
Cire de paraffine	PARAFFINE	17
Cire minérale	PÉTROLATUM	17
CIRES		17
Colamine	ÉTHANOLAMINE	17
Colombus Spirit	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
COLOPHANE		17
COMPLEXE POLYSULFURE DE MOLYBDÈNE, DITHIOCARBAMIDE D'ALKYLE, CHAÎNE LONGUE		17
COMPOSÉS AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (C₂₊)		17
Condensat de naphtalène-formaldéhyde sulfonaté, sel sodique de	ACIDE NAPHTALÉNOSULFONIQUE - COPOLYMÈRE DE FORMALDÉHYDE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
COPOLYMÈRE ACRYLONITRILE – STYRÈNE EN DISPERSION DANS DU POLYOL DE POLYÉTHÈRE		17
COPOLYMÈRE D'ACRYLATE D'ALKYLE-VINYLPYRIDINE DANS DU TOLUÈNE		17
COPOLYMÈRE DE L'ACIDE MÉTHACRYLIQUE - ALKOXPOLY (OXYDE D'ALKYLÈNE)		17
MÉTHACRYLATE, SEL SODIQUE DU, EN SOLUTION AQUEUSE (À 45 % OU MOINS)		
COPOLYMÈRE DE POLYALKYL (C₁₀-C₁₈)MÉTHACRYLATE ET DE L'ÉTHYLÈNEPROPYLENE EN MÉLANGE		17
COPOLYMÈRE D'ESTER ALKYLE (C₄-C₂₀)		17
COPOLYMÈRE D'ÉTHYLÈNE ET D'ACÉTATE DE VINYLE (EN ÉMULSION)		17
COPOLYMÈRE OLÉFINE-ESTER ALKYLIQUE (POIDS MOLÉCULAIRE 2000+)		17
CORPS GRAS SULFURÉ (C₁₄-C₂₀)		17
CRÉSOTE (GOUDRON DE HOUILLE)		17
Créosote, sels de	NAPHTALÈNE (FONDU)	17
CRÉSOLS (TOUS ISOMÈRES)		17
Crésylate de sodium en solution	ACIDE CRÉSYLIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Crésylols	CRÉSOLS (TOUS ISOMÈRES)	17
CROTONALDÉHYDE		17
Cumène (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Cumol (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
CYANHYDRINE D'ACÉTONE		17
CYANHYDRINE D'ÉTHYLÈNE		17
Cyanoéthylène	ACRYLONITRILE	17
2-Cyanopropane-2-ol	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2-Cyano-2-propanol	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17
2-Cyanopropène-1	MÉTACRYLONITRILE	17
Cyanure de méthyle	ACÉTONITRILE	17
Cyanure d'éthyle	PROPIONITRILE	17
Cyanure de tétraméthylène	ADIPONITRILE	17
Cyanure de vinyle	ACRYLONITRILE	17
1,5,9-CYCLODODÉCATRIÈNE		17
CYCLOHEPTANE		17
Cyclohexaméthylèneimine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
CYCLOHEXANE		17
CYCLOHEXANOL		17
CYCLOHEXANONE		17
CYCLOHEXANONE, CYCLOHEXANOL EN MÉLANGE		17
Cyclohexatriène	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
CYCLOHEXYLAMINE		17
Cyclohexylcétone	CYCLOHEXANONE	17
Cyclohexyldiméthylamine	N,N-DIMÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE	17
Cyclohexyl(éthyl)amine	N-ÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE	17
Cyclohexylméthane	MÉTHYLCYCLOHEXANE	17
CYCLOPENTADIÈNE-1,3, DIMÈRE DU (FONDU)		17
CYCLOPENTANE		17
CYCLOPENTÈNE		17
p-CYMÈNE		17
Cymol	p-CYMÈNE	17
Dalapon (ISO)	ACIDE DICHLORO-2,2 PROPIONIQUE	17
DCDP	DICYCLOPENTADIÈNE, QUALITÉ RÉSINE, 81-89 %	
Déanol	DIMÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
DÉCAHYDRONAPHTALÈNE		17
1-Décanol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
n-Décanol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
DÉCÈNE		17
DÉCHETS CHIMIQUES LIQUIDES		17
Décylbenzène (a)	ALKYL(C ₉₊)BENZÈNES	17
1-Déoxy-1-méthylamino-D-glucitol, en solution (à 70 % ou moins)	N-MÉTHYLGLUCAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	18
Dérivés alkylés du plomb, n.s.a. (a)	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
DIACÉTATE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Diacétate d'éthylène	DIACÉTATE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Diacétone	DIACÉTONE-ALCOOL	17
DIACÉTONE-ALCOOL		17
DIALKYL(C₈-C₉)DIPHÉNYLAMINES		17
DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES		17
DIALKYL(C₉-C₁₀)PHTALATES		17
Diamino-1,2 éthane	ÉTHYLÈNEDIAMINE	17
1,6-diaminohexane	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE (FONDUE)	17
Diamino-1,6 hexane en solutions	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION	17
Diaminotoluène (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
2,4-Diaminotoluène (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
2,6-Diaminotoluène (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
3,6-Diazaoctane-1,8-diamine	TRIÉTHYLÈNETÉTRAMINE	17
1,2-Dibromoéthane	DIBROMURE D'ÉTHYLÈNE	17
DIBROMOMÉTHANE		17
DIBROMURE D'ÉTHYLÈNE		17
DIBUTYLAMINE		17
Dibutylcarbinol (a)	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
2,6-DI-<i>tert</i>-BUTYLPHÉNOL		17
<i>m</i> -Dichlorobenzène (a)	DICHLOROBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>o</i> -Dichlorobenzène (a)	DICHLOROBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,2-Dichlorobenzène (a)	DICHLOROBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
DICHLOROBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
DICHLORO-3,4-BUTÈNE-1		17
DICHLORO-1,1 ÉTHANE		17
1,2-Dichloroéthane	DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE	17
<i>sym</i> -Dichloroéthane	DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE	17
1,1-Dichloroéthène	CHLORURE DE VINYLIDÈNE	17
Dichloroéther	ÉTHÉR DICHLORÉTHYLIQUE	17
1,1-Dichloroéthylène	CHLORURE DE VINYLIDÈNE	17
DICHLORO-1,6 HEXANE		17
DICHLOROMÉTHANE		17
DICHLORO-2,4 PHÉNOL		17
Dichloro-2,4 phénoxyacétate de bis(hydroxy-2-éthyl)ammonium, en solution	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIÉTHANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17
Dichloro-2,4 phénoxyacétate de tris(hydroxy-2-méthyléthyl-2) ammonium	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE TRIISOPROPANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17
Dichloro-2,4 phénoxyacétate de tris(hydroxy-2-propyl) ammonium en solution	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE TRIISOPROPANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
DICHLORO-1,1 PROPANE		17
DICHLORO-1,2 PROPANE		17
Dichloropropane/Dichloropropène en mélanges	DICHLOROPROPÈNE/ DICHLOROPROPANE EN MÉLANGES	17
DICHLORO-1,3 PROPÈNE		17
DICHLOROPROPÈNE/DICHLOROPROPANE EN MÉLANGES		17
Dichloropropylène	DICHLORO-1,3 PROPÈNE	17
Dichlorure de méthylène	DICHLOROMÉTHANE	17
Dichlorure de propylène	DICHLORO-1,2 PROPANE	17
DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE		17
DICHROMATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		17
Dicyano-1,4 butane	ADIPONITRILE	17
Dicyanotétraméthylène	ADIPONITRILE	17
Dicyclopentadiène	CYCLOPENTADIÈNE-1,3 DIMÈRE DU (FONDU)	17
DICYCLOPENTADIÈNE, QUALITÉ RÉSINE, 81- 89 %		
DIÉTHANOLAMINE		17
DIÉTHYLAMINE		17
DIÉTHYLAMINOÉTHANOL		17
2-Diéthylaminoéthanol	DIÉTHYLAMINOÉTHANOL	17
DIÉTHYL-2,6 ANILINE		17
DIÉTHYLBENZÈNE		17
DIÉTHYLÈNEGLYCOL		18
DIÉTHYLÈNETRIAMINE		17
Diéthylènetriaminepentacétate de pentasodium	ACIDE DIÉTHYLÈNETRIAMINEPENTACÉTIQUE, SEL PENTASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
<i>N,N</i> -Diéthyléthanamine	TRIÉTHYLAMINE	17
<i>N,N</i> -Diéthyléthanolamine	DIÉTHYLAMINOÉTHANOL	17
Diformyle	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
Diglycol	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
Diglycolamine	(AMINO-2 ÉTHOXY)-2 ÉTHANOL	17
Dihexyle	DODÉCANE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,3-Dihydroisobenzofuran-1,3-dione (fondu)	ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)	17
Dihydroxy-2,3 butane (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
2,2'-Dihydroxydiéthylamine	DIÉTHANOLAMINE	17
Di-(2-hydroxyéthyl)amine	DIÉTHANOLAMINE	17
Dihydroxy-1,6 hexane	HEXAMÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Dihydroxy-1,2 propane	PROPYLÈNEGLYCOL	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Diisobutène	DIISOBUTYLÈNE	17
DIISOBUTYLAMINE		17
Diisobutylcarbinol (a)	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
DIISOBUTYLCÉTONE		17
DIISOBUTYLÈNE		17
<i>alpha</i> -Diisobutylène (a)	DIISOBUTYLÈNE	17
<i>bêta</i> -Diisobutylène (a)	DIISOBUTYLÈNE	17
DIISOBUTYRATE DE TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTANEDIOL-1,3		17
Diisobutyrate de 2,2,4-triméthylpentane-1,3-diol	DIISOBUTYRATE DE TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTANEDIOL-1,3	17
DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE		17
Diisocyanate de 1-isopropyl-3,3-diméthyltriméthylène	DIISOBUTYRATE DE 1-ISOPROPYL-3,3-DIMÉTHYLTRIMÉTHYLÈNE	17
Diisocyanate de méthyl-4-phénylène-1,3	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
Diisocyanate de 4-méthyl- <i>m</i> -phénylène	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
DIISOCYANATE DE TOLUÈNE		17
Diisocyanate de toluylène	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
DIISOCYANATE D'HEXAMÉTHYLÈNE		17
DIISOCYANATE D'ISOPHORONE		17
2,4-Diisocyanato-1-méthylbenzène	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
2,4-Diisocyanatotoluène	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
DIISOPROPANOLAMINE		17
<i>sym</i> -Diisopropylacétone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
DIISOPROPYLAMINE		17
DIISOPROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
DIISOPROPYLNAPHTALÈNE		17
N,N-DIMÉTHYLACÉTAMIDE		17
N,N-DIMÉTHYLACÉTAMIDE EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)		17
Diméthylacétylène carbinol	MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3	17
DIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)		17
DIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (SUPÉRIEURE À 45 % MAIS PAS SUPÉRIEURE À 55 %)		17
DIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (SUPÉRIEURE À 55 % MAIS PAS SUPÉRIEURE À 65 %)		17
Diméthyl-amino-éthanol	DIMÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
2-(Diméthylamino)éthanol	DIMÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
Diméthylbenzènes	XYLÈNES	17
1,3-Diméthylbutanol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
1,3-Diméthylbutan-1-ol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Diméthylcarbinol	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	17
Diméthylcétal	ACÉTONE	18
Diméthylcétone	ACÉTONE	17
N,N-DIMÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE		17
N,N-Diméthyl dodécanamine	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
N,N-Diméthyl dodécan-1-amine	N,N-DIMÉTHYLDODÉCYLAMINE	17
N,N-DIMÉTHYLDODÉCYLAMINE		17
1,1-Diméthyléthanol	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
DIMÉTHYLÉTHANOLAMINE		17
Diméthyléthylcarbinol	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
<i>sym</i> -Diméthyléthylène glycol	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Diméthylformaldéhyde	ACÉTONE	18
DIMÉTHYLFORMAMIDE		17
2,6-Diméthylheptan-4-one	DIISOBUTYLCÉTONE	17
2,6-Diméthyl-4-heptanone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
N,N-Diméthylhexanamine (a)	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
Diméthylhydroxybenzènes (tous isomères)	XYLÉNOL	17
1,1'-Diméthyl-2,2'-iminodiéthanol	DIISOPROPANOLAMINE	17
N,N-Diméthylméthanamine en solution (à 30 % ou moins)	TRIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (À 30 % OU MOINS)	17
6,6-Diméthyl-2-méthylènebicyclo[3.1.1]heptane	<i>bêta</i> -PINÈNE	17
2,3-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
2,4-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
2,5-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
2,6-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
3,4-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
3,5-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
Diméthylphénols	XYLÉNOL	17
DIMÉTHYLPOLYSILOXANE		17
2,2-Diméthylpropane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
DIMÉTHYL-2,2 PROPANEDIOL-1,3 (FONDU OU EN SOLUTION)		17
1,1-Diméthylpropynol	MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3	17
N,N-Diméthyltétradécanamine (a)	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
Diméthyltétradécylamine (a)	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
3,9-Diméthyltricyclo[5.2.1.0 ^{2,6}]déca-3,8-diène	MÉTHYLCYCLOPENTADIÈNE, DIMÈRE DU	17
Diméthyltriméthylène glycol	DIMÉTHYL-2,2 PROPANEDIOL-1,3 (FONDU OU EN SOLUTION)	17
DINITROTOLUÈNE (FONDU)		17
3,6-Dioxaoctane-1,8-diol	TRIÉTHYLÈNEGLYCOL	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2,4-D-diolamine	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIÉTHANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17
1,4-Dioxanne	DIOXANNE-1,4	17
DIOXANNE-1,4		17
1,3-Dioxolane-2-one	CARBONATE D'ÉTHYLÈNE	18
Dioxolone-2	CARBONATE D'ÉTHYLÈNE	18
1,1-Dioxothiolan	SULFOLANE	17
DIOXYDE DE DÉCYLOXYTÉTRAHYDROTHIOPHÈNE		17
Dioxyde de diéthylène-1,4	DIOXANNE-1,4	17
DIPENTÈNE		17
DIPHÉNYLAMINE (FONDUE)		17
DIPHÉNYLAMINES, ALKYLÉES		17
DIPHÉNYLE		17
DIPHÉNYLE/ÉTHÉR DIPHÉNYLIQUE EN MÉLANGE		17
Diphényle/oxyde de diphényle en mélanges	DIPHÉNYLE/ÉTHÉR DIPHÉNYLIQUE EN MÉLANGE	17
Dipropylamine	DI- <i>n</i> -PROPYLAMINE	17
DI-<i>n</i>-PROPYLAMINE		17
<i>n</i> -Dipropylamine	DI- <i>n</i> -PROPYLAMINE	17
DIPROPYLÈNEGLYCOL		17
DIPROPYLTHIOCARBAMATE DE S-ÉTHYLE		17
Distillats (pétrole), obtenus par vapocraquage, fraction C ₈ -C ₁₂ (a)	HUILE DE RÉSINE DISTILLÉE	17
DISULFONATE D'ÉTHÉR DE DODÉCYLE ET DE DIPHÉNYLE EN SOLUTION		17
Disulfonate d'éther diphénylique/dodécylique en solution	DISULFONATE D'ÉTHÉR DE DODÉCYLE ET DE DIPHÉNYLE EN SOLUTION	17
Disulfonate d'oxyde diphénylique/dodécylique en solution	DISULFONATE D'ÉTHÉR DE DODÉCYLE ET DE DIPHÉNYLE EN SOLUTION	17
Disulfonate d'oxyde dodécylique/diphénylique en solution	DISULFONATE D'ÉTHÉR DE DODÉCYLE ET DE DIPHÉNYLE EN SOLUTION	17
DISULFURE DE CARBONE		17
DISULFURE DE DIMÉTHYLE		17
Disulfure de méthyle	DISULFURE DE DIMÉTHYLE	17
Docosane-1-ol (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
1-Docosanol (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Dodécane-1-ol	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
tert-DODÉCANETHIOL		17
DODÉCANE (TOUS ISOMÈRES)		17
<i>n</i> -Dodécanol	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
1-Dodécanol	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
DODÉCÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
DODÉCYLAMINE/TÉTRADÉCYLAMINE, EN MÉLANGE		17
DODÉCYLBENZÈNE		17
Dodécyldiméthylamine	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
Dodécylène	DODÉCÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>tert</i> -Dodécylmercaptan	<i>tert</i> -DODÉCANETHIOL	17
Dodécyl 2-méthyl-2-propénoate	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Dodécyl 2-méthylprop-2-énoate	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
DODÉCYLPHÉNOL		17
Dodécyl-, tétradécyl-, hexadécyl-diméthylamine	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
2-Dodécylthio-1-méthyléthanol	SULFURE DE DODÉCYLE ET D'HYDROXYPROPYLE	17
1-(Dodécyl)thiopropan-2-ol	SULFURE DE DODÉCYLE ET D'HYDROXYPROPYLE	17
DODÉCYLXYLÈNE		17
EAU		18
Eau-forte	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
ÉPICHLOORHYDRINE		17
Époxy-1,2 butane	OXYDE DE BUTYLÈNE-1,2	17
1,4-Époxybutane	TÉTRAHYDROFURANNE	17
Époxy-1,2 propane	OXYDE DE PROPYLÈNE	17
EPTC	DIPROPYLTHIOCARBAMATE DE S-ÉTHYLE	17
Esprit-de-bois	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Esprit-de-bois inflammable	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Essence de gaulthéria	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
Essence de mirbane	NITROBENZÈNE	17
ESSENCE DE PYROLYSE (CONTENANT DU BENZÈNE)		17
Essence de pyrolyse, contenant 10 % ou plus de benzène	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
Essence de pyrolyse (naphte obtenue par vapocraquage)	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
Essence de térébenthine	TÉRÉBENTHINE	17
Essence de Wintergreen	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
Ester acétique	ACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Ester acétoacétique	ACÉTOACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Ester alcane(C ₁₀ -C ₂₁)phénylique de l'acide sulfonique (a)	ACIDE ESTER ALKYL SULFONIQUE DE PHÉNOL	17
Ester amylacétique (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Ester bis(2-éthylhexylique) de l'acide adipique	ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)	17
Ester butylique	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ESTER DE DITHIOCARBAMATE (C₇-C₃₅)		17
ESTER DE POLYOLÉFINE (C₂₈-C₂₅₀)		17
Ester diacétique	ACÉTOACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Ester diéthylique de l'acide 1,2-benzènedicarboxylique	PHTALATE DE DIÉTHYLE	17
Ester diundécylique de l'acide 1,2-benzènedicarboxylique	PHTALATE DE DIUNDÉCYLE	17
Ester 2,3-époxypropylique de l'acide néodécanoïque	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C₁₀	17
Ester éthénylique de l'acide acétique	ACÉTATE DE VINYLE	17
ESTER ÉTHYL-2 HEXYLIQUE, ESSENTIELLEMENT LINÉAIRE (C₆-C₁₈), D'ACIDES GRAS		17
Ester glycidylique de l'acide néodécanoïque	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C₁₀	17
ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C₁₀		17
Ester glycidylique d'un mélange d'acides trialkyleacétiques	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C₁₀	17
Ester méthylique de l'acide acétique	ACÉTATE DE MÉTHYLE	17
Ester méthylique de l'acide acétoacétique	ACÉTOACÉTATE D'ÉTHYLE	17
ESTER MÉTHYLIQUE DE L'ACIDE GRAS D'HUILE DE COCO		17
ESTER MÉTHYLIQUE DE L'ACIDE GRAS D'HUILE DE COLZA		17
ESTER MÉTHYLIQUE DE L'ACIDE GRAS D'HUILE DE PALME		17
Ester phénylique de l'acide alcane(C ₁₀ -C ₁₈)sulfonique (a)	ACIDE ESTER ALKYL SULFONIQUE DE PHÉNOL	17
Ester vinylique de l'acide acétique	ACÉTATE DE VINYLE	17
Ester vinylique de l'acide néodécanoïque	NÉODÉCANOATE DE VINYLE	17
ESTERS DE PHOSPHATE, ALKYL(C₁₂-C₁₄) AMINE		17
ESTERS MÉTHYLIQUES D'ACIDE GRAS (M)		17
Éthamine en solutions (à 72 % ou moins)	ÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 72 % OU MOINS)	17
Éthanecarbonitrile	PROPIONITRILE	17
Éthanedial	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
1,2-Éthanediol	ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
1,2-Éthanedione	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
Éthanoate de butyle	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Éthanoate de méthyle	ACÉTATE DE MÉTHYLE	17
Éthanoate de vinyle	ACÉTATE DE VINYLE	17
Éthanoate d'hexyle	ACÉTATE D'HEXYLE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Éthanoate éthylénique	ACÉTATE DE VINYLE	17
Éthanoate éthylique	ACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Éthanol	ALCOOL ÉTHYLIQUE	17
ÉTHANOLAMINE		17
Éther	ÉTHÉR DIÉTHYLIQUE	17
Éther acétique	ACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Éther alkényle poly(oxyalkylène) (MM>1000)	ÉTHÉR MÉTHYLBUTYLIQUE DU POLY(ÉTHYLÈNEGLYCOL) (MM>1000)	17
Éther alkyl(C ₇ -C ₁₁)phénylique de poly(4-12)éthylèneglycol	POLYÉTHOXYLATE (4-12) D'ALKYLPHÉNOL (C ₇ -C ₁₁)	17
Éther anesthésique	ÉTHÉR DIÉTHYLIQUE	17
Éther <i>tert</i> -butyl éthylique	ÉTHÉR ÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
Éther butylique	ÉTHÉR <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
ÉTHÉR <i>n</i>-BUTYLIQUE		17
Éther butylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther <i>tert</i> -butylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther butylique du diéthylèneglycol (a)	ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther <i>n</i> -butylique du propylèneglycol (a)	ÉTHÉR MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther butylique du triéthylèneglycol (a)	ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther <i>tert</i> -butyl méthylique	ÉTHÉR MÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
Éther 2-chloro-1-méthyléthyle	ÉTHÉR DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
Éther (chloro-2-méthyl-1-éthylique)	ÉTHÉR DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
Éther de bis(2-butoxyéthyle)	ÉTHÉR DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIBUTYLE	17
Éther de bis(2-éthoxyéthyle)	ÉTHÉR DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIÉTHYLE	17
Éther de bis(2-hydroxyéthyle)	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
Éther de diéthylène	DIOXANNE-1,4	17
ÉTHÉR DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIBUTYLE		17
ÉTHÉR DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIÉTHYLE		17
Éther de dioxyéthylène	DIOXANNE-1,4	17
ÉTHÉR DE POLYÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIMÉTHYLE		17
Éther dibutylique	ÉTHÉR <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
Éther <i>n</i> -dibutylique	ÉTHÉR <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
Éther dichloré	ÉTHÉR DICHLORÉTHYLIQUE	17
ÉTHÉR DICHLORÉTHYLIQUE		17
Éther dichloro-2,2' diéthylique	ÉTHÉR DICHLORÉTHYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Éther di(chloroéthylrique)	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Éther <i>sym</i> -dichloroéthylrique	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Éther 2,2'-dichloroéthylrique	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Éther dichlorodiisopropylrique	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
Éther di(2-chloroisopropylrique)	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE		17
Éther dichloro-2,2' méthyl-1 éthylrique	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
ÉTHER DIÉTHYLIQUE		17
ÉHER DIGLYCIDYLIQUE DU BISPHÉNOL A		17
ÉHER DIGLYCIDYLIQUE DU BISPHÉNOL F		17
Éther dihydroxyéthylrique	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
Éther diisopropylrique	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Éther 1,1-diméthyléthylméthylrique	ÉTHER MÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
ÉTHER DIPHÉNYLIQUE		17
ÉTHER DIPHÉNYLIQUE/ÉTHER DE DIPHÉNYLE ET DE PHÉNYLE EN MÉLANGE		17
ÉTHER ÉTHYL-<i>tert</i>-BUTYLIQUE		17
Éther éthylrique	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
Éther éthylrique de l'éthylène glycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther éthylrique du diéthylène glycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther éthylrique du propylène glycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther éthylrique du triéthylène glycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
ÉTHER ÉTHYLVINYLIQUE		17
ÉTHER ISOPROPYLIQUE		17
Éther isopropylrique de l'éthylène glycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
ÉTHER MÉTHYL-<i>tert</i>-BUTYLIQUE		17
ÉTHER MÉTHYLBUTYLIQUE DU POLY(ÉTHYLÈNEGLYCOL) (MM>1000)		17
ÉTHER MÉTHYLIQUE <i>tert</i>-AMYLIQUE		17
Éther méthylrique de l'éthylène glycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthylrique du diéthylène glycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthylrique du dipropylène glycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthylrique du propylène glycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthylrique du triéthylène glycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Éther méthylque du tripropylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthyl- <i>tert</i> -pentylique	ÉTHER MÉTHYLIQUE <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
ÉTHER MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL		17
ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL		17
Éther monobutylique du glycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther monobutylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther mono- <i>tert</i> -butylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther monobutylique du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monobutylique du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther monobutylique du triéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monoéthylque de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther monoéthylque du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monométhylque de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther monométhylque du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monométhylque du dipropylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monométhylque du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther monophénylique de l'éthylèneglycol	ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther phénylique	ÉTHER DIPHÉNYLIQUE	17
Éther phénylique de <i>bêta</i> -hydroxyéthyle	ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL/ÉTHER PHÉNYLIQUE DU DIÉTHYLÈNEGLYCOL EN MÉLANGE		17
ÉTHER PHÉNYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL		17
Éther propylque du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther pyroacétique	ACÉTONE	18
Éther sulfurique	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
Éther vinyléthylque	ÉTHER ÉTHYL VINYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Poly(2-8)alkylène(C ₂ -C ₃) glycols/éthers monoalkylés(C ₁ -C ₄) des polyalkylène(C ₂ -C ₁₀) glycols et les dérivés estérifiés de l'acide borique (a)	MÉLANGE DE BASE POUR LIQUIDE DE FREIN : POLY(2-8)ALKYLÈNE(C₂-C₃) GLYCOLS/ÉTHERS MONOALKYLÉS(C₁-C₄) DES POLYALKYLÈNE (C₂-C₁₀) GLYCOLS ET LES DÉRIVÉS ESTÉRIFIÉS DE L'ACIDE BORIQUE	17
Éthoxy-2 éthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-(2- Éthoxyéthoxy)éthanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
2-Éthoxy-2-méthylpropane	ÉTHER ÉTHYL-<i>tert</i>-BUTYLIQUE	17
1-Éthoxy-2-propanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
ÉTHOXY-3 PROPIONATE D'ÉTHYLE		17
ÉTHOXYLATE D'ALKYL (C12-C16) PROPOXYAMINE		17
Éthoxylate d'alkyl (c12-c16) propoxyamine, linéaire	ÉTHOXYLATE D'ALKYL (C12-C16) PROPOXYAMINE	17
ÉTHYLAMINE		17
ÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 72 % OU MOINS)		17
Éthylaminocyclohexane	N-ÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE	17
ÉTHYLAMYLACÉTONE		17
ÉTHYLBENZÈNE		17
Éthylbenzol	ÉTHYLBENZÈNE	17
Éthyl carbinol	ALCOOL <i>n</i>-PROPYLIQUE	17
ÉTHYLCYCLOHEXANE		17
N-ÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE		17
Éthyldiméthylméthane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
ÉTHYLÈNEDIAMINE		17
2,2'-Éthylènedioxydiéthanol	TRIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Éthylglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-Éthylhexaldéhyde (a)	ALDÉHYDES OCTYLIQUES	17
2-Éthylhexanal (a)	ALDÉHYDES OCTYLIQUES	17
2-Éthylhexanol (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Éthylhexenal	ÉTHYL-2 PROPYL-3 ACROLÉINE	17
2-Éthylhex-2-énal	ÉTHYL-2 PROPYL-3 ACROLÉINE	17
ÉTHYL-2 HEXYLAMINE		17
2-ÉTHYL-2-(HYDROXYMÉTHYL) PROPANEDIOL-1,3, ESTER DE L', C₈-C₁₀		17
5-Éthylidènebicyclo(2,2,1)hept-2-ène	NORBORÈNE D'ÉTHYLIDÈNE	17
N-ÉTHYLMÉTHYLALLYLAMINE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
N-Éthyl-2-méthylallylamine	N-ÉTHYLMÉTHYLALLYLAMINE	17
2-Éthyl-6-méthylaniline	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
2-Éthyl-6-méthylbenzènamine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
1-Éthyl-4-méthylbenzène	ÉTHYL TOLUÈNE	17
Éthylméthylcétone	MÉTHYLÉTHYLCÉTONE	17
5-Éthyl-2-méthylpyridine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE	17
Éthyl-5 picoline-2	MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE	17
ÉTHYL-2 PROPYL-3 ACROLÉINE		17
ÉTHYLTOLUÈNE		17
6-Éthyl-o-toluidine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
6-Éthyl-2-toluidine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
FORMALDÉHYDE EN SOLUTIONS (À 45 % OU MOINS)		17
Formaline	FORMALDÉHYDE EN SOLUTIONS (À 45 % OU MOINS)	17
FORMAMIDE		17
Formiate de césium en solution	FORMIATE DE CÉSIUM EN SOLUTION (*)	17
FORMIATE DE CÉSIUM EN SOLUTION (*)		17
FORMIATE DE MÉTHYLE		17
FORMIATE DE POTASSIUM EN SOLUTIONS		18
Formiate de tétryle	FORMIATE D'ISOBUTYLE	17
FORMIATE D'ISOBUTYLE		17
Formyldiméthylamine	DIMÉTHYLFORMAMIDE	17
Fural	FURFURAL	17
2-Furaldéhyde	FURFURAL	17
Furan-2,5-dione	ANHYDRIDE MALÉIQUE	17
2,5-Furandione	ANHYDRIDE MALÉIQUE	17
FURFURAL		17
Furfuraldéhyde-2	FURFURAL	17
Furylcarbinol	ALCOOL FURFURYLIQUE	17
Gelée de pétrole	PÉTROLATUM	17
Gelée minérale	PÉTROLATUM	17
D-Glucitol en solution	SORBITOL EN SOLUTION	18
Glucitol en solution	SORBITOL EN SOLUTION	18
GLUCITOL/GLYCÉROL EN MÉLANGE PROPOXYLÉ (CONTENANT MOINS DE 10 % D'AMINES)		17
GLUCOSE EN SOLUTION		18
GLUTARATE DE DIMÉTHYLE		17
GLYCÉRINE		18
Glycéritol	GLYCÉRINE	18
Glycérol	GLYCÉRINE	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
GLYCÉROL ÉTHOXYLÉ		
GLYCÉROL PROPOXYLÉ		17
GLYCÉROL PROPOXYLÉ ET ÉTHOXYLÉ		17
GLYCÉROL/SUCROSE EN MÉLANGE PROPOXYLÉ ET ÉTHOXYLÉ		17
GLYCINE, SEL DE SODIUM DE LA, EN SOLUTION		17
Glycol	ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Glycol éthylique	ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Glyoxal	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
Glyoxaldéhyde	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)		17
Glyphosate	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)		17
Glyphosate mono(isopropylammonium)	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
GOUDRON DE HOUILLE		17
Goudron de houille, distillat de	NAPHTA-SOLVANT DE GOUDRON DE HOUILLE	17
Hémimellitène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1-Hendécanol	ALCOOL UNDÉCYLIQUE	17
Heptaméthylène	CYCLOHEPTANE	17
HEPTANE (TOUS ISOMÈRES)		17
HEPTANOL (TOUS ISOMÈRES) (D)		17
2-Heptanone	MÉTHYLAMYLÉTONE	17
HEPTÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Heptylcarbinol (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Heptylène, mélange d'isomères	HEPTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Hexadécène-1	OLÉFINES (C ₁₃ , TOUS ISOMÈRES)	17
Hexadécylnaphtalène/dihexadécylnaphtalène en mélange	HEXADÉCYLNAPHTALÈNE-1/(HEXADÉCYL)NAPHTALÈNE-1,4-BIS EN MÉLANGE	17
HEXADÉCYLNAPHTALÈNE-1/(HEXADÉCYL)NAPHTALÈNE-1,4-BIS EN MÉLANGE		17
Hexaéthylène glycol (a)	POLYÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Hexahydro-aniline	CYCLOHEXYLAMINE	17
Hexahydro-1H-azépine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
Hexahydro-1-H-azépine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Hexahydrophénol	CYCLOHEXANOL	17
Hexahydrotoluène	MÉTHYLCYCLOHEXANE	17
Hexaméthylène	CYCLOHEXANE	17
HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION		17
1,6-Hexaméthylènediamine en solution	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION	17
HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE (FONDUE)		17
Hexaméthylène-1,6-diisocyanate	DIISOCYANATE D'HEXAMÉTHYLÈNE	17
HEXAMÉTHYLÈNEGLYCOL		17
HEXAMÉTHYLÈNEIMINE		17
HEXAMÉTHYLÈNETÉTRAMINE EN SOLUTIONS		18
Hexamine	HEXAMÉTHYLÈNETÉTRAMINE EN SOLUTIONS	18
Hexanaphtalène	CYCLOHEXANE	17
<i>n</i> -Hexane	HEXANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Hexanediamine-1,6	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE (FONDUE)	17
Hexane-1,6-diamine en solutions	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION	17
1,6-Hexanediamine en solutions	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION	17
Hexane-1,6-diol	HEXAMÉTHYLÈNEGLYCOL	17
1,6-HEXANEDIOL, DISTILLATS DE TÊTE		17
HEXANE (TOUS ISOMÈRES)		17
HEXANOL		17
Hexan-1-ol	HEXANOL	17
Hexan-2-one	MÉTHYLBUTYLCÉTONE	17
2-Hexanone	MÉTHYLBUTYLCÉTONE	17
Hexène-1 (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Hex-1-ène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Hexène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Hexone	MÉTHYLIPOBUTYLCÉTONE	17
Hexylène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
HEXYLÈNEGLYCOL		18
Homopipéridine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
HOMOPOLYMÈRE DE 2-PROPÈNE-1-AMINIUM, N,N-DIMÉTHYL-N-2-CHLORURE DE PROPÉNYLE (EN SOLUTION AQUEUSE)		17
HUILE ACIDE DE PALME		17
HUILE ACIDE DE PALMISTE		17
HUILE CARBOLIQUE		17
Huile d'aniline	ANILINE	17
Huile d'anthracène (fraction du goudron de houille) (a)	GOUDRON DE HOUILLE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
HUILE D'ARACHIDE		17
Huile de bétula	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
HUILE DE BOIS DE CHINE		17
HUILE DE CARTHAME		17
HUILE DE COCO		17
HUILE DE COLZA		17
HUILE DE COQUE DE CAJOU (NON TRAITÉE)		17
HUILE DE GRAINE DE COTONNIER		17
HUILE DE GRAINE DE TOURNESOL		17
Huile de grignon	HUILE D'OLIVE	17
HUILE DE JATROPHA		
HUILE DE LIN		17
HUILE DE MAÏS		17
HUILE DE NOYAU DE MANGUE		17
HUILE DE PALME		17
HUILE DE PALME, FRACTION MOYENNE		17
HUILE DE PALME, QUALITÉ INDUSTRIELLE NON COMESTIBLE		17
HUILE DE PALMISTE		17
HUILE DE PIN		17
HUILE DE POISSON		17
HUILE DE RÉSINE DISTILLÉE		17
HUILE DE RICIN		17
HUILE DE SOJA		17
Huile de son	FURFURAL	17
HUILE DE SON DE RIZ		17
Huile de vitriol	ACIDE SULFURIQUE	17
Huile de wintergreen	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
HUILE D'ILLIPÉ		17
HUILE D'OLIVE		17
Huile de moyenne	HUILE CARBOLIQUE	17
Huile végétale hydrotraitee	ALCANES (C10-C26), LINÉAIRES ET RAMIFIÉS AYANT UN POINT D'ÉCLAIR > 60°C	
HUILES ACIDES VÉGÉTALES (M)		17
Hydrate d'amylène	ALCOOL <i>tert</i>-AMYLIQUE	17
Hydrate de magnésie	BOUE D'HYDROXYDE DE MAGNÉSIUM	18
Hydrate de méthyle	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Hydrate de sodium en solution	HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
HYDROCARBURES ALIPHATIQUES OXYGÉNÉS EN MÉLANGE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Hydrocarbures aliphatiques oxygénés, alcools aliphatiques primaires et éthers aliphatiques mélangés : poids moléculaire > 200 (a)	HYDROCARBURES ALIPHATIQUES OXYGÉNÉS EN MÉLANGE	17
Hydrocarbures aromatiques poly(2+)cycliques fondus (b)	COMPOSÉS AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (C₂₊)	17
Hydrofuranne	TÉTRAHYDROFURANNE	17
HYDROGÉNOPHOSPHATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
Hydrogénophosphate de bis(2-éthylhexyle)	ACIDE DI-(2-ÉTHYLHEXYL)PHOSPHORIQUE	17
Hydrogénophosphate de dioctyle	ACIDE DI-(2-ÉTHYLHEXYL)PHOSPHORIQUE	17
Hydrogénophosphite de dibutyle	HYDROGÉNOPHOSPHONATE DE DIBUTYLE	17
Hydrogénophosphite de di[alkyl/alkényle(C ₁₀ -C ₂₀)] (a)	PHOSPHITE D'ALKYLE (C₁₀-C₂₀, SATURÉ ET NON SATURÉ)	17
HYDROGÉNOPHOSPHITE DE DIMÉTHYLE		17
HYDROGÉNOPHOSPHONATE DE DIBUTYLE		17
Hydrogénosulfate	ACIDE SULFURIQUE	17
HYDROGÉNOSULFITE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)		17
Hydrogénosulfure de sodium en solution (à 45 % ou moins)	HYDROGÉNOSULFURE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
HYDROGÉNOSULFURE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)		17
HYDROGÉNOSULFURE DE SODIUM/ Sulfure d'ammonium en solution		17
HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ		18
Hydroxybenzène	PHÉNOL	17
2-Hydroxybenzoate de méthyle	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
4-Hydroxy-2-céto-4-méthylpentane	DIACÉTONE-ALCOOL	17
Hydroxyde d'ammonium (à 28 % ou moins)	AMMONIAC EN SOLUTION AQUEUSE (À 28 % OU MOINS)	17
Hydroxyde de phényle	PHÉNOL	17
HYDROXYDE DE POTASSIUM, EN SOLUTION		17
Hydroxyde de silicate d'aluminium	BOUE DE KAOLIN	18
HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION		17
Hydroxydiméthylbenzènes	XYLÉNOL	17
2-Hydroxyéthylamine	ÉTHANOLAMINE	17
<i>N</i> -bêta-Hydroxyéthyléthylène diamine	AMINOÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
<i>N</i> -(2-hydroxyéthyl)éthylènediaminetriacétate de trisodium en solution	ACIDE N-(HYDROXYÉTHYL)ÉTHYLÈNEDIAMINE TRIACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
<i>alpha</i> -Hydroxyisobutyronitrile	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17
Hydroxy-4 méthyl-4 pentanone-2	DIACÉTONE-ALCOOL	17
4-Hydroxy-4-méthyl-2-pentanone	DIACÉTONE-ALCOOL	17
2-Hydroxy-2-méthylpropiononitrile	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2-Hydroxynitrobenzène (fondu)	o-NITROPHÉNOL (FONDU)	17
<i>alpha</i> -Hydroxypropionitrile en solution (à 80 % ou moins)	LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)	17
<i>bêta</i> -Hydroxypropionitrile	CYANHYPDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
2-Hydroxypropionitrile en solution (à 80 % ou moins)	LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)	17
2-Hydroxypropiononitrile	LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)	17
3-Hydroxypropiononitrile	CYANHYPDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
2-[2-(2-hydroxypropoxy)propoxy]propan-1-ol	TRIPROPYLÈNEGlyCOL	17
Hydroxy-2 propylamine	ISOPROPANOLAMINE	17
Hydroxy-3 propylamine	n-PROPANOLAMINE	17
<i>alpha</i> -Hydroxytoluène	ALCOOL BENZYLIQUE	17
Hydru de nonyle (a)	NONANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Hydru phénylique	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
HYPOCHLORITE DE CALCIUM EN SOLUTION (À 15 % OU MOINS)		17
HYPOCHLORITE DE CALCIUM EN SOLUTION (À PLUS DE 15 %)		17
HYPOCHLORITE DE SODIUM EN SOLUTION (À 15 % OU MOINS)		17
2,2'-Iminobiséthanol	DIÉTHANOLAMINE	17
2,2'-Iminodi(éthylamine)	DIÉTHYLÈNETRIAMINE	17
1,1'-Iminodipropan-2-ol	DIISOPROPANOLAMINE	17
Isoacétophénone	ISOPHORONE	17
Isobutaldéhyde (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isobutanal (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isobutanol	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
Isobutanolamine	2-AMINO-2-MÉTHYL-1-PROPANOL	17
Isobutylamine (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isobutylcarbinol	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
Isobutylcétone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
Isobutylméthylcarbinol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
Isobutylméthylcétone	MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE	17
Isobutylméthylméthanol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
Isobutyraldéhyde (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isobutyrate de 3-hydroxy-2,2,4-triméthylpentyl	ISOBUTYRATE DE TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTANEDIOL-1,3	17
ISOBUTYRATE DE TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTANEDIOL-1,3		17
Isocyanate de polyphényle polyméthylène	POLYMÉTHYLÈNE POLYPHÉNYLISOCYANATE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Isocyanatométhyl-3-triméthyl-3,5,5-cyclohexyl-isocyanate	DIISOCYANATE D'ISOPHORONE	17
Isodécanol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isododécane (a)	DODÉCANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isodurène (a)	TÉTRAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
ISO- ET CYCLO-ALCANES (C₁₀-C₁₁)		17
ISO- ET CYCLO-ALCANES (C₁₂₊)		17
Isononanol	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isooctane (a)	OCTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isooctanol	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Isopentane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isopentanol	ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE	17
Isopentanol	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
ISOPHORONE		17
ISOPHORONEDIAMINE		17
ISOPRÈNE		17
Isopropanol	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	17
ISOPROPANOLAMINE		17
Isopropénylbenzène	<i>alpha</i> -MÉTHYLSTYRÈNE	17
2-Isopropoxyéthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-Isopropoxypropane (a)	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Isopropylacétone	MÉTHYLIPOBUTYLCÉTONE	17
ISOPROPYLAMINE		17
ISOPROPYLAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		17
Isopropylcarbinol	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
ISOPROPYLCYCLOHEXANE		17
Isopropylidène acétone	OXYDE DE MÉSITYLE	17
Isopropyltoluène	<i>p</i> -CYMÈNE	17
4-Isopropyltoluène	<i>p</i> -CIMÈNE	17
4-Isopropyltoluol	<i>p</i> -CIMÈNE	17
Isovaléral	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isovalérone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
JUS DE POMME		18
JUS D'ORANGE (CONCENTRÉ)		
JUS D'ORANGE (NON CONCENTRÉ)		
Kaolin	BOUE DE KAOLIN	18
Lactone de l'acide 4-hydroxybutanoïque	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17
Lactone de l'acide <i>gamma</i> -hydroxybutyrique	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17
Lactone de l'acide 4-hydroxybutyrique	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)		17
Lait de magnésie	BOUE D'HYDROXYDE DE MAGNÉSIUM	17
LATEX, AMMONIAC (1 % OU MOINS), INHIBÉ		17
LATEX : COPOLYMÈRE CARBOXYLÉ DE STYRÈNE-BUTADIÈNE; CAOUTCHOUC DE STYRÈNE-BUTADIÈNE		17
Laurylmercaptan	tert-DODÉCANETHIOL	17
LÉCITHINE		18
LIGNINE DE BOIS AVEC ACÉTATE/OXALATE DE SODIUM		
LIGNOSULFONATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
LIGNOSULFONATE DE CALCIUM EN SOLUTION		17
Lignosulfonate de magnésium	ACIDE LIGNOSULFONIQUE, SEL DE MAGNÉSIUM DE L', EN SOLUTION	
Lignosulfonate de sodium	ACIDE LIGNOSULFONIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Limonène	DIPENTÈNE	17
Liquide éthylique (a)	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
L-LYSINE EN SOLUTION (60 % OU MOINS)		17
Maltitol	MALTITOL EN SOLUTION	18
MALTITOL EN SOLUTION		18
Méglumine en solution (à 70 % ou moins)	N-MÉTHYLGLUCAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	18
MÉLANGE D'ACIDE FORMIQUE (CONTENANT AU PLUS 18 % D'ACIDE PROPIONIQUE ET AU PLUS 25 % DE FORMIATE DE SODIUM)		17
MÉLANGE DE BASE POUR LIQUIDE DE FREIN : POLY(2-8)ALKYLÈNE(C₂-C₃) GLYCOLS/ÉTHERS MONOALKYLÉS(C₁-C₄) DES POLYALKYLÈNE (C₂-C₁₀) GLYCOLS ET LES DÉRIVÉS ESTÉRIFIÉS DE L'ACIDE BORIQUE		17
MÉLANGE D'HUILES ACIDES ISSU DU RAFFINAGE D'HUILES DE GRAINES DE SOJADE MAÏS ET DE TOURNESOL		17
MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)		17
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS DE DIESEL/GASOIL ET D'ALCANES (C₁₀-C₂₆), LINÉAIRES ET RAMIFIÉS AYANT UN POINT D'ÉCLAIR > 60°C (>25 % MAIS <99 % EN VOLUME)		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS DE DIESEL/GASOIL ET D'ALCANES (C10-C26), LINÉAIRES ET RAMIFIÉS AYANT UN POINT D'ÉCLAIR ≤ 60°C (> 25 % MAIS <99 % EN VOLUME)		17
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS DE DIESEL ET D'ESTERS MÉTHYLIQUES D'ACIDES GRAS (> 25 % MAIS < 99 % EN VOLUME)		17
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS DE DIESEL ET D'HUILE VÉGÉTALE (> 25 % MAIS < 99 % EN VOLUME)		17
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS D'ESSENCE ET D'ALCOOL ÉTHYLIQUE (> 25 % MAIS < 99 % EN VOLUME)		17
Mélasse (a)	MÉLASSES	18
Mélasse de canne (a)	MÉLASSES	18
Mélasse épuisée (a)	MÉLASSES	18
Mélasse finale (a)	MÉLASSES	18
MÉLASSES		18
<i>dl-p</i> -Mentha-1,8-diène	DIPENTÈNE	17
MERCAPTOBENZOTHAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION		17
Mercaptopropionaldéhyde de méthyle	3-(MÉTHYLTHIO)PROPIONALDÉHYDE	17
Mésitylène	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Métam-sodium	MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION	17
MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION		17
MÉTHACRYLATE DE BUTYLE		17
MÉTHACRYLATE DE BUTYLE/DÉCYLE/ CÉTYLE/EICOSYLE EN MÉLANGE		17
Méthacrylate de butyle/décyle/hexadécyle/icosyle en mélange (a)	MÉTHACRYLATE DE BUTYLE/DÉCYLE/CÉTYLE/EICOSYLE EN MÉLANGE	17
MÉTHACRYLATE DE CÉTYLE/EICOSYLE EN MÉLANGE		17
MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE		17
MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE/OCTADÉCYLE (EN MÉLANGE)		17
MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE/PENTADÉCYLE EN MÉLANGE		17
Méthacrylate de lauryle	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
MÉTHACRYLATE DE MÉTHYLE		17
MÉTHACRYLATE DE NONYLE MONOMÈRE		17
MÉTHACRYLATE D'ÉTHYLE		17
Méthacrylate d'hexadécyle et d'icosyle en mélange (a)	MÉTHACRYLATE DE CÉTYLE/EICOSYLE EN MÉLANGE	17
MÉTHACRYLATE D'ISOBUTYLE		17
MÉTHACRYLONITRILE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Méthaformaldéhyde	TRIOXANNE-1,3,5	17
Méthanal	FORMALDÉHYDE EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
Méthanamide	FORMAMIDE	17
Méthanamine	MÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 42 % OU MOINS)	17
Méthane perchloré	TÉTRACHLORURE DE CARBONE	17
Méthanoate de méthyle	FORMIATE DE MÉTHYLE	17
Méthanol	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Méthanolate de sodium	MÉTHYLATE DE SODIUM 21-30 % DANS LE MÉTHANOL	
Méthénamine	HEXAMÉTHYLÈNETÉTRAMINE EN SOLUTIONS	18
MÉTHOXY-3 BUTANOL-1		17
3-Méthoxybutan-1-ol	MÉTHOXY-3 BUTANOL-1	17
Méthoxyde de sodium	MÉTHYLATE DE SODIUM 21-30 % DANS LE MÉTHANOL	
2-Méthoxyéthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-(2- Méthoxyéthoxy)éthanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
2-[2-(2- Méthoxyéthoxy)éthoxy]éthanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
2-Méthoxy-2-méthylbutane	ÉTHER MÉTHYLIQUE <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
3-Méthoxy-3-méthylbutan-1-ol	MÉTHYL-3 MÉTHOXY-3 BUTANOL	17
N-(2-MÉTHOXY-1 MÉTHYLÉTHYL)-2 ÉTHYL-6 MÉTHYLCHLOROACÉTANILIDE		17
2-Méthoxy-2-méthylpropane	ÉTHER MÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
1-Méthoxy-2-propanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
1-(2-Méthoxypropoxy)propoxy]propan-2-ol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
3-[3-(3-Méthoxypropoxy)propoxy]propan-1-ol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Méthoxytriglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
MÉTHYLATE DE SODIUM 21-30 % DANS LE MÉTHANOL		17
Méthylacétaldéhyde	ALDÉHYDE PROPIONIQUE	17
<i>bêta</i> -Méthylacroléine	CROTONALDÉHYDE	17
Méthylacrylonitrile	MÉTHACRYLONITRILE	17
MÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 42 % OU MOINS)		17
1-Méthyl-2-aminobenzène	<i>o</i> -TOLUIDINE	17
2-Méthyl-1-aminobenzène	<i>o</i> -TOLUIDINE	17
MÉTHYLAMYLACÉTONE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Méthyl <i>n</i> -amylcétone	MÉTHYLAMYLCÉTONE	17
1-Méthyl-1,3-cyclopentadiène	MÉTHYLCYCLOPENTADIÈNE, DIMÈRE DU	17
2-Méthylaniline	o-TOLUIDINE	17
N-MÉTHYLANILINE		17
o-Méthylaniline	o-TOLUIDINE	17
Méthylbenzène	TOLUÈNE	17
2-Méthylbenzèneamine	o-TOLUIDINE	17
o-Méthylbenzèneamine	o-TOLUIDINE	17
Méthylbenzènediamine	TOLUÈNEDIAMINE	17
Méthylbenzol	TOLUÈNE	17
2-Méthyl-1,3-butadiène	ISOPRÈNE	17
Méthyl-2 butadiène-1,3	ISOPRÈNE	17
3-Méthyl-1,3-butadiène	ISOPRÈNE	17
Méthyl-3-butadiène-1,3	ISOPRÈNE	17
2-Méthylbutanal	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
3-Méthylbutanal	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Méthylbutane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Méthyl-2-butanol	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
2-Méthylbutan-2-ol	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Méthyl-2-butanol-4	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
3-Méthyl-1-butanol	ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE	17
3-Méthyl-1-butanol	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
Méthyl-3-butanol-1	ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE	17
Méthyl-3-butanol-1	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
3-Méthylbutan-1-ol	ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE	17
3-Méthylbutan-1-ol	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
3-Méthylbutan-3-ol	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
3-Méthylbut-1-ène (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthylbutènes (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
MÉTHYLBUTÉNOL		17
MÉTHYLBUTYLCÉTONE		17
MÉTHYLBUTYNOL		17
2-Méthyl-3-butyn-2-ol	MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3	17
2-Méthyl-3-butyn-2-ol	MÉTHYLBUTYNOL	17
2-Méthylbut-3-yn-2-ol	MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3	17
2-Méthylbut-3-yn-2-ol	MÉTHYLBUTYNOL	17
2-Méthylbutyraldéhyde	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
3-Méthylbutyraldéhyde	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthylcarbamodithioate de sodium	MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION	17
Méthylchloroforme	TRICHLORO-1,1,1 ÉTHANE	17
MÉTHYLCYCLOHEXANE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
MÉTHYLCYCLOPENTADIÈNE, DIMÈRE DU		17
MÉTHYLCYCLOPENTADIENYL MANGANÈSE TRICARBONYL		17
MÉTHYLDIÉTHANOLAMINE		17
Méthylthiocarbamate de sodium en solution	MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION	17
Méthylène	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Méthylène bis (<i>p</i> -phénylèneisocyanate)	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
Méthylène bis (4-phénylisocyanate)	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
4,4'-Méthylène bis (4-phénylisocyanate)	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
Méthylènediphényle-4,4' diisocyanate	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
Méthylènedi- <i>p</i> -phénylène diisocyanate	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
1-Méthyléthylamine	ISOPROPYLAMINE	17
MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE		17
1,4-Méthyléthylbenzène	ÉTHYLTOLUÈNE	17
Méthyléthylcarbinol	ALCOOL <i>sec</i>-BUTYLIQUE	18
MÉTHYLÉTHYLCÉTONE		17
<i>N</i> -(1-Méthyléthyl)propan-2-amine	DIISOPROPYLAMINE	17
MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE		17
<i>N</i>-MÉTHYLGLUCAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		18
<i>N</i> -Méthyl-D-glucamine en solution (à 70 % ou moins)	<i>N</i>-MÉTHYLGLUCAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	18
MÉTHYL-2 GLUTARONITRILE AVEC 2-ÉTHYL-SUCCINONITRILE (12 % OU MOINS)		
Méthylglycol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
5-Méthyl-3-heptanone	ÉTHYLAMYLCÉTONE	17
5-Méthylheptan-3-one	ÉTHYLAMYLCÉTONE	17
5-Méthylhexan-2-one	MÉTHYLAMYLCÉTONE	17
Méthyl-hexyl-carbinol	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthyl- <i>o</i> -hydroxybenzoate	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3		17
Méthyl-2 hydroxy-2 butyne-3	MÉTHYLBUTYNOL	17
2,2'-(Méthylimino)diéthanol	MÉTHYLDIÉTHANOLAMINE	17
<i>N</i> -Méthyl-2,2'-iminodiéthanol	MÉTHYLDIÉTHANOLAMINE	17
Méthylisoamylcétone	MÉTHYLAMYLCÉTONE	17
Méthylisobuténylcétone	OXYDE DE MÉSITYLE	17
Méthylisobutylcarbinol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE		17
<i>p</i> -Méthylisopropyle benzène	<i>p</i>-CYMÈNE	17
2-Méthyllactonitrile	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17
7-Méthyl-3-méthylène-1,6-octadiène	MYRCÈNE	17
MÉTHYL-3 MÉTHOXY-3 BUTANOL		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
<i>alpha</i> -Méthylnaphtalène (fondu) (a)	MÉTHYLNAPHTALÈNE (FONDU)	17
<i>bêta</i> -Méthylnaphtalène (fondu) (a)	MÉTHYLNAPHTALÈNE (FONDU)	17
MÉTHYLNAPHTALÈNE (FONDU)		17
(<i>o</i> - et <i>p</i> -) Méthylnitrobenzène	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
8-Méthylnonan-1-ol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthylolpropane	ALCOOL <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
Méthyloxirane	OXYDE DE PROPYLÈNE	17
2-Méthyl-2,4-pentanediol	HEXYLÈNEGLYCOL	18
Méthyl-2 pentanediol-2,4	HEXYLÈNEGLYCOL	18
2-Méthylpentane-2,4-diol	HEXYLÈNEGLYCOL	18
Méthylpentan-2-ol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
Méthyl-4 pentanol-2	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
4-Méthyl-2-pentanol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
4-Méthyl-2-pentanone	MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE	17
4-Méthylpentan-2-one	MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE	17
2-Méthylpentène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthyl-2 pentène-1 (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Méthylpent-1-ène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
4-Méthyl-1-pentène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
4-Méthyl-3-pentèn-2-one	OXYDE DE MÉSITYLE	17
4-Méthylpent-3-èn-2-one	OXYDE DE MÉSITYLE	17
Méthylpentylcétone	MÉTHYLAMYLCÉTONE	17
Méthylphénylène diamine	TOLUÈNEDIAMINE	17
2-Méthyl- <i>m</i> -phénylènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
4-Méthyl- <i>m</i> -phénylènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
Méthylphénylène diisocyanate	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
Méthyl-2-phényl-2 propane (a)	BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Méthylpropanal (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
MÉTHYL-2 PROPANE-1,3 DIOL		17
2-Méthyl-1-propanol	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
2-Méthylpropan-1-ol	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
2-Méthyl-2-propanol	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
2-Méthylpropan-2-ol	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
2-Méthylprop-2-ènenitrile	MÉTHACRYLONITRILE	17
2-Méthyl-2-propénoate de méthyle	MÉTHACRYLATE DE MÉTHYLE	17
2-Méthylprop-2-énoate de méthyle	MÉTHACRYLATE DE MÉTHYLE	17
Méthylpropylcarbinol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
MÉTHYLPROPYLCÉTONE		18
<i>alpha</i> -Méthylpyridine	MÉTHYL-2 PYRIDINE	17
MÉTHYL-2 PYRIDINE		17
MÉTHYL-3 PYRIDINE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
MÉTHYL-4 PYRIDINE		17
1-Méthyl-2-pyrrolidinone	N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE	17
1-Méthylpyrrolidin-2-one	N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE	17
N-Méthylpyrrolidinone	N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE	17
1-Méthyl-2-pyrrolidone	N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE	17
N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE		17
Méthylstyrène (tous isomères)	VINYLTOLUÈNE	17
alpha-MÉTHYLSTYRÈNE		17
3-(MÉTHYLTHIO)PROPIONALDÉHYDE		17
2-Méthyltriméthylèneglycol	MÉTHYL-2 PROPANE-1,3 DIOL	17
Métolachlore	N-(2-MÉTHOXY-1 MÉTHYLÉTHYL)-2 ÉTHYL-6 MÉTHYLCHLOROACÉTANILIDE	17
Monochlorhydrine du glycol	CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
Monochlorobenzène	CHLOROBENZÈNE	17
Monochlorobenzol	CHLOROBENZÈNE	17
Monoéthanolamine	ÉTHANOLAMINE	17
Monoéthylamine	ÉTHYLAMINE	17
Monoéthylamine en solutions (à 72 % ou moins)	ÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 72 % OU MOINS)	17
Monoisopropanolamine	ISOPROPANOLAMINE	17
Monoisopropylamine	ISOPROPYLAMINE	17
MONOMÈRE/OLIGOMÈRE DE SILICATE DE TÉTRAÉTHYLE (À 20 % DANS L'ÉTHANOL)		18
Monométhylamine en solutions (à 42 % ou moins)	MÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 42 % OU MOINS)	17
MONOOLÉATE DE GLYCÉROL		18
MONOOLEATE DE SORBITAN POLY(20)OXYÉTHYLÉNÉ		17
Monopropylamine	n-PROPYLAMINE	17
Monopropylène glycol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
MORPHOLINE		17
MYRCÈNE		17
Naphta, goudron de houille	NAPHTA-SOLVANT DE GOUDRON DE HOUILLE	17
Naphta (pétrole), aromatiques légers obtenus par vapocraquage (a)	ALKYLBENZÈNE EN MÉLANGES (CONTENANT AU MOINS 50 % DE TOLUÈNE)	
Naphta, solvant de sécurité	WHITE SPIRIT À FAIBLE TENEUR EN AROMATIQUES (15-20 %)	17
NAPHTALÈNE (FONDU)		17
Naphtaline	NAPHTALÈNE (FONDU)	17
NAPHTA-SOLVANT DE GOUDRON DE HOUILLE		17
Naphte de vinaigre	ACÉTATE D'ÉTHYLE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Naphtène	NAPHTALÈNE (FONDU)	17
Néodécanoate de 2,3-époxypropyle	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C ₁₀	17
Néodécanoate de glycidyle	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C ₁₀	17
NÉODÉCANOATE DE VINYLE		17
Néopentane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Néopentylène glycol	DIMÉTHYL-2,2 PROPANEDIOL-1,3 (FONDU OU EN SOLUTION)	17
NITRATE D'AMMONIUM EN SOLUTION (À 93 % OU MOINS)		17
NITRATE DE CALCIUM EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)		17
NITRATE DE CALCIUM/NITRATE DE MAGNÉSIUM/CHLORURE DE POTASSIUM EN SOLUTION		17
NITRATE DE FER III/ACIDE NITRIQUE EN SOLUTION		17
Nitrate d'octyle	ALKYL(C ₇ -C ₉)NITRATES	17
Nitrate d'octyle (tous isomères)	ALKYL(C ₇ -C ₉)NITRATES	17
Nitrilotriacétate de trisodium en solution	ACIDE NITRILOACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
1,1',1''-Nitrilotri-2-propanol	TRIISOPROPANOLAMINE	17
2,2',2''-Nitrilotriséthanol	TRIÉTHANOLAMINE	17
NITRITE DE SODIUM EN SOLUTION		17
<i>o</i> -Nitrochlorobenzène	<i>o</i> -CHLORONITROBENZÈNE	17
NITROBENZÈNE		17
Nitrobenzol	NITROBENZÈNE	17
NITROÉTHANE		17
NITROÉTHANE (À 80 %)/NITROPROPANE (À 20 %)		17
NITROÉTHANE, NITRO-1 PROPANE (15 % DE CHAQUE OU PLUS), EN MÉLANGE		17
<i>o</i>-NITROPHÉNOL (FONDU)		17
<i>ortho</i> -Nitrophénol	<i>o</i> -NITROPHÉNOL (FONDU)	17
2-Nitrophénol (fondu)	<i>o</i> -NITROPHÉNOL (FONDU)	17
NITRO-1 OU -2 PROPANE		17
NITROPROPANE (À 60 %)/NITROÉTHANE (À 40 %) EN MÉLANGE		17
2-Nitrotoluène (a)	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
4-Nitrotoluène (a)	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
<i>o</i> -Nitrotoluène (a)	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
<i>p</i> -Nitrotoluène (a)	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
<i>o</i>- OU <i>p</i>- NITROTOLUÈNES		17
NONANE (TOUS ISOMÈRES)		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
<i>n</i> -Nonane (a)	NONANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Nonanols	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
NONÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Nonylcarbinol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Nonylène (a)	NONÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
NONYLPHÉNOL		17
NONYLPHÉNOL POLY(4+)ÉTHOXYLATE		17
<i>alpha</i> -4-Nonylphényl- <i>oméga</i> -hydroxypoly(oxyéthylène) (b)	ALKARYLPOLYÉTERS (C ₉ -C ₂₀)	17
Nopinène	<i>bêta</i> -PINÈNE	17
NORBORÈNE D'ÉTHYLIDÈNE		17
Octadécan-1-ol	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
1-Octadécanol	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
<i>z</i> -Octadéc-9-énamine	OLÉYLAMINE	17
<i>z</i> -Octadéc-9-énylamine	OLÉYLAMINE	17
OCTAMÉTHYLCYCLOTÉTRASILOXANE		17
Octanal (a)	ALDÉHYDES OCTYLIQUES	17
OCTANE (TOUS ISOMÈRES)		17
Octan-1-ol (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)		17
OCTÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Octylcarbinol	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Oléamine	OLÉYLAMINE	17
Oléate de glycérol	MONOOLÉATE DE GLYCÉROL	18
OLÉATE DE POTASSIUM		17
OLÉFINE (C₅-C₇) EN MÉLANGES		17
OLÉFINE (C₅-C₁₅) EN MÉLANGES		17
OLÉFINES (C₁₃₊, TOUS ISOMÈRES)		17
<i>alpha</i> -OLÉFINES (C ₆ -C ₁₈) EN MÉLANGES		17
OLÉFINE EN MÉLANGES (C₇-C₉) RICHE EN C₈, STABILISÉE		17
OLÉINE DE PALME		17
OLÉINE DE PALMISTE		17
OLÉUM		17
OLÉYLAMINE		17
Oligosaccharide hydrogéné	HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ	18
Oxalaldéhyde	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
3-Oxapentane-1,5-diol	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
1,4-Oxazinane	MORPHOLINE	17
Oxétan-2-one	<i>bêta</i> -PROPIOLACTONE	17
2,2'-Oxybis(1-chloropropane)	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2,2'-Oxybis(éthylèneoxy)diéthanol	TÉTRAÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2,2'-Oxybis(propane)	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Oxyde acétique	ANHYDRIDE ACÉTIQUE	17
Oxyde de butylène	TÉTRAHYDROFURANNE	17
OXYDE DE BUTYLÈNE-1,2		17
Oxyde de chloréthyle	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Oxyde de (chlorométhyl)éthylène	ÉPICHLORHYDRINE	17
Oxyde de chloropropylène	ÉPICHLORHYDRINE	17
Oxyde de cyclotétraméthylène	TÉTRAHYDROFURANNE	17
Oxyde de dichloroéthyle	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Oxyde de diéthyle	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
Oxyde de diéthylène	DIOXANNE-1,4	17
Oxyde de diisopropyle	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Oxyde de diphenyle	ÉTHER DIPHÉNYLIQUE	17
Oxyde de diphenyle/oxyde de diphenyle et de phényle en mélange	ÉTHER DIPHÉNYLIQUE/ÉTHER DE DIPHÉNYLE ET DE PHÉNYLE EN MÉLANGE	17
OXYDE DE MÉSITYLE		17
Oxyde de méthyléthylène	OXYDE DE PROPYLÈNE	17
Oxyde de propène	OXYDE DE PROPYLÈNE	17
Oxyde de propionyle	ANHYDRIDE PROPIONIQUE	17
OXYDE DE PROPYLÈNE		17
Oxyde d'éthyle	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
OXYDE D'ÉTHYLÈNE ET OXYDE DE PROPYLÈNE EN MÉLANGES CONTENANT AU PLUS 30 % (MASSE) D'OXYDE D'ÉTHYLÈNE		17
Oxyde de tétraméthylène	TÉTRAHYDROFURANNE	17
Oxyde de titane (IV), boue d'	BOUE DE DIOXYDE DE TITANE	17
Oxyde d'isopropyle	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Oxydes tolyliques de sodium en solution	ACIDE CRÉSYLIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
2,2'-Oxydiéthanol	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
1,1'-Oxydipropan-2-ol	DIPROPYLÈNEGLYCOL	17
Oxyméthylène	FORMALDÉHYDE EN SOLUTIONS (À 45 % OU MOINS)	17
PARAFFINE		17
Paraffine écaille	PARAFFINE	17
<i>n</i> -Paraffines (C ₁₀ -C ₂₀) (a)	<i>n</i> -ALCANES(C ₁₀₊)	17
PARAFFINES CHLORÉES (C₁₀-C₁₃)		17
PARAFFINES CHLORÉES (C₁₄-C₁₇) (CONTENANT AU MOINS 50 % DE CHLORE ET MOINS DE 1 % DE C₁₃ OU CHAÎNES PLUS COURTES)		17
PARALDÉHYDE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Pâte chimico-thermomécanique (PCTM), concentré de	LIGNINE DE BOIS AVEC ACÉTATE/OXALATE DE SODIUM	
PENTACHLOROÉTHANE		17
Pentadécanol (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Pentadéc-1-ène (a)	OLÉFINES (C ₁₃₊ , TOUS ISOMÈRES)	17
1-Pentadécène	OLÉFINES (C ₁₃₊ , TOUS ISOMÈRES)	17
Penta-1,3-diène	PENTADIÈNE-1,3	17
z-1,3-Pentadiène	PENTADIÈNE-1,3	17
PENTADIÈNE-1,3		17
PENTADIÈNE-1,3 (SUPÉRIEUR À 50 %), CYCLOPENTÈNE ET ISOMÈRES EN MÉLANGES		17
<i>cis-trans</i> -1,3-Pentadiène	PENTADIÈNE-1,3	17
Pentaéthylèneglycol (a)	POLYÉTHYLÈNEGLYCOL	17
PENTAÉTHYLÈNEHEXAMINE		17
Pentaline	PENTACHLOROÉTHANE	17
Pentaméthylène	CYCLOPENTANE	17
2,2,4,6,6-Pentaméthyl-4-heptanethiol (a)	<i>tert</i> -DODÉCANETHIOL	17
Pentanal	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Pentane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>n</i> -Pentane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Pentane-dial en solutions (à 50 % ou moins)	ALDÉHYDE GLUTARIQUE EN SOLUTIONS (À 50 % OU MOINS)	17
PENTANE (TOUS ISOMÈRES)		17
Pentan-1-ol	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
Pentan-2-ol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
Pentan-3-ol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
1-Pentanol	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
2-Pentanol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
3-Pentanol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
<i>n</i> -Pentanol	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
<i>sec</i> -Pentanol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
<i>tert</i> -Pentanol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
Pentan-2-one	MÉTHYLPROPYLCÉTONE	18
2-Pentanone	MÉTHYLPROPYLCÉTONE	18
Pent-1-ène (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>n</i> -Pentène (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Pentènes	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
PERCHLORÉTHYLÈNE		17
Perhydroazépine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
PEROXYDE D'HYDROGÈNE EN SOLUTIONS (À PLUS DE 60 % MAIS PAS PLUS DE 70 % (MASSE))		17
PEROXYDE D'HYDROGÈNE EN SOLUTIONS (À PLUS DE 8 % MAIS PAS PLUS DE 60 % (MASSE))		17
PÉTROLATUM		17
Phène	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
PHÉNOL		17
PHÉNOLS INHIBÉS ALKYLÉS (C₄-C₉)		17
2-Phénoxyéthanol	ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
N-Phénylamine	DIPHÉNYLAMINE (FONDUE)	17
Phénylamine	ANILINE	17
PHÉNYLAMINE D'ALKYLE (C₈-C₉) DANS DES SOLVANTS AROMATIQUES		17
N-Phénylbenzèamine	DIPHÉNYLAMINE (FONDUE)	17
1-Phénylbutane (a)	BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Phénylbutane (a)	BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Phénylcarbinol	ALCOOL BENZYLIQUE	17
Phénylcellosolve	ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
1-Phényldécane (b)	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
1-Phényldodécane	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
Phényléthane	ÉTHYLBENZÈNE	17
Phényléthylène	STYRÈNE MONOMÈRE	17
1-Phényléthylxylène	PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE	17
Phénylméthane	TOLUÈNE	17
Phénylméthanol	ALCOOL BENZYLIQUE	17
1-Phénylpropane (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Phénylpropane (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Phénylpropène	<i>alpha</i>-MÉTHYLSTYRÈNE	17
1-Phényltétradécane	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
1-Phényltridécane	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
1-Phénylundécane	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
Phénylxyléthane	PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE	17
PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE		17
1-Phényl-1-(2,5-xyl)éthane (a)	PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE	17
1-Phényl-1-(3,4-xyl)éthane (a)	PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE	17
Phosphate d'éthyle	PHOSPHATE DE TRIÉTHYLE	17
PHOSPHATE DE TRIBUTYLE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
PHOSPHATE DE TRICRÉSYLE (CONTENANT AU MOINS 1 % D'ISOMÈRE <i>ortho</i>)		17
PHOSPHATE DE TRICRÉSYLE (CONTENANT MOINS DE 1 % D'ISOMÈRE <i>ortho</i>)		17
PHOSPHATE DE TRIÉTHYLE		17
Phosphate de tris(diméthylphényle) (tous isomères)	PHOSPHATE DE TRIXYLYLE	17
Phosphate de tri-tolyle, contenant au moins 1 % d'isomère <i>ortho</i>	PHOSPHATE DE TRICRÉSYLE (CONTENANT AU MOINS 1 % D'ISOMÈRE <i>ORTHO</i>)	17
Phosphate de tri-tolyle, contenant moins de 1 % d'isomère <i>ortho</i>	PHOSPHATE DE TRICRÉSYLE (CONTENANT AU MOINS 1 % D'ISOMÈRE <i>ORTHO</i>)	17
PHOSPHATE DE TRIXYLYLE		17
PHOSPHATES DE PHÉNYLE TRIISOPROPYLÉ		17
<i>L-alpha</i> -Phosphatidylcholine	LÉCITHINE	17
PHOSPHITE DE TRIÉTHYLE		17
Phosphonate de dibutyle	HYDROGÉNOPHOSPHONATE DE DIBUTYLE	17
<i>N</i> -(Phosphonométhyl)glycine	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
<i>N</i> -Phosphonométhyl glycine	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
<i>N</i> -(phosphonométhyl)glycine, sel d'isopropylamine de la	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
PHOSPHORE JAUNE OU BLANC		17
PHOSPHOROSULFURE DE		17
Phtalandione (fondu)	ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)	17
Phtalate de benzyle et butyle	PHTALATE DE BUTYLE ET BENZYLE	17
Phtalate de bis(2-éthylhexyle)	PHTALATE DE DIOCTYLE	17
Phtalate de bis(6-méthylheptyle)	PHTALATE DE DIOCTYLE	17
Phtalate de butyle	PHTALATE DE DIBUTYLE	17
PHTALATE DE BUTYLE ET BENZYLE		17
PHTALATE DE DIBUTYLE		17
<i>ortho</i> -Phtalate de dibutyle	PHTALATE DE DIBUTYLE	17
Phtalate de didécyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
Phtalate de didodécyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
PHTALATE DE DIÉTHYLE		17
PHTALATE DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Phtalate de diglycol	PHTALATE DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL	17
PHTALATE DE DIHEPTYLE		17
PHTALATE DE DIHEXYLE		17
PHTALATE DE DIISOBUTYLE		17
Phtalate de diisodécyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
Phtalate de diisononyl (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
PHTALATE DE DIISOCTYLE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
PHTALATE DE DIMÉTHYLE		17
Phtalate de dinonyl (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
PHTALATE DE DINONYLE		17
PHTALATE DE DIOCTYLE		17
PHTALATE DE DITRIDÉCYLE		17
PHTALATE DE DIUNDÉCYLE		17
Phtalate d'éthyle	PHTALATE DE DIÉTHYLE	17
Phtalate d'octyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
Phtalate d'octyle et de décyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
2-Picoline	MÉTHYL-2 PYRIDINE	17
3-Picoline	MÉTHYL-3 PYRIDINE	17
4-Picoline	MÉTHYL-4 PYRIDINE	17
<i>alpha</i> -Picoline	MÉTHYL-2 PYRIDINE	17
<i>bêta</i> -Picoline	MÉTHYL-3 PYRIDINE	17
<i>gamma</i> -Picoline	MÉTHYL-4 PYRIDINE	17
<i>alpha</i>-PINÈNE		17
<i>bêta</i>-PINÈNE		17
2-Pinène	<i>alpha</i>-PINÈNE	17
2(10)-Pinène	<i>bêta</i>-PINÈNE	17
2-(1-Pipérazinyl)éthylamine	N-AMINOÉTHYLPIPÉRAZINE	17
Pipérylène	PENTADIÈNE-1,3	17
Pipérylènes (mélangés, concentrés de)	PENTADIÈNE-1,3 (SUPÉRIEUR À 50 %), CYCLOPENTÈNE ET ISOMÈRES EN MÉLANGES	17
Plomb tétraéthyle (a)	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
Plomb tétraméthyle (a)	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
POIX DE GOUDRON DE HOUILLE (FONDUE)		17
POIX DE TALLOL		17
POLY(4+)ACRYLATE DE SODIUM EN SOLUTIONS		17
POLYACRYLATE SULFONÉ EN SOLUTION		18
POLYALKYLALCÈNEAMINESUCCINIMIDE, OXYSULFURE DE MOLYBDÈNE		17
POLYALKYL (C₁₈-C₂₂) ACRYLATE DANS DU XYLÈNE		17
POLYALKYL(C₁₀-C₂₀)MÉTHACRYLATE		17
POLYBUTÈNE		17
POLYBUTÉNYLSUCCINIMIDE		17
Poly(carboxylatoéthylène de sodium)	POLY(4+)ACRYLATE DE SODIUM EN SOLUTIONS	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
POLYÉTHÉR (POIDS MOLÉCULAIRE 1350+)		17
POLYÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Polyéthylène glycols mono(<i>p</i> -nonylphényl) éther (b)	ALKARYLPOLYÉTHERS (C₉-C₂₀)	17
Polyéthylèneimines	POLYÉTHYLÈNE-POLYAMINES	17
POLYÉTHYLÈNE-POLYAMINES		17
POLYÉTHYLÈNE-POLYAMINES (PLUS DE 50 % D'HUILE DE PARAFFINE C₅-C₂₀)		17
Polyglucitol	HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ	18
POLYGLYCÉRINE, SEL DE SODIUM DE LA, EN SOLUTION (CONTENANT MOINS DE 3 % D'HYDROXYDE DE SODIUM)		18
POLY(IMINOÉTHYLÈNE)-GREFFÉ-N-POLY(ÉTHYLÈNEOXY) EN SOLUTION (À 90 % OU MOINS)		17
Poly(iminoéthylène)s	POLYÉTHYLÈNE-POLYAMINES	17
Polyisobutylène	POLY(4+)ISOBUTYLÈNE	17
POLY(4+)ISOBUTYLÈNE		17
POLYISOBUTYLÈNEAMINE DANS UN SOLVANT (C₁₀-C₁₄) ALIPHATIQUE		17
POLYMÉTHYLÈNE POLYPHÉNYLISOCYANATE		17
POLYOL DE POLYOLÉFINAMIDE ALKÈNEAMINE		17
POLYOLÉFINAMIDE ALKÈNEAMINE (C₁₇₊)		17
POLYOLÉFINAMIDE ALKÈNEAMINE (C₂₈-C₂₅₀) SULFURISÉE		17
POLYOLÉFINAMINE (C₂₈-C₂₅₀)		17
POLYOLÉFINAMINE DANS DES ALKYL(C₂-C₄) BENZÈNES		17
POLYOLÉFINAMINE DANS UN SOLVANT AROMATIQUE		17
POLYOLÉFINE (POIDS MOLÉCULAIRE 300+)		17
POLYOLÉFINE – DÉRIVÉ DE BARYUM (C₂₈-C₂₅₀)		17
Poly(oxy-1,2-éthaneédiyl), alpha-(3-méthyl-3-butényl)-, oméga-hydroxy	ÉTHÉR MÉTHYLBUTYLIQUE DU POLY(ÉTHYLÈNEGLYCOL) (MM>1000)	
Poly(oxyéthylèneoxyéthylèneoxyphtaloyle)	PHTALATE DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Poly(oxypropylène) (poids moléculaire 1350+) (a)	POLYÉTHÉR (POIDS MOLÉCULAIRE 1350+)	17
poly[phénylisocyanate- <i>alt</i> -formaldéhyde] (a)	POLYMÉTHYLÈNE POLYPHÉNYLISOCYANATE	17
poly[phénylisocyanate- <i>co</i> -formaldéhyde] (a)	POLYMÉTHYLÈNE POLYPHÉNYLISOCYANATE	17
POLYPHOSPHATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
Poly(propène, oxyde de)	POLYÉTHÉR (POIDS MOLÉCULAIRE 1350+)	17
Polypropylène	POLY(5+)PROPYLÈNE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
POLY(5+)PROPYLÈNE		17
POLYPROPYLÈNEGLYCOL		17
POLYSILOXANE		17
Potasse caustique, liquide	HYDROXYDE DE POTASSIUM, EN SOLUTION	17
PRODUIT DE LA RÉACTION ENTRE DE LA DIPHÉNYLAMINE ET DU TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTÈNE		17
PRODUIT DE LA RÉACTION PARALDÉHYDE- AMMONIAQUE		17
Propanal	ALDÉHYDE PROPIONIQUE	17
Propan-1-amine	<i>n</i>-PROPYLAMINE	17
Propan-2-amine	ISOPROPYLAMINE	17
Propan-1,2-diol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
1,2-Propanediol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
Propanenitrile	PROPIONITRILE	17
1,2,3-Propanetriol	GLYCÉRINE	18
Propane-1,2,3-triol	GLYCÉRINE	18
Propanoate de pentyle	PROPIONATE DE <i>n</i>-PENTYLE	17
Propanol	ALCOOL <i>n</i>-PROPYLIQUE	17
Propan-1-ol	ALCOOL <i>n</i>-PROPYLIQUE	17
Propan-2-ol	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18
1-Propanol	ALCOOL <i>n</i>-PROPYLIQUE	17
2-Propanol	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18
<i>n</i> -Propanol	ALCOOL <i>n</i>-PROPYLIQUE	17
<i>n</i>-PROPANOLAMINE		17
3-Propanolide	<i>bêta</i>-PROPIOLACTONE	17
Propanone	ACÉTONE	17
Propan-2-one	ACÉTONE	18
2-Propanone	ACÉTONE	18
Propénamide en solution, à 50 % ou moins	ACRYLAMIDE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)	17
Propènenitrile	ACRYLONITRILE	17
Propénoate d'éthyle	ACRYLATE D'ÉTHYLE	17
Propénoate de 2-hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE	17
2-Propénoate de 2-hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE	17
Prop-2-énoate de 2-hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE	17
Prop-2-èn-1-ol	ALCOOL ALLYLIQUE	17
2-Propène-1-ol	ALCOOL ALLYLIQUE	17
Propiolactone	<i>bêta</i>-PROPIOLACTONE	17
<i>bêta</i>-PROPIOLACTONE		17
3-Propiolactone	<i>bêta</i>-PROPIOLACTONE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Propionaldéhyde	ALDÉHYDE PROPIONIQUE	17
Propionate de <i>n</i> -amyle	PROPIONATE DE <i>n</i> -PENTYLE	17
PROPIONATE DE <i>n</i>-BUTYLE		17
PROPIONATE DE <i>n</i>-PENTYLE		17
PROPIONATE D'ÉTHYLE		17
PROPIONITRILE		17
<i>bêta</i> -Propionolactone	<i>bêta</i> -PROPIOLACTONE	17
Propiononitrile	PROPIONITRILE	17
PROPOXYLATE D'ALKYLPHÉNYLE (C₉-C₁₅)		17
1-Propoxypropan-2-ol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Propylacétone	MÉTHYLBUTYLCÉTONE	17
Propylamine	<i>n</i> -PROPYLAMINE	17
<i>n</i>-PROPYLAMINE		17
<i>n</i> -Propylbenzène (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Propylcarbinol	ALCOOL <i>n</i> -BUTYLIQUE	18
2,2'-[propylènebis(nitrilométhylène)]diphénol dans des solvants aromatiques	PHÉNYLAMINE D'ALKYLE (C ₈ -C ₉) DANS DES SOLVANTS AROMATIQUES	17
<i>alpha, alpha'</i> -(Propylènedinitrilo)di-o-crésol dans des solvants aromatiques	PHÉNYLAMINE D'ALKYLE (C ₈ -C ₉) DANS DES SOLVANTS AROMATIQUES	
PROPYLÈNEGLYCOL		18
1,2-Propylèneglycol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
Propyléthylène (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Propylméthylcétone	MÉTHYLPROPYLCÉTONE	18
<i>N</i> -Propyl-1-propanamine	DI- <i>n</i> -PROPYLAMINE	17
PROTÉINE VÉGÉTALE EN SOLUTION (HYDROLYSÉE)		18
Pseudobutylène-glycol	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Pseudocumène	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Pseudopinène	<i>bêta</i> -PINÈNE	17
PYRIDINE		17
Résine acrylique monomère	MÉTACRYLATE DE MÉTHYLE	17
RÉSINE MÉTACRYLIQUE DANS DU DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE		17
RÉSINES DU DIPHÉNYLOLPROPANE ET DE L'ÉPICHLORHYDRINE		17
Rhodanate de sodium en solution (à 56 % ou moins)	THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)	17
SAINDOUX		17
SALICYLATE DE MÉTHYLE		17
Saumures de forage : chlorure de potassium en solution	CHLORURE DE POTASSIUM EN SOLUTION (À 10 % OU PLUS)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Saumures de forage : bromure de zinc	SAUMURES DE FORAGE (CONTENANT DES SELS DE ZINC)	17
SAUMURES DE FORAGE (CONTENANT DES SELS DE ZINC)		17
SAUMURES DE FORAGE, Y COMPRIS : BROMURE DE CALCIUM EN SOLUTION, CHLORURE DE CALCIUM EN SOLUTION ET CHLORURE DE SODIUM EN SOLUTION		17
SILICATE DE SODIUM EN SOLUTION		17
Sirop de maltitol	MALTITOL EN SOLUTION	18
Sirop de maltose hydrogéné	HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ	18
Sirop de polyglycitol	HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ	18
Sodium isothiocyanate	THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)	17
Sodium <i>N</i> -méthylthiocarbamate	MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION	17
Solvant Stoddard	WHITE SPIRIT À FAIBLE TENEUR EN AROMATIQUES (15-20 %)	17
<i>d</i> -Sorbite en solution	SORBITOL EN SOLUTION	18
<i>d</i> -Sorbitol en solution	SORBITOL EN SOLUTION	18
SORBITOL EN SOLUTION		18
Soude	HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Soude caustique	HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Soude caustique en solution	HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Soude du commerce en solution	CARBONATE DE SODIUM EN SOLUTION	17
SOUFRE (FONDU)		17
STÉARINE DE PALME		17
STÉARINE DE PALMISTE		17
STYRÈNE MONOMÈRE		17
Styrol	STYRÈNE MONOMÈRE	17
Subérane	CYCLOHEPTANE	17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 1) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.1, CAT. X		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 2) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.1, CAT. X		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 3) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.2, CAT. X		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 4) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.2, CAT. X		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 5) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.2, CAT. Y		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 6) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.2, CAT. Y		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 7) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.3, CAT. Y		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 8) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.3, CAT. Y		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 9) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.3, CAT. Z		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 10) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.3, CAT. Z		17
SUCCINATE DE DIMÉTHYLE		17
SUIF		17
SULFATE D'ALUMINIUM EN SOLUTION		17
SULFATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
SULFATE DE DIÉTHYLE		17
SULFATE DE SODIUM EN SOLUTIONS		18
Sulfate d'éthyle	SULFATE DE DIÉTHYLE	17
SULFATE POLYFERRIQUE EN SOLUTION		17
SULFHYDRATE DE SODIUM (À 6 % OU MOINS)/CARBONATE DE SODIUM (À 3 % OU MOINS) EN SOLUTION		17
Sulfite acide de sodium en solution (à 45 % ou moins)	HYDROGÉNOSULFITE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
SULFITE DE SODIUM EN SOLUTION (À 25 % OU MOINS)		17
Sulfocyanate de sodium en solution (à 56 % ou moins)	THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)	17
Sulfocyanure de sodium en solution (à 56 % ou moins)	THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)	17
SULFOHYDROCARBURE (C ₃ -C ₈₈)		17
SULFOLANE		17
SULFONATE DE PÉTROLE, SEL DE SODIUM		17
SULFURE D'ALKYLPHÉNATE DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE (C ₈ -C ₄₀)		17
SULFURE D'ALKYLPHÉNOL (C ₈ -C ₄₀)		17
SULFURE D'AMMONIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)		17
SULFURE DE DODÉCYLE ET D'HYDROXYPROPYLE		17
SULFURE DE SODIUM EN SOLUTION (À 15 % OU MOINS)		17
TALLOL BRUT		17
TALLOL DISTILLÉ		17
Térébenthène	<i>bêta</i> -PINÈNE	17
TÉRÉBENTHINE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
TÉRÉPHTALATE DE DIBUTYLE		
3,6,9,12-Tétraazatétraméthylènediamine	PENTAÉTHYLÈNEHEXAMINE	
3,6,9,12-Tétraazatétradécane-1,14-diamine	PENTAÉTHYLÈNEHEXAMINE	
1,3,5,7-Tétraazatricyclo[3.3.1.1 ^{3,7}]-décane	HEXAMÉTHYLÈNETÉTRAMINE EN SOLUTION	18
1,1,2,2-Tétrachloréthane	TÉTACHLOROÉTHANE	17
Tétrachloréthylène	PERCHLORÉTHYLÈNE	17
1,1,2,2-Tétrachloréthylène	PERCHLORÉTHYLÈNE	17
TÉTACHLOROÉTHANE		17
Tétrachlorométhane	TÉTACHLORURE DE CARBONE	17
Tétrachlorure d'acétylène	TÉTACHLOROÉTHANE	17
TÉTACHLORURE DE CARBONE		17
Tétrachlorure d'éthylène	PERCHLORÉTHYLÈNE	17
Tétradécan-1-ol	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
1-Tétradécanol	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Tétradécène (a)	OLÉFINES (C ₁₃₊ , TOUS ISOMÈRES)	17
Tétradécylbenzène	ALKYL(C ₉₊) BENZÈNES	17
TÉTRAÉTHYLÈNEGLYCOL		17
TÉTRAÉTHYLÈNEPENTAMINE		17
Tétraéthylplomb	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
Tétraéthylplumbane	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
Tétrahydroborate de sodium (à 15 % ou moins)/hydroxide de sodium en solution	BOROHYDRURE DE SODIUM (À 15 % OU MOINS)/HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
TÉTRAHYDROFURANNE		17
TÉTRAHYDRONAPHTALÈNE		17
1,2,3,4-Tétrahydronaphtalène	TÉTRAHYDRONAPHTALÈNE	17
Tétrahydrooxazine-1,4	MORPHOLINE	17
Tétrahydro-2H-1,4-oxazine	MORPHOLINE	17
2H-Tétrahydro-1,4-oxazine	MORPHOLINE	17
Tétrahydrothiophène-1-dioxyde	SULFOLANE	17
Tétraline	TÉTRAHYDRONAPHTALÈNE	17
1,2,3,4-Tétraméthylbenzène (a)	TÉTRAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Tétraméthyl-1,2,3,5 benzène (a)	TÉTRAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,2,4,5-Tétraméthylbenzène (a)	TÉTRAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
TÉTRAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Tétraméthylèneglycol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Tétraméthylène sulfone	SULFOLANE	17
Tétraméthylplomb	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
Tétrapropylbenzène	ALKYL(C ₉₊)BENZÈNES	17
TÉTRAPROPYLÈNE		17
Tétrapropylène benzène	DODÉCYLBENZÈNE	17
4-Thiapentanal	3-(MÉTHYLTHIO)PROPIONALDÉHYDE	17
THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)		17
Thiophane sulfone	SULFOLANE	17
THIOPHOSPHATES DE DIALKYL, SELS SODIQUES DES, EN SOLUTION		17
THIOSULFATE D'AMMONIUM EN SOLUTION (À 60 % OU MOINS)		17
THIOSULFATE DE POTASSIUM (À 50 % OU MOINS)		17
TOLUÈNE		17
TOLUÈNEDIAMINE		17
2,4-Toluènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
2,6-Toluènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
o-TOLUIDINE		17
2-Toluidine	o-TOLUIDINE	17
Toluol	TOLUÈNE	17
2,4-Toluylnènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
2,6-Toluylnènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
Toluyène-2,4-diisocyanate	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
Toluyène- <i>m</i> -diisocyanate	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
o-Tolylamine	o-TOLUIDINE	17
Triacétate de glycérol	TRIACÉTATE DE GLYCÉRYLE	17
TRIACÉTATE DE GLYCÉRYLE		17
Triacétate de glycérine	TRIACÉTATE DE GLYCÉRYLE	17
Triacétate de 1,2,3-propanetriol	TRIACÉTATE DE GLYCÉRYLE	17
Triacétine	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
3,6,9-Triazaundécaméthylènediamine	TÉTRAÉTHYLÈNEPENTAMINE	17
3,6,9-Triazaundécane-1,11-diamine	TÉTRAÉTHYLÈNEPENTAMINE	17
TRICHLORÉTHYLÈNE		17
TRICHLORO-1,2,3 BENZÈNE (FONDU)		17
TRICHLORO-1,2,4 BENZÈNE		17
TRICHLORO-1,1,1 ÉTHANE		17
TRICHLORO-1,1,2 ÉTHANE		17
<i>bêta</i> -Trichloroéthane	TRICHLORO-1,1,2 ÉTHANE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Trichloroéthène	TRICHLORÉTHYLÈNE	17
Trichlorométhane	CHLOROFORME	17
TRICHLORO-1,2,3 PROPANE		17
TRICHLORO-1,1,2 TRIFLUORO-1,2,2 ÉTHANE		17
Trichlorure d'éthylène	TRICHLORÉTHYLÈNE	17
Trichlorure d'éthynyle	TRICHLORÉTHYLÈNE	17
Trichlorure de vinyle	TRICHLORO-1,1,2 ÉTHANE	17
TRIDÉCANE		17
Tridécanol (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Tridécène (a)	OLÉFINES (C ₁₃₊ , TOUS ISOMÈRES)	17
Tridécylbenzène	ALKYL(C ₉₊)BENZÈNES	17
Tri(diméthylphényl)phosphate (tous isomères)	PHOSPHATE DE TRIXYLYLE	17
TRIÉTHANOLAMINE		17
TRIÉTHYLAMINE		17
TRIÉTHYLBENZÈNE		17
TRIÉTHYLÈNEGLYCOL		18
TRIÉTHYLÈNETÉTRAMINE		17
Triformol	TRIOXANNE-1,3,5	17
Triglycol	TRIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
Trihydroxypropane	GLYCÉRINE	18
Trihydroxytriéthylamine	TRIÉTHANOLAMINE	17
TRIISOPROPANOLAMINE		17
Trimère de formaldéhyde	FORMALDÉHYDE EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
Trimère du propylène glycol	TRIPROPYLÈNEGLYCOL	17
Trimère du 1,2-propylène glycol	TRIPROPYLÈNEGLYCOL	17
TRIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (À 30 % OU MOINS)		17
<i>uns</i> -Triméthylbenzène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,2,3-Triméthylbenzène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,2,4-Triméthylbenzène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,3,5-Triméthylbenzène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
2,6,6-triméthylbicyclo[3.1.1]hept-2-ène	<i>alpha</i> -PINÈNE	17
Triméthylcarbinol	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
1,1,3-Triméthyl-3-cyclohexène-5-one	ISOPHORONE	17
3,5,5-Triméthylcyclohex-2-èn-1-one	ISOPHORONE	17
3,5,5-Triméthylcyclohex-2-énone	ISOPHORONE	17
TRIMÉTHYLOL-PROPANE PROPOXYLÉ		17
2,2,4-Triméthylpentane (a)	OCTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Triméthyl-2,4,4 pentène-1	DIISOBUTYLÈNE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2,4,4-Triméthylpent-1-ène	DIISOBUTYLÈNE	17
Triméthyl-2,4,4 pentène-2	DIISOBUTYLÈNE	17
2,4,4-Triméthylpent-2-ène	DIISOBUTYLÈNE	17
2,4,6-Triméthyl-s-trioxanne	PARALDÉHYDE	17
Triméthyl-2,4,6 trioxanne-1,3,5	PARALDÉHYDE	17
Trioxane	TRIOXANNE-1,3,5	17
TRIOXANNE-1,3,5		17
<i>sym</i> -Trioxanne	TRIOXANNE-1,3,5	17
3,6,9-Trioxapentadécane	ÉTHER DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIBUTYLE	17
3,6,9-Trioxaundécane	ÉTHER DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIÉTHYLE	17
Trioxyméthylène	TRIOXANNE-1,3,5	17
Triphosphate	PHOSPHATE DE TRIXYLYLE	17
TRIPROPYLÈNE		17
TRIPROPYLÈNEGLYCOL		17
<i>N,N,N</i> -Tris(2-hydroxyéthyl)amine	TRIÉTHYLAMINE	17
2,4- <i>D</i> -Tris(hydroxy-2-méthyléthyl-2) ammonium	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE TRIISOPROPANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17
Tris(hydroxy-2-propyl) amine	TRIISOPROPANOLAMINE	17
Tris(hydroxy-2-propyl-1) amine	TRIISOPROPANOLAMINE	17
<i>N</i> -Undécane (a)	<i>n</i> -ALCANES(C ₁₀₊)	17
Undécane-1-ol	ALCOOL UNDÉCYLIQUE	17
1-UNDÉCÈNE		17
Undéc-1-ène	1-UNDÉCÈNE	17
Undécylbenzène	ALKYL(C ₉₊)BENZÈNES	17
URÉE EN SOLUTION		17
URÉE/NITRATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
URÉE/NITRATE D'AMMONIUM EN SOLUTION (CONTENANT MOINS DE 1 % D'AMMONIAC LIBRE)		17
URÉE/PHOSPHATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
Valéral	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>n</i> -Valéraldéhyde	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)		17
Valérone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
Verre soluble en solution	SILICATE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Vin (a)	BOISSONS ALCOOLISÉES, N.S.A.	18
Vinylbenzène	STYRÈNE MONOMÈRE	17
Vinylcarbinol	ALCOOL ALLYLIQUE	17
VINYLTOLUÈNE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Vinyltoluène (tous isomères)	VINYLTOLUÈNE	
WHITE SPIRIT À FAIBLE TENEUR EN AROMATIQUES (15-20 %)		17
XYLÈNES		17
XYLÈNES/ÉTHYLBENZÈNE (10 % OU PLUS) EN MÉLANGE		17
XYLÉNOL		17
Xylénol (tous isomères)	XYLÉNOL	
2,3-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
2,4-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
2,5-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
2,6-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
3,4-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
3,5-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
Xylols	XYLÈNES	17
Zéolite de type A (a), boue de	BOUE D'ALUMINOSILICATE DE SODIUM	17

ANNEXE 5**RÉSOLUTION MSC.341(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION D'AMENDEMENTS À LA NORME DE COMPORTEMENT DES
REVÊTEMENTS DE PROTECTION DES CITERNES SPÉCIALISÉES
BALLASTÉES À L'EAU DE MER DE TOUS LES TYPES DE
NAVIRES ET DES ESPACES DE DOUBLE MURAILLE
DES VRAQUIERS (RÉSOLUTION MSC.215(82))**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT la résolution MSC.215(82), par laquelle il avait adopté la Norme de comportement des revêtements de protection des citernes spécialisées ballastées à l'eau de mer de tous les types de navires et des espaces de double muraille des vraquiers (ci-après dénommée "la Norme de comportement"), laquelle est obligatoire en vertu du chapitre II-1 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (ci-après dénommée "la Convention"),

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire de tenir à jour la Norme de comportement pour que les références aux autres instruments de l'OMI qu'elle contient soient exactes,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, les amendements à la Norme de comportement qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements à la Norme de comportement des revêtements de protection des citernes spécialisées ballastées à l'eau de mer de tous les types de navires et des espaces de double muraille des vraquiers dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;
3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention SOLAS à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er juillet 2014, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;
5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

AMENDEMENTS À LA NORME DE COMPORTEMENT DES REVÊTEMENTS
DE PROTECTION DES CITERNES SPÉCIALISÉES BALLASTÉES À
L'EAU DE MER DE TOUS LES TYPES DE NAVIRES ET DES
ESPACES DE DOUBLE MURAILLE DES VRAQUIERS
(RÉSOLUTION MSC.215(82))

1 Au paragraphe 2.1, la référence aux "Directives sur le programme renforcé d'inspections à l'occasion des visites des vraquiers et des pétroliers (résolution A.744(18), telle que modifiée)" est remplacée par une référence au "Recueil international sur le programme renforcé d'inspections à l'occasion des visites des vraquiers et des pétroliers, 2011 (Recueil ESP de 2011) (résolution A.1049(27))".

2 Au paragraphe 2.6, la référence à la "résolution A.744(18)" est remplacée par une référence au "Recueil ESP de 2011".

ANNEXE 6**RÉSOLUTION MSC.342(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION D'UN AMENDEMENT À LA NORME DE COMPORTEMENT DES
REVÊTEMENTS DE PROTECTION DES CITERNES À CARGAISON
D'HYDROCARBURES DES TRANSPORTEURS DE
PÉTROLE BRUT (RÉSOLUTION MSC.288(87))**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT la résolution MSC.288(87), par laquelle il avait adopté la Norme de comportement des revêtements de protection des citernes à cargaison d'hydrocarbures des transporteurs de pétrole brut (ci-après dénommée "la Norme de comportement"), laquelle est obligatoire en vertu du chapitre II-1 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (ci-après dénommée "la Convention"),

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire de tenir à jour la Norme de comportement pour que les références aux autres instruments de l'OMI qu'elle contient soient exactes,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, les amendements à la Norme de comportement qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, l'amendement à la Norme de comportement des revêtements de protection des citernes à cargaison d'hydrocarbures des transporteurs de pétrole brut qui figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, cet amendement sera réputé avoir été accepté le 1^{er} janvier 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre cet amendement;

3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention MSC à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, cet amendement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2014, lorsqu'il aura été accepté dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte de l'amendement qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;

5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

AMENDEMENT À LA NORME DE COMPORTEMENT DES REVÊTEMENTS
DE PROTECTION DES CITERNES À CARGAISON D'HYDROCARBURES
DES TRANSPORTEURS DE PÉTROLE BRUT
(RÉSOLUTION MSC.288(87))

Au paragraphe 2.6, la référence à "la résolution A.744(18)" est remplacée par une référence au "Recueil international sur le programme renforcé d'inspections à l'occasion des visites des vraquiers et des pétroliers, 2011 (Recueil ESP de 2011) (résolution A.1049(27))".

ANNEXE 2**RÉSOLUTION MSC.350(92)
(adoptée le 21 juin 2013)****AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER,
TELLE QUE MODIFIÉE**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT ÉGALEMENT l'article VIII b) de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention"), qui a trait à la procédure d'amendement de l'Annexe à la Convention, à l'exclusion du chapitre I,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-douzième session, les amendements à la Convention qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements à la Convention dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;
3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention SOLAS à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er janvier 2015, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;
5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

**AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974
POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER,
TELLE QUE MODIFIÉE****CHAPITRE III
ENGINS ET DISPOSITIFS DE SAUVETAGE****Partie B
Prescriptions applicables aux navires et aux engins de sauvetage****Règle 19 – Formation et exercices en vue d'une situation critique**

- 1 Le texte actuel des paragraphes 2.2 et 2.3 est remplacé par le suivant :

"2.2 À bord d'un navire effectuant un voyage au cours duquel les passagers doivent rester à bord plus de 24 heures, l'appel des passagers nouvellement embarqués doit avoir lieu avant le départ ou dès le départ. Les passagers doivent être mis au courant de l'emploi des brassières de sauvetage et des mesures à prendre en cas de situation critique.

2.3 Chaque fois que de nouveaux passagers embarquent, des informations sur la sécurité des passagers doivent être fournies immédiatement avant le départ ou juste après le départ. Ces informations doivent comprendre les consignes prescrites aux règles 8.2 et 8.4 et doivent être communiquées au moyen d'une annonce, dans une ou plusieurs langues susceptibles d'être comprises par les passagers. Cette annonce doit être diffusée par le dispositif de communication avec le public du navire ou par un autre moyen équivalent susceptible d'être entendu au moins par les passagers qui n'ont pas encore entendu l'annonce pendant le voyage. Les informations peuvent être incluses dans l'appel prescrit au paragraphe 2.2. Des cartes ou des affiches d'information ou des programmes vidéo visualisés sur des terminaux à écran installés à bord des navires peuvent être utilisés en complément mais non en remplacement de l'annonce."

- 2 Le nouveau paragraphe 3.3 suivant est inséré après l'actuel paragraphe 3.2 :

"3.3 Les membres de l'équipage ayant des responsabilités liées à l'entrée dans les espaces clos ou au sauvetage doivent participer à un exercice concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage, qui doit être organisé à bord du navire au moins une fois tous les deux mois."

- 3 Les actuelles sections 3.3 et 3.4 sont renumérotées 3.4 et 3.5, respectivement. Dans le paragraphe renuméroté 3.4.2, la référence au "paragraphe 3.3.1.5" est remplacée par une référence au "paragraphe 3.4.1.5" et dans le paragraphe renuméroté 3.4.3, la référence aux "paragraphes 3.3.4 and 3.3.5" est remplacée par une référence aux "paragraphes 3.4.4 and 3.4.5".

4 La nouvelle section suivante est insérée après la section renumérotée 3.5 :

"3.6 Exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage

3.6.1 Les exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage devraient être planifiés et être effectués en toute sécurité, compte tenu des indications pertinentes fournies dans les recommandations élaborées par l'Organisation*.

* Se reporter aux Recommandations révisées concernant l'entrée dans les espaces clos à bord des navires, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.1050(27).

3.6.2 Chaque exercice concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage doit inclure :

- .1 la vérification et l'utilisation de l'équipement de protection individuelle nécessaire pour entrer;
- .2 la vérification et l'utilisation du matériel et des procédures de communication;
- .3 la vérification et l'utilisation des instruments de mesure de l'atmosphère dans les espaces clos;
- .4 la vérification et l'utilisation du matériel et des procédures de sauvetage; et
- .5 des consignes sur les soins de première urgence et les techniques de réanimation."

5 Dans le paragraphe 4.2, à la fin de l'alinéa .3, le mot "et" est supprimé, à la fin de l'alinéa .4, le point "." est remplacé par "; et" et le nouvel alinéa suivant est ajouté après l'alinéa .4 :

- "5 risques associés aux espaces clos et procédures de bord pour entrer en toute sécurité dans ces espaces, qui devraient tenir compte, selon qu'il convient, des indications pertinentes fournies dans les recommandations élaborées par l'Organisation*.

* Se reporter aux Recommandations révisées concernant l'entrée dans les espaces clos à bord des navires, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.1050(27)."

6 Dans le paragraphe 5, après les mots "des exercices d'incendie," est inséré le membre de phrase "des exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage,".

CHAPITRE V SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION

Règle 19 – Prescriptions relatives à l'emport des systèmes et du matériel de navigation de bord

- 7 Dans l'alinéa 1.2.1, "1.2.2 et 1.2.3" sont remplacés par "1.2.2, 1.2.3 et 1.2.4".
- 8 À la fin de l'alinéa 1.2.2, le mot "et" est supprimé et, dans l'alinéa 1.2.3, le point "." est remplacé par "; et".
- 9 Après l'actuel alinéa 1.2.3 est ajouté le nouvel alinéa suivant :
- "4 être équipés du système requis au paragraphe 2.2.3 de la manière indiquée ci-après :
- .1 les navires à passagers, quelles que soient leurs dimensions, au plus tard à la première visite* effectuée après le 1er janvier 2016;
 - .2 les navires de charge d'une jauge brute égale ou supérieure à 3 000, au plus tard à la première visite* effectuée après le 1er janvier 2016;
 - .3 les navires de charge d'une jauge brute égale ou supérieure à 500 mais inférieure à 3 000, au plus tard à la première visite* effectuée après le 1er janvier 2017; et
 - .4 les navires de charge d'une jauge brute égale ou supérieure à 150 mais inférieure à 500, au plus tard à la première visite* effectuée après le 1er janvier 2018.

Le système d'alarme de quart à la passerelle de navigation doit être en service lorsque le navire fait route en mer.

Les dispositions du paragraphe 2.2.4 s'appliquent aussi aux navires construits avant le 1er juillet 2002.

* Se reporter à l'interprétation uniforme de l'expression "première visite" mentionnée dans les règles de la Convention SOLAS (MSC.1/Circ.1290)."

- 10 Après le nouvel alinéa 1.2.4 est ajouté le nouveau paragraphe suivant :

"1.3 Les Administrations peuvent exempter les navires de l'application des prescriptions du paragraphe 1.2.4 quand ces navires seront mis hors service de manière permanente dans les deux ans qui suivent la date d'application mentionnée dans les alinéas 1.2.4.1 à 1.2.4.4."

CHAPITRE XI-1 MESURES SPÉCIALES POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ MARITIME

Règle 1 – Habilitation des organismes reconnus

11 Le texte actuel de la règle 1 est remplacé par le suivant :

"L'Administration doit habiliter les organismes visés à la règle I/6, y compris les sociétés de classification, conformément aux dispositions de la présente Convention et au Code régissant les organismes reconnus, lequel consiste en une partie 1 et en une partie 2 (dont les dispositions doivent être considérées comme obligatoires) et en une partie 3 (dont les dispositions doivent être considérées comme ayant valeur de recommandations), que l'Organisation a adopté par la résolution MSC.349(92), tel qu'il pourra être modifié par l'Organisation, à condition que :

- a) les amendements à la partie 1 et à la partie 2 du Code régissant les organismes reconnus soient adoptés, soient mis en vigueur et prennent effet conformément aux dispositions de l'article VIII de la présente Convention;
- b) les amendements à la partie 3 du Code régissant les organismes reconnus soient adoptés par le Comité de la sécurité maritime conformément à son Règlement intérieur; et
- c) les amendements que le Comité de la sécurité maritime et le Comité de la protection du milieu marin pourraient adopter soient identiques et entrent en vigueur ou prennent effet à la même date, selon le cas."

ANNEXE 3**RÉSOLUTION MSC.351(92)
(adoptée le 21 juin 2013)****AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES DE SÉCURITÉ
APPLICABLES AUX ENGINS À GRANDE VITESSE, 1994
(RECUEIL HSC DE 1994)**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT la résolution MSC.36(63), par laquelle il avait adopté le Recueil international de règles de sécurité applicables aux engins à grande vitesse (ci-après dénommé "le Recueil HSC de 1994"), qui est devenu obligatoire en vertu du chapitre X de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention"),

NOTANT ÉGALEMENT l'article VIII b) et la règle X/1.1 de la Convention, qui ont trait à la procédure d'amendement du Recueil HSC de 1994,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-douzième session, les amendements au Recueil HSC de 1994 qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements au Recueil international de règles de sécurité applicables aux engins à grande vitesse (Recueil HSC de 1994) dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;

3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er janvier 2015, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;

5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

**AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES DE SÉCURITÉ
APPLICABLES AUX ENGINS À GRANDE VITESSE, 1994
(RECUEIL HSC DE 1994)****CHAPITRE 18
PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION**

- 1 Le nouveau paragraphe ci-après est inséré après l'actuel paragraphe 18.5.3 :

"18.5.4 Les membres de l'équipage ayant des responsabilités liées à l'entrée dans les espaces clos ou au sauvetage devraient participer à un exercice concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage, qui doit être organisé à bord de l'engin au moins une fois tous les deux mois."
- 2 Les actuels paragraphes 18.5.4 à 18.5.10 sont renumérotés 18.5.5 à 18.5.11, respectivement.
- 3 La première phrase du paragraphe renuméroté 18.5.8 est modifiée comme suit :

"18.5.8 Mentions dans le journal de bord

Les dates auxquelles les appels ont lieu et les comptes rendus des exercices d'abandon du navire, des exercices d'incendie, des exercices visant l'utilisation d'autres engins de sauvetage, des exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage et des séances de formation à bord devraient être consignés par écrit dans le journal de bord prescrit par l'Administration."
- 4 Le nouveau paragraphe ci-après est ajouté à la suite du paragraphe renuméroté 18.5.11 :

"18.5.12 Exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage

18.5.12.1 Les exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage devraient être planifiés et être effectués en toute sécurité, compte tenu des indications pertinentes fournies dans les recommandations élaborées par l'Organisation*.

* Se reporter aux Recommandations révisées concernant l'entrée dans les espaces clos à bord des navires, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.1050(27).

18.5.12.2 Chaque exercice concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage devrait inclure :

 - .1 la vérification et l'utilisation de l'équipement de protection individuelle nécessaire pour entrer;
 - .2 la vérification et l'utilisation du matériel et des procédures de communication;
 - .3 la vérification et l'utilisation des instruments de mesure de l'atmosphère dans les espaces clos;

- .4 la vérification et l'utilisation du matériel et des procédures de sauvetage; et
- .5 des consignes sur les soins de première urgence et les techniques de réanimation."

18.5.12.3 Les risques associés aux espaces clos et les procédures de bord pour entrer en toute sécurité dans ces espaces devraient tenir compte, selon qu'il convient, des indications pertinentes fournies dans les recommandations élaborées par l'Organisation*.

* Se reporter aux Recommandations révisées concernant l'entrée dans les espaces clos à bord des navires, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.1050(27)."

ANNEXE 4**RÉSOLUTION MSC.352(92)
(adoptée le 21 juin 2013)****AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES DE SÉCURITÉ
APPLICABLES AUX ENGINS À GRANDE VITESSE, 2000
(RECUEIL HSC 2000)**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT la résolution MSC.97(73), par laquelle il avait adopté le Recueil international de règles de sécurité applicables aux engins à grande vitesse, 2000 (ci-après dénommé le "Recueil HSC 2000"), lequel est devenu obligatoire en vertu du chapitre X de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention"),

NOTANT ÉGALEMENT l'article VIII b) et la règle X/1.2 de la Convention, qui ont trait à la procédure d'amendement du Recueil HSC 2000,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-douzième session, les amendements au Recueil HSC 2000 qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements au Recueil HSC 2000 dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;

3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er janvier 2015, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;

5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

**AMENDEMENTS AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES DE SÉCURITÉ
APPLICABLES AUX ENGINS À GRANDE VITESSE, 2000
(RECUEIL HSC 2000)****CHAPITRE 18
PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION**

- 1 Le nouveau paragraphe ci-après est ajouté à la suite de l'actuel paragraphe 18.5.3 :

"18.5.4 Les membres de l'équipage ayant des responsabilités liées à l'entrée dans les espaces clos ou au sauvetage doivent participer à un exercice concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage, qui doit être organisé à bord de l'engin au moins une fois tous les deux mois."
- 2 Les actuels paragraphes 18.5.4 à 18.5.10 sont renumérotés 18.5.5 à 18.5.11, respectivement.
- 3 La première phrase du paragraphe renuméroté 18.5.8.1 est modifiée comme suit :

"18.5.8.1 Les dates auxquelles les appels ont lieu et les comptes rendus des exercices d'abandon du navire, des exercices d'incendie, des exercices visant l'utilisation d'autres engins de sauvetage, des exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage et des séances de formation à bord doivent être consignés par écrit dans le journal de bord prescrit par l'Administration."
- 4 La nouvelle section ci-après est ajoutée à la suite du paragraphe renuméroté 18.5.11 :

"18.5.12 Exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage

18.5.12.1 Les exercices concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage devraient être planifiés et être effectués en toute sécurité, compte tenu des indications pertinentes fournies dans les recommandations élaborées par l'Organisation*."

* Se reporter aux Recommandations révisées concernant l'entrée dans les espaces clos à bord des navires, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.1050(27).

18.5.12.2 Chaque exercice concernant l'entrée dans les espaces clos et le sauvetage doit inclure :
 - .1 la vérification et l'utilisation de l'équipement de protection individuelle nécessaire pour entrer;
 - .2 la vérification et l'utilisation du matériel et des procédures de communication;
 - .3 la vérification et l'utilisation des instruments de mesure de l'atmosphère dans les espaces clos;

- .4 la vérification et l'utilisation du matériel et des procédures de sauvetage; et
- .5 des consignes sur les soins de première urgence et les techniques de réanimation."

18.5.12.3 Les risques associés aux espaces clos et les procédures de bord pour entrer en toute sécurité dans ces espaces devraient tenir compte, selon qu'il convient, des indications pertinentes fournies dans les recommandations élaborées par l'Organisation*.

* Se reporter aux Recommandations révisées concernant l'entrée dans les espaces clos à bord des navires, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.1050(27)."

ANNEXE 5**RÉSOLUTION MSC.353(92)
(adoptée le 21 juin 2013)****AMENDEMENTS AU CODE INTERNATIONAL DE GESTION POUR LA SÉCURITÉ
DE L'EXPLOITATION DES NAVIRES ET LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION
(CODE INTERNATIONAL DE GESTION DE LA SÉCURITÉ (CODE ISM))**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT la résolution A.741(18), par laquelle l'Assemblée avait adopté le Code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution (Code international de gestion de la sécurité (Code ISM)) (ci-après dénommé "le Code ISM"), qui est devenu obligatoire en vertu du chapitre IX de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention"),

NOTANT ÉGALEMENT l'article VIII b) et la règle IX/1.1 de la Convention, qui ont trait à la procédure d'amendement du Code ISM,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-douzième session, les amendements au Code ISM qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements au Code ISM dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;
3. INVITE les Gouvernements contractants à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er janvier 2015, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;
5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

**AMENDEMENTS AU CODE INTERNATIONAL DE GESTION POUR LA SÉCURITÉ DE
L'EXPLOITATION DES NAVIRES ET POUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION
(CODE INTERNATIONAL DE GESTION DE LA SÉCURITÉ (CODE ISM))****PARTIE A – MISE EN ŒUVRE****6 RESSOURCES ET PERSONNEL**

1 Le texte actuel du paragraphe 6.2 est remplacé par le suivant :

"6.2 La compagnie devrait s'assurer que chaque navire est :

- .1 doté d'un personnel navigant ayant les qualifications, les brevets et certificats et l'aptitude physique qu'exigent les prescriptions nationales et internationales; et
- .2 doté d'effectifs appropriés afin de couvrir toutes les aspects liés au maintien de la sécurité des opérations à bord.*

* Se reporter aux Principes à observer pour déterminer les effectifs minimaux de sécurité, que l'Organisation a adoptés par la résolution A.1047(27)."

12 VÉRIFICATION, EXAMEN ET ÉVALUATION EFFECTUÉS PAR LA COMPAGNIE

2 Le nouveau paragraphe 12.2 ci-après est inséré après l'actuel paragraphe 12.1 et les actuels paragraphes 12.2 à 12.6 sont renumérotés 12.3 à 12.7 :

"12.2 La compagnie devrait vérifier périodiquement que tous ceux qui exécutent des tâches liées au Code ISM agissent en conformité avec les responsabilités qui incombent à la compagnie en vertu du Code."

Notes de bas de page et paragraphe à ajouter dans l'avant-propos du Code

1 Au paragraphe 1.1.10 est insérée la note ci-après en bas de page se rapportant aux mots "Défaut de conformité majeur" :

"Se reporter aux Procédures concernant les défauts de conformité majeurs au Code ISM qui ont été observés (MSC/Circ.1059-MEPC/Circ.401)."

2 Au paragraphe 1.2.3.2 est insérée la note ci-après en bas de page :

"Se reporter à la Liste des codes, recueils de règles, recommandations, directives et autres instruments non obligatoires ayant trait à la sécurité et à la sûreté (MSC.1/Circ.1371)."

3 Est ajoutée la note de bas de page ci-après se rapportant au titre de la section 3 :

"Se reporter aux Directives pour l'application opérationnelle du Code international de gestion de la sécurité (Code ISM) par les compagnies (MSC-MEPC.7/Circ.5)."

- 4 Est ajoutée la note de bas de page ci-après se rapportant au titre de la section 4 :

"Se reporter aux Directives sur les qualifications, la formation et l'expérience requises pour s'acquitter du rôle de personne désignée en vertu des dispositions du Code international de gestion de la sécurité (Code ISM) (MSC-MEPC.7/Circ.6)."

- 5 Est ajoutée la note de bas de page ci-après se rapportant au titre de la section 8 :

"Se reporter aux Directives relatives à la structure d'un système intégré de planification des situations d'urgence à bord, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.852(20), telles que modifiées."

- 6 Est ajoutée la note de bas de page ci-après se rapportant au titre de la section 9 :

"Se reporter aux Recommandations concernant la notification des quasi-accidents (MSC-MEPC.7/Circ.7)."

- 7 Est ajoutée la note de bas de page ci-après se rapportant au titre de la section 11 :

"Se reporter à la Liste révisée des certificats et documents que les navires sont tenus d'avoir à bord (FAL.2/Circ.127, MEPC.1/Circ.817 et MSC.1/Circ.1462)."

- 8 Le nouveau paragraphe ci-après est inséré dans l'avant-propos de la publication du Code :

"Les notes de bas de page figurant dans le présent Code, qui ont été insérées à titre de référence et d'indication, n'en constituent pas des prescriptions. Toutefois, conformément au paragraphe 1.2.3.2, il faudrait tenir compte de toutes les directives et recommandations pertinentes, etc. Dans tous les cas, le lecteur doit consulter la version la plus récente des textes du document auquel fait référence une note de bas de page, en gardant à l'esprit le fait que ces textes auront pu être révisés ou être remplacés par une version actualisée."

ANNEXE 6**RÉSOLUTION MSC.354(92)
(adoptée le 21 juin 2013)****AMENDEMENTS AU CODE MARITIME INTERNATIONAL DES CARGAISONS
SOLIDES EN VRAC (CODE IMSBC)**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT la résolution MSC.268(85), par laquelle il a adopté le Code maritime international des cargaisons solides en vrac (ci-après dénommé "le Code IMSBC"), lequel est devenu obligatoire en vertu des chapitres VI et VII de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention"),

NOTANT ÉGALEMENT l'article VIII b) et la règle VI/1-1.1 de la Convention, qui ont trait à la procédure d'amendement à suivre pour modifier le Code IMSBC,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-douzième session, les amendements au Code IMSBC qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention, les amendements au Code IMSBC dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention, lesdits amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Gouvernements contractants à la Convention, ou des Gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'ils élèvent une objection contre ces amendements;
3. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le 1er janvier 2015 dès qu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. DÉCIDE que les Gouvernements contractants à la Convention peuvent appliquer les amendements susmentionnés en tout ou en partie, à titre volontaire, à compter du 1er janvier 2014;
5. PRIE le Secrétaire général de communiquer des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé, conformément à l'article VIII b) v) de la Convention, à tous les Gouvernements contractants à la Convention;
6. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de communiquer des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

AMENDEMENTS AU CODE MARITIME INTERNATIONAL DES CARGAISONS SOLIDES EN VRAC (CODE IMSBC)

Section 1 – Dispositions générales

1.3 Cargaisons qui ne sont pas mentionnées dans le présent Code

1.3.3 Modèle à utiliser pour déclarer les cargaisons qui ne sont pas mentionnées dans le présent Code et leurs conditions de transport

1 À la fin du titre, insérer la note de bas de page "*" ci-après :

"* Se reporter à la circulaire MSC.1/Circ.1453 intitulée "Directives sur la soumission de renseignements et la manière de remplir le modèle à utiliser pour déclarer les propriétés des cargaisons qui ne sont pas mentionnées dans le Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC) et leurs conditions de transport conformément au paragraphe 1.3.3 du Code IMSBC."

1.4 Champ d'application et mise en œuvre du présent Code

2 Remplacer la dernière phrase du paragraphe 1.4.2 par ce qui suit :

"Textes figurant dans les colonnes "Description", "Caractéristiques (à l'exception des colonnes "CLASSE" et "GROUPE")", "Risque" et "Procédures à suivre en cas d'urgence" des fiches individuelles des cargaisons solides en vrac à l'appendice 1."

1.7 Définitions

3 Insérer les nouvelles définitions ci-après dans l'ordre alphabétique :

"SGH désigne le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (quatrième édition révisée) publié par l'Organisation des Nations Unies sous la cote ST/SG/AC.10/30/Rev.4."

"Manuel d'épreuves et de critères désigne la publication de l'Organisation des Nations Unies intitulée "Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses, Manuel d'épreuves et de critères" (cinquième édition révisée) (ST/SG/AC.10/11/Rev.5/Amendment 1)."

"Sources d'inflammation potentielles désigne, sans s'y limiter, les feux, les tuyaux d'échappement des machines, les gaines d'aération des cuisines, les prises de courant et le matériel électrique sauf s'ils sont d'un type certifié de sécurité."

Pour les espaces à cargaison, se reporter à la règle II-2/19.3.2 de la Convention SOLAS."

"Sources de chaleur désigne les structures chauffées du navire où la température est susceptible d'être supérieure à 55°C. Parmi ces structures chauffées figurent, par exemple, les conduites de vapeur, les serpentins de chauffage, le plafond ou les parois latérales des citernes à combustible et à cargaison chauffées, et les cloisons des locaux de machines."

et tous les numéros de paragraphe devant les définitions sont supprimés, seul l'ordre alphabétique étant conservé.

- 4 Insérer la phrase ci-après à la fin de la définition de l'expression *Autorité compétente* :
- "L'autorité compétente doit mener ses activités indépendamment de l'expéditeur."

Section 3 – Sécurité du personnel et du navire

3.6 Cargaisons soumises à une fumigation en cours de route

- 5 Le texte du paragraphe 3.6 est renuméroté 3.6.1.
- 6 Insérer les nouveaux paragraphes 3.6.2 et 3.6.3 ci-après :

"3.6.2 Lorsqu'il est recouru à un agent de fumigation, telle que la phosphine gazeuse, aux fins d'une fumigation en cours de route, il faut dûment prendre en considération sa forte toxicité en tenant compte de la possibilité qu'il pénètre dans des espaces occupés malgré les nombreuses précautions prises. En particulier, si cet agent de fumigation s'échappe d'une cale de chargement sous fumigation, il convient de garder à l'esprit que ce gaz risque de pénétrer dans la salle des machines via les tunnels de tuyautages, les conduites et les tuyautages de toute sorte, y compris les conduites de câbles situées en pontée ou sous pont, ou les déshumidificateurs susceptibles d'être reliés à des parties des cales de chargement ou à des compartiments de la salle des machines. On doit prêter attention aux endroits qui pourraient être sources de difficultés, tels que les collecteurs de cales et les circuits de tuyautages à cargaison et les sectionnements de cargaison^{*}. Dans tous les cas, les procédures de ventilation qu'il est prévu de suivre à bord du navire pendant le voyage devraient faire l'objet d'un examen minutieux eu égard au risque de faire entrer du gaz de fumigation, par exemple, en raison de la déficience des procédures ou des réglages de ventilation, d'une création de vide due à une déficience des dispositifs de fermeture ou du réglage des clapets, de la climatisation et de la ventilation en circuit fermé à l'intérieur des locaux d'habitation. Avant la mise en œuvre des procédures de fumigation, il faudrait vérifier si les clapets de ventilation et les dispositifs de fermeture sont convenablement installés et si les dispositifs de fermeture et d'étanchéité de toutes les ouvertures de cloison (portes et trous d'homme) reliant la salle des machines aux tunnels de tuyautages/tunnels de quille et autres espaces dans lesquels, en cas de fuite, il peut être dangereux d'entrer en cours de fumigation, sont efficaces, s'il est confirmé qu'ils sont bien fermés et sont accompagnés de panneaux de mise en garde."

^{*} Se reporter au paragraphe 3.3.2.10 de la circulaire MSC.1/Circ.1264, telle que modifiée par la circulaire MSC.1/Circ.1396.

3.6.3 On devrait continuer à vérifier que les concentrations de gaz ne sont pas dangereuses à tous les emplacements appropriés, qui devraient comprendre au moins les espaces suivants : les locaux d'habitation, les chambres des machines, les zones affectées à la conduite du navire, les zones de travail et les magasins dans lesquels on se rend fréquemment, tels que les espaces avant du château, et qui sont adjacents aux espaces à cargaison soumis à une fumigation en cours de route, pendant toute la durée du voyage, à des intervalles de huit heures au moins ou plus fréquemment, si le spécialiste chargé de la fumigation le conseille. On doit prêter attention aux endroits qui pourraient être sources de difficultés, tels que les collecteurs de cales et les circuits de tuyautages à cargaison. Les concentrations relevées devraient être consignées dans le journal de bord du navire."

Section 4 – Évaluation des chargements aux fins de la sécurité du transport

4.3 Certificats d'essai

- 7 Remplacer la première phrase du paragraphe 4.3.2 par ce qui suit :

"Dans le cas du transport d'une cargaison de concentré ou autre cargaison qui peut se liquéfier, l'expéditeur doit fournir au capitaine du navire ou à son représentant un certificat signé de teneur limite en humidité admissible aux fins du transport et un certificat ou une déclaration signé de teneur en humidité, délivrés par une entité habilitée par l'autorité compétente du port de chargement."

- 8 Insérer le nouveau paragraphe 4.3.3 et la note de bas de page connexe ci-après :

"4.3.3 Dans le cas du transport d'une cargaison de concentré ou autre cargaison qui peut se liquéfier, l'expéditeur doit définir des procédures d'échantillonnage, d'essais et de maîtrise de la teneur en humidité permettant de vérifier que la teneur en humidité est inférieure à la teneur limite en humidité admissible aux fins du transport lorsque la cargaison est à bord du navire, en tenant compte des dispositions du présent Code. Ces procédures doivent être approuvées et leur mise en œuvre vérifiée par l'autorité compétente du pays de chargement*. Le document délivré par l'autorité compétente attestant de l'approbation des procédures est fourni au capitaine ou à son représentant.

* Se reporter à la circulaire MSC.1/Circ.1454 intitulée "Directives pour l'élaboration et l'approbation de procédures d'échantillonnage, d'essais et de maîtrise de la teneur en humidité des cargaisons solides en vrac qui peuvent se liquéfier."

- 9 Insérer un nouveau paragraphe 4.3.4 libellé comme suit :

"4.3.4 Si la cargaison est chargée à bord du navire à partir de barges, lorsqu'il établit les procédures prescrites au paragraphe 4.3.3, l'expéditeur doit prévoir des procédures visant à protéger la cargaison se trouvant à bord des barges de toute précipitation et entrée d'eau."

et modifier la numérotation des paragraphes 4.3.3 et 4.3.4 pour qu'ils deviennent les paragraphes 4.3.5 et 4.3.6, respectivement.

- 10 La nouvelle phrase ci-après est insérée à la fin du nouveau paragraphe 4.3.6 :

"Il importe néanmoins de s'assurer que les échantillons prélevés soient représentatifs de toute la hauteur du tas".

4.4 Méthodes d'échantillonnage

- 11 Insérer un nouveau paragraphe 4.4.3 libellé comme suit :

"4.4.3 Dans le cas du transport d'une cargaison de concentré ou autre cargaison qui peut se liquéfier, l'expéditeur doit faciliter l'accès aux tas pour les besoins des inspections, prélèvements d'échantillon et essais consécutifs effectués par le représentant désigné du navire."

- 12 Modifier la numérotation des paragraphes 4.4.3, 4.4.4, 4.4.5 et 4.4.6 pour qu'ils deviennent les paragraphes 4.4.4, 4.4.5, 4.4.6 et 4.4.7, respectivement.

13 Dans le nouveau paragraphe 4.4.6, remplacer la phrase "Les échantillons doivent être immédiatement placés dans des récipients convenablement scellés et portant des indications adéquates." par "Les échantillons destinés aux essais sur l'humidité doivent être immédiatement placés dans des récipients appropriés étanches à l'air et non absorbants contenant aussi peu d'air libre que possible pour réduire au minimum les changements de teneur en humidité et ces récipients doivent porter des indications adéquates."

14 Insérer un nouveau paragraphe 4.4.8 libellé comme suit :

"4.4.8 Dans le cas des minerais non traités, l'échantillonnage des tas stationnaires ne doit être effectué que lorsqu'il est possible d'accéder au tas sur toute sa hauteur et de prélever des échantillons sur toute cette hauteur."

15 Dans la sous-section 4.7, l'actuelle référence "ISO 3082:1998" est remplacée par la suivante :

"Norme ISO 3082:2009 – Minerais de fer – Procédures d'échantillonnage et de préparation des échantillons

(Note : cette norme n'autorise pas l'échantillonnage sur place des navires et des échantillons)"

16 La nouvelle référence ci-après est insérée après "Norme ISO 3082:2009" dans la sous-section 4.7 :

"IS1405:2010 – Iron Ores – Sampling & Sample Preparation – Manual Method

(Note : cette norme indienne traite de l'échantillonnage sur place des tas d'une hauteur égale ou inférieure à 3 mètres)"

Section 7 – Cargaisons qui peuvent se liquéfier

7.2 Conditions dangereuses

17 Le texte actuel du paragraphe 7.2.2 est remplacé par le texte suivant :

"7.2.2 La liquéfaction ne se produit pas lorsque la cargaison est composée de grosses particules ou de morceaux et que l'eau pénètre dans les espaces situés entre les particules sans que la pression de l'eau n'augmente."

Section 8 – Méthodes d'essai pour les cargaisons qui peuvent se liquéfier

8.4 Méthode d'essai complémentaire pour déterminer les risques de liquéfaction

18 Le paragraphe existant sous la section 8.4 devient le paragraphe 8.4.1.

19 Insérer un nouveau paragraphe 8.4.2 libellé comme suit :

"8.4.2 Si les échantillons restent secs après un essai effectué au moyen d'un récipient métallique, la teneur en humidité de la cargaison peut encore être supérieure à la teneur limite en humidité admissible aux fins du transport."

Section 9 – Matières possédant des propriétés chimiques dangereuses

9.2 Classification des risques

9.2.3 Matières qui ne sont dangereuses qu'en vrac (MDV)

20 Dans le paragraphe 9.2.3, remplacer le texte actuel sous l'intitulé par le texte ci-après :

"9.2.3.1 Généralités

9.2.3.1.1 Ce sont des matières qui, lorsqu'elles sont transportées en vrac, possèdent des propriétés chimiques dangereuses autres que les matières classées comme marchandises dangereuses dans le Code IMDG. Ces matières présentent un risque notoire lorsqu'elles sont transportées en vrac et elles obligent à prendre des précautions spéciales.

9.2.3.1.2 Une matière devrait être classée en tant que MDV si elle possède une ou plusieurs des propriétés chimiques dangereuses définies ci-dessous. Lorsqu'il est prescrit une méthode d'épreuve, il faudrait utiliser des échantillons représentatifs de la cargaison à transporter. Il faudrait prélever les échantillons à une profondeur de 200 à 360 mm de la surface tous les 3 mètres le long du tas.

9.2.3.1.3 Une matière peut également être classée comme MDV par analogie avec des cargaisons similaires ayant des propriétés dangereuses connues ou à la lumière des statistiques d'accidents.

9.2.3.2 Matières solides combustibles

9.2.3.2.1 Ce sont des matières qui sont facilement combustibles ou s'enflamment aisément lorsqu'elles sont transportées en vrac et qui ne satisfont pas aux critères existants pour être incluses dans la classe de risque 4.1 (voir le paragraphe 9.2.2.1 du Code IMSBC).

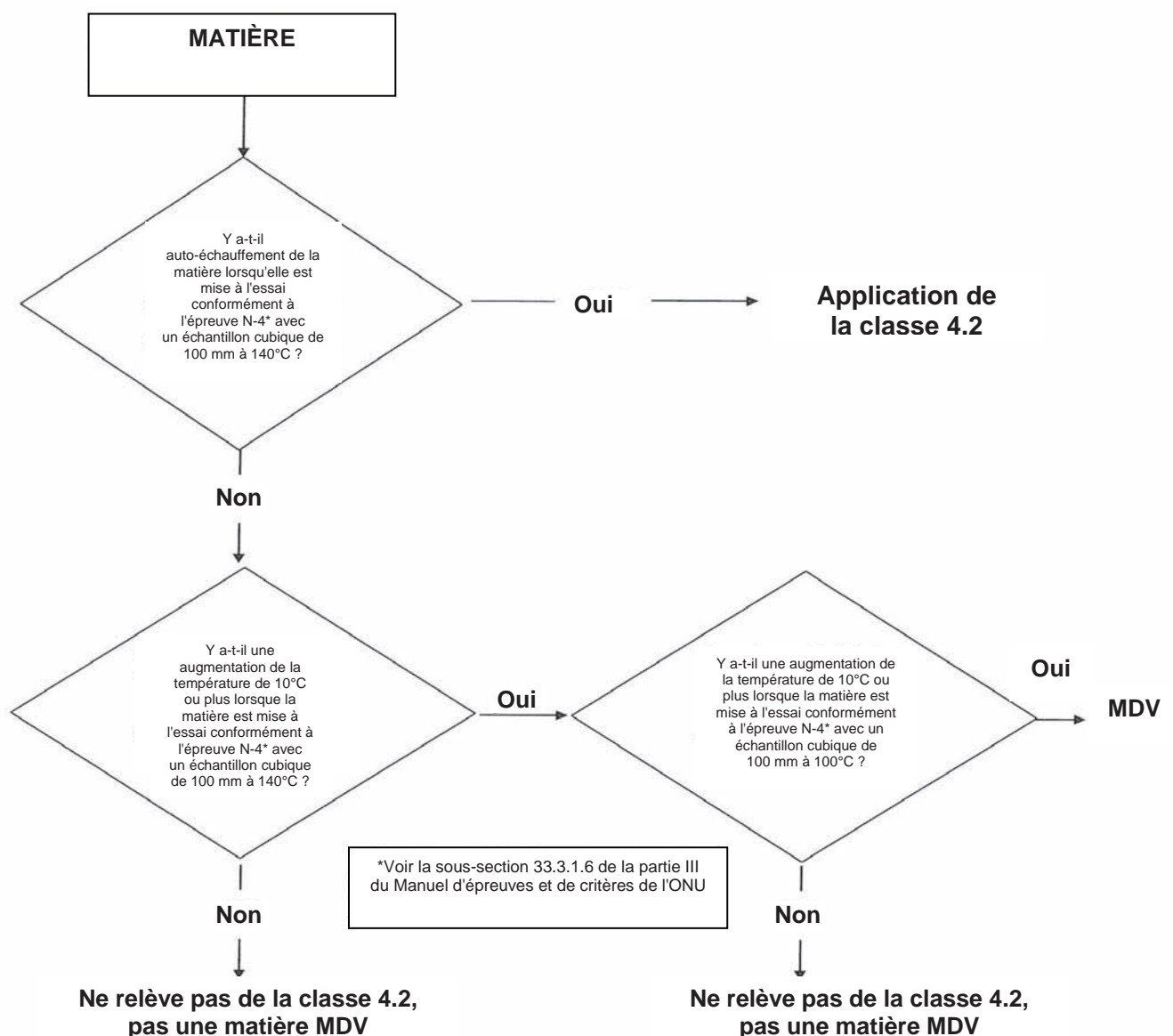
9.2.3.2.2 Les matières en poudre, en granules ou pâteuses doivent être classées MDV si leur durée de combustion, telle que mesurée au cours d'une ou de plusieurs épreuves exécutées conformément à la méthode d'épreuve (épreuve de présélection) décrite dans la troisième partie, sous-section 33.2.1.4.3.1, du Manuel d'épreuves et de critères de l'ONU, est inférieure à 2 minutes. Les poudres de métaux ou d'alliages métalliques doivent être classées MDV si elles s'enflamment et si la réaction se propage sur toute la longueur de l'échantillon en 20 minutes ou moins. L'épreuve de présélection exige un échantillon de 200 mm de long. Cette méthode est récapitulée dans le tableau ci-dessous :

Cargaison solide	Classe de risque 4.1, GE III Durée de combustion, distance brûlée	MDV
		Durée de combustion, distance brûlée
Métaux en poudre	Plus de 5 minutes, mais moins de 10 minutes, 250 mm	20 minutes, 200 mm
Matière solide	< 45 secondes, 100 mm	2 minutes, 200 mm

9.2.3.3 Matières solides auto-échauffantes

9.2.3.3.1 Ce sont des matières qui s'échauffent spontanément lorsqu'elles sont transportées en vrac et qui ne satisfont pas aux critères existants pour être incluses dans la classe de risque 4.2 (voir le paragraphe 9.2.2.2).

9.2.3.3.2 Une matière auto-échauffante devrait être classée comme MDV si, au cours d'épreuves exécutées conformément à la méthode d'épreuve décrite dans la troisième partie, sous-section 33.3.1.6, du Manuel d'épreuves et de critères de l'ONU, la température de l'échantillon monte de plus de 10°C avec un échantillon cubique de 100 mm de côté à une température de 140°C et de 100°C. Le diagramme ci-dessous illustre la méthode d'épreuve.



9.2.3.3.3 En outre, une matière auto-échauffante devrait être classée MDV si, au cours de l'épreuve exécutée conformément à la méthode d'épreuve décrite dans la troisième partie, sous-section 33.4.1.4.3.5, du Manuel d'épreuves et de critères de l'ONU, il est observé à tout moment que la température dépasse la température ambiante de 10°C, voire plus. Lors de cette épreuve, la température de l'échantillon devrait être relevée en continu sur une période de 48 heures. Si, à la fin de cette période, la température augmente, il faudrait prolonger la période d'essai conformément à la méthode d'épreuve.

9.2.3.4 Matières solides qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables

9.2.3.4.1 Ce sont des matières qui dégagent des gaz inflammables au contact de l'eau lorsqu'elles sont transportées en vrac et qui ne satisfont pas aux critères existants pour être incluses dans la classe de risque 4.3 (voir le paragraphe 9.2.2.3).

9.2.3.4.2 Une telle matière devrait être classée MDV si, au cours d'épreuves exécutées conformément à la méthode d'épreuve décrite dans la troisième partie, sous-section 33.4.1, du Manuel d'épreuves et de critères de l'ONU, le taux de dégagement de gaz inflammables est supérieur à zéro. Lors de ces épreuves, le taux de dégagement de gaz devrait être mesuré à des intervalles d'une heure sur une période de 48 heures. Si, à la fin de cette période, le taux de dégagement de gaz augmente, il faudrait prolonger la période d'essai conformément à la méthode d'épreuve.

9.2.3.5 Matières solides qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz toxiques

9.2.3.5.1 Ce sont des matières qui dégagent des gaz toxiques au contact de l'eau lorsqu'elles sont transportées en vrac.

9.2.3.5.2 Une telle matière devrait être classée MDV si, au cours d'épreuves exécutées conformément à la méthode d'épreuve décrite dans la troisième partie, sous-section 33.4.1, du Manuel d'épreuves et de critères de l'ONU, le taux de dégagement de gaz toxiques est supérieur à zéro. Il faudrait mesurer le taux de dégagement de gaz toxiques en utilisant la méthode d'épreuve servant à mesurer le dégagement de gaz inflammables qui est recommandée dans la méthode d'épreuve. Lors de ces épreuves, le taux de dégagement de gaz devrait être mesuré à des intervalles d'une heure sur une période de 48 heures. Si, à la fin de cette période, le taux de dégagement de gaz augmente, il faudrait prolonger la période d'essai conformément à la méthode d'épreuve.

9.2.3.5.3 Le gaz devrait être collecté pendant la période d'essai recommandée ci-dessus. Si ce gaz est inconnu ou si aucune donnée de toxicité aiguë par inhalation n'est disponible, il faudrait analyser sa composition chimique et le soumettre à un essai de toxicité. S'il est connu, il faudrait évaluer sa toxicité par inhalation à la lumière de toutes les données disponibles et le mettre à l'essai en dernier recours pour confirmer ce risque. Dans ce contexte, on entend par "gaz toxiques" les gaz dont la toxicité aiguë par inhalation (CL₅₀) est inférieure ou égale à 20 000 ppmV ou 20 mg/l, telle que mesurée pendant une période d'essai de 4 heures (toxicité aiguë pour les gaz/vapeurs, Catégorie 4 du SGH de l'ONU).

9.2.3.6 Matières solides toxiques

9.2.3.6.1 Ce sont des matières qui présentent un risque de toxicité pour l'homme si elles sont absorbées par inhalation ou par voie cutanée lorsqu'elles sont chargées, déchargées ou transportées en vrac et qui ne satisfont pas aux critères existants pour être incluses dans la classe de risque 6.1 (voir le paragraphe 9.2.2.5).

9.2.3.6.2 Une matière doit être classée MDV conformément aux critères énoncés à la section 3 du SGH :

- .1 cargaisons produisant de la poussière dont la toxicité aiguë par inhalation (CL_{50}) est comprise entre 1 et 5 mg/l pendant une période d'essai de 4 heures (toxicité aiguë pour la poussière, Catégorie 4 du SGH);
- .2 cargaisons produisant de la poussière dont la toxicité par inhalation est inférieure ou égale à 1 mg/l/4 heures (toxicité pour certains organes cibles — exposition unique, par inhalation de poussière, Catégorie 1 du SGH) ou inférieure à 0,02 mg/l/6 heures/j (toxicité pour certains organes cibles — expositions répétées, par inhalation de poussière, Catégorie 1);
- .3 cargaisons présentant une toxicité aiguë par absorption cutanée (DL_{50}) allant de 1 000 à 2 000 mg/kg (toxicité aiguë par voie cutanée, Catégorie 4 du SGH);
- .4 cargaisons présentant une toxicité par absorption cutanée inférieure ou égale à 1 000 mg (toxicité pour certains organes cibles — exposition unique, par voie cutanée, Catégorie 1 du SGH), ou inférieure à 20 mg/kg mc/j pendant une période d'essai de 90 jours (toxicité pour certains organes cibles — expositions répétées, par voie cutanée, Catégorie 1 du SGH);
- .5 cargaisons au potentiel cancérogène (Catégories 1A et 1B du SGH), mutagène (Catégories 1A et 1B du SGH) ou reprotoxique (Catégories 1A et 1B du SGH).

9.2.3.7 Matières solides corrosives

9.2.3.7.1 Ce sont des matières qui sont corrosives pour la peau, les yeux ou les métaux ou qui sont des sensibilisants respiratoires et qui ne satisfont pas aux critères existants pour être incluses dans la classe de risque 8 (voir le paragraphe 9.2.2.7).

9.2.3.7.2 Une matière doit être classée MDV conformément aux critères énoncés à la section 3 du SGH :

- .1 cargaisons étant connues pour être des sensibilisants respiratoires (sensibilisation respiratoire, Catégorie 1 du SGH);
- .2 cargaisons capables de causer une irritation cutanée avec une valeur moyenne égale ou supérieure à 2,3 pour érythèmes/escarres ou œdèmes (effet corrosif sur la peau/irritation cutanée, Catégorie 2 du SGH);

- .3 cargaisons capables de causer une irritation oculaire avec une valeur moyenne égale ou supérieure à 1 pour opacité de la cornée/iritis ou à 2 pour rougeur de la conjonctive/œdème de la conjonctive (lésions oculaires graves/irritation oculaire, Catégorie 2A du SGH).

9.2.3.7.3 Une matière devrait être classée MDV si sa vitesse de corrosion sur les surfaces en acier ou en aluminium est comprise entre 4 mm et 6,25 mm par an à une température de 55°C au cours d'épreuves sur ces deux métaux. Il faudrait utiliser, pour la mise à l'essai de l'acier, des types S235JR+CR (1.0037, respectivement St 37-2), S275J2G3+CR (1.0144, respectivement St 44-3), ISO 3574:199, G10200 du système UNS (Unified Numbering System) ou SAE 1020 et, pour la mise à l'essai de l'aluminium, des types non revêtus 7075-T6 ou AZ5GU T6. Une méthode d'épreuve acceptable est recommandée dans la troisième partie, section 37, du Manuel d'épreuves et de critères de l'ONU. Lors de cette épreuve, la teneur en humidité de l'échantillon devrait être égale à au moins 10 % en masse. Si la teneur en humidité de l'échantillon représentatif de la cargaison à expédier est inférieure à 10 % en masse, il faudrait ajouter de l'eau à l'échantillon."

Appendice 1 – Fiches individuelles des cargaisons solides en vrac

NITRATE D'AMMONIUM UN 1942

contenant au plus 0,2 % de matières combustibles totales, y compris toute matière organique exprimées en équivalent carbone, à l'exclusion de toute autre matière ajoutée

21 Dans la section "Arrimage et séparation des matières", remplacer la phrase "Il ne doit y avoir aucune source de chaleur ou d'inflammation dans l'espace à cargaison." par "Séparés des" sources de chaleur ou d'inflammation (*voir également Chargement*)."

22 Dans la section "Chargement", insérer le texte suivant en guise de première phrase :

"Cette cargaison ne doit pas être chargée dans des espaces à cargaison adjacents à une ou des citernes à combustible liquide, sauf si les dispositifs de réchauffage de la ou des citernes sont déconnectés et restent déconnectés pendant toute la durée du voyage."

ENGRAIS AU NITRATE D'AMMONIUM UN 2067

23 Le texte ci-après de la section "Description" est déplacé sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Les engrais au nitrate d'ammonium classés sous le No ONU 2067 sont des mélanges homogènes contenant comme principal ingrédient du nitrate d'ammonium dans les limites suivantes :

- .1 au moins 90 % de nitrate d'ammonium avec au plus 0,2 % de matières combustibles totales/matières organiques exprimées en équivalent carbone et, le cas échéant, avec toute autre matière inorganique chimiquement inerte par rapport au nitrate d'ammonium; ou

- .2 moins de 90 % mais plus de 70 % de nitrate d'ammonium avec d'autres matières inorganiques, ou plus de 80 % mais moins de 90 % de nitrate d'ammonium en mélange avec du carbonate de calcium et/ou de la dolomite et avec au plus 0,4 % de matières combustibles totales/matières organiques exprimées en équivalent carbone; ou
- .3 engrais au nitrate d'ammonium contenant des mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium avec plus de 45 % mais moins de 70 % de nitrate d'ammonium et avec au plus 0,4 % de matières combustibles totales/matières organiques exprimées en équivalent carbone, de telle manière que la somme des compositions en pourcentage de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium soit supérieure à 70 %."

24 Dans la section "Arrimage et séparation des matières", le texte "Ne pas arrimer à proximité immédiate d'une citerne, d'un double fond ou d'un tuyautage contenant du mazout chauffé à plus de 50°C" est remplacé par ce qui suit :

"Ne pas arrimer à proximité immédiate d'une citerne, d'un double fond ou d'un tuyautage contenant du mazout chauffé sauf si l'on dispose de moyens pour surveiller et contrôler la température pour qu'elle ne dépasse pas 50°C."

ENGRAIS AU NITRATE D'AMMONIUM UN 2071

25 Le texte ci-après de la section "Description" est déplacé sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Les engrais au nitrate d'ammonium classés sous le No ONU 2071 sont des mélanges homogènes à base de nitrate d'ammonium du type azote/phosphate ou azote/potasse contenant au plus 70 % de nitrate d'ammonium et au plus 0,4 % de matières combustibles totales/matières organiques exprimées en équivalent carbone, ou contenant au plus 45 % de nitrate d'ammonium sans limitation de teneur en matières combustibles. Les engrais ayant cette composition et ces limites de teneur ne sont pas soumis aux dispositions de la présente fiche si les résultats de l'épreuve de combustion en gouttière* montrent qu'ils ne sont pas sujets à une décomposition autonome.

* Voir Manuel d'épreuves et de critères de l'ONU, troisième partie, sous-section 38.2."

26 Dans la section "Arrimage et séparation des matières", le texte "Ne pas arrimer à proximité immédiate d'une citerne ou d'un double fond contenant du mazout chauffé à plus de 50°C" est remplacé par ce qui suit :

"Ne pas arrimer à proximité immédiate d'une citerne, d'un double fond ou d'un tuyautage contenant du mazout chauffé sauf si l'on dispose de moyens pour surveiller et contrôler la température pour qu'elle ne dépasse pas 50°C."

ENGRAIS AU NITRATE D'AMMONIUM (non dangereux)

27 Le texte ci-après de la section "Description" est déplacé sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Les engrais au nitrate d'ammonium transportés dans les conditions mentionnées dans la présente fiche sont des mélanges homogènes contenant comme principal ingrédient du nitrate d'ammonium dans les limites suivantes :

- .1 au plus 70 % de nitrate d'ammonium avec d'autres matières inorganiques;
- .2 au plus 80 % de nitrate d'ammonium en mélange avec du carbonate de calcium et/ou de la dolomite et/ou du sulfate de calcium d'origine minérale et avec au plus 0,4 % de matières combustibles totales/matières organiques exprimées en équivalent carbone;
- .3 engrais au nitrate d'ammonium du type azoté contenant des mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium avec au plus 45 % de nitrate d'ammonium et au plus 0,4 % de matières combustibles totales/matières organiques exprimées en équivalent carbone; et
- .4 mélanges homogènes à base de nitrate d'ammonium du type azote/phosphate ou azote/potasse contenant au plus 70 % de nitrate d'ammonium et au plus 0,4 % de matières combustibles totales/matières organiques exprimées en équivalent carbone, ou contenant au plus 45 % de nitrate d'ammonium sans limitation de teneur en matières combustibles. Les engrais ayant cette composition et ces limites de teneur ne sont pas soumis aux dispositions de la présente fiche si les résultats de l'épreuve de combustion en gouttière* montrent qu'ils sont sujets à une décomposition autonome ou s'ils contiennent un excès de nitrate supérieur à 10 % en masse."

et sa note de bas de page correspondante est modifiée comme suit :

* Voir Manuel d'épreuves et de critères de l'ONU, troisième partie, sous-section 38.2."

28 Dans la section "Arrimage et séparation des matières", le texte "Ne pas arrimer à proximité immédiate d'une citerne, d'un double fond ou d'un tuyautage contenant du mazout chauffé à plus de 50°C" est remplacé par ce qui suit :

"Ne pas arrimer à proximité immédiate d'une citerne, d'un double fond ou d'un tuyautage contenant du mazout chauffé sauf si l'on dispose de moyens pour surveiller et contrôler la température pour qu'elle ne dépasse pas 50°C."

NITRATE DE CALCIUM UN 1454

29 Le texte ci-après de la section "Description" est déplacé sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions du présent Code aux engrais à base de nitrate de calcium produits dans le commerce qui consistent essentiellement en

un sel double (nitrate de calcium et nitrate d'ammonium) et qui contiennent au plus 10 % de nitrate d'ammonium et au moins 12 % d'eau de cristallisation."

ENGRAIS AU NITRATE DE CALCIUM

30 Le texte ci-après est inséré après la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Les dispositions du présent Code s'appliquent uniquement aux cargaisons contenant au plus 15,5 % d'azote et au moins 12 % d'eau."

31 Le texte ci-après est supprimé de la section "Description" :

"et contenant au plus 15,5 % d'azote et au moins 12 % d'eau".

CHARBON DE BOIS

32 Le texte ci-après de la section "Risque" est déplacé à la fin de la section "Chargement" :

"On ne devrait pas charger le poussier de charbon de bois chaud si sa température dépasse 55°C."

ROGURES, COPEAUX, TOURNURES ou ÉBARBURES DE MÉTAUX FERREUX UN 2793

33 Le texte ci-après de la section "Description" est déplacé sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions de la présente fiche aux envois de matières qui sont accompagnés d'un certificat de l'expéditeur, remis avant le chargement, attestant qu'elles ne présentent pas de risque d'échauffement spontané lorsqu'elles sont transportées en vrac."

CONCENTRÉS DE SULFURES MÉTALLIQUES

34 Le texte ci-après de la section "Risque" est déplacé à la fin de la section "Précautions" :

"Lorsque l'on estime qu'un concentré de sulfures métalliques présente un faible risque d'incendie, le transport d'une telle cargaison à bord d'un navire qui n'est pas muni d'un dispositif fixe d'extinction de l'incendie par le gaz devrait faire l'objet d'une autorisation de l'Administration conformément à la règle II-2/10.7.1.4 de la Convention SOLAS."

TOURBE HORTICOLE

35 Le texte ci-après de la section "Risque" est déplacé à la fin de la section "Chargement" :

"Ayant une teneur en humidité supérieure à 80 % en poids, la tourbe horticole ne devrait être transportée qu'à bord de navires spécialement construits ou munis d'aménagements spéciaux (voir paragraphe 7.3.2 du présent Code)."

SABLE

36 Le texte ci-après est inséré sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Les sables visés par la présente fiche sont notamment :

SABLE DE FONDERIE	SABLE SILICEUX
SABLE DE FELDSPATH POTASSIQUE	SABLE DE FELDSPATH SODIQUE
SABLE QUARTZEUX"	

37 Le texte ci-après de la section "Description" est supprimé :

"Les sables visés par la présente fiche sont notamment :

SABLE DE FONDERIE	SABLE SILICEUX
SABLE DE FELDSPATH POTASSIQUE	SABLE DE FELDSPATH SODIQUE"
SABLE QUARTZEUX	

TOURTEAUX

contenant de l'huile végétale UN 1386 b) sous-produits de l'extraction au solvant ou graines triturées contenant au maximum 10 % d'huile et, si la teneur en humidité est supérieure à 10 %, 20 % d'huile et d'humidité combinées.

38 Le texte ci-après est inséré sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions de la présente fiche :

- .1 aux boulettes de farine de colza, à la farine de graines de soja, à la farine de graine de cotonnier et à la farine de graines de tournesol qui sont des sous-produits de l'extraction au solvant, lorsqu'ils contiennent au plus 4 % d'huile et 15 % d'huile et d'humidité combinées et qu'ils sont à peu près exempts de solvant inflammable;
- .2 à la pulpe d'agrumes en boulettes triturée par procédé mécanique contenant au plus 2,5 % d'huile ou 14 % d'huile et d'humidité combinées;
- .3 à la farine de gluten de maïs triturée par procédé mécanique contenant au plus 11,0 % d'huile et 23,6 % d'huile et d'humidité combinées;
- .4 au gros de gluten de maïs en boulettes triturées par procédé mécanique contenant au plus 5,2 % d'huile et 17,8 % d'huile et d'humidité combinées; et
- .5 à la pulpe de betterave en boulettes triturées par procédé mécanique contenant au plus 2,8 % d'huile et 15,0 % d'huile et d'humidité combinées.

Avant le chargement, l'expéditeur doit fournir un certificat délivré par une personne reconnue par l'autorité compétente du pays d'expédition, attestant que les conditions exigées pour l'exemption sont remplies."

39 Dans la section Description, le paragraphe ci-après est supprimé :

"Il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions de la présente fiche aux boulettes de farine de colza, à la farine de graines de soja, à la farine de graine de cotonnier et à la farine de graines de tournesol qui sont des sous-produits de l'extraction au solvant, lorsqu'ils contiennent au plus 4 % d'huile et 15 % d'huile et d'humidité combinées et qu'ils sont à peu près exempts de solvant inflammable. Les dispositions de la présente fiche ne devraient pas s'appliquer non plus à la pulpe d'agrumes en boulettes triturée par procédé mécanique contenant au plus 2,5 % d'huile et 14 % d'huile et d'humidité combinées. Avant le chargement, l'expéditeur devrait fournir un certificat délivré par une personne reconnue par l'autorité compétente du pays d'expédition, attestant que les conditions exigées pour l'exemption sont remplies."

TOURTEAUX (non dangereux)

40 Le texte ci-après est inséré sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Les dispositions de la présente fiche s'appliquent uniquement :

- .1 aux boulettes de farine de colza, à la farine de tourteaux de soja, à la farine de graine de cotonnier et à la farine de tourteaux de tournesol extraites du solvant, contenant au plus 4 % d'huile et 15 % d'huile et d'humidité combinées et à peu près exemptes de solvants inflammables;
- .2 à la pulpe d'agrumes en boulettes triturée par procédé mécanique contenant au plus 2,5 % d'huile et 14 % d'huile et d'humidité combinées;
- .3 à la farine de gluten de maïs triturée par procédé mécanique contenant au plus 11,0 % d'huile et 23,6 % d'huile et d'humidité combinées;
- .4 au gros de gluten de maïs en boulettes triturées par procédé mécanique contenant au plus 5,2 % d'huile et 17,8 % d'huile et d'humidité combinées; et
- .5 à la pulpe de betterave en boulettes triturées par procédé mécanique contenant au plus 2,8 % d'huile et 15,0 % d'huile et d'humidité combinées."

41 Dans la section Description, le paragraphe ci-après est supprimé :

"Les dispositions de la présente fiche s'appliquent aux boulettes de farine de colza, à la farine de tourteaux de soja, à la farine de graine de cotonnier et à la farine de tourteaux de tournesol extraites du solvant, contenant au plus 4 % d'huile et 15 % d'huile et d'humidité combinées et à peu près exemptes de solvants inflammables. Les dispositions de la présente fiche s'appliquent également à la pulpe d'agrumes en boulettes triturée par procédé mécanique contenant au plus 2,5 % d'huile et 14 % d'huile et d'humidité combinées."

et le texte suivant est déplacé de la section "Description" à la fin de la section "Chargement" :

"Avant le chargement, l'expéditeur doit fournir un certificat délivré par une personne reconnue par l'autorité compétente du pays d'expédition, attestant que les prescriptions relatives à l'exemption, telles que définies soit dans la fiche concernant les TOURTEAUX UN 1386 (b) soit dans la fiche UN 2217, selon qu'il convient, sont respectées."

SILICOMANGANÈSE (à faible teneur en carbone)

(dont on a établi le profil de risques ou dont on sait qu'il dégage des gaz) (contenant 25 % ou plus de silicium)

42 Dans la désignation de transport de la cargaison en vrac, supprimer les mots **"(dont on a établi le profil de risques ou dont on sait qu'il dégage des gaz) (contenant 25 % ou plus de silicium)"**.

43 Remplacer le texte existant de la section "Description" par le texte suivant :

"Ferroalliage qui contient principalement du manganèse et du silicium, utilisé le plus souvent comme désoxydant et élément d'alliage pour la production d'acier. Particules ou morceaux de matière métallique argentée, de couleur brune à noire."

44 Le tableau existant de la section "Caractéristiques" est remplacé par le suivant :

Angle de repos	Densité apparente (kg/m³)	Coefficient d'arrimage (m³/t)
Sans objet	Entre 3 000 et 3 300	Entre 0,30 et 0,33
Dimensions	Classe	Groupe
Entre 10 mm et 150 mm	MDV	B

45 Remplacer le texte existant de la section "Risque" par le texte suivant :

"Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie. Toutefois, au contact de l'eau, cette cargaison peut dégager de l'hydrogène, gaz inflammable qui risque de former un mélange explosible avec l'air et risque de provoquer, dans les mêmes conditions, le dégagement de phosphine ou d'arsine, gaz très toxiques. Cette cargaison est susceptible d'entraîner une raréfaction de l'oxygène dans l'espace à cargaison. Peut provoquer des effets à long terme sur la santé."

46 Dans la section "Précautions", le texte ci-après est supprimé :

"On doit faire respecter l'interdiction de fumer dans les zones dangereuses et disposer des écriteaux portant visiblement la mention "DÉFENSE DE FUMER". Les appareils et les câbles électriques doivent être en bon état et présenter des garanties suffisantes contre les courts-circuits et les étincelles. Lorsqu'une cloison appropriée est prescrite aux fins de la séparation des matières, les câbles et les canalisations qui traversent les ponts et les cloisons doivent être scellés pour prévenir le passage de gaz et de vapeur. Au cours des opérations de chargement et de déchargement de cette cargaison, il faut fermer ou munir de filtres les dispositifs de ventilation et faire recirculer l'air dans les dispositifs de climatisation, afin de réduire au minimum l'entrée de poussières dans les locaux d'habitation ou dans d'autres espaces intérieurs du navire. Des précautions doivent être prises pour réduire au minimum la quantité de poussières susceptibles d'entrer en contact avec les pièces des auxiliaires de pont et les aides à la navigation situées à l'extérieur, comme les feux de navigation."

SOUFRE (solide, moulé)

47 Le texte ci-après de la section "Description" est déplacé sous la désignation de transport de la cargaison en vrac :

"Cette fiche ne s'applique pas au soufre concassé en morceaux ni en poudre à gros grains (voir SOUFRE UN 1350), ni aux dérivés d'opérations de traitement de gaz corrosif ou de raffinage d'hydrocarbures qui N'ONT PAS été soumis au façonnage décrit ci-dessus."

48 Insérer les nouvelles fiches individuelles ci-après dans l'ordre alphabétique :

"HYDRATE D'ALUMINE**Description**

L'hydrate d'alumine est une fine poudre blanche (de couleur claire) inodore. Insoluble dans l'eau et les liquides organiques.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 500 et 1 500	Entre 0,67 et 2,0
Dimensions	Classe	Groupe
Poudre fine	MDV	A et B

Risque

Cette cargaison peut se liquéfier si sa teneur en humidité, au moment de son expédition, dépasse sa teneur limite en humidité admissible aux fins du transport. Voir les sections 7 et 8 du Code. La poussière d'hydrate d'alumine est très abrasive et pénétrante. Irritante pour les yeux, la peau et les muqueuses. Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Séparée des matières comburantes.

Propreté des cales

Nettoyer et sécher en fonction des risques que présente la cargaison.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Lorsqu'une cargaison est transportée dans un navire autre qu'un navire de charge spécialement construit ou muni d'aménagements spéciaux conformément aux prescriptions énoncées à la section 7.3.2 du Code, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- .1 la teneur en humidité de la cargaison doit être maintenue inférieure à sa teneur limite en humidité admissible aux fins du transport pendant les opérations de chargement et le voyage;
- .2 sauf disposition expresse contraire indiquée dans la présente fiche individuelle, la cargaison ne doit pas être manutentionnée en cas de précipitations;

- .3 sauf disposition expresse contraire indiquée dans la présente fiche individuelle, pendant la manutention de cette cargaison, toutes les écoutilles non utilisées des espaces à cargaison dans lesquels la cargaison est chargée ou va l'être doivent être fermées;
- .4 la cargaison peut être manutentionnée en cas de précipitations dans les conditions précisées dans les procédures requises au paragraphe 4.3.3 du Code; et
- .5 la cargaison située dans un espace à cargaison peut être déchargée en cas de précipitations à condition qu'il soit prévu de la décharger en totalité au port.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes prescrites en vertu des sections 4 et 5 du Code.

Précautions

Les puisards doivent être propres, secs et couverts afin d'empêcher la cargaison de pénétrer. Il convient de soumettre le circuit d'assèchement des espaces à cargaison dans lesquels cette cargaison est chargée à des essais afin de s'assurer qu'il fonctionne. Il faut prendre des précautions appropriées pour protéger la tranche des machines et les locaux d'habitation contre la poussière produite par la cargaison. Il convient de s'attacher en particulier à protéger les équipements contre la poussière de la cargaison. Les personnes susceptibles d'être exposées à la poussière produite par la cargaison doivent porter des lunettes protectrices ou autre protection des yeux équivalente contre la poussière et un masque antipoussières. Ces personnes doivent porter des vêtements de protection, si nécessaire.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

L'apparence de la surface de la cargaison doit être vérifiée régulièrement pendant le voyage. Si, au cours du voyage, la présence d'eau libre au-dessus de la cargaison est signalée ou s'il est observé que la cargaison est à l'état de fluide, le capitaine doit prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour éviter que la cargaison ne ripe et que le navire ne risque de chavirer, et il doit être envisagé de tenter une entrée d'urgence dans un lieu de refuge.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

L'eau utilisée pour nettoyer les espaces à cargaison, après le déchargement de cette cargaison, ne doit pas être pompée à l'aide des pompes fixes d'assèchement des cales. Il faut utiliser, le cas échéant, une pompe portative pour assécher les espaces à cargaison.

Procédures à suivre en cas d'urgence**Équipement de secours spécial à prévoir à bord du navire**

Vêtements de protection (gants, bottes, combinaison, casque de protection).
Appareils respiratoires autonomes.

Consignes d'urgence

Porter des vêtements de protection et un appareil respiratoire autonome.

Mesures d'urgence en cas d'incendie

Aucune (incombustible).

Soins médicaux d'urgence

Se reporter au Guide de soins médicaux d'urgence (GSMU), tel que modifié.

"

"SOUS-PRODUITS DE LA FABRICATION DE L'ALUMINIUM OU SOUS-PRODUITS DE LA REFUSION DE L'ALUMINIUM, TRAITÉS

Les dispositions de la présente fiche ne s'appliquent pas aux SOUS-PRODUITS DE LA FABRICATION DE L'ALUMINIUM ou SOUS-PRODUITS DE LA REFUSION DE L'ALUMINIUM UN 3170.

Description

Produit obtenu par le traitement des sous-produits de la fusion du remoulage de l'aluminium avec de l'eau et/ou des solutions alcalines pour rendre la matière moins hydorréactive. Se présente sous forme de poudre humide dégageant une légère odeur d'ammoniac.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 1 080 et 1 750	Entre 0,57 et 0,93
Dimensions	Classe	Groupe
Inférieures à 1 mm	MDV	A et B

Risque

Cette matière est susceptible d'émettre une quantité résiduelle minimale d'hydrogène, gaz inflammable qui peut former des mélanges explosibles avec l'air, et d'ammoniac, qui est un gaz hautement toxique.

Cette matière peut se liquéfier si elle est transportée avec une teneur en humidité supérieure à sa teneur en humidité admissible aux fins du transport. Voir les sections 7 et 8 du Code. Corrosive pour les yeux.

Arrimage et séparation des matières

"Séparés des" denrées alimentaires et de toutes les matières liquides de la classe 8. Séparation des matières comme pour la classe 4.3.

Propreté des cales

Nettoyer et sécher en fonction des risques que présente la cargaison.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Cette cargaison doit être tenue au sec dans la mesure du possible et la teneur en humidité de la cargaison doit être maintenue inférieure à sa teneur en humidité admissible aux fins du transport pendant les opérations de chargement et pendant le voyage. Elle ne doit pas être manutentionnée en cas de précipitations. Pendant la manutention de cette cargaison, toutes les écoutes non utilisées des espaces à cargaison dans lesquels la cargaison est chargée ou va l'être doivent être fermées.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

Précautions

Les personnes susceptibles d'être exposées à la cargaison doivent porter un équipement de protection individuelle, des lunettes protectrices et/ou une protection de la peau, si nécessaire. Avant le chargement, le fabricant ou l'expéditeur doivent fournir un certificat attestant qu'après la production, la matière a été entreposée sous couvert mais exposée à l'air libre pendant quatre semaines au moins avant l'expédition, puis transportée sans modification de la granulométrie. Lorsque le navire est à quai et que les panneaux de chargement des espaces contenant cette cargaison sont fermés, la ventilation mécanique doit fonctionner continuellement si les conditions météorologiques le permettent. Pendant la manutention de cette cargaison, des panneaux "DÉFENSE DE FUMER" doivent être affichés sur les ponts et dans les zones adjacentes aux espaces à cargaison et aucune flamme nue ne doit être autorisée dans ces zones. Les cloisons de séparation entre les espaces à cargaison et la chambre des machines doivent être étanches aux gaz. Il convient d'éviter d'effectuer par inadvertance les opérations d'assèchement à travers les locaux des machines. Les puisards doivent être propres, secs et recouverts de manière adéquate, afin d'empêcher la cargaison d'y pénétrer.

Ventilation

Il faut procéder à une ventilation mécanique permanente pendant le voyage dans les espaces à cargaison qui contiennent cette cargaison. Si la ventilation met en danger le navire ou la cargaison, elle peut être interrompue, à moins qu'il n'existe un risque d'explosion ou autre danger dû à cette interruption. En tous cas, il faut maintenir la ventilation mécanique pendant une période raisonnable avant le déchargement. La ventilation doit être agencée de telle manière que toute quantité de gaz qui s'échapperait soit réduite au minimum avant d'atteindre les locaux d'habitation situés sur ou sous le pont.

Transport

Lorsque cette cargaison est transportée, il doit y avoir à bord, pour chaque gaz ou chaque combinaison de gaz, des détecteurs appropriés pour les mesures quantitatives de l'hydrogène, de l'ammoniac et de l'acétylène. Les détecteurs doivent être d'un type certifié de sécurité pour utilisation dans une atmosphère explosive. Les concentrations de ces gaz dans les espaces contenant cette cargaison doivent être mesurées régulièrement pendant le voyage et les mesures doivent être consignées et conservées à bord. L'apparence de la surface de la cargaison doit être vérifiée régulièrement pendant le voyage. Si, au cours du voyage, la présence d'eau libre au-dessus de la cargaison est signalée ou s'il est observé que la cargaison est à l'état de fluide, le capitaine doit prendre les mesures appropriées pour éviter que la cargaison ne ripe et que le navire ne risque de chavirer, et il doit être envisagé de tenter une entrée d'urgence dans un lieu de refuge. Les écoutes des espaces contenant cette cargaison doivent être étanches aux intempéries afin d'empêcher que l'eau n'y pénètre.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Les personnes susceptibles d'être exposées à la cargaison doivent porter un équipement de protection individuelle, des lunettes protectrices et/ou une protection de la peau, si nécessaire. Une fois cette cargaison déchargée, les puisards et les dalots des espaces à cargaison doivent être vérifiés et toute obstruction doit être éliminée.

Avant d'utiliser de l'eau pour nettoyer les cales, celles-ci devraient être balayées pour éliminer les résidus de cargaison dans toute la mesure du possible.

Procédures à suivre en cas d'urgence

<p align="center">Équipement de secours spécial à prévoir à bord du navire Aucun.</p>
<p align="center">Consignes d'urgence Aucune.</p> <p align="center">Mesures d'urgence en cas d'incendie Fermer les écoutilles et utiliser du dioxyde de carbone si possible.</p> <p align="center">Soins médicaux d'urgence Se reporter au Guide de soins médicaux d'urgence (GSMU), tel que modifié.</p>

"

"CENDRES DE MÂCHEFER HUMIDES**Description**

Cendres de charbon provenant des centrales thermiques à charbon. Substance de couleur grise, pouvant varier de presque blanc à presque noir, inodore, recueillie au fond des chaudières et ressemblant au sable. La teneur en humidité varie entre 15 et 23 % environ. Insoluble dans l'eau.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m³)	Coefficient d'arrimage (m³/t)
Sans objet	Entre 600 et 1 700	Entre 0,6 et 1,7
Dimensions	Classe	Groupe
Jusqu'à 90 mm	MDV	A et B

Risque

Cette matière peut se liquéfier si sa teneur en humidité lors de son expédition est supérieure à la teneur limite en humidité admissible aux fins du transport. Voir les sections 7 et 8 du Code. Peut provoquer des effets à long terme sur la santé. Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Cette cargaison doit être tenue au sec dans la mesure du possible avant le chargement, pendant le chargement et au cours du voyage. Lorsqu'une cargaison est transportée à bord d'un navire autre qu'un navire de charge spécialement construit ou muni d'aménagements spéciaux conformément aux prescriptions du paragraphe 7.3.2 du présent Code, les dispositions ci-après doivent être respectées :

- .1 la teneur en humidité de la cargaison doit être maintenue au-dessous de sa teneur limite en humidité admissible aux fins du transport pendant les opérations de chargement et pendant le voyage;
- .2 sauf disposition expresse contraire dans la présente fiche individuelle, la cargaison ne doit pas être manutentionnée en cas de précipitations;
- .3 sauf disposition expresse contraire dans la présente fiche individuelle, pendant la manutention de la cargaison, toutes les écoutilles non utilisées des espaces à cargaison dans lesquels la cargaison est chargée ou va l'être doivent être fermées;
- .4 la cargaison peut être manutentionnée en cas de précipitations dans les conditions indiquées dans les procédures prescrites au paragraphe 4.3.3 du présent Code; et
- .5 une cargaison peut être déchargée d'un espace à cargaison en cas de précipitations à condition que la totalité de la cargaison se trouvant dans l'espace à cargaison soit déchargée au port.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

Précautions

Les personnes susceptibles d'être exposées à la poussière produite par la cargaison doivent porter des gants, des lunettes protectrices ou autre protection des yeux équivalente contre la poussière et un masque antipoussières.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

Aucune prescription particulière.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière.

Procédures à suivre en cas d'urgence

<p align="center">Équipement de secours spécial à prévoir à bord du navire Vêtements de protection (lunettes protectrices, masques antipoussières, gants, combinaisons).</p>
<p align="center">Consignes d'urgence Porter des vêtements de protection.</p> <p align="center">Mesures d'urgence en cas d'incendie Aucune (incombustible).</p> <p align="center">Soins médicaux d'urgence Se reporter au Guide de soins médicaux d'urgence (GSMU), tel que modifié.</p>

"BRAI DE GOUDRON DE HOUILLE**Description**

Résidu distillé à gros grains du goudron de houille, sous-produit de la production de coke. Constitué principalement d'hydrocarbures aromatiques polycycliques de plusieurs types. À température ambiante, se présente sous la forme d'un solide noir. Insoluble dans l'eau. Matière première brute utilisée pour les électrodes et matériaux recouvrant le brai sur le coke métallurgique. La teneur en humidité est égale à 6 % au plus.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m³)	Coefficient d'arrimage (m³/t)
Sans objet	Entre 600 et 1 100	Entre 0,9 et 1,7
Dimensions	Classe	Groupe
Jusqu'à 100 mm 0 à 10 % de particules fines inférieures à 1 mm	MDV	B

Risque

Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie. Lorsqu'elle est chauffée, elle fond et forme un liquide inflammable. Cette cargaison se ramollit à des températures comprises entre 70°C et 120°C. Corrosive pour les yeux. Peut provoquer des effets à long terme sur la santé.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Aucune prescription particulière.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

Précautions

Les personnes susceptibles d'être en contact avec cette cargaison doivent porter des gants de protection, des masques antipoussières, des vêtements de protection et des lunettes protectrices.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

Aucune prescription particulière.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière.

Procédures à suivre en cas d'urgence**Équipement de secours spécial à prévoir à bord du navire**

Vêtements de protection (gants, bottes, combinaisons, casque de protection, masques antipoussières et lunettes protectrices).

Consignes d'urgence

Porter des vêtements et des gants de protection, un masque antipoussières et des lunettes protectrices.

Mesures d'urgence en cas d'incendie

Fermer les écoutilles; utiliser l'installation fixe de lutte contre l'incendie, si le navire en est muni. L'élimination de l'air peut suffire à maîtriser l'incendie.

Soins médicaux d'urgence

Se reporter au Guide de soins médicaux d'urgence (GSMU), tel que modifié.

"

"SCORIES DE FER ET D'ACIER À GROS GRAINS ET LEUR MÉLANGE**Description**

Scories à gros grains issues de la fabrication du fer et de l'acier, et scories à gros grains mélangées à une ou plusieurs des substances suivantes : débris de béton, cendres volantes, briques réfractaires, poussières issues de la fabrication du fer/de l'acier, débris de matériau réfractaire et fines particules de matières premières utilisées pour la fabrication du fer.

Cette cargaison est composée de scories de fer et d'acier mises en blocs, auxquelles on a ajouté un ou plusieurs des additifs suivants : ciment, scories et cendres volantes des hauts fourneaux en grains et broyées, et débris de ces produits, et mélange de toutes ces matières avec des scories de fer et d'acier.

De couleur blanc grisâtre à gris foncé, la cargaison peut prendre la forme de granulés, de galets ou encore de blocs.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m³)	Coefficient d'arrimage (m³/t)
Sans objet	Entre 1 200 et 3 000	Entre 0,33 et 0,83
Dimensions	Classe	Groupe
90 à 100 % de morceaux jusqu'à 300 mm 0 à 10 % de particules fines inférieures à 1 mm	Sans objet	C

Risque

Aucune prescription particulière.

Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Aucune prescription particulière.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

Lorsque le coefficient d'arrimage de la cargaison est inférieur ou égal à 0,56 m³/t, le plafond de ballast peut subir des contraintes excessives, à moins que la cargaison ne soit uniformément répartie sur le plafond de ballast de façon à ce que le poids soit également distribué. Il faut prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que le plafond de ballast ne subisse pas de contraintes excessives pendant le voyage et pendant le chargement à cause d'un empilement de la cargaison.

Précautions

Les personnes susceptibles d'être exposées à la poussière produite par la cargaison doivent porter des lunettes protectrices ou autre protection des yeux équivalente contre la poussière et un masque antipoussières, si nécessaire.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

Aucune prescription particulière.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière."

"ANODES EN CARBONE CONCASSÉES"

Description

Les anodes en carbone concassées sont des anodes résiduelles en carbone qui ont été concassées pour en réduire la taille afin de les transporter en vue de leur recyclage. Les anodes en carbone servent à produire un courant électrique dans les cuves de fusion de l'aluminium. Cette cargaison est constituée principalement d'éclats et de morceaux concassés de couleur noire, qui contiennent essentiellement du carbone et d'autres impuretés. Ce matériau est inodore.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 800 et 1 000	Entre 1,00 et 1,25
Size	Classe	Groupe
Principalement des morceaux mesurant jusqu'à 60 cm, voire plus	Sans objet	C

Risque

Cette cargaison peut produire de la poussière. Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Aucune prescription particulière.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

Précautions

Les personnes susceptibles d'être exposées à la poussière de la cargaison doivent porter des vêtements de protection, des lunettes protectrices ou autre protection des yeux équivalente contre la poussière, un masque antipoussières et des crèmes protectrices, selon que de besoin.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

Aucune prescription particulière.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière."

"CRIBLURES DE GRAIN EN PELLETS

Les dispositions de la présente fiche s'appliquent uniquement aux criblures de grain en pellets contenant au plus 6,2 % d'huile et au plus 17,5 % d'huile et d'humidité combinées.

Description

Les criblures de grain en pellets sont un produit en vrac utilisé pour l'alimentation des animaux qui a été mis sous forme de pellets à partir d'impuretés retirées des grains. Les criblures sont les impuretés extraites d'un lot de grains, qui ne correspondent à aucune autre qualité de grain. La composition des criblures varie en fonction de la qualité, pour ce qui est des teneurs en matières issues du grain d'origine ou du grain utilisé, brisures ou éclats d'amandes, coques, graines de mauvaises herbes, paillettes, poussières et autres matières végétales. Leur couleur va du brun au jaune.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Inférieur à 30°	Entre 478 et 719	Entre 1,39 et 2,09
Dimensions	Classe	Groupe
Longueur : entre 12 et 38 mm Diamètre : entre 4 et 7 mm	Sans objet	C

Risque

Cette cargaison s'affaisse facilement, comme le grain. Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Cette cargaison doit être tenue au sec dans la mesure du possible. Elle ne doit pas être manutentionnée en cas de précipitations. Pendant la manutention de cette cargaison, toutes les écoutilles non utilisées des espaces à cargaison dans lesquels la cargaison est chargée ou va l'être doivent être fermées.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4, 5 et 6 du Code et conformément à l'angle de repos indiqué dans la déclaration du chargeur.

Avant le chargement, le chargeur doit fournir au capitaine un certificat délivré par une personne reconnue par l'autorité compétente du pays d'expédition, pour confirmer que la teneur en huile et en humidité est conforme à la description de la fiche.

Précautions

Les personnes susceptibles d'être exposées à la poussière produite par la cargaison doivent porter un masque antipoussières, des lunettes protectrices et des vêtements de protection, selon qu'il convient.

Transport

Les écoutes des espaces contenant cette cargaison doivent être étanches aux intempéries afin d'empêcher que l'eau ne pénètre.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière.

Procédures à suivre en cas d'urgence

Aucune prescription particulière."

"MATTE DE NICKEL EN GRANULES (TENEUR EN HUMIDITÉ INFÉRIEURE À 2 %)**Description**

Minéral de nickel gris foncé peu raffiné contenant environ 55 % de nickel, 20 % de cuivre et 25 % d'autres minéraux et impuretés. Inodore.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 2 800 et 4 000	Entre 0,25 et 0,36
Dimensions	Classe	Groupe
Jusqu'à 3 mm	MDV	B

Risque

Le contact avec la peau peut entraîner une irritation.
Cette cargaison est inflammable ou présente un faible risque d'incendie.
Cette cargaison est faiblement toxique par inhalation.

Arrimage et séparation des matières

"Séparé des" denrées alimentaires.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Aucune prescription particulière.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code. La densité de la cargaison étant extrêmement élevée, le plafond de ballast peut subir des contraintes excessives, à moins que la cargaison ne soit uniformément répartie sur le plafond de ballast de façon à ce que le poids soit également distribué. Il faut prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que le plafond de ballast ne subisse pas de contraintes excessives pendant le voyage et pendant le chargement à cause d'un empilement de la cargaison.

Précautions

Les personnes susceptibles d'être exposées à la poussière produite par la cargaison doivent porter un équipement de protection individuelle, des lunettes protectrices ou autre protection des yeux équivalente contre la poussière, une protection des voies respiratoires et/ou une protection de la peau, si nécessaire. Il faut prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher que la poussière ne pénètre dans les locaux d'habitation et les locaux de travail fermés. Il est interdit de manger et de boire dans les espaces à cargaison. Il faut prendre des précautions appropriées pour protéger la tranche des machines et les locaux d'habitation contre la poussière produite par la cargaison.

Transport

Aucune prescription particulière.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière.

Procédures à suivre en cas d'urgence

Équipement de secours spécial à prévoir à bord du navire

Vêtements de protection (gants, bottes, combinaisons)
Appareils respiratoires autonomes.

Consignes d'urgence

Porter des vêtements de protection et un appareil respiratoire autonome.

Mesures d'urgence en cas d'incendie

Aucune (incombustible).

Soins médicaux d'urgence

Se reporter au Guide de soins médicaux d'urgence (GSMU), tel que modifié.

11

"GYPSE EN GRAINS**Description**

Grains formés à partir de sulfate de calcium hydraté, produit par synthèse ou sous-produit de l'industrie chimique. Le sulfate de calcium hydraté est traité et la granulation est réalisée jusqu'à obtenir des grains de diamètre supérieur ou égal à 10 mm. Insoluble dans l'eau.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 310 et 1 200	Entre 0,83 et 3,23
Dimensions	Classe	Groupe
Supérieur à 10 mm	Sans objet	C

Risque

Pas de risques particuliers.

Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Aucune prescription particulière.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

Précautions

Aucune prescription particulière.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

Aucune prescription particulière.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière."

"ILMÉNITE (ROCHE)**Description**

L'ilménite (roche) est extraite des gisements par abattage, avant d'être broyée. Elle est de couleur noire. Elle peut être fondue dans des fours électriques ou être utilisée pour les hauts fourneaux.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 2 400 et 3 200	Entre 0,31 et 0,42
Dimensions	Classe	Groupe
Jusqu'à 100 mm	Sans objet	C

Risque

Cette cargaison ne présente aucun risque particulier.

Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Aucune prescription particulière.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code. La densité de la cargaison étant extrêmement élevée, le plafond de ballast peut subir des contraintes excessives, à moins que la cargaison ne soit uniformément répartie sur le plafond de ballast de façon à ce que le poids soit également distribué. Il faut prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que le plafond de ballast ne subisse pas de contraintes excessives pendant le voyage et pendant le chargement à cause d'un empilement de la cargaison.

Précautions

Éviter de respirer les poussières. Les personnes susceptibles d'être exposées aux poussières de la cargaison doivent porter un masque antipoussières, des lunettes protectrices et des vêtements de protection, selon qu'il convient.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

Aucune prescription particulière.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière."

"ILMÉNITE VALORISÉE**Description**

L'ilménite valorisée s'obtient en faisant fondre de la roche ou du sable d'ilménite dans des fours à arc électrique. Elle se présente sous forme de grains et sa couleur va du noir (qualités ordinaires) au brun orangé pour la qualité purifiée.

L'ilménite valorisée est également connue sous les appellations de scories de titane, concentré de minerai de titane, scories de chlorures, scories de sulfates, scories de sulfates de haute qualité et fines de scories, fonte électrothermique d'ilménite en scories ou scories de TiO_2 .

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m^3)	Coefficient d'arrimage (m^3/t)
Sans objet	Entre 1 860 et 2 400	Entre 0,41 et 0,54
Dimensions	Classe	Groupe
Jusqu'à 12 mm	Sans objet	A

Risque

Cette cargaison peut se liquéfier si sa teneur en humidité, au moment de son expédition, est supérieure à sa teneur limite en humidité admissible aux fins du transport. Se reporter aux sections 7 et 8 du présent Code.

Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Cette cargaison doit être tenue au sec autant que possible dans la pratique avant et pendant le chargement et au cours du voyage. Lorsqu'une cargaison est transportée dans un navire autre qu'un navire de charge spécialement construit ou muni d'aménagements spéciaux conformément aux prescriptions du paragraphe 7.3.2 du présent Code, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- .1 la teneur en humidité de la cargaison doit être maintenue au-dessous de sa teneur limite en humidité admissible aux fins du transport pendant les opérations de chargement et pendant le voyage;
- .2 sauf disposition expresse contraire dans la présente fiche individuelle, la cargaison ne doit pas être manutentionnée en cas de précipitations;
- .3 sauf disposition expresse contraire dans la présente fiche individuelle, pendant la manutention de la cargaison, toutes les écoutilles non utilisées des espaces à cargaison dans lesquels la cargaison est chargée ou va l'être doivent être fermées;
- .4 la cargaison peut être manutentionnée en cas de précipitations dans les conditions indiquées dans les procédures prescrites au paragraphe 4.3.3 du présent Code; et
- .5 une cargaison peut être déchargée d'un espace à cargaison en cas de précipitations à condition que la totalité de la cargaison se trouvant dans l'espace à cargaison soit déchargée au port.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code. La densité de la cargaison étant extrêmement élevée, le plafond de ballast peut subir des contraintes excessives, à moins que la cargaison ne soit uniformément répartie sur le plafond de ballast de façon à ce que le poids soit également distribué. Il faut prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que le plafond de ballast ne subisse pas de contraintes excessives pendant le voyage et pendant le chargement à cause d'un empilement de la cargaison.

Précautions

Les puisards doivent être propres, secs et recouverts de manière adéquate, afin d'empêcher la cargaison d'y pénétrer. Éviter de respirer les poussières. Les personnes susceptibles d'être exposées aux poussières de la cargaison doivent porter un équipement de protection individuelle, des lunettes protectrices ou autre protection des yeux équivalente contre la poussière et une protection respiratoire, selon qu'il convient. Se laver les mains et le visage avant de manger, boire et fumer.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

L'apparence de la surface de la cargaison doit être vérifiée régulièrement pendant le voyage. Si, au cours du voyage, la présence d'eau libre au-dessus de la cargaison est signalée ou s'il est observé que la cargaison est à l'état de fluide, le capitaine doit prendre les mesures appropriées pour éviter que la cargaison ne ripe et que le navire ne risque de chavirer, et il doit être envisagé de tenter une entrée d'urgence dans un lieu de refuge.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière."

"MINERAI DE NICKEL

Description

Le minerai de nickel est de couleur variable. Il existe plusieurs types de minerais de granulométrie et teneur en humidité variables. Certains peuvent comporter des minéraux argileux. Pour les concentrés, voir CONCENTRÉ DE NICKEL.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 1 400 et 1 800	Entre 0,55 et 0,71
Dimensions	Classe	Groupe
Variables	Sans objet	A

Risque

Le minerai de nickel est susceptible de se liquéfier si sa teneur en humidité, au moment de son expédition, dépasse la teneur limite en humidité admissible aux fins du transport. Se reporter aux sections 7 et 8 du Code. Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Les espaces à cargaison doivent être propres et secs.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Lorsqu'une cargaison est transportée dans un navire autre qu'un navire de charge spécialement construit ou muni d'aménagements spéciaux conformément aux prescriptions du paragraphe 7.3.2 du présent Code, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- .1 toute mesure doit être prise pendant les opérations de chargement et pendant le voyage afin d'éviter une augmentation de la teneur en humidité de la cargaison;
- .2 sauf disposition expresse contraire dans la présente fiche individuelle, la cargaison ne doit pas être manutentionnée en cas de précipitations;
- .3 sauf disposition expresse contraire dans la présente fiche individuelle, pendant la manutention de la cargaison, toutes les écoutilles non utilisées des espaces à cargaison dans lesquels la cargaison est chargée ou va l'être doivent être fermées;
- .4 la cargaison peut être manutentionnée en cas de précipitations dans les conditions indiquées dans les procédures prescrites au paragraphe 4.3.3 du présent Code; et
- .5 une cargaison peut être déchargée d'un espace à cargaison en cas de précipitations à condition que la totalité de la cargaison se trouvant dans l'espace à cargaison soit déchargée au port.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

Lorsque le coefficient d'arrimage de cette cargaison est inférieur ou égal à 0,56 m³/t, le plafond de ballast peut subir des contraintes excessives, à moins que la cargaison ne soit uniformément répartie sur le plafond de ballast de façon à ce que le poids soit également distribué. Il faut prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que le plafond de ballast ne subisse pas de contraintes excessives pendant le voyage et pendant le chargement à cause d'un empilement de la cargaison.

Précautions

Les puisards doivent être propres, secs et couverts afin d'empêcher la cargaison de pénétrer. Il faut soumettre le circuit d'assèchement d'un espace à cargaison dans lequel la cargaison doit être chargée à des essais afin de s'assurer qu'il fonctionne.

Ventilation

Les espaces à cargaison dans lesquels cette cargaison est transportée ne doivent pas être ventilés pendant le voyage.

Transport

L'apparence de la surface de la cargaison doit être vérifiée régulièrement pendant le voyage. Si, au cours du voyage, la présence d'eau libre au-dessus de la cargaison est signalée ou s'il est observé que la cargaison est à l'état fluide, le capitaine doit prendre les mesures appropriées pour éviter que la cargaison ne rive et que le navire ne risque de chavirer, et il doit être envisagé de tenter une entrée d'urgence dans un lieu de refuge.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière."

"SABLES MINÉRAUX LOURDS**Description**

Cette cargaison est généralement un mélange de deux ou plusieurs sables minéraux lourds, caractérisés par une densité apparente élevée et une granulométrie relativement faible. Matériau abrasif. Peut être poussiéreux.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 2 380 et 3 225	Entre 0,31 et 0,42
Dimensions	Classe	Groupe
Jusqu'à 5 mm	Sans objet	A

Risque

Cette matière est susceptible de se liquéfier si sa teneur en humidité, au moment de son expédition, dépasse la teneur limite en humidité admissible aux fins du transport. Voir les sections 7 et 8 du Code.

Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Lorsqu'une cargaison est transportée dans un navire autre qu'un navire de charge spécialement construit ou muni d'aménagements spéciaux conformément aux prescriptions du paragraphe 7.3.2 du présent Code, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- .1 la teneur en humidité de la cargaison doit être maintenue au-dessous de sa teneur limite en humidité admissible aux fins du transport pendant les opérations de chargement et pendant le voyage;

- .2 sauf disposition expresse contraire dans la présente fiche individuelle, la cargaison ne doit pas être manutentionnée en cas de précipitations;
- .3 sauf disposition expresse contraire dans la présente fiche individuelle, pendant la manutention de la cargaison, toutes les écoutilles non utilisées des espaces à cargaison dans lesquels la cargaison est chargée ou va l'être doivent être fermées;
- .4 la cargaison peut être manutentionnée en cas de précipitations dans les conditions indiquées dans les procédures prescrites au paragraphe 4.3.3 du présent Code; et
- .5 une cargaison peut être déchargée d'un espace à cargaison en cas de précipitations à condition que la totalité de la cargaison se trouvant dans l'espace à cargaison soit déchargée au port.

Chargement

Niveler conformément aux dispositions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

La densité de la cargaison étant extrêmement élevée, le plafond de ballast peut subir des contraintes excessives, à moins que la cargaison ne soit uniformément répartie sur le plafond de ballast de façon à ce que le poids soit également distribué. Il faut prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que le plafond de ballast ne subisse pas de contraintes excessives pendant le voyage et pendant le chargement à cause d'un empilement de la cargaison.

Précautions

Les puisards doivent être propres, secs et recouverts de manière adéquate, afin d'empêcher la cargaison d'y pénétrer.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

L'apparence de la surface de la cargaison doit être vérifiée régulièrement pendant le voyage. Si, au cours du voyage, la présence d'eau libre au-dessus de la cargaison est signalée ou s'il est observé que la cargaison est à l'état de fluide, le capitaine doit prendre les mesures appropriées pour éviter que la cargaison ne ripe et que le navire ne risque de chavirer, et il doit être envisagé de tenter une entrée d'urgence dans un lieu de refuge.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière."

"SCORIES DE SILICIUM**Description**

Les scories de silicium sont des matières métalliques grisâtres inodores qui se présentent surtout en morceaux. Ses composants sont le silicium et la silice dans des proportions variables.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	entre 2 300 et 3 000	entre 0,33 et 0,43
Dimensions	Classe	Groupe
Jusqu'à 150 mm	Sans objet	C

Risque

Les poussières peuvent provoquer une irritation des yeux, de la peau et des voies respiratoires supérieures.

Cette cargaison est incombustible ou présente un faible risque d'incendie.

Arrimage et séparation des matières

"Séparées des" acides ou des matières basiques.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Aucune prescription particulière.

Chargement

Niveler conformément aux prescriptions pertinentes des sections 4 et 5 du Code. La densité de la cargaison étant extrêmement élevée, le plafond de ballast peut subir des contraintes excessives, à moins que la cargaison ne soit uniformément répartie sur le plafond de ballast de façon à ce que le poids soit également distribué. Il faut prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que le plafond de ballast ne subisse pas de contraintes excessives pendant le voyage et pendant le chargement à cause d'un empilement de la cargaison.

Précautions

Les personnes susceptibles d'être exposées aux poussières de la cargaison doivent porter des vêtements de protection, des lunettes protectrices ou autre protection des yeux équivalente contre la poussière et un masque antipoussières si nécessaire.

Ventilation

Aucune prescription particulière.

Transport

Aucune prescription particulière.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière."

**"COMBUSTIBLES SOLIDIFIÉS RECYCLÉS À PARTIR DE DÉCHETS
COMPOSÉS DE PAPIER ET DE PLASTIQUE**

La présente fiche ne doit pas s'appliquer aux matières classées en tant que marchandises dangereuses (de la classe 4.2).

Description

Combustibles solidifiés, composés de papier et de plastique, obtenus par compression ou extrusion dans des moules. Les principales matières premières de cette cargaison sont le papier et le plastique. Sa teneur en humidité est de 5 % ou moins. Sa teneur en cendres est de 10 % ou moins. Sa teneur totale en chlore est de 0,3 % ou moins.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
Sans objet	Entre 400 et 500	Entre 2,0 et 2,5
Dimensions	Classe	Groupe
Longueur : entre 30 et 100 mm Diamètre : entre 15 et 30 mm	MDV	B

Risque

Aucune inflammation spontanée ne risque de se produire à des températures inférieures à 200°C. Cette cargaison brûle violemment une fois enflammée. Lorsqu'elle est fondue, elle dégage des gaz inflammables et toxiques. Un échauffement spontané peut se produire et provoquer une raréfaction de l'oxygène dans les espaces à cargaison.

Arrimage et séparation des matières

Aucune prescription particulière.

Propreté des cales

Aucune prescription particulière.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Aucune prescription particulière.

Chargement

Avant le chargement, le fabricant ou l'expéditeur doit fournir un certificat au capitaine, attestant que la cargaison n'appartient pas à la classe 4.2. Nivelier conformément aux prescriptions pertinentes des sections 4 et 5 du Code.

Précautions

Pendant la manutention et le transport, il doit être interdit de fumer et d'entreprendre des activités de brûlage et des opérations à chaud à proximité des espaces contenant cette cargaison. Après le déchargement de cette cargaison, il est interdit d'entrer dans les espaces à cargaison avant qu'ils n'aient été suffisamment ventilés.

Ventilation

Les écoutes des espaces à cargaison doivent être fermées et ces espaces ne doivent pas être ventilés pendant le voyage.

Transport

Il est interdit d'entrer dans les espaces à cargaison pendant le voyage.

Déchargement

Les écoutes des espaces à cargaison doivent être ouvertes et ces espaces avoir été suffisamment ventilés avant d'y entrer.

Nettoyage

Aucune prescription particulière.

Procédures à suivre en cas d'urgence

<p align="center">Équipement de secours spécial à prévoir à bord du navire</p> <p>Vêtements de protection (lunettes protectrices, gants calorifuges, combinaison).</p>
<p align="center">Consignes d'urgence</p> <p align="center">Porter des vêtements de protection.</p> <p align="center">Mesures d'urgence en cas d'incendie</p> <p align="center">Fermer les écoutes; utiliser l'installation fixe de lutte contre l'incendie, si le navire en est muni. Éteindre l'incendie avec de l'eau, de la mousse ou des produits chimiques secs.</p> <p align="center">Soins médicaux d'urgence</p> <p align="center">Se reporter au Guide de soins médicaux d'urgence (GSMU), tel que modifié.</p>

"

"BOIS TORRÉFIÉ**Description**

Le bois torréfié est du bois qui a été partiellement brûlé ou grillé et transformé en pellets ou en briquettes. De couleur brun chocolat ou noire. Peut contenir jusqu'à 3 % de liant.

Caractéristiques

Angle de repos	Densité apparente (kg/m ³)	Coefficient d'arrimage (m ³ /t)
35° ou moins	Entre 650 et 800	Entre 1,25 et 1,54
Dimensions	Classe	Groupe
Pellets : diamètre entre 6 et 12 mm. Briquettes : épaisseur entre 12 et 50 mm, longueur et largeur de 75 mm au plus.	MDV	B

Risque

Les envois peuvent être sujets à oxydation et entraîner de ce fait une raréfaction de l'oxygène et une accumulation de monoxyde et de dioxyde de carbone dans les espaces à cargaison et les espaces adjacents.

Le bois torréfié brûle facilement et peut s'échauffer et brûler spontanément.

La manutention du bois torréfié peut entraîner la formation de poussière avec un risque d'explosion des poussières lors du chargement. Celle-ci peut irriter la peau, les yeux et les voies respiratoires.

Arrimage et séparation des matières

Séparation des matières comme pour la classe 4.1.

Propreté des cales

Nettoyer et sécher en fonction des risques que présente la cargaison.

Précautions à prendre en cas d'intempéries

Cette cargaison doit être tenue au sec dans la mesure du possible. Elle ne doit pas être manutentionnée en cas de précipitations. Pendant la manutention de cette cargaison, toutes les écoutilles non utilisées des espaces à cargaison dans lesquels la cargaison est chargée ou va l'être doivent être fermées.

Chargement

Niveler conformément aux prescriptions pertinentes des sections 4, 5 et 6 du Code.

Précautions

Il faut interdire au personnel d'entrer dans les espaces à cargaison et les espaces confinés adjacents jusqu'à ce que des essais aient été effectués et que l'on ait vérifié que la teneur en oxygène et en monoxyde de carbone est revenue aux niveaux suivants : oxygène 20,7 % et monoxyde de carbone < 100 ppm. Si ces conditions ne sont pas remplies, il faut procéder à une ventilation supplémentaire de la cale de chargement ou des espaces clos adjacents et effectuer une nouvelle mesure après un laps de temps approprié. Tous les membres de l'équipage doivent avoir un instrument permettant de mesurer la teneur en oxygène et en monoxyde de carbone et doivent l'activer au moment où ils entrent dans des espaces à cargaison et les espaces clos adjacents.

Les personnes susceptibles d'être exposées à la poussière de la cargaison doivent porter des vêtements de protection, des lunettes protectrices ou autre protection des yeux équivalente contre la poussière et un masque antipoussières, selon que de besoin.

Ventilation

Il pourrait être nécessaire de ventiler les espaces clos adjacents à une cale de chargement avant d'y entrer, même si ces espaces sont apparemment séparés hermétiquement de la cale de chargement.

Transport

Les écoutilles des espaces contenant cette cargaison doivent être étanches aux intempéries afin d'empêcher que l'eau ne pénètre.

Déchargement

Aucune prescription particulière.

Nettoyage

Aucune prescription particulière.

Procédures à suivre en cas d'urgence**Équipement de secours spécial à prévoir à bord du navire**

Des appareils respiratoires autonomes et des instruments permettant de mesurer la teneur en oxygène et/ou en monoxyde de carbone devraient être disponibles.

Consignes d'urgence

Aucune.

Mesures d'urgence en cas d'incendie

Fermer les écoutilles; utiliser l'installation fixe de lutte contre l'incendie, si le navire en est muni. L'élimination de l'air peut suffire à maîtriser l'incendie.

Éteindre l'incendie au moyen de dioxyde de carbone, de mousse ou d'eau.

Soins médicaux d'urgence

Se reporter au Guide de soins médicaux d'urgence (GSMU), tel que modifié.

"

Appendice 3 – Propriétés des cargaisons solides en vrac**1 Cargaisons non-cohésives**

49 Dans le paragraphe 1.1, les nouvelles désignations de transport des cargaisons en vrac ci-après sont insérées dans l'ordre alphabétique :

"BOIS TORRÉFIÉ"

"CRIBLURES DE GRAIN EN PELLETS"

Appendice 4 – Index

50 Dans la rubrique HYDRATE D'ALUMINE, insérer le synonyme ci-après :

"hydroxyde d'aluminium"

51 Insérer la nouvelle désignation suivante après SABLE :

Matière	Groupe	Renvoi
Spodumène	C	voir SABLE

"

52 Dans la ligne correspondant à SILICOMANGANÈSE, modifier de la manière suivante la désignation de transport de la cargaison en vrac dans la colonne Matière : "SILICOMANGANÈSE (à faible teneur en carbone)".

53 Inclure les désignations ci-après dans l'index alphabétique :

Matière	Groupe	Renvoi
HYDRATE D'ALUMINE	A et B	
SOUS-PRODUITS DE LA FABRICATION DE L'ALUMINIUM ou SOUS-PRODUITS DE LA REFUSION DE L'ALUMINIUM, TRAITÉS	A et B	

Matière	Groupe	Renvoi
CENDRES DE MÂCHEFER HUMIDES	A et B	
BRAI DE GOUDRON DE HOUILLE	B	
SCORIES DE FER ET D'ACIER À GROS GRAINS ET LEUR MÉLANGE	C	
ANODES EN CARBONE CONCASSÉES	C	
CRIBLURES DE GRAIN EN PELLETS	C	
MATTE DE NICKEL EN GRANULES (TENEUR EN HUMIDITÉ INFÉRIEURE À 2 %)	B	
GYPSE EN GRAINS	C	
ILMÉNITE (ROCHE)	C	
ILMÉNITE (VALORISÉE)	A	
MINÉRAI DE NICKEL	A	
SABLES MINÉRAUX LOURDS	A	
SCORIES DE SILICIUM	C	
COMBUSTIBLES SOLIDIFIÉS RECYCLÉS À PARTIR DE DÉCHETS COMPOSÉS DE PAPIER ET DE PLASTIQUE	B	
BOIS TORRÉFIÉ	B	

11

ANNEXE 7**RÉSOLUTION MSC.343(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION D'AMENDEMENTS AU PROTOCOLE DE 1978 RELATIF
À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR
LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT ÉGALEMENT l'article VIII b) de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention") et les fonctions que le Protocole de 1978 relatif à la Convention (ci-après dénommé "le Protocole SOLAS de 1978") confère au Comité de la sécurité maritime en ce qui concerne l'examen et l'adoption d'amendements au Protocole SOLAS de 1978,

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire d'aligner la teneur des modèles de certificat de sécurité de construction et de certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge qui figurent dans l'appendice du Protocole SOLAS de 1978 sur celle de ceux qui figurent dans la Convention et dans le Protocole SOLAS de 1988,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, les amendements au Protocole SOLAS de 1978 qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention et à l'article II du Protocole SOLAS de 1978,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention et à l'article II du Protocole SOLAS de 1978, les amendements à l'appendice de l'Annexe du Protocole SOLAS de 1978 dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention et à l'article II du Protocole SOLAS de 1978, que ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Parties au Protocole SOLAS de 1978, ou des Parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'elles élèvent une objection contre ces amendements;
3. INVITE les Parties intéressées à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention et à l'article II du Protocole SOLAS de 1978, ces amendements entreront en vigueur le 1er juillet 2014 lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, en application de l'article VIII b) v) de la Convention et de l'article II du Protocole SOLAS de 1978, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à toutes les Parties au Protocole SOLAS de 1978;
5. PRIE AUSSI le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties au Protocole SOLAS de 1978.

ANNEXE

AMENDEMENTS AU PROTOCOLE DE 1978 RELATIF À LA CONVENTION
INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE
HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE

ANNEXE

**AMENDEMENTS ET ADJONCTIONS À L'ANNEXE À LA CONVENTION
INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER**

APPENDICE

Les modèles existants de Certificat de sécurité de construction pour navire de charge et de Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge sont remplacés par les suivants :

**MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DE CONSTRUCTION
POUR NAVIRE DE CHARGE**

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DE CONSTRUCTION POUR NAVIRE DE CHARGE

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée par le
Protocole de 1978 y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Port d'immatriculation

Jauge brute

Port en lourd du navire (tonnes métriques)²

Numéro OMI³

Type de navire⁴

Vraquier

Pétrolier

Navire-citerne pour produits chimiques

Transporteur de gaz

Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

² Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.

³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

⁴ Rayer les mentions inutiles.

Date de construction :

Date du contrat de construction
 Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent
 Date de livraison.....
 Date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé (le cas échéant)

Toutes les dates applicables doivent être indiquées.

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/10 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté que l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement tels qu'ils sont définis dans la règle mentionnée ci-dessus était satisfaisant et que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans concernant la lutte contre l'incendie).
- 3 Qu'en appliquant la règle I/6 b), le Gouvernement a instauré :
 - des visites annuelles obligatoires;
 - des inspections inopinées.
- 4 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas⁴ été délivré.
- 5 Que le navire a fait/n'a pas fait⁴ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-1/55/ II-2/17⁴ de la Convention.
- 6 Qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour les machines et les installations électriques/la protection contre l'incendie⁴ est/n'est pas⁴ joint au présent Certificat.

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base
 de laquelle le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
 (Lieu de délivrance du certificat)

Le
 (Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

⁴ Rayer les mentions inutiles.

VISITE INTERMÉDIAIRE

(pour les navires-citernes âgés de 10 ans ou plus)

Il est certifié que, lors d'une visite intermédiaire prescrite par la règle I/10 de la Convention, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

VISITES ANNUELLES OBLIGATOIRES OU INSPECTIONS INOPINÉES

Il est certifié que le navire a fait l'objet d'une visite effectuée conformément à la règle I/6 b) de la Convention, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, et aux recommandations pertinentes de l'Organisation⁵.

Première visite annuelle obligatoire^{4,6} Signé :

Première inspection inopinée⁴ Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Deuxième visite annuelle obligatoire^{4,6} Signé :

Deuxième inspection inopinée⁴ Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Troisième visite annuelle obligatoire^{4,6} Signé :

Troisième inspection inopinée⁴ Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Quatrième visite annuelle obligatoire^{4,6} Signé :

Quatrième inspection inopinée⁴ Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

⁴ Rayer les mentions inutiles.

⁵ Se reporter aux Directives sur les visites prescrites par le Protocole SOLAS de 1978, le Recueil international de règles sur les transporteurs de produits chimiques et le Recueil international de règles sur les transporteurs de gaz, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.560(14), telle que modifiée par la résolution MSC.84(70), et aux sections pertinentes des Directives sur les visites en vertu du système harmonisé de visites et de délivrance des certificats, 2011, adoptées par la résolution A.1053(27), telle qu'elle pourra être modifiée.

⁶ Une visite intermédiaire, mais non une inspection inopinée, peut être effectuée à la place d'une visite annuelle obligatoire.

**MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DU MATÉRIEL D'ARMEMENT
POUR NAVIRE DE CHARGE**

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DU MATÉRIEL D'ARMEMENT POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement
pour la sécurité des navires de charge (Modèle E)

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER, telle que modifiée par
le Protocole de 1978 y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par

(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Port d'immatriculation

Jauge brute

Port en lourd du navire (tonnes métriques)²

Longueur du navire (règle III/3.12)

Numéro OMI³

Type de navire⁴

Vraquier

Pétrolier

Navire-citerne pour produits chimiques

Transporteur de gaz

Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

² Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.

³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

⁴ Rayer les mentions inutiles.

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/8 de la Convention, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans concernant la lutte contre l'incendie;
 - 2.2 que les engins de sauvetage et le matériel d'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours étaient conformes aux prescriptions de la Convention;
 - 2.3 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
 - 2.4 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
 - 2.5 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
 - 2.6 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention;
 - 2.7 que le navire a fait/n'a pas fait⁴ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-2/17 / III/38⁴ de la Convention;
 - 2.8 qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour la protection contre l'incendie/les engins et dispositifs de sauvetage⁴ est/n'est pas⁴ joint au présent Certificat.
- 3 Que le navire est exploité conformément à la règle III/26.1.1.1⁵ à l'intérieur des limites de la zone d'exploitation
- 4 Qu'en appliquant la règle I/6 b), le Gouvernement a instauré :
 - des visites annuelles obligatoires;
 - des inspections inopinées.
- 5 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas⁴ été délivré.

⁴ Rayer les mentions inutiles.

⁵ Se reporter aux amendements de 1983 à la Convention SOLAS (MSC.6(48)), applicables aux navires construits le 1er juillet 1986 ou après cette date, mais avant le 1er juillet 1998, dans le cas des embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique à bord.

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base
de laquelle le présent Certificat est délivré (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance)
(Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

VISITE INTERMÉDIAIRE

(pour les navires-citernes âgés de 10 ans ou plus)

Il est certifié que, lors d'une visite intermédiaire prescrite par la règle I/8 de la Convention, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

VISITES ANNUELLES OBLIGATOIRES OU INSPECTIONS INOPINÉES

Il est certifié que le navire a fait l'objet d'une visite effectuée conformément à la règle I/6 b) de la Convention, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, et aux recommandations pertinentes de l'Organisation⁶.

Visite annuelle obligatoire^{4,7} Signé :

Inspection inopinée⁴ Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément aux dispositions de la règle I/14 de la Convention, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, la validité du présent Certificat est prorogée jusqu'au

Signé :

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

⁴ Rayer les mentions inutiles.

⁶ Se reporter aux Directives sur les visites prescrites par le Protocole SOLAS de 1978, le Recueil international de règles sur les transporteurs de produits chimiques et le Recueil international de règles sur les transporteurs de gaz, que l'Organisation a adoptées par la résolution A.560(14), telle que modifiée par la résolution MSC.84(70), et aux sections pertinentes des Directives sur les visites en vertu du système harmonisé de visites et de délivrance des certificats, 2011, adoptées par la résolution A.1053(27), telle qu'elle pourra être modifiée.

⁷ Une visite intermédiaire, mais non une inspection inopinée, peut être effectuée à la place d'une visite annuelle obligatoire."

ANNEXE 8**RÉSOLUTION MSC.344(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION D'AMENDEMENTS AU PROTOCOLE DE 1988 RELATIF
À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR
LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT ÉGALEMENT l'article VIII b) de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée "la Convention") et l'article VI du Protocole de 1988 relatif à la Convention (ci-après dénommé "le Protocole SOLAS de 1988"), qui concernent la procédure d'amendement du Protocole SOLAS de 1988,

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire d'aligner les modèles de certificats qui figurent dans l'appendice du Protocole SOLAS de 1988 sur ceux qui figurent dans la Convention et dans le Protocole SOLAS de 1978,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, les amendements au Protocole SOLAS de 1988 qui avaient été proposés et diffusés conformément à l'article VIII b) i) de la Convention et à l'article VI du Protocole SOLAS de 1988,

1. ADOPTE, conformément à l'article VIII b) iv) de la Convention et à l'article VI du Protocole SOLAS de 1988, les amendements à l'appendice de l'Annexe du Protocole SOLAS de 1988 dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE, conformément à l'article VIII b) vi) 2) bb) de la Convention et à l'article VI du Protocole SOLAS de 1988, que ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Parties au Protocole SOLAS de 1988, ou des Parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, n'aient notifié qu'elles élèvent une objection contre ces amendements;

3. INVITE les Parties intéressées à noter que, conformément à l'article VIII b) vii) 2) de la Convention et à l'article VI du Protocole SOLAS de 1988, ces amendements entreront en vigueur le 1er juillet 2014 lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, en application de l'article VIII b) v) de la Convention et à l'article VI du Protocole SOLAS de 1988, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à toutes les Parties au Protocole SOLAS de 1988;

5. PRIE AUSSI le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties au Protocole SOLAS de 1988.

ANNEXE

AMENDEMENTS AU PROTOCOLE DE 1988 RELATIF À LA CONVENTION
INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE LA
VIE HUMAINE EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE

ANNEXE

**AMENDEMENTS ET ADJONCTIONS À L'ANNEXE À LA CONVENTION INTERNATIONALE
DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER**

APPENDICE

**AMENDEMENTS ET ADJONCTIONS À L'APPENDICE DE L'ANNEXE À LA
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER**

Tous les modèles de certificats et toutes les fiches d'équipement figurant dans l'appendice à l'Annexe sont remplacés par les suivants :

MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE À PASSAGERS

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE À PASSAGERS

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement pour la sécurité des navires à passagers (Modèle P)

(Cachet officiel)

(État)

Pour un/un court¹ voyage international

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER,
telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,
sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par _____
(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire²

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Port d'immatriculation

Jauge brute

Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2)

Numéro OMI³

Date de construction :

Date du contrat de construction

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent

Date de livraison

Date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé (le cas échéant)

Toutes les dates applicables doivent être indiquées.

¹ Rayer la mention inutile.

² Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/7 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne :
 - .1 la structure, les machines principales et auxiliaires, les chaudières et autres récipients sous pression;
 - .2 les dispositions et les détails relatifs au compartimentage étanche à l'eau;
 - .3 les lignes de charge de compartimentage suivantes :

Lignes de charge de compartimentage déterminées et marquées sur la muraille au milieu du navire (règle II-1/18) ⁴	Franc-bord	À utiliser quand les espaces réservés aux passagers comprennent les volumes suivants pouvant être occupés soit par des passagers soit par des marchandises
P1
P2
P3

- 2.2 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne la protection contre l'incendie à la construction, les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans concernant la lutte contre l'incendie;
- 2.3 que les engins de sauvetage et le matériel d'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours étaient conformes aux prescriptions de la Convention;
- 2.4 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
- 2.5 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
- 2.6 que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;
- 2.7 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
- 2.8 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
- 2.9 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention;
- 2.10 que le navire a fait/n'a pas fait¹ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-1/55 / II-2/17 / III/38¹ de la Convention;
- 2.11 qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour les machines et les installations électriques/la protection contre l'incendie/les engins et dispositifs de sauvetage¹ est/n'est pas¹ joint au présent Certificat.
- 3 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas¹ été délivré.

¹ Rayer les mentions inutiles.

⁴ Dans le cas des navires construits avant le 1er janvier 2009, il faudrait utiliser la marque de compartimentage applicable "C.1, C.2 et C.3".

Le présent Certificat est valable jusqu'au

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle
le présent Certificat est délivré (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

Visa de prorogation du Certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent Certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du Certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent Certificat, conformément à la règle I/14 e) / I/14 f)¹ de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

¹ Rayer la mention inutile.

**MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DE CONSTRUCTION
POUR NAVIRE DE CHARGE**

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DE CONSTRUCTION POUR NAVIRE DE CHARGE

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER,
telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,

sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)
par _____
(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs
Port d'immatriculation
Jauge brute.....
Port en lourd du navire (tonnes métriques)²
Numéro OMI³

Type de navire⁴

Vraquier
Pétrolier
Navire-citerne pour produits chimiques
Transporteur de gaz
Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date de construction :

Date du contrat de construction
Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait à un stade équivalent
Date de livraison
Date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation ou modification d'une importance majeure ont commencé (le cas échéant)

Toutes les dates applicables doivent être indiquées.

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.
² Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.
³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).
⁴ Rayer les mentions inutiles.

IL EST CERTIFIÉ :

1. Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/10 de la Convention.
2. Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté que l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement tels qu'ils sont définis dans la règle susmentionnée était satisfaisant et que le navire était conforme aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans concernant la lutte contre l'incendie).
3. Que les deux dernières inspections de la face externe du fond du navire ont eu lieu le et(Dates)
4. Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas⁴ été délivré.
5. Que le navire a fait/n'a pas fait⁴ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-1/55 / II-2/17⁴ de la Convention.
6. Qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour les machines et les installations électriques/la protection contre l'incendie⁴ est/n'est pas⁴ joint au présent Certificat.

Le présent Certificat est valable jusqu'au⁵ sous réserve des visites annuelles et intermédiaires et des inspections de la face externe du fond du navire prévues à la règle I/10 de la Convention.

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle
le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

⁴ Rayer les mentions inutiles.

⁵ Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et le mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Lieu :
Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

I:\MSC\91\22a1.doc

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

I:\MSC\91\22a1.doc

Visa de prorogation de la validité du Certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent Certificat, conformément à la règle I/14 e) / I/14 f)⁴ de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 h)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

⁴ Rayer la mention inutile.

**MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DU MATÉRIEL D'ARMEMENT
POUR NAVIRE DE CHARGE**

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ DU MATÉRIEL D'ARMEMENT POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement
pour la sécurité des navires de charge (Modèle E)

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER,
telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,
sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par _____
(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs
Port d'immatriculation
Jauge brute
Port en lourd du navire (tonnes métriques)²
Longueur du navire (règle III/3.12)
Numéro OMI³

Type de navire⁴

Vraquier
Pétrolier
Navire-citerne pour produits chimiques
Transporteur de gaz
Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire
se trouvait à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle
des travaux de conversion ou de transformation ou modification
d'une importance majeure ont commencé

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.
² Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.
³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).
⁴ Rayer les mentions inutiles.

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/8 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans concernant la lutte contre l'incendie;
 - 2.2 que les engins de sauvetage et le matériel d'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours étaient conformes aux prescriptions de la Convention;
 - 2.3 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
 - 2.4 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
 - 2.5 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
 - 2.6 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention;
 - 2.7 que le navire a fait/n'a pas fait⁴ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application de la règle II-2/17 / III/38⁴ de la Convention;
 - 2.8 qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour la protection contre l'incendie/les engins et dispositifs de sauvetage⁴ est/n'est pas⁴ joint au présent Certificat.
- 3 Que le navire est exploité conformément à la règle III/26.1.1.1⁵ à l'intérieur des limites de la zone d'exploitation
- 4 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas⁴ été délivré.

Le présent Certificat est valable jusqu'au ⁶ sous réserve des visites annuelles et périodiques prévues à la règle I/8 de la Convention.

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

⁴ Rayer la mention inutile.

⁵ Se reporter aux amendements de 1983 à la Convention SOLAS (MSC.6(48)), applicables aux navires construits le 1er juillet 1986 ou après cette date, mais avant le 1er juillet 1998, dans le cas des embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique à bord.

⁶ Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et le mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

I:\MSC\91\22a1.doc

Visa de prorogation de la validité du Certificat s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent Certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du Certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent Certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du Certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent Certificat, conformément à la règle I/14 e) / I/14 f)⁴ de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

⁴ Rayer la mention inutile.

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 h)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

**MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ RADIOÉLECTRIQUE
POUR NAVIRE DE CHARGE**

CERTIFICAT DE SÉCURITÉ RADIOÉLECTRIQUE POUR NAVIRE DE CHARGE

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement pour la sécurité
radioélectrique des navires de charge (Modèle R)

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER,
telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,
sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par _____
(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire.....
 Numéro ou lettres distinctifs
 Port d'immatriculation.....
 Jauge brute
 Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2)
 Numéro OMI²

Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction du navire se trouvait
à un stade équivalent ou, le cas échéant, date à laquelle des travaux
de conversion ou de transformation ou modification
d'une importance majeure ont commencé

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

² Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions de la règle I/9 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
 - 2.2 que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention.
- 3 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas³ été délivré.

Le présent Certificat est valable jusqu'au⁴ sous réserve des visites périodiques prévues à la règle I/9 de la Convention.

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle
le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

³ Rayer la mention inutile.

⁴ Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et le mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Attestation de visites périodiques

IL EST CERTIFIÉ que, lors d'une visite prescrite par la règle I/9 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite annuelle : _____ Signé : _____
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : _____ Signé : _____
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : _____ Signé : _____
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : _____ Signé : _____
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIÉ que, lors d'une visite périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du Certificat s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent Certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du Certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent Certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du Certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent Certificat, conformément à la règle I/14 e) / I/14 f)³ de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

³ Rayer la mention inutile.

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 h)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

MODÈLE DE CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE DE CHARGE**CERTIFICAT DE SÉCURITÉ POUR NAVIRE DE CHARGE**

Le présent Certificat doit être complété par une fiche d'équipement pour la
sécurité des navires de charge (Modèle C)

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER,
telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,
sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par _____
(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire
Numéro ou lettres distinctifs
Port d'immatriculation
Jauge brute
Port en lourd du navire (tonnes métriques)²
Longueur du navire (règle III/3.12)
Zones océaniques dans lesquelles le navire est autorisé à naviguer (règle IV/2)
Numéro OMI³

Type de navire⁴

Vraquier
Pétrolier
Navire-citerne pour produits chimiques
Transporteur de gaz
Navire de charge autre que ceux énumérés ci-dessus

Date de construction :

Date du contrat de construction
Date à laquelle la quille a été posée ou à laquelle la construction
du navire se trouvait à un stade équivalent
Date de livraison
Date à laquelle des travaux de conversion ou de transformation
ou modification d'une importance majeure ont commencé (le cas échéant)

Toutes les dates applicables doivent être indiquées.

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.
² Seulement pour les pétroliers, les navires-citernes pour produits chimiques et les transporteurs de gaz.
³ Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).
⁴ Rayer les mentions inutiles.

IL EST CERTIFIÉ :

- 1 Que le navire a été visité conformément aux prescriptions des règles I/8, I/9 et I/10 de la Convention.
- 2 Qu'à la suite de cette visite, il a été constaté :
 - 2.1 que l'état de la structure, des machines et du matériel d'armement tels qu'ils sont définis dans la règle I/10 était satisfaisant et que le navire était conforme aux prescriptions pertinentes des chapitres II-1 et II-2 de la Convention (autres que les prescriptions relatives aux systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et aux plans concernant la lutte contre l'incendie);
 - 2.2 que les deux dernières inspections de la face externe du fond du navire ont eu lieu le et le (Dates)
 - 2.3 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les systèmes et dispositifs de protection contre l'incendie et les plans concernant la lutte contre l'incendie;
 - 2.4 que les engins de sauvetage et le matériel d'armement des embarcations de sauvetage, des radeaux de sauvetage et des canots de secours étaient conformes aux prescriptions de la Convention;
 - 2.5 que le navire était pourvu d'un appareil lance-amarre et des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage, conformément aux prescriptions de la Convention;
 - 2.6 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne les installations radioélectriques;
 - 2.7 que le fonctionnement des installations radioélectriques utilisées dans les engins de sauvetage satisfaisait aux prescriptions de la Convention;
 - 2.8 que le navire satisfaisait aux prescriptions de la Convention en ce qui concerne le matériel de navigation de bord, les moyens d'embarquement des pilotes et les publications nautiques;
 - 2.9 que le navire était pourvu de feux, de marques, de moyens de signalisation sonore et de signaux de détresse, conformément aux prescriptions de la Convention et du Règlement international pour prévenir les abordages en mer en vigueur;
 - 2.10 que le navire satisfaisait à tous autres égards aux prescriptions pertinentes de la Convention.
 - 2.11 que le navire a fait/n'a pas fait⁴ l'objet d'autres conceptions et dispositifs en application des règles II-1/55 / II-2/17 / III/38⁴ de la Convention;
 - 2.12 qu'un document d'approbation d'une autre conception ou d'un autre dispositif pour les machines et les installations électriques/la protection contre l'incendie/les engins et dispositifs de sauvetage est/n'est pas⁴ joint au présent Certificat.
- 3 Que le navire est exploité conformément à la règle III/26.1.1.1⁵ à l'intérieur des limites de la zone d'exploitation
- 4 Qu'un Certificat d'exemption a/n'a pas⁴ été délivré.

⁴ Rayer les mentions inutiles.

⁵ Se reporter aux amendements de 1983 à la Convention SOLAS (MSC.6(48)), applicables aux navires construits le 1er juillet 1986 ou après cette date, mais avant le 1er juillet 1998, dans le cas des embarcations de sauvetage partiellement fermées à redressement automatique à bord.

Le présent Certificat est valable jusqu'au⁶ sous réserve des visites annuelles, intermédiaires et périodiques et des inspections de la face externe du fond du navire prévues aux règles I/8, I/9 et I/10 de la Convention.

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle
le présent Certificat est délivré : (jj/mm/aaaa)

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

⁶ Indiquer la date d'expiration fixée par l'Administration conformément à la règle I/14 a) de la Convention. Le jour et le mois correspondent à la date anniversaire telle que définie à la règle I/2 n) de la Convention, sauf si cette dernière date est modifiée en application de la règle I/14 h).

Attestation d'inspections de la face externe du fond du navire⁷

IL EST CERTIFIÉ que, lors d'une inspection prescrite par la règle I/10 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Première inspection : Signé :
 (Signature de l'agent autorisé)
 Lieu :
 Date :
 (Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Seconde inspection : Signé :
 (Signature de l'agent autorisé)
Lieu :
Date :
 (Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Attestation de visites annuelles et périodiques relatives aux engins de sauvetage et autre matériel visés aux sections 2.3, 2.4, 2.5, 2.8 et 2.9 du présent Certificat

IL EST CERTIFIÉ que, lors d'une visite prescrite par la règle I/8 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite annuelle : Signé :
 (Signature de l'agent autorisé)
 Lieu :
 Date :
 (Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/périodique⁴

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle/périodique⁴

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite annuelle : Signé :
 (Signature de l'agent autorisé)
Lieu :
Date :
 (Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

⁴ Rayer la mention inutile.

⁷ Des inspections supplémentaires peuvent être prévues.

Visite annuelle/périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIÉ que, lors d'une visite annuelle/périodique⁴ effectuée conformément aux règles I/8 et I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Attestation de visites périodiques relatives aux installations radioélectriques visées aux sections 2.6 et 2.7 du présent Certificat

IL EST CERTIFIÉ que, lors d'une visite prescrite par la règle I/9 de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Visite périodique : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visite périodique : Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

⁴ Rayer la mention inutile.

Visite périodique effectuée conformément à la règle I/14 h) iii)

IL EST CERTIFIÉ que, lors d'une visite périodique effectuée conformément aux règles I/9 et I/14 h) iii) de la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux prescriptions pertinentes de la Convention.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du Certificat s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent Certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du Certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le navire satisfait aux prescriptions pertinentes de la Convention et le présent Certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du Certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent Certificat, conformément à la règle I/14 e) / I/14 f)⁴ de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa pour l'avancement de la date anniversaire en cas d'application de la règle I/14 h)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle I/14 h) de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

⁴ Rayer la mention inutile.

MODÈLE DE CERTIFICAT D'EXEMPTION

CERTIFICAT D'EXEMPTION

(Cachet officiel)

(État)

Délivré en vertu des dispositions de la
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1974 POUR LA SAUVEGARDE
DE LA VIE HUMAINE EN MER,
telle que modifiée par le Protocole de 1988 y relatif,
sous l'autorité du Gouvernement

(Nom de l'État)

par _____
(Personne ou organisme autorisé)

Caractéristiques du navire¹

Nom du navire.....
Numéro ou lettres distinctifs
Port d'immatriculation.....
Jauge brute
Numéro OMI²

¹ Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

² Conformément au Système de numéros OMI d'identification des navires, que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

IL EST CERTIFIÉ :

Que le navire est exempté, en vertu de la règle de la Convention,
de l'application des prescriptions de de la Convention.

Conditions, s'il en existe, auxquelles le Certificat d'exemption est accordé :

Voyages, le cas échéant, pour lesquels le Certificat d'exemption est accordé :
.....
.....

Le présent Certificat est valable jusqu'au à condition
que le Certificat , auquel est joint le présent Certificat,
reste valable.

Délivré à
(Lieu de délivrance du certificat)

Le
(Date de délivrance) (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité qui délivre le certificat)

Visa de prorogation de la validité du Certificat s'il est valable pour une durée inférieure à cinq ans, en cas d'application de la règle I/14 c)

Le présent Certificat, conformément à la règle I/14 c) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au à condition que le Certificat, auquel est joint le présent Certificat, reste valable.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation du Certificat après achèvement de la visite de renouvellement et en cas d'application de la règle I/14 d)

Le présent Certificat, conformément à la règle I/14 d) de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au à condition que le Certificat, auquel est joint le présent Certificat, reste valable.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Visa de prorogation de la validité du Certificat jusqu'à ce que le navire arrive dans le port de visite ou pour une période de grâce en cas d'application de la règle I/14 e) ou I/14 f)

Le présent Certificat, conformément à la règle I/14 e) / I/14 f)³ de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au à condition que le Certificat, auquel est joint le présent Certificat, reste valable.

Signé :
(Signature de l'agent autorisé)

Lieu :

Date :
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

³ Rayer la mention inutile.

ANNEXE 12**RÉSOLUTION MEPC.225(64)
adoptée le 5 octobre 2012****AMENDEMENTS DE 2012 AU RECUEIL INTERNATIONAL DE RÈGLES RELATIVES
À LA CONSTRUCTION ET À L'ÉQUIPEMENT DES NAVIRES TRANSPORTANT
DES PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX EN VRAC (RECUEIL IBC)**

LE COMITÉ DE LA PROTECTION DU MILIEU MARIN,

RAPPELANT l'article 38 a) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions conférées au Comité de la protection du milieu marin (le Comité) aux termes des conventions internationales visant à prévenir et à combattre la pollution des mers,

RAPPELANT ÉGALEMENT la résolution MEPC.19(22), par laquelle il avait adopté le Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC),

NOTANT l'article 16 de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommée la "Convention de 1973") et l'article VI du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommé le "Protocole de 1978"), lesquels énoncent ensemble la procédure d'amendement du Protocole de 1978 et confèrent à l'organe compétent de l'Organisation la fonction d'examiner et d'adopter des amendements à la Convention de 1973, telle que modifiée par le Protocole de 1978 (MARPOL),

JUGEANT hautement souhaitable que les dispositions du Recueil IBC, qui sont obligatoires en vertu de MARPOL et de la Convention SOLAS de 1974, demeurent identiques,

AYANT EXAMINÉ les propositions d'amendements au Recueil IBC,

1. ADOPTE, conformément aux dispositions des alinéas b), c) et d) de l'article 16 2) de la Convention de 1973, les amendements de 2012 au Recueil IBC dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément à l'article 16 2) f) iii) de la Convention de 1973, les amendements de 2012 seront réputés avoir été acceptés le 1er décembre 2013, à moins que, avant cette date, une objection à ces amendements n'ait été communiquée à l'Organisation par un tiers au moins des Parties ou par des Parties dont les flottes marchandes représentent au total au moins 50 % du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce;
3. INVITE les Parties à noter que, en application de l'article 16 2) g) ii) de la Convention de 1973, les amendements de 2012 entreront en vigueur le 1er juin 2014, après avoir été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de communiquer, conformément à l'article 16 2) e) de la Convention de 1973, à toutes les Parties à MARPOL des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements de 2012 au Recueil IBC qui y est annexé; et

5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de communiquer des copies de la résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties à MARPOL.

ANNEXE

Remplacer le texte actuel des chapitres 17, 18 et 19 du Recueil IBC par ce qui suit :

Chapitre 17

Résumé des prescriptions minimales

Les mélanges de substances liquides nocives qui présentent des risques de pollution uniquement et qui ont été évalués ou classés provisoirement en vertu de la règle 6.3 de l'Annexe II de MARPOL peuvent être transportés conformément aux prescriptions du Recueil applicables à la rubrique appropriée du présent chapitre visant les substances liquides nocives non spécifiées par ailleurs (n.s.a.).

NOTES EXPLICATIVES

Nom du produit (colonne a)	Le nom du produit doit être utilisé dans le document d'expédition pour toute cargaison présentée pour être transportée en vrac. Un nom supplémentaire peut être ajouté entre parenthèses après le nom du produit. Dans certains cas, les noms des produits ne sont pas identiques à ceux qui figurent dans les éditions antérieures du Recueil.
Numéro ONU (colonne b)	Supprimée
Catégorie de pollution (colonne c)	La lettre X, Y ou Z correspond à la catégorie de pollution dans laquelle est classé le produit en application de l'Annexe II de MARPOL.
Risques (colonne d)	"S" signifie que le produit figure dans le Recueil en raison des risques qu'il présente pour la sécurité; "P" signifie que le produit figure dans le Recueil en raison des risques de pollution qu'il présente; et "S/P" signifie que le produit figure dans le Recueil en raison des risques qu'il présente tant sur le plan de la sécurité que sur celui de la pollution.
Type de navire (colonne e)	1 : navire du type 1 (2.1.2.1) 2 : navire du type 2 (2.1.2.2) 3 : navire du type 3 (2.1.2.3)
Type de citerne (colonne f)	1 : citerne indépendante (4.1.1) 2 : citerne intégrale (4.1.2) G : citerne de gravité (4.1.3) P : citerne à pression (4.1.4)
Dégagement des citernes (colonne g)	Cont. : dégagement contrôlé Ouvert : dégagement ouvert
Contrôle de l'atmosphère des citernes (colonne h)	Inert. : mise en atmosphère inerte (9.1.2.1) Isol. : liquide ou gaz (9.1.2.2) Séch. : séchage (9.1.2.3) Vent. : naturelle ou forcée (9.1.2.4) Non : aucune prescription particulière ne s'applique en vertu du présent Recueil

Matériel électrique (colonne i)	Classes de température (i') Groupes (i'') Point d'éclair (i''')	T1 à T6 un "-" signifie qu'aucune prescription ne s'applique un espace vide signifie que l'on ne dispose pas de renseignements IIA, IIB ou IIC : un "-" signifie qu'aucune prescription ne s'applique un espace vide signifie que l'on ne dispose pas de renseignements Oui : point d'éclair supérieur à 60°C (10.1.6) Non : point d'éclair ne dépassant pas 60°C (10.1.6) NF : produit ininflammable (10.1.6)
Dispositif de jaugeage (colonne j)	O : R : C :	type ouvert (13.1.1.1) type à ouverture restreinte (13.1.1.2) type fermé (13.1.1.3)
Détection des vapeurs (colonne k)	F : T : Non :	vapeurs inflammables vapeurs toxiques signifie qu'aucune prescription particulière ne s'applique en vertu du présent Recueil.
Protection contre l'incendie (colonne l)	A : B : C : D : Non :	mousse résistant aux alcools ou mousse à usages multiples mousses ordinaires, comprenant toutes les mousses de type non résistant aux alcools, notamment les mousses fluoroprotéiniques et les mousses formant une pellicule aqueuse (AFFF) pulvérisation d'eau produits chimiques secs aucune prescription particulière ne s'applique en vertu du présent Recueil
Matériaux de construction (colonne m)		Supprimée
Équipement d'urgence (colonne n)	E : Non :	voir 14.3.1 aucune prescription particulière ne s'applique en vertu du présent Recueil.
Prescriptions particulières et liées à l'exploitation (colonne o)		Lorsqu'il est fait expressément référence aux chapitres 15 et/ou 16, ces prescriptions s'ajoutent aux prescriptions indiquées dans les autres colonnes.

Note : La numérotation des pages suivantes est celle de la base de données.

Chapitre 17 du Recueil IBC

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acétate d'amyle (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate de benzyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acétate de butyle (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate de cyclohexyle	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate de l'éther butylique de l'éthylène glycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acétate de l'éther méthylrique de l'éthylène glycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acétate de l'éther méthylrique du propylène glycol	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	
Acétate de l'éther monoalkylique (C ₁ -C ₆) du poly(2-8)alkylène glycol	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acétate de l'éthylène glycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acétate de méthoxy-3 butyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Acétate de méthylamyle	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate de méthyle	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	
Acétate de <i>n</i> -octyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Acétate de <i>n</i> -propyle	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.19.6
Acétate d'éthoxy-2 éthyle	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate d'éthyle	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Acétate de tridécyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Acétate de vinyle	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acétate d'heptyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acétate d'hexyle	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Acétate d'isopropyle	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Acétoacétate de méthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acétoacétate d'éthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acétochlorure	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acétonitrile	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.12, 15.19.6
Acétonitrile (à faible degré de pureté)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Acide acétique	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acide acrylique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.12.4, 15.13, 15.17, 15.19, 16.6.1, 16.2.9
Acide alcanoïque à chaîne longue (C ₁₇₊), sel de cuivre de l'	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide alkaryl(C ₁₆ -C ₆₀) sulfonique à chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide alkyl(C ₁₁ -C ₁₇) benzène sulfonique	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Acide alkyl(C ₁₁ -C ₁₇) benzène sulfonique, sel sodique de l', en solution	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', boratés	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', peu surbasique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', très surbasique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Acide benzénetricarboxylique, ester triéthyle de l'	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Acide butyrique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	A	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6
Acide chloracétique (à 80 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.11.2, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.19, 16.2.9
Acide chlorhydrique	Z	S/P	3	1G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Oui	15.11
Acide chloro-4 méthyl-2 phénoxyacétique, sel de diméthylamine de l', en solution	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Acide chloro-2 ou -3 propionique	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acide chlorosulfonique	Y	S/P	1	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.5, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12, 15.16.2, 15.19
Acide citrique (à 70 % ou moins)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acide crésylique, déphénolisé	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Acide crésylique, sel sodique de l', en solution	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide décanoïque	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Acide dichloro-2,4 phénoxyacétique, sel de diéthanolamine de l', en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide dichloro-2,4 phénoxyacétique, sel de diméthylamine de l', en solution (à 70 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide dichloro-2,4 phénoxyacétique, sel de triisopropanolamine de l', en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide dichloro-2,2 propionique	Y	S/P	3	2G	Cont	Séch.			Oui	R	Non	A	Non	15.11.2, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6, 16.2.9
Acide diéthylèneetriaminopentacétique, sel pentasodique de l', en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Acide di-(2-éthylhexyl)phosphorique	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6
Acide diméthyl-octanoïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.6, 16.2.9
Acide ester alkylsulfonique de phénol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Acide éthyl-2 hexanoïque	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Acide éthylène-diaminotétracétique, sel tétrasodique de l', en solution	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acide fluorosilicique (20-30 %) en solution aqueuse	Y	S/P	3	1G	Cont	Non	-	-	NF	R	T	Non	Oui	15.11, 15.19.6
Acide formique (85 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T(g)	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Acide formique (plus de 85%)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	FT(g)	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acide glycolique en solution (à 70% ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide glycoxylique en solution (à 50% ou moins)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ACD	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6, 16.2.9, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Acide gras (saturé, C ₁₃₊)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide gras de palme, distillat de l'	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide gras de palmiste, distillat de l'	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide gras de suif	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide gras de tallol (acides résineux moins de 20 %)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6
Acide gras d'huile de coco	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide hexanoïque	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Acide n-heptanoïque	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Acide N-(hydroxyéthyl) éthylènediamine triacétique, sel trisodique de l', en solution	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acide hydroxy-2 (méthylthio)-4 butanoïque	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acide lactique	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acide laurique	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide lignosulfonique, sel sodique de l', en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Acide méthacrylique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.13, 16.6.1, 15.19.6, 16.2.9
Acide néodécanoïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Acide nitriloacétique, sel trisodique de l', en solution	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Acide naphthalénosulfonique - copolymère de formaldéhyde, sel sodique de l', en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Acide nitrique (à moins de 70 %)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Oui	15.11, 15.19
Acide nitrique (à 70 % et au-dessus)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.11, 15.19
Acide nonanoïque (tous isomères)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide octanoïque (tous isomères)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Acide oléïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Acide pentanoïque	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acide <i>n</i> -pentanoïque (à 64 %)/acide méthyl-2 butyrique (à 36 %) en mélange	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	T2		Oui	C	Non	AD	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.19
Acide phosphorique	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.11.1, 15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 16.2.9
Acide polyacrylique en solution (à 40 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AC	Non	
Acide polyhydroxy alcénoïque, ester borique de l'	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6
Acide propionique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6
Acides gras (C ₈ -C ₁₀)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Acides gras (C ₁₂₊)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acides gras (C ₁₆₊)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Acides gras végétaux, distillats d' (m)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide lignosulfonique, sel de magnésium de l', en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AC	Non	
Acide sulfonitrique (mélange d'acide nitrique et d'acide sulfurique)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.11, 15.16.2, 15.17, 15.19
Acide sulfurique	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.11, 15.16.2, 15.19.6
Acide sulfurique résiduaire	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.11, 15.16.2, 15.19.6
Acide tridécanoïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide triméthylacétique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	A	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.5, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Acide undécanoïque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.6, 16.2.9
Acrylamide en solution (à 50 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.12.3, 15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.2.9
Acrylate de butyle (tous isomères)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Acrylate de décyle	X	S/P	1	2G	Ouvert	Non	T3	IIA	Oui	O	Non	ACD	Non	15.13, 15.19, 16.6.1, 16.6.2
Acrylate de méthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acrylate d'éthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acrylate d'éthyl-2 hexyle	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T3	IIB	Oui	O	Non	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acrylate d'hydroxy-2 éthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Acrylonitrile	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Adduct d'anhydride polyisobutényle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Adipate de di-(éthyl-2 hexyle)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Adipate de diisononyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Adipate de di- <i>n</i> -hexyle	X	P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19
Adipate de diméthyle	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Adipate de ditridécyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Adipate d'hexaméthylènediamine (à 50 % dans de l'eau)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Adipate d'octyle et de décyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Adiponitrile	Z	S/P	3	2G	Cont	Non		IIB	Oui	R	T	A	Non	16.2.9
Alachlore technique (à 90 % ou plus)	X	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AC	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcanes (C ₆ -C ₉)	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcanes(C ₁₀ -C ₂₆), linéaires et ramifiés, (point d'éclair >60°C)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6
<i>n</i> -Alcanes(C ₁₀₊)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcool allylique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Alcool alpha-méthylbenzylique brut avec acétophénone (15% ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 16.2.6, 16.2.9
Alcool <i>n</i> -amylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool sec-amylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool <i>tert</i> -amylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	
Alcool amylique primaire	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool benzylique	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Alcool <i>tert</i> -butylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Alcool (C ₉ -C ₁₁) poly (2,5-9)éthoxylé	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcool décylque (tous isomères)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9(e)
Alcool décylque/dodécylque/tétradécylque en mélange	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Alcool dodécylque	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcool furfurylique	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Alcool isoamylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool isobutylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Alcool méthylamylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcool méthylque	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcool nonylique (tous isomères)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Alcool n-propylique	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alcool undécylque	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₃₊)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₂ -C ₁₆) poly (1-6)éthoxylés	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₂ -C ₁₆) poly (7-19)éthoxylés	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₂ -C ₁₆) poly (20+)éthoxylés	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Alcools (C ₁₂₊) primaires, linéaires	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alcools (C ₈ -C ₁₁) primaires, linéaires et essentiellement linéaires	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₂ -C ₁₃) primaires, linéaires et essentiellement linéaires	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alcools (C ₁₄ -C ₁₈) primaires, linéaires et essentiellement linéaires	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Alcools (C ₆ -C ₁₇) (secondaires) poly(3-6)éthoxylés	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alcools (C ₆ -C ₁₇) (secondaires) poly(7-12)éthoxylés	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Aldéhyde glutarique en solutions (à 50 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6
Aldéhyde propionique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T4	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.17, 15.19.6
Aldéhydes octyliques	Y	P	2	2G	Cont	Non	-	-	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkaryldithiophosphate (C ₇ -C ₁₆) de zinc	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Alkarylphosphate en mélange (à plus de 40 % de phosphate tolylique de diphenyle, moins de 0,02 % d'isomères <i>ortho</i>)	X	S/P	1	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19
Alkarylpolyséthers (C ₉ -C ₂₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Alkarylsulfonate de baryum (C ₁₁ -C ₅₀), chaîne longue	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.12.3, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Alkarylsulfonate de calcium (C ₁₁ -C ₅₀), chaîne longue	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Alkarylsulfonate de magnésium (C ₁₁ -C ₅₀), chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkényl(C ₁₁₊)amide	X	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkylats aviation (paraffines C ₈ et isoparaffines (point d'ébullition entre 95 et 120°C))	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	B	Non	15.19.6
Alkylbenzène, alkylindane, alkylindène en mélanges (chacun : C ₁₂ -C ₁₇)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Alkylbenzène en mélanges (contenant au moins 50 % de toluène)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Alkylbenzène, distillats de fond	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Alkyl(C ₃ -C ₄) benzènes	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Alkyl(C ₅ -C ₈) benzènes	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Alkyl(C ₉₊) benzènes	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Alkyl(C ₁₂₊)diméthylamine	X	S/P	1	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	BCD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Alkylidithiocarbamate (C ₁₉ -C ₃₅)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkylidithiophosphate (C ₃ -C ₁₄) de zinc	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Alkylidithiothiazole (C ₆ -C ₂₄)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Alkyl(C ₇ -C ₉)nitrates	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkylalkylamine (C ₁₆₊) éthoxylé, chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	
Alkylphénate chaîne longue/sulfure de phénol en mélange	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkylphénate (C ₅ -C ₁₀) de calcium, chaîne longue	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Alkylphénate (C ₁₁ -C ₄₀) de calcium, chaîne longue	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Alkyl(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄) : (à 40 % ou moins/à 60 % ou plus) polyglucoside en solution (à 55 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Alkyl(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄): (à 60 % ou plus/à 40 % ou moins) polyglucoside en solution (à 55 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	16.2.6, 16.2.9
Alkyl(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄): (à 50 %/50 %) polyglucoside en solution (à 55 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	16.2.6, 16.2.9
Alkyl(C ₁₂ -C ₁₄) polyglucoside en solution (à 55 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkyl(C ₈ -C ₁₀) polyglucoside en solution (à 65 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	16.2.6
Alkyl(C ₁₈ +toluènes	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkylsalicylate (C ₁₀ -C ₂₈) de calcium	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Alkylsalicylate (C ₁₈ -C ₂₈) de calcium, chaîne longue	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Alkylsalicylate (C ₁₃₊) de calcium, chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Alkylsalicylate (C ₁₁₊) de magnésium, chaîne longue	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Alkylsulfonates (C ₁₄ -C ₁₇) de sodium (en solution à 60-65 %)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Amine de suif éthoxylé (> 95 %)	X	S/P	2	2G	Cont	Inert.	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Amine phénolique de polyoléfine (C ₂₈ -C ₂₅₀) (Amino-2 éthoxy)-2 éthanol	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Aminoester de polyoléfine, sels de l' (poids moléculaire 2000+)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6
Aminoester de polyoléfine, sels de l' (poids moléculaire 2000+)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Aminoéthyl-diéthanolamine, Aminoéthyl-diéthanolamine en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Aminoéthyl-diéthanolamine	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T2	IIA	Oui	O	Non	A	Non	
N-Aminoéthylpipérazine	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
2-Amino-2-méthyl-1-propanol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Ammoniac en solution aqueuse (à 28 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	ABC	Oui	
Anhydride acétique	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Anhydride alkényle (C ₁₆ -C ₂₀) succinique	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	C	T	Non	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Anhydride de polyoléfine	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Anhydride maléique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	AC(f)	Non	16.2.9
Anhydride phtalique (fondu)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	Non	AD	Non	16.2.6, 16.2.9, 15.19.6
Anhydride propionique	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	T	A	Non	
Aniline	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.17, 15.19
Arylpolyoléfines (C ₁₁ -C ₅₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Benzène et mélanges dont la teneur en benzène est égale ou supérieure à 10 % (i)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	AB	Non	15.12.1, 15.17, 15.19.6, 16.2.9
Benzoate de sodium	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Beurre de cacao	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Beurre de karité	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Borate de polyoléfinamide alkène-amine (C ₂₈ -C ₂₅₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Borohydrure de sodium (à 15 % ou moins)/hydroxyde de sodium en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Boue d'aluminosilicate de sodium	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Boue de carbonate de calcium	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Boue de dioxyde de titane	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Boue d'hydroxyde de calcium	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Bromochlorométhane	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	
Bromure de sodium en solution (moins de 50 %)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	R	Non	Non	Non	15.19.6
(*)														
Butène, oligomère du	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Butylamine (tous isomères)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19.6
Butylbenzène (tous isomères)	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Butylène-glycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Butyraldéhyde (tous isomères)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Butyrate de butyle (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Butyrate de méthyle	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Butyrate d'éthyle	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
gamma-Butyrolactone	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
epsilon-Caprolactame (fondu ou en solutions aqueuses)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Carbonate de sodium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Carboxamide de zinc alkényle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Chlorate de sodium en solution (à 50 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.9, 15.19.6, 16.2.9
Chlorhydrique d'éthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	AD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Chlorhydriques (brutes)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	F-T	A	Non	15.12, 15.19
Chlorobenzène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6
Chloroforme	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Oui	15.12, 15.19.6
o-Chloronitrobenzène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	ABD	Non	5.12, 15.17, 15.18, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
1-(Chlorophényl-4) diméthyl-4,4 pentane-3-un	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	ABD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
m-Chlorotoluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6
o-Chlorotoluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6
p-Chlorotoluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Chlorotoluènes (mélanges d'isomères)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AB	Non	15.19.6
Chlorure d'allyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Chlorure d'aluminium en solution (moins de 25 %)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	
Chlorure d'aluminium/chlorure d'hydrogène en solution	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	NF	C	T	Non	Oui	15.11, 15.12, 15.17, 15.19
Chlorure de benzène-sulfonyle	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Chlorure de benzyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	AB	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Chlorure de choline en solutions	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Chlorure de fer III en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.11, 15.19.6, 16.2.9
Chlorure de magnésium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Chlorure de potassium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Chlorure de vinylidène	Y	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T2	IIA	Non	R	F-T	B	Oui	15.13, 15.14, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Cires	Z	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Colophane	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Complexe polysulfure de molybdène, dithiocarbamide d'alkyle, chaîne longue	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Composés aromatiques polycycliques (C ₂₊)	X	P	1	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	AD	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9
Copolymère d'acrylate d'alkyle-vinylpyridine dans du toluène	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Copolymère acrylonitrile – styrène en dispersion dans du polyol de polyéther	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Copolymère de l'acide méthacrylique - alkoxypoly (oxyde d'alkylène) méthacrylate, sel sodique du, en solution aqueuse (à 45 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	AC	Non	16.2.9
Copolymère de polyalkyl (C ₁₀ -C ₁₈) méthacrylate et de l'éthylénepropylène en mélange	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Copolymère d'ester alkyle (C ₄ -C ₂₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Copolymère d'éthylène et d'acétate de vinyle (en émulsion)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Copolymère oléfine-ester alkylique (poids moléculaire 2000+)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Corps gras sulfuré (C ₁₄ -C ₂₀)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Créosote (goudron de houille)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	T	AD	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Crésols (tous isomères)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	T1	IIA	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Crotonaldéhyde	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19.6
Cyanhydrine d'acétone	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	A	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.18, 15.19, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Cyanhydrine d'éthylène	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non		IIB	Oui	O	Non	A	Non	
1,5,9-Cyclododécatriène	X	S/P	1	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.13, 15.19, 16.6.1, 16.6.2
Cycloheptane	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Cyclohexane	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Cyclohexanol	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Cyclohexanone	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Cyclohexanone, cyclohexanol en mélange	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	F-T	A	Non	
Cyclohexylamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	AC	Non	15.19.6
Cyclopentadiène-1,3, dimère du (fondu)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T1	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Cyclopentane	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Cyclopentène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
p-Cymène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Décahydronaphtalène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.19.6
Décène	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Déchets chimiques liquides	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.19.6, 20.5.1
Diacétate de l'éthylèneglycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Diacétone-alcool	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	
Dialkyl(C ₈ -C ₉)diphénylaminés	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Dialkyl(C ₇ -C ₁₃)phthalates	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Dialkyl(C ₉ -C ₁₀)phthalates	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Dibromométhane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12.3, 15.19
Dibromure d'éthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.12, 15.19.6, 16.2.9
Dibutylamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	ACD	Non	15.19.6
2,6-Di- <i>tert</i> -butylphénol	X	P	1	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABCD	Non	15.19.6, 16.2.9
Dichlorobenzène (tous isomères)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	T	ABD	Non	15.19.6
Dichloro-3,4 butène-1	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	ABC	Oui	15.12.3, 15.17, 15.19.6
Dichloro-1,1 éthane	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.19.6
Dichloro-1,6 hexane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	T	AB	Non	15.19.6
Dichlorométhane	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	T	Non	Non	15.19.6
Dichloro-2,4 phénol	Y	S/P	2	2G	Cont	Séch.			Oui	R	T	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Dichloro-1,1 propane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AB	Non	15.12, 15.19.6
Dichloro-1,2 propane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.12, 15.19.6
Dichloro-1,3 propène	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	AB	Oui	15.12, 15.17, 15.18, 15.19
Dichloropropène/dichloropropane en mélanges	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	ABD	Oui	15.12, 15.17, 15.18, 15.19
Dichlorure d'éthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19
Dichromate de sodium en solution (à 70 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.12.3, 15.19
Dicyclopentadiène, qualité résine, 81-89 %	Y	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T2	IIB	Non	C	FT	ABC	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Diéthanamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T1	IIA	Oui	O	Non	A	Non	16.2.6, 16.2.9
Diéthylamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.12, 15.19.6
Diéthyl-2,6 aniline	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	BCD	Non	15.9.6, 16.2.9
Diéthylaminoéthanol	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AC	Non	15.19.6
Diéthylbenzène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Diéthylènetriamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	T2	IIA	Oui	O	Non	A	Non	
Diisobutylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	ACD	Non	15.12.3, 15.19.6
Diisobutylcétone	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Diisobutylène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Diisobutyrate de triméthyl-2,2,4 pentanediol-1,3	Z	P	3	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Diisocyanate de diphenylméthane	Y	S/P	2	2G	Cont	Séch.	-	-	Oui (a)	C	T (a)	ABC (b) D	Non	15.12, 15.16.2, 15.17, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Diisocyanate de toluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Séch.	T1	IIA	Oui	C	F-T	AC(b) D	Oui	15.12, 15.16.2, 15.17, 15.19, 16.2.9
Diisocyanate d'hexaméthylène	Y	S/P	2	1G	Cont	Séch.	T1	IIB	Oui	C	T	AC(b) D	Oui	15.12, 15.17, 15.16.2, 15.18, 15.19
Diisocyanate d'isophorone	X	S/P	2	2G	Cont	Séch.			Oui	C	T	ABD	Non	15.12, 15.16.2, 15.17, 15.19.6
Diisopropanolamine	Z	S/P	3	2G	Ouvvert	Non	T2	IIA	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Diisopropylamine	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.19
Diisopropylnaphtalène	Y	S/P	2	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Diisopropylbenzène (tous isomères)	X	P	2	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
N,N-Diméthylacétamide	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ACD	Non	15.12, 15.17
N,N-Diméthylacétamide en solution (à 40 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	B	Non	15.12.1, 15.17
Diméthylamine en solution (à 45 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	ACD	Non	15.12, 15.19.6
Diméthylamine en solution (supérieure à 45 % mais pas supérieure à 55 %)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	ACD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Diméthylamine en solution (supérieure à 55 % mais pas supérieure à 65 %)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	ACD	Oui	15.12, 15.14, 15.17, 15.19
N,N-Diméthylcyclohexylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
N,N-Diméthyl-dodécylamine	X	S/P	1	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	B	Non	15.19
Diméthyléthanolamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.19.6
Diméthylformamide	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.19.6
Diméthylpolysiloxane	Y	P	3	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Diméthyl-2,2 propanediol-1,3 (fondu ou en solution)	Z	P	3	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Dinitrotoluène (fondu)	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.17, 15.19, 15.21, 16.2.6, 16.2.9, 16.6.4
Dioxane-1,4	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	A	Non	15.12, 15.19, 16.2.9
Dioxyde de décylotétrahydrothiophène	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Dipentène	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Diphénylamine (fondue)	Y	P	2	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Diphénylamine, alkylées	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Diphényle	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	B	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Diphényle/éther diphénylique en mélange	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	B	Non	15.19.6, 16.2.9
Di- <i>n</i> -propylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.12.3, 15.19.6
Dipropylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Dipropylthiocarbamate de S-éthyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Disulfonate d'éther de dodécyle et de diphényle en solution	X	S/P	2	2G	Ouv	Non			NF	O	Non	A	Non	15.19.6
Disulfure de carbone	Y	S/P	2	1G	Cont	Isol. + Inert.	T6	IIC	Non	C	F-T	C	Oui	15.3, 15.12, 15.19
Disulfure de diméthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	B	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
<i>tert</i> -Dodécane	X	S/P	1	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABD	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Dodécane (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.19.6
Dodécène (tous isomères)	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Dodécylamine/tétradécylamine, en mélange	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Dodécylbenzène	Z	P	3	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	
Dodécylphénol	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Dodécylxylène	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Épichlorhydrine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Essence de pyrolyse	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	C	F-T	AB	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Ester de dithiocarbamate (C ₇ -C ₃₅)	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Ester de polyoléfine (C ₂₈ -C ₂₅₀)	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Ester éthyl-2 hexylique, essentiellement linéaire (C ₆ -C ₁₈), d'acides gras	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Ester glycidyle de l'acide trialkylacétique C ₁₀	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Ester glycidyle de l'acide trialkylacétique C ₁₀	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Ester méthylique de l'acide gras d'huile de coco	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Ester méthylique de l'acide gras d'huile de colza	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Ester méthylique de l'acide gras d'huile de palme	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Esters de phosphate, alkyl(C ₁₂ -C ₁₄) amine	Y	P	2	2G	Cont	Non	T4	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Esters méthyliques d'acide gras (m)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Éthanolamine	Y	S/P	3	2G	Ouv	Non	T2	IIA	Oui	O	F-T	A	Non	16.2.9
Éther- <i>n</i> -butylique	Y	S/P	3	2G	Cont	Inert.	T4	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.4.6, 15.12, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Éther de diéthylène glycol et de dibutyle	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Éther de diéthylène glycol et de diéthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Éther de polyéthylène glycol et de diméthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Éther dichloréthylrique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Éther dichloro-2,2 isopropylique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	ACD	Non	15.12, 15.17, 15.19
Éther diéthylrique	Z	S/P	2	1G	Cont	Inert.	T4	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.4, 15.14, 15.19
Éther diglycidylrique du bisphénol A	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Éther diglycidylrique du bisphénol F	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Éther diphénylique	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éther diphénylique/éther de diphényle et de phénylène en mélange	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éther éthyl- <i>tert</i> -butylique	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Éther éthylvinylrique	Z	S/P	2	1G	Cont	Inert.	T3	IIB	Non	C	F-T	A	Oui	15.4, 15.13, 15.14, 15.19, 16.6.1, 16.6.2
Éther isopropylique	Y	S/P	3	2G	Cont	Inert.	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.4.6, 15.13.3, 15.19.6
Éther méthylbutylique du poly(éthylène glycol) (MM>1000)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AC	Non	16.2.9
Éther méthylrique <i>tert</i> -amylique	X	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Éther méthyl- <i>tert</i> -butylique	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Éther monoalkylique (C ₁ -C ₆) du poly(2-8)alkylène glycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Éther monoalkylique du propylène glycol	Z	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Éthers monoalkyriques de l'éthylène glycol	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éther phénylique de l'éthylène glycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	16.2.9
Éther phénylique de l'éthylène glycol/Éther phénylique du diéthylène glycol en mélange	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	16.2.9
Éther phénylique du propylène glycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Éthoxy-3 propionate d'éthyle	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19.6
Éthoxylate d'alkyl (C12-C16) propoxyamine	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	AC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Éthylamine	Y	S/P	2	1G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	CD	Oui	15.12, 15.14, 15.19.6
Éthylamine en solutions (à 72 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	AC	Oui	15.12, 15.14, 15.19, 15.19
Éthylamylcétone	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Éthylbenzène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Éthylcyclohexane	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
N-Éthylcyclohexylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Éthylènediamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éthylèneglycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Éthyl-2 hexylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.12, 15.19.6
2-Éthyl-2-(hydroxyméthyl) propanediol-1,3, ester de l', C ₈ -C ₁₀	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
N-Éthylméthylallylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	C	F	AC	Oui	15.12.3, 15.17, 15.19
Éthyl-2 propyl-3 acroléine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Éthyltoluène	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Formaldéhyde en solutions (à 45 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Oui	15.19.6, 16.2.9
Formamide	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Formiate de césium en solution (*)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	15.19.6
Formiate de méthyle	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	A	Oui	15.12, 15.14, 15.19
Formiate d'isobutyle	Z	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	AB	Non	
Furfural	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Glucitol/glycérol en mélange (contenant moins de 10 % d'amines)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Glutarate de diméthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Glycérol propoxylé	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Glycérol propoxylé et éthoxylé	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	
Glycérol/sucrose en mélange propoxylé et éthoxylé	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	
Glycine, sel sodique de la, en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Glyoxal en solution (à 40 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Glyphosate en solution (ne contenant pas de tensioactif)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Goudron de houille	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Heptane (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Heptanol (tous isomères) (d)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Heptène (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Hexadécylnaphtalène-1/(hexadécyl) naphtalène-1,4-bis en mélange	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Hexaméthylènediamine en solution	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Hexaméthylènediamine (fondue)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	C	Oui	15.12, 15.17, 15.18, 15.19.6, 16.2.9
Hexaméthylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Hexaméthylèneimine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	AC	Non	15.19.6
Hexane (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
1,6-Hexanediol, distillats de tête	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Hexanol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Hexène (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Homopolymère de 2-propène-1-aminium, N,N-diméthyl-N-2-chlorure de propényle (en solution aqueuse)	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	15.19.6
Huile acide de palme	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile acide de palmiste	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile carbolique	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	F-T	A	Non	15.12, 15.19.6, 16.2.9
Huile d'arachide	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de bois de Chine	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de carthame	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de coco	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de colza	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de coque de cajou (non traitée)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de graine de cotonnier	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de graine de tournesol	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de jatropha	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Huile de lin	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de maïs	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de noyau de mangue	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de palme	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de palme, fraction moyenne	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de palme, qualité industrielle comestible	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	Non	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de palmiste	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de pin	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.6, 16.2.9
Huile de poisson	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a **c** **d** **e** **f** **g** **h** **i'** **i''** **i'''** **j** **k** **l** **n** **o**

Huile de résine distillée	Y	S/P	2	S	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Huile de ricin	Y	P	2(k)	S	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.9.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de soja	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile de son de riz	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile d'illipé	Y	P	2(k)	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huile d'olive	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Huiles végétales acides (m)	Y	S/P	2	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Hydrocarbures aliphatiques oxygénés en mélange	Z	S/P	3	2G	Ouvr	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	
Hydrogénophosphate d'ammonium en solution	Z	P	3	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Hydrogénophosphite de diméthyle	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AD	Non	15.12.1, 15.19.6
Hydrogénophosphonate de dibutyle	Y	P	3	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Hydrogénosulfite de sodium en solution (à 45 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Ouvr	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Hydrogénosulfure de sodium en solution (à 45 % ou moins)	Z	S/P	3	2G	Cont	Vent. ou isol. (gaz)			NF	R	T	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Hydrogénosulfure de sodium/sulfure d'ammonium en solution	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.14, 15.17, 15.19, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Hydroxyde de potassium, en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvr	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6
Hydroxyde de sodium en solution	Y	S/P	3	2G	Ouvr	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.6, 16.2.9
Hypochlorite de calcium en solution (à 15 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	Non	Non	Non	15.19.6
Hypochlorite de calcium en solution (à plus de 15 %)	X	S/P	1	2G	Cont	Non			NF	R	Non	Non	Non	15.19, 16.2.9
Hypochlorite de sodium en solution (à 15 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	-	R	Non	Non	Non	15.19.6
Isobutyrate de triméthyl-2,2,4 pentanediol-1,3	Y	P	2	2G	Ouvr	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Isophorone	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	A	Non	
Isophoronediamine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	16.2.9
Iso- et cyclo-alcanes (C ₁₀ -C ₁₁)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Iso- et cyclo-alcanes (C ₁₂₊)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Isoprène	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F	B	Non	15.13, 15.14, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Isopropanolamine	Y	S/P	3	2G	Ouvvert	Non	T2	IIA	Oui	O	F-T	A	Non	16.2.9, 15.19.6, 16.2.6
Isopropylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	CD	Oui	15.12, 15.14, 15.19
Isopropylamine en solution (à 70 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	CD	Oui	15.12, 15.19.6, 16.2.9
Isopropylcyclohexane	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Lactonitrile en solution (à 80 % ou moins)	Y	S/P	2	1G	Cont	Non			Oui	C	T	ACD	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.18, 15.19, 16.6.2, 16.6.1, 16.6.3
Latex, ammoniac (1 % ou moins)-inhibé	Y	S/P	3	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Latex : copolymère carboxylé de styrène-butadiène; caoutchouc de styrène-butadiène	Z	P	3	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Lignine de bois avec acétate/oxalate de sodium	Z	S/P	3	2G	Ouvvert	Non	-	-	NF	O	Non	Non	Non	
Lignosulfonate d'ammonium en solutions	Z	P	3	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Lignosulfonate de calcium en solutions	Z	P	3	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
L-Lysine en solution (60 % ou moins)	Z	P	3	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Mélange d'acide formique (contenant au plus 18 % d'acide propionique et au plus 25 % de formiate de sodium)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T(g)	AC	Non	15.11.2, 15.11.3, 15.11.4, 15.11.6, 15.11.7, 15.11.8, 15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Mélange de base pour liquide de frein : Poly(2-8)alkylène(C ₂ -C ₃) glycols/éthers monoalkylés(C ₁ -C ₄) des polyalkylène(C ₂ -C ₁₀) glycols et les dérivés estérifiés de l'acide borique	Z	P	3	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Mélange d'huiles acides issu du raffinage d'huiles de graines de soja, de maïs et de tournesol	Y	S/P	2	S G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Mélanges antidétonants pour carburants (contenant des dérivés alkylés du plomb)	X	S/P	1	1G	Cont	Non	T4	IIA	Non	C	F-T	AC	Oui	15.6, 15.12, 15.18, 15.19
Mélanges de biocarburants composés de diesel/gasoil et d'alcanes (C ₁₀ -C ₂₆), linéaires et ramifiés ayant un point d'éclair >60°C (>25 % mais <99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Mélanges de biocarburants composés de diesel/gasoil et d'alcanes (C ₁₀ -C ₂₆), linéaires et ramifiés ayant un point d'éclair 60°C (>25 % mais <99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	FT	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Mélanges de biocarburants composés de diesel et d'esters méthyliques d'acides gras (> 25 % mais < 99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Mélanges de biocarburants composés de diesel et d'huile végétale (> 25 % mais < 99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Mélanges de biocarburants composés d'essence et d'alcool éthylique (> 25 % mais < 99 % en volume)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	FT	AC	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Mercaptobenzothiazol, sel sodique du, en solution	X	S/P	2	2G	Ouvert	Non		NF	O	Non	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Métam-sodium en solution	X	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	NF	C	T	Non	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Méthacrylate de butyle	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylate de butyle/décyle/cétyle/eicosyle en mélange	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	AD	Non	15.13, 16.6.1, 16.6.2, 15.19.6
Méthacrylate de cétyle/eicosyle en mélange	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.13, 16.6.1, 16.6.2, 15.19.6, 16.2.9
Méthacrylate de dodécyle	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.13
Méthacrylate de dodécyle/octadécyle (en mélange)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.2.6, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylate de dodécyle/pentadécyle en mélange	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.13, 16.6.1, 16.6.2, 15.19.6
Méthacrylate de méthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	A	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylate de nonyle monomère	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Méthacrylate d'éthyle	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylate d'isobutyle	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.12, 15.13, 15.17, 16.6.1, 16.6.2
Méthacrylonitrile	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Méthoxy-3 butanol-1	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	
N-(2-Méthoxy-1 méthyléthyl)-2 éthyl-6 méthylchloroacétanilide	X	P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Méthylamine en solutions (à 42 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	C	F-T	ACD	Oui	15.12, 15.17, 15.19

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Méthylamylcétone	Z	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
N-Méthylaniline	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	ABC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6
Méthylate de sodium en solution 21-30 % dans le méthanol	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	FT	AC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6 (seulement si > 28 %), 16.2.9
Méthylbuténol	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Méthylbutylcétone	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.19.6
Méthylbutynol	Z	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	
Méthylcyclohexane	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Méthylcyclopentadiène, dimère du	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	B	Non	15.19.6
Méthylcyclopentadienyl manganèse tricarboxyl	X	S/P	1	1G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABCD	Oui	15.12, 15.18, 15.19, 16.2.9
Méthyl-diéthanolamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.6
Méthyl-2 éthyl-6 aniline	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	
Méthyléthylcétone	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	
Méthyl-2 éthyl-5 pyridine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non		IIA	Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6
Méthyl-2 glutaronitrile avec 2-éthyl-succinonitrile (12 % ou moins)	Z	S	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Méthyl-2 hydroxy-2 butyne-3	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	ABD	Non	15.19.6, 16.2.9
Méthylisobutylcétone	Z	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	
Méthyl-3 méthoxy-3 butanol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Méthyl-2 propane-1,3 diol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	
Méthyl-naphtalène (fondu)	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	Non	AD	Non	15.19.6
Méthyl-2 pyridine	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F	A	Non	15.12.3, 15.19.6
Méthyl-3 pyridine	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F	AC	Non	15.12.3, 15.19
Méthyl-4 pyridine	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	C	F-T	A	Non	15.12.3, 15.19, 16.2.9
N-Méthyl-2 pyrrolidone	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
alpha-Méthylstyrène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIB	Non	R	F-T	AD(j)	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
3-(Méthylthio)propionaldéhyde	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	C	F-T	B, C	Oui	15.12, 15.17, 15.19
Monooléate de glycérol	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Monooléate de sorbitan poly(20)oxyéthyléné	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Morpholine	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Myrcène	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Naphtalène (fondu)	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	Non	AD	Non	15.19.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Naphta-solvant de goudron de houille	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Néodécanoate de vinyle	Y	S/P	2	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Nitrate d'ammonium en solution (à 93 % ou moins)	Z	S/P	2	1G	Ouvvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.2, 15.11.4, 15.11.6, 15.18, 15.19.6, 16.2.9
Nitrate de calcium/Nitrate de magnésium/Chlorure de potassium en solution	Z	P	3	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Nitrate de fer III/acide nitrique en solution	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Oui	15.11, 15.19
Nitrite de sodium en solution	Y	S/P	2	2G	Ouvvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.12.3.1, 15.12.3.2, 15.19, 16.2.9
Nitrobenzène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	AD	Non	15.12, 15.17, 15.18, 15.19, 16.2.9
Nitroéthane	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A(f)	Non	15.19.6, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.4
Nitroéthane (à 80 %)/nitropropane (à 20 %)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A(f)	Non	15.19.6, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Nitroéthane, nitro-1 propane (15 % de chaque ou plus), en mélange	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
o-Nitrophénol (fondu)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	AD	Non	15.12, 15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Nitro-1 ou -2 propane	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Nitropropane (à 60 %)/nitroéthane (à 40 %) en mélange	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F-T	A(f)	Non	15.19.6
o- ou p- Nitrotoluènes	Y	S/P	2	2G	Cont	Non		IIB	Oui	C	T	AB	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Nonane (tous isomères)	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	BC	Non	15.19.6
Nonène (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Nonylphénol	X	P	1	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9
Nonylphénol poly(4+)éthoxylate	Y	P	2	2G	Ouvvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Norborène d'éthylidène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	AD	Non	15.12.1, 15.19.6
Octaméthylcyclotétrasiloxane	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	AC	Non	15.19.6, 16.2.9
Octane (tous isomères)	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Octanol (tous isomères)	Y	P	2	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Octène (tous isomères)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Oléate de potassium	Y	P	2	2G	Ouvvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Oléfine (C ₅ -C ₇) en mélanges	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Oléfine (C ₅ -C ₁₅) en mélanges	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Oléfine en mélanges (C ₇ -C ₉) riche en C ₈ , stabilisée	X	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F	ABC	Non	15.13, 15.19.6
Oléfines (C ₁₃₊ , tous isomères)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
<i>alpha</i> -Oléfines (C ₆ -C ₁₈) en mélanges	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Oléine de palme	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Oléine de palmiste	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Oléum	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.11.2 à 15.11.8, 15.12.1, 15.16.2, 15.17, 15.19, 16.2.6
Oléylamine	X	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	R	T	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Oxyde de butylène-1,2	Y	S/P	3	2G	Cont	Inert.	T2	IIB	Non	R	F	AC	Non	15.8.1 à 15.8.7, 15.8.12, 15.8.13, 15.8.16, 15.8.17, 15.8.18, 15.8.19, 15.8.21, 15.8.25, 15.8.27, 15.8.29, 15.19.6
Oxyde de mésitylène	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Oxyde de propylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T2	IIB	Non	C	F-T	AC	Non	15.8, 15.12.1, 15.14, 15.19
Oxyde d'éthylène et oxyde de propylène en mélanges contenant au plus 30 % (masse) d'oxyde d'éthylène	Y	S/P	2	1G	Cont	Inert.	T2	IIB	Non	C	F-T	AC	Non	15.8, 15.12, 15.14, 15.19
Paraffine	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Paraffines chlorées (C ₁₀ -C ₁₃)	X	P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Paraffines chlorées (C ₁₄ -C ₁₇) (contenant au moins 50 % de chlore et moins de 1 % de C ₁₃ ou chaînes plus courtes)	X	P	1	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19
Paraldéhyde	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Pentachloroéthane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Pentadiène-1,3	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Pentadiène-1,3 (supérieur à 50%), cyclopentène et isomères en mélanges	Y	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T3	IIB	Non	C	FT	ABC	Oui	15.12, 15.13, 15.17, 15.19
Pentaéthylènehexamine	X	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	B	Oui	15.19
Pentane (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.14, 15.19.6
Pentène (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.14, 15.19.6
Perchloréthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12.1, 15.12.2, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Peroxyde d'hydrogène en solutions (à plus de 60 % mais pas plus de 70 % (masse))	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.5.1, 15.19.6
Peroxyde d'hydrogène en solutions (à plus de 8 % mais pas plus de 60 % (masse))	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	C	Non	Non	Non	15.5.2, 15.18, 15.19.6
Pétrolatum	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Phénol	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.19, 16.2.9
Phénols inhibés alkylés (C ₄ -C ₉)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Phénylamine d'alkyle (C ₈ -C ₉) dans des solvants aromatiques	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Phényl-1 xyl-1 éthane	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Phosphate de tributyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phosphate de tricrésyle (contenant au moins 1 % d'isomère <i>ortho</i>)	Y	S/P	1	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	C	Non	AB	Non	15.12.3, 15.19, 16.2.6
Phosphate de tricrésyle (contenant moins de 1 % d'isomère <i>ortho</i>)	Y	P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	C	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Phosphate de triéthyle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Phosphate de trixyle	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Phosphates de phényle triisopropylé	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Phosphite d'alkyle (C ₁₀ -C ₂₀ , saturé et non saturé)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Phosphite de triéthyle	Z	S/P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.12.1, 15.19.6, 16.2.9
Phosphore jaune ou blanc	X	S/P	1	1G	Cont	Isol. + (vent. ou inert.)			Non(c)	C	Non	C	Oui	15.7, 15.19, 16.2.9
Phosphorosulfure de polyoléfine – dérivé de baryum (C ₂₈ -C ₂₅₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	16.2.6, 16.2.9
Phthalate de butyle et benzyle	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de dibutyle	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de diéthyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Phthalate de diéthylèneglycol	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Phthalate de diheptyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Phthalate de dihexyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Phthalate de diisobutyle	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de diisooctyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Phthalate de diméthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Phthalate de dinonyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de dioctyle	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Phthalate de ditridécyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Phthalate de diundécyle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
<i>alpha</i> -Pinène	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
<i>bêta</i> -Pinène	X	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Poix de goudron de houille (fondue)	X	S/P	2	1G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Poix de tallol	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Poly(4+)acrylate de sodium en solutions	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Polyalkyl (C ₁₈ -C ₂₂) acrylate dans du xylène	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyalkyl (C ₁₀ -C ₂₀)méthacrylate	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyalkylalcéneaminesuccinimide, oxysulfure de molybdène	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Polybutène	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Polyéther (poids moléculaire 1350+)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Polyéthoxylate (4-12) d'alkylphénol (C ₇ -C ₁₁)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Polyéthylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Polyéthylène-polyamines	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Polyéthylène-polyamines (plus de 50 % d'huile de paraffine C ₅ -C ₂₀)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Poly(iminoéthylène)-greffé-N-poly(éthylèneoxy) en solution (à 90 % ou moins)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	NF	O	Non	A	Non	16.2.9
Poly(4+)isobutylène	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Polyisobutylèneamine dans un solvant (C ₁₀ -C ₁₄) aliphatique	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	T3	IIA	Oui	O	Non	A	Non	
Polyméthylène polyphénylisocyanate	Y	S/P	2	2G	Cont	Séch.			Oui(a)	C	T(a)	A	Non	15.12, 15.16.2, 15.19.6, 16.2.9
Polyol de polyoléfinamide alkèneamine	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyoléfinamide alkèneamine (C ₁₇₊)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.6
Polyoléfinamide alkèneamine (C ₂₈ -C ₂₅₀) sulfurisée	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	AB	Non	
Polyoléfinamine (C ₂₈ -C ₂₅₀)	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Polyoléfinamine dans des alkyl(C ₂ -C ₄) benzènes	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyoléfinamine dans un solvant aromatique	Y	P	2	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Polyoléfine (poids moléculaire 300+)	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Polyphosphate d'ammonium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Poly(5+)propylène	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Polypropylèneglycol	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6
Polysiloxane	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	AB	Non	15.19.6, 16.2.9
Produit de la réaction entre de la diphenylamine et du triméthyl-2,2,4 pentène	Y	S/P	1	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	BD	Non	15.19.6, 16.2.6
Produit de la réaction paraldéhyde-ammoniaque	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	C	F-T	A	Non	15.12.3, 15.19
n-Propandamine	Y	S/P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
bêta-Propiolactone	Y	S/P	2	2G	Cont	Non		IIA	Oui	R	T	A	Non	
Propionate de n-butyle	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Propionate de n-pentyle	Y	P	3	2G	Cont	Non			Non	R	F	A	Non	15.19.6
Propionate d'éthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Propionitrile	Y	S/P	2	1G	Cont	Non	T1	IIB	Non	C	F-T	AD	Oui	15.12, 15.17, 15.18, 15.19
Propoxylate d'alkylphényle (C ₉ -C ₁₅)	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
n-Propylamine	Z	S/P	2	2G	Cont	Inert.	T2	IIA	Non	C	F-T	AD	Oui	15.12, 15.19
Propylbenzène (tous isomères)	Y	P	3	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Pyridine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Résines du diphenylopropane et de l'épichlorhydrine	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Résine méthacrylique dans du dichlorure d'éthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AB	Non	15.19, 16.2.9
Saïndoux	Y	S/P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Salicylate de méthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Saïndures de forage (contenant des sels de zinc)	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6
Saïndures de forage, y compris : bromure de calcium en solution, chlorure de calcium en solution et chlorure de sodium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Silicate de sodium en solution	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Soufre (fondu)	Z	S	3	1G	Ouvert	Vent. ou isol. (gaz)	T3		Oui	O	F-T	Non	Non	15.10, 16.2.9
Stéarine de palme	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABCD	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Stéarine de palmiste	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Styrène monomère	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Oui	R	F	AB	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
Substance liquide nocive, F., 2) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.1, Cat. X	X	P	1	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Substance liquide nocive, F., 4) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.2, Cat. X	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Substance liquide nocive, F., 6) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.2, Cat. Y	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9(l)
Substance liquide nocive, F., 8) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.3, Cat. Y	Y	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9(l)
Substance liquide nocive, F., 10) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.3, Cat. Z	Z	P	3	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	Non	A	Non	
Substance liquide nocive, N.F., 1) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.1, Cat. X	X	P	1	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Substance liquide nocive, N.F., 3) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.2, Cat. X	X	P	2	2G	Ouvert	Non	-		Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6
Substance liquide nocive, N.F., 5) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.2, Cat. Y	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-		Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9(l)
Substance liquide nocive, N.F., 7) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.3, Cat. Y	Y	P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19, 16.2.6, 16.2.9(l)
Substance liquide nocive, N.F., 9) n.s.a. (appellation commerciale ..., contient ...) NAV.3, Cat. Z	Z	P	3	2G	Ouvert	Non	-		Oui	O	Non	A	Non	
Succinate de diméthyle	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Succinimide de polybutényle	Y	P	2	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Sulf	Y	P	2(k)	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Sulfate d'aluminium en solution	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Sulfate d'ammonium en solution	Z	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Sulfate de diéthyle	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	A	Non	15.19.6
Sulfate polyferrique en solution	Y	S/P	3	2G	Ouv	Non			NF	O	Non	Non	Non	
Sulphhydrate de sodium (à 6 % ou moins)/carbonate de sodium (à 3 % ou moins) en solution	Z	P	3	2G	Ouv	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Sulfite de sodium en solution (à 25 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouv	Non			NF	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Sulfohydrocarbure (C ₃ -C ₈₈)	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6, 16.2.9
Sulfolane	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Sulfonate de pétrole, sel de sodium	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6, 16.2.6
Sulfure d'alkylphénate de calcium, chaîne longue (C ₈ -C ₄₀)	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Sulfure d'alkylphénol (C ₈ -C ₄₀)	Z	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Sulfure d'ammonium en solution (à 45 % ou moins)	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Non	C	F-T	A	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.3
Sulfure de dodécyle et d'hydroxypropyle	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Sulfure de sodium en solution (à 15 % ou moins)	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Tallol brut	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	C	T	ABC	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6
Tallol distillé	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.6
Térébenthine	X	P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Téréphthalate de dibutyle	Y	P	2	2G	Ouv	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	15.19.6, 16.2.9
Tétrachloroéthane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Tétrachlorure de carbone	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			NF	C	T	Non	Oui	15.12, 15.17, 15.19.6
Tétraéthylène glycol	Z	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Tétraéthylène pentamine	Y	S/P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Tétrahydrofuranne	Z	S	3	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.19.6
Tétrahydronaphtalène	Y	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Tétraméthylbenzène (tous isomères)	X	P	2	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Tétrapropylène	X	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Thiocyanate de sodium en solution (à 56 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouv	Non			Oui	O	Non	Non	Non	15.19.6, 16.2.9
Thiophosphates de dialkyl, sels sodiques des, en solution	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	-	-	Oui	R	T	AC	Non	15.12.3, 15.12.4, 15.19.6, 16.2.9
Thiosulfate d'ammonium en solution (à 60 % ou moins)	Z	P	3	2G	Ouv	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Thiosulfate de potassium (à 50 % ou moins)	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	16.2.9
Toluène	Y	P	3	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Toluènediamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	AD	Oui	15.12, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
o-Toluidine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	A	Non	15.12, 15.17, 15.19
Triacétate de glycéryle	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	
Trichloréthylène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Oui	R	T	Non	Non	15.12, 15.17, 15.19.6
Trichloro-1,2,3 benzène (fondu)	X	S/P	1	2G	Cont	Non			Oui	C	T	ACD	Oui	15.12.1, 15.17, 15.19, 16.2.6, 16.2.9
Trichloro-1,2,4 benzène	X	S/P	1	2G	Cont	Non			Oui	R	T	AB	Non	15.19, 16.2.9
Trichloro-1,1,1 éthane	Y	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Trichloro-1,1,2 éthane	Y	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	R	T	Non	Non	15.12.1, 15.19.6
Trichloro-1,2,3 propane	Y	S/P	2	2G	Cont	Non			Oui	C	T	ABD	Non	15.12, 15.17, 15.19
Trichloro-1,1,2 trifluoro-1,2,2 éthane	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			NF	O	Non	Non	Non	
Tridécano	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6
Triéthanolamine	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non		IIA	Oui	O	Non	A	Non	16.2.9
Triéthylamine	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F-T	AC	Oui	15.12, 15.19.6
Triéthylbenzène	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Triéthylènetétramine	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non	T2	IIA	Oui	O	Non	A	Non	
Triisopropanolamine	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Triméthylamine en solution (à 30 % ou moins)	Z	S/P	2	2G	Cont	Non	T3	IIB	Non	C	F-T	AC	Oui	15.12, 15.14, 15.19, 16.2.9
Triméthylbenzène (tous isomères)	X	P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Triméthylol-propane propoxylé	Z	S/P	3	2G	Ouvert	Non	-	-	Oui	O	Non	ABC	Non	
Trioxanne-1,3,5	Y	S/P	3	2G	Cont	Non	T2	IIB	Non	R	F	AD	Non	15.19.6, 16.2.9
Tripropylène	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Tripropylèneglycol	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
1-Undécène	X	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Urée en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Urée/nitrate d'ammonium en solution	Z	P	3	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	
Urée/nitrate d'ammonium en solution (contenant moins de 1 % d'ammoniac libre)	Z	S/P	3	2G	Cont	Non			NF	R	T	A	Non	16.2.9
Urée/phosphate d'ammonium en solution	Y	P	2	2G	Ouvert	Non			Oui	O	Non	A	Non	15.19.6
Valéraldéhyde (tous isomères)	Y	S/P	3	2G	Cont	Inert.	T3	IIB	Non	R	F-T	A	Non	15.4.6, 15.19.6

a	c	d	e	f	g	h	i'	i''	i'''	j	k	l	n	o
Vinyltoluène	Y	S/P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	AB	Non	15.13, 15.19.6, 16.6.1, 16.6.2
White spirit à faible teneur aromatique (15-20 %)	Y	P	2	2G	Cont	Non	T3	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9
Xylènes	Y	P	2	2G	Cont	Non	T1	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6, 16.2.9(h)
Xylènes/éthylbenzène (10 % ou plus) en mélange	Y	P	2	2G	Cont	Non	T2	IIA	Non	R	F	A	Non	15.19.6
Xylénol	Y	S/P	2	2G	Ouvert	Non		IIA	Oui	O	Non	AB	Non	15.19.6, 16.2.9

Chapitre 17

- a Si le produit à transporter contient des solvants inflammables sans que le point d'éclair ne dépasse 60°C, il faut prévoir des systèmes électriques spéciaux et un détecteur de vapeurs inflammables.
 - b Bien que l'eau puisse être un agent approprié d'extinction des incendies à l'air libre mettant en cause des produits chimiques auxquels s'applique la présente note, on doit veiller à ce qu'elle ne contamine pas des citernes fermées contenant ces produits chimiques à cause du risque de production de gaz dangereux.
 - c Le phosphore (jaune ou blanc) est transporté à une température dépassant sa température d'inflammation spontanée, le point d'éclair n'est donc pas approprié. Les prescriptions relatives au matériel électrique peuvent être semblables à celles qui sont applicables aux matières ayant un point d'éclair supérieur à 60°C.
 - d Prescriptions déterminées en fonction des isomères qui ont un point d'éclair inférieur ou égal à 60°C; certains isomères ont un point d'éclair supérieur à 60°C et ne seraient donc pas soumis aux prescriptions concernant l'inflammabilité.
 - e S'applique uniquement à l'alcool *n*-décylique.
 - f Les produits chimiques secs ne doivent pas être utilisés en tant qu'agents d'extinction de l'incendie.
 - g Dans les espaces confinés, on doit vérifier qu'il n'y a pas de vapeurs d'acide formique ni de monoxyde de carbone, qui est un produit de décomposition.
 - h S'applique uniquement au *p*-Xylène.
 - i Dans le cas des mélanges ne contenant pas d'autres composants qui présentent des risques pour la sécurité et qui sont classés dans la catégorie de pollution Y ou une catégorie inférieure.
 - j Seules certaines mousses résistantes à l'alcool sont efficaces.
 - k Les prescriptions applicables aux types de navires identifiés dans la *colonne e* pourraient être soumises à la règle 4.1.3 de l'Annexe II de MARPOL 73/78.
 - l Applicable lorsque le point de fusion est égal ou supérieur à 0°C.
 - m À partir des huiles végétales, des graisses animales et des huiles de poisson indiquées dans le Recueil IBC.
- * Indique que, considérant le chapitre 21 du Recueil IBC (paragraphe 21.1.3), on s'est écarté des critères normalement utilisés pour l'assignation de certaines prescriptions de transport.

Chapitre 18

Liste de produits auxquels le Recueil ne s'applique pas

18.1 On trouvera ci-après une liste des produits qui ont été étudiés sous l'angle des risques qu'ils présentent sur le plan de la sécurité et de la pollution sans que ces risques se soient avérés suffisants pour justifier l'application du Recueil.

18.2 Bien que les produits énumérés dans le présent chapitre n'entrent pas dans le champ d'application du Recueil, l'attention des Administrations est appelée sur le fait que leur transport peut nécessiter certaines précautions de sécurité. Les Administrations doivent donc établir des règles appropriées de sécurité.

18.3 Certaines substances liquides sont désignées comme entrant dans la catégorie de pollution Z et comme étant, par conséquent, soumises à certaines prescriptions de l'Annexe II de MARPOL.

18.4 Les mélanges liquides qui ont été évalués ou provisoirement classés en vertu de la règle II/6.3 de MARPOL comme entrant dans la catégorie de pollution Z ou OS et qui ne présentent pas de risques pour la sécurité peuvent être transportés conformément à la rubrique appropriée du présent chapitre applicable aux "substances liquides nocives ou non nocives non spécifiées par ailleurs (n.s.a.)".

NOTES EXPLICATIVES

Nom du produit	Le nom du produit doit être utilisé dans le document d'expédition pour toute cargaison offerte au transport en vrac. Un nom supplémentaire peut être ajouté entre parenthèses après le nom du produit. Dans certains cas, les noms des produits ne sont pas identiques à ceux qui figurent dans les éditions antérieures du Recueil.
Catégorie de pollution	La lettre Z correspond à la catégorie de pollution dans laquelle est classé le produit en application de l'Annexe II de MARPOL. Le symbole OS signifie qu'après évaluation, il a été conclu que le produit ne relevait d'aucune des catégories X, Y ou Z.

Chapitre 18 du Recueil IBC

Nom du produit	Catégorie de pollution
Acétate de sodium en solutions	Z
Acétone	Z
Alcool <i>n</i> -butylique	Z
Alcool <i>sec</i> -butylique	Z
Alcool éthylique	Z
Alcool isopropylique	Z
Bicarbonate de sodium en solution (moins de 10 %)	OS
Boissons alcoolisées, n.s.a.	Z
Boue d'argile	OS
Boue de carbonate de calcium	OS
Boue de charbon	OS
Boue de kaolin	OS
Boue de microsilice	OS
Boue d'hydroxyde de magnésium	Z
Carbonate d'éthylène	Z
Carbonate de propylène	Z
Chlorure de polyaluminium en solution	Z
Chlorure de potassium en solution (moins de 26 %)	OS
Diéthylèneglycol	Z
Eau	Z
Formiate de potassium en solutions	Z
Glucose en solution	OS
Glycérine	Z
Glycérol éthoxylé	OS
Hexaméthylènetétramine en solutions	Z
Hexylèneglycol	Z
Hydrolysats d'amidon hydrogéné	OS
Jus de pomme	OS
Jus d'orange (concentré)	OS
Jus d'orange (non concentré)	OS
Lécithine	OS
Maltitol en solution	OS
Polyacrylate sulfoné en solution	Z
Protéine végétale en solution (hydrolysée)	OS
Substance liquide nocive, 11) n.s.a. (appellation commerciale..., contient...) Cat. Z	Z
Substance liquide non nocive, 12) n.s.a. (appellation commerciale..., contient...) Cat. OS	OS
Mélasses	OS
<i>N</i> -Méthylglucamine en solution (à 70 % ou moins)	Z
Méthylpropylcétone	Z
Monomère/oligomère de silicate de tétraéthyle (à 20 % dans l'éthanol)	Z
Nitrate de calcium en solutions (à 50 % ou moins)	Z
Polyglycérine, sel de sodium de la, en solution (contenant moins de 3 % d'hydroxyde de sodium)	Z
Propylèneglycol	Z
Sorbitol en solution	OS
Sulfate de sodium en solutions	Z
Triéthylèneglycol	Z

Chapitre 19

Index des produits transportés en vrac

19.1 La première colonne de l'Index des produits transportés en vrac (ci-après dénommé l'"Index") donne le nom sous lequel le produit apparaît dans l'Index. Lorsque ce nom est indiqué en majuscules et en caractères gras, cela signifie qu'il est identique au nom du produit figurant dans le chapitre 17 ou le chapitre 18. La deuxième colonne indiquant le nom du produit pertinent est donc vide. Lorsque le nom sous lequel le produit apparaît dans l'Index est indiqué en minuscules et en caractères normaux, cela signifie qu'il s'agit d'un synonyme; le nom du produit figurant dans le chapitre 17 ou le chapitre 18 sera alors indiqué dans la deuxième colonne. Le chapitre pertinent du Recueil IBC est indiqué dans la troisième colonne.

19.2 À l'issue d'une révision du chapitre 19, la colonne où figurait le numéro ONU a été supprimée de l'Index. Étant donné que les numéros ONU ne sont disponibles que pour un nombre limité de "Noms apparaissant dans l'Index" et qu'il existe des incohérences entre certains noms utilisés dans le chapitre 19 et ceux qui sont liés aux numéros ONU, il a été décidé de supprimer les références aux numéros ONU pour éviter toute confusion.

19.3 L'Index a été mis au point aux fins d'information uniquement. Aucun des noms sous lesquels le produit apparaît dans l'Index en caractères normaux dans la première colonne ne devrait être utilisé en tant que Nom du produit dans le document d'expédition.

19.4 Les préfixes faisant partie intégrante du nom sont indiqués en caractères ordinaires (romains) et entrent en ligne de compte dans l'établissement de la liste alphabétique. Ces préfixes comprennent les suivants :

Mono Di Tri Tétra Penta Iso Bis Néo Ortho Cyclo

19.5 Les préfixes dont il n'est pas tenu compte pour l'établissement de la liste alphabétique sont indiqués en italique et comprennent les suivants :

<i>n-</i>	(normal-)
<i>sec-</i>	(secondaire-)
<i>tert-</i>	(tertiaire-)
<i>o-</i>	(ortho-)
<i>m-</i>	(méta-)
<i>p-</i>	(para-)
<i>N-</i>	
<i>O-</i>	
<i>S-</i>	
<i>sym-</i>	(symétrique)
<i>uns-</i>	(asymétrique)
<i>dl-</i>	
<i>D-</i>	
<i>L-</i>	
<i>cis-</i>	
<i>trans-</i>	
<i>(E)-</i>	
<i>(Z)-</i>	
<i>alpha-</i>	(-)
<i>bêta-</i>	(-)
<i>gamma-</i>	(-)
<i>epsilon-</i>	(-)
<i>omega-</i>	(-)

19.6 L'Index utilise une note après le nom de certaines rubriques ((a) ou b)), dont la signification est la suivante :

- a) Ce "Nom apparaissant dans l'Index" représente un sous-ensemble du "Nom du produit" correspondant.
- b) Le "Nom du produit" correspondant à ce "Nom apparaissant dans l'Index" contient une précision sur la longueur de la chaîne de carbone. Étant donné que le "Nom apparaissant dans l'Index" représente un sous-ensemble ou est un synonyme exact du "Nom du produit" correspondant, les caractéristiques de la longueur de la chaîne de carbone devraient être vérifiées pour tout produit identifié par ce "Nom apparaissant dans l'Index".

Chapitre 19 du Recueil IBC

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Acétaldéhyde cyanhydrique en solution (à 80 % ou moins)	LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)	17
Acétaldéhyde trimère	PARALDÉHYDE	17
Acétate d'amyle (commercial) (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)		17
Acétate de <i>n</i> -amyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de <i>sec</i> -amyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACÉTATE DE BENZYLE		17
Acétate de butanol (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de butanol-2 (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de 2-(2-butoxyéthoxy)éthyle (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de 2-butoxyéthyle	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR BUTYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de butylcellosolve	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR BUTYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de butylcarbitol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de butyldiglycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de butyle (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de <i>n</i> -butyle (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de <i>sec</i> -butyle (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de <i>tert</i> -butyle (a)	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de caprylyle	ACÉTATE DE <i>N</i>-OCTYLE	17
Acétate de carbitol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)		17
Acétate de cellosolve	ACÉTATE D'ÉTHOXY-2 ÉTHYLE	17
ACÉTATE DE CYCLOHEXYLE		17
Acétate de 1,3-diméthylbutyle (a)	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
Acétate de 2-(2-éthoxyéthoxy)éthyle (a)	ACÉTATE D'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de <i>sec</i> -hexyle	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
ACÉTATE DE L'ÉTHÉR BUTYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Acétate de l'éther butylique du diéthylène glycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de l'éther éthylique de l'éthylène glycol	ACÉTATE D'ÉTHOXY-2 ÉTHYLE	17
Acétate de l'éther éthylique du diéthylène glycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL		17
Acétate de l'éther méthylique du diéthylène glycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL		17
Acétate de l'éther monobutylique du diéthylène glycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de l'éther monoéthylique de l'éthylène glycol	ACÉTATE D'ÉTHOXY-2 ÉTHYLE	17
Acétate de l'éther monoéthylique du diéthylène glycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de l'éther monométhylique de l'éthylène glycol	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de l'éther monométhylique du diéthylène glycol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
ACÉTATE DE MÉTHOXY-3 BUTYLE		17
Acétate de 2- méthoxyéthyle	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de 2-(2- méthoxyéthoxy)éthyle (a)	ACÉTATE D'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de 2-méthoxy-1-méthyléthyle	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de 1-méthoxy-2-propanol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE		17
Acétate de 1-méthylbutyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de méthylcarbitol (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C₁-C₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Acétate de méthylcellosolve	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MÉTHYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
ACÉTATE DE MÉTHYLE		17
Acétate de 1-méthyléthyle	ACÉTATE D'ISOPROPYLE	17
Acétate de méthylisobutylcarbinol	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
Acétate de méthyl-4-pentanol-2	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
Acétate de méthyl-4-pentyle-2	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
ACÉTATE DE N-OCTYLE		17
Acétate de 1-pentanol (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de pentyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de sec-pentyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate de phénylméthyle	ACÉTATE DE BENZYLE	17
Acétate de propyle	ACÉTATE DE n-PROPYLE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACÉTATE DE <i>n</i>-PROPYLE		17
ACETATE DE SODIUM EN SOLUTIONS		18
Acétate d'éthényle	ACÉTATE DE VINYLE	17
ACÉTATE D'ÉTHOXY-2 ÉTHYLE		17
ACÉTATE D'ÉTHYLE		17
ACÉTATE DE TRIDÉCYLE		17
ACÉTATE DE VINYLE		17
ACÉTATE D'HEPTYLE		17
ACÉTATE D'HEXYLE		17
Acétate d'hydroxy-2 éthyle	ACÉTATE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Acétate d'isoamyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate d'isobutyle	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétate d'isopentyle (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACÉTATE D'ISOPROPYLE		17
Acétate d'octyle	ACÉTATE DE <i>N</i>-OCTYLE	17
Acétate isoamylique	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acétates de méthylpentyle	ACÉTATE DE MÉTHYLAMYLE	17
ACÉTOACÉTATE DE MÉTHYLE		17
ACÉTOACÉTATE D'ÉTHYLE		17
ACÉTOCHLORE		17
ACÉTONE		18
ACÉTONITRILE		17
ACÉTONITRILE (À FAIBLE DEGRÉ DE PURETÉ)		17
Acétylacétate de méthyle	ACÉTOACÉTATE DE MÉTHYLE	17
ACIDE ACÉTIQUE		17
Acide acétique, anhydride	ANHYDRIDE ACÉTIQUE	17
Acide acétique glacial	ACIDE ACÉTIQUE	17
Acide acroléique	ACIDE ACRYLIQUE	17
ACIDE ACRYLIQUE		17
Acide acrylique, ester de 2-hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉTHYLE	17
ACIDE ALCANOÏQUE À CHAÎNE LONGUE (C₁₇₊), SEL DE CUIVRE DE L'		17
ACIDE ALKYL(C₁₁-C₁₇) BENZÈNE SULFONIQUE		17
ACIDE ALKYL(C₁₁-C₁₇) BENZÈNE SULFONIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', BORATÉS		17
ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', PEU SURBASIQUE		17
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', peu surbasique (jusqu'à 60 % dans l'huile minérale)	ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', PEU SURBASIQUE	17
ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', TRÈS SURBASIQUE		17
Acide alkyl (C ₁₈ -C ₂₈) toluène sulfonique, sels calciques de l', très surbasique (jusqu'à 70 % dans l'huile minérale)	ACIDE ALKYL (C₁₈-C₂₈) TOLUÈNE SULFONIQUE, SELS CALCIQUES DE L', TRÈS SURBASIQUE	17
Acide aminoacétique, sel de sodium de l', en solution	GLYCINE, SEL DE SODIUM DE LA, EN SOLUTION	17
Acide azotique	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
ACIDE BENZÈNETRICARBOXYLIQUE, ESTER TRIOCTYLIQUE DE L'		17
Acide bisiminodiacétique, sel tétrasodique de l', en solution	ACIDE ÉTHYLÈNEDIAMINETÉTRAACÉTIQUE, SEL TÉTRASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Acide butanoïque	ACIDE BUTYRIQUE	17
Acide butyléthylacétique (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACIDE BUTYRIQUE		17
Acide <i>n</i> -butyrique	ACIDE BUTYRIQUE	17
Acide caprique	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
Acide caprylique (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide carbolique	PHÉNOL	17
acide carboxyéthyliminobis(éthylènitriilo))tétraacétique, sel pentasodique de l', en solution	ACIDE DIÉTHYLÈNETRIAMINEPENTACÉTIQUE, SEL PENTASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
ACIDE CHLORACÉTIQUE (À 80 % OU MOINS)		17
ACIDE CHLORHYDRIQUE		17
ACIDE CHLORO-4 MÉTHYL-2 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIMÉTHYLAMINE DE L', EN SOLUTION		17
Acide 2- ou 3-chloropropanoïque	ACIDE CHLORO-2 OU -3 PROPIONIQUE	17
ACIDE CHLORO-2 OU -3 PROPIONIQUE		17
Acide <i>alpha</i> - ou <i>bêta</i> -chloropropionique	ACIDE CHLORO-2 OU -3 PROPIONIQUE	17
ACIDE CHLOROSULFONIQUE		17
Acide chlorosulfurique	ACIDE CHLOROSULFONIQUE	17
ACIDE CITRIQUE (À 70 % OU MOINS)		17
ACIDE CRÉSYLIQUE, DÉPHÉNOLISÉ		17
ACIDE CRÉSYLIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
Acide d'accumulateurs	ACIDE SULFURIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACIDE DÉCANOÏQUE		17
Acide décatoïque	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
Acide décoïque	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
Acide décylrique	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
Acide 2,6-diaminohexanoïque	L-LYSINE EN SOLUTION (60 % OU MOINS)	17
ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIÉTHANOLAMINE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIMÉTHYLAMINE DE L', EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		17
ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE TRIISOPROPANOLAMINE DE L', EN SOLUTION		17
Acide dichloro-2,2 propanoïque	ACIDE DICHLORO-2,2 PROPIONIQUE	17
ACIDE DICHLORO-2,2 PROPIONIQUE		17
ACIDE DIÉTHYLÈNETRIAMINÉPENTACÉTIQUE, SEL PENTASODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE DI-(2-ÉTHYLHEXYL)PHOSPHORIQUE		17
ACIDE DIMÉTHYLOCTANOÏQUE		17
Acide 2,2-diméthyl octanoïque (a)	ACIDE NÉODÉCANOÏQUE	17
Acide 2,2-diméthylpropanoïque	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
Acide 2,2-diméthylpropionique	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
Acide dodécanoïque	ACIDE LAURIQUE	17
Acide dodécylbenzène sulfonique (contenant 1,5 % d'acide sulfurique)	ACIDE ALKYL(C₁₁-C₁₇) BENZÈNE SULFONIQUE	
Acide dodécylrique	ACIDE LAURIQUE	17
Acide du vinaigre	ACIDE ACÉTIQUE	17
Acide énanthique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
Acide épuisé	ACIDE SULFURIQUE RÉSIDUAIRE	17
ACIDE ESTER ALKYL SULFONIQUE DE PHÉNOL		17
Acide éthanoïque	ACIDE ACÉTIQUE	17
Acide 2-éthylcaproïque	ACIDE ÉTHYL-2 HEXANOÏQUE	17
Acide éthylèncarboxylique	ACIDE ACRYLIQUE	17
ACIDE ÉTHYLÈNEDIAMINÉTÉTRAACÉTIQUE, SEL TÉTRASODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
Acide éthylènedinitrilotétraacétique, sel tétrasodique de l', en solution	ACIDE ÉTHYLÈNEDIAMINÉTÉTRAACÉTIQUE, SEL TÉTRASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Acide éthylformique	ACIDE PROPIONIQUE	17
ACIDE ÉTHYL-2 HEXANOÏQUE		17
Acide 2-éthylhexoïque (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide éthylique	ACIDE ACÉTIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACIDE FLUOROSILICIQUE (20-30 %) EN SOLUTION AQUEUSE		17
ACIDE FORMIQUE (85 % OU MOINS)		17
ACIDE FORMIQUE (PLUS DE 85 %)		17
ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		17
Acide glyoxalique	ACIDE GLYOXALIQUE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)	17
ACIDE GLYOXALIQUE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)		17
Acide gras saturé (C ₁₃ et termes supérieurs) (a)	ACIDE GRAS (SATURÉ, C₁₃₊)	17
ACIDE GRAS (SATURÉ, C₁₃₊)		17
ACIDE GRAS DE PALME, DISTILLAT DE L'		17
ACIDE GRAS DE PALMISTE, DISTILLAT DE L'		17
ACIDE GRAS DE TALLOL (ACIDES RÉSINEUX MOINS DE 20 %)		17
Acide hendécanoïque	ACIDE UNDÉCANOÏQUE	17
Acide heptane-carboxylique-1 (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide heptane-carboxylique-3 (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide heptanoïque	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE		17
Acide heptoïque	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
Acide heptylique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
Acide <i>n</i> -heptylique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
ACIDE HEXANOÏQUE		17
Acide hydroacétique	ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	17
Acide hydrogénocarboxylique	ACIDE FORMIQUE	17
Acide hydroxyéthanoïque	ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	17
ACIDE <i>N</i>-(HYDROXYÉTHYL)ÉTHYLÈNEDIAMINE TRIACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE HYDROXY-2 (MÉTHYLTHIO)-4 BUTANOÏQUE		17
Acide 2-hydroxy-4-méthylthiobutyrique	ACIDE HYDROXY-2 (MÉTHYLTHIO)-4 BUTANOÏQUE	17
Acide 2-hydroxypropanoïque	ACIDE LACTIQUE	17
Acide <i>alpha</i> -hydroxypropionique	ACIDE LACTIQUE	17
Acide 2-hydroxypropionique	ACIDE LACTIQUE	17
Acide 3-hydroxypropionique, lactone de l'	<i>bêta</i>-PROPIOLACTONE	17
Acide isononanoïque	ACIDE NONANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACIDE LACTIQUE		17
Acide DL-lactique	ACIDE LACTIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ACIDE LAURIQUE		17
ACIDE LIGNOSULFONIQUE, SEL DE MAGNÉSIUM DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE LIGNOSULFONIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE MÉTHACRYLIQUE		17
Acide <i>alpha</i> -méthacrylique	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide 2-méthacrylique	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide méthacrylique, ester dodécylrique	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Acide 2-méthacrylique, ester dodécylrique	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Acide méthacrylique, ester laurylique	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Acide 2-méthacrylique, ester laurylique	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Acide méthane-carboxylique	ACIDE ACÉTIQUE	17
Acide méthanoïque	ACIDE FORMIQUE	17
Acide méthylacétique	ACIDE PROPIONIQUE	17
Acide <i>alpha</i> -méthylpropénoïque	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide méthyl-2-propénoïque	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide 2-méthylprop-2-énoïque	ACIDE MÉTHACRYLIQUE	17
Acide muriatique	ACIDE CHLORHYDRIQUE	17
ACIDE NAPHTALÉNOSULFONIQUE - COPOLYMÈRE DE FORMALDÉHYDE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE NÉODÉCANOÏQUE		17
Acide néopentanoïque	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
ACIDE NITRILOACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION		17
ACIDE NITRIQUE (À MOINS DE 70 %)		17
ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)		17
Acide nitrique, fumant (a)	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
Acide nitrique, fumant rouge	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
Acide nonanecarboxylique	ACIDE DÉCANOÏQUE	17
ACIDE NONANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)		17
Acide (Z)-octadéc-9-énoïque	ACIDE OLÉÏQUE	17
Acide <i>cis</i> -9-octadécénoïque	ACIDE OLÉÏQUE	17
Acide (2)-octadéc-9-énéïque	ACIDE OLÉÏQUE	17
ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)		17
Acide octoïque (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide octylique (a)	ACIDE OCTANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide oenanthique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
Acide oenanthylique	ACIDE <i>n</i>-HEPTANOÏQUE	17
ACIDE OLÉÏQUE		17
Acide orthophosphorique	ACIDE PHOSPHORIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Acide oxoacétique	ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)	17
Acide oxoéthanoïque	ACIDE GLYCOLIQUE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)	17
ACIDE PENTANOÏQUE		17
ACIDE <i>n</i>-PENTANOÏQUE (À 64 %)/ACIDE MÉTHYL-2 BUTYRIQUE (À 36 %) EN MÉLANGE		17
Acide <i>tert</i> -pentanoïque	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
Acide pélargonique	ACIDE NONANOÏQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acide phénique	PHÈNOL	17
Acide phénylique	PHÈNOL	17
ACIDE PHOSPHORIQUE		17
Acide phosphorique de dioctyle	ACIDE DI-(2-ÉTHYLHEXYL)PHOSPHORIQUE	17
Acide phtalique, ester diundécylique	PHTALATE DE DIUNDÉCYLE	17
Acide pivalique	ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE	17
ACIDE POLYACRYLIQUE EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)		17
ACIDE POLYHYDROXY ALCÉNOÏQUE, ESTER BORIQUE DE L'		17
Acide pour encres d'imprimerie	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
Acide propanoïque	ACIDE PROPIONIQUE	17
Acide propénoïque	ACIDE ACRYLIQUE	17
Acide 2-propénoïque en solution homopolymère (à 40 % ou moins)	ACIDE POLYACRYLIQUE EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
ACIDE PROPIONIQUE		17
Acide pyroacétique	ACÉTONE	18
Acide résiduaire	ACIDE SULFURIQUE RÉSIDUAIRE	17
Acides crésyliques	CRÉSOLS (TOUS ISOMÈRES)	17
Acides du goudron (crésols)	CRÉSOLS (TOUS ISOMÈRES)	17
ACIDES GRAS (C₈-C₁₀)		17
ACIDES GRAS (C₁₂+)		17
ACIDES GRAS (C₁₆+)		17
ACIDES GRAS VÉGÉTAUX, DISTILLATS D'ACIDE SULFONITRIQUE		17
(MÉLANGE D'ACIDE NITRIQUE ET D'ACIDE SULFURIQUE)		17
ACIDE SULFURIQUE		17
Acide sulfurique fumant	OLÉUM	17
ACIDE SULFURIQUE RÉSIDUAIRE		17
Acide téréphtalique, ester dibutylique de l'	TÉRÉPHTALATE DE DIBUTYLE	
Acide thiosulfurique, sel de dipotassium de l' (à 50 % ou moins)	THIOSULFATE DE POTASSIUM (À 50 % OU MOINS)	17
ACIDE TRIDÉCANOÏQUE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Acide tridécoïque	ACIDE TRIDÉCANOÏQUE	17
Acide tridécylique (a)	ACIDE GRAS (SATURÉ, C ₁₃₊)	17
Acide tridécylique	ACIDE TRIDÉCANOÏQUE	17
ACIDE TRIMÉTHYLACÉTIQUE		17
Acide 1-undécanecarboxylique	ACIDE LAURIQUE	17
ACIDE UNDÉCANOÏQUE		17
Acide undécylique	ACIDE UNDÉCANOÏQUE	17
Acide <i>n</i> -undécylique	ACIDE UNDÉCANOÏQUE	17
Acide usé	ACIDE SULFURIQUE RÉSIDUAIRE	17
Acide valérianique	ACIDE PENTANOÏQUE	17
Acide valérique	ACIDE PENTANOÏQUE	17
Acide <i>n</i> -valérique	ACIDE PENTANOÏQUE	17
Acide vinylformique	ACIDE ACRYLIQUE	17
ACRYLAMIDE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)		17
Acrylate de <i>n</i> -butyle (a)	ACRYLATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACRYLATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)		17
ACRYLATE DE DÉCYLE		17
Acrylate de <i>bêta</i> -hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE	17
ACRYLATE DE MÉTHYLE		17
Acrylate de 2-méthylpropyle (a)	ACRYLATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
ACRYLATE D'ÉTHYLE		17
Acrylate d'éthylèneglycol	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉTHYLE	17
ACRYLATE D'ÉTHYL-2 HEXYLE		17
ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE		17
Acrylate d'isobutyle (a)	ACRYLATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Acrylate d'octyle	ACRYLATE D'ÉTHYL-2 HEXYLE	17
ACRYLONITRILE		17
ADDUCT D'ANHYDRIDE POLYISOBUTÉNYLE		17
Adipate de bis(2-éthylhexyle)	ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)	17
Adipate de décyle et d'octyle	ADIPATE D'OCTYLE ET DE DÉCYLE	17
ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)		17
ADIPATE DE DI-<i>n</i>-HEXYLE		17
ADIPATE DE DIISONONYLE		17
ADIPATE DE DIMÉTHYLE		17
Adipate de dioctyle	ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)	17
ADIPATE DE DITRIDÉCYLE		17
ADIPATE D'HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE (À 50 % DANS DE L'EAU)		17
Adipate d'octyle	ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)	17
ADIPATE D'OCTYLE ET DE DÉCYLE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ADIPONITRILE		17
"Agent de fumigation des sols à base de D-D"	DICHLOROPROPÈNE/DICHLOROPROPANE EN MÉLANGES	17
ALACHLORE TECHNIQUE (À 90 % OU PLUS)		17
ALCANES (C₆-C₉)		17
<i>n</i>-ALCANES(C₁₀₊)		17
ALCANES(C₁₀-C₂₆), LINÉAIRES ET RAMIFIÉS, (POINT D'ÉCLAIR >60°C)		17
Alcool	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Alcool à friction	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18
ALCOOL ALLYLIQUE		17
ALCOOL ALPHA-MÉTHYLBENZYLIQUE BRUT AVEC ACÉTOPHÉNONE (15 % OU MOINS)		17
Alcool amylique	ALCOOL <i>n</i>-AMYLIQUE	17
ALCOOL <i>n</i>-AMYLIQUE		17
ALCOOL <i>sec</i>-AMYLIQUE		17
ALCOOL <i>tert</i>-AMYLIQUE		17
ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE		17
Alcool bénylique (a)	ALCOOLS (C₁₃₊)	17
ALCOOL BENZYLIQUE		17
Alcool bonne bouche	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Alcool butylique	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE		18
ALCOOL <i>sec</i>-BUTYLIQUE		18
ALCOOL <i>tert</i>-BUTYLIQUE		17
Alcool butyrique	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
Alcool C ₇ (a)	HEPTANOL (TOUS ISOMÈRES) (D)	17
Alcool C ₈	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool C ₉	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool C ₁₀	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool C ₁₁	ALCOOL UNDÉCYLIQUE	17
Alcool C ₁₂	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
ALCOOL (C₉-C₁₁) POLY(2,5-9)ÉTHOXYLÉ		17
Alcool caproylique	HEXANOL	17
Alcool caprylique (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool cétylique/stéarylique (a)	ALCOOLS (C₁₃₊)	17
Alcool <i>bé</i> ta-chloroéthylrique	CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
Alcool 2-chloroéthylrique	CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
Alcool de bois	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Alcool décylique	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)		17
Alcool de 1,1-diméthyléthyle	ALCOOL <i>tert</i>-BUTYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Alcool de fermentation	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Alcool de méthyl-2-butyle-2	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de méthyl-2-butyle-4	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
Alcool de méthyl-3-butyle-1	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
Alcool de méthyl-3-butyle-3	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de 2-méthyl-1-propyle	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
Alcool de méthyl-2-propyle-1	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
Alcool de 2-méthyl-2-propyle	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
Alcool de méthyl-2-propyle-2	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
Alcool de pentyle	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de <i>sec</i> -pentyle	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de <i>tert</i> -pentyle	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Alcool de 2-propyle	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18
Alcool de vin	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Alcool d'isopentyle	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
ALCOOL DODÉCYLIQUE		17
Alcool <i>n</i> -dodécylique	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
Alcool énanthylique	HEPTANOL (TOUS ISOMÈRES) (D)	17
Alcool 2-éthylhexylique (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
ALCOOL ÉTHYLIQUE		18
ALCOOL FURFURYLIQUE		17
Alcool glycylique	GLYCÉRINE	18
Alcool heptylique, tous isomères (a)	HEPTANOL (TOUS ISOMÈRES) (D)	17
Alcool hexadécylique/octadécylique (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Alcool hexylique	HEXANOL	17
ALCOOL ISOAMYLIQUE		17
ALCOOL ISOBUTYLIQUE		17
Alcool isodécylique	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
ALCOOL ISOPROPYLIQUE		18
Alcool laurique	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
Alcool laurylique	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE		17
ALCOOL MÉTHYLIQUE		17
ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)		17
Alcool octylique (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool pélargonique	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Alcool propène-1-ol-3	ALCOOL ALLYLIQUE	17
Alcool propénylique	ALCOOL ALLYLIQUE	17
Alcool propylique	ALCOOL <i>n</i> -PROPYLIQUE	17
ALCOOL <i>n</i>-PROPYLIQUE		17
Alcool <i>sec</i> -propylique	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Alcool tridécylique (a)	ALCOOLS (C₁₃)	17
Alcools (C ₁₃ -C ₁₅)	ALCOOLS (C₁₃₊)	17
ALCOOLS (C₁₃₊)		17
ALCOOLS (C₁₂-C₁₆) POLY(1-6)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOLS (C₁₂-C₁₆) POLY(7-19)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOLS (C₁₂-C₁₆) POLY(20+)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOLS (C₁₂₊) PRIMAIRES, LINÉAIRES		17
ALCOOLS (C₈-C₁₁) PRIMAIRES, LINÉAIRES ET ESSENTIELLEMENT LINÉAIRES		17
ALCOOLS (C₁₂-C₁₃) PRIMAIRES, LINÉAIRES ET ESSENTIELLEMENT LINÉAIRES		17
ALCOOLS (C₁₄-C₁₈) PRIMAIRES, LINÉAIRES ET ESSENTIELLEMENT LINÉAIRES		17
ALCOOLS (C₆-C₁₇) (SECONDAIRES) POLY(3-6)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOLS (C₆-C₁₇) (SECONDAIRES) POLY(7-12)ÉTHOXYLÉS		17
ALCOOL UNDÉCYLIQUE		17
Alcool vinique	ALCOOL ÉTHYLIQUE	18
Aldéhyde amylique	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde <i>n</i> -butylique (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde butyrique (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde collidine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE	17
Aldéhyde crotonique	CROTONALDÉHYDE	17
Aldéhyde formique	FORMALDÉHYDE EN SOLUTIONS (À 45 % OU MOINS)	17
ALDÉHYDE GLUTARIQUE EN SOLUTIONS (À 50 % OU MOINS)		17
Aldéhyde isobutylique (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde isobutyrique (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aldéhyde isovalérique	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
ALDÉHYDE PROPIONIQUE		17
Aldéhyde propylénique	CROTONALDÉHYDE	17
Aldéhyde propylique	ALDÉHYDE PROPIONIQUE	17
Aldéhyde pyromucique	FURFURAL	17
Aldéhyde valérique	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
ALDÉHYDES OCTYLIQUES		17
Aldéhydine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE	17
ALKARYLDITHIOPHOSPHATE (C₇-C₁₆) DE ZINC		17
ALKARYLPHOSPHATE EN MÉLANGE (À PLUS DE 40 % DE PHOSPHATE TOLYLIQUE DE DIPHÉNYLE, MOINS DE 0,02 % D'ISOMÈRES ORTHO)		17
ALKARYLPOLYÉTHERS (C₉-C₂₀)		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ALKARYLSULFONATE DE BARYUM (C ₁₁ -C ₅₀), CHAÎNE LONGUE		17
ALKARYLSULFONATE DE MAGNÉSIUM (C ₁₁ -C ₅₀), CHAÎNE LONGUE		17
ALKÉNYL(C ₁₁₊)AMIDE		17
ALKYLATS AVIATION (PARAFFINES C ₈ ET ISOPARAFFINES (POINT D'ÉBULLITION ENTRE 95 et 120°C))		17
Alkylat détergent	ALKYL(C ₉₊) BENZÈNES	17
ALKYLBENZÈNE, ALKYLINDANE, ALKYLINDÈNE EN MÉLANGES (CHACUN : C ₁₂ -C ₁₇)		17
ALKYLBENZÈNE EN MÉLANGES (CONTENANT AU MOINS 50 % DE TOLUÈNE)		17
ALKYLBENZÈNE, DISTILLATS DE FOND		17
Alkylbenzène linéaire (LAB), résidus d' (a)	ALKYLBENZÈNE, DISTILLATS DE FOND	17
ALKYL(C ₃ -C ₄) BENZÈNES		17
ALKYL(C ₅ -C ₈) BENZÈNES		17
ALKYL(C ₉₊) BENZÈNES		17
Alkylbenzènesulfonate de sodium en solution	ACIDE ALKYLBENZÈNE SULFONIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
ALKYL(C ₇ -C ₉)NITRATES		17
ALKYLPHÉNATE CHAÎNE LONGUE/SULFURE DE PHÉNOL EN MÉLANGE		17
ALKYL(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄) : (À 40 % OU MOINS/À 60 % OU PLUS) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 55 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄) : (À 60 % OU PLUS/À 40 % OU MOINS) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 55 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₈ -C ₁₀)/(C ₁₂ -C ₁₄) : (À 50 %/50 %) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 55 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₁₂ -C ₁₄) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 55 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₈ -C ₁₀) POLYGLUCOSIDE EN SOLUTION (À 65 % OU MOINS)		17
ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE		17
ALKYLDITHIOCARBAMATE (C ₁₉ -C ₃₅)		17
ALKYLDITHIOPHOSPHATE (C ₃ -C ₁₄) DE ZINC		17
ALKYLDITHIOTHIAZOLE (C ₆ -C ₂₄)		17
ALKYLOXYALKYLAMINE (C ₁₆₊) ÉTHOXYLÉ, CHAÎNE LONGUE		17
3-Alkyl(C ₁₆ -C ₁₈)oxy-N,N'-bis(2- hydroxyéthyl)propan-1-amine (a)	ALKYLOXYALKYLAMINE (C ₁₆₊) ÉTHOXYLÉ, CHAÎNE LONGUE	17
2,2'-[3-Alkyl(C ₁₆ -C ₁₈)oxy]propylimino]diéthanol (a)	ALKYLOXYALKYLAMINE (C ₁₆₊) ÉTHOXYLÉ, CHAÎNE LONGUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ALKYLPHÉNATE (C₅-C₁₀) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE		17
ALKYLPHÉNATE (C₁₁-C₄₀) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE		17
ALKYLSALICYLATE (C₁₃₊) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE		17
ALKYLSALICYLATE (C₁₈-C₂₈) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE		17
Alkylsalicylate de calcium basique dans approximativement 30 % d'huile minérale (b)	ALKYLSALICYLATE (C₁₃₊) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE	17
Alkylsalicylate de calcium (surbasique) à chaîne longue dans huile minérale (LOA) (b)	ALKYLSALICYLATE (C₁₃₊) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE	17
ALKYLSALICYLATE (C₁₁₊) DE MAGNÉSIUM, CHAÎNE LONGUE		17
ALKYLSULFONATES (C₁₄-C₁₇) DE SODIUM (EN SOLUTION À 60-65 %)		17
ALKYL(C18+)TOLUÈNES		
AMINE DE SUIF ÉTHOXYLÉ (> 95 %)		
AMINE PHÉNOLIQUE DE POLYOLÉFINE (C₂₈-C₂₅₀)		17
Aminoacétate de sodium en solution	GLYCINE, SEL DE SODIUM DE LA, EN SOLUTION	17
1-Amino-3-aminométhyl-3,5,5-triméthylcyclohexane	ISOPHORONEDIAMINE	17
Aminobenzène	ANILINE	17
Amino-1 butane (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
Amino-2 butane	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
Aminocyclohexane	CYCLOHEXYLAMINE	17
AMINOESTER DE POLYOLÉFINE, SELS DE L' (POIDS MOLÉCULAIRE 2000+)		17
Aminoéthane	ÉTHYLAMINE	17
Aminoéthane en solution (à 72 % ou moins)	ÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 72 % OU MOINS)	17
2-Aminoéthanol	ÉTHANOLAMINE	17
(AMINO-2 ÉTHOXY)-2 ÉTHANOL		17
2-(2-Aminoéthylamino)éthanol	AMINOÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
N,N'-bis(2-Aminoéthyl)éthane-1,2-diamine	TRIÉTHYLÈNETÉTAMINE	17
AMINOÉTHYLDIÉTHANOLAMINE, AMINOÉTHYLDIÉTHANOLAMINE EN SOLUTION		17
AMINOÉTHYLÉTHANOLAMINE		17
N-(2-Aminoéthyl)éthylènediamine	DIÉTHYLÈNETRIAMINE	17
N,N'-bis(2-Aminoéthyl)éthylènediamine	TRIÉTHYLÈNETÉTAMINE	17
1-(2-Aminoéthyl)pipérazine	N-AMINOÉTHYLPIPÉRAZINE	17
N-AMINOÉTHYLPIPÉRAZINE		17
Amino-2 isobutane (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Aminométhane en solutions (à 42 % ou moins)	MÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 42 % OU MOINS)	17
Amino-1-méthyl-2-benzène	o-TOLUIDINE	17
Amino-2-méthyl-2-benzène	o-TOLUIDINE	17
2-AMINO-2-MÉTHYL-1-PROPANOL		17
3-Aminométhyl-3,5,5-triméthylcyclohexylamine	ISOPHORONEDIAMINE	17
Aminophène	ANILINE	17
Amino-1-propane	n-PROPYLAMINE	17
Amino-2 propane	ISOPROPYLAMINE	17
Amino-2 propane en solution (à 70 % ou moins)	ISOPROPYLAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	17
1-Amino-2-propanol	ISOPROPANOLAMINE	17
1-Aminopropan-2-ol	ISOPROPANOLAMINE	17
3-Amino-1-propanol	n-PROPANOLAMINE	17
Amino-2-toluène	o-TOLUIDINE	17
o-Aminotoluène	o-TOLUIDINE	17
5-Amino-1,3,3-triméthylcyclohexylméthylamine	ISOPHORONEDIAMINE	17
AMMONIAC EN SOLUTION AQUEUSE (À 28 % OU MOINS)		17
Ammoniaque, à 28 % ou moins	AMMONIAC EN SOLUTION AQUEUSE (À 28 % OU MOINS)	17
Amylcarbinol	HEXANOL	17
N-Amylméthylcétone	MÉTHYLAMYL CÉTONE	17
Anhydride abiétique	COLOPHANE	17
ANHYDRIDE ACÉTIQUE		17
ANHYDRIDE ALKÉNYLE (C₁₆-C₂₀) SUCCINIQUE		17
Anhydride <i>cis</i> -butènedioïque	ANHYDRIDE MALÉIQUE	17
Anhydride d'acide phtalique (fondu)	ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)	17
ANHYDRIDE DE POLYOLÉFINE		17
Anhydride éthanoïque	ANHYDRIDE ACÉTIQUE	17
ANHYDRIDE MALÉIQUE		17
Anhydride phtalique	ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)	17
ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)		17
Anhydride propanoïque	ANHYDRIDE PROPIONIQUE	17
ANHYDRIDE PROPIONIQUE		17
ANILINE		17
Anilinobenzène	DIPHÉNYLAMINE (FONDUE)	17
Arcanson	COLOPHANE	17
Argile	BOUE DE KAOLIN	18
Argile blanche	BOUE DE KAOLIN	18
ARYLPOLYOLÉFINES (C₁₁-C₅₀)		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Azacycloheptane	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
3-Azapentane-1,5-diamine	DIÉTHYLÈNETRIAMINE	17
Azepane	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
Benzénamine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)		17
Benzénol	PHÉNOL	17
BENZOATE DE SODIUM		17
Benzol(e)	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
Benzophénol	PHÉNOL	17
1,3-Benzothiazole-2-thiolate de sodium en solution	MERCAPTOBENZOTHIAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION	17
2-Benzothiazolethiol(, sel de sodium du), en solution	MERCAPTOBENZOTHIAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION	17
Benzothiazole-2-thiol(, sel sodique du), en solution	MERCAPTOBENZOTHIAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION	17
(2-Benzothiazolylthio) de sodium en solution	MERCAPTOBENZOTHIAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION	17
BEURRE DE CACAO		17
BEURRE DE KARITÉ		17
BICARBONATE DE SODIUM EN SOLUTION (MOINS DE 10 %)		
Bichromate de sodium	DICHROMATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	17
Biformyle	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
Biphényle	DIPHÉNYLE	17
Bis(O-alkylsalicylate) de calcium (b)	ALKYLSALICYLATE (C ₁₃₊) DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE	17
Bis(2-aminoéthyl)amine	DIÉTHYLÈNETRIAMINE	17
N,N-Bis(2-bis(carboxyméthyl)amino)éthyl)glycine, sel pentasodique de la, en solution	ACIDE DIÉTHYLÈNETRIAMINEPENTACÉTIQUE, SEL PENTASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
N,N-bis(carboxyméthyl)glycine, sel trisodique de la, en solution	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Bis[2-(2,3-époxypropoxy)phényl]méthane	ÉTHER DIGLYCIDYLIQUE DU BISPHÉNOL F	17
Bis(2-hydroxyéthyl)amine	DIÉTHANOLAMINE	17
Bis(2-hydroxypropyl)amine	DIISOPROPANOLAMINE	17
Bisulfure de carbone	DISULFURE DE CARBONE	17
Bisulfure de sodium	HYDROGÉNOSULFURE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
BOISSONS ALCOOLISÉES, N.S.A.		18
Bol blanc	BOUE DE KAOLIN	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
BORATE DE POLYOLÉFINAMIDE ALKÈNE-AMINE (C₂₈-C₂₅₀)		17
BOROHYDRURE DE SODIUM (À 15 % OU MOINS)/HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION		17
BOUE D'ALUMINOSILICATE DE SODIUM		17
BOUE D'ARGILE		18
BOUE DE CARBONATE DE CALCIUM		17
BOUE D'HYDROXYDE DE CALCIUM		17
BOUE DE CHARBON		18
BOUE DE DIOXYDE DE TITANE		17
BOUE DE KAOLIN		18
Boue de kaolinite	BOUE DE KAOLIN	18
Boue de kaolinton	BOUE DE KAOLIN	18
BOUE DE MICROSILICE		18
BOUE D'HYDROXYDE DE MAGNÉSIUM		18
BROMOCHLOROMÉTHANE		17
Bromure de calcium/bromure de zinc en solution	SAUMURES DE FORAGE (CONTENANT DES SELS DE ZINC)	17
Bromure de méthylène	DIBROMOMÉTHANE	17
Bromure d'éthylène	DIBROMURE D'ÉTHYLÈNE	17
BROMURE DE SODIUM EN SOLUTION (MOINS DE 50 %) (*)		17
Butaldéhyde (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Butanal (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>n</i> -Butanal (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,3-Butanediol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butane-1,3-diol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
1,4-Butanediol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butane-1,4-diol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
2,3-Butanediol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butane-2,3-diol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butanoate de butyle (a)	BUTYRATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Butanoate d'éthyle	BUTYRATE D'ÉTHYLE	17
Butanoate de méthyle	BUTYRATE DE MÉTHYLE	17
Butanol	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
<i>n</i> -Butanol	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
<i>sec</i> -Butanol	ALCOOL <i>sec</i>-BUTYLIQUE	18
<i>tert</i> -Butanol	ALCOOL <i>tert</i>-BUTYLIQUE	17
Butanol-1	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
Butan-1-ol	ALCOOL <i>n</i>-BUTYLIQUE	18
Butan-2-ol	ALCOOL <i>sec</i>-BUTYLIQUE	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
1-Butanol	ALCOOL <i>n</i> -BUTYLIQUE	18
2-Butanol	ALCOOL <i>sec</i> -BUTYLIQUE	18
Butan-4-olide	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17
Butanolide-1,4	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17
Butan-2-one	MÉTHYLÉTHYLCÉTONE	17
2-Butanone	MÉTHYLÉTHYLCÉTONE	17
2-Buténal	CROTONALDÉHYDE	17
(E)-But-2-énal	CROTONALDÉHYDE	17
Butène, dimère du	OCTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTÈNE, OLIGOMÈRE DU		17
Butoxy-1 butane	ÉTHER <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
2-Butoxyéthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGGLYCOL	17
2-(2-Butoxyéthoxy)éthanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGGLYCOL	17
2- <i>tert</i> -Butoxyéthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGGLYCOL	17
1-Butoxypropan-2-ol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGGLYCOL	17
<i>n</i> -Butylamine (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>sec</i> -Butylamine (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>tert</i> -Butylamine (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)		17
<i>tert</i> -Butylbenzène (a)	BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
<i>n</i> -Butylcarbinol	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
Butylcarbitol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGGLYCOL	17
BUTYLÈNE-GLYCOL		17
<i>alpha</i> -Butylèneglycol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
<i>bêta</i> -Butylèneglycol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Butyléthylène	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Butylméthylcétone	MÉTHYLBUTYLCÉTONE	17
<i>n</i> -Butyraldéhyde	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)		17
Butyrate de <i>n</i> -butyle (a)	BUTYRATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
BUTYRATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)		17
BUTYRATE D'ÉTHYLE		17
BUTYRATE DE MÉTHYLE		17
<i>gamma</i>-BUTYROLACTONE		17
Cajeputène	DIPENTÈNE	17
Camphre de goudron	NAPHTALÈNE (FONDU)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Caprolactame	<i>epsilon</i> -CAPROLACTAME (FONDU OU EN SOLUTIONS AQUEUSES)	17
<i>epsilon</i>-CAPROLACTAME (FONDU OU EN SOLUTIONS AQUEUSES)		17
Carbamide	URÉE EN SOLUTION	17
Carbinol	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Carbitol, solvant (a)	ACÉTATE DE L'ÉTHÉR MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Carbonate de disodium en solution	CARBONATE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Carbonate de glycol	CARBONATE D'ÉTHYLÈNE	18
Carbonate de propan-1,2-diol	CARBONATE DE PROPYLÈNE	18
CARBONATE DE PROPYLÈNE		18
Carbonate de 1,2-propylène	CARBONATE DE PROPYLÈNE	18
CARBONATE DE SODIUM EN SOLUTION		17
CARBONATE D'ÉTHYLÈNE		18
Carbonyldiamide en solution	URÉE EN SOLUTION	17
CARBOXAMIDE DE ZINC ALKÉNYLE		17
2,2'-({2-[(carboxylatométhyl)(2-hydroxyéthyl)amino]éthyl}imino)diacétate de trisodium en solution	ACIDE <i>N</i> -(HYDROXYÉTHYL)ÉTHYLÈNEDIAMINE TRIACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Cétohexaméthylène	CYCLOHEXANONE	17
Cétone pimélique	CYCLOHEXANONE	17
Cétone propane	ACÉTONE	17
Cétopropane	ACÉTONE	17
Chlorallylène	CHLORURE D'ALLYLE	17
CHLORATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)		17
CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE		17
Chlorhydrine sulfurique	ACIDE CHLOROSULFONIQUE	17
CHLORHYDRINES (BRUTES)		17
CHLOROBENZÈNE		17
Chlorobenzol	CHLOROBENZÈNE	17
Chlorobromométhane	BROMOCHLOROMÉTHANE	17
1-Chloro-2-(<i>bêta</i> -chloroéthoxy)éthane	ÉTHÉR DICHLORÉTHYLIQUE	17
1-Chloro-2,3-époxypropane	ÉPICHLORHYDRINE	17
Chloroéthanol-2	CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
2-Chloro- <i>N</i> -éthoxyméthyl-6'-éthylacét-o-toluidine	ACÉTOCHLORE	17
2-Chloro- <i>N</i> -(éthoxyméthyl)- <i>N</i> -(éthyl-2-méthyl-6-phényl)acétamide	ACÉTOCHLORE	17
2-Chloro- <i>N</i> -(2-éthyl-6-méthylphényl)- <i>N</i> -(2-méthoxy-1-méthyléthyl)acétamide	<i>N</i> -(2-MÉTHOXY-1 MÉTHYLÉTHYL)-2 ÉTHYL-6 MÉTHYLCHLOROACÉTANILIDE	17
CHLOROFORME		17
<i>m</i> -Chlorométhylbenzène	<i>m</i> -CHLOROTOLUÈNE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
<i>o</i> -Chlorométhylbenzène	<i>o</i>-CHLOROTOLUÈNE	17
<i>p</i> -Chlorométhylbenzène	<i>p</i>-CHLOROTOLUÈNE	17
Chlorométhoxyrane	ÉPICHLORHYDRINE	17
1-Chloro-2-nitrobenzène	<i>o</i>-CHLORONITROBENZÈNE	17
<i>o</i>-CHLORONITROBENZÈNE		17
1-(CHLOROPHÉNYL-4) DIMÉTHYL-4,4 PENTANE-3-UN		17
Chloro-3 propène	CHLORURE D'ALLYLE	17
<i>alpha</i> -Chloropropylène	CHLORURE D'ALLYLE	17
Chloro-3-propylène	CHLORURE D'ALLYLE	17
<i>alpha</i> -Chlorotoluène	CHLORURE DE BENZYLE	17
<i>m</i>-CHLOROTOLUÈNE		17
<i>o</i>-CHLOROTOLUÈNE		17
<i>p</i>-CHLOROTOLUÈNE		17
3-Chlorotoluène	<i>m</i>-CHLOROTOLUÈNE	17
4-Chlorotoluène	<i>p</i>-CHLOROTOLUÈNE	17
CHLOROTOLUÈNES (MÉLANGES D'ISOMÈRES)		17
Chlorure <i>alpha</i> -chlorallylique	DICHLORO-1,3 PROPÈNE	17
CHLORURE D'ALLYLE		17
CHLORURE D'ALUMINIUM EN SOLUTION (MOINS DE 25 %)		
CHLORURE D'ALUMINIUM/CHLORURE D'HYDROGÈNE EN SOLUTION		17
CHLORURE DE BENZÈNE-SULFONYLE		17
CHLORURE DE BENZYLE		17
CHLORURE DE CHOLINE EN SOLUTIONS		17
CHLORURE DE FER III EN SOLUTION		17
CHLORURE DE MAGNÉSIUM EN SOLUTION		17
Chlorure de méthylène	DICHLOROMÉTHANE	17
Chlorure de phényle	CHLOROBENZÈNE	17
CHLORURE DE POLYALUMINIUM EN SOLUTION		18
CHLORURE DE POTASSIUM EN SOLUTION		17
CHLORURE DE POTASSIUM EN SOLUTION (MOINS DE 26 %)		18
Chlorure de propylène	DICHLORO-1,2 PROPANE	17
Chlorure d'éthylène	DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE	17
Chlorure d'éthylidène	DICHLORO-1,1 ÉTHANE	17
CHLORURE DE VINYLIDÈNE		17
Chlorure d'hydrogène, en solution aqueuse	ACIDE CHLORHYDRIQUE	17
Cinène	DIPENTÈNE	17
Cinnamène	STYRÈNE MONOMÈRE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Cinnamol	STYRÈNE MONOMÈRE	17
Cire de paraffine	PARAFFINE	17
Cire minérale	PÉTROLATUM	17
CIRES		17
Colamine	ÉTHANOLAMINE	17
Colombus Spirit	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
COLOPHANE		17
COMPLEXE POLYSULFURE DE MOLYBDÈNE, DITHIOCARBAMIDE D'ALKYLE, CHAÎNE LONGUE		17
COMPOSÉS AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (C₂₊)		17
Condensat de naphthalène-formaldéhyde sulfonaté, sel sodique de	ACIDE NAPHTALÉNOSULFONIQUE - COPOLYMÈRE DE FORMALDÉHYDE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
COPOLYMÈRE ACRYLONITRILE – STYRÈNE EN DISPERSION DANS DU POLYOL DE POLYÉTHÈRE		17
COPOLYMÈRE D'ACRYLATE D'ALKYLE-VINYLPYRIDINE DANS DU TOLUÈNE		17
COPOLYMÈRE DE L'ACIDE MÉTHACRYLIQUE - ALKOXPOLY (OXYDE D'ALKYLÈNE)		17
MÉTHACRYLATE, SEL SODIQUE DU, EN SOLUTION AQUEUSE (À 45 % OU MOINS)		
COPOLYMÈRE DE POLYALKYL (C₁₀-C₁₈) MÉTHACRYLATE ET DE L'ÉTHYLÈNEPROPYLÈNE EN MÉLANGE		17
COPOLYMÈRE D'ESTER ALKYLE (C₄-C₂₀)		17
COPOLYMÈRE D'ÉTHYLÈNE ET D'ACÉTATE DE VINYLE (EN ÉMULSION)		17
COPOLYMÈRE OLÉFINE-ESTER ALKYLIQUE (POIDS MOLÉCULAIRE 2000+)		17
CORPS GRAS SULFURÉ (C₁₄-C₂₀)		17
CRÉSOTE (GOUDRON DE HOUILLE)		17
Créosote, sels de	NAPHTALÈNE (FONDU)	17
CRÉSOLS (TOUS ISOMÈRES)		17
Crésylate de sodium en solution	ACIDE CRÉSYLIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Crésylols	CRÉSOLS (TOUS ISOMÈRES)	17
CROTONALDÉHYDE		17
Cumène (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Cumol (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
CYANHYDRINE D'ACÉTONE		17
CYANHYDRINE D'ÉTHYLÈNE		17
Cyanoéthylène	ACRYLONITRILE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2-Cyanopropane-2-ol	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17
2-Cyano-2-propanol	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17
2-Cyanopropène-1	MÉTHACRYLONITRILE	17
Cyanure de méthyle	ACÉTONITRILE	17
Cyanure d'éthyle	PROPIONITRILE	17
Cyanure de tétraméthylène	ADIPONITRILE	17
Cyanure de vinyle	ACRYLONITRILE	17
1,5,9-CYCLODODÉCATRIÈNE		17
CYCLOHEPTANE		17
Cyclohexaméthylèneimine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
CYCLOHEXANE		17
CYCLOHEXANOL		17
CYCLOHEXANONE		17
CYCLOHEXANONE, CYCLOHEXANOL EN MÉLANGE		17
Cyclohexatriène	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
CYCLOHEXYLAMINE		17
Cyclohexylcétone	CYCLOHEXANONE	17
Cyclohexyldiméthylamine	N,N-DIMÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE	17
Cyclohexyl(éthyl)amine	N-ÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE	17
Cyclohexylméthane	MÉTHYLCYCLOHEXANE	17
CYCLOPENTADIÈNE-1,3, DIMÈRE DU (FONDU)		17
CYCLOPENTANE		17
CYCLOPENTÈNE		17
p-CYMÈNE		17
Cymol	p-CYMÈNE	17
Dalapon (ISO)	ACIDE DICHLORO-2,2 PROPIONIQUE	17
DCDP	DICYCLOPENTADIÈNE, QUALITÉ RÉSINE, 81-89 %	
Déanol	DIMÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
DÉCAHYDRONAPHTALÈNE		17
1-Décanol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
n-Décanol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
DÉCÈNE		17
DÉCHETS CHIMIQUES LIQUIDES		17
Décylbenzène (a)	ALKYL(C ₉₊)BENZÈNES	17
1-Déoxy-1-méthylamino-D-glucitol, en solution (à 70 % ou moins)	N-MÉTHYLGLUCAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Dérivés alkylés du plomb, n.s.a. (a)	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
DIACÉTATE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Diacétate d'éthylène	DIACÉTATE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Diacétone	DIACÉTONE-ALCOOL	17
DIACÉTONE-ALCOOL		17
DIALKYL(C₈-C₉)DIPHÉNYLAMINES		17
DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES		17
DIALKYL(C₉-C₁₀)PHTALATES		17
Diamino-1,2 éthane	ÉTHYLÈNEDIAMINE	17
1,6-diaminohexane	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE (FONDUE)	17
Diamino-1,6 hexane en solutions	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION	17
Diaminotoluène (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
2,4-Diaminotoluène (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
2,6-Diaminotoluène (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
3,6-Diazaoctane-1,8-diamine	TRIÉTHYLÈNETÉTRAMINE	17
1,2-Dibromoéthane	DIBROMURE D'ÉTHYLÈNE	17
DIBROMOMÉTHANE		17
DIBROMURE D'ÉTHYLÈNE		17
DIBUTYLAMINE		17
Dibutylcarbinol (a)	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
2,6-DI-<i>tert</i>-BUTYLPHÉNOL		17
<i>m</i> -Dichlorobenzène (a)	DICHLOROBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>o</i> -Dichlorobenzène (a)	DICHLOROBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,2-Dichlorobenzène (a)	DICHLOROBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
DICHLOROBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
DICHLORO-3,4-BUTÈNE-1		17
DICHLORO-1,1 ÉTHANE		17
1,2-Dichloroéthane	DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE	17
<i>sym</i> -Dichloroéthane	DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE	17
1,1-Dichloroéthène	CHLORURE DE VINYLIDÈNE	17
Dichloroéther	ÉTHÉR DICHLORÉTHYLIQUE	17
1,1-Dichloroéthylène	CHLORURE DE VINYLIDÈNE	17
DICHLORO-1,6 HEXANE		17
DICHLOROMÉTHANE		17
DICHLORO-2,4 PHÉNOL		17
Dichloro-2,4 phénoxyacétate de bis(hydroxy-2-éthyl)ammonium, en solution	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIÉTHANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17
Dichloro-2,4 phénoxyacétate de tris(hydroxy-2-méthyléthyl-2) ammonium	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE TRIISOPROPANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Dichloro-2,4 phénoxyacétate de tris(hydroxy-2-propyl) ammonium en solution	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE TRIISOPROPANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17
DICHLORO-1,1 PROPANE		17
DICHLORO-1,2 PROPANE		17
Dichloropropane/Dichloropropène en mélanges	DICHLOROPROPÈNE/ DICHLOROPROPANE EN MÉLANGES	17
DICHLORO-1,3 PROPÈNE		17
DICHLOROPROPÈNE/DICHLOROPROPANE EN MÉLANGES		17
Dichloropropylène	DICHLORO-1,3 PROPÈNE	17
Dichlorure de méthylène	DICHLOROMÉTHANE	17
Dichlorure de propylène	DICHLORO-1,2 PROPANE	17
DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE		17
DICHROMATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		17
Dicyano-1,4 butane	ADIPONITRILE	17
Dicyanotétraméthylène	ADIPONITRILE	17
Dicyclopentadiène	CYCLOPENTADIÈNE-1,3 DIMÈRE DU (FONDU)	17
DICYCLOPENTADIÈNE, QUALITÉ RÉSINE, 81-89 %		
DIÉTHANOLAMINE		17
DIÉTHYLAMINE		17
DIÉTHYLAMINOÉTHANOL		17
2-Diéthylaminoéthanol	DIÉTHYLAMINOÉTHANOL	17
DIÉTHYL-2,6 ANILINE		17
DIÉTHYLBENZÈNE		17
DIÉTHYLÈNEGLYCOL		18
DIÉTHYLÈNETRIAMINE		17
Diéthylènetriaminepentacétate de pentasodium	ACIDE DIÉTHYLÈNETRIAMINEPENTACÉTIQUE, SEL PENTASODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
<i>N,N</i> -Diéthyléthanamine	TRIÉTHYLAMINE	17
<i>N,N</i> -Diéthyléthanolamine	DIÉTHYLAMINOÉTHANOL	17
Diformyle	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
Diglycol	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
Diglycolamine	(AMINO-2 ÉTHOXY)-2 ÉTHANOL	17
Dihexyle	DODÉCANE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,3-Dihydroisobenzofuran-1,3-dione (fondu)	ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)	17
Dihydroxy-2,3 butane (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
2,2'-Dihydroxydiéthylamine	DIÉTHANOLAMINE	17
Di-(2-hydroxyéthyl)amine	DIÉTHANOLAMINE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Dihydroxy-1,6 hexane	HEXAMÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Dihydroxy-1,2 propane	PROPYLÈNEGLYCOL	18
Diisobutène	DIISOBUTYLÈNE	17
DIISOBUTYLAMINE		17
Diisobutylcarbinol (a)	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
DIISOBUTYLCÉTONE		17
DIISOBUTYLÈNE		17
<i>alpha</i> -Diisobutylène (a)	DIISOBUTYLÈNE	17
<i>bêta</i> -Diisobutylène (a)	DIISOBUTYLÈNE	17
DIISOBUTYRATE DE TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTANEDIOL-1,3		17
Diisobutyrate de 2,2,4-triméthylpentane-1,3-diol	DIISOBUTYRATE DE TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTANEDIOL-1,3	17
DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE		17
Diisocyanate de 1-isopropyl-3,3- diméthyltriméthylène	DIISOBUTYRATE DE 1-ISOPROPYL-3,3- DIMÉTHYLTRIMÉTHYLÈNE	17
Diisocyanate de méthyl-4-phénylène-1,3	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
Diisocyanate de 4-méthyl- <i>m</i> -phénylène	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
DIISOCYANATE DE TOLUÈNE		17
Diisocyanate de toluylène	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
DIISOCYANATE D'HEXAMÉTHYLÈNE		17
DIISOCYANATE D'ISOPHORONE		17
2,4-Diisocyanato-1-méthylbenzène	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
2,4-Diisocyanatotoluène	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
DIISOPROPANOLAMINE		17
<i>sym</i> -Diisopropylacétone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
DIISOPROPYLAMINE		17
DIISOPROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
DIISOPROPYLNAPHTALÈNE		17
N,N-DIMÉTHYLACÉTAMIDE		17
N,N-DIMÉTHYLACÉTAMIDE EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)		17
Diméthylacétylène carbinol	MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3	17
DIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)		17
DIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (SUPÉRIEURE À 45 % MAIS PAS SUPÉRIEURE À 55 %)		17
DIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (SUPÉRIEURE À 55 % MAIS PAS SUPÉRIEURE À 65 %)		17
Diméthyl-amino-éthanol	DIMÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
2-(Diméthylamino)éthanol	DIMÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
Diméthylbenzènes	XYLÈNES	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
1,3-Diméthylbutanol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
1,3-Diméthylbutan-1-ol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
Diméthylcarbinol	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	17
Diméthylcétal	ACÉTONE	18
Diméthylcétone	ACÉTONE	17
N,N-DIMÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE		17
N,N-Diméthyl dodécanamine	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
N,N-Diméthyl dodécan-1-amine	N,N-DIMÉTHYLDODÉCYLAMINE	17
N,N-DIMÉTHYLDODÉCYLAMINE		17
1,1-Diméthyléthanol	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
DIMÉTHYLÉTHANOLAMINE		17
Diméthyléthylcarbinol	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
<i>sym</i> -Diméthyléthylène glycol	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Diméthylformaldéhyde	ACÉTONE	18
DIMÉTHYLFORMAMIDE		17
2,6-Diméthylheptan-4-one	DIISOBUTYLCÉTONE	17
2,6-Diméthyl-4-heptanone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
N,N-Diméthylhexanamine (a)	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
Diméthylhydroxybenzènes (tous isomères)	XYLÉNOL	17
1,1'-Diméthyl-2,2'-iminodiéthanol	DIISOPROPANOLAMINE	17
N,N-Diméthylméthanamine en solution (à 30 % ou moins)	TRIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (À 30 % OU MOINS)	17
6,6-Diméthyl-2-méthylènebicyclo[3.1.1]heptane	<i>bêta</i> -PINÈNE	17
2,3-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
2,4-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
2,5-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
2,6-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
3,4-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
3,5-Diméthylphénol (a)	XYLÉNOL	17
Diméthylphénols	XYLÉNOL	17
DIMÉTHYLPOLYSILOXANE		17
2,2-Diméthylpropane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
DIMÉTHYL-2,2 PROPANEDIOL-1,3 (FONDU OU EN SOLUTION)		17
1,1-Diméthylpropynol	MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3	17
N,N-Diméthyl tétradécanamine (a)	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
Diméthyl tétradécylamine (a)	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
3,9-Diméthyltricyclo[5.2.1.0 ^{2,6}]déca-3,8-diène	MÉTHYLCYCLOPENTADIÈNE, DIMÈRE DU	17
Diméthyltriméthylène glycol	DIMÉTHYL-2,2 PROPANEDIOL-1,3 (FONDU OU EN SOLUTION)	17
DINITROTOLUÈNE (FONDU)		17
3,6-Dioxaoctane-1,8-diol	TRIÉTHYLÈNEGLYCOL	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2,4-D-diolamine	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE DIÉTHANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17
1,4-Dioxanne	DIOXANNE-1,4	17
DIOXANNE-1,4		17
1,3-Dioxolane-2-one	CARBONATE D'ÉTHYLÈNE	18
Dioxolone-2	CARBONATE D'ÉTHYLÈNE	18
1,1-Dioxothiolan	SULFOLANE	17
DIOXYDE DE DÉCYLOXYTÉTRAHYDROTHIOPHÈNE		17
Dioxyde de diéthylène-1,4	DIOXANNE-1,4	17
DIPENTÈNE		17
DIPHÉNYLAMINE (FONDUE)		17
DIPHÉNYLAMINES, ALKYLÉES		17
DIPHÉNYLE		17
DIPHÉNYLE/ÉTHÉR DIPHÉNYLIQUE EN MÉLANGE		17
Diphényle/oxyde de diphényle en mélanges	DIPHÉNYLE/ÉTHÉR DIPHÉNYLIQUE EN MÉLANGE	17
Dipropylamine	DI- <i>n</i> -PROPYLAMINE	17
DI-<i>n</i>-PROPYLAMINE		17
<i>n</i> -Dipropylamine	DI- <i>n</i> -PROPYLAMINE	17
DIPROPYLÈNEGLYCOL		17
DIPROPYLTHIOCARBAMATE DE S-ÉTHYLE		17
Distillats (pétrole), obtenus par vapocraquage, fraction C ₈ -C ₁₂ (a)	HUILE DE RÉSINE DISTILLÉE	17
DISULFONATE D'ÉTHÉR DE DODÉCYLE ET DE DIPHÉNYLE EN SOLUTION		17
Disulfonate d'éther diphénylique/dodécylique en solution	DISULFONATE D'ÉTHÉR DE DODÉCYLE ET DE DIPHÉNYLE EN SOLUTION	17
Disulfonate d'oxyde diphénylique/dodécylique en solution	DISULFONATE D'ÉTHÉR DE DODÉCYLE ET DE DIPHÉNYLE EN SOLUTION	17
Disulfonate d'oxyde dodécylique/diphénylique en solution	DISULFONATE D'ÉTHÉR DE DODÉCYLE ET DE DIPHÉNYLE EN SOLUTION	17
DISULFURE DE CARBONE		17
DISULFURE DE DIMÉTHYLE		17
Disulfure de méthyle	DISULFURE DE DIMÉTHYLE	17
Docosane-1-ol (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
1-Docosanol (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Dodécane-1-ol	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
tert-DODÉCANETHIOL		17
DODÉCANE (TOUS ISOMÈRES)		17
<i>n</i> -Dodécanol	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17
1-Dodécanol	ALCOOL DODÉCYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
DODÉCÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
DODÉCYLAMINE/TÉTRADÉCYLAMINE, EN MÉLANGE		17
DODÉCYLBENZÈNE		17
Dodécyldiméthylamine	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
Dodécylène	DODÉCÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>tert</i> -Dodécylmercaptan	<i>tert</i> -DODÉCANETHIOL	17
Dodécyl 2-méthyl-2-propénoate	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
Dodécyl 2-méthylprop-2-énoate	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
DODÉCYLPHÉNOL		17
Dodécyl-, tétradécyl-, hexadécyl-diméthylamine	ALKYL(C ₁₂₊)DIMÉTHYLAMINE	17
2-Dodécylthio-1-méthyléthanol	SULFURE DE DODÉCYLE ET D'HYDROXYPROPYLE	17
1-(Dodécyl)thiopropan-2-ol	SULFURE DE DODÉCYLE ET D'HYDROXYPROPYLE	17
DODÉCYLXYLÈNE		17
EAU		18
Eau-forte	ACIDE NITRIQUE (À 70 % ET AU-DESSUS)	17
ÉPICHLOORHYDRINE		17
Époxy-1,2 butane	OXYDE DE BUTYLÈNE-1,2	17
1,4-Époxybutane	TÉTRAHYDROFURANNE	17
Époxy-1,2 propane	OXYDE DE PROPYLÈNE	17
EPTC	DIPROPYLTHIOCARBAMATE DE S-ÉTHYLE	17
Esprit-de-bois	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Esprit-de-bois inflammable	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Essence de gaulthéria	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
Essence de mirbane	NITROBENZÈNE	17
ESSENCE DE PYROLYSE (CONTENANT DU BENZÈNE)		17
Essence de pyrolyse, contenant 10 % ou plus de benzène	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
Essence de pyrolyse (naphte obtenue par vapocraquage)	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
Essence de térébenthine	TÉRÉBENTHINE	17
Essence de Wintergreen	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
Ester acétique	ACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Ester acétoacétique	ACÉTOACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Ester alcane(C ₁₀ -C ₂₁)phénylique de l'acide sulfonique (a)	ACIDE ESTER ALKYL SULFONIQUE DE PHÉNOL	17
Ester amylacétique (a)	ACÉTATE D'AMYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Ester bis(2-éthylhexylique) de l'acide adipique	ADIPATE DE DI(2-ÉTHYLHEXYLE)	17
Ester butylique	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ESTER DE DITHIOCARBAMATE (C₇-C₃₅)		17
ESTER DE POLYOLÉFINE (C₂₈-C₂₅₀)		17
Ester diacétique	ACÉTOACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Ester diéthylique de l'acide 1,2-benzènedicarboxylique	PHTALATE DE DIÉTHYLE	17
Ester diundécylique de l'acide 1,2-benzènedicarboxylique	PHTALATE DE DIUNDÉCYLE	17
Ester 2,3-époxypropylique de l'acide néodécanoïque	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C₁₀	17
Ester éthénylique de l'acide acétique	ACÉTATE DE VINYLE	17
ESTER ÉTHYL-2 HEXYLIQUE, ESSENTIELLEMENT LINÉAIRE (C₆-C₁₈), D'ACIDES GRAS		17
Ester glycidylique de l'acide néodécanoïque	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C₁₀	17
ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C₁₀		17
Ester glycidylique d'un mélange d'acides trialkyleacétiques	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C₁₀	17
Ester méthylique de l'acide acétique	ACÉTATE DE MÉTHYLE	17
Ester méthylique de l'acide acétoacétique	ACÉTOACÉTATE D'ÉTHYLE	17
ESTER MÉTHYLIQUE DE L'ACIDE GRAS D'HUILE DE COCO		17
ESTER MÉTHYLIQUE DE L'ACIDE GRAS D'HUILE DE COLZA		17
ESTER MÉTHYLIQUE DE L'ACIDE GRAS D'HUILE DE PALME		17
Ester phénylique de l'acide alcane(C ₁₀ -C ₁₈)sulfonique (a)	ACIDE ESTER ALKYL SULFONIQUE DE PHÉNOL	17
Ester vinylique de l'acide acétique	ACÉTATE DE VINYLE	17
Ester vinylique de l'acide néodécanoïque	NÉODÉCANOATE DE VINYLE	17
ESTERS DE PHOSPHATE, ALKYL(C₁₂-C₁₄) AMINE		17
ESTERS MÉTHYLIQUES D'ACIDE GRAS (M)		17
Éthamine en solutions (à 72 % ou moins)	ÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 72 % OU MOINS)	17
Éthanecarbonitrile	PROPIONITRILE	17
Éthanedial	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
1,2-Éthanediol	ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
1,2-Éthanedione	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
Éthanoate de butyle	ACÉTATE DE BUTYLE (TOUS ISOMÈRES)	17
Éthanoate de méthyle	ACÉTATE DE MÉTHYLE	17
Éthanoate de vinyle	ACÉTATE DE VINYLE	17
Éthanoate d'hexyle	ACÉTATE D'HEXYLE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Éthanoate éthylénique	ACÉTATE DE VINYLE	17
Éthanoate éthylique	ACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Éthanol	ALCOOL ÉTHYLIQUE	17
ÉTHANOLAMINE		17
Éther	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
Éther acétique	ACÉTATE D'ÉTHYLE	17
Éther alkényle poly(oxyalkylène) (MM>1000)	ÉTHER MÉTHYLBUTYLIQUE DU POLY(ÉTHYLÈNEGLYCOL) (MM>1000)	17
Éther alkyl(C ₇ -C ₁₁)phénylique de poly(4-12)éthylèneglycol	POLYÉTHOXYLATE (4-12) D'ALKYLPHÉNOL (C ₇ -C ₁₁)	17
Éther anesthésique	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
Éther <i>tert</i> -butyl éthylique	ÉTHER ÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
Éther butylique	ÉTHER <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
ÉTHER <i>n</i>-BUTYLIQUE		17
Éther butylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther <i>tert</i> -butylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther butylique du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther <i>n</i> -butylique du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther butylique du triéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther <i>tert</i> -butyl méthylique	ÉTHER MÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
Éther 2-chloro-1-méthyléthyle	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
Éther (chloro-2-méthyl-1-éthylique)	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
Éther de bis(2-butoxyéthyle)	ÉTHER DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIBUTYLE	17
Éther de bis(2-éthoxyéthyle)	ÉTHER DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIÉTHYLE	17
Éther de bis(2-hydroxyéthyle)	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
Éther de diéthylène	DIOXANNE-1,4	17
ÉTHER DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIBUTYLE		17
ÉTHER DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIÉTHYLE		17
Éther de dioxyéthylène	DIOXANNE-1,4	17
ÉTHER DE POLYÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIMÉTHYLE		17
Éther dibutylique	ÉTHER <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
Éther <i>n</i> -dibutylique	ÉTHER <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
Éther dichloré	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE		17
Éther dichloro-2,2' diéthylique	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Éther di(chloroéthylque)	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Éther <i>sym</i> -dichloroéthylque	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Éther 2,2'-dichloroéthylque	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Éther dichlorodiisopropylique	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
Éther di(2-chloroisopropylique)	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE		17
Éther dichloro-2,2' méthyl-1 éthylque	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17
ÉTHER DIÉTHYLIQUE		17
ÉHER DIGLYCIDYLIQUE DU BISPHÉNOL A		17
ÉHER DIGLYCIDYLIQUE DU BISPHÉNOL F		17
Éther dihydroxyéthylque	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
Éther diisopropylique	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Éther 1,1-diméthyléthylméthylque	ÉTHER MÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
ÉTHER DIPHÉNYLIQUE		17
ÉTHER DIPHÉNYLIQUE/ÉTHER DE DIPHÉNYLE ET DE PHÉNYLE EN MÉLANGE		17
ÉTHER ÉTHYL-<i>tert</i>-BUTYLIQUE		17
Éther éthylque	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
Éther éthylque de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther éthylque du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther éthylque du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther éthylque du triéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
ÉTHER ÉTHYLVINYLIQUE		17
ÉTHER ISOPROPYLIQUE		17
Éther isopropylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
ÉTHER MÉTHYL-<i>tert</i>-BUTYLIQUE		17
ÉTHER MÉTHYLBUTYLIQUE DU POLY(ÉTHYLÈNEGLYCOL) (MM>1000)		17
ÉTHER MÉTHYLIQUE <i>tert</i>-AMYLIQUE		17
Éther méthylque de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthylque du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthylque du dipropylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthylque du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthylque du triéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Éther méthylque du tripropylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther méthyl- <i>tert</i> -pentylique	ÉTHER MÉTHYLIQUE <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL		17
ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL		17
Éther monobutylique du glycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther monobutylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther mono- <i>tert</i> -butylique de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther monobutylique du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monobutylique du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther monobutylique du triéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monoéthylque de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther monoéthylque du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monométhylque de l'éthylèneglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther monométhylque du diéthylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monométhylque du dipropylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Éther monométhylque du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther monophénylique de l'éthylèneglycol	ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Éther phénylique	ÉTHER DIPHÉNYLIQUE	17
Éther phénylique de <i>bêta</i> -hydroxyéthyle	ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL/ÉTHER PHÉNYLIQUE DU DIÉTHYLÈNEGLYCOL EN MÉLANGE		17
ÉTHER PHÉNYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL		17
Éther propylque du propylèneglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Éther pyroacétique	ACÉTONE	18
Éther sulfurique	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
Éther vinyléthylque	ÉTHER ÉTHYL VINYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Poly(2-8)alkylène(C ₂ -C ₃) glycols/éthers monoalkylés(C ₁ -C ₄) des polyalkylène(C ₂ -C ₁₀) glycols et les dérivés estérifiés de l'acide borique (a)	MÉLANGE DE BASE POUR LIQUIDE DE FREIN : POLY(2-8)ALKYLÈNE(C ₂ -C ₃) GLYCOLS/ÉTHERS MONOALKYLÉS(C ₁ -C ₄) DES POLYALKYLÈNE (C ₂ -C ₁₀) GLYCOLS ET LES DÉRIVÉS ESTÉRIFIÉS DE L'ACIDE BORIQUE	17
Éthoxy-2 éthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-(2- Éthoxyéthoxy)éthanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE (C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
2-Éthoxy-2-méthylpropane	ÉTHER ÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
1-Éthoxy-2-propanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
ÉTHOXY-3 PROPIONATE D'ÉTHYLE		17
ÉTHOXYLATE D'ALKYL (C12-C16) PROPOXYAMINE		17
Éthoxylate d'alkyl (c12-c16) propoxyamine, linéaire	ÉTHOXYLATE D'ALKYL (C12-C16) PROPOXYAMINE	17
ÉTHYLAMINE		17
ÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 72 % OU MOINS)		17
Éthylaminocyclohexane	<i>N</i> -ÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE	17
ÉTHYLAMYLACÉTONE		17
ÉTHYLBENZÈNE		17
Éthylbenzol	ÉTHYLBENZÈNE	17
Éthyl carbinol	ALCOOL <i>n</i> -PROPYLIQUE	17
ÉTHYLCYCLOHEXANE		17
<i>N</i>-ÉTHYLCYCLOHEXYLAMINE		17
Éthyldiméthylméthane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
ÉTHYLÈNEDIAMINE		17
2,2'-Éthylènedioxydiéthanol	TRIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
ÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Éthylglycol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-Éthylhexaldéhyde (a)	ALDÉHYDES OCTYLIQUES	17
2-Éthylhexanal (a)	ALDÉHYDES OCTYLIQUES	17
2-Éthylhexanol (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Éthylhexenal	ÉTHYL-2 PROPYL-3 ACROLÉINE	17
2-Éthylhex-2-énal	ÉTHYL-2 PROPYL-3 ACROLÉINE	17
ÉTHYL-2 HEXYLAMINE		17
2-ÉTHYL-2-(HYDROXYMÉTHYL) PROPANEDIOL-1,3, ESTER DE L', C₈-C₁₀		17
5-Éthylidènebicyclo(2,2,1)hept-2-ène	NORBORÈNE D'ÉTHYLIDÈNE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
N-ÉTHYLMÉTHYLALLYLAMINE		17
N-Éthyl-2-méthylallylamine	N-ÉTHYLMÉTHYLALLYLAMINE	17
2-Éthyl-6-méthylaniline	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
2-Éthyl-6-méthylbenzènamine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
1-Éthyl-4-méthylbenzène	ÉTHYL TOLUÈNE	17
Éthylméthylcétone	MÉTHYLÉTHYLCÉTONE	17
5-Éthyl-2-méthylpyridine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE	17
Éthyl-5 picoline-2	MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE	17
ÉTHYL-2 PROPYL-3 ACROLÉINE		17
ÉTHYLTOLUÈNE		17
6-Éthyl-o-toluidine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
6-Éthyl-2-toluidine	MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE	17
FORMALDÉHYDE EN SOLUTIONS (À 45 % OU MOINS)		17
Formaline	FORMALDÉHYDE EN SOLUTIONS (À 45 % OU MOINS)	17
FORMAMIDE		17
Formiate de césium en solution	FORMIATE DE CÉSIUM EN SOLUTION (*)	17
FORMIATE DE CÉSIUM EN SOLUTION (*)		17
FORMIATE DE MÉTHYLE		17
FORMIATE DE POTASSIUM EN SOLUTIONS		18
Formiate de tétryle	FORMIATE D'ISOBUTYLE	17
FORMIATE D'ISOBUTYLE		17
Formyldiméthylamine	DIMÉTHYLFORMAMIDE	17
Fural	FURFURAL	17
2-Furaldéhyde	FURFURAL	17
Furan-2,5-dione	ANHYDRIDE MALÉIQUE	17
2,5-Furandione	ANHYDRIDE MALÉIQUE	17
FURFURAL		17
Furfuraldéhyde-2	FURFURAL	17
Furylcarbinol	ALCOOL FURFURYLIQUE	17
Gelée de pétrole	PÉTROLATUM	17
Gelée minérale	PÉTROLATUM	17
D-Glucitol en solution	SORBITOL EN SOLUTION	18
Glucitol en solution	SORBITOL EN SOLUTION	18
GLUCITOL/GLYCÉROL EN MÉLANGE PROPOXYLÉ (CONTENANT MOINS DE 10 % D'AMINES)		17
GLUCOSE EN SOLUTION		18
GLUTARATE DE DIMÉTHYLE		17
GLYCÉRINE		18
Glycéritol	GLYCÉRINE	18

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Glycérol	GLYCÉRINE	18
GLYCÉROL ÉTHOXYLÉ		
GLYCÉROL PROPOXYLÉ		17
GLYCÉROL PROPOXYLÉ ET ÉTHOXYLÉ		17
GLYCÉROL/SUCROSE EN MÉLANGE PROPOXYLÉ ET ÉTHOXYLÉ		17
GLYCINE, SEL DE SODIUM DE LA, EN SOLUTION		17
Glycol	ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Glycol éthylique	ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Glyoxal	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
Glyoxaldéhyde	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)		17
Glyphosate	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)		17
Glyphosate mono(isopropylammonium)	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
GOUDRON DE HOUILLE		17
Goudron de houille, distillat de	NAPHTA-SOLVANT DE GOUDRON DE HOUILLE	17
Hémimellitène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1-Hendécanol	ALCOOL UNDÉCYLIQUE	17
Heptaméthylène	CYCLOHEPTANE	17
HEPTANE (TOUS ISOMÈRES)		17
HEPTANOL (TOUS ISOMÈRES) (D)		17
2-Heptanone	MÉTHYLAMYLÉTONE	17
HEPTÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Heptylcarbinol (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Heptylène, mélange d'isomères	HEPTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Hexadécène-1	OLÉFINES (C ₁₃ , TOUS ISOMÈRES)	17
Hexadécylnaphtalène/dihexadécylnaphtalène en mélange	HEXADÉCYLNAPHTALÈNE-1/(HEXADÉCYL)NAPHTALÈNE-1,4-BIS EN MÉLANGE	17
HEXADÉCYLNAPHTALÈNE-1/(HEXADÉCYL)NAPHTALÈNE-1,4-BIS EN MÉLANGE		17
Hexaéthylène glycol (a)	POLYÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Hexahydro-aniline	CYCLOHEXYLAMINE	17
Hexahydro-1H-azépine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Hexahydro-1- <i>H</i> -azépine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
Hexahydrophénol	CYCLOHEXANOL	17
Hexahydrotoluène	MÉTHYLCYCLOHEXANE	17
Hexaméthylène	CYCLOHEXANE	17
HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION		17
1,6-Hexaméthylènediamine en solution	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION	17
HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE (FONDUE)		17
Hexaméthylène-1,6-diisocyanate	DIISOCYANATE D'HEXAMÉTHYLÈNE	17
HEXAMÉTHYLÈNEGLYCOL		17
HEXAMÉTHYLÈNEIMINE		17
HEXAMÉTHYLÈNETÉTAMINE EN SOLUTIONS		18
Hexamine	HEXAMÉTHYLÈNETÉTAMINE EN SOLUTIONS	18
Hexanaphtalène	CYCLOHEXANE	17
<i>n</i> -Hexane	HEXANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Hexanediamine-1,6	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE (FONDUE)	17
Hexane-1,6-diamine en solutions	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION	17
1,6-Hexanediamine en solutions	HEXAMÉTHYLÈNEDIAMINE EN SOLUTION	17
Hexane-1,6-diol	HEXAMÉTHYLÈNEGLYCOL	17
1,6-HEXANEDIOL, DISTILLATS DE TÊTE		17
HEXANE (TOUS ISOMÈRES)		17
HEXANOL		17
Hexan-1-ol	HEXANOL	17
Hexan-2-one	MÉTHYLBUTYLCÉTONE	17
2-Hexanone	MÉTHYLBUTYLCÉTONE	17
Hexène-1 (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Hex-1-ène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Hexène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Hexone	MÉTHYLIPOBUTYLCÉTONE	17
Hexylène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
HEXYLÈNEGLYCOL		18
Homopipéridine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17
HOMOPOLYMÈRE DE 2-PROPÈNE-1-AMINIUM, N,N-DIMÉTHYL-N-2-CHLORURE DE PROPÉNYLE (EN SOLUTION AQUEUSE)		17
HUILE ACIDE DE PALME		17
HUILE ACIDE DE PALMISTE		17
HUILE CARBOLIQUE		17
Huile d'aniline	ANILINE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Huile d'anthracène (fraction du goudron de houille) (a)	GOUDRON DE HOUILLE	17
HUILE D'ARACHIDE		17
Huile de bétula	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
HUILE DE BOIS DE CHINE		17
HUILE DE CARTHAME		17
HUILE DE COCO		17
HUILE DE COLZA		17
HUILE DE COQUE DE CAJOU (NON TRAITÉE)		17
HUILE DE GRAINE DE COTONNIER		17
HUILE DE GRAINE DE TOURNESOL		17
Huile de grignon	HUILE D'OLIVE	17
HUILE DE JATROPHA		
HUILE DE LIN		17
HUILE DE MAÏS		17
HUILE DE NOYAU DE MANGUE		17
HUILE DE PALME		17
HUILE DE PALME, FRACTION MOYENNE		17
HUILE DE PALME, QUALITÉ INDUSTRIELLE NON COMESTIBLE		17
HUILE DE PALMISTE		17
HUILE DE PIN		17
HUILE DE POISSON		17
HUILE DE RÉSINE DISTILLÉE		17
HUILE DE RICIN		17
HUILE DE SOJA		17
Huile de son	FURFURAL	17
HUILE DE SON DE RIZ		17
Huile de vitriol	ACIDE SULFURIQUE	17
Huile de wintergreen	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
HUILE D'ILLIPÉ		17
HUILE D'OLIVE		17
Huile de moyenne	HUILE CARBOLIQUE	17
Huile végétale hydrotraitée	ALCANES (C10-C26), LINÉAIRES ET RAMIFIÉS AYANT UN POINT D'ÉCLAIR > 60°C	
HUILES ACIDES VÉGÉTALES (M)		17
Hydrate d'amylène	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Hydrate de magnésie	BOUE D'HYDROXYDE DE MAGNÉSIUM	18
Hydrate de méthyle	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Hydrate de sodium en solution	HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
HYDROCARBURES ALIPHATIQUES OXYGÉNÉS EN MÉLANGE		17
Hydrocarbures aliphatiques oxygénés, alcools aliphatiques primaires et éthers aliphatiques mélangés : poids moléculaire > 200 (a)	HYDROCARBURES ALIPHATIQUES OXYGÉNÉS EN MÉLANGE	17
Hydrocarbures aromatiques poly(2+)cycliques fondus (b)	COMPOSÉS AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (C₂₊)	17
Hydrofuranne	TÉTRAHYDROFURANNE	17
HYDROGÉNOPHOSPHATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
Hydrogénophosphate de bis(2-éthylhexyle)	ACIDE DI-(2-ÉTHYLHEXYL)PHOSPHORIQUE	17
Hydrogénophosphate de dioctyle	ACIDE DI-(2-ÉTHYLHEXYL)PHOSPHORIQUE	17
Hydrogénophosphite de dibutyle	HYDROGÉNOPHOSPHONATE DE DIBUTYLE	17
Hydrogénophosphite de di[alkyl/alkényle(C ₁₀ -C ₂₀)] (a)	PHOSPHITE D'ALKYLE (C₁₀-C₂₀, SATURÉ ET NON SATURÉ)	17
HYDROGÉNOPHOSPHITE DE DIMÉTHYLE		17
HYDROGÉNOPHOSPHONATE DE DIBUTYLE		17
Hydrogénosulfate	ACIDE SULFURIQUE	17
HYDROGÉNOSULFITE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)		17
Hydrogénosulfure de sodium en solution (à 45 % ou moins)	HYDROGÉNOSULFURE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
HYDROGÉNOSULFURE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)		17
HYDROGÉNOSULFURE DE SODIUM/ SULFURE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ		18
Hydroxybenzène	PHÉNOL	17
2-Hydroxybenzoate de méthyle	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
4-Hydroxy-2-céto-4-méthylpentane	DIACÉTONE-ALCOOL	17
Hydroxyde d'ammonium (à 28 % ou moins)	AMMONIAC EN SOLUTION AQUEUSE (À 28 % OU MOINS)	17
Hydroxyde de phényle	PHÉNOL	17
HYDROXYDE DE POTASSIUM, EN SOLUTION		17
Hydroxyde de silicate d'aluminium	BOUE DE KAOLIN	18
HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION		17
Hydroxydiméthylbenzènes	XYLÉNOL	17
2-Hydroxyéthylamine	ÉTHANOLAMINE	17
<i>N</i> -bêta-Hydroxyéthyléthylène diamine	AMINOÉTHYLÉTHANOLAMINE	17
<i>N</i> -(2-hydroxyéthyl)éthylènediaminetriacétate de trisodium en solution	ACIDE <i>N</i>- (HYDROXYÉTHYL)ÉTHYLÈNEDIAMINE TRIACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
<i>alpha</i> -Hydroxyisobutyronitrile	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17
Hydroxy-4 méthyl-4 pentanone-2	DIACÉTONE-ALCOOL	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
4-Hydroxy-4-méthyl-2-pentanone	DIACÉTONE-ALCOOL	17
2-Hydroxy-2-méthylpropiononitrile	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17
2-Hydroxynitrobenzène (fondu)	o-NITROPHÉNOL (FONDU)	17
<i>alpha</i> -Hydroxypropionitrile en solution (à 80 % ou moins)	LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)	17
<i>bêta</i> -Hydroxypropionitrile	CYANHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
2-Hydroxypropionitrile en solution (à 80 % ou moins)	LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)	17
2-Hydroxypropiononitrile	LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)	17
3-Hydroxypropiononitrile	CYANHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
2-[2-(2-hydroxypropoxy)propoxy]propan-1-ol	TRIPROPYLÈNEGLYCOL	17
Hydroxy-2 propylamine	ISOPROPANOLAMINE	17
Hydroxy-3 propylamine	<i>n</i> -PROPANOLAMINE	17
<i>alpha</i> -Hydroxytoluène	ALCOOL BENZYLIQUE	17
Hydrure de nonyle (a)	NONANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Hydrure phénylique	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
HYPOCHLORITE DE CALCIUM EN SOLUTION (À 15 % OU MOINS)		17
HYPOCHLORITE DE CALCIUM EN SOLUTION (À PLUS DE 15 %)		17
HYPOCHLORITE DE SODIUM EN SOLUTION (À 15 % OU MOINS)		17
2,2'-Iminobiséthanol	DIÉTHANOLAMINE	17
2,2'-Iminodi(éthylamine)	DIÉTHYLÈNETRIAMINE	17
1,1'-Iminodipropan-2-ol	DIISOPROPANOLAMINE	17
Isoacétophénone	ISOPHORONE	17
Isobutaldéhyde (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isobutanal (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isobutanol	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
Isobutanolamine	2-AMINO-2-MÉTHYL-1-PROPANOL	17
Isobutylamine (a)	BUTYLAMINE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isobutylcarbinol	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
Isobutylcétone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
Isobutylméthylcarbinol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
Isobutylméthylcétone	MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE	17
Isobutylméthylméthanol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
Isobutyraldéhyde (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isobutyrate de 3-hydroxy-2,2,4-triméthylpentyl	ISOBUTYRATE DE TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTANEDIOL-1,3	17
ISOBUTYRATE DE TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTANEDIOL-1,3		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Isocyanate de polyphényle polyméthylène	POLYMÉTHYLÈNE POLYPHÉNYLISOCYANATE	17
Isocyanatométhyl-3-triméthyl-3,5,5-cyclohexyl- isocyanate	DIISOCYANATE D'ISOPHORONE	17
Isodécanol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isododécane (a)	DODÉCANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isodurène (a)	TÉTRAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
ISO- ET CYCLO-ALCANES (C₁₀-C₁₁)		17
ISO- ET CYCLO-ALCANES (C₁₂+) 		17
Isononanol	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isooctane (a)	OCTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isooctanol	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Isopentane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isopentanol	ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE	17
Isopentanol	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
ISOPHORONE		17
ISOPHORONEDIAMINE		17
ISOPRÈNE		17
Isopropanol	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	17
ISOPROPANOLAMINE		17
Isopropénylbenzène	<i>alpha</i> -MÉTHYLSTYRÈNE	17
2-Isopropoxyéthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-Isopropoxypropane (a)	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Isopropylacétone	MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE	17
ISOPROPYLAMINE		17
ISOPROPYLAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		17
Isopropylcarbinol	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
ISOPROPYLCYCLOHEXANE		17
Isopropylidène acétone	OXYDE DE MÉSITYLE	17
Isopropyltoluène	<i>p</i> -CYMÈNE	17
4-Isopropyltoluène	<i>p</i> -CIMÈNE	17
4-Isopropyltoluol	<i>p</i> -CIMÈNE	17
Isovaléral	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Isovalérone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
JUS DE POMME		18
JUS D'ORANGE (CONCENTRÉ)		
JUS D'ORANGE (NON CONCENTRÉ)		
Kaolin	BOUE DE KAOLIN	18
Lactone de l'acide 4-hydroxybutanoïque	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Lactone de l'acide <i>gamma</i> -hydroxybutyrique	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17
Lactone de l'acide 4-hydroxybutyrique	<i>gamma</i> -BUTYROLACTONE	17
LACTONITRILE EN SOLUTION (À 80 % OU MOINS)		17
Lait de magnésie	BOUE D'HYDROXYDE DE MAGNÉSIUM	17
LATEX, AMMONIAC (1 % OU MOINS), INHIBÉ		17
LATEX : COPOLYMÈRE CARBOXYLÉ DE STYRÈNE-BUTADIÈNE; CAOUTCHOUC DE STYRÈNE-BUTADIÈNE		17
Laurylmercaptan	<i>tert</i> -DODÉCANETHIOL	17
LÉCITHINE		18
LIGNINE DE BOIS AVEC ACÉTATE/OXALATE DE SODIUM		
LIGNOSULFONATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
LIGNOSULFONATE DE CALCIUM EN SOLUTION		17
Lignosulfonate de magnésium	ACIDE LIGNOSULFONIQUE, SEL DE MAGNÉSIUM DE L', EN SOLUTION	
Lignosulfonate de sodium	ACIDE LIGNOSULFONIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
Limonène	DIPENTÈNE	17
Liquide éthylé (a)	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
L-LYSINE EN SOLUTION (60 % OU MOINS)		17
Maltitol	MALTITOL EN SOLUTION	18
MALTITOL EN SOLUTION		18
Méglumine en solution (à 70 % ou moins)	<i>N</i> -MÉTHYLGLUCAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	18
MÉLANGE D'ACIDE FORMIQUE (CONTENANT AU PLUS 18 % D'ACIDE PROPIONIQUE ET AU PLUS 25 % DE FORMIATE DE SODIUM)		17
MÉLANGE DE BASE POUR LIQUIDE DE FREIN : POLY(2-8)ALKYLÈNE(C₂-C₃) GLYCOLS/ÉTHERS MONOALKYLÉS(C₁-C₄) DES POLYALKYLÈNE (C₂-C₁₀) GLYCOLS ET LES DÉRIVÉS ESTÉRIFIÉS DE L'ACIDE BORIQUE		17
MÉLANGE D'HUILES ACIDES ISSU DU RAFFINAGE D'HUILES DE GRAINES DE SOJADE MAÏS ET DE TOURNESOL		17
MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)		17
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS DE DIESEL/GASOIL ET D'ALCANES (C₁₀-C₂₆), LINÉAIRES ET RAMIFIÉS AYANT UN POINT D'ÉCLAIR > 60°C (>25 % MAIS <99 % EN VOLUME)		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS DE DIESEL/GASOIL ET D'ALCANES (C10-C26), LINÉAIRES ET RAMIFIÉS AYANT UN POINT D'ÉCLAIR 60°C (> 25 % MAIS <99 % EN VOLUME)		17
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS DE DIESEL ET D'ESTERS MÉTHYLIQUES D'ACIDES GRAS (> 25 % MAIS < 99 % EN VOLUME)		17
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS DE DIESEL ET D'HUILE VÉGÉTALE (> 25 % MAIS < 99 % EN VOLUME)		17
MÉLANGES DE BIOCARBURANTS COMPOSÉS D'ESSENCE ET D'ALCOOL ÉTHYLIQUE (> 25 % MAIS < 99 % EN VOLUME)		17
Mélasse (a)	MÉLASSES	18
Mélasse de canne (a)	MÉLASSES	18
Mélasse épuisée (a)	MÉLASSES	18
Mélasse finale (a)	MÉLASSES	18
MÉLASSES		18
<i>dl-p</i> -Mentha-1,8-diène	DIPENTÈNE	17
MERCAPTOBENZOTHAZOL, SEL DE SODIUM DU, EN SOLUTION		17
Mercaptopropionaldéhyde de méthyle	3-(MÉTHYLTHIO)PROPIONALDÉHYDE	17
Mésitylène	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Métam-sodium	MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION	17
MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION		17
MÉTHACRYLATE DE BUTYLE		17
MÉTHACRYLATE DE BUTYLE/DÉCYLE/ CÉTYLE/EICOSYLE EN MÉLANGE		17
Méthacrylate de butyle/décyle/hexadécyle/icosyle en mélange (a)	MÉTHACRYLATE DE BUTYLE/DÉCYLE/CÉTYLE/EICOSYLE EN MÉLANGE	17
MÉTHACRYLATE DE CÉTYLE/EICOSYLE EN MÉLANGE		17
MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE		17
MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE/OCTADÉCYLE (EN MÉLANGE)		17
MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE/PENTADÉCYLE EN MÉLANGE		17
Méthacrylate de lauryle	MÉTHACRYLATE DE DODÉCYLE	17
MÉTHACRYLATE DE MÉTHYLE		17
MÉTHACRYLATE DE NONYLE MONOMÈRE		17
MÉTHACRYLATE D'ÉTHYLE		17
Méthacrylate d'hexadécyle et d'icosyle en mélange (a)	MÉTHACRYLATE DE CÉTYLE/EICOSYLE EN MÉLANGE	17
MÉTHACRYLATE D'ISOBUTYLE		17
MÉTHACRYLONITRILE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Méthaformaldéhyde	TRIOXANNE-1,3,5	17
Méthanal	FORMALDÉHYDE EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
Méthanamide	FORMAMIDE	17
Méthanamine	MÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 42 % OU MOINS)	17
Méthane perchloré	TÉTACHLORURE DE CARBONE	17
Méthanoate de méthyle	FORMIATE DE MÉTHYLE	17
Méthanol	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Méthanolate de sodium	MÉTHYLATE DE SODIUM 21-30 % DANS LE MÉTHANOL	
Méthénamine	HEXAMÉTHYLÈNETÉTRAMINE EN SOLUTIONS	18
MÉTHOXY-3 BUTANOL-1		17
3-Méthoxybutan-1-ol	MÉTHOXY-3 BUTANOL-1	17
Méthoxyde de sodium	MÉTHYLATE DE SODIUM 21-30 % DANS LE MÉTHANOL	
2-Méthoxyéthanol (a)	ÉTHERS MONOALKYLIQUES DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2-(2- Méthoxyéthoxy)éthanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
2-[2-(2- Méthoxyéthoxy)éthoxy]éthanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
2-Méthoxy-2-méthylbutane	ÉTHER MÉTHYLIQUE <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
3-Méthoxy-3-méthylbutan-1-ol	MÉTHYL-3 MÉTHOXY-3 BUTANOL	17
N-(2-MÉTHOXY-1 MÉTHYLÉTHYL)-2 ÉTHYL-6 MÉTHYLCHLOROACÉTANILIDE		17
2-Méthoxy-2-méthylpropane	ÉTHER MÉTHYL- <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
1-Méthoxy-2-propanol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
1-(2-Méthoxypropoxy)propoxy]propan-2-ol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
3-[3-(3-Méthoxypropoxy)propoxy]propan-1-ol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
Méthoxytriglycol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE(C ₁ -C ₆) DU POLY(2-8)ALKYLÈNEGLYCOL	17
MÉTHYLATE DE SODIUM 21-30 % DANS LE MÉTHANOL		17
Méthylacétaldéhyde	ALDÉHYDE PROPIONIQUE	17
<i>bêta</i> -Méthylacroléine	CROTONALDÉHYDE	17
Méthylacrylonitrile	MÉTHACRYLONITRILE	17
MÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 42 % OU MOINS)		17
1-Méthyl-2-aminobenzène	<i>o</i> -TOLUIDINE	17
2-Méthyl-1-aminobenzène	<i>o</i> -TOLUIDINE	17
MÉTHYLAMYLCÉTONE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Méthyl <i>n</i> -amylcétone	MÉTHYLAMYLCÉTONE	17
1-Méthyl-1,3-cyclopentadiène	MÉTHYLCYCLOPENTADIÈNE, DIMÈRE DU	17
2-Méthylaniline	o-TOLUIDINE	17
N-MÉTHYLANILINE		17
o-Méthylaniline	o-TOLUIDINE	17
Méthylbenzène	TOLUÈNE	17
2-Méthylbenzèneamine	o-TOLUIDINE	17
o-Méthylbenzèneamine	o-TOLUIDINE	17
Méthylbenzènediamine	TOLUÈNEDIAMINE	17
Méthylbenzol	TOLUÈNE	17
2-Méthyl-1,3-butadiène	ISOPRÈNE	17
Méthyl-2 butadiène-1,3	ISOPRÈNE	17
3-Méthyl-1,3-butadiène	ISOPRÈNE	17
Méthyl-3-butadiène-1,3	ISOPRÈNE	17
2-Méthylbutanal	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
3-Méthylbutanal	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Méthylbutane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Méthyl-2-butanol	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
2-Méthylbutan-2-ol	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
Méthyl-2-butanol-4	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
3-Méthyl-1-butanol	ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE	17
3-Méthyl-1-butanol	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
Méthyl-3-butanol-1	ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE	17
Méthyl-3-butanol-1	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
3-Méthylbutan-1-ol	ALCOOL AMYLIQUE PRIMAIRE	17
3-Méthylbutan-1-ol	ALCOOL ISOAMYLIQUE	17
3-Méthylbutan-3-ol	ALCOOL <i>tert</i> -AMYLIQUE	17
3-Méthylbut-1-ène (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthylbutènes (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
MÉTHYLBUTÉNOL		17
MÉTHYLBUTYLCÉTONE		17
MÉTHYLBUTYNOL		17
2-Méthyl-3-butyn-2-ol	MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3	17
2-Méthyl-3-butyn-2-ol	MÉTHYLBUTYNOL	17
2-Méthylbut-3-yn-2-ol	MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3	17
2-Méthylbut-3-yn-2-ol	MÉTHYLBUTYNOL	17
2-Méthylbutyraldéhyde	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
3-Méthylbutyraldéhyde	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthylcarbamodithioate de sodium	MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION	17
Méthylchloroforme	TRICHLORO-1,1,1 ÉTHANE	17
MÉTHYLCYCLOHEXANE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
MÉTHYLCYCLOPENTADIÈNE, DIMÈRE DU		17
MÉTHYLCYCLOPENTADIENYL MANGANÈSE TRICARBONYL		17
MÉTHYLDIÉTHANOLAMINE		17
Méthylthiocarbamate de sodium en solution	MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION	17
Méthylène	ALCOOL MÉTHYLIQUE	17
Méthylène bis (<i>p</i> -phénylèneisocyanate)	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
Méthylène bis (4-phénylisocyanate)	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
4,4'-Méthylène bis (4-phénylisocyanate)	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
Méthylènediphényle-4,4' diisocyanate	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
Méthylènedi- <i>p</i> -phénylène diisocyanate	DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE	17
1-Méthyléthylamine	ISOPROPYLAMINE	17
MÉTHYL-2 ÉTHYL-6 ANILINE		17
1,4-Méthyléthylbenzène	ÉTHYLTOLUÈNE	17
Méthyléthylcarbinol	ALCOOL <i>sec</i>-BUTYLIQUE	18
MÉTHYLÉTHYLCÉTONE		17
<i>N</i> -(1-Méthyléthyl)propan-2-amine	DIISOPROPYLAMINE	17
MÉTHYL-2 ÉTHYL-5 PYRIDINE		17
<i>N</i>-MÉTHYLGLUCAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)		18
<i>N</i> -Méthyl-D-glucamine en solution (à 70 % ou moins)	<i>N</i>-MÉTHYLGLUCAMINE EN SOLUTION (À 70 % OU MOINS)	18
MÉTHYL-2 GLUTARONITRILE AVEC 2-ÉTHYL-SUCCINONITRILE (12 % OU MOINS)		
Méthylglycol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
5-Méthyl-3-heptanone	ÉTHYLAMYLCÉTONE	17
5-Méthylheptan-3-one	ÉTHYLAMYLCÉTONE	17
5-Méthylhexan-2-one	MÉTHYLAMYLCÉTONE	17
Méthyl-hexyl-carbinol	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthyl- <i>o</i> -hydroxybenzoate	SALICYLATE DE MÉTHYLE	17
MÉTHYL-2 HYDROXY-2 BUTYNE-3		17
Méthyl-2 hydroxy-2 butyne-3	MÉTHYLBUTYNOL	17
2,2'-(Méthylimino)diéthanol	MÉTHYLDIÉTHANOLAMINE	17
<i>N</i> -Méthyl-2,2'-iminodiéthanol	MÉTHYLDIÉTHANOLAMINE	17
Méthylisoamylcétone	MÉTHYLAMYLCÉTONE	17
Méthylisobuténylcétone	OXYDE DE MÉSITYLE	17
Méthylisobutylcarbinol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE		17
<i>p</i> -Méthylisopropyle benzène	<i>p</i>-CYMÈNE	17
2-Méthyllactonitrile	CYANHYDRINE D'ACÉTONE	17
7-Méthyl-3-méthylène-1,6-octadiène	MYRCÈNE	17
MÉTHYL-3 MÉTHOXY-3 BUTANOL		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
<i>alpha</i> -Méthylnaphtalène (fondu) (a)	MÉTHYLNAPHTALÈNE (FONDU)	17
<i>bêta</i> -Méthylnaphtalène (fondu) (a)	MÉTHYLNAPHTALÈNE (FONDU)	17
MÉTHYLNAPHTALÈNE (FONDU)		17
(<i>o</i> - et <i>p</i> -) Méthylnitrobenzène	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
8-Méthylnonan-1-ol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthylolpropane	ALCOOL <i>n</i> -BUTYLIQUE	17
Méthyloxirane	OXYDE DE PROPYLÈNE	17
2-Méthyl-2,4-pentanediol	HEXYLÈNEGLYCOL	18
Méthyl-2 pentanediol-2,4	HEXYLÈNEGLYCOL	18
2-Méthylpentane-2,4-diol	HEXYLÈNEGLYCOL	18
Méthylpentan-2-ol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
Méthyl-4 pentanol-2	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
4-Méthyl-2-pentanol	ALCOOL MÉTHYLAMYLIQUE	17
4-Méthyl-2-pentanone	MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE	17
4-Méthylpentan-2-one	MÉTHYLISOBUTYLCÉTONE	17
2-Méthylpentène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Méthyl-2 pentène-1 (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Méthylpent-1-ène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
4-Méthyl-1-pentène (a)	HEXÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
4-Méthyl-3-pentèn-2-one	OXYDE DE MÉSITYLE	17
4-Méthylpent-3-èn-2-one	OXYDE DE MÉSITYLE	17
Méthylpentylcétone	MÉTHYLAMYLCÉTONE	17
Méthylphénylène diamine	TOLUÈNEDIAMINE	17
2-Méthyl- <i>m</i> -phénylènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
4-Méthyl- <i>m</i> -phénylènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
Méthylphénylène diisocyanate	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
Méthyl-2-phényl-2 propane (a)	BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Méthylpropanal (a)	BUTYRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
MÉTHYL-2 PROPANE-1,3 DIOL		17
2-Méthyl-1-propanol	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
2-Méthylpropan-1-ol	ALCOOL ISOBUTYLIQUE	17
2-Méthyl-2-propanol	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
2-Méthylpropan-2-ol	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
2-Méthylprop-2-ènenitrile	MÉTHACRYLONITRILE	17
2-Méthyl-2-propénoate de méthyle	MÉTHACRYLATE DE MÉTHYLE	17
2-Méthylprop-2-énoate de méthyle	MÉTHACRYLATE DE MÉTHYLE	17
Méthylpropylcarbinol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
MÉTHYLPROPYLCÉTONE		18
<i>alpha</i> -Méthylpyridine	MÉTHYL-2 PYRIDINE	17
MÉTHYL-2 PYRIDINE		17
MÉTHYL-3 PYRIDINE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
MÉTHYL-4 PYRIDINE		17
1-Méthyl-2-pyrrolidinone	N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE	17
1-Méthylpyrrolidin-2-one	N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE	17
N-Méthylpyrrolidinone	N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE	17
1-Méthyl-2-pyrrolidone	N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE	17
N-MÉTHYL-2 PYRROLIDONE		17
Méthylstyrène (tous isomères)	VINYLTOLUÈNE	17
alpha-MÉTHYLSTYRÈNE		17
3-(MÉTHYLTHIO)PROPIONALDÉHYDE		17
2-Méthyltriméthylèneglycol	MÉTHYL-2 PROPANE-1,3 DIOL	17
Métolachlore	N-(2-MÉTHOXY-1 MÉTHYLÉTHYL)-2 ÉTHYL-6 MÉTHYLCHLOROACÉTANILIDE	17
Monochlorhydrine du glycol	CHLORHYDRINE D'ÉTHYLÈNE	17
Monochlorobenzène	CHLOROBENZÈNE	17
Monochlorobenzol	CHLOROBENZÈNE	17
Monoéthanolamine	ÉTHANOLAMINE	17
Monoéthylamine	ÉTHYLAMINE	17
Monoéthylamine en solutions (à 72 % ou moins)	ÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 72 % OU MOINS)	17
Monoisopropanolamine	ISOPROPANOLAMINE	17
Monoisopropylamine	ISOPROPYLAMINE	17
MONOMÈRE/OLIGOMÈRE DE SILICATE DE TÉTRAÉTHYLE (À 20 % DANS L'ÉTHANOL)		18
Monométhylamine en solutions (à 42 % ou moins)	MÉTHYLAMINE EN SOLUTIONS (À 42 % OU MOINS)	17
MONOOLÉATE DE GLYCÉROL		18
MONOOLEATE DE SORBITAN POLY(20)OXYÉTHYLÉNÉ		17
Monopropylamine	n-PROPYLAMINE	17
Monopropylène glycol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
MORPHOLINE		17
MYRCÈNE		17
Naphta, goudron de houille	NAPHTA-SOLVANT DE GOUDRON DE HOUILLE	17
Naphta (pétrole), aromatiques légers obtenus par vapocraquage (a)	ALKYLBENZÈNE EN MÉLANGES (CONTENANT AU MOINS 50 % DE TOLUÈNE)	
Naphta, solvant de sécurité	WHITE SPIRIT À FAIBLE TENEUR EN AROMATIQUES (15-20 %)	17
NAPHTALÈNE (FONDU)		17
Naphtaline	NAPHTALÈNE (FONDU)	17
NAPHTA-SOLVANT DE GOUDRON DE HOUILLE		17
Naphte de vinaigre	ACÉTATE D'ÉTHYLE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Naphtène	NAPHTALÈNE (FONDU)	17
Néodécanoate de 2,3-époxypropyle	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C ₁₀	17
Néodécanoate de glycidyle	ESTER GLYCIDYLIQUE DE L'ACIDE TRIALKYLACÉTIQUE C ₁₀	17
NÉODÉCANOATE DE VINYLE		17
Néopentane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Néopentylène glycol	DIMÉTHYL-2,2 PROPANEDIOL-1,3 (FONDU OU EN SOLUTION)	17
NITRATE D'AMMONIUM EN SOLUTION (À 93 % OU MOINS)		17
NITRATE DE CALCIUM EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)		17
NITRATE DE CALCIUM/NITRATE DE MAGNÉSIUM/CHLORURE DE POTASSIUM EN SOLUTION		17
NITRATE DE FER III/ACIDE NITRIQUE EN SOLUTION		17
Nitrate d'octyle	ALKYL(C ₇ -C ₉)NITRATES	17
Nitrate d'octyle (tous isomères)	ALKYL(C ₇ -C ₉)NITRATES	17
Nitrilotriacétate de trisodium en solution	ACIDE NITRILACÉTIQUE, SEL TRISODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
1,1',1''-Nitrilotri-2-propanol	TRIISOPROPANOLAMINE	17
2,2',2''-Nitrilotriséthanol	TRIÉTHANOLAMINE	17
NITRITE DE SODIUM EN SOLUTION		17
<i>o</i> -Nitrochlorobenzène	<i>o</i> -CHLORONITROBENZÈNE	17
NITROBENZÈNE		17
Nitrobenzol	NITROBENZÈNE	17
NITROÉTHANE		17
NITROÉTHANE (À 80 %)/NITROPROPANE (À 20 %)		17
NITROÉTHANE, NITRO-1 PROPANE (15 % DE CHAQUE OU PLUS), EN MÉLANGE		17
<i>o</i>-NITROPHÉNOL (FONDU)		17
<i>ortho</i> -Nitrophénol	<i>o</i> -NITROPHÉNOL (FONDU)	17
2-Nitrophénol (fondu)	<i>o</i> -NITROPHÉNOL (FONDU)	17
NITRO-1 OU -2 PROPANE		17
NITROPROPANE (À 60 %)/NITROÉTHANE (À 40 %) EN MÉLANGE		17
2-Nitrotoluène (a)	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
4-Nitrotoluène (a)	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
<i>o</i> -Nitrotoluène (a)	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
<i>p</i> -Nitrotoluène (a)	<i>o</i> - OU <i>p</i> - NITROTOLUÈNES	17
<i>o</i>- OU <i>p</i>- NITROTOLUÈNES		17
NONANE (TOUS ISOMÈRES)		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
<i>n</i> -Nonane (a)	NONANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Nonanols	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
NONÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Nonylcarbinol	ALCOOL DÉCYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Nonylène (a)	NONÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
NONYLPHÉNOL		17
NONYLPHÉNOL POLY(4+)ÉTHOXYLATE		17
<i>alpha</i> -4-Nonylphényl- <i>oméga</i> -hydroxypoly(oxyéthylène) (b)	ALKARYLPOLYÉTERS (C ₉ -C ₂₀)	17
Nopinène	<i>bêta</i> -PINÈNE	17
NORBORÈNE D'ÉTHYLIDÈNE		17
Octadécan-1-ol	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
1-Octadécanol	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
<i>z</i> -Octadéc-9-énamine	OLÉYLAMINE	17
<i>z</i> -Octadéc-9-énylamine	OLÉYLAMINE	17
OCTAMÉTHYLCYCLOTÉTRASILOXANE		17
Octanal (a)	ALDÉHYDES OCTYLIQUES	17
OCTANE (TOUS ISOMÈRES)		17
Octan-1-ol (a)	OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)	17
OCTANOL (TOUS ISOMÈRES)		17
OCTÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Octylcarbinol	ALCOOL NONYLIQUE (TOUS ISOMÈRES)	17
Oléamine	OLÉYLAMINE	17
Oléate de glycérol	MONOOLÉATE DE GLYCÉROL	18
OLÉATE DE POTASSIUM		17
OLÉFINE (C₅-C₇) EN MÉLANGES		17
OLÉFINE (C₅-C₁₅) EN MÉLANGES		17
OLÉFINES (C₁₃₊, TOUS ISOMÈRES)		17
<i>alpha</i> -OLÉFINES (C ₆ -C ₁₈) EN MÉLANGES		17
OLÉFINE EN MÉLANGES (C₇-C₉) RICHE EN C₈, STABILISÉE		17
OLÉINE DE PALME		17
OLÉINE DE PALMISTE		17
OLÉUM		17
OLÉYLAMINE		17
Oligosaccharide hydrogéné	HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ	18
Oxalaldéhyde	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
3-Oxapentane-1,5-diol	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
1,4-Oxazinane	MORPHOLINE	17
Oxétan-2-one	<i>bêta</i> -PROPIOLACTONE	17
2,2'-Oxybis(1-chloropropane)	ÉTHER DICHLORO-2,2' ISOPROPYLIQUE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2,2'-Oxybis(éthylèneoxy)diéthanol	TÉTRAÉTHYLÈNEGLYCOL	17
2,2'-Oxybis(propane)	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Oxyde acétique	ANHYDRIDE ACÉTIQUE	17
Oxyde de butylène	TÉTRAHYDROFURANNE	17
OXYDE DE BUTYLÈNE-1,2		17
Oxyde de chloréthyle	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Oxyde de (chlorométhyl)éthylène	ÉPICHLORHYDRINE	17
Oxyde de chloropropylène	ÉPICHLORHYDRINE	17
Oxyde de cyclotétraméthylène	TÉTRAHYDROFURANNE	17
Oxyde de dichloroéthyle	ÉTHER DICHLORÉTHYLIQUE	17
Oxyde de diéthyle	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
Oxyde de diéthylène	DIOXANNE-1,4	17
Oxyde de diisopropyle	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Oxyde de diphenyle	ÉTHER DIPHÉNYLIQUE	17
Oxyde de diphenyle/oxyde de diphenyle et de phenyle en mélange	ÉTHER DIPHÉNYLIQUE/ÉTHER DE DIPHÉNYLE ET DE PHÉNYLE EN MÉLANGE	17
OXYDE DE MÉSITYLE		17
Oxyde de méthyléthylène	OXYDE DE PROPYLÈNE	17
Oxyde de propène	OXYDE DE PROPYLÈNE	17
Oxyde de propionyle	ANHYDRIDE PROPIONIQUE	17
OXYDE DE PROPYLÈNE		17
Oxyde d'éthyle	ÉTHER DIÉTHYLIQUE	17
OXYDE D'ÉTHYLÈNE ET OXYDE DE PROPYLÈNE EN MÉLANGES CONTENANT AU PLUS 30 % (MASSE) D'OXYDE D'ÉTHYLÈNE		17
Oxyde de tétraméthylène	TÉTRAHYDROFURANNE	17
Oxyde de titane (IV), boue d'	BOUE DE DIOXYDE DE TITANE	17
Oxyde d'isopropyle	ÉTHER ISOPROPYLIQUE	17
Oxydes tolyliques de sodium en solution	ACIDE CRÉSYLIQUE, SEL SODIQUE DE L', EN SOLUTION	17
2,2'-Oxydiéthanol	DIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
1,1'-Oxydipropan-2-ol	DIPROPYLÈNEGLYCOL	17
Oxyméthylène	FORMALDÉHYDE EN SOLUTIONS (À 45 % OU MOINS)	17
PARAFFINE		17
Paraffine écaille	PARAFFINE	17
<i>n</i> -Paraffines (C ₁₀ -C ₂₀) (a)	<i>n</i> -ALCANES(C ₁₀₊)	17
PARAFFINES CHLORÉES (C₁₀-C₁₃)		17
PARAFFINES CHLORÉES (C₁₄-C₁₇) (CONTENANT AU MOINS 50 % DE CHLORE ET MOINS DE 1 % DE C₁₃ OU CHAÎNES PLUS COURTES)		17
PARALDÉHYDE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Pâte chimico-thermomécanique (PCTM), concentré de	LIGNINE DE BOIS AVEC ACÉTATE/OXALATE DE SODIUM	
PENTACHLOROÉTHANE		17
Pentadécanol (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Pentadéc-1-ène (a)	OLÉFINES (C ₁₃₊ , TOUS ISOMÈRES)	17
1-Pentadécène	OLÉFINES (C ₁₃₊ , TOUS ISOMÈRES)	17
Penta-1,3-diène	PENTADIÈNE-1,3	17
z-1,3-Pentadiène	PENTADIÈNE-1,3	17
PENTADIÈNE-1,3		17
PENTADIÈNE-1,3 (SUPÉRIEUR À 50 %), CYCLOPENTÈNE ET ISOMÈRES EN MÉLANGES		17
<i>cis-trans</i> -1,3-Pentadiène	PENTADIÈNE-1,3	17
Pentaéthylèneglycol (a)	POLYÉTHYLÈNEGLYCOL	17
PENTAÉTHYLÈNEHEXAMINE		17
Pentaline	PENTACHLOROÉTHANE	17
Pentaméthylène	CYCLOPENTANE	17
2,2,4,6,6-Pentaméthyl-4-heptanethiol (a)	<i>tert</i> -DODÉCANETHIOL	17
Pentanal	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
Pentane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>n</i> -Pentane (a)	PENTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Pentane-dial en solutions (à 50 % ou moins)	ALDÉHYDE GLUTARIQUE EN SOLUTIONS (À 50 % OU MOINS)	17
PENTANE (TOUS ISOMÈRES)		17
Pentan-1-ol	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
Pentan-2-ol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
Pentan-3-ol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
1-Pentanol	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
2-Pentanol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
3-Pentanol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
<i>n</i> -Pentanol	ALCOOL <i>n</i> -AMYLIQUE	17
<i>sec</i> -Pentanol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
<i>tert</i> -Pentanol	ALCOOL <i>sec</i> -AMYLIQUE	17
Pentan-2-one	MÉTHYLPROPYLCÉTONE	18
2-Pentanone	MÉTHYLPROPYLCÉTONE	18
Pent-1-ène (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
<i>n</i> -Pentène (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Pentènes	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
PERCHLORÉTHYLÈNE		17
Perhydroazépine	HEXAMÉTHYLÈNEIMINE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
PEROXYDE D'HYDROGÈNE EN SOLUTIONS (À PLUS DE 60 % MAIS PAS PLUS DE 70 % (MASSE))		17
PEROXYDE D'HYDROGÈNE EN SOLUTIONS (À PLUS DE 8 % MAIS PAS PLUS DE 60 % (MASSE))		17
PÉTROLATUM		17
Phène	BENZÈNE ET MÉLANGES DONT LA TENEUR EN BENZÈNE EST ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 10 % (I)	17
PHÉNOL		17
PHÉNOLS INHIBÉS ALKYLÉS (C₄-C₉)		17
2-Phénoxyéthanol	ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
N-Phénylamine	DIPHÉNYLAMINE (FONDUE)	17
Phénylamine	ANILINE	17
PHÉNYLAMINE D'ALKYLE (C₈-C₉) DANS DES SOLVANTS AROMATIQUES		17
N-Phénylbenzèamine	DIPHÉNYLAMINE (FONDUE)	17
1-Phénylbutane (a)	BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Phénylbutane (a)	BUTYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Phénylcarbinol	ALCOOL BENZYLIQUE	17
Phénylcellosolve	ÉTHER PHÉNYLIQUE DE L'ÉTHYLÈNEGLYCOL	17
1-Phényldécane (b)	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
1-Phényldodécane	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
Phényléthane	ÉTHYLBENZÈNE	17
Phényléthylène	STYRÈNE MONOMÈRE	17
1-Phényléthylxylène	PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE	17
Phénylméthane	TOLUÈNE	17
Phénylméthanol	ALCOOL BENZYLIQUE	17
1-Phénylpropane (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Phénylpropane (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
2-Phénylpropène	<i>alpha</i>-MÉTHYLSTYRÈNE	17
1-Phényltétradécane	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
1-Phényltridécane	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
1-Phénylundécane	ALKYL(C₉₊) BENZÈNES	17
Phénylxyléthane	PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE	17
PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE		17
1-Phényl-1-(2,5-xyl)éthane (a)	PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE	17
1-Phényl-1-(3,4-xyl)éthane (a)	PHÉNYL-1 XYLYL-1 ÉTHANE	17
Phosphate d'éthyle	PHOSPHATE DE TRIÉTHYLE	17
PHOSPHATE DE TRIBUTYLE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
PHOSPHATE DE TRICRÉSYLE (CONTENANT AU MOINS 1 % D'ISOMÈRE <i>ortho</i>)		17
PHOSPHATE DE TRICRÉSYLE (CONTENANT MOINS DE 1 % D'ISOMÈRE <i>ortho</i>)		17
PHOSPHATE DE TRIÉTHYLE		17
Phosphate de tris(diméthylphényle) (tous isomères)	PHOSPHATE DE TRIXYLYLE	17
Phosphate de tri-tolyle, contenant au moins 1 % d'isomère <i>ortho</i>	PHOSPHATE DE TRICRÉSYLE (CONTENANT AU MOINS 1 % D'ISOMÈRE <i>ORTHO</i>)	17
Phosphate de tri-tolyle, contenant moins de 1 % d'isomère <i>ortho</i>	PHOSPHATE DE TRICRÉSYLE (CONTENANT AU MOINS 1 % D'ISOMÈRE <i>ORTHO</i>)	17
PHOSPHATE DE TRIXYLYLE		17
PHOSPHATES DE PHÉNYLE TRIISOPROPYLÉ		17
<i>L-alpha</i> -Phosphatidylcholine	LÉCITHINE	17
PHOSPHITE DE TRIÉTHYLE		17
Phosphonate de dibutyle	HYDROGÉNOPHOSPHONATE DE DIBUTYLE	17
<i>N</i> -(Phosphonométhyl)glycine	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
<i>N</i> -Phosphonométhyl glycine	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
<i>N</i> -(phosphonométhyl)glycine, sel d'isopropylamine de la	GLYPHOSATE EN SOLUTION (NE CONTENANT PAS DE TENSIOACTIF)	17
PHOSPHORE JAUNE OU BLANC		17
PHOSPHOROSULFURE DE		17
Phtalandione (fondu)	ANHYDRIDE PHTALIQUE (FONDU)	17
Phtalate de benzyle et butyle	PHTALATE DE BUTYLE ET BENZYLE	17
Phtalate de bis(2-éthylhexyle)	PHTALATE DE DIOCTYLE	17
Phtalate de bis(6-méthylheptyle)	PHTALATE DE DIOCTYLE	17
Phtalate de butyle	PHTALATE DE DIBUTYLE	17
PHTALATE DE BUTYLE ET BENZYLE		17
PHTALATE DE DIBUTYLE		17
<i>ortho</i> -Phtalate de dibutyle	PHTALATE DE DIBUTYLE	17
Phtalate de didécyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
Phtalate de didodécyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
PHTALATE DE DIÉTHYLE		17
PHTALATE DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Phtalate de diglycol	PHTALATE DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL	17
PHTALATE DE DIHEPTYLE		17
PHTALATE DE DIHEXYLE		17
PHTALATE DE DIISOBUTYLE		17
Phtalate de diisodécyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
Phtalate de diisononyl (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
PHTALATE DE DIISOCTYLE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
PHTALATE DE DIMÉTHYLE		17
Phtalate de dinonyl (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
PHTALATE DE DINONYL		17
PHTALATE DE DIOCTYLE		17
PHTALATE DE DITRIDÉCYL		17
PHTALATE DE DIUNDÉCYL		17
Phtalate d'éthyle	PHTALATE DE DIÉTHYLE	17
Phtalate d'octyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
Phtalate d'octyle et de décyle (a)	DIALKYL(C₇-C₁₃)PHTALATES	17
2-Picoline	MÉTHYL-2 PYRIDINE	17
3-Picoline	MÉTHYL-3 PYRIDINE	17
4-Picoline	MÉTHYL-4 PYRIDINE	17
<i>alpha</i> -Picoline	MÉTHYL-2 PYRIDINE	17
<i>bêta</i> -Picoline	MÉTHYL-3 PYRIDINE	17
<i>gamma</i> -Picoline	MÉTHYL-4 PYRIDINE	17
<i>alpha</i>-PINÈNE		17
<i>bêta</i>-PINÈNE		17
2-Pinène	<i>alpha</i>-PINÈNE	17
2(10)-Pinène	<i>bêta</i>-PINÈNE	17
2-(1-Pipérazinyl)éthylamine	N-AMINOÉTHYLPIPÉRAZINE	17
Pipérylène	PENTADIÈNE-1,3	17
Pipérylènes (mélangés, concentrés de)	PENTADIÈNE-1,3 (SUPÉRIEUR À 50 %), CYCLOPENTÈNE ET ISOMÈRES EN MÉLANGES	17
Plomb tétraéthyle (a)	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
Plomb tétraméthyle (a)	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
POIX DE GOUDRON DE HOUILLE (FONDUE)		17
POIX DE TALLOL		17
POLY(4+)ACRYLATE DE SODIUM EN SOLUTIONS		17
POLYACRYLATE SULFONÉ EN SOLUTION		18
POLYALKYLALCÈNEAMINESUCCINIMIDE, OXYSULFURE DE MOLYBDÈNE		17
POLYALKYL (C₁₈-C₂₂) ACRYLATE DANS DU XYLÈNE		17
POLYALKYL(C₁₀-C₂₀)MÉTHACRYLATE		17
POLYBUTÈNE		17
POLYBUTÉNYLSUCCINIMIDE		17
Poly(carboxylatoéthylène de sodium)	POLY(4+)ACRYLATE DE SODIUM EN SOLUTIONS	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
POLYÉTHÉR (POIDS MOLÉCULAIRE 1350+)		17
POLYÉTHYLÈNEGLYCOL		17
Polyéthylène glycols mono(<i>p</i> -nonylphényl) éther (b)	ALKARYLPOLYÉTHERS (C₉-C₂₀)	17
Polyéthylèneimines	POLYÉTHYLÈNE-POLYAMINES	17
POLYÉTHYLÈNE-POLYAMINES		17
POLYÉTHYLÈNE-POLYAMINES (PLUS DE 50 % D'HUILE DE PARAFFINE C₅-C₂₀)		17
Polyglucitol	HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ	18
POLYGLYCÉRINE, SEL DE SODIUM DE LA, EN SOLUTION (CONTENANT MOINS DE 3 % D'HYDROXYDE DE SODIUM)		18
POLY(IMINOÉTHYLÈNE)-GREFFÉ-N-POLY(ÉTHYLÈNEOXY) EN SOLUTION (À 90 % OU MOINS)		17
Poly(iminoéthylène)s	POLYÉTHYLÈNE-POLYAMINES	17
Polyisobutylène	POLY(4+)ISOBUTYLÈNE	17
POLY(4+)ISOBUTYLÈNE		17
POLYISOBUTYLÈNEAMINE DANS UN SOLVANT (C₁₀-C₁₄) ALIPHATIQUE		17
POLYMÉTHYLÈNE		17
POLYPHÉNYLISOCYANATE		17
POLYOL DE POLYOLÉFINAMIDE ALKÈNEAMINE		17
POLYOLÉFINAMIDE ALKÈNEAMINE (C₁₇+)		17
POLYOLÉFINAMIDE ALKÈNEAMINE (C₂₈-C₂₅₀) SULFURISÉE		17
POLYOLÉFINAMINE (C₂₈-C₂₅₀)		17
POLYOLÉFINAMINE DANS DES ALKYL(C₂-C₄) BENZÈNES		17
POLYOLÉFINAMINE DANS UN SOLVANT AROMATIQUE		17
POLYOLÉFINE (POIDS MOLÉCULAIRE 300+)		17
POLYOLÉFINE – DÉRIVÉ DE BARYUM (C₂₈-C₂₅₀)		17
Poly(oxy-1,2-éthaneédiyl), alpha-(3-méthyl-3-butényl)-, oméga-hydroxy	ÉTHÉR MÉTHYLBUTYLIQUE DU POLY(ÉTHYLÈNEGLYCOL) (MM>1000)	
Poly(oxyéthylèneoxyéthylèneoxyphtaloyle)	PHTALATE DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL	17
Poly(oxypropylène) (poids moléculaire 1350+) (a)	POLYÉTHÉR (POIDS MOLÉCULAIRE 1350+)	17
poly[phénylisocyanate- <i>alt</i> -formaldéhyde] (a)	POLYMÉTHYLÈNE POLYPHÉNYLISOCYANATE	17
poly[phénylisocyanate-co-formaldéhyde] (a)	POLYMÉTHYLÈNE POLYPHÉNYLISOCYANATE	17
POLYPHOSPHATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
Poly[propène, oxyde de]	POLYÉTHÉR (POIDS MOLÉCULAIRE 1350+)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Polypropylène	POLY(5+)PROPYLÈNE	17
POLY(5+)PROPYLÈNE		17
POLYPROPYLENEGLYCOL		17
POLYSILOXANE		17
Potasse caustique, liquide	HYDROXYDE DE POTASSIUM, EN SOLUTION	17
PRODUIT DE LA RÉACTION ENTRE DE LA DIPHÉNYLAMINE ET DU TRIMÉTHYL-2,2,4 PENTÈNE		17
PRODUIT DE LA RÉACTION PARALDÉHYDE- AMMONIAQUE		17
Propanal	ALDÉHYDE PROPIONIQUE	17
Propan-1-amine	<i>n</i> -PROPYLAMINE	17
Propan-2-amine	ISOPROPYLAMINE	17
Propan-1,2-diol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
1,2-Propanediol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
Propanenitrile	PROPIONITRILE	17
1,2,3-Propanetriol	GLYCÉRINE	18
Propane-1,2,3-triol	GLYCÉRINE	18
Propanoate de pentyle	PROPIONATE DE <i>n</i> -PENTYLE	17
Propanol	ALCOOL <i>n</i> -PROPYLIQUE	17
Propan-1-ol	ALCOOL <i>n</i> -PROPYLIQUE	17
Propan-2-ol	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18
1-Propanol	ALCOOL <i>n</i> -PROPYLIQUE	17
2-Propanol	ALCOOL ISOPROPYLIQUE	18
<i>n</i> -Propanol	ALCOOL <i>n</i> -PROPYLIQUE	17
<i>n</i>-PROPANOLAMINE		17
3-Propanolide	<i>bêta</i> -PROPIOLACTONE	17
Propanone	ACÉTONE	17
Propan-2-one	ACÉTONE	18
2-Propanone	ACÉTONE	18
Propénamide en solution, à 50 % ou moins	ACRYLAMIDE EN SOLUTION (À 50 % OU MOINS)	17
Propènenitrile	ACRYLONITRILE	17
Propénoate d'éthyle	ACRYLATE D'ÉTHYLE	17
Propénoate de 2-hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE	17
2-Propénoate de 2-hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE	17
Prop-2-énoate de 2-hydroxyéthyle	ACRYLATE D'HYDROXY-2 ÉHYLE	17
Prop-2-èn-1-ol	ALCOOL ALLYLIQUE	17
2-Propène-1-ol	ALCOOL ALLYLIQUE	17
Propiolactone	<i>bêta</i> -PROPIOLACTONE	17
<i>bêta</i>-PROPIOLACTONE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
3-Propiolactone	<i>bêta</i> -PROPIOLACTONE	17
Propionaldéhyde	ALDÉHYDE PROPIONIQUE	17
Propionate de <i>n</i> -amyle	PROPIONATE DE <i>n</i> -PENTYLE	17
PROPIONATE DE <i>n</i>-BUTYLE		17
PROPIONATE DE <i>n</i>-PENTYLE		17
PROPIONATE D'ÉTHYLE		17
PROPIONITRILE		17
<i>bêta</i> -Propionolactone	<i>bêta</i> -PROPIOLACTONE	17
Propiononitrile	PROPIONITRILE	17
PROPOXYLATE D'ALKYLPHÉNYLE (C₉-C₁₅)		17
1-Propoxypropan-2-ol (a)	ÉTHER MONOALKYLIQUE DU PROPYLÈNEGLYCOL	17
Propylacétone	MÉTHYLBUTYLCÉTONE	17
Propylamine	<i>n</i> -PROPYLAMINE	17
<i>n</i>-PROPYLAMINE		17
<i>n</i> -Propylbenzène (a)	PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
PROPYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Propylcarbinol	ALCOOL <i>n</i> -BUTYLIQUE	18
2,2'-[propylènebis(nitrilométhylène)]diphénol dans des solvants aromatiques	PHÉNYLAMINE D'ALKYLE (C ₈ -C ₉) DANS DES SOLVANTS AROMATIQUES	17
<i>alpha, alpha'</i> -(Propylènedinitrilo)di- <i>o</i> -crésol dans des solvants aromatiques	PHÉNYLAMINE D'ALKYLE (C ₈ -C ₉) DANS DES SOLVANTS AROMATIQUES	
PROPYLÈNEGLYCOL		18
1,2-Propylèneglycol	PROPYLÈNEGLYCOL	18
Propyléthylène (a)	PENTÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Propylméthylcétone	MÉTHYLPROPYLCÉTONE	18
<i>N</i> -Propyl-1-propanamine	DI- <i>n</i> -PROPYLAMINE	17
PROTÉINE VÉGÉTALE EN SOLUTION (HYDROLYSÉE)		18
Pseudobutylène-glycol	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Pseudocumène	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Pseudopinène	<i>bêta</i> -PINÈNE	17
PYRIDINE		17
Résine acrylique monomère	MÉTACRYLATE DE MÉTHYLE	17
RÉSINE MÉTHACRYLIQUE DANS DU DICHLORURE D'ÉTHYLÈNE		17
RÉSINES DU DIPHÉNYLOLPROPANE ET DE L'ÉPICHLORHYDRINE		17
Rhodanate de sodium en solution (à 56 % ou moins)	THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)	17
SAINDOUX		17
SALICYLATE DE MÉTHYLE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Saumures de forage : chlorure de potassium en solution	CHLORURE DE POTASSIUM EN SOLUTION (À 10 % OU PLUS)	17
Saumures de forage : bromure de zinc	SAUMURES DE FORAGE (CONTENANT DES SELS DE ZINC)	17
SAUMURES DE FORAGE (CONTENANT DES SELS DE ZINC)		17
SAUMURES DE FORAGE, Y COMPRIS : BROMURE DE CALCIUM EN SOLUTION, CHLORURE DE CALCIUM EN SOLUTION ET CHLORURE DE SODIUM EN SOLUTION		17
SILICATE DE SODIUM EN SOLUTION		17
Sirop de maltitol	MALTITOL EN SOLUTION	18
Sirop de maltose hydrogéné	HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ	18
Sirop de polyglycitol	HYDROLYSAT D'AMIDON HYDROGÉNÉ	18
Sodium isothiocyanate	THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)	17
Sodium <i>N</i> -méthylthiocarbamate	MÉTAM-SODIUM EN SOLUTION	17
Solvant Stoddard	WHITE SPIRIT À FAIBLE TENEUR EN AROMATIQUES (15-20 %)	17
<i>d</i> -Sorbitol en solution	SORBITOL EN SOLUTION	18
<i>d</i> -Sorbitol en solution	SORBITOL EN SOLUTION	18
SORBITOL EN SOLUTION		18
Soude	HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Soude caustique	HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Soude caustique en solution	HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Soude du commerce en solution	CARBONATE DE SODIUM EN SOLUTION	17
SOUFRE (FONDU)		17
STÉARINE DE PALME		17
STÉARINE DE PALMISTE		17
STYRÈNE MONOMÈRE		17
Styrol	STYRÈNE MONOMÈRE	17
Subérane	CYCLOHEPTANE	17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 1) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.1, CAT. X		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 2) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.1, CAT. X		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 3) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.2, CAT. X		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 4) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.2, CAT. X		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 5) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.2, CAT. Y		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 6) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.2, CAT. Y		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 7) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.3, CAT. Y		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 8) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.3, CAT. Y		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, N.F., 9) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.3, CAT. Z		17
SUBSTANCE LIQUIDE NOCIVE, F., 10) N.S.A. (APPELLATION COMMERCIALE ..., CONTIENT ...) NAV.3, CAT. Z		17
SUCCINATE DE DIMÉTHYLE		17
SUIF		17
SULFATE D'ALUMINIUM EN SOLUTION		17
SULFATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
SULFATE DE DIÉTHYLE		17
SULFATE DE SODIUM EN SOLUTIONS		18
Sulfate d'éthyle	SULFATE DE DIÉTHYLE	17
SULFATE POLYFERRIQUE EN SOLUTION		17
SULFHYDRATE DE SODIUM (À 6 % OU MOINS)/CARBONATE DE SODIUM (À 3 % OU MOINS) EN SOLUTION		17
Sulfite acide de sodium en solution (à 45 % ou moins)	HYDROGÉNOSULFITE DE SODIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
SULFITE DE SODIUM EN SOLUTION (À 25 % OU MOINS)		17
Sulfocyanate de sodium en solution (à 56 % ou moins)	THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)	17
Sulfocyanure de sodium en solution (à 56 % ou moins)	THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)	17
SULFOHYDROCARBURE (C ₃ -C ₈₈)		17
SULFOLANE		17
SULFONATE DE PÉTROLE, SEL DE SODIUM		17
SULFURE D'ALKYLPHÉNATE DE CALCIUM, CHAÎNE LONGUE (C ₈ -C ₄₀)		17
SULFURE D'ALKYLPHÉNOL (C ₈ -C ₄₀)		17
SULFURE D'AMMONIUM EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)		17
SULFURE DE DODÉCYLE ET D'HYDROXYPROPYLE		17
SULFURE DE SODIUM EN SOLUTION (À 15 % OU MOINS)		17
TALLOL BRUT		17
TALLOL DISTILLÉ		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Térébenthène	<i>bêta</i> -PINÈNE	17
TÉRÉBENTHINE		17
TÉRÉPHTALATE DE DIBUTYLE		
3,6,9,12-Tétraazatétraméthylènediamine	PENTAÉTHYLÈNEHEXAMINE	
3,6,9,12-Tétraazatétradécane-1,14-diamine	PENTAÉTHYLÈNEHEXAMINE	
1,3,5,7-Tétraazatricyclo[3.3.1.1 ^{3,7}]-décane	HEXAMÉTHYLÈNETÉTRAMINE EN SOLUTION	18
1,1,2,2-Tétrachloréthane	TÉTACHLOROÉTHANE	17
Tétrachloréthylène	PERCHLORÉTHYLÈNE	17
1,1,2,2-Tétrachloréthylène	PERCHLORÉTHYLÈNE	17
TÉTACHLOROÉTHANE		17
Tétrachlorométhane	TÉTACHLORURE DE CARBONE	17
Tétrachlorure d'acétylène	TÉTACHLOROÉTHANE	17
TÉTACHLORURE DE CARBONE		17
Tétrachlorure d'éthylène	PERCHLORÉTHYLÈNE	17
Tétradécan-1-ol	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
1-Tétradécanol	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Tétradécène (a)	OLÉFINES (C ₁₃₊ , TOUS ISOMÈRES)	17
Tétradécylbenzène	ALKYL(C ₉₊) BENZÈNES	17
TÉTRAÉTHYLÈNEGLYCOL		17
TÉTRAÉTHYLÈNEPENTAMINE		17
Tétraéthylplomb	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
Tétraéthylplumbane	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
Tétrahydroborate de sodium (à 15 % ou moins)/hydroxide de sodium en solution	BOROHYDRURE DE SODIUM (À 15 % OU MOINS)/HYDROXYDE DE SODIUM EN SOLUTION	17
TÉTRAHYDROFURANNE		17
TÉTRAHYDRONAPHTALÈNE		17
1,2,3,4-Tétrahydronaphtalène	TÉTRAHYDRONAPHTALÈNE	17
Tétrahydrooxazine-1,4	MORPHOLINE	17
Tétrahydro-2 <i>H</i> -1,4-oxazine	MORPHOLINE	17
2 <i>H</i> -Tétrahydro-1,4-oxazine	MORPHOLINE	17
Tétrahydrothiophène-1-dioxyde	SULFOLANE	17
Tétraline	TÉTRAHYDRONAPHTALÈNE	17
1,2,3,4-Tétraméthylbenzène (a)	TÉTAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
Tétraméthyl-1,2,3,5 benzène (a)	TÉTAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,2,4,5-Tétraméthylbenzène (a)	TÉTAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
TÉTAMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
Tétraméthylèneglycol (a)	BUTYLÈNE-GLYCOL	17
Tétraméthylène sulfone	SULFOLANE	17
Tétraméthylplomb	MÉLANGES ANTIDÉTONANTS POUR CARBURANTS (CONTENANT DES DÉRIVÉS ALKYLÉS DU PLOMB)	17
Tétrapropylbenzène	ALKYL(C ₉₊)BENZÈNES	17
TÉTRAPROPYLÈNE		17
Tétrapropylène benzène	DODÉCYLBENZÈNE	17
4-Thiapentanal	3-(MÉTHYLTHIO)PROPIONALDÉHYDE	17
THIOCYANATE DE SODIUM EN SOLUTION (À 56 % OU MOINS)		17
Thiophane sulfone	SULFOLANE	17
THIOPHOSPHATES DE DIALKYL, SELS SODIQUES DES, EN SOLUTION		17
THIOSULFATE D'AMMONIUM EN SOLUTION (À 60 % OU MOINS)		17
THIOSULFATE DE POTASSIUM (À 50 % OU MOINS)		17
TOLUÈNE		17
TOLUÈNEDIAMINE		17
2,4-Toluènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
2,6-Toluènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
o-TOLUIDINE		17
2-Toluidine	o-TOLUIDINE	17
Toluol	TOLUÈNE	17
2,4-Toluylnènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
2,6-Toluylnènediamine (a)	TOLUÈNEDIAMINE	17
Toluyène-2,4-diisocyanate	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
Toluyène- <i>m</i> -diisocyanate	DIISOCYANATE DE TOLUÈNE	17
o-Tolylamine	o-TOLUIDINE	17
Triacétate de glycérol	TRIACÉTATE DE GLYCÉRYLE	17
TRIACÉTATE DE GLYCÉRYLE		17
Triacétate de glycérine	TRIACÉTATE DE GLYCÉRYLE	17
Triacétate de 1,2,3-propanetriol	TRIACÉTATE DE GLYCÉRYLE	17
Triacétine	GLYOXAL EN SOLUTION (À 40 % OU MOINS)	17
3,6,9-Triazaundécaméthylènediamine	TÉTRAÉTHYLÈNEPENTAMINE	17
3,6,9-Triazaundécane-1,11-diamine	TÉTRAÉTHYLÈNEPENTAMINE	17
TRICHLORÉTHYLÈNE		17
TRICHLORO-1,2,3 BENZÈNE (FONDU)		17
TRICHLORO-1,2,4 BENZÈNE		17
TRICHLORO-1,1,1 ÉTHANE		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
TRICHLORO-1,1,2 ÉTHANE		17
<i>bêta</i> -Trichloroéthane	TRICHLORO-1,1,2 ÉTHANE	17
Trichloroéthène	TRICHLORÉTHYLÈNE	17
Trichlorométhane	CHLOROFORME	17
TRICHLORO-1,2,3 PROPANE		17
TRICHLORO-1,1,2 TRIFLUORO-1,2,2 ÉTHANE		17
Trichlorure d'éthylène	TRICHLORÉTHYLÈNE	17
Trichlorure d'éthynyle	TRICHLORÉTHYLÈNE	17
Trichlorure de vinyle	TRICHLORO-1,1,2 ÉTHANE	17
TRIDÉCANE		17
Tridécaneol (a)	ALCOOLS (C ₁₃₊)	17
Tridécène (a)	OLÉFINES (C ₁₃₊ , TOUS ISOMÈRES)	17
Tridécylbenzène	ALKYL(C ₉₊)BENZÈNES	17
Tri(diméthylphényl)phosphate (tous isomères)	PHOSPHATE DE TRIXYLYLE	17
TRIÉTHANOLAMINE		17
TRIÉTHYLAMINE		17
TRIÉTHYLBENZÈNE		17
TRIÉTHYLÈNEGLYCOL		18
TRIÉTHYLÈNETÉTRAMINE		17
Triformol	TRIOXANE-1,3,5	17
Triglycol	TRIÉTHYLÈNEGLYCOL	18
Trihydroxypropane	GLYCÉRINE	18
Trihydroxytriéthylamine	TRIÉTHANOLAMINE	17
TRIISOPROPANOLAMINE		17
Trimère de formaldéhyde	FORMALDÉHYDE EN SOLUTION (À 45 % OU MOINS)	17
Trimère du propylène glycol	TRIPROPYLÈNEGLYCOL	17
Trimère du 1,2-propylène glycol	TRIPROPYLÈNEGLYCOL	17
TRIMÉTHYLAMINE EN SOLUTION (À 30 % OU MOINS)		17
<i>uns</i> -Triméthylbenzène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,2,3-Triméthylbenzène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,2,4-Triméthylbenzène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
1,3,5-Triméthylbenzène (a)	TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)	17
TRIMÉTHYLBENZÈNE (TOUS ISOMÈRES)		17
2,6,6-triméthylbicyclo[3.1.1]hept-2-ène	<i>alpha</i> -PINÈNE	17
Triméthylcarbinol	ALCOOL <i>tert</i> -BUTYLIQUE	17
1,1,3-Triméthyl-3-cyclohexène-5-one	ISOPHORONE	17
3,5,5-Triméthylcyclohex-2-èn-1-one	ISOPHORONE	17
3,5,5-Triméthylcyclohex-2-énone	ISOPHORONE	17
TRIMÉTHYLOL-PROPANE PROPOXYLÉ		17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
2,2,4-Triméthylpentane (a)	OCTANE (TOUS ISOMÈRES)	17
Triméthyl-2,4,4 pentène-1	DIISOBUTYLÈNE	17
2,4,4-Triméthylpent-1-ène	DIISOBUTYLÈNE	17
Triméthyl-2,4,4 pentène-2	DIISOBUTYLÈNE	17
2,4,4-Triméthylpent-2-ène	DIISOBUTYLÈNE	17
2,4,6-Triméthyl-s-trioxanne	PARALDÉHYDE	17
Triméthyl-2,4,6 trioxanne-1,3,5	PARALDÉHYDE	17
Trioxane	TRIOXANNE-1,3,5	17
TRIOXANNE-1,3,5		17
sym-Trioxanne	TRIOXANNE-1,3,5	17
3,6,9-Trioxapentadécane	ÉTHER DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIBUTYLE	17
3,6,9-Trioxaundécane	ÉTHER DE DIÉTHYLÈNEGLYCOL ET DE DIÉTHYLE	17
Trioxyméthylène	TRIOXANNE-1,3,5	17
Triphosphate	PHOSPHATE DE TRIXYLYLE	17
TRIPROPYLÈNE		17
TRIPROPYLÈNEGLYCOL		17
N,N,N-Tris(2-hydroxyéthyl)amine	TRIÉTHYLAMINE	17
2,4-D-Tris(hydroxy-2-méthyléthyl-2) ammonium	ACIDE DICHLORO-2,4 PHÉNOXYACÉTIQUE, SEL DE TRIISOPROPANOLAMINE DE L', EN SOLUTION	17
Tris(hydroxy-2-propyl) amine	TRIISOPROPANOLAMINE	17
Tris(hydroxy-2-propyl-1) amine	TRIISOPROPANOLAMINE	17
N-Undécane (a)	n-ALCANES(C ₁₀₊)	17
Undécan-1-ol	ALCOOL UNDÉCYLIQUE	17
1-UNDÉCÈNE		17
Undéc-1-ène	1-UNDÉCÈNE	17
Undécylbenzène	ALKYL(C ₉₊)BENZÈNES	17
URÉE EN SOLUTION		17
URÉE/NITRATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
URÉE/NITRATE D'AMMONIUM EN SOLUTION (CONTENANT MOINS DE 1 % D'AMMONIAC LIBRE)		17
URÉE/PHOSPHATE D'AMMONIUM EN SOLUTION		17
Valéral	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
n-Valéraldéhyde	VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)	17
VALÉRALDÉHYDE (TOUS ISOMÈRES)		17
Valérone	DIISOBUTYLCÉTONE	17
Verre soluble en solution	SILICATE DE SODIUM EN SOLUTION	17
Vin (a)	BOISSONS ALCOOLISÉES, N.S.A.	18
Vinylbenzène	STYRÈNE MONOMÈRE	17

Nom apparaissant dans l'Index	Nom du produit	Chapitre
Vinylcarbinol	ALCOOL ALLYLIQUE	17
VINYLTOLUÈNE		17
Vinyltoluène (tous isomères)	VINYLTOLUÈNE	
WHITE SPIRIT À FAIBLE TENEUR EN AROMATIQUES (15-20 %)		17
XYLÈNES		17
XYLÈNES/ÉTHYLBENZÈNE (10 % OU PLUS) EN MÉLANGE		17
XYLÉNOL		17
Xylénol (tous isomères)	XYLÉNOL	
2,3-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
2,4-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
2,5-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
2,6-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
3,4-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
3,5-Xylénol (a)	XYLÉNOL	17
Xylols	XYLÈNES	17
Zéolite de type A (a), boue de	BOUE D'ALUMINOSILICATE DE SODIUM	17

ANNEXE 13**PROJET D'AMENDEMENTS AUX SUPPLÉMENTS AU CERTIFICAT IOPP
(MODÈLES A ET B) EN VERTU DE L'ANNEXE I DE MARPOL****1 Amendements au Supplément au Certificat IOPP (modèle A)**

L'actuel paragraphe 3.2.1 est remplacé par ce qui suit :

"3.2.1 Incinérateur pour résidus d'hydrocarbures (boues) "

2 Amendements au Supplément au Certificat IOPP (modèle B)

L'actuel paragraphe 3.2.1 est remplacé par ce qui suit :

"3.2.1 Incinérateur pour résidus d'hydrocarbures (boues)..... "

ANNEXE 14

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION LIBÉRIENNE AU SUJET DE L'INCIDENT DU *STOLT VALOR* EN RÉPONSE AU DOCUMENT MEPC 64/INF.30

Le Libéria prend note du document MEPC 64/INF.30 présenté par l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin (ROPME) et le Centre d'aide mutuelle pour les situations d'urgence en mer (MEMAC), toutes deux organisations intergouvernementales dotées du statut d'observateur, dans lequel est résumé l'accident du *Stolt Valor* qui s'est produit en mars 2012 et l'intervention qui a eu lieu pour lutter contre l'explosion et l'incendie et secourir les gens de mer, un marin ayant toutefois perdu la vie. Le document contient plusieurs observations formulées et enseignements tirés par le MEMAC, lesquelles prêtent malheureusement à confusion et constituent un compte rendu incomplet des événements.

En tant qu'Administration du pavillon du *Stolt Valor*, le Libéria estime qu'il est important de fournir des détails supplémentaires sur l'événement et l'intervention, pour mémoire, en particulier en ce qui concerne l'absence d'accès à un lieu de refuge pour les navires en détresse et ayant besoin d'assistance.

Le *Stolt Valor* est un navire-citerne pour produits divers d'une jauge brute de 15 732 construit en 2004. Alors qu'il se rendait de Jubail (Arabie Saoudite) à Sitra (Bahreïn), le 15 mars 2012, une explosion puis un incendie se sont produits à bord du navire, pendant que l'équipage menait une opération régulière de nettoyage des citernes, à environ 50 000 milles marins de Ras Abu Ali (Arabie Saoudite). Le navire transportait des cargaisons de méthyl-tert-butyl éther (MTBE) et d'isobutyraldéhyde (IBAL) qui avaient été chargées à Jubail. L'un des membres de l'équipage a tragiquement perdu la vie. Les autres membres d'équipage ont été forcés d'abandonner le navire et ont été secourus par les forces de la coalition. Bien que l'enquête ne soit pas terminée, selon les documents reçus et les déclarations du capitaine et d'autres personnes, l'explosion aurait été provoquée par l'inflammation de vapeurs inflammables; toutefois, la source d'inflammation n'a pas encore été déterminée, étant donné que le seul marin qui se trouvait à proximité à ce moment-là a été mortellement blessé. Rien n'indique que le capitaine ou un autre membre de l'équipage aient commis une négligence ou une infraction intentionnelle.

Dans un délai de quelques heures après l'explosion, les propriétaires du *Stolt Valor* ont agi immédiatement et de manière responsable en signant avec Smit, une compagnie d'assistance réputée au niveau international, un contrat de type "Open Form" de la Lloyd's et Smit a immédiatement commencé à se procurer des embarcations de lutte contre l'incendie, à mobiliser du matériel d'assistance et à envoyer des experts sur le site. En outre, afin d'aider Smit sur place, les propriétaires ont également conclu un contrat de type "Open Form" de la Lloyd's avec Saudi Aramco, qui possédait des remorqueurs dans la zone du navire accidenté.

L'embarcation de Saudi Aramco a fixé un câble de remorque au *Stolt Valor* le 16 mars 2012 et l'a remorqué à distance des voies de circulation et des installations au large de la zone. Les navires de Smit sont arrivés et ont repris les opérations de remorquage du navire plus tard dans la journée. Des activités de lutte contre l'incendie ont commencé et les navires de Saudi Aramco sont restés sur place pour prêter assistance.

Le 21 mars 2012, la marine de l'un des États côtiers a ordonné à l'équipe d'assistance/lutte contre l'incendie et au *Stolt Valor* de rester en dehors de sa zone économique exclusive, en les menaçant d'arrestation. Pour ce faire, l'équipe d'assistance/lutte contre l'incendie a dû

déplacer sa flotte vers le nord en remorquant le *Stolt Valor*, tout en continuant à lutter contre l'incendie. L'incendie a finalement été éteint le 22 mars 2012. Aucune cargaison ne semblait se disperser depuis le *Stolt Valor* et, selon les experts internationaux en matière d'incendie, toute la cargaison perdue a été consumée dans l'incendie. Il n'y a eu aucun déversement de soutes dans la mer.

Une fois que l'incendie a été éteint, l'attention s'est portée sur la recherche d'un havre sûr où l'on pourrait procéder à l'allègement des soutes et du reste de la cargaison en toute sécurité. Le navire étant gravement endommagé au niveau de son milieu, les propriétaires étaient désireux d'éviter toute exposition à des conditions météorologiques extrêmes de peur que le navire se brise en deux et provoque une pollution. La première série de demandes d'accès à un lieu de refuge a été faite le 21 mars 2012 par les assistants et les propriétaires à des États de la région. L'assistance du MEMAC a été sollicitée pour transmettre les documents de demande. Le Gouvernement libérien a également demandé l'assistance des États de la région pour identifier un lieu de refuge. Toutes les demandes d'accès à un tel lieu ont été refusées et aucune aide supplémentaire n'a été offerte. Les propriétaires et leur équipe d'assistance n'ont pas eu d'autre choix que de prendre toutes les mesures possibles pour sauver le navire alors qu'il se trouvait au large et éviter tout dommage à l'environnement. L'enlèvement des soutes et des autres polluants du navire a débuté le 24 mars 2012. Le 26 mars 2012, le convoi s'est trouvé aux prises avec un navire armé du service des garde-côtes, lequel a demandé que la flotte d'assistance intervenant sur le *Stolt Valor* quitte la zone économique exclusive de l'État côtier dont il relevait, sous peine d'ouvrir le feu. Le convoi s'est déplacé vers un point de mouillage au large au milieu du Golfe, conformément aux instructions du MEMAC. L'opération d'enlèvement des soutes a été achevée le 1er avril 2012, et tous les fuel-oils ont pu être enlevés sans provoquer de pollution.

À l'issue de l'enlèvement des soutes, une deuxième demande d'accès à un lieu de refuge en vue de mener les opérations d'allègement des cargaisons en toute sécurité a été soumise par le biais du MEMAC le 2 avril 2012. Cette demande a également été rejetée. Les opérations visant à enlever les cargaisons restantes ont donc débuté alors que le *Stolt Valor* demeurait au large dans des eaux exposées. L'enlèvement des cargaisons restantes, des lubrifiants, des peintures et d'autres substances présentant un risque pour l'environnement a pu être achevé, sans incident ni déversement, le 29 avril 2012.

Une troisième demande d'accès à un lieu de refuge a été soumise afin d'obtenir une autorisation pour que le *Stolt Valor* soit conduit vers le chantier ASRY (Arab Shipbuilding and Repair Yard) à Bahreïn. Le 4 mai 2012, les propriétaires et les assistants ont soumis un plan initial de traversée pour conduire le *Stolt Valor* à ce chantier. Sept semaines plus tard, après plusieurs réunions et des conditions supplémentaires, le *Stolt Valor* a été autorisé à rentrer dans les eaux de Bahreïn pour ensuite se rendre au chantier ASRY. Il convient de noter que dès le début de cet événement, les propriétaires ont sollicité l'assistance de l'International Tanker Owners Pollution Federation (ITOPF), qui connaît bien cette région, afin qu'elle coordonne, en consultation avec les autorités locales, la planification et le matériel d'urgence pour la lutte contre les déversements et effectue des analyses environnementales, des simulations de déversement et des évaluations des risques à mesure que l'incident et l'assistance se déroulaient en temps réel. En outre, l'entreprise Oil Spill Response Limited (OSRL) a été engagée pour venir sur le site munie de matériel de lutte contre la pollution en cas de déversement. Aucun déversement ne s'est produit, grâce aux efforts extraordinaires des assistants.

Pour conclure, Monsieur le Président, le Libéria souhaiterait faire part des observations et recommandations ci-après :

Il n'y a aucun doute que la décision d'abandonner le navire était la bonne décision, étant donné que d'autres vies auraient certainement pu être perdues par suite d'une autre explosion plus importante qui s'est produite peu après l'évacuation. Il n'était pas nécessaire que l'équipage reste à Bahreïn pour participer à l'opération d'assistance maritime étant donné que les assistants avaient tous les renseignements dont ils avaient besoin et que la priorité était de lutter contre l'incendie.

Le propriétaire a coopéré pleinement avec l'Administration libérienne en ce qui concerne l'enquête sur l'accident, y compris en facilitant la tenue d'entretiens avec le capitaine, le second et d'autres membres de l'équipage.

Le propriétaire, avec l'aide de son club P & I, a pris des mesures immédiates et responsables, à la suite de l'incident, engageant des experts locaux et internationaux ayant une bonne connaissance de la région, de l'assistance, de la lutte contre l'incendie et d'autres moyens d'intervention requis pour lutter contre l'incendie, stabiliser le navire accidenté et protéger l'environnement. Le propriétaire et les experts qu'il a engagés méritent d'être félicités pour avoir réussi à enlever la cargaison restante, les soutes, les lubrifiants, les peintures et les autres substances présentant un risque pour l'environnement, sans accident ni déversement, en dépit du fait que le *Stolt Valor* était dans un état fragile et a été forcé de rester en mer, où des vagues de plus de 6 mètres ont été observées et l'avant et l'arrière du navire effectuaient des mouvements indépendants, augmentant le risque que le navire se casse en deux.

Malheureusement, cet événement démontre, une fois encore, les difficultés auxquelles font face les propriétaires de navires lorsqu'ils recherchent un lieu de refuge pour un navire accidenté qui a besoin d'assistance. L'enlèvement de la cargaison, des soutes et autres hydrocarbures aurait pu être achevé bien avant, d'une manière plus sûre, en présentant moins de risques pour la sécurité humaine et l'environnement, si ces opérations avaient été effectuées dans les eaux abritées d'un lieu de refuge, plutôt que dans les eaux exposées au large du Golfe. Les propriétaires se sont assurés que le MEMAC était régulièrement informé pendant toute cette période afin que les gouvernements locaux soient tenus informés de l'état du navire, anticipant une décision imminente. Toutefois la décision d'autoriser le navire à entrer dans un port n'a été accordée que trois mois et demi après que l'incendie a été éteint et plus d'un mois et demi après que toute la cargaison, les soutes et les autres hydrocarbures ont été enlevés. Les raisons de ce retard excessif ne sont pas claires et ne semblent pas conformes à la résolution de l'Assemblée de l'OMI A.949(23), intitulée "Directives sur les lieux de refuge pour les navires ayant besoin d'assistance".

Étant donné l'importance que l'OMI a accordée à la question des lieux de refuge en 2000 et que la résolution A.949(23) n'est apparemment pas appliquée, le Libéria recommande au Comité d'envisager de réexaminer cette question en vue d'institutionnaliser le processus pour garantir une coopération en temps voulu et une prise de décisions clairement définie par toutes les parties intéressées.

Enfin, le Libéria a été informé que des mandats d'arrêt avaient été émis à l'encontre du capitaine et du chef mécanicien du *Stolt Valor* parce qu'ils ne se seraient pas présentés aux entretiens. Toutefois, cette allégation n'est pas correcte étant donné que les membres pertinents de l'équipage se sont en fait soumis aux entretiens à Bahreïn, lesquels ont été menés séparément par l'agence de sûreté nationale et le service des garde-côtes, immédiatement après que l'équipage est arrivé à terre à Bahreïn. L'équipage n'a été autorisé à quitter Bahreïn qu'une fois que ces entretiens ont été achevés, à la satisfaction des

autorités. Comme il a été mentionné précédemment, les entretiens ont été organisés pour le compte de l'État du pavillon et le MEMAC a offert d'organiser des entretiens supplémentaires analogues. Les mandats d'arrêt semblent donc dans ce cas injustifiés.

Le Libéria prie le Président de bien vouloir excuser la longueur de son intervention; toutefois il estime que cette intervention est essentielle, compte tenu des observations et des enseignements tirés présentés dans le document MEPC 64/INF.30, lesquels critiquaient les personnes qui sont intervenues à la suite de l'accident.

Le Libéria prie le Comité d'inclure l'intégralité de sa déclaration dans son rapport.

Je vous remercie de votre attention.

ANNEXE 21**RÉSOLUTION MEPC.235(65)****adoptée le 17 mai 2013****AMENDEMENTS À L'ANNEXE DU PROTOCOLE DE 1978
RELATIF À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1973
POUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION PAR LES NAVIRES****(Amendements au modèle A et au modèle B de Supplément au Certificat IOPP
délivré en vertu de l'Annexe I de MARPOL)**

LE COMITÉ DE LA PROTECTION DU MILIEU MARIN,

RAPPELANT l'article 38 a) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions conférées au Comité de la protection du milieu marin aux termes des conventions internationales visant à prévenir et à combattre la pollution des mers,

NOTANT l'article 16 de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommée la "Convention de 1973") et l'article VI du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommé le "Protocole de 1978"), lesquels énoncent ensemble la procédure d'amendement du Protocole de 1978 et confèrent à l'organe compétent de l'Organisation la fonction d'examiner et d'adopter des amendements à la Convention de 1973, telle que modifiée par le Protocole de 1978 (MARPOL),

AYANT EXAMINÉ le projet d'amendements au modèle A et au modèle B de Supplément au Certificat IOPP délivré en vertu de l'Annexe I de MARPOL,

1. ADOPTE, conformément à l'article 16 2)d) de la Convention de 1973, les amendements au modèle A et au modèle B de Supplément au Certificat IOPP délivré en vertu de l'Annexe I de MARPOL dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément à l'article 16 2) f) iii) de la Convention de 1973, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er avril 2014, à moins que, avant cette date, une objection à ces amendements n'ait été communiquée à l'Organisation par un tiers au moins des Parties à MARPOL ou par des Parties dont les flottes marchandes représentent au total au moins 50 % du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce;
3. INVITE les Parties à noter que, conformément à l'article 16 2) g) ii) de la Convention de 1973, lesdits amendements entreront en vigueur le 1er octobre 2014, après avoir été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, en application de l'article 16 2) e) de la Convention de 1973, à toutes les Parties à MARPOL des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé;
5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties à MARPOL.

ANNEXE

**AMENDEMENTS AUX MODÈLES A ET B DE SUPPLÉMENT AU CERTIFICAT IOPP
DÉLIVRÉ EN VERTU DE L'ANNEXE I DE MARPOL****1 Amendements au Supplément au Certificat IOPP (modèle A)**

L'actuel paragraphe 3.2.1 est remplacé par ce qui suit :

"3.2.1 Incinérateur pour résidus d'hydrocarbures (boues) □"

2 Amendements au Supplément au Certificat IOPP (modèle B)

L'actuel paragraphe 3.2.1 est remplacé par ce qui suit :

"3.2.1 Incinérateur pour résidus d'hydrocarbures (boues) □"

ANNEXE 22**RÉSOLUTION MEPC.236(65)****adoptée le 17 mai 2013****AMENDEMENTS AU SYSTÈME D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DU NAVIRE
EN VERTU DE L'ANNEXE I DE MARPOL**

LE COMITÉ DE LA PROTECTION DU MILIEU MARIN,

RAPPELANT l'article 38 a) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions conférées au Comité de la protection du milieu marin aux termes des conventions internationales visant à prévenir et à combattre la pollution des mers,

NOTANT l'article 16 de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommée la "Convention de 1973") et l'article VI du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommé le "Protocole de 1978"), lesquels énoncent ensemble la procédure d'amendement du Protocole de 1978 et confèrent à l'organe compétent de l'Organisation la fonction d'examiner et d'adopter des amendements à la Convention de 1973, telle que modifiée par le Protocole de 1978 (MARPOL),

NOTANT ÉGALEMENT que la règle 20.6 de l'Annexe I de MARPOL indique que le système d'évaluation de l'état du navire, adopté par la résolution MEPC.94(46), tel qu'il pourra être modifié, à condition que ces amendements soient adoptés, soient mis en vigueur et prennent effet conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention de 1973 relatives aux procédures d'amendement applicables à un appendice d'une Annexe,

RAPPELANT ÉGALEMENT les résolutions MEPC.99(48), MEPC.112(50), MEPC.131(53) et MEPC.155(55), par lesquelles il a adopté des amendements au système d'évaluation de l'état du navire conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention de 1973 relatives aux procédures d'amendement applicables à un appendice d'une Annexe,

RECONNAISSANT la nécessité de modifier le système d'évaluation de l'état du navire pour en remplacer les références à la résolution A.744(18) vu que l'Assemblée a adopté, à sa vingt-septième session, le Recueil international sur le programme renforcé d'inspections à l'occasion des visites des vraquiers et des pétroliers, 2011 (Recueil ESP de 2011) par la résolution A.1049(27),

AYANT EXAMINÉ, à sa soixante-cinquième session, les propositions d'amendements au système d'évaluation de l'état du navire,

1. ADOPTE, conformément à l'article 16 2)d) de la Convention de 1973, les amendements au système d'évaluation de l'état du navire dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE que, conformément à l'article 16 2) f) iii) de la Convention de 1973, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er avril 2014, à moins que, avant cette date, une objection à ces amendements n'ait été communiquée à l'Organisation par un tiers au moins des Parties à MARPOL ou par des Parties dont les flottes marchandes représentent au total au moins 50 % du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce;

3. INVITE les Parties à MARPOL à noter que, conformément à l'article 16 2) g) ii) de la Convention de 1973, lesdits amendements entreront en vigueur le 1er octobre 2014, après avoir été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, en application de l'article 16 2) e) de la Convention de 1973, à toutes les Parties à MARPOL des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé;
5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties à MARPOL;
6. INVITE le Comité de la sécurité maritime à prendre note de ces amendements au système d'évaluation de l'état du navire.

ANNEXE

**AMENDEMENTS AU SYSTÈME D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DU NAVIRE
(RÉSOLUTION MEPC.94(46), TELLE QUE MODIFIÉE)**

- 1 Après le paragraphe 1.5 est inséré le nouveau paragraphe suivant :

"1.6 L'Assemblée, à sa vingt-septième session, a adopté le Recueil international sur le programme renforcé d'inspections à l'occasion des visites des vraquiers et des pétroliers, 2011 (Recueil ESP de 2011) (résolution A.1049(27)) et le Comité de la sécurité maritime, à sa quatre-vingt-dixième session, a adopté, par la résolution MSC.325(90), des amendements à la règle XI-1/2 de la Convention SOLAS qui remplacent l'expression "la résolution A.744(18)" par l'expression "le Recueil ESP de 2011" et rendent ainsi ce recueil obligatoire. Les références à la "résolution A.744(18)" dans le CAS sont donc remplacées par des références au "Recueil ESP de 2011 (résolution A.1049(27))".

- 2 Dans les paragraphes 3.10, 6.2.1.3, 6.2.2.9, 7.3.1, 7.3.4, 7.3.7 et 8, la référence à la "résolution A.744(18), telle que modifiée" est remplacée par une référence au "Recueil ESP de 2011".

- 3 Dans l'appendice 2, dans la section "Inspection par la compagnie", la référence à la "résolution A.744(18), telle que modifiée" est remplacée par une référence au "Recueil ESP de 2011".

- 4 Dans l'appendice 3, dans la section 8, la référence à la "résolution A.744(18), telle que modifiée" est remplacée par une référence au "Recueil ESP de 2011".

ANNEXE 24**RÉSOLUTION MEPC.238(65)****adoptée le 17 mai 2013****AMENDEMENTS À L'ANNEXE DU PROTOCOLE DE 1978 RELATIF À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1973 POUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION PAR LES NAVIRES****(Amendements aux Annexes I et II de MARPOL
visant à rendre obligatoire le Code régissant les organismes reconnus)**

LE COMITÉ DE LA PROTECTION DU MILIEU MARIN,

RAPPELANT l'article 38 a) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions conférées au Comité de la protection du milieu marin aux termes des conventions internationales visant à prévenir et à combattre la pollution des mers,

NOTANT l'article 16 de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommée la "Convention de 1973") et l'article VI du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommé le "Protocole de 1978"), lesquels énoncent ensemble la procédure d'amendement du Protocole de 1978 et confèrent à l'organe compétent de l'Organisation la fonction d'examiner et d'adopter des amendements à la Convention de 1973, telle que modifiée par le Protocole de 1978 (MARPOL),

AYANT EXAMINÉ le projet d'amendements aux Annexes I et II de MARPOL visant à rendre obligatoire le Code régissant les organismes reconnus,

1. ADOPTE, conformément à l'article 16 2) d) de la Convention de 1973, les amendements aux Annexes I et II de MARPOL dont le texte figure à l'annexe de la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément à l'article 16 2) f) iii) de la Convention de 1973, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2014, à moins que, avant cette date, une objection à ces amendements n'ait été communiquée à l'Organisation par un tiers au moins des Parties à MARPOL ou par des Parties dont les flottes marchandes représentent au total au moins 50 % du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce;
3. INVITE les Parties à noter que, conformément à l'article 16 2) g) ii) de la Convention de 1973, lesdits amendements entreront en vigueur le 1er janvier 2015, après avoir été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;
4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, en application de l'article 16 2) e) de la Convention de 1973, à toutes les Parties à MARPOL des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé;
5. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties à MARPOL.

ANNEXE

AMENDEMENTS AUX ANNEXES I ET II DE MARPOL**Amendements à l'Annexe I de MARPOL**

Règle 6

Le texte actuel de la dernière phrase du paragraphe 3.1 est remplacé par le suivant :

"Ces organismes, y compris les sociétés de classification, doivent être habilités par l'Autorité conformément aux dispositions de la présente Convention et au Code régissant les organismes reconnus, comportant une partie 1 et une partie 2 (dont les dispositions doivent être considérées comme obligatoires) et une partie 3 (dont les dispositions doivent être considérées comme des recommandations), tel qu'adopté par l'Organisation par la résolution [MEPC...] et tel qu'il pourra être modifié par l'Organisation, à condition que :

- .1 les amendements à la partie 1 et à la partie 2 du Code régissant les organismes reconnus soient adoptés, soient mis en vigueur et prennent effet conformément aux dispositions de l'article 16 de la présente Convention relatives aux procédures d'amendement applicables à la présente Annexe;
- .2 les amendements à la partie 3 du Code régissant les organismes reconnus soient adoptés par le Comité de la protection du milieu marin conformément à son Règlement intérieur; et
- .3 tous amendements visés aux alinéas .1 et .2 adoptés par le Comité de la sécurité maritime et par le Comité de la protection du milieu marin soient identiques et entrent en vigueur ou prennent effet à la même date, selon le cas."

Amendements à l'Annexe II de MARPOL

Règle 8

Le texte actuel du paragraphe 2.2 est remplacé par ce qui suit :

"Ces organismes, y compris les sociétés de classification, doivent être habilités par l'Autorité conformément aux dispositions de la présente Convention et aux dispositions du Code régissant les organismes reconnus, comportant une partie 1 et une partie 2 (dont les dispositions doivent être considérées comme obligatoires) et une partie 3 (dont les dispositions doivent être considérées comme des recommandations), tel qu'adopté par l'Organisation par la résolution [MEPC...] et tel qu'il pourra être modifié par l'Organisation, à condition que :

- .1 les amendements à la partie 1 et à la partie 2 du Code régissant les organismes reconnus soient adoptés, soient mis en vigueur et prennent effet conformément aux dispositions de l'article 16 de la présente Convention relatives aux procédures d'amendement applicables à la présente Annexe;

- .2 les amendements à la partie 3 du Code régissant les organismes reconnus soient adoptés par le Comité de la protection du milieu marin conformément à son Règlement intérieur; et
- .3 tous amendements visés aux alinéas .1 et .2 adoptés par le Comité de la sécurité maritime et par le Comité de la protection du milieu marin soient identiques et entrent en vigueur ou prennent effet à la même date, selon le cas."

ANNEXE 25***DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION IRLANDAISE AU SUJET
DU CODE RÉGISSANT LES ORGANISMES RECONNUS**

Ireland considers that the RO Code contains a set of minimum requirements on which States can elaborate and improve as appropriate for the enhancement of maritime safety and the protection of the environment.

In particular, as regards the RO Code, Ireland wishes to make clear that nothing in the said Code shall be construed to restrict or limit in any way the fulfilment of its obligations under the law of the European Union in relation to:

- the definition of "statutory certificates" and "class certificates";
- the scope of the obligations and criteria laid down for recognized organizations;
- the duties of the European Commission as regards the recognition, assessment and, where appropriate, the imposition of corrective measures or sanctions on recognized organizations.

In the case of an IMO audit, Ireland will state that only compliance with those provisions of the relevant international conventions which Ireland has accepted, including in the terms of this declaration, shall be verified

*

Les déclarations sont disponibles dans toutes les langues officielles, sous forme de fichiers audio, à l'adresse <http://docs.imo.org/Meetings/Media.aspx>.

ANNEXE 26***DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION JAPONAISE AU SUJET DES INSTALLATIONS
PORTUAIRES DE RÉCEPTION DES DÉCHETS DANS LE CONTEXTE DE
L'APPLICATION DE L'ANNEXE V RÉVISÉE DE MARPOL**

Thank you Mr. Chairman.

First of all, this delegation would like to express its appreciation to the co-sponsors for their independent investigation for the situation of port reception facilities.

However, with respect to the document of MEPC 65/10, this delegation has to say it is regrettable that the information on Japanese ports shown in the table of Annex 1 of this document did not reflect accurate situations on PRF in Japan, just as the delegation of Marshal Islands has mentioned briefly.

In order to ensure the full implementation of regulations in revised Annex V, the Japanese Government took necessary actions to amend corresponding domestic laws last year. Those amendments entered into force on January 1, 2013 in conjunction with the effective date of revised Annex V. Furthermore, in December 2012, the Japanese Government developed "guidelines for port authorities in reception of garbage from ships". Port authorities including those listed in MEPC65/10, Annex 1 are taking corresponding measures to ensure adequate reception of garbage from ships based on the guidelines.

The vast majority of cargos shipped to Japan so far was not declared as HME and thus did not require procedures in accordance with regulations in MARPOL Annex V. The guidelines above identified existing treatment facilities within the country which are able to receive HME cargo residues and wash water. For a few cargoes declared as HME, the Japanese Government has ensured smooth unloading and transportation of garbage to such facilities, in close collaboration with port authorities, shipping companies, shippers as well as waste treatment operators.

Given the limited quantity and intermittent discharge pattern of HME cargo residues and wash water, it does not provide financial and operational good reason to establish a new PRF in each port and terminal. Instead, Japan has ensured their reception at ports and transfer of such HME garbage to existing treatment facilities located in the country.

Lastly, this delegation would like to express its intention to provide more detailed information about Japan's efforts if necessary, and request the Secretariat to keep a record about our comment above in the final report of this session, as this kind of information would affect the Nation's confidence and reputation, or even worse, it might cause a negative effect on trade.

*

Les déclarations sont disponibles dans toutes les langues officielles, sous forme de fichiers audio, à l'adresse <http://docs.imo.org/Meetings/Media.aspx>.

ANNEXE 27

**PROJET D'AMENDEMENTS À L'ANNEXE V DE MARPOL
(FICHE DES REJETS D'ORDURES)**

1 La Fiche des rejets d'ordures figurant dans l'appendice est remplacée par la suivante :

FICHE DES REJETS D'ORDURES

Nom du navire : _____

Numéro ou lettres distinctifs : _____

Numéro OMI : _____

Catégories d'ordures :

- A. Matières plastiques
- B. Déchets alimentaires
- C. Déchets domestiques
- D. Huiles à friture
- E. Cendres d'incinération
- F. Déchets d'exploitation
- G. Résidus de cargaison
- H. Carcasse(s) d'animal(aux)
- I. Appareux de pêche

Date/Heure	Position du navire (latitude/longitude/port)/ Remarques (par exemple, perte accidentelle, profondeur d'eau, si elle est connue, position au début et à la fin du rejet des résidus de cargaison)	Catégorie	Quantité estimée rejetée		Quantité estimée incinérée (m ³)	Attestation/ Signature
			Dans la mer (m ³)	Dans des installations de réception (m ³)		
/						/
/						/

Signature du capitaine : _____ Date : _____

ANNEXE 9**RÉSOLUTION MSC.345(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION D'AMENDEMENTS AU PROTOCOLE DE 1988 RELATIF
À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1966 SUR LES
LIGNES DE CHARGE, TEL QUE MODIFIÉ**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT ÉGALEMENT l'article VI du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge (ci-après dénommé le "Protocole de 1988 sur les lignes de charge"), qui concerne les procédures d'amendement,

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire d'améliorer la clarté et de normaliser l'application des prescriptions relatives à la stabilité après avarie en ce qui concerne les états initiaux de chargement et les états d'équilibre que doivent avoir les pétroliers, les transporteurs de produits chimiques et les transporteurs de gaz,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, les amendements au Protocole de 1988 sur les lignes de charge qui avaient été proposés et diffusés conformément au paragraphe 2 a) de l'article VI dudit Protocole,

1. ADOPTE, conformément au paragraphe 2 d) de l'article VI du Protocole de 1988 sur les lignes de charge, les amendements au Protocole de 1988 sur les lignes de charge dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE que, conformément au paragraphe 2 f) ii) bb) de l'article VI du Protocole de 1988 sur les lignes de charge, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Parties au Protocole de 1988 sur les lignes de charge, ou des Parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte des navires de commerce de toutes les Parties, n'aient notifié qu'elles élèvent une objection contre cet amendement;

3. INVITE les Parties intéressées à noter que, conformément au paragraphe 2 g) ii) de l'article VI du Protocole de 1988 sur les lignes de charge, ces amendements entreront en vigueur le 1er juillet 2014, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

4. PRIE le Secrétaire général, conformément au paragraphe 2 e) de l'article VI du Protocole de 1988 sur les lignes de charge, de transmettre des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à toutes les Parties au Protocole de 1988 sur les lignes de charge;

5. PRIE AUSSI le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties au Protocole de 1988 sur les lignes de charge.

ANNEXE

AMENDEMENTS À L'ANNEXE B DU PROTOCOLE DE 1988 RELATIF À
LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1966 SUR LES LIGNES
DE CHARGE, TEL QUE MODIFIÉ

ANNEXE I
Règles pour la détermination des lignes de charge

Chapitre III
Francs-bords

Règle 27 – Types de navires

Règle 27 11) – État initial de chargement

1 Le texte de la première phrase du paragraphe b) iv) est remplacé par ce qui suit :

"On considère comme remplis à 50 % de leur capacité totale les citernes et les espaces du navire équipés pour contenir chaque type de consommables et de provisions".

2 Après l'actuel paragraphe b) iv) est inséré le nouveau paragraphe b) v) suivant :

"v) Les citernes à ballast sont normalement considérées comme étant vides et aucune correction pour carènes liquides ne doit être appliquée pour en tenir compte.",

et les actuels paragraphes b) v) et b) vi) sont en conséquence renumérotés b) vi) et b) vii).

3 Le texte du paragraphe renuméroté b) vi) est remplacé par ce qui suit :

"vi) Une autre méthode peut être envisagée pour tenir compte des carènes liquides lors de l'établissement de l'état final pour l'application de l'avarie décrite dans la règle 27 12) :

aa) Méthode No 1 (valable pour les corrections virtuelles); le centre de gravité virtuel dans l'état initial est déterminé comme suit :

- i. l'état de chargement doit être établi conformément aux alinéas i) à iv);
- ii. la correction pour carènes liquides est ajoutée à la hauteur du centre de gravité;
- iii. un état initial virtuel avec tous les compartiments vides est établi au tirant d'eau correspondant à la ligne de charge d'été avec assiette nulle, en utilisant la hauteur du centre de gravité de l'état de chargement ci-dessus; et

- iv. la conformité aux critères de stabilité après avarie est vérifiée pour les cas d'avarie à l'aide de l'état initial ci-dessus.
- bb) Méthode No 2 (valable pour l'utilisation des moments réels des carènes liquides correspondant aux remplissages hypothétiques des citernes pour le cas d'avarie); le centre de gravité virtuel dans l'état initial est déterminé comme suit :
 - i. l'état de chargement doit être établi conformément aux alinéas i) à iv);
 - ii. un état initial virtuel par cas d'avarie avec compartiments remplis de liquide peut être établi au tirant d'eau correspondant à la ligne de charge d'été avec assiette nulle, en utilisant l'état initial virtuel avec compartiments remplis établi au tirant d'eau correspondant à la ligne de charge d'été avec assiette nulle. En utilisant la hauteur du centre de gravité et la correction pour carènes liquides de l'état de chargement ci-dessus, on effectue des calculs distincts pour chaque cas d'avarie mais les compartiments remplis de liquide devant subir l'avarie sont vides avant l'avarie; et
 - iii. la conformité aux critères de stabilité après avarie est vérifiée pour les cas d'avarie à l'aide des états initiaux ci-dessus (un état initial par cas d'avarie)."

Règle 27 13) – État d'équilibre

- 4 Le nouveau paragraphe g) suivant est ajouté après l'actuel paragraphe f) :
- "g) Il n'est pas obligatoire de démontrer la conformité aux critères de stabilité résiduelle décrits dans les paragraphes a), c), d) et e) ci-dessus dans les états de chargement en service en utilisant un calculateur de stabilité, un logiciel de stabilité ou une autre méthode approuvée."

ANNEXE 10**PROJET DE RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE****ADOPTION D'AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE
DE 1966 SUR LES LIGNES DE CHARGE**

L'ASSEMBLÉE,

RAPPELANT l'article 15 j) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions de l'Assemblée liées à l'adoption de règles et de directives relatives à la sécurité maritime,

RAPPELANT ÉGALEMENT qu'elle a adopté le Code d'application des instruments de l'OMI (Code III) par la résolution A.[...](28);

NOTANT les propositions d'amendements à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge (Convention LL de 1966) visant à rendre obligatoire le Code III,

NOTANT ÉGALEMENT que, à sa quatre-vingt-onzième session, le Comité de la sécurité maritime a adopté ces propositions d'amendements conformément à l'article 29 3) a) de la Convention LL de 1966,

AYANT EXAMINÉ les propositions d'amendements à la Convention LL de 1966,

1. ADOPTE, conformément à l'article 29 3) b) de la Convention LL de 1966, les amendements dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. ÉTABLIT que, en application de la nouvelle règle 53 de l'Annexe IV, aux termes de laquelle "les prescriptions du Code doivent être considérées comme obligatoires", les mots "devrait/devraient" employés dans le Code III (annexe à la résolution A.[...](28)) doivent être interprétés comme ayant le sens de "doit/doivent";
3. INVITE le Secrétaire général à communiquer, conformément à l'article 29 3) b) de la Convention LL de 1966, des copies certifiées conformes de la présente résolution et de son annexe à tous les Gouvernements contractants à ladite convention pour examen et approbation, ainsi que des copies à tous les Membres de l'Organisation;
4. PRIE INSTAMMENT tous les gouvernements intéressés d'approuver ces amendements dès que possible;
5. DÉCIDE que, au cas où lesdits amendements entreraient en vigueur après avoir été approuvés à l'unanimité conformément à l'article 29 2) de la Convention LL de 1966 avant qu'ils n'entrent en vigueur du fait de leur approbation en réponse à la présente résolution, cette dernière deviendra caduque.

ANNEXE

AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1966
SUR LES LIGNES DE CHARGE**Annexe I**
Règles pour la détermination des lignes de charge**Chapitre I**
Généralités**Règle 3 – Définitions des termes utilisés dans les Annexes**

- 1 Les nouvelles définitions suivantes sont ajoutées après la définition 12) :

"13) *Audit* désigne un processus systématique, indépendant et dûment étayé visant à obtenir des preuves d'audit et à les analyser de manière objective pour déterminer la mesure dans laquelle les critères d'audit sont remplis.

14) *Programme d'audit* désigne le Programme d'audit des États Membres de l'OMI que l'Organisation a établi en tenant compte des directives élaborées par l'Organisation*.

15) *Code d'application* désigne le Code d'application des instruments de l'OMI (Code III), que l'Organisation a adopté par la résolution A.[...](28).

16) *Norme d'audit* désigne le Code d'application.

* Se reporter au Document-cadre et aux Procédures pour le Programme d'audit des États Membres [de l'OMI], que l'Organisation a adoptés par la résolution [A...(28)]."

Annexe III
Certificats

- 2 Après l'Annexe III est ajoutée une nouvelle Annexe IV, libellée comme suit :

"Annexe IV
Vérification du respect des dispositions de la Convention**Règle 53**
Application

Les Gouvernements contractants appliquent les dispositions du Code d'application lorsqu'ils s'acquittent des devoirs et responsabilités qui leur incombent en vertu de la présente Convention. Aux fins de la présente règle, les prescriptions du Code doivent être considérées comme obligatoires et ses recommandations doivent être considérées comme étant non obligatoires.

Règle 54*Vérification de la conformité*

- 1) Tout Gouvernement contractant fait l'objet d'audits périodiques qu'effectue l'Organisation afin de vérifier qu'il satisfait à la norme d'audit et aux prescriptions de la présente Convention.
- 2) Le Secrétaire général de l'Organisation est responsable de l'exécution du programme d'audit conformément aux directives élaborées par l'Organisation*.
- 3) Il incombe à tout Gouvernement contractant de faciliter la conduite de l'audit et la mise en œuvre d'un programme d'action visant à donner suite aux conclusions, en se fondant sur les directives adoptées par l'Organisation*.
- 4) L'audit de chaque Gouvernement contractant doit :
 - a) suivre un calendrier global établi par le Secrétaire général de l'Organisation qui tient compte des directives élaborées par l'Organisation* ; et
 - b) être effectué à des intervalles réguliers, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation .

* Se reporter au Document-cadre et aux Procédures pour le Programme d'audit des États Membres [de l'OMI], que l'Organisation a adoptés par la résolution [A...(28)]."

ANNEXE 11

PROJET DE RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE

ADOPTION D'AMENDEMENTS À LA CONVENTION SUR LE RÈGLEMENT INTERNATIONAL DE 1972 POUR PRÉVENIR LES ABORDAGES EN MER

L'ASSEMBLÉE,

RAPPELANT l'article VI de la Convention sur le Règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer (ci-après dénommée "la Convention"), qui a trait aux amendements à ce règlement,

RAPPELANT ÉGALEMENT qu'elle a adopté le Code d'application des instruments de l'OMI (Code III) par la résolution A.[...](28),

NOTANT les propositions d'amendements à la Convention visant à rendre obligatoire le Code III,

AYANT EXAMINÉ les amendements à la Convention que le Comité de la sécurité maritime a adoptés à sa quatre-vingt-onzième session et qui ont été communiqués à toutes les Parties contractantes conformément au paragraphe 2 de l'article VI de la Convention, ainsi que les recommandations du Comité de la sécurité maritime concernant l'entrée en vigueur de ces amendements,

1. ADOPTE, conformément au paragraphe 3 de l'article VI de la Convention, les amendements dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE que, conformément au paragraphe 4 de l'article VI de la Convention, ces amendements entreront en vigueur le [1er janvier 2016], à moins que, avant le [1er juillet 2015], plus d'un tiers des Parties contractantes n'aient notifié leur objection aux amendements;
3. ÉTABLIT que, en application de la nouvelle règle 40 de la nouvelle partie F, aux termes de laquelle "les prescriptions du Code doivent être considérées comme obligatoires", les mots "devrait/devraient" employés dans le Code III (annexe à la résolution A.[...](28)) doivent être interprétés comme ayant le sens de "doit/doivent";
4. PRIE le Secrétaire général de communiquer, conformément au paragraphe 3 de l'article VI de la Convention, ces amendements à toutes les Parties contractantes à la Convention pour approbation;
5. INVITE les Parties contractantes à la Convention à notifier leur objection à ces amendements au plus tard le [1er juillet 2015], date après laquelle les amendements seront réputés avoir été approuvés aux fins de leur entrée en vigueur à la date fixée dans la présente résolution.

ANNEXE

AMENDEMENTS À LA CONVENTION SUR LE RÈGLEMENT INTERNATIONAL DE 1972
POUR PRÉVENIR LES ABORDAGES EN MER, TELLE QUE MODIFIÉE

La nouvelle partie F suivante est insérée à la suite de l'actuelle partie E (Exemptions) :

"PARTIE F**Vérification du respect des dispositions de la Convention****Règle 39***Définitions*

- a) *Audit* désigne un processus systématique, indépendant et dûment étayé visant à obtenir des preuves d'audit et à les analyser de manière objective pour déterminer la mesure dans laquelle les critères d'audit sont remplis.
- b) *Programme d'audit* désigne le Programme d'audit des États Membres de l'OMI que l'Organisation a établi en tenant compte des directives élaborées par l'Organisation*.
- c) *Code d'application* désigne le Code d'application des instruments de l'OMI (Code III), que l'Organisation a adopté par la résolution A.[...](28).
- d) *Norme d'audit* désigne le Code d'application.

Règle 40*Application*

Les Gouvernements contractants appliquent les dispositions du Code d'application lorsqu'ils s'acquittent des devoirs et responsabilités qui leur incombent en vertu de la présente Convention. Aux fins de la présente règle, les prescriptions du Code doivent être considérées comme obligatoires et ses recommandations doivent être considérées comme étant non obligatoires.

Règle 41*Vérification de la conformité*

- a) Tout Gouvernement contractant fait l'objet d'audits périodiques qu'effectue l'Organisation afin de vérifier qu'il satisfait à la norme d'audit et aux prescriptions de la présente Convention.
- b) Le Secrétaire général de l'Organisation est responsable de l'exécution du programme d'audit conformément aux directives élaborées par l'Organisation*.
- c) Il incombe à tout Gouvernement contractant de faciliter la conduite de l'audit et la mise en œuvre d'un programme d'action visant à donner suite aux conclusions, en se fondant sur les directives adoptées par l'Organisation*.

- d) L'audit de chaque Gouvernement contractant doit :
- i) suivre un calendrier global établi par le Secrétaire général de l'Organisation qui tienne compte des directives élaborées par l'Organisation^{*}; et
 - ii) être effectué à des intervalles réguliers, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation^{*}.

* Se reporter au Document-cadre et aux Procédures pour le Programme d'audit des États Membres [de l'OMI], que l'Organisation a adoptés par la résolution [A...(28)]."

ANNEXE 12**PROJET DE RÉOLUTION DE L'ASSEMBLÉE****ADOPTION D'AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1969
SUR LE JAUGEAGE DES NAVIRES**

L'ASSEMBLÉE,

RAPPELANT l'article 15 j) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions de l'Assemblée liées à l'adoption de règles et de directives relatives à la sécurité maritime,

RAPPELANT ÉGALEMENT qu'elle a adopté le Code d'application des instruments de l'OMI (Code III) par la résolution A.[...](28),

NOTANT les propositions d'amendements à la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires (Convention de 1969 sur le jaugeage) visant à rendre obligatoire le Code III,

NOTANT ÉGALEMENT que, à sa quatre-vingt-onzième session, le Comité de la sécurité maritime a adopté ces propositions d'amendements conformément à l'article 18 3) a) de la Convention de 1969 sur le jaugeage,

AYANT EXAMINÉ les propositions d'amendements à la Convention de 1969 sur le jaugeage,

1. ADOPTE, conformément à l'article 18 3) b) de la Convention de 1969 sur le jaugeage, les amendements dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. ÉTABLIT que, en application de la nouvelle règle 8 de l'Annexe III, aux termes de laquelle "les prescriptions du Code doivent être considérées comme obligatoires", les mots "devrait/devraient" employés dans le Code III (annexe à la résolution A.[...](28)) doivent être interprétés comme ayant le sens de "doit/doivent";

3. PRIE le Secrétaire général de communiquer, conformément à l'article 18 3) b) de la Convention de 1969 sur le jaugeage, des copies certifiées conformes de la présente résolution et de son annexe à tous les Gouvernements contractants à ladite convention pour examen et approbation, ainsi que des copies à tous les Membres de l'Organisation;

4. PRIE INSTAMMENT tous les gouvernements intéressés d'approuver ces amendements dès que possible;

5. DÉCIDE que, au cas où lesdits amendements entreraient en vigueur après avoir été approuvés à l'unanimité conformément à l'article 18 2) de la Convention de 1969 sur le jaugeage avant qu'ils n'entrent en vigueur du fait de leur approbation en réponse à la présente résolution, cette dernière deviendra caduque.

ANNEXE

AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1969
SUR LE JAUGEAGE DES NAVIRES

ANNEXE I

RÈGLES POUR LE CALCUL DE LA JAUGE BRUTE DES NAVIRES

Règle 2 – Définitions des expressions utilisées dans les annexes

1 Les nouvelles définitions suivantes sont ajoutées après la définition 8) :

"9) *Audit* désigne un processus systématique, indépendant et dûment étayé visant à obtenir des preuves d'audit et à les analyser de manière objective pour déterminer la mesure dans laquelle les critères d'audit sont remplis.

10) *Programme d'audit* désigne le Programme d'audit des États Membres de l'OMI que l'Organisation a établi en tenant compte des directives élaborées par l'Organisation*.

11) *Code d'application* désigne le Code d'application des instruments de l'OMI (Code III), que l'Organisation a adopté par la résolution A.[...](28).

12) *Norme d'audit* désigne le Code d'application.

* Se reporter au Document-cadre et aux Procédures pour le Programme d'audit des États Membres [de l'OMI], que l'Organisation a adoptés par la résolution [A...(28)]."

2 Est ajoutée une nouvelle annexe III, libellée comme suit :

"ANNEXE III

Vérification du respect des dispositions de la Convention

Règle 8*Application*

Les Gouvernements contractants appliquent les dispositions du Code d'application lorsqu'ils s'acquittent des devoirs et responsabilités qui leur incombent en vertu de la présente Convention. Aux fins de la présente règle, les prescriptions du Code doivent être considérées comme obligatoires et ses recommandations doivent être considérées comme étant non obligatoires.

Règle 9*Vérification de la conformité*

1) Tout Gouvernement contractant fait l'objet d'audits périodiques qu'effectue l'Organisation afin de vérifier qu'il satisfait à la norme d'audit et aux prescriptions de la présente Convention.

- 2) Le Secrétaire général de l'Organisation est responsable de l'exécution du programme d'audit conformément aux directives élaborées par l'Organisation*.
- 3) Il incombe à tout Gouvernement contractant de faciliter la conduite de l'audit et la mise en œuvre d'un programme d'action visant à donner suite aux conclusions, en se fondant sur les directives adoptées par l'Organisation*.
- 4) L'audit de chaque Gouvernement contractant doit :
 - .1 suivre un calendrier global établi par le Secrétaire général de l'Organisation qui tienne compte des directives élaborées par l'Organisation*; et
 - .2 être effectué à des intervalles réguliers, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation*.

* Se reporter au Document-cadre et aux Procédures pour le Programme d'audit des États Membres [de l'OMI], que l'Organisation a adoptés par la résolution [A...(28)]."

ANNEXE 8**RÉSOLUTION MSC.356(92)
(adoptée le 21 juin 2013)****AMENDEMENTS AU PROTOCOLE DE 1988 RELATIF À LA CONVENTION
INTERNATIONALE DE 1966 SUR LES LIGNES DE CHARGE,
TEL QUE MODIFIÉ**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT ÉGALEMENT l'article VI du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge (ci-après dénommé le "Protocole de 1988 sur les lignes de charge"), qui concerne les procédures d'amendement,

NOTANT les amendements qu'il est proposé d'apporter au Protocole de 1988 sur les lignes de charge pour rendre obligatoire le Code régissant les organismes reconnus,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-douzième session, les amendements au Protocole de 1988 sur les lignes de charge qui avaient été proposés et diffusés conformément au paragraphe 2 a) de l'article VI dudit Protocole,

1. ADOPTE, conformément au paragraphe 2 d) de l'article VI du Protocole de 1988 sur les lignes de charge, les amendements au Protocole de 1988 sur les lignes de charge dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. DÉCIDE que, conformément au paragraphe 2 f) ii) bb) de l'article VI du Protocole de 1988 sur les lignes de charge, ces amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2014, à moins que, avant cette date, plus d'un tiers des Parties au Protocole de 1988 sur les lignes de charge, ou des Parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte des navires de commerce de toutes les Parties, n'aient notifié qu'elles élèvent une objection contre cet amendement;

3. INVITE les Parties intéressées à noter que, conformément au paragraphe 2 g) ii) de l'article VI du Protocole de 1988 sur les lignes de charge, ces amendements entreront en vigueur le 1er janvier 2015, lorsqu'ils auront été acceptés dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

4. PRIE le Secrétaire général de transmettre, conformément au paragraphe 2 e) de l'article VI du Protocole de 1988 sur les lignes de charge, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à toutes les Parties au Protocole de 1988 sur les lignes de charge;

5. PRIE AUSSI le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe aux Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties au Protocole de 1988 sur les lignes de charge.

ANNEXE

**AMENDEMENTS À L'ANNEXE B DU PROTOCOLE DE 1988 RELATIF À LA
CONVENTION INTERNATIONALE DE 1966 SUR LES LIGNES DE CHARGE,
TEL QUE MODIFIÉ**

ANNEXE I

Règles pour la détermination des lignes de charge

**CHAPITRE I
Généralités**

Règle 2-1 – Habilitation des organismes reconnus

1 Le texte actuel de la règle 2-1 est remplacé par ce qui suit :

"L'Administration doit habiliter les organismes, y compris les sociétés de classification, visés à l'article 13 de la Convention et au paragraphe 2 de la règle 1 conformément aux dispositions de la présente Convention et aux dispositions du Code régissant les organismes reconnus, consistant en une partie 1 et une partie 2 (dont les dispositions doivent être considérées comme obligatoires) et en une partie 3 (dont les dispositions doivent être considérées comme des recommandations), que l'Organisation a adopté par la résolution MSC.349(92), et tel qu'il pourra être modifié par l'Organisation, à condition que :

- a) les amendements à la partie 1 et à la partie 2 du Code régissant les organismes reconnus soient adoptés, soient mis en vigueur et prennent effet conformément aux dispositions de l'article VI du présent Protocole;
- b) les amendements à la partie 3 du Code régissant les organismes reconnus soient adoptés par le Comité de la sécurité maritime conformément à son Règlement intérieur; et
- c) les amendements que pourraient adopter le Comité de la sécurité maritime et le Comité de la protection du milieu marin soient identiques et entrent en vigueur ou prennent effet à la même date, selon qu'il convient."

ANNEXE 7**RÉSOLUTION MSC.355(92)
(adoptée le 21 juin 2013)****AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1972
SUR LA SÉCURITÉ DES CONTENEURS (CONVENTION CSC)**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

NOTANT l'article X de la Convention internationale de 1972 sur la sécurité des conteneurs (ci-après dénommée "la Convention"), qui concerne la procédure spéciale d'amendement des annexes de la Convention,

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-douzième session, les amendements à la Convention qui avaient été proposés conformément à la procédure énoncée aux paragraphes 1 et 2 de l'article X de la Convention,

1. ADOPTE les amendements aux annexes de la Convention dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. DÉCIDE, conformément au paragraphe 3 de l'article X de la Convention, que ces amendements entreront en vigueur le 1er juillet 2014 à moins que, avant le 1er janvier 2014, cinq Parties contractantes ou plus n'aient notifié au Secrétaire général qu'elles élèvent une objection contre ces amendements;
3. PRIE le Secrétaire général de communiquer, en application du paragraphe 2 de l'article X de la Convention, des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte des amendements qui y est annexé à toutes les Parties contractantes pour acceptation;
4. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général d'informer toutes les Parties contractantes et tous les Membres de l'Organisation de toute demande ou communication faite en vertu de l'article X de la Convention et de la date à laquelle les amendements entreront en vigueur.

ANNEXE

PROJET D'AMENDEMENTS À LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1972
SUR LA SÉCURITÉ DES CONTENEURS (CONVENTION CSC)

ANNEXE I
RÈGLES RELATIVES À LA MISE À L'ESSAI, L'INSPECTION, L'AGRÈMENT
ET L'ENTRETIEN DES CONTENEURS

Chapitre premier
Règles communes à tous les systèmes d'agrément

- 1 Après le titre du chapitre premier est inséré le texte suivant :

"Dispositions générales

Les définitions suivantes s'appliquent aux fins de la présente annexe :

La lettre *g* désigne l'accélération normale de la pesanteur; $g = 9,8 \text{ m/s}^2$.

Le terme *charge*, lorsqu'il est utilisé pour décrire une quantité physique qui peut s'exprimer en unités, signifie masse.

Masse brute maximale de service ou *R* désigne la masse totale maximale admissible du conteneur et de son chargement. *R* s'exprime en unités de masse. Lorsque les annexes se fondent sur la force de pesanteur dérivée de cette valeur, cette force, qui est une force d'inertie, est indiquée par *Rg*.

Charge utile maximale admissible ou *P* désigne la différence entre la masse brute maximale de service et la tare. *P* s'exprime en unités de masse. Lorsque les annexes se fondent sur la force de pesanteur dérivée de cette valeur, cette force, qui est une force d'inertie, est indiquée par *Pg*.

Tare désigne la masse du conteneur vide, y compris les accessoires fixés à demeure."

Règle 1 – Plaque d'agrément aux fins de la sécurité

- 2 L'alinéa 1 b) de la règle 1 est modifié comme suit :

"b) Toute marque de masse brute maximale de service portée sur un conteneur doit correspondre aux renseignements à cet effet qui figurent sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité.";

- 3 L'alinéa 2 a) est modifié comme suit :

"a) La plaque doit porter les indications suivantes rédigées au moins en anglais ou en français :

"AGRÈMENT CSC AUX FINS DE LA SÉCURITÉ"
Pays d'agrément et référence de l'agrément
Date de construction (mois et année)

Numéro d'identification du constructeur pour le conteneur ou, dans le cas de conteneurs existants dont on ignore ce numéro, le numéro attribué par l'Administration

Masse brute maximale de service (kg et lb)

Charge admissible de gerbage pour 1,8 g (kg et lb)

Force utilisée pour l'essai de rigidité transversale (newtons)";

- 4 Le nouveau texte suivant est ajouté à la fin du paragraphe 3 :

", à la date du prochain examen prévu ou avant cette date, ou encore avant toute autre date approuvée par l'Administration, sous réserve que cette modification du marquage intervienne le 1er juillet 2015 au plus tard.";

- 5 Après l'actuel paragraphe 4 est inséré le nouveau paragraphe 5 suivant :

"5 Un conteneur dont la construction a été achevée avant le 1er juillet 2014 peut conserver la plaque d'agrément aux fins de la sécurité autorisée par la Convention avant cette date, à condition que ce conteneur ne subisse aucune modification de structure."

Chapitre IV

Règles relatives à l'agrément des conteneurs existants et des conteneurs neufs n'ayant pas été agréés au moment de la construction

Règle 9 – Agrément des conteneurs existants

- 6 Alinéas 1 c) et 1 e) : modification sans objet en français.

Règle 10 – Agrément des conteneurs neufs n'ayant pas été agréés au moment de la construction

- 7 Alinéas c) et e) : modification sans objet en français.

Appendice

- 8 Les quatrième, cinquième et sixième lignes du modèle de plaque d'agrément aux fins de la sécurité sont modifiées comme suit :

"MASSE BRUTE MAXIMALE DE SERVICE kg lb
CHARGE ADMISSIBLE DE GERBAGE POUR 1,8 g kg lbs
FORCE UTILISÉE POUR L'ESSAI DE RIGIDITÉ TRANSVERSALE newtons".

- 9 Les notes 4 à 8 de l'appendice sont modifiées comme suit :

"4 Masse brute maximale de service (kg et lb).

5 Charge admissible de gerbage pour 1,8 g (kg et lb).

6 Force utilisée pour l'essai de rigidité transversale (newtons).

7 La résistance des parois d'extrémité ne doit être portée sur la plaque que si les parois d'extrémité sont conçues pour supporter une force inférieure ou supérieure à 0,4 fois la force de pesanteur exercée par la charge utile maximale admissible, à savoir 0,4 Pg.

- 8 La résistance des parois latérales ne doit être portée sur la plaque que si les parois latérales sont conçues pour supporter une force inférieure ou supérieure à 0,6 fois la force de pesanteur exercée par la charge utile maximale admissible, à savoir $0,6 P_g$."
- 10 Les actuels paragraphes 10 et 11 sont remplacés par les suivants :
- "10 La résistance au gerbage en cas d'enlèvement d'une porte ne doit être indiquée sur la plaque que si le conteneur a reçu un agrément pour être exploité avec une porte en moins. Il doit être indiqué : CHARGE ADMISSIBLE DE GERBAGE POUR 1,8 g (... kg lb) EN CAS D'ENLÈVEMENT D'UNE PORTE. Cette marque doit figurer juste à côté de la charge utilisée pour l'essai de gerbage (voir la ligne 5).
- 11 La rigidité en cas d'enlèvement d'une porte ne doit être indiquée sur la plaque que si le conteneur a reçu un agrément pour être exploité avec une porte en moins. Il doit être indiqué : FORCE UTILISÉE POUR L'ESSAI DE RIGIDITÉ TRANSVERSALE (... newtons). Cette marque doit figurer juste à côté de la force utilisée pour l'essai de rigidité (voir la ligne 6)."

ANNEXE II

RÈGLES DE CONSTRUCTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET ESSAIS

- 11 Après le titre du chapitre II est inséré le texte suivant :

"Dispositions générales

Les définitions suivantes s'appliquent aux fins de la présente annexe :

La lettre *g* désigne l'accélération normale de la pesanteur; $g = 9,8 \text{ m/s}^2$.

Le terme *charge*, lorsqu'il est utilisé pour décrire une quantité physique qui peut s'exprimer en unités, signifie masse.

Masse brute maximale de service ou *R* désigne la masse totale maximale admissible du conteneur et de son chargement. *R* s'exprime en unités de masse. Lorsque les annexes se fondent sur la force de pesanteur dérivée de cette valeur, cette force, qui est une force d'inertie, est indiquée par Rg .

Charge utile maximale admissible ou *P* désigne la différence entre la masse brute maximale de service et la tare. *P* s'exprime en unités de masse. Lorsque les annexes se fondent sur la force de pesanteur dérivée de cette valeur, cette force, qui est une force d'inertie, est indiquée par Pg .

Tare désigne la masse du conteneur vide, y compris les accessoires fixés à demeure."

- 12 La première phrase de l'introduction de l'annexe II (Règles de construction en matière de sécurité et essais) est modifiée comme suit :

"Les prescriptions de la présente annexe supposent qu'à aucun stade de l'exploitation des conteneurs, les efforts dus aux mouvements, à la position, au gerbage et à l'effet de pesanteur du conteneur chargé, ainsi qu'aux forces extérieures, n'excéderont la résistance nominale du conteneur."

13 Dans la sous-section A) (Levage par les pièces de coin) de la section 1 (LEVAGE), le texte concernant les charges d'essai et forces appliquées est modifié comme suit :

"CHARGE D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

Charge à l'intérieur du conteneur :

Une charge uniformément répartie, telle que la somme de la masse du conteneur et de la charge d'essai soit égale à $2R$. Dans le cas d'un conteneur-citerne, lorsque la charge d'essai de la charge à l'intérieur du conteneur plus la tare est inférieure à $2R$, il faut appliquer au conteneur une charge supplémentaire répartie sur toute la longueur de la citerne.

Forces appliquées à l'extérieur :

De manière à lever la somme d'une masse égale à $2R$ conformément à la procédure prescrite (sous la rubrique PROCÉDURES D'ESSAI)."

14 Dans la sous-section B) (Levage par des méthodes faisant appel à d'autres dispositifs) de la section 1 (LEVAGE), le texte est remplacé par ce qui suit :

**"CHARGE D'ESSAI ET FORCES
APPLIQUÉES**

PROCÉDURES D'ESSAI

Charge à l'intérieur du conteneur :

Une charge uniformément répartie, telle que la somme de la masse du conteneur et de la charge d'essai soit égale à $1,25 R$.

Forces appliquées à l'extérieur :

De manière à lever la somme d'une masse égale à $1,25 R$ conformément à la procédure prescrite (sous la rubrique PROCÉDURES D'ESSAI).

Charge à l'intérieur du conteneur :

Une charge uniformément répartie, telle que la somme de la masse du conteneur et de la charge d'essai soit égale à $1,25 R$. Dans le cas d'un conteneur-citerne, lorsque la charge d'essai de la charge à l'intérieur du conteneur plus la tare est inférieure à $1,25 R$, il faut d'appliquer au conteneur une charge supplémentaire répartie sur toute la longueur de la citerne.

i) *Levage par les entrées pour fourches :*

Le conteneur est placé sur des barres se trouvant dans le même plan horizontal, une barre étant centrée dans chacune des entrées pour fourches qui servent à lever le conteneur chargé. Les barres doivent avoir la même largeur que les fourches dont l'usage est prévu pour la manutention du conteneur et doivent pénétrer dans l'entrée sur 75 % au moins de la profondeur de celle-ci.

ii) *Levage par les dispositifs pour pinces de préhension :*

Le conteneur est placé sur des patins se trouvant dans le même plan horizontal, un patin étant disposé sous chaque dispositif pour pinces. Ces patins doivent avoir la même surface de levage que les pinces dont l'usage est prévu.

"CHARGE D'ESSAI ET FORCES
APPLIQUÉES

PROCÉDURES D'ESSAI

Forces appliquées à l'extérieur :

De manière à lever la somme d'une masse égale à 1,25 R conformément à la procédure prescrite (sous la rubrique PROCÉDURES D'ESSAI).

iii) *Autres méthodes :*

Les conteneurs conçus pour être levés, lorsqu'ils sont chargés, de toute autre manière que celles mentionnées en A) ou B) i) et ii) doivent aussi être soumis à un essai avec des charges à l'intérieur et des forces appliquées à l'extérieur reproduisant les conditions d'accélération propres à cette méthode."

15 Les paragraphes 1 et 2 de la section 2 (GERBAGE) sont modifiés comme suit :

"1 Dans les conditions de transport international où l'accélération verticale maximale diffère sensiblement de 1,8 g et lorsque le conteneur n'est véritablement et effectivement transporté que dans ces conditions, la charge de gerbage peut être modifiée dans les proportions appropriées, compte tenu de l'accélération.

2 Les conteneurs qui ont satisfait à l'essai peuvent être considérés comme pouvant supporter la charge admissible de gerbage surarrimé statique qui doit être indiquée sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité, en regard de la rubrique "CHARGE ADMISSIBLE DE GERBAGE POUR 1,8 g (kg et lb)." (Modification sans objet en français)."

16 Dans la section 2 (GERBAGE), le texte concernant les charges d'essai et forces appliquées est modifié comme suit :

"CHARGE D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

Charge à l'intérieur du conteneur :

Une charge uniformément répartie, telle que la somme de la masse du conteneur et de la charge d'essai soit égale à 1,8 R. Les conteneurs-citernes peuvent être mis à l'essai à l'état taré.

Forces appliquées à l'extérieur :

De manière à soumettre chacune des quatre pièces de coin supérieures à une force égale à 0,25 x 1,8 x la force de pesanteur de la charge admissible de gerbage surarrimé statique appliquée verticalement de haut en bas."

17 La section 3 (CHARGES CONCENTRÉES) est modifiée comme suit :

**"CHARGE D'ESSAI ET FORCES
APPLIQUÉES**

PROCÉDURES D'ESSAI

a) sur le toit

Charge à l'intérieur du conteneur :

Aucune.

Les forces extérieures doivent être appliquées verticalement de haut en bas sur la surface extérieure de la partie la moins résistante du toit du conteneur.

Forces appliquées à l'extérieur :

Force de pesanteur concentrée de 300 kg (660 lb) uniformément répartie sur une surface de 600 mm x 300 mm (24 pouces x 12 pouces).

b) sur les planchers

Charge à l'intérieur du conteneur :

Deux charges concentrées de 2 730 kg (6 000 lb) chacune, appliquées au plancher du conteneur à l'intérieur d'une surface de contact de 142 cm² (22 pouces carrés).

On devrait procéder à l'essai, le conteneur reposant sur quatre supports au même niveau, placés sous les pièces de coin inférieures de manière que la base du conteneur puisse s'incurver librement.

Forces appliquées à l'extérieur :

Aucune.

On déplace sur toute la surface du plancher un dispositif d'essai qui est chargé de manière que sa masse soit égale à 5 460 kg (12 000 lb) et que cette masse soit répartie sur deux surfaces de contact à raison de 2 730 kg (6 000 lb) sur chaque surface. Ces deux surfaces doivent mesurer au total, après chargement, 284 cm² (44 pouces carrés), soit 142 cm² (22 pouces carrés) chacune, leur largeur étant de 180 mm (7 pouces) et l'écartement entre leurs centres de 760 mm (30 pouces)." (Modification sans objet en français)

18 Dans la section 4 (RIGIDITÉ TRANSVERSALE), le titre et le sous-titre du texte concernant les charges d'essai et forces appliquées sont remplacés, respectivement, par ce qui suit :

"CHARGE D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES" et "Charge à l'intérieur du conteneur :" (cette dernière modification est sans objet en français).

19 Dans la section 5 (SOLLICITATION LONGITUDINALE (ESSAI STATIQUE)), le texte concernant les charges d'essai et forces appliquées est modifié comme suit :

"CHARGE D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

Charge à l'intérieur du conteneur :

Une charge uniformément répartie, telle que la somme de la masse du conteneur et de la charge d'essai soit égale à la masse brute maximale de service ou R. Dans le cas d'un conteneur-citerne, on appliquera une charge supplémentaire lorsque la masse de la charge à l'intérieur du conteneur plus la tare est inférieure à la masse brute maximale de service ou R.

Forces appliquées à l'extérieur :

Forces longitudinales égales à R_g appliquées à chaque côté du conteneur en compression et en traction, c'est-à-dire force totale égale à $2 R_g$ pour l'ensemble du conteneur."

20 Le premier paragraphe de la section 6 (PAROIS D'EXTRÉMITÉ) est modifié comme suit :

"Les parois d'extrémité devraient pouvoir supporter une force au moins égale à 0,4 fois la force de pesanteur exercée par la charge utile maximale admissible. Toutefois, si les parois d'extrémité sont conçues pour supporter une force inférieure ou supérieure à 0,4 fois la force de pesanteur exercée par la charge utile maximale admissible, le facteur de résistance sera indiqué sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité conformément à la règle 1 de l'annexe I."

21 Dans la section 6 (PAROIS D'EXTRÉMITÉ), le texte concernant les charges d'essai et forces appliquées est modifié comme suit :

"CHARGE D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

Charge à l'intérieur du conteneur :

De manière à soumettre la surface intérieure d'une paroi d'extrémité à une force uniformément répartie de $0,4 P_g$ ou à toute autre force pour laquelle le conteneur pourrait être conçu.

Forces appliquées à l'extérieur :

Aucune."

22 Le premier paragraphe de la section 7 (PAROIS LATÉRALES) est modifié comme suit :

"Les parois latérales devraient pouvoir supporter une force au moins égale à 0,6 fois la force de pesanteur exercée par la charge utile maximale admissible. Toutefois, si les parois latérales sont conçues pour supporter une force inférieure ou supérieure à 0,6 fois la force de pesanteur exercée par la charge utile maximale admissible, le facteur de résistance sera indiqué sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité conformément à la règle 1 de l'annexe I."

23 Dans la section 7 (PAROIS LATÉRALES), le texte concernant les charges d'essai et forces appliquées est modifié comme suit :

"CHARGE D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

Charge à l'intérieur du conteneur :

De manière à soumettre la surface intérieure d'une paroi latérale à une force uniformément répartie de 0,6 Pg ou à toute autre force pour laquelle le conteneur pourrait être conçu.

Forces appliquées à l'extérieur : Aucune."

24 L'actuelle section 8 (EXPLOITATION DES CONTENEURS AUXQUELS ON A ÔTÉ UNE PORTE) est remplacée par ce qui suit :

"8 EXPLOITATION DES CONTENEURS AUXQUELS ON A ÔTÉ UNE PORTE

8.1 Les conteneurs auxquels on a ôté une porte ont une résistance aux forces de déséquerrage considérablement réduite et, potentiellement, une résistance au gerbage moindre. Un conteneur en cours d'exploitation dont une porte est enlevée est considéré comme ayant été modifié. Les conteneurs doivent recevoir un agrément pour pouvoir être exploités avec une porte en moins. Cet agrément sera fonction des résultats des essais indiqués ci-dessous.

8.2 Les conteneurs qui ont satisfait à l'essai de gerbage peuvent être considérés comme pouvant supporter la charge admissible de gerbage surarrimé, qui doit être indiquée sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité juste en dessous de la ligne 5 : CHARGE ADMISSIBLE DE GERBAGE POUR 1,8 g (... kg et ... lb) EN CAS D'ENLÈVEMENT D'UNE PORTE.

8.3 Pour les conteneurs qui ont satisfait à l'essai de rigidité, la force utilisée pour l'essai de rigidité transversale doit être indiquée sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité en dessous de la ligne 6 : FORCE UTILISÉE POUR L'ESSAI DE RIGIDITÉ TRANSVERSALE (newtons) EN CAS D'ENLÈVEMENT D'UNE PORTE.

**CHARGE D'ESSAI ET FORCES
APPLIQUÉES**

PROCÉDURES D'ESSAI

Gerbage

Charge à l'intérieur du conteneur :

Une charge uniformément répartie, telle que la somme de la masse du conteneur et de la charge d'essai soit égale à 1,8R.

Les procédures d'essai doivent être celles qui sont indiquées dans la section 2 - **GERBAGE**

Forces appliquées à l'extérieur :

De manière à soumettre chacune des quatre pièces de coin supérieures à une force égale à 0,25 x 1,8 x la force de pesanteur de la charge admissible de gerbage surarrimé statique appliquée verticalement de haut en bas.

CHARGE D'ESSAI ET FORCES
APPLIQUÉES

PROCÉDURES D'ESSAI

Rigidité transversale

Charge à l'intérieur du conteneur :

Aucune.

Les procédures d'essai doivent être celles
qui sont indiquées dans la section 4 -
RIGIDITÉ TRANSVERSALE

Forces appliquées à l'extérieur :

De manière à exercer une poussée
latérale sur les membrures d'extrémité
du conteneur. Les forces seront égales
à celles pour lesquelles le conteneur a
été conçu."

ANNEXE III

CONTRÔLE ET VÉRIFICATION

25 L'actuelle section 4 est remplacée par ce qui suit :

"4 Éléments vulnérables du point de vue de la structure

4.1 Les éléments ci-après sont vulnérables du point de vue de la structure et
il faudrait les examiner pour voir s'ils présentent des défaillances conformément au
tableau suivant :

(i) Éléments vulnérables du point de vue de la structure	(ii) Défaillance grave exigeant la mise hors service immédiate	(iii) Défaillance faisant obligation d'informer le propriétaire et de soumettre le transport à des restrictions	(iv)		(v)		(vi)		(vii)	
			Restrictions à appliquer en cas de défaillance conformément à la colonne (iii)		Restrictions à appliquer en cas de défaillance conformément à la colonne (iii)		Restrictions à appliquer en cas de défaillance conformément à la colonne (iii)		Restrictions à appliquer en cas de défaillance conformément à la colonne (iii)	
			Transport maritime	Autres modes de transport	Transport maritime	Autres modes de transport	Transport maritime	Autres modes de transport	Transport maritime	Autres modes de transport
Longerons supérieurs	Déformation locale d'un longeron de plus de 60 mm ou écartement, fissures ou déchirures dans le matériau du longeron d'une longueur supérieure à 45 mm (voir la note 1)	Déformation locale d'un longeron de plus de 40 mm ou écartement, fissures ou déchirures dans le matériau du longeron d'une longueur supérieure à 10 mm (voir la note 1)	Pas de restriction	Pas de restriction	Pas de restriction	Pas de restriction	Lever le conteneur par la partie inférieure n'est pas autorisé, le lever par la partie supérieure n'est autorisé que si on utilise des palonniers sans chaînes	Lever le conteneur par la partie inférieure n'est pas autorisé, le lever par la partie supérieure n'est autorisé que si on utilise des palonniers sans chaînes		
Note 1 : Dans le cas de certains conteneurs-citernes, la conception des longerons supérieurs est telle qu'ils ne constituent pas un élément important du point de vue de la structure.										
Longerons inférieurs	Déformation locale perpendiculaire à un longeron de plus de 100 mm ou écartement, fissures ou déchirures dans le matériau du longeron d'une longueur supérieure à 75 mm (voir la note 2)	Déformation locale perpendiculaire à un longeron de plus de 60 mm ou écartement, fissures ou déchirures dans le matériau du longeron : a) s'agissant de la panne supérieure, d'une longueur supérieure à 25 mm ou b) s'agissant de l'âme, d'une longueur quelconque (voir la note 2)	Pas de restriction	Pas de restriction	Pas de restriction	Pas de restriction	Lever le conteneur au niveau de l'une quelconque des pièces de coin n'est pas autorisé	Lever le conteneur au niveau de l'une quelconque des pièces de coin n'est pas autorisé		
Note 2 : Le matériau des longerons ne comprend pas la panne inférieure du longeron.										
Traverses supérieures	Déformation locale d'une traverse supérieure de plus de 80 mm, ou fissures ou déchirures d'une longueur supérieure à 80 mm	Déformation locale d'une traverse supérieure de plus de 50 mm, ou fissures ou déchirures d'une longueur supérieure à 10 mm	Ne pas surarimer le conteneur	Pas de restriction	Ne pas surarimer le conteneur	Pas de restriction	Ne pas surarimer le conteneur	Pas de restriction		

MSC 92/26/Add.1
Annexe 7, page 12

(i) Éléments vulnérables du point de vue de la structure	(ii) Défaillance grave exigeant la mise hors service immédiate	(iii) Défaillance faisant obligation d'informer le propriétaire et de soumettre le transport à des restrictions	(iv) Restrictions à appliquer en cas de défaillance conformément à la colonne (iii)		(v) Restrictions à appliquer en cas de défaillance conformément à la colonne (iii)		(vii) Restrictions à appliquer en cas de défaillance conformément à la colonne (iii)
			Conteneur vide		Conteneur chargé		
			Transport maritime	Autres modes de transport	Transport maritime	Autres modes de transport	
Traverses inférieures	Déformation locale d'une traverse inférieure de plus de 100 mm ou fissures ou déchirures d'une longueur supérieure à 100 mm	Déformation locale d'une traverse inférieure de plus de 60 mm ou fissures ou déchirures d'une longueur supérieure à 10 mm	Ne pas surarmer le conteneur	Pas de restriction	Ne pas surarmer le conteneur	Pas de restriction	
Montants d'angle	Déformation locale du montant d'angle de plus de 50 mm ou fissures ou déchirures d'une longueur supérieure à 50 mm	Déformation locale du montant d'angle de plus de 30 mm ou fissures ou déchirures d'une longueur quelconque	Ne pas surarmer le conteneur	Pas de restriction	Ne pas surarmer le conteneur	Pas de restriction	
Pièces de coin et intermédiaires	Pièces de coin manquantes, toute fissure ou déchirure des pièces, toute déformation des pièces empêchant l'engagement complet	Écartement de la soudure d'éléments contigus de 50 mm ou moins	Ne pas lever le conteneur ni le charger à bord d'un navire si les pièces endommagées empêchent le levage ou l'assujettissement en toute sécurité	Il faut prendre des précautions particulières pour lever et manutentionner le conteneur	Ne pas charger le conteneur à bord d'un navire	Il faut prendre des précautions particulières pour lever et manutentionner le conteneur	
	des dispositifs de levage ou d'assujettissement (voir la note 3) ou tout écartement de la soudure d'éléments contigus d'une longueur supérieure à 50 mm	Toute réduction de l'épaisseur de la tôle comportant l'ouverture supérieure qui rend cette épaisseur inférieure à 25 mm	Il faut prendre des précautions particulières pour lever et manutentionner le conteneur. Ne pas surarmer le conteneur lorsqu'il faut utiliser des verrous tournants	Il faut prendre des précautions particulières pour lever et manutentionner le conteneur	Ne pas lever le conteneur par les pièces de coin supérieures	Il faut prendre des précautions particulières pour lever et manutentionner le conteneur	
		Toute réduction de l'épaisseur de la tôle comportant l'ouverture supérieure qui rend cette épaisseur inférieure à 26 mm	Il faut prendre des précautions particulières pour lever et manutentionner le conteneur	Ne pas utiliser le conteneur avec des verrous tournants automatiques	Il faut prendre des précautions particulières pour lever et manutentionner le conteneur		
Note 3 : Il est fait obstacle à l'engagement complet des dispositifs de levage ou d'assujettissement en cas de déformation des pièces supérieure à 5 mm par rapport au plan d'origine, d'ouverture de plus de 66 mm de large, d'ouverture de plus de 127 mm de long ou de réduction de l'épaisseur de la tôle comportant l'ouverture supérieure qui rend cette épaisseur inférieure à 23 mm.							

(i)	(ii)	(iii)	(iv)	(v)	(vi)	(vii)
Éléments vulnérables du point de vue de la structure	Défaillance grave exigeant la mise hors service immédiate	Défaillance faisant obligation d'informer le propriétaire et de soumettre le transport à des restrictions	Restrictions à appliquer en cas de défaillance conformément à la colonne (iii)			
			Conteneur vide		Conteneur chargé	
			Transport maritime	Autres modes de transport	Transport maritime	Autres modes de transport
Structure inférieure	Plus de deux traverses adjacentes manquantes ou détachées des longerons inférieurs. Vingt pour cent (20 %) ou plus du nombre total de traverses manquant ou sont détachées (voir la note 4)	Une ou deux traverses manquantes ou détachées (voir la note 4)	Pas de restriction	Pas de restriction	Pas de restriction	Pas de restriction
		Plus de deux traverses manquantes ou détachées (voir les notes 4 et 5)	Pas de restriction	Pas de restriction	Il faut limiter la charge utile maximale à 0,5 x P	Il faut limiter la charge utile maximale à 0,5 x P
Crémones de fermeture	Plus d'une crémone de fermeture intérieure ne fonctionnant pas (voir la note 6)	Plus d'une crémone de fermeture extérieure ne fonctionnant pas (voir la note 6)	Note 4 : Si la poursuite du déplacement est autorisée, il est indispensable d'empêcher la chute des traverses détachées. Note 5 : Il faut décharger la cargaison avec prudence car la capacité de la structure inférieure à supporter le chariot élévateur pourrait être limitée.			
			Ne pas surarimer le conteneur	Pas de restriction	Ne pas surarimer le conteneur. La cargaison doit être fixée au cadre du conteneur et la porte ne doit pas servir à absorber les forces d'accélération, sans quoi il faut limiter à 0,5 P la charge utile maximale	La cargaison doit être fixée au cadre du conteneur et la porte ne doit pas servir à absorber les forces d'accélération, sans quoi il faut limiter à 0,5 P la charge utile maximale
			Note 6 : Certains conteneurs sont conçus et agréés (comme il est indiqué sur la plaque d'agrément CSC) pour fonctionner avec une porte ouverte ou une porte enlevée.			

ANNEXE 1**RÉSOLUTION MSC.337(91)
(adoptée le 30 novembre 2012)****ADOPTION DU RECUEIL DE RÈGLES RELATIVES
AUX NIVEAUX DE BRUIT À BORD DES NAVIRES**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT AUSSI les résolutions A.343(IX) et A.468(XII), par lesquelles l'Assemblée de l'Organisation a adopté la Recommandation sur les méthodes de mesure du niveau du bruit aux postes d'écoute et le Recueil de règles relatives aux niveaux de bruit à bord des navires, respectivement,

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire d'établir des niveaux limites de bruit obligatoires dans les locaux de machines, les postes de sécurité, les ateliers, les locaux d'habitation et autres locaux à bord des navires, en tenant compte de l'expérience acquise en matière de contrôle du bruit et des niveaux d'exposition admissibles depuis l'adoption de la résolution A.468(XII),

NOTANT la règle II-1/3-12 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS), telle que modifiée (ci-après dénommée "la Convention"), adoptée par la résolution MSC.338(91), qui concerne la protection contre le bruit,

NOTANT AUSSI que la règle II-1/3-12 susmentionnée dispose que les navires doivent être construits de manière à réduire le bruit à bord et à protéger le personnel contre le bruit, conformément au Recueil de règles relatives aux niveaux de bruit à bord des navires (ci-après dénommé "le Recueil"),

AYANT EXAMINÉ, à sa quatre-vingt-onzième session, la Recommandation faite par le Sous-comité de la conception et de l'équipement du navire à sa cinquante-sixième session,

1. ADOPTE le Recueil de règles relatives aux niveaux de bruit à bord des navires, dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention à noter que le Recueil prendra effet le 1er juillet 2014 à la date d'entrée en vigueur de la règle II-1/3-12 de la Convention;
3. PRIE le Secrétaire général de transmettre des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte du Recueil qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention;
4. PRIE ÉGALEMENT le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe à tous les Membres de l'Organisation qui ne sont pas des Gouvernements contractants à la Convention.

ANNEXE

RECUEIL DE RÈGLES RELATIVES AUX NIVEAUX DE BRUIT À BORD DES NAVIRES

PRÉAMBULE

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Portée
- 1.2 Objet
- 1.3 Application
- 1.4 Définitions

CHAPITRE 2 – APPAREILS DE MESURE

- 2.1 Spécifications des appareils
- 2.2 Emploi des appareils

CHAPITRE 3 – MESURE

- 3.1 Généralités
- 3.2 Obligations du personnel
- 3.3 Conditions d'exploitation lors des essais en mer
- 3.4 Conditions d'exploitation au port
- 3.5 Conditions ambiantes
- 3.6 Méthodes de mesure
- 3.7 Détermination de l'exposition au bruit
- 3.8 Étalonnage
- 3.9 Incertitude des mesures
- 3.10 Emplacements des mesures
- 3.11 Mesures dans les locaux de machines
- 3.12 Mesures aux postes de navigation
- 3.13 Mesures dans les locaux d'habitation
- 3.14 Mesures dans les locaux normalement inoccupés

CHAPITRE 4 – NIVEAUX DE PRESSION ACOUSTIQUE MAXIMAUX ADMISSIBLES

- 4.1 Généralités
- 4.2 Limites des niveaux de bruit
- 4.3 Rapport sur la mesure du bruit

CHAPITRE 5 – LIMITES D'EXPOSITION AU BRUIT

- 5.1 Généralités
- 5.2 Préservation de l'acuité auditive et utilisation de protecteurs antibruit
- 5.3 Limites d'exposition des gens de mer à des niveaux de bruit élevés
- 5.4 Niveau de bruit continu équivalent pendant 24 heures
- 5.5 Programme de préservation de l'acuité auditive

CHAPITRE 6 – ISOLEMENT ACOUSTIQUE ENTRE LES LOCAUX D'HABITATION

- 6.1 Généralités
- 6.2 Indice d'isolement aux bruits
- 6.3 Pose des matériaux

CHAPITRE 7 – PROTECTION ANTIBRUIT ET MISES EN GARDE

- 7.1 Généralités
- 7.2 Prescriptions applicables aux protecteurs antibruit
- 7.3 Choix et emploi des protecteurs antibruit
- 7.4 Notices de mise en garde

APPENDICE 1	MODÈLE DE RAPPORT SUR LA MESURE DU BRUIT
APPENDICE 2	DIRECTIVES SUR L'INCLUSION DES PROBLÈMES DE BRUIT DANS LES SYSTÈMES DE GESTION DE LA SÉCURITÉ
APPENDICE 3	MÉTHODES SUGGÉRÉES POUR ATTÉNUER LE BRUIT
APPENDICE 4	MÉTHODE SIMPLIFIÉE POUR DÉTERMINER L'EXPOSITION AU BRUIT

PRÉAMBULE

1 Le Recueil de règles relatives aux niveaux de bruit à bord des navires (ci-après dénommé "le Recueil") a pour objet de fournir des normes internationales pour la protection contre le bruit réglementée par la règle II-1/3-12 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS), telle que modifiée. Bien que le présent Recueil soit juridiquement considéré comme étant un instrument obligatoire en vertu de la Convention SOLAS, certaines de ses dispositions conservent une valeur de recommandation ou d'information (voir le paragraphe 1.1.3).

2 Les présentes règles, recommandations et conseils sont censés fournir aux Administrations les outils nécessaires pour promouvoir des environnements "préservant l'acuité auditive" à bord des navires. Il s'agit néanmoins d'un thème dynamique, qui examine le milieu de vie et le milieu technique dans lesquels il y a interface. Ces règles et recommandations évolueront nécessairement, au cas par cas, par suite des divers progrès technologiques, ainsi que de l'amélioration des pratiques de gestion de la sécurité. C'est la raison pour laquelle les Administrations sont encouragées, en vue d'améliorer le présent Recueil, à faire connaître l'expérience et les renseignements dont leur font part les organismes reconnus, les exploitants de navires et les concepteurs de matériel.

3 Le Recueil a été établi à l'intention des navires à passagers et des navires de charge de type classique. Bien que certains types et certaines dimensions de navires aient été exclus de son champ d'application, il y a lieu de reconnaître que l'application intégrale du Recueil à des navires qui diffèrent sensiblement des navires classiques de par leur conception et leur exploitation pourrait exiger un examen particulier.

4 L'Organisation a adopté la Recommandation sur les méthodes de mesure du niveau du bruit aux postes d'écoute (résolution A.343(IX)), que le présent Recueil n'est pas censé annuler. Cette recommandation traite de l'interférence des bruits produits par le navire avec la bonne réception des signaux sonores de navigation venant de l'extérieur et, bien que les méthodes permettant de mesurer les niveaux de bruit soient différentes dans cette recommandation et dans le Recueil de règles, ces documents sont jugés compatibles dans la mesure où le présent Recueil porte essentiellement sur les répercussions du bruit sur la santé et le confort. Il faudra veiller à s'assurer que les prescriptions générales sont compatibles avec les prescriptions relatives à la perception auditive des signaux de navigation.

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Portée

1.1.1 Le présent Recueil est censé fournir des normes permettant d'éviter des niveaux de bruit potentiellement dangereux à bord des navires et fournir des normes garantissant un milieu acceptable pour les gens de mer. Ces normes ont été établies à l'intention des navires à passagers et des navires de charge. Certaines tailles de navires et certains types de service assurés par des navires ayant été exemptés de l'application des présentes prescriptions, il y a lieu de noter que l'application intégrale du Recueil aux navires sensiblement différents des navires de type classique devra faire l'objet d'un examen spécial. Le Recueil est censé servir de base à une norme de conception, la conformité à cette norme étant démontrée par les résultats concluants d'essais en mer qui aboutissent à l'établissement d'un rapport sur la mesure du bruit. La conformité permanente sur le plan opérationnel est fondée sur le postulat que l'équipage est au fait des principes régissant la protection individuelle et l'application de mesures d'atténuation, dont le respect sera imposé dans le cadre des procédures et pratiques dynamiques instaurées en vertu du chapitre IX de la Convention SOLAS.

1.1.2 Des prescriptions et des recommandations sont formulées en vue de :

- .1 mesurer les niveaux de bruit et l'exposition au bruit;
- .2 protéger les gens de mer contre les risques d'une perte d'acuité auditive par suite du bruit dans les cas où, à l'heure actuelle, il n'est pas possible d'abaisser le bruit à un niveau qui ne soit pas potentiellement nuisible;
- .3 limiter les niveaux de bruit maximaux admissibles dans tous les locaux et espaces auxquels les gens de mer ont normalement accès; et
- .4 vérifier l'isolement acoustique entre les locaux d'habitation.

1.1.3 Bien que le présent Recueil soit juridiquement considéré comme étant un instrument obligatoire en vertu de la Convention SOLAS, ses dispositions ci-après conservent une valeur de recommandation, restent facultatives ou gardent un caractère informatif :

Paragraphe 1.3.2 et 1.3.3
Paragraphe 3.4.2 et 3.4.3
Chapitre 5
Section 6.3
Section 7.3
Appendice 2
Appendice 3
Appendice 4.

1.2 Objet

Le Recueil a pour objet de limiter les niveaux de bruit et de réduire l'exposition au bruit afin de :

- .1 créer des conditions de travail sûres en prenant en considération la nécessité de pouvoir communiquer par la parole et de pouvoir entendre les alarmes sonores et créer un environnement dans lequel des décisions lucides peuvent être prises aux postes de sécurité et de navigation, dans les locaux réservés aux radiocommunications et dans les locaux de machines gardés;

- .2 protéger les gens de mer contre des niveaux de bruit excessifs risquant d'entraîner une diminution de l'acuité auditive par suite du bruit; et
- .3 fournir aux gens de mer un niveau de confort acceptable dans les locaux réservés au repos et aux loisirs et autres locaux et espaces et leur offrir en outre des conditions leur permettant de se remettre des effets de l'exposition à des niveaux de bruit élevés.

1.3 Application

1.3.1 Le Recueil de règles s'applique aux navires neufs d'une jauge brute égale ou supérieure à 1 600.

1.3.2 Les dispositions du Recueil relatives aux niveaux de bruit potentiellement dangereux, à l'atténuation du bruit et aux dispositifs de protection individuelle peuvent être appliquées aux navires existants d'une jauge brute égale ou supérieure à 1 600, dans la mesure du possible et du raisonnable, à la satisfaction de l'Administration.

1.3.3 Le Recueil peut être appliqué aux navires neufs d'une jauge brute inférieure à 1 600, dans la mesure du possible et du raisonnable, à la satisfaction de l'Administration.

1.3.4 Le Recueil ne s'applique pas aux :

- .1 engins à portance dynamique;
- .2 engins à grande vitesse;
- .3 navires de pêche;
- .4 barges posant des canalisations;
- .5 barges porte-grues;
- .6 unités mobiles de forage au large;
- .7 bateaux de plaisance ne se livrant à aucun service commercial;
- .8 navires de guerre et transporteurs de troupes;
- .9 navires sans moyens de propulsion mécanique;
- .10 navires de battage; et
- .11 dragues.

1.3.5 Le Recueil de règles s'applique aux navires au port ou en mer alors que des gens de mer se trouvent à bord.

1.3.6 Des dérogations à certaines prescriptions peuvent dans des cas exceptionnels être accordées par l'Administration, s'il est établi que ces prescriptions ne peuvent pas être respectées bien que des mesures techniques appropriées et raisonnables aient été prises pour réduire le bruit. Ces dérogations ne doivent pas inclure les cabines, sauf dans des cas exceptionnels. Si une dérogation est accordée, il faut s'assurer que l'objectif du présent Recueil est atteint et les limites d'exposition au bruit doivent être considérées dans le contexte du chapitre 5.

1.3.7 Pour les navires conçus et utilisés pour des voyages de courte durée ou pour d'autres services qui exigent de courtes durées d'exploitation du navire, les paragraphes 4.2.3 et 4.2.4 peuvent, à la satisfaction de l'Administration, n'être appliqués que lorsque le navire se trouve au port, à condition que ces périodes dans ces conditions soient suffisantes pour le repos et les loisirs des gens de mer.

1.3.8 Le Recueil n'est pas censé être appliqué aux cabines pour passagers et autres locaux réservés aux passagers, sauf lorsqu'ils constituent des locaux de travail et sont visés par les dispositions du Recueil.

1.3.9 Si des navires existants font l'objet de réparations, de transformations et de modifications d'une importance majeure et d'aménagements en résultant, il faut s'assurer que les zones dans lesquelles des changements ont été effectués satisfont aux prescriptions du présent Recueil applicables aux navires neufs, dans la mesure où l'Administration le juge raisonnable et possible dans la pratique.

1.3.10 Le Recueil vise uniquement les sources de bruit liées au navire, telles que les machines et la propulsion, mais exclut le bruit dû au vent/à la houle/à la glace, les alarmes, les dispositifs de communication avec le public, etc.

1.4 Définitions

Aux fins de l'application du Recueil de règles, les définitions suivantes sont applicables. Des définitions supplémentaires figurent dans d'autres sections du Recueil.

1.4.1 *Locaux d'habitation* : Cabines, bureaux (pour la gestion des affaires du navire), infirmeries, salles à manger, locaux récréatifs (tels que salons, fumeurs, salles de cinéma, bibliothèques et salles de jeux et de loisir) et espaces récréatifs en plein air utilisés par les gens de mer.

1.4.2 *Indice apparent pondéré d'affaiblissement acoustique R'_w* : Valeur numérique unique, exprimée en décibels (dB), qui décrit le degré global d'isolement acoustique que procurent les murs, les portes ou les planchers (voir la norme ISO 717-1:1996, telle que modifiée par 1:2006).

1.4.3 *Niveau de bruit continu équivalent pondéré A $L_{Aeq}(T)$* : Niveau de pression acoustique pondéré A d'un son continu stable qui, pendant une période de temps donnée T, a la même pression acoustique moyenne quadratique qu'un son considéré dont le niveau varie avec le temps. Il est exprimé en décibels A (dB(A)) et est calculé à l'aide de la formule suivante :

$$L_{Aeq,T} = 10 \log \frac{1}{T} \int_0^T \frac{p_a(t)^2}{p_0^2} \cdot dt$$

dans laquelle : T = temps de mesure
 $p_a(t)$ = pression acoustique instantanée pondérée A
 $p_0 = 20 \mu\text{Pa}$ (niveau de référence).

1.4.4 *Niveau de pression acoustique ou de bruit pondéré A* : Quantité mesurée par un sonomètre dans lequel la réponse de la fréquence est pondérée en fonction de la courbe de pondération A (voir la publication 61672-1 de la CEI).

1.4.5 *Niveau acoustique continu équivalent pondéré C* $L_{Ceq}(T)$: Niveau de pression acoustique pondéré C d'un son constant continu qui, pendant une période de temps donnée T, a la même pression acoustique moyenne quadratique qu'un son considéré dont le niveau varie avec le temps. Il est exprimé en décibels C (dB(C)) et est calculé à l'aide de la formule suivante :

$$L_{Ceq,T} = 10 \log \frac{1}{T} \int_0^T \frac{p_c(t)^2}{p_0^2} \cdot dt$$

dans laquelle : T = temps de mesure
 $p_c(t)$ = pression acoustique instantanée pondérée C
 $p_0 = 20 \mu\text{Pa}$ (niveau de référence).

1.4.6 *Niveau acoustique maximal pondéré C* L_{Cmax} : Niveau de pression acoustique maximal instantané pondéré C. Il est exprimé en décibels C (dB(C)) et est calculé à l'aide de la formule suivante :

$$L_{Cmax} = 10 \log \frac{p_{max}^2}{p_0^2}$$

dans laquelle : p_{max} = pression acoustique maximale instantanée pondérée C
 $p_0 = 20 \mu\text{Pa}$ (niveau de référence).

1.4.7 *Niveau de pression acoustique ou de bruit pondéré C* : Quantité mesurée par un sonomètre dans lequel la réponse de la fréquence est pondérée en fonction de la courbe de pondération C (voir la publication 61672-1 (2002-05) de la CEI).

1.4.8 *Locaux gardés en permanence* : Locaux dans lesquels la présence continue ou prolongée de gens de mer est nécessaire pendant les périodes normales d'exploitation.

1.4.9 *Barge porte-grues* : Navire équipé de grues installées à demeure qui sont destinées essentiellement à effectuer des opérations de levage.

1.4.10 *Niveau d'exposition au bruit quotidienne* ($L_{ex,24h}$) représente le niveau d'exposition au bruit équivalent sur une période de 24 heures.

$$L_{ex,24h} = L_{Aeq,T} + 10 \log(T/T_0)$$

T étant la durée effective à bord
 T_0 étant la durée de référence de 24 h.

Le niveau total de pression acoustique continu équivalent pondéré A ($L_{Aeq,T}$) est calculé compte tenu des différents niveaux de bruit ($L_{Aeq,Ti}$) et des périodes de temps correspondantes à l'aide de la formule suivante :

$$L_{Aeq,T} = 10 \lg \left[\frac{1}{T} \sum_{i=1}^n (T_i \times 10^{0,1 L_{Aeq,Ti}}) \right]$$

dans laquelle :

L_{Aeq, T_i} est le niveau de pression acoustique A continu équivalent pondéré, exprimé en décibels, sous forme de niveau moyen sur un intervalle de temps T_i

$$T = \sum_{i=1}^n T_i$$

$L_{ex,24h} = L_{Aeq,24h}$ si les gens de mer sont à bord pendant une période de 24 heures.

1.4.11 *Drague* : Navire effectuant des opérations consistant à extraire des sédiments du fond et ayant à bord du matériel d'excavation installé à demeure.

1.4.12 *Postes de travail* : Les locaux où se trouvent les appareils principaux de navigation, les appareils radioélectriques, la source d'énergie de secours ou dans lesquels sont centralisés les installations de détection et de maîtrise de l'incendie et les locaux utilisés pour les cuisines, les offices principaux, les magasins (sauf les offices isolés et les armoires de service), les soutes à dépêches, les soutes à valeurs, les ateliers autres que ceux qui sont situés dans les locaux de machines, ainsi que les locaux de même nature.

1.4.13 *Engin à portance dynamique* : Engin exploité à la surface ou au-dessus de l'eau et dont les caractéristiques sont différentes de celles des navires à tirant d'eau de type classique. Dans le cadre de cette définition générale, un engin qui présente l'une ou l'autre des caractéristiques ci-après est considéré comme un engin à portance dynamique :

- .1 la masse, ou une partie importante de cette masse, se trouve neutralisée dans un mode d'exploitation par des forces autres qu'hydrostatiques;
- .2 l'engin est en mesure de fonctionner à une vitesse telle que le rapport $\frac{v}{\sqrt{gL}}$ soit égal ou supérieur à 0,9, "v" étant la vitesse maximale, "L" étant la longueur à la flottaison et "g" l'accélération due à la pesanteur, toutes ces données étant exprimées dans des unités compatibles.

1.4.14 *Navire existant* : Navire qui n'est pas un navire neuf.

1.4.15 *Navire de pêche* : Navire utilisé à des fins commerciales pour la capture du poisson, des baleines, des phoques, des morses et autres ressources vivantes de la mer.

1.4.16 *Perte de l'acuité auditive* : La perte de l'acuité auditive est évaluée en fonction d'un niveau d'audition liminaire de référence défini conventionnellement dans la norme ISO 389-1 (1998). La perte de l'acuité auditive correspond à la différence entre le niveau d'audition liminaire du sujet examiné et le niveau d'audition liminaire de référence.

1.4.17 *Protecteur antibruit* : Un dispositif porté en vue de réduire le niveau de bruit atteignant les oreilles. Les casques antibruit passifs empêchent le bruit d'atteindre les oreilles. Les écouteurs antibruit actifs produisent un signal qui annule le bruit ambiant dans les écouteurs.

1.4.18 *Sonomètre intégrateur* : Sonomètre conçu ou adapté en vue de mesurer la valeur dans le temps du niveau de pression acoustique quadratique moyenne pondérée A et pondérée C.

1.4.19 *Locaux de machines* : Tous locaux qui contiennent des machines à vapeur et des moteurs à combustion interne, des pompes, des compresseurs d'air, des chaudières, des groupes de traitement du combustible liquide, des machines électriques principales, des postes de mazoutage, des propulseurs, des installations frigorifiques, des dispositifs de stabilisation, l'appareil à gouverner, des installations de ventilation et de conditionnement d'air, etc., ainsi que les puits qui aboutissent à ces locaux.

1.4.20 *Unité mobile de forage au large* : Navire capable d'effectuer des opérations de forage ayant pour but d'explorer ou d'exploiter les ressources du sous-sol marin, comme les hydrocarbures liquides ou gazeux, le soufre ou le sel.

1.4.21 *Ailerons de la passerelle de navigation* : Parties de la passerelle de navigation du navire qui s'étendent jusqu'aux bordés du navire.

1.4.22 *Navire neuf* : Navire auquel s'applique le présent Recueil conformément à la règle II-1/3-12.1 de la Convention SOLAS.

1.4.23 *Bruit* : Aux fins du Recueil, tous les sons qui peuvent aboutir à une perte de l'acuité auditive ou être nuisibles pour la santé ou autrement dangereux ou gênants.

1.4.24 *Perte de l'acuité auditive par suite du bruit* : Perte de l'acuité auditive, dans les cellules nerveuses situées à l'intérieur du limaçon, imputable aux effets du bruit.

1.4.25 *Niveau de bruit* : Voir la définition du niveau de pression acoustique pondéré A (paragraphe 1.4.4).

1.4.26 *Expositions occasionnelles* : Expositions qui se produisent normalement une fois par semaine ou moins fréquemment.

1.4.27 *Navire de battage* : Navire effectuant des opérations consistant à installer des piles dans le fond de la mer.

1.4.28 *Barge posant des canalisations* : Navire spécialement construit pour effectuer des opérations liées à la pose de canalisations sous-marines ou utilisé dans le cadre de ces opérations.

1.4.29 *Condition au port* : Condition dans laquelle toutes les machines nécessaires uniquement pour la propulsion sont arrêtées.

1.4.30 *Niveaux de bruit potentiellement dangereux* : Niveaux auxquels et au-dessus desquels les personnes qui y sont exposées sans protection risquent d'être atteintes de surdité.

1.4.31 *Réparations, transformations et modifications d'une importance majeure* : Toute transformation d'un navire qui en modifie substantiellement les dimensions, la capacité de chargement ou la puissance des machines, qui change le type du navire ou qui transforme le navire au point que, s'il s'agissait d'un navire neuf, il serait soumis aux dispositions pertinentes.

1.4.32 *Son* : Énergie qui est transmise par des ondes de pression se propageant dans l'air ou dans d'autres matières et est la cause objective de la sensation auditive.

1.4.33 *Niveau de pression acoustique L_p ou SPL* : Niveau de pression acoustique, exprimé en décibels (dB), d'un son ou d'un bruit, calculé à l'aide de la formule suivante :

$$L_p = 10 \log \frac{p^2}{p_0^2}$$

dans laquelle : p = pression acoustique, en Pascal
 p_0 = 20 μ Pa (niveau de référence).

1.4.34 *Voyages de courte durée* : Voyages pour lesquels le navire ne fait généralement pas route pendant des périodes suffisamment longues pour que les gens de mer aient besoin de périodes de sommeil ou de longues périodes de repos pendant le voyage.

1.4.35 *Indice pondéré d'affaiblissement acoustique R_w* : Valeur numérique unique, exprimée en décibels (dB), qui décrit le degré global d'isolement acoustique (en laboratoire) que procurent les murs, les portes ou les planchers (voir la norme ISO 717- 1:1997, telle que modifiée par 1:2006).

CHAPITRE 2 - APPAREILS DE MESURE

2.1 Spécifications des appareils

2.1.1 Sonomètres

Il faut effectuer la mesure des niveaux de bruit à l'aide de sonomètres intégrateurs de précision soumis aux prescriptions du présent chapitre. Ces appareils doivent être construits conformément aux normes du type/de la classe 1, selon le cas, énoncées dans la norme 61672-1(2002-05)¹ de la CEI, ou encore à une norme équivalente jugée acceptable par l'Administration².

2.1.2 Filtres d'octave

Les filtres d'octave, utilisés seuls ou avec un sonomètre, selon qu'il convient, doivent être conformes à la norme 61260 (1995)³ de la CEI ou à une norme équivalente jugée acceptable par l'Administration.

2.2 Emploi des appareils

2.2.1 Étalonnage

Les appareils d'étalonnage acoustique doivent satisfaire à la norme 60942 (2003-01) de la CEI et être approuvés par le fabricant du sonomètre utilisé.

2.2.2 Vérification du sonomètre et de l'appareil d'étalonnage

L'appareil d'étalonnage et le sonomètre doivent être vérifiés au moins tous les deux ans par un laboratoire national standard ou un laboratoire compétent accrédité conformément à la norme ISO 17025 (2005), telle que modifiée par le rectificatif 1:2006.

¹ Recommandation sur les sonomètres.

² Les sonomètres de classe/type 1 fabriqués conformément aux normes 651/804 de la CEI peuvent être utilisés jusqu'au 1er Juillet 2016.

³ Filtres de bandes d'octave, de demi-octave et de tiers d'octave destinés à l'analyse des bruits et des vibrations.

2.2.3 Écran du microphone

Le microphone doit être protégé du vent par un écran lorsque l'on effectue des mesures à l'extérieur, à savoir sur les ailerons de la passerelle de navigation ou sur le pont, ainsi que sous le pont aux endroits où il y a des courants d'air importants. Pour des bruits analogues, la présence de l'écran ne devrait pas entraîner de variation de plus de 0,5 dB(A) par rapport aux mesures effectuées "en l'absence de vent".

CHAPITRE 3 - MESURE

3.1 Généralités

3.1.1 Dès que la construction du navire est achevée, ou dès que possible après cette date, il faut mesurer les niveaux de bruit dans tous les espaces spécifiés au chapitre 4, dans les conditions d'exploitation énoncées dans les sections 3.3 et 3.4, et consigner les mesures de manière appropriée conformément aux prescriptions de la section 4.3.

3.1.2 Il faut mesurer le niveau acoustique continu équivalent pondéré A $L_{Aeq}(T)$ afin de s'assurer que les dispositions du chapitre 4 sont respectées.

3.1.3 Il faut mesurer le niveau acoustique continu équivalent pondéré C $L_{Ceq}(T)$ et le niveau acoustique maximal pondéré C L_{Cmax} dans les locaux où $L_{Aeq}(T)$ est supérieur à 85 dB(A) en vue de déterminer la protection antibruit qui convient conformément à la méthode HML (voir le chapitre 7 et l'appendice 2).

3.2 Obligations du personnel

3.2.1 Afin que les résultats des mesures et les rapports soient d'une qualité acceptable et comparable, il faut que les établissements ou experts chargés des mesures démontrent qu'ils sont compétents en matière de mesure du bruit.

3.2.2 La personne qui effectue les mesures doit avoir⁴ :

- .1 des connaissances dans les domaines de la mesure du bruit et du niveau acoustique et de l'utilisation des appareils;
- .2 reçu une formation au sujet des procédures décrites dans le présent Recueil.

3.3 Conditions d'exploitation lors des essais en mer

3.3.1 Les mesures devraient être effectuées lorsque le navire est en charge ou sur lest. Le cap du navire doit être aussi rectiligne que possible. Les conditions prévalant pendant les mesures doivent être consignées dans le rapport sur la mesure du bruit.

3.3.2 Les mesures du bruit doivent être effectuées à la vitesse de service normale et, à moins que les dispositions ci-après ne prévoient le contraire, ne pas l'être à moins de 80 % de la puissance maximale continue. Les hélices à pas variable et, le cas échéant, les hélices Voith-Schneider doivent être dans leur position d'exploitation normale en mer. Pour des types de navires spéciaux et pour les navires ayant une propulsion et une puissance

⁴ Les établissements d'essai qui ont un système de gestion de la qualité conforme à la norme ISO 17020/25 sont considérés comme satisfaisant à ces prescriptions.

d'une configuration spéciale, comme des systèmes diesel-électriques, l'Administration peut, en coopération avec le chantier naval et les propriétaires des navires, tenir dûment compte de la conception et des paramètres d'exploitation réels du navire pour appliquer les prescriptions des paragraphes 3.3.1 et 3.3.2.

3.3.3 Toutes les machines et tous les instruments de navigation, appareils radioélectriques et radars, etc., qui sont normalement utilisés dans les conditions d'exploitation normales en mer et aux niveaux normaux, y compris au seuil de réglage silencieux, doivent fonctionner pendant toute la période des mesures. Toutefois, il ne faut que ni des signaux de brume soient en marche ni que des opérations d'hélicoptère aient lieu pendant les mesures.

3.3.4 Il faut que les mesures dans les locaux contenant des génératrices entraînées par des moteurs diesel de secours, des pompes d'incendie ou autre matériel de secours qui ne seraient normalement en marche qu'en cas d'urgence ou aux fins d'essais soient effectuées lorsque le matériel est en marche. Les mesures sont destinées non pas à permettre d'établir que les limites maximales de bruit sont respectées mais à servir de référence pour la protection individuelle des gens de mer qui procèdent à l'entretien, aux réparations et à des tests dans de tels locaux.

3.3.5 Les installations de ventilation mécanique de chauffage et de conditionnement d'air doivent fonctionner normalement, compte tenu du fait que leur débit doit correspondre aux conditions prévues à la conception.

3.3.6 Les portes et les fenêtres devraient généralement être fermées.

3.3.7 Les locaux devraient être meublés avec tout l'équipement nécessaire. On peut effectuer des mesures sans éléments d'ameublement mais sans que leur absence n'entre en ligne de compte. Une nouvelle vérification ou des relevés complémentaires peuvent être effectués avec éléments d'ameublement.

3.3.8 Les navires équipés de propulseurs d'étrave, de stabilisateurs, etc. peuvent être soumis à des niveaux de bruit élevés lorsque ces organes sont en marche. Pour les propulseurs, les mesures doivent être effectuées à 40 % de leur puissance et la vitesse du navire doit être convenable pour le fonctionnement des propulseurs. Il faut effectuer des mesures sur le pourtour de ces systèmes lorsqu'ils fonctionnent, ainsi que dans les locaux d'habitation et les postes de travail adjacents. Si cet équipement est destiné à fonctionner continuellement, comme les stabilisateurs, il faut effectuer des mesures pour vérifier que les dispositions du chapitre 4 sont respectées. Si ces systèmes sont destinés à être utilisés uniquement temporairement, par exemple durant les manœuvres au port, les mesures ne visent qu'à vérifier que les dispositions du chapitre 5 relatives à l'exposition au bruit sont respectées.

3.3.9 Dans le cas des navires dotés d'un positionnement dynamique, lequel est destiné à être utilisé dans les conditions d'exploitation normales, il faut effectuer des mesures du bruit supplémentaires en mode de positionnement dynamique aux postes de sécurité, aux postes de travail et dans les locaux d'habitation afin de vérifier que les limites maximales de niveau de bruit dans ces locaux ne sont pas dépassées. L'Administration, les sociétés de classification, les chantiers navals et les concepteurs du positionnement dynamique, selon les cas, doivent convenir d'un processus permettant de simuler le fonctionnement du système du propulseur de positionnement dynamique dans des conditions qui se rapprochent du maintien en position à 40 % ou plus de la puissance maximale du propulseur dans les conditions ambiantes nominales dans lesquelles le navire est exploité.

3.4 Conditions d'exploitation au port

3.4.1 Les mesures prévues aux paragraphes 3.4.2, 3.4.3 et 3.4.4 concernent le navire dans la condition au port.

3.4.2 Si le matériel de manutention de la cargaison du navire risque de produire un niveau de bruit supérieur aux niveaux maximaux dans les postes de travail et les locaux d'habitation affectés par son fonctionnement, des mesures devraient être effectuées. Il faudrait négliger le bruit provenant de sources extérieures au navire de la manière indiquée au paragraphe 3.5.3.

3.4.3 Si le navire est un transporteur de véhicules et que le chargement et le déchargement des véhicules produisent du bruit, il faudrait considérer le niveau de bruit dans les espaces à cargaison et la durée de l'exposition à ce bruit dans le contexte du chapitre 5. Les niveaux de bruit produits par les véhicules peuvent être estimés en théorie par le chantier naval et les propriétaires de navires en coopération avec l'Administration.

3.4.4 Il faut effectuer des mesures dans les locaux de machines, les machines fonctionnant dans la condition au port, si les dispositions du paragraphe 5.3.5 concernant la protection antibruit doivent être observées au lieu de celles du paragraphe 4.2.1 pendant les travaux d'entretien, de révision ou autre condition au port analogue.

3.5 Conditions ambiantes

3.5.1 Les mesures obtenues peuvent être affectées si la profondeur d'eau est inférieure à cinq fois le tirant d'eau ou s'il existe de vastes surfaces réfléchissantes dans le voisinage du navire. Ces conditions doivent donc être notées dans le rapport sur la mesure du bruit.

3.5.2 Il faudrait que les conditions météorologiques, telles que le vent et la pluie, et l'état de la mer soient tels qu'ils n'aient aucune influence sur les mesures. La force du vent ne devrait pas dépasser la force 4 et la hauteur de houle ne devrait pas dépasser 1 m. Si cela s'avère impossible, il faut consigner les conditions réelles dans lesquelles les mesures ont été effectuées.

3.5.3 Il faut veiller à ce que le bruit provenant de sources sonores parasites, telles que personnes, spectacles, travaux de construction et de réparation, n'ait aucun effet sur le niveau de bruit à bord du navire aux emplacements où s'effectuent les mesures. Si cela est nécessaire, on peut corriger les valeurs mesurées pour tenir compte du bruit de fond continu, selon le principe de la sommation de l'énergie.

3.6 Méthodes de mesure

3.6.1 Pendant les opérations de mesure du niveau de bruit, seuls doivent être présents dans le local ou l'espace concerné les gens de mer nécessaires à l'exploitation du navire et les personnes qui effectuent les mesures.

3.6.2 Il faut mesurer les niveaux de pression acoustique en décibels en utilisant un filtre de pondération A (dB(A)) et de pondération C (dB(C)) et, au besoin, également en bandes d'octave entre 31,5 et 8 000 Hz.

3.6.3 Les mesures du niveau de bruit doivent être effectuées avec le sonomètre intégrateur utilisant la moyenne spatiale (de la manière décrite dans le paragraphe 3.13.1) et pendant une certaine période de temps jusqu'à ce que les relevés soient stables ou pendant 15 s au moins afin de représenter la valeur moyenne des variations dues à

un fonctionnement irrégulier ou des variations du champ acoustique. Les relevés doivent être faits au décibel le plus proche seulement. Si la première décimale du relevé dB est 5 ou davantage, le relevé doit être arrondi au nombre supérieur entier le plus proche.

3.7 Détermination de l'exposition au bruit

Outre les mesures du niveau acoustique continu, il faut déterminer le niveau d'exposition au bruit des gens de mer (voir le chapitre 5) en se fondant sur la norme ISO 9612:2009. Une méthode simplifiée fondée sur la norme ISO 9612 et une exposition au bruit liée au lieu de travail est décrite dans l'appendice 4.

3.8 Étalonnage

Le sonomètre doit être soumis à un essai d'étalonnage avec l'appareil décrit au paragraphe 2.2.1 avant et après chaque mesure des niveaux de bruit.

3.9 Incertitudes des mesures

L'incertitude des mesures à bord des navires dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels les techniques de mesure et les conditions ambiantes. Lorsque les mesures sont effectuées conformément au présent Recueil, sauf dans de rares cas, l'écart type de reproductibilité du niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A est inférieur ou égal à 1,5 dB.

3.10 Emplacements des mesures

3.10.1 Points de mesurage

Sauf disposition contraire, le microphone utilisé pour effectuer les mesures doit être placé à une hauteur comprise entre 1,2 m (personne assise) et 1,6 m (personne debout) au-dessus du pont. La distance entre deux points de mesurage devrait être d'au moins 2 m et, dans les locaux de grandes dimensions qui ne contiennent pas de machines, les mesures devraient être faites à des intervalles ne dépassant pas 10 m dans l'ensemble du local, y compris aux emplacements où le bruit est à son niveau maximal. Les mesures ne doivent en aucun cas être effectuées à moins de 0,5 m des parois d'un local. Les microphones doivent être installés aux emplacements indiqués dans les paragraphes 3.10.3 et les sections 3.11 à 3.14. Les mesures doivent être effectuées à des endroits où du personnel travaille, y compris les postes de communications.

3.10.2 Postes de travail

Il faut mesurer le niveau de bruit à tous les emplacements où un travail est effectué. Des mesures supplémentaires doivent être effectuées dans les locaux contenant des postes de travail si l'on pense que des variations du niveau de bruit se produisent à proximité de ces postes.

3.10.3 Orifices d'admission ou d'échappement

Lorsque l'on mesure les niveaux acoustiques, le microphone devrait, si possible, ne pas être placé à un endroit se trouvant dans un angle de 30° par rapport à la direction du jet gazeux ni à moins d'une distance de 1 m du bord de l'orifice d'admission ou d'échappement des moteurs et des installations de ventilation, de conditionnement d'air et de réfrigération et être aussi loin que possible des surfaces réfléchissantes.

3.11 Mesures dans les locaux de machines

3.11.1 Il faut effectuer des mesures aux principaux postes de travail et de sécurité des gens de mer dans les salles des machines et dans les salles de commande adjacentes, s'il en existe, en accordant une attention particulière aux postes téléphoniques et aux emplacements où il est important de pouvoir communiquer par la parole ou d'entendre des signaux sonores.

3.11.2 Les mesures ne devraient pas normalement être effectuées à moins de 1 m des machines en marche, des ponts, cloisons ou autres grandes surfaces ou des prises d'air. Lorsque cela n'est pas possible, les mesures doivent être effectuées en un point équidistant de la machine et de la surface réfléchissante adjacente.

3.11.3 Les mesures du bruit produit par les machines qui constituent des sources de bruit devraient être effectuées à 1 m de ces machines. Les mesures doivent être faites à une hauteur de 1,2 à 1,6 m au-dessus du pont, de la plate-forme ou du passavant, comme suit :

.1 à une distance de 1 m et à des intervalles ne dépassant pas 3 m autour de toutes les sources de bruit telles que :

- turbines ou moteurs principaux à chaque niveau
- engrenages principaux
- turbosoufflantes
- purificateurs
- alternateurs ou groupes d'alternateurs électriques
- plate-forme d'allumage des chaudières
- ventilateurs à tirage forcé et/ou à tirage induit
- compresseurs
- pompes à cargaison (y compris leurs moteurs ou turbines d'entraînement)

Pour que le nombre de mesures et de relevés à effectuer ne soit pas inutilement élevé et irréaliste, dans le cas des machines et des locaux de machines de grandes dimensions où le niveau de pression acoustique mesuré en dB(A) aux intervalles prescrits ci-dessus ne varie pas dans des proportions importantes, il est inutile d'effectuer des mesures à chacun des emplacements. Il faut néanmoins effectuer des mesures et les consigner à des emplacements caractéristiques, ainsi qu'aux emplacements où le niveau de la pression acoustique est le plus élevé, étant entendu qu'au moins quatre mesures doivent être faites à chaque niveau;

.2 aux postes de commande locaux, tels que le poste de manœuvre principal ou de secours de la machine principale et dans les salles de commande des machines;

.3 à tous les autres emplacements qui ne sont pas spécifiés aux alinéas .1 et .2 et où le personnel est appelé à se rendre normalement aux fins d'inspection, de réglage et d'entretien de routine;

.4 aux emplacements situés sur tous les passages d'accès, à moins qu'ils ne soient déjà visés ci-dessus, à des intervalles ne dépassant pas 10 m; et

- .5 dans les locaux situés à l'intérieur de la tranche des machines, tels que les ateliers. En vue de limiter le nombre de mesures et de relevés, on peut réduire le nombre de relevés de la manière indiquée à l'alinéa .1, étant entendu qu'au moins quatre mesures au total (y compris celles qui sont indiquées dans le présent paragraphe) doivent être relevées à chaque niveau du local des machines jusqu'au pont supérieur.

3.12 Mesures aux postes de navigation

Les mesures doivent être effectuées successivement sur chacun des ailerons de la passerelle de navigation mais uniquement lorsque l'aileron se trouve sous le vent.

3.13 Mesures dans les locaux d'habitation

3.13.1 Une mesure doit être effectuée au milieu du local. Le microphone doit être déplacé horizontalement et/ou verticalement sur une distance de 1 m (+/- 0,5 m, compte tenu du critère de mesure mentionné au paragraphe 3.10.1). Il faudrait effectuer des mesures supplémentaires en d'autres points s'il se produit des différences appréciables, c'est-à-dire des différences supérieures à 10 dB(A), dans le niveau du bruit à l'intérieur du local, surtout près de l'emplacement de la tête d'une personne assise ou couchée.

3.13.2 Le nombre de cabines faisant l'objet de mesures ne doit pas être inférieur à 40 % du nombre total de cabines. Les cabines qui sont manifestement affectées par le bruit, c'est-à-dire les cabines adjacentes aux machines ou aux encaissements, doivent toujours être considérées.

3.13.3 Pour les navires ayant un grand nombre de cabines réservées à l'équipage, comme les navires à passagers/de croisière, il est acceptable de réduire le nombre d'emplacements faisant l'objet de mesures. Il faut que les cabines sélectionnées soient représentatives du groupe de cabines testées et soient donc celles qui sont les plus proches des sources de bruit, à la satisfaction de l'Administration.

3.13.4 Sur le pont découvert, des mesures doivent être effectuées dans toute zone prévue à des fins récréatives.

3.14 Mesures dans les locaux normalement inoccupés

3.14.1 En plus des emplacements mentionnés dans les sections 3.10 à 3.13, des mesures doivent être effectuées à tous les emplacements où des gens de mer peuvent être exposés, même pendant des périodes relativement courtes, à des niveaux de bruit exceptionnellement élevés ou encore à l'emplacement de machines utilisées de façon intermittente.

3.14.2 Pour limiter le nombre de mesures et de relevés, les niveaux de bruit n'ont pas à être mesurés dans les locaux, cales et zones de pont normalement inoccupés ni dans les autres espaces situés loin des sources de bruit.

3.14.3 Dans les cales de chargement, il faut placer au moins trois microphones dans des parties des cales où le personnel peut être appelé à effectuer des travaux.

CHAPITRE 4 - NIVEAUX DE PRESSION ACOUSTIQUE MAXIMAUX ADMISSIBLES

4.1 Généralités

4.1.1 Les niveaux limites spécifiés dans la présente section doivent être considérés comme des niveaux maximaux et non comme des niveaux souhaitables. Il serait bon, si cela est possible dans la pratique, que le niveau de bruit soit inférieur aux niveaux maximaux spécifiés.

4.1.2 Avant de mettre le navire en service, il faut évaluer les limites spécifiées dans la section 4.2 en mesurant le niveau acoustique continu équivalent dans le local en question. Dans les salles de grandes dimensions où les emplacements des mesures sont nombreux, il faut comparer les relevés de chaque emplacement avec les limites.

4.1.3 Les membres du personnel qui entrent dans les locaux où les niveaux de bruit sont supérieurs à 85 dB(A) devraient être tenus de porter des protecteurs antibruit pendant qu'ils s'y trouvent (voir le chapitre 5). Le niveau limite de 110 dB(A) indiqué dans le paragraphe 4.2.1 suppose qu'ils portent les protecteurs antibruit leur assurant la protection satisfaisant aux prescriptions du chapitre 7 applicables aux protecteurs antibruit.

4.1.4 Les limites sont exprimées sous forme de niveaux de pression acoustique pondérés A (voir les paragraphes 1.4.4 et 1.4.24).

4.2 Limites des niveaux de bruit

Les limites des niveaux de bruit (dB(A)) spécifiées pour divers locaux sont les suivantes :

Nomenclature des salles et locaux	Dimensions du navire	
	1 600 JB jusqu'à 10 000 JB	≥ 10 000 JB
4.2.1 Locaux de travail (voir la section 5.1)		
Locaux de machines ⁵	110	110
Salles de commande des machines	75	75
Ateliers autres que ceux qui font partie des locaux de machines	85	85
Locaux de travail non spécifiés ⁶ (autres zones de travail)	85	85
4.2.2 Locaux de navigation		
Passerelle de navigation et chambre des cartes	65	65
Postes de veille, y compris les ailerons ⁷ et les fenêtres de la passerelle de navigation	70	70
Salles radio (le matériel radioélectrique étant en marche mais n'émettant pas de signaux audiofréquence)	60	60
Salles de radar	65	65

⁵ Si les niveaux de bruit maximaux sont dépassés lorsque les machines sont en marche (uniquement si une dérogation a été accordée en vertu du paragraphe 1.3.6), il faudrait limiter l'accès à de très courtes périodes ou bien en interdire complètement l'accès. La zone devrait être signalée de la manière indiquée dans la section 7.4.

⁶ Par exemple, les zones de travail du pont découvert qui ne sont pas des locaux de machines et les zones de travail du pont découvert où il est important de communiquer.

⁷ Se reporter à la Recommandation sur les méthodes de mesure du niveau du bruit aux postes d'écoute (résolution A.343(IX)), qui est aussi applicable.

Nomenclature des salles et locaux	Dimensions du navire	
	1 600 JB jusqu'à 10 000 JB	≥ 10 000 JB
4.2.3 Locaux d'habitation		
Cabines et infirmeries ⁸	60	55
Salles à manger	65	60
Salles de loisir	65	60
Espaces récréatifs en plein air (zones extérieures réservées aux loisirs)	75	75
Bureaux	65	60
4.2.4 Locaux de service		
Cuisines, sans que les appareils électroménagers soient en marche	75	75
Dépenses et offices	75	75
4.2.5 Locaux normalement inoccupés		
Locaux mentionnés dans la section 3.14	90	90

4.3 Rapport sur la mesure du bruit

4.3.1 Il faut établir un rapport sur la mesure du bruit pour chaque navire. Ce rapport doit contenir des renseignements sur les niveaux de bruit dans les divers locaux à bord. Il doit indiquer les valeurs relevées en chacun des emplacements où il est spécifié d'effectuer des mesures. Les emplacements en question doivent être marqués sur un plan d'agencement général ou sur des schémas des locaux d'habitation joints au rapport ou être identifiés d'une autre manière.

4.3.2 Le modèle de rapport sur la mesure du bruit figure à l'appendice 1.

4.3.3 Le rapport sur la mesure du bruit doit toujours se trouver à bord et pouvoir être consulté par l'équipage.

CHAPITRE 5 - LIMITES D'EXPOSITION AU BRUIT

5.1 Généralités

5.1.1 Les limites de niveaux de bruit indiquées au chapitre 4 sont telles que, si elles sont respectées, les gens de mer ne seront pas exposés à un niveau L_{ex} (24) dépassant 80 dB(A), c'est-à-dire que, sur une période de un jour ou de 24 heures, l'exposition au bruit continu équivalent ne dépassera pas 80 dB(A). Dans le cas de navires neufs, il faudrait vérifier que ces critères sont respectés sur la base des mesures des niveaux de bruit effectuées lors d'essais en mer, en calculant l'exposition au bruit prévue de chaque catégorie de membres d'équipage conformément à la méthode décrite dans la section 3.7.

5.1.2 Dans les locaux où les niveaux de pression acoustique sont supérieurs à 85 dB(A), il faudrait utiliser une protection antibruit appropriée ou limiter la durée d'exposition, ainsi qu'il est indiqué dans la présente section, pour garantir un degré de protection équivalent.

⁸ Infirmeries : salles de traitement avec lits.

5.1.3 Chaque navire auquel s'appliquent les présentes prescriptions doit inclure dans son système de gestion de la sécurité une section sur la politique de la compagnie en matière de protection antibruit et de limites d'exposition et doit organiser une formation dans ces domaines, laquelle sera consignée dans les registres de formation.

5.1.4 Il faudrait envisager de donner des consignes aux gens de mer sur ces aspects, ainsi qu'il est indiqué dans l'appendice 2. Aucun membre d'équipage ne devrait être exposé sans protection à des valeurs maximales dépassant 135 dB(C).

5.2 Préservation de l'acuité auditive et utilisation de protecteurs antibruit

En vue de satisfaire aux critères d'exposition de la présente section, l'utilisation de protecteurs antibruit conformes aux dispositions du chapitre 7 est autorisée. Quand bien même des protecteurs antibruit sont exigés pour satisfaire aux dispositions du Recueil, l'Administration peut mettre en place des évaluations des risques, un programme de préservation de l'acuité auditive et d'autres mesures.

5.3 Limites d'exposition des gens de mer à des niveaux de bruit élevés

Les gens de mer ne devraient pas être exposés à des bruits dont le niveau et la durée soient supérieurs à ceux qui sont indiqués sur la figure 5.1 et sont mentionnés dans les paragraphes 5.3.1 à 5.3.5.

5.3.1 Exposition maximale avec protection (zone A, figure 1)

Aucun membre de l'équipage, même lorsqu'il porte des protecteurs antibruit, ne devrait être exposé à des niveaux de bruit dépassant 120 dB(A) ni être exposé à un niveau L_{eq} (24) dépassant 105 dB(A).

5.3.2 Exposition occasionnelle (zone B, figure 1)

Dans la zone B, seules devraient être autorisées des expositions occasionnelles et il faudrait porter des protecteurs antibruit ayant un degré d'atténuation compris entre 25 et 35 dB(A).

5.3.3 Exposition occasionnelle (zone C, figure 1)

Dans la zone C, seules des expositions occasionnelles devraient être autorisées et il faudrait porter des protecteurs antibruit ayant un degré d'atténuation d'au moins 25 dB(A).

5.3.4 Exposition quotidienne (zone D, figure 1)

Les gens de mer qui travaillent de manière habituelle (exposition quotidienne) dans des locaux dont les niveaux de bruit se situent à l'intérieur de la zone D devraient porter des protecteurs antibruit ayant un degré d'atténuation allant jusqu'à au moins 25 dB(A) et une évaluation des risques et un programme de préservation de l'acuité auditive peuvent être envisagés.

5.3.5 Exposition maximale sans protection (zone E, figure 1)

Dans le cas d'une exposition inférieure à huit heures, les gens de mer ne portant pas de protecteurs antibruit ne devraient pas être exposés à des niveaux de bruit dépassant 85 dB (A). Lorsque les gens de mer restent plus de huit heures dans des locaux où le niveau de bruit est élevé, le niveau L_{eq} (24) de 80 dB(A) ne devrait pas être dépassé. En conséquence, pendant au moins un tiers de chaque période de 24 heures, chaque membre de l'équipage devrait se trouver dans un environnement où le niveau de bruit ne dépasse pas 75 dB(A).

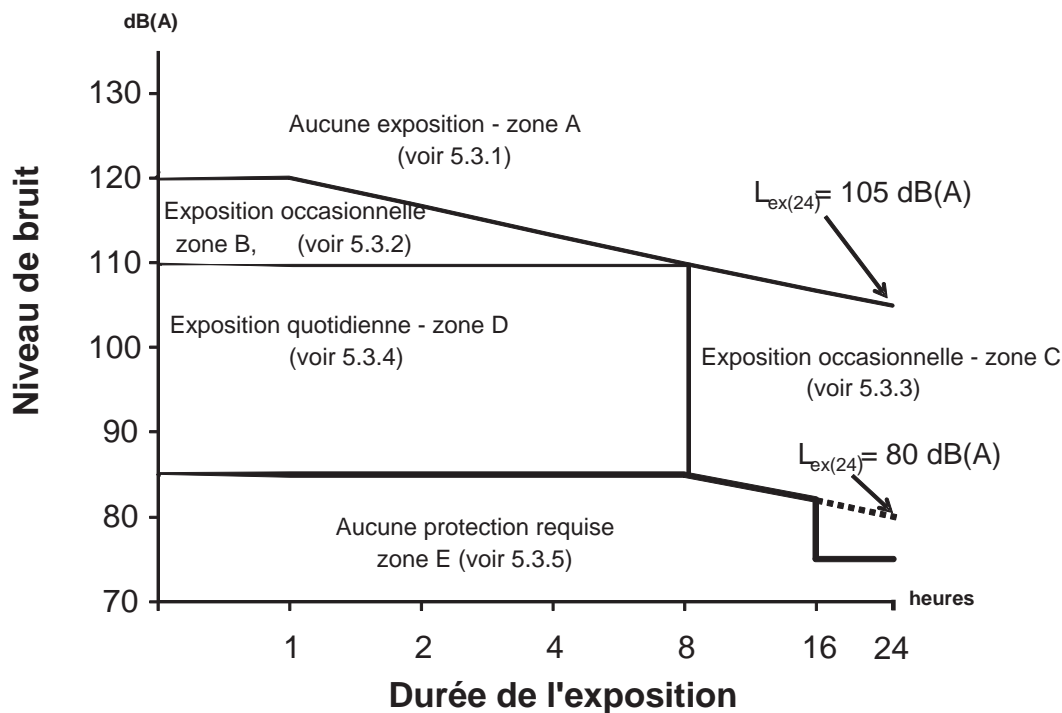


Figure 1 - Zones d'exposition quotidienne et occasionnelle admissible au bruit

Note : Pour travailler dans la zone A-D, il faut porter des protecteurs antibruit qui abaissent les sons atteignant les oreilles à un niveau inférieur à 85 dB(A). Pour travailler dans la zone E, des protecteurs antibruit ne sont pas obligatoires mais devraient être disponibles si le niveau du son est supérieur à 80 dB(A) pendant plus de huit heures.

5.4 Niveau de bruit continu équivalent pendant 24 heures

À titre de variante, s'il n'est pas satisfait aux dispositions de la section 5.3 (figure 1), aucun membre de l'équipage ne devrait être exposé sans protection à un niveau de bruit continu équivalent pendant 24 heures supérieur à 80 dB(A). La durée d'exposition quotidienne au bruit de chaque personne dans les locaux où il est obligatoire d'utiliser des protecteurs antibruit ne devrait pas dépasser quatre heures en continu ou huit heures au total.

5.5 Programme de préservation de l'acuité auditive

5.5.1 On peut mettre en œuvre un programme de préservation de l'acuité auditive à l'intention des gens de mer travaillant dans des locaux où $L_{Aeq} > 85$ dB(A) afin de les familiariser avec les dangers que présente le bruit et avec l'utilisation des protecteurs antibruit, ainsi que pour vérifier régulièrement leur acuité auditive. Certains des éléments nécessaires de tout programme de préservation de l'acuité auditive sont les suivants :

- .1 examens audiométriques initiaux et périodiques, effectués par un spécialiste ayant reçu une formation appropriée, à la satisfaction de l'Administration;
- .2 formation des personnes exposées, portant sur les dangers des expositions prolongées aux bruits de grande intensité ainsi que sur la bonne utilisation des protecteurs antibruit (voir l'appendice 2);

- .3 tenue à jour des dossiers contenant les résultats des examens audiométriques;
- .4 analyse périodique des dossiers et contrôle de l'acuité auditive des personnes ayant subi une perte importante d'acuité auditive.

5.5.2 Dans le cadre d'un programme de préservation de l'acuité auditive peut être prévue l'option de vérifier le niveau de bruit continu équivalent pendant 24 heures auquel sont exposées les personnes qui travaillent dans des locaux à niveau de bruit élevé. Cette vérification exige de calculer le niveau de bruit continu équivalent pendant 24 heures. Si le niveau pour 24 heures ainsi calculé ne se situe pas dans les limites prévues, il faudrait que la durée d'exposition soit contrôlée ou que chaque personne porte des protecteurs antibruit quand il le faut pour que son exposition reste à l'intérieur de ces limites.

CHAPITRE 6 - ISOLEMENT ACOUSTIQUE ENTRE LES LOCAUX D'HABITATION

6.1 Généralités

Il faut examiner la question de l'isolement acoustique entre les locaux d'habitation de manière que les membres de l'équipage puissent y prendre leurs périodes de repos et de loisir même si des activités sont en cours dans des locaux adjacents, par exemple, musique, conversations, manutention de cargaison, etc.

6.2 Indice d'isolement aux bruits

6.2.1 L'isolement aux bruits aériens procuré par les cloisons et les ponts à l'intérieur des locaux d'habitation doit satisfaire au minimum à l'indice d'affaiblissement acoustique pondéré (R_w) selon la partie 1 de la norme ISO 717-1:1996, telle que modifiée (1:2006)⁹ :

Entre deux cabines	$R_w = 35$
Entre les salles à manger, salles de loisir, locaux de réunion et espaces récréatifs et les cabines et les infirmeries	$R_w = 45$
Entre coursives et cabines	$R_w = 30$
Entre cabines avec porte de communication	$R_w = 30$

6.2.2 Il faut déterminer l'isolement aux bruits aériens en effectuant des essais de laboratoire conformément aux dispositions de la norme ISO 10140-2:2010, à la satisfaction de l'Administration.

6.3 Pose des matériaux

6.3.1 Il faudrait prendre des précautions lors de la pose des matériaux et de la construction des locaux d'habitation. Pendant les essais en mer, s'il y a des doutes au sujet de la pose de matériaux, il faudrait effectuer des mesures à bord des navires sur un éventail représentatif de chaque type de cloisonnement, de plancher, de porte, comme le prescrit le paragraphe 6.2.1 et à la satisfaction de l'Administration.

⁹ Norme 717-1 de l'ISO - Acoustique - Évaluation de l'isolement acoustique des immeubles et des éléments de construction - Partie 1 : Isolement aux bruits aériens et l'amendement publié en 2006.

6.3.2 L'indice apparent pondéré d'affaiblissement acoustique R'_w devrait satisfaire aux prescriptions du paragraphe 6.2.1 avec une tolérance allant jusqu'à 3 dB.

Note : Les mesures sur le terrain devraient être effectuées conformément à la norme ISO 140-4:1998¹⁰. Lorsque la surface des matériaux testés est inférieure à 10 m², il faudrait calculer l'indice R'_w en utilisant 10 m² comme valeur minimale.

CHAPITRE 7 – PROTECTION ANTIBRUIT ET MISES EN GARDE

7.1 Généralités

Lorsque la mise en œuvre des moyens de contrôle du bruit à la source ne permet pas d'abaisser le niveau du bruit dans un local au niveau qui est indiqué au paragraphe 4.1.3, il faut mettre des protecteurs antibruit efficaces à la disposition des gens de mer appelés à entrer dans ces locaux. Fournir des protecteurs antibruit ne doit pas être considéré comme pouvant remplacer un contrôle efficace du bruit. L'appendice 3 récapitule les méthodes actuelles d'atténuation du bruit qui peuvent être appliquées à bord des navires neufs.

7.2 Prescriptions applicables aux protecteurs antibruit

7.2.1 Il faut sélectionner des protecteurs antibruit individuels qui soient à même d'éliminer ou de réduire le risque pour l'acuité auditive au niveau acceptable spécifié au paragraphe 7.2.2. L'exploitant du navire doit faire tout son possible pour s'assurer que des protecteurs antibruit sont portés et c'est à lui qu'il incombe de vérifier l'efficacité des mesures prises en application du présent Recueil.

7.2.2 Les protecteurs antibruit doivent être d'un type qui permette de réduire les niveaux de pression acoustique à 85 dB(A) ou moins (voir la section 5.1). Il faudrait sélectionner des protecteurs antibruit appropriés conformément à la méthode HML décrite dans la norme ISO 4869-2:1994 (voir l'explication et l'exemple donnés dans l'appendice 2). Une technique d'annulation du bruit peut être utilisée si le ou les casques ont une performance équivalente à celle des protecteurs antibruit lorsqu'ils sont éteints.

7.2.2.1 Les spécifications relatives aux casques antibruit devraient être définies à la lumière des spécifications confirmées du fabricant.

7.3 Choix et emploi des protecteurs antibruit

Il faudrait expliquer aux gens de mer comment employer correctement les protecteurs antibruit prévus ou utilisés à bord, conformément aux dispositions de l'appendice 2.

7.4 Notices de mise en garde

Si le niveau de bruit dans les locaux de machines (ou d'autres locaux) est supérieur à 85 dB(A), une notice comportant un symbole et une mise en garde supplémentaire dans la langue de travail du navire doit être affichée à l'entrée de ces locaux, de la manière prescrite par l'Administration (voir ci-dessous un exemple de notice de mise en garde et de pictogrammes en français). Si les niveaux de bruit en question n'affectent qu'une petite partie du local, le ou les emplacements ou matériels en cause doivent porter à hauteur des yeux une marque visible de toutes les directions dont on peut s'en approcher.

¹⁰ Norme ISO 140-4 – Acoustique – Mesurage de l'isolation acoustique des immeubles et des éléments de construction – Partie 4 : Mesurage *in situ* de l'isolement aux bruits aériens entre les pièces.

Signalisation à l'entrée des locaux bruyants (exemple en français)	
80-85 dB(A)	NIVEAU DE BRUIT ÉLEVÉ – UTILISATION DE PROTECTEURS ANTIBRUIT
85-110 dB(A)	NIVEAU DE BRUIT DANGEREUX – UTILISATION DE PROTECTEURS ANTIBRUIT OBLIGATOIRE
110-115 dB(A)	ATTENTION: NIVEAU DE BRUIT DANGEREUX – UTILISATION DE PROTECTEURS ANTIBRUIT OBLIGATOIRE – INTERDICTION DE RESTER DANS LE LOCAL PENDANT LONGTEMPS
> 115 dB(A)	ATTENTION : NIVEAU DE BRUIT EXTRÊMEMENT ÉLEVÉ – UTILISATION DE PROTECTEURS ANTIBRUIT OBLIGATOIRE – INTERDICTION DE RESTER DANS LE LOCAL PENDANT PLUS DE 10 MINUTES



Appendice 1

MODÈLE DE RAPPORT SUR LA MESURE DU BRUIT

1 Caractéristiques du navire

- .1 Nom du navire
- .2 Port d'immatriculation
- .3 Nom et adresse du propriétaire du navire, du propriétaire gestionnaire ou de l'agent
- .4 Nom et adresse du constructeur du navire
- .5 Lieu de construction
- .6 Numéro OMI
- .7 Jauge brute
- .8 Type de navire
- .9 Dimensions du navire
 - longueur
 - largeur
 - creux
 - tirant d'eau maximal (ligne de charge d'été)
- .10 Déplacement au tirant d'eau maximal
- .11 Date de la pose de la quille
- .12 Date de livraison

2 Caractéristiques des machines

- .1 Machines propulsives

Fabricant :	Type :	Nombre :
Puissance maximale continue nominale:		kW
Vitesse de service normal prévue de l'arbre :		t/m
Puissance nominale de service normal :		kW
- .2 Moteurs diesel auxiliaires

Fabricant :	Type :	Nombre :
Puissance :	kW	
- .3 Réducteur principal :
- .4 Type d'hélice (hélice à pas fixe, hélice à pas variable, hélice Voith-Schneider)

Nombre d'hélices :	Nombre de pales :
Vitesse de l'arbre de l'hélice prévue :	t/m
- .5 Autre (en cas de propulsion et de puissance d'une configuration spéciale)
- .6 Ventilation de la salle des machines

Fabricant :	Type :	
Nombre d'unités :		
Diamètre de ventilateur :	m	
Vitesse du ventilateur :	rpm/vitesse variable (OUI/NON)	
Débit :	m ³ /h	Pression totale : Pa

3 Appareils de mesure et personnel

.1	Appareils	Marque	Type	No de série	
	Sonomètre				
	Microphone				
	Filtre				
	Écran				
	Calibreur				
	Autres appareils				
.2	Étalonnage du sonomètre	Date	Étalonnage	Début	Fin
	- lors de la visite effectuée par l'autorité compétente				
.3	Nom des personnes/organismes effectuant les mesures				

4 Conditions existant pendant la mesure

.1	Date de la mesure :	Début :	Fin :
.2	Position du navire pendant la mesure		
.3	État de chargement du navire		
.4	Conditions existant pendant la mesure		
	- tirant d'eau avant		
	- tirant d'eau arrière		
	- profondeur d'eau sous la quille		
.5	Conditions météorologiques		
	- force du vent		
	- état de la mer		
.6	Vitesse du navire		
.7	Vitesse effective de l'arbre de l'hélice :		t/m
.8	Pas de l'hélice :		
.9	Vitesse des machines propulsives :		t/m
.10	Puissance des machines propulsives :		kW
.11	Nombre de machines propulsives en marche :		
.12	Nombre de moteurs diesel auxiliaires en marche :		
.13	Nombre de turbogénérateurs en marche :		
.14	Mode de régime de ventilation de la salle des machines (rapide, lent, variable)		
.15	Charge des machines (% puissance maximale continue)		
.16	Autres appareils auxiliaires en marche		
	Dispositif de chauffage, ventilation et climatisation en marche		

5 Données relatives aux mesures

Limites du bruit	Niveaux de pression acoustique mesurés	
dB(A)	L _{Aeq}	dB(A)
	L _{Ceq}	dB(C)
	L _{Cmax}	dB(C)

Note : Les niveaux de pression acoustique L_{Ceq} et L_{Cmax} ne devraient être mesurés que s'ils dépassent 85 dB(A) et que des protecteurs antibruit sont obligatoires.

Appendice 2

DIRECTIVES SUR L'INCLUSION DES PROBLÈMES DE BRUIT DANS LES SYSTÈMES DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

1 Formation des gens de mer

1.1 Les gens de mer devraient recevoir des consignes au sujet des dangers d'une exposition prolongée à des bruits d'un niveau élevé et au sujet du risque d'une perte de l'acuité auditive par suite du bruit. Ces consignes devraient être données à tous les gens de mer lorsqu'ils sont recrutés et, par la suite, à des intervalles réguliers, à ceux qui travaillent dans des locaux où les niveaux de bruit sont supérieurs à 85 dB(A). Les connaissances à leur donner au sujet des dispositions du Recueil devraient inclure :

- .1 les limites d'exposition au bruit et l'emploi des notices de mise en garde;
- .2 les types de protecteurs antibruit prévus, leur pouvoir d'atténuation du bruit et la manière dont il convient de les utiliser et de les porter et, lorsqu'on porte ces protecteurs pour la première fois, les effets sur les communications normales;
- .3 les principes et les procédures de la compagnie en matière de protection antibruit et, s'il y a lieu, tout programme de surveillance pouvant être suivi par les gens de mer qui travaillent dans des locaux faisant l'objet de mises en garde; et
- .4 des indications sur les symptômes pouvant indiquer une perte d'acuité auditive, tels que bourdonnements dans l'oreille, engourdissement d'une oreille ou sensation de gonflement à l'intérieur de l'oreille, et les techniques d'atténuation à appliquer dans ces cas.

1.2 Les gens de mer concernés devraient recevoir les consignes nécessaires pour utiliser et entretenir correctement les machines et les silencieux ou affaiblisseurs afin d'éviter l'émission de bruits excessifs.

2 Responsabilité des exploitants de navires

2.1 Il devrait incomber aux exploitants de navires de s'assurer que les moyens d'affaiblissement et de contrôle du bruit sont utilisés et entretenus de manière telle que les prescriptions du Recueil soient observées.

2.2 Lorsque le niveau de bruit dans un local quelconque dépasse la limite de 85 dB(A), les propriétaires de navires devraient s'assurer :

- .1 que le local est signalé comme tel et que les dispositions pertinentes du Recueil sont respectées;
- .2 que le capitaine et les officiers de rang supérieur du navire savent qu'il est important de contrôler l'entrée dans le local en question ainsi que d'utiliser des protecteurs antibruit appropriés;
- .3 qu'il est prévu des protecteurs antibruit appropriés en nombre suffisant pour pouvoir être distribués à tous les membres de l'équipage intéressés; et

- .4 que le capitaine, les officiers de rang supérieur et tout officier chargé de la sécurité à bord du navire savent qu'il est nécessaire que la formation et les informations voulues soient fournies à bord.

2.3 Si des outils à main, des appareils des cuisines ou autres matériels portatifs produisent des niveaux de bruit supérieurs à 85 dB(A) dans les conditions normales d'exploitation, les propriétaires de navires devraient s'assurer que des mises en garde sont fournies.

3 Responsabilité des gens de mer

Il faudrait informer les gens de mer qu'il leur incombe :

- .1 d'appliquer toutes les mesures adoptées en vue de contrôler le bruit;
- .2 de signaler toute défectuosité du matériel de contrôle du bruit aux personnes responsables en vertu du système de gestion de la sécurité du navire;
- .3 de toujours porter des protecteurs antibruit quand ils entrent dans des zones où des notices de mise en garde exigent de les porter et de ne pas les enlever à l'intérieur de ces locaux, même pendant peu de temps; et
- .4 de vérifier que les protecteurs antibruit mis à leur disposition ne sont pas endommagés ou mal utilisés et qu'ils sont maintenus dans un bon état d'hygiène.

4 Sélection des protecteurs antibruit

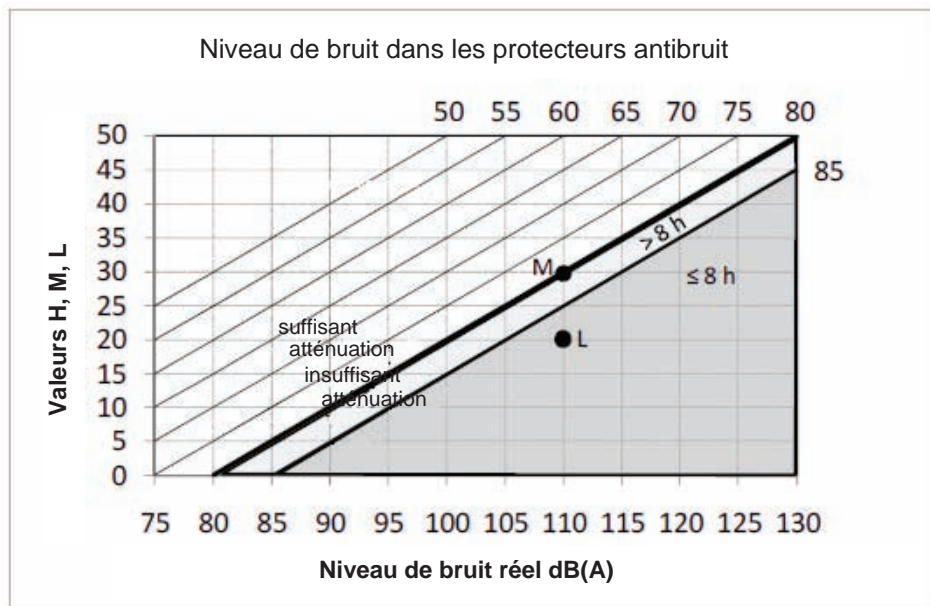
4.1 Il faudrait sélectionner des protecteurs antibruit conformément à la méthode HML décrite dans la norme ISO 4869-2:1994. À titre de guide pour aider les exploitants de navires et les gens de mer à choisir des protecteurs antibruit convenables, une brève description de la méthode HML et de son utilisation est fournie dans les paragraphes qui suivent.

4.2 La méthode HML est une classification qui est établie conformément à la norme ISO 4869-2:1994 - "Estimation des niveaux de pression acoustique effectifs pondérés A en cas d'utilisation de protecteurs individuels contre le bruit". Utiliser les notations H, M et L exige de connaître les niveaux de pression acoustique pondéré A (L_{Aeq}) et pondéré C (L_{Ceq}) du bruit et les valeurs H-M-L pour le protecteur antibruit en question, que le fabricant fournira.

4.2.1 Les valeurs H-M-L d'un protecteur antibruit expriment le degré d'affaiblissement du bruit que le protecteur offre en fréquences élevées, moyennes et basses. Les valeurs H et M sont utilisées dans le calcul du niveau d'exposition avec protection pour les bruits qui ont une énergie primaire dans les fréquences moyennes et élevées. C'est le cas si la différence entre les niveaux L_{Ceq} et L_{Aeq} mesurés est inférieure ou égale à 2 dB.

4.2.2 Les valeurs M et L du protecteur antibruit sont utilisées dans le calcul du niveau d'exposition avec protection pour les bruits qui ont des composantes basse fréquence appréciables et pour lesquels la différence entre les niveaux L_{Ceq} et L_{Aeq} mesurés est supérieure à 2 dB dans les locaux où le protecteur est censé être utilisé.

4.3 Voici un exemple d'une utilisation simple de la méthode HML :



À bord d'un navire donné, le niveau acoustique mesuré dans la chambre des machines est de 110 dB(A), 115 dB(C). Les protecteurs antibruit sélectionnés ont, d'après le fabricant, le degré d'affaiblissement suivant : H = 35 dB, M = 30 dB, L = 20 dB.

- .1 Marquer les valeurs L et M des protecteurs antibruit sur la verticale passant au niveau de bruit réel (110 dB(A)).
- .2 Établir si le bruit a une fréquence basse ou élevée/moyenne. Si la différence $L_{Ceq} - L_{Aeq}$ est supérieure à 2 dB, le bruit a une fréquence basse (L) et si $L_{Ceq} - L_{Aeq}$ est inférieure à 2 dB, le bruit a une fréquence élevée ou moyenne (M).
- .3 Si le son est de fréquence élevée/moyenne ($L_{Ceq} - L_{Aeq} \leq 2$), suivre la diagonale à partir de la valeur M et prendre un relevé du niveau de bruit dans les protecteurs antibruit. Dans ce cas, le niveau de bruit dans les protecteurs antibruit est de 80 dB(A), ce qui signifie que l'affaiblissement qu'offrent les protecteurs antibruit est suffisant pour travailler plus de huit heures par jour.
- .4 Si le son a une fréquence basse ($L_{Ceq} - L_{Aeq} > 2$), suivre les diagonales à partir de la valeur L et prendre un relevé du niveau de bruit dans les protecteurs antibruit. Dans ce cas, le niveau de bruit dans les protecteurs antibruit est supérieur à 85 dB(A), ce qui signifie que les protecteurs antibruit ne sont pas assez bons, même pour une journée de travail de huit heures. Il faut donc choisir un protecteur antibruit qui ait des valeurs L supérieures à 25 dB.

4.4 Calcul à l'aide de la méthode HML – Principe et exemple

Il est possible aussi de déterminer par des calculs si un protecteur particulier convient dans un milieu de bruit donné. Les valeurs H, M et L peuvent servir à évaluer L'A (niveau total de bruit pondéré A aux oreilles) pour un protecteur particulier dans une situation de bruit donnée.

- .1 Calculer $L_{Ceq} - L_{Aeq}$ (Il faut donc mesurer L_{Aeq} et L_{Ceq} . Tous les sonomètres de la classe 1 peuvent appliquer la pondération A ou la pondération C).
- .2 Si $L_{Ceq} - L_{Aeq}$ est ≤ 2 dB, le niveau de réduction de bruit prévu (PNR) est calculé à l'aide de la formule suivante :

$$PNR = M - \left(\frac{H - M}{4} * (LCeq - LAeq - 2) \right)$$

Si $L_{Ceq} - L_{Aeq}$ est > 2 dB, PNR est calculé à l'aide de la formule suivante :

$$PNR = M - \left(\frac{M - L}{8} * (LCeq - LAeq - 2) \right)$$

- .3 On soustrait ensuite le PNR du niveau total de bruit pondéré A afin d'obtenir le niveau effectif pondéré A à l'oreille avec le protecteur L'A :

$$L'A = L_{Aeq} - PNR$$

Exemple : Protecteur antibruit H = 35 dB, M = 25 dB, L = 20 dB

Niveau de bruit dans la salle des machines :

$$L_{Aeq} = 108,7 \text{ dB(A)}$$

$$L_{Ceq} = 109,0 \text{ dB(C)}$$

$$L_{Ceq} - L_{Aeq} = 0,3 \text{ dB}$$

$$PNR = 25 - ((35 - 25)/4) * (0,3 - 2) = 29,3 \text{ dB}$$

$$L'A = 108,7 - 29,3 = 79,4 \text{ dB(A)}.$$

Dans ce cas, le niveau de bruit dans les protecteurs antibruit est inférieur à 80 dB(A), ce qui signifie que l'affaiblissement qu'offrent les protecteurs antibruit est suffisant pour travailler plus de huit heures par jour.

Appendice 3

MÉTHODES SUGGÉRÉES POUR ATTÉNUER LE BRUIT

1 Généralités

1.1 En vue d'obtenir une réduction du bruit à bord des navires telle que les limites énoncées dans les chapitres 4 et 5 du Recueil soient respectées, il faudrait examiner avec soin les moyens à utiliser à cette fin. Le présent appendice est censé offrir des informations pour la conception des navires à cet égard.

1.2 Tant au stade de leur conception qu'à celui de leur mise en œuvre, les mesures de contrôle du bruit devraient être supervisées par des spécialistes des techniques de contrôle du bruit.

1.3 Certaines des mesures qui peuvent être prises pour limiter le niveau de bruit ou réduire l'exposition des gens de mer aux bruits potentiellement nuisibles sont indiquées dans les sections 2 à 10 du présent appendice. Il y a lieu de souligner qu'il n'est pas nécessaire que les mesures recommandées dans le présent appendice soient appliquées en totalité ou en partie à bord de tous les navires. Le présent Recueil ne donne pas les renseignements techniques détaillés nécessaires pour introduire des mesures de contrôle du bruit au stade de la construction ni pour décider quelles sont les mesures appropriées dans des circonstances particulières.

1.4 En appliquant des mesures de contrôle du bruit, il faudrait s'assurer que les règles et règlements relatifs à la structure du navire, aux locaux d'habitation et à toutes autres questions relatives à la sécurité ne sont pas enfreints et, si l'on utilise des matériaux d'insonorisation, il faudrait s'assurer qu'ils n'introduisent de risque ni d'incendie, ni pour la sécurité ni pour la santé ni qu'ils introduisent, par suite d'une construction ou de fixations fragiles, des risques qui pourraient compromettre soit l'évacuation soit l'assèchement des locaux.

1.5 Il faudrait considérer la nécessité de prévoir des mesures de contrôle du bruit au stade de la conception quand on choisit, parmi différents modèles, les moteurs et machines à installer, la méthode d'installation et l'emplacement des machines par rapport aux autres locaux et l'isolement acoustique et l'emplacement des locaux d'habitation.

1.6 Compte tenu de la méthode qui est normalement utilisée pour construire les navires, il est très probable que le bruit provenant des machines et des hélices qui parviendra jusqu'aux locaux d'habitation et autres locaux situés à l'extérieur des locaux de machines sera du type transmis par conduction.

1.7 Pour concevoir des mesures qui permettent efficacement et économiquement de contrôler le bruit provenant des installations de machines à bord de navires existants, il peut être nécessaire de compléter la mesure du bruit exprimée en niveau acoustique pondéré A par une analyse de fréquence.

2 Isolement des sources de bruit

2.1 Lorsque cela est possible dans la pratique, tous les moteurs ou machines qui produisent des niveaux de bruit supérieurs aux limites énoncées dans la section 4.2 du Recueil devraient être installés dans des compartiments qui n'exigent pas la présence permanente de personnel (voir également le paragraphe 6.1 du présent appendice).

2.2 Les locaux d'habitation devraient être installés, tant dans le plan horizontal que dans le plan vertical, aussi loin que possible dans la pratique des sources de bruit telles que les hélices et les machines propulsives.

2.3 Lorsque cela est possible dans la pratique, les tambours des machines devraient être installés à l'extérieur des superstructures et des roufs contenant des locaux d'habitation. Sinon, des coursives devraient être placées entre les tambours et les locaux d'habitation, pour autant que cela soit possible dans la pratique.

2.4 Il faudrait envisager, lorsque cela est possible, d'aménager les locaux d'habitation dans les roufs plutôt que dans les superstructures qui s'étendent jusqu'au bordé du navire.

2.5 Il faudrait envisager aussi, lorsque cela est possible, de séparer les locaux d'habitation des locaux de machines par des locaux inoccupés, des installations sanitaires ou des buanderies.

2.6 Il peut être nécessaire d'installer des panneaux de séparation, des cloisons, des ponts, etc., propres à empêcher la propagation du bruit. Il est important que leur construction et leur emplacement remplissent les conditions voulues compte tenu de la source du bruit et de la fréquence du bruit qui doit être affaibli.

2.7 Lorsqu'un local, tel qu'une salle de machines, est divisé en compartiments bruyants (non gardés en permanence) et moins bruyants (pouvant être gardés en permanence), il est préférable de prévoir une séparation complète¹¹.

2.8 Il pourrait être souhaitable d'utiliser des matériaux d'insonorisation dans certains locaux en vue d'empêcher toute augmentation du niveau du bruit due à un phénomène de réverbération sur les panneaux de séparation, cloisons, ponts, etc.

3 Pose de silencieux sur les orifices d'échappement et d'admission d'air

3.1 Les systèmes d'échappement des moteurs à combustion interne et les systèmes d'admission d'air des locaux de machines, locaux d'habitation et autres locaux devraient être disposés de manière que les orifices d'admission ou d'évacuation soient éloignés des lieux fréquentés par les gens de mer.

3.2 Il faudrait installer des silencieux, du matériel d'annulation du bruit ou des dispositifs d'affaiblissement du bruit lorsque cela est nécessaire.

3.3 Pour réduire au minimum les niveaux de bruit dans les locaux d'habitation, il est normalement nécessaire de diminuer le bruit propagé par conduction en isolant les systèmes d'échappement et certaines tuyauteries et conduites des tambours, des cloisons, etc.

4 Entourage des machines

4.1 Dans les locaux gardés en permanence ou dans les locaux où l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que des gens de mer consacrent des périodes prolongées à des travaux d'entretien ou de révision et où il n'est pas possible dans la pratique de prévoir la séparation décrite dans la section 2 du présent appendice, il faudrait envisager d'installer des capots d'insonorisation ou des encoffrements partiels autour des moteurs ou des machines qui émettent des niveaux de bruit supérieurs aux limites énoncées au paragraphe 4.2 du Recueil.

¹¹ En pareil cas, il peut être nécessaire d'assurer la surveillance de l'installation en prévoyant des alarmes dans les compartiments moins bruyants et d'aménager des moyens d'évacuation pour que les gens de mer puissent quitter ces compartiments sans danger.

4.2 Lorsque le niveau de bruit émis par les moteurs ou les machines installés dans les locaux mentionnés au paragraphe 4.1 ci-dessus se situe dans les limites des critères indiqués au paragraphe 5.3.1 du Recueil et de la zone A de la figure 5.1, il est indispensable de prendre des mesures visant à réduire le bruit.

4.3 Lorsque l'on installe des capots d'insonorisation, il est important qu'ils entourent complètement la source du bruit.

5 Réduction du bruit dans la partie arrière

En vue de réduire l'influence du bruit dans la partie arrière du navire, particulièrement pour les locaux d'habitation, les problèmes d'émission de bruit pourraient être considérés au stade de l'étude de la forme de la coque à l'arrière du navire, de l'hélice, etc.

6 Insonorisation du poste de l'opérateur

6.1 Dans la plupart des locaux de machines, il serait souhaitable et conseillé de protéger les gens de mer chargés de l'exploitation ou du quart en y prévoyant un poste de commande ou autre local similaire insonorisé (voir le paragraphe 2.1 du présent appendice).

6.2 Dans les locaux de machines gardés en permanence à bord des navires de petites dimensions et des navires existants où les niveaux de bruit dépassent 85 dB(A), il serait souhaitable de prévoir, au poste de commande ou au poste de manœuvre, un abri antibruit où la personne chargée du quart est censée passer la plus grande partie du temps.

7 Contrôle de l'accentuation du bruit dans les locaux d'habitation

7.1 Pour réduire les niveaux de bruit dans les locaux d'habitation, il pourrait être nécessaire d'envisager d'isoler les roufs contenant de tels locaux du reste de la structure du navire au moyen de supports résilients.

7.2 On pourrait également envisager d'utiliser des joints souples pour les cloisons, vaigrages et plafonds et d'installer des planchers flottants à l'intérieur des locaux d'habitation.

7.3 Installer des rideaux devant les hublots et les fenêtres et poser de la moquette à l'intérieur des locaux d'habitation contribuent à l'absorption du bruit.

8 Choix des machines

8.1 Au stade de la conception, il faudrait tenir compte du bruit émis par chaque élément de machines à installer. On peut limiter le bruit en utilisant une machine qui produit moins de bruit se propageant dans l'air, les fluides ou la structure.

8.2 Il faudrait prier les fabricants de fournir des renseignements sur le bruit émis par leurs machines et aussi d'indiquer les méthodes d'installation qu'ils recommandent pour réduire les niveaux de bruit à un minimum.

9 Inspection et entretien

Tous les éléments de machines, le matériel et les locaux de travail connexes devraient faire l'objet d'inspections périodiques dans le cadre du système de gestion de la sécurité à bord en vue de déceler toute option de contrôle/réduction du bruit. Il faudrait remédier dès que possible dans la pratique à toutes les déficiences affectant les moyens de contrôler le bruit ou autres déficiences causant un bruit excessif qui auront pu être constatées à l'occasion de ces inspections.

10 Isolation des vibrations

10.1 Chaque fois que nécessaire, les machines devraient reposer sur des supports résilients soigneusement sélectionnés. Pour assurer une isolation efficace, il faudrait installer ces supports sur une assise rigide.

10.2 Lorsque les bruits provenant des machines auxiliaires, des compresseurs, des éléments hydrauliques, des groupes électrogènes, des dégagements, des tuyaux d'échappement et des silencieux sont transmis par conduction et atteignent des niveaux de bruit inacceptables dans les locaux d'habitation ou sur la passerelle de navigation, il faudrait envisager d'utiliser des supports résilients.

10.3 Lorsque l'on installe des capots d'insonorisation, on pourrait envisager de monter les machines sur un socle résilient et d'utiliser des raccords souples sur les tuyautages, tambours et câbles qui les desservent.

11 Prévision de bruit

11.1 Au stade de la conception des navires neufs, le concepteur/chantier peut prédire, au moyen de calculs, d'estimations restrictives ou autres, les niveaux de bruit escomptés dans les zones du navire où les niveaux de bruit risquent d'être supérieurs aux niveaux acceptables indiqués dans le chapitre 4.

11.2 Les prévisions du bruit mentionnées au paragraphe 11.1 devraient être utilisées au stade de la conception pour déterminer les éventuelles zones à bord du navire dans lesquelles il faut envisager des mesures de réduction du bruit afin que les limites de niveau de bruit spécifiées dans la section 4.2 du Recueil soient respectées.

11.3 Les prédictions de bruit et toutes mesures de réduction du bruit planifiées au stade de la conception devraient être appuyées par des documents, surtout dans les cas où, d'après les prévisions de bruit, on peut s'attendre à avoir du mal à respecter l'une quelconque des limites de niveau de bruit spécifiées dans la section 4.2 du Recueil, en dépit d'initiatives techniques raisonnables.

12 Équipement d'annulation du bruit

12.1 L'annulation du bruit est le procédé antibruit qui consiste à annuler principalement les bruits répétitifs de basse fréquence (moins de 500 Hz), tels que ceux qui sont produits par les moteurs et les machines tournantes, en introduisant un signal identique à ces bruits mais en opposition de phase. Ce procédé antibruit est introduit dans le milieu de manière à correspondre au bruit visé. Les deux signaux s'annulent mutuellement, éliminant ainsi réellement du milieu une part importante de l'énergie du bruit.

12.2 Il existe plusieurs applications de cette technologie :

- .1 les silencieux actifs, qui sont utilisés dans d'autres modes de transport pour réduire le bruit des systèmes d'échappement des moteurs à combustion interne, des compresseurs et des pompes à vide sans les inconvénients liés à la contre-pression;
- .2 les supports actifs, qui peuvent endiguer les vibrations provenant des machines tournantes et ainsi améliorer le confort, ralentir l'usure des parties mobiles et réduire les nuisances acoustiques provoquées par le bruit des vibrations;

- .3 les zones silencieuses antibruit, qui consistent pour l'heure en des sièges "silencieux" et des systèmes d'affaiblissement du bruit dans l'habitacle (d'automobiles) destinés à différents modes de transport; dans d'autres locaux, il est possible de produire des couchettes antibruit actives pour le confort et le repos des gens de mer;
- .4 les casques antibruit, qui assurent une meilleure protection auditive que les protège-oreilles passifs en incluant les fréquences basses; les casques actifs peuvent également permettre de communiquer, en ayant une conversation normale, et renforcer la sécurité sur le lieu de travail.

12.3 Il est suggéré de communiquer à l'Organisation des renseignements sur l'expérience acquise avec ces systèmes de réduction active du bruit afin de faciliter l'analyse de leurs paramètres de performance.

13 Zones silencieuses

13.1 Incorporer des zones silencieuses peut être envisagé comme une option de conception pour la construction de navires d'une jauge brute inférieure à 1 600 ou de brise-glace. Il peut aussi être envisagé de prévoir des zones silencieuses dans des applications propres au navire où des opérations bruyantes (par exemple, longues opérations aériennes/d'hélicoptères ou fonctionnement par gros temps du matériel de positionnement dynamique) sont effectuées pendant des périodes de temps beaucoup plus longues que dans les conditions d'exploitation courantes normales. L'utilisation de telles zones devrait faire partie intégrante des principes de l'exploitation sûre du navire en vertu du Code ISM.

13.2 Des zones silencieuses devraient être prévues si aucune autre solution technique ou administrative n'est possible pour réduire le bruit excessif provenant de sources sonores.

Appendice 4

MÉTHODE SIMPLIFIÉE POUR DÉTERMINER L'EXPOSITION AU BRUIT

1 Généralités

1.1 Afin que les gens de mer ne soient pas exposés à un $L_{ex}(24)$ supérieur à 80 dB(A), le présent appendice fournit des renseignements au sujet d'une procédure simplifiée permettant de déterminer l'exposition au bruit lié au milieu de travail.

1.2 L'exposition au bruit devrait normalement être déterminée conformément à la norme ISO 9612: 2009.

1.3 Une méthode simplifiée fondée sur la mesure du bruit pendant des essais en mer/le séjour au port et l'établissement d'un profil de poste pour les membres d'équipage est décrite ci-après.

2 Analyse du travail/profil de poste et périodes de repos

2.1 À l'aide de la liste des membres d'équipage, différentes catégories de poste (groupes) seront définies.

Exemple :

- capitaine
- chef mécanicien
- électricien
- cuisinier
- etc.

2.2 Un profil de poste doit être défini pour chaque catégorie de poste. Le profil de poste est lié aux locaux de travail à bord du navire.

Exemple :

- timonerie
- bureau du navire
- salle de contrôle des machines
- atelier
- local de machines
- cuisine
- etc.

2.3 Pour chaque catégorie de poste, la période de travail est divisée en segments (i) correspondant aux locaux de travail. Une évaluation similaire devrait être effectuée pour les périodes de repos (les segments sont fondés sur les estimations du propriétaire/de l'exploitant/de l'employeur).

Exemple :

La journée entière d'un électricien peut être subdivisée comme suit :

i = 1	Atelier	=	T _i = 5 heures
i = 2	Salle de contrôle des machines	=	T _i = 2 heures
i = 3	Bureau du navire	=	T _i = 2 heures
i = 4	Local de machines	=	T _i = 1 heure
i = 5	Période de repos	=	T _i = 14 heures
Total		=	T _{total} = 24 heures

3 Calcul des niveaux d'exposition au bruit estimés

3.1 Sur la base du rapport de mesure du bruit et des périodes de travail et périodes de repos estimées pour chaque catégorie de poste, on peut calculer le niveau d'exposition au bruit. On part du principe que les limites de bruit applicables aux cabines et aux espaces récréatifs en vertu du présent Recueil ne seront pas dépassées. Il est recommandé, d'après le présent Recueil, d'utiliser des protecteurs antibruit bien sélectionnés. On considère que le niveau de bruit maximal aux oreilles des travailleurs portant des protecteurs antibruit n'est pas supérieur à 85 dB(A).

3.2 La contribution de chaque local au bruit est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$L_{ex,24h,i} = L_{Aeq,i} + 10 \log (T_i/T_0)$$

dans laquelle : T_i est la durée effective à bord pour chaque local

T₀ est la durée de référence 24 h

L_{Aeq,i} est le niveau de bruit continu équivalent pondéré A pour chaque local.

3.3 Le niveau d'exposition au bruit pondéré A est calculé comme suit à partir de la contribution de chaque espace au bruit :

$$L_{ex,24h} = 10 \log \left(\sum_{i=1}^n 10^{\frac{L_{ex,24h,i}}{10}} \right)$$

Exemple : Feuille de résultats

Catégorie de poste	Électricien	Emplacement/Local						
		Passerelle de navigation	Bureau du navire	Salle de contrôle des machines	Ateliers	Local de machines	Cuisine	Repos
Niveau de bruit continu équivalent pondéré A L _{Aeq,i} [dB(A)]		64	63	75	84	85	72	60
Durée / Séjour T _i [h]		0	2	2	5	1	0	14
Contribution au bruit L _{ex,24h,i} [dB]		0	52,2	64,2	77,2	71,2	0	57,7
Niveau d'exposition au bruit pondéré A L _{ex,24h} [dB]	78,3							

ANNEXE 1**RÉSOLUTION MSC.349(92)
(adoptée le 21 juin 2013)****CODE RÉGISSANT LES ORGANISMES RECONNUS**

LE COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MARITIME,

RAPPELANT l'article 28 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions du Comité,

RAPPELANT ÉGALEMENT la résolution A.739(18), intitulée "Directives pour l'habilitation des organismes agissant au nom de l'Administration", telle que modifiée par la résolution MSC.208(81), et la résolution A.789(19), intitulée "Spécifications définissant les fonctions des organismes reconnus agissant au nom de l'Administration en matière de visites et de délivrance des certificats", qui sont devenues obligatoires en vertu du chapitre XI-1 de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) (ci-après dénommée la "Convention SOLAS de 1974"), en vertu du chapitre I de l'Annexe I à l'Annexe B du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge (ci-après dénommé "le Protocole LL de 1988") et en vertu des Annexes I et II de la Convention MARPOL,

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire de mettre à jour les résolutions susmentionnées, de regrouper toutes les prescriptions applicables aux organismes reconnus dans un instrument unique de l'OMI à caractère obligatoire et de contribuer à mettre en œuvre de manière harmonisée et uniforme à l'échelle mondiale les prescriptions établies par les instruments de l'OMI pour l'évaluation et l'habilitation des organismes reconnus,

RECONNAISSANT AUSSI qu'il est nécessaire qu'un code établisse, dans la mesure où les législations nationales le permettent, une approche uniforme en vue d'aider les Administrations à s'acquitter des responsabilités qui leur incombent en matière de reconnaissance, d'habilitation et de surveillance de leurs organismes reconnus,

NOTANT les résolutions MSC.350(92) et MSC.356(92), par lesquelles il a adopté, notamment, les amendements à la Convention SOLAS de 1974 et au Protocole LL de 1988, respectivement, qui visent à rendre obligatoires les dispositions de la partie 1 et de la partie 2 du Code régissant les organismes reconnus en vertu de la Convention SOLAS de 1974 et du Protocole LL de 1988,

NOTANT ÉGALEMENT la résolution MEPC.237(65), par laquelle le Comité de la protection du milieu marin a adopté le Code régissant les organismes reconnus, dont l'application sera rendue obligatoire en vertu des Annexes I et II du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires,

AYANT EXAMINÉ le texte du projet de Code régissant les organismes reconnus à sa quatre-vingt-douzième session,

JUGEANT hautement souhaitable que le Code régissant les organismes reconnus rendu obligatoire en vertu de la Convention MARPOL, de la Convention SOLAS de 1974 et du Protocole LL de 1988 reste identique,

1. ADOPTE le Code régissant les organismes reconnus, dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. INVITE les Gouvernements contractants à la Convention SOLAS de 1974 et les Parties au Protocole LL de 1988 à noter que le Code régissant les organismes reconnus prendra effet le 1er janvier 2015, date d'entrée en vigueur des amendements respectifs à la Convention SOLAS de 1974 et au Protocole LL de 1988;
3. PRIE le Secrétaire général de transmettre des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte du Code régissant les organismes reconnus qui y est annexé à tous les Gouvernements contractants à la Convention SOLAS de 1974 et à toutes les Parties au Protocole LL de 1988;
4. PRIE EN OUTRE le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe à tous les Membres de l'Organisation qui ne sont ni des Gouvernements contractants à la Convention SOLAS de 1974 ni des Parties au Protocole LL de 1988;
5. RECOMMANDE aux gouvernements intéressés de se fonder sur les dispositions ayant valeur de recommandations qui sont énoncées dans la partie 3 du Code régissant les organismes reconnus pour établir les normes voulues, à moins que leurs règles nationales n'assurent au moins un degré de sécurité équivalent.

ANNEXE

CODE RÉGISSANT LES ORGANISMES RECONNUS**Table des matières**

PRÉAMBULE

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- 1 OBJET
- 2 PORTÉE
- 3 STRUCTURE
- 4 DÉLÉGATION DE POUVOIR
- 5 COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS
- 6 RÉFÉRENCES

PARTIE 2 – PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RECONNAISSANCE ET À L'HABILITATION
DES ORGANISMES

- 1 TERMINOLOGIE ET DÉFINITIONS
- 2 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES ORGANISMES RECONNUS
 - 2.1 Généralités
 - 2.2 Règles et règlements
 - 2.3 Indépendance
 - 2.4 Impartialité
 - 2.5 Intégrité
 - 2.6 Compétence
 - 2.7 Responsabilités
 - 2.8 Transparence
- 3 GESTION ET ORGANISATION
 - 3.1 Généralités
 - 3.2 Politique en matière de qualité, de sécurité et de prévention de la pollution
 - 3.3 Documents requis
 - 3.4 Manuel qualité
 - 3.5 Contrôle des documents
 - 3.6 Contrôle des registres
 - 3.7 Planification
 - 3.8 Organisation

- 3.9 Communication
 - 3.9.1 Communication interne
 - 3.9.2 Communication/coopération avec l'État du pavillon
 - 3.9.3 Coopération entre les organismes reconnus
- 3.10 Examen effectué par la direction
 - 3.10.1 Généralités
 - 3.10.2 Éléments à prendre en considération lors de l'examen
 - 3.10.3 Résultats de l'examen
- 4 RESSOURCES
 - 4.1 Généralités
 - 4.2 Personnel
 - 4.3 Infrastructure
 - 4.4 Milieu du travail
- 5 PROCESSUS DE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS ET DES SERVICES RÉGLEMENTAIRES
 - 5.1 Généralités
 - 5.2 Conception et mise au point
 - 5.3 Éléments à prendre en considération dans la conception et la mise au point
 - 5.4 Résultats de la conception et de la mise au point
 - 5.5 Vérification de la conception et de la mise au point
 - 5.6 Contrôle des modifications à apporter à la conception et à la mise au point
 - 5.7 Contrôle de la production et prestation de services
 - 5.8 Biens des clients
 - 5.9 Sous-traitance et prestataires de services
 - 5.10 Contrôle des dispositifs de surveillance continue et de mesure
 - 5.11 Plaintes
 - 5.12 Recours
- 6 MESURE, ANALYSE ET AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE
 - 6.1 Généralités
 - 6.2 Audit interne
 - 6.3 Audit contractuel vertical
 - 6.4 Suivi et évaluation des procédures
 - 6.5 Contrôle, suivi et mesure des défauts de conformité, y compris des déficiences réglementaires
 - 6.6 Amélioration
 - 6.6.1 Généralités
 - 6.6.2 Analyse des données
 - 6.6.3 Sources de renseignements
 - 6.6.4 Mesures correctives
 - 6.6.5 Mesures préventives

7 CERTIFICATION DU SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ

8 HABILITATION DES ORGANISMES RECONNUS

- 8.1 Généralités
- 8.2 Fondement juridique des fonctions faisant l'objet de l'habilitation
- 8.3 Spécification des pouvoirs délégués
- 8.4 Ressources
- 8.5 Instruments
- 8.6 Instructions
- 8.7 Registres

PARTIE 3 – CONTRÔLE DES ORGANISMES RECONNUS

1 OBJET

2 PORTÉE

3 RÉFÉRENCES

4 TERMINOLOGIE ET DÉFINITIONS

5 ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE CONTRÔLE

- 5.1 Contrôle
- 5.2 Supervision par l'État du pavillon des tâches déléguées à un organisme reconnu
- 5.3 Vérification et surveillance

6 PRINCIPES DE L'AUDIT

7 GESTION DU PROGRAMME DE CONTRÔLE

- 7.1 Généralités
- 7.2 Objectifs et portée d'un programme de contrôle
 - 7.2.1 Objectifs d'un programme de contrôle
 - 7.2.2 Portée d'un programme de contrôle
- 7.3 Responsabilités, ressources et procédures relatives dans le cadre d'un programme de contrôle
 - 7.3.1 Responsabilités dans le cadre d'un programme de contrôle
 - 7.3.2 Ressources du programme de contrôle
 - 7.3.3 Procédures du programme de contrôle
 - 7.3.4 Application du programme de contrôle
 - 7.3.5 Registres relatifs au programme de contrôle
- 7.4 Surveillance et examen du programme de contrôle

APPENDICE 1 – FORMATION ET QUALIFICATIONS REQUISES DU PERSONNEL TECHNIQUE DES ORGANISMES RECONNUS

- A1.1 DÉFINITIONS
- A1.2 CONDITIONS D'ADMISSION DES STAGIAIRES
- A1.3 MODULES
- A1.4 FORMATION THÉORIQUE DU PERSONNEL CHARGÉ DES VISITES ET DE L'APPROBATION DES PLANS
- A1.5 FORMATION PRATIQUE DU PERSONNEL CHARGÉ DES VISITES ET DE L'APPROBATION DES PLANS
 - A1.5.1 Généralités
 - A1.5.2 Personnel chargé de l'approbation des plans
 - A1.5.3 Personnel chargé des visites
 - A1.5.4 Examens et épreuves pour le personnel chargé des visites et de l'approbation des plans
 - A1.5.5 Personnel chargé des audits
- A1.6 QUALIFICATIONS
- A1.7 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE LA FORMATION
- A1.8 MAINTIEN À JOUR DES QUALIFICATIONS
- A1.9 SUIVI DES ACTIVITÉS
 - A1.9.1 Objet
 - A1.9.2 Suivi
 - A1.9.3 Méthode
 - A1.9.4 Comptes rendus
 - A1.9.5 Évaluation
 - A1.9.6 Mise en œuvre
- A1.10 FORMATION DU PERSONNEL D'APPUI
- A1.11 REGISTRES

APPENDICE 2 – SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX FONCTIONS DES ORGANISMES RECONNUS AGISSANT AU NOM DE L'ÉTAT DU PAVILLON EN MATIÈRE DE VISITES ET DE DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS

- A2.1 PORTÉE
- A2.2 DOMAINES COUVERTS PAR LES MODULES ÉLÉMENTAIRES
 - A2.2.1 Gestion
 - Module 1A : Fonctions de la direction
 - A2.2.2 Évaluation technique
 - Module 2A : Structure de la coque
 - Module 2B : Systèmes des machines
 - Module 2C : Compartimentage et stabilité
 - Module 2D : Lignes de charge
 - Module 2E : Jaugeage
 - Module 2F : Prévention de l'incendie à la construction
 - Module 2G : Matériel de sécurité
 - Module 2H : Prévention de la pollution par les hydrocarbures

Module 2I : Prévention de la pollution par les substances liquides nocives
 Module 2J : Radiocommunications
 Module 2K : Transport de produits chimiques dangereux en vrac
 Module 2L : Transport de gaz liquéfiés en vrac

A2.2.3 Visites

Module 3A : Fonctions liées à l'exécution des visites

A2.2.4 Qualifications et formation

Module 4A : Qualifications générales

Module 4B : Qualifications en matière de visites des installations radioélectriques

A2.3 SPÉCIFICATIONS CONCERNANT LES DIVERS CERTIFICATS

A2.3.1 Certificat de sécurité pour navire à passagers

Délivrance du certificat initial, visite de renouvellement

A2.3.2 Certificat de sécurité de construction pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites annuelles/intermédiaires et de renouvellement

A2.3.3 Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, périodiques et de renouvellement

A2.3.4 Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites périodiques et de renouvellement

A2.3.5 Délivrance du certificat requis aux termes du code international de Gestion de la sécurité

Délivrance du certificat initial, vérifications annuelles/intermédiaires et renouvellement du certificat

A2.3.6 Certificat international de franc-bord

Délivrance du certificat initial, visites annuelles et de renouvellement

A2.3.7 Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.8 Certificat international de prévention de la pollution liée au transport de substances liquides nocives en vrac

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.9 Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac

délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.10 Certificat international d'aptitude au transport de gaz liquéfiés en vrac

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.11 Certificat international de jaugeage (1969)
Délivrance du certificat initial

APPENDICE 3 – ÉLÉMENTS À INCLURE DANS UN ACCORD

PRÉAMBULE

Le Code régissant les organismes reconnus a été adopté par l'Organisation par les résolutions MSC.349(92) et MEPC.237(65).

Le présent Code :

- .1 fournit aux États du pavillon une norme qui permettra de garantir une application harmonisée et systématique au niveau mondial des prescriptions établies par les instruments de l'Organisation maritime internationale (OMI) pour l'évaluation et l'habilitation des organismes reconnus;
- .2 fournit aux États du pavillon un mécanisme harmonisé, transparent et indépendant à même de les aider à procéder de façon efficiente et efficace au contrôle des organismes reconnus; et
- .3 précise les responsabilités des organismes habilités à agir en tant qu'organismes reconnus au nom d'un État du pavillon, ainsi que la portée générale de cette habilitation.

PARTIE 1

GÉNÉRALITÉS

1 OBJET

Le présent Code constitue la norme internationale et l'instrument récapitulatif énonçant les critères minimaux sur la base desquels les organismes sont évalués en vue de leur reconnaissance, de leur habilitation et de l'élaboration de directives sur le contrôle par les États du pavillon.

2 PORTÉE

2.1 Le présent Code s'applique :

- .1 à tous les organismes qu'un État du pavillon envisage de reconnaître ou a reconnus pour qu'ils assurent en son nom la délivrance des certificats et les services réglementaires en vertu des instruments obligatoires de l'OMI et de la législation nationale; et
- .2 à tous les États du pavillon qui ont l'intention de reconnaître un organisme pour qu'il assure en leur nom la délivrance des certificats et les services réglementaires en vertu des instruments obligatoires de l'OMI.

2.2 Le présent Code établit :

- .1 les conditions qu'un organisme reconnu doit obligatoirement remplir pour être reconnu par un État du pavillon (partie 1);
- .2 les obligations qu'un organisme reconnu doit remplir lorsqu'il assure la délivrance des certificats et les services réglementaires au nom des États du pavillon qui l'ont habilité (partie 2);

- .3 les prescriptions obligatoires que les États du pavillon doivent respecter lorsqu'ils habilitent un organisme reconnu (partie 2); et
- .4 les directives pour le contrôle des organismes reconnus par l'État du pavillon (partie 3).

2.3 Le présent Code énonce les prescriptions relatives aux fonctions, à l'organisation et au contrôle applicables aux organismes reconnus procédant à la délivrance des certificats et assurant les services réglementaires en vertu des instruments obligatoires de l'OMI, lesquels incluent, sans toutefois s'y limiter, la Convention SOLAS, la Convention MARPOL et la Convention sur les lignes de charge.

2.4 Toutes les prescriptions du présent Code sont d'ordre général et applicables à tous les organismes reconnus, indépendamment de leur type et de leur taille et de la délivrance des certificats et des services réglementaires qu'ils assurent.

2.5 Les organismes reconnus soumis au présent Code ne doivent pas nécessairement offrir tous les types de délivrance des certificats et de services réglementaires et leur reconnaissance peut avoir une application limitée, à condition que les prescriptions du Code soient appliquées d'une manière compatible avec cette reconnaissance d'une portée limitée. Si une prescription quelconque du présent Code ne peut pas être appliquée en raison de la portée des services assurés par l'organisme reconnu, il faut l'indiquer clairement dans le système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu.

3 STRUCTURE

Le présent Code comporte trois parties. La partie 1 contient les dispositions générales. La partie 2 contient les prescriptions obligatoires applicables à l'État du pavillon et à l'organisme reconnu qui figurent déjà dans les instruments pertinents de l'OMI et les normes internationales applicables. La partie 3 contient des directives relatives au contrôle des organismes reconnus par les États du pavillon.

4 DÉLÉGATION DE POUVOIR

4.1 Un État du pavillon peut déléguer à un organisme reconnu comme satisfaisant aux dispositions du présent Code le pouvoir de procéder, en son nom, à la délivrance des certificats et aux services réglementaires en vertu des instruments de l'OMI et de sa législation nationale.

4.2 L'État du pavillon ne doit pas confier à l'organisme reconnu des fonctions dépassant ses capacités. À cet égard, l'État du pavillon doit tenir compte de l'appendice 2 du présent Code en ce qui concerne l'habilitation.

4.3 Les États du pavillon devraient coopérer les uns avec les autres en vue de s'assurer que les organismes reconnus auxquels ils délèguent pouvoir respectent les dispositions du présent Code.

5 COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

L'État du pavillon doit communiquer au Secrétaire général de l'OMI et déposer auprès de lui une liste des organismes reconnus, laquelle sera diffusée aux parties intéressées pour qu'elles puissent en informer leurs fonctionnaires, de même qu'une notification indiquant les responsabilités et conditions particulières du pouvoir délégué aux organismes reconnus.

6 RÉFÉRENCES

Le présent Code est fondé sur les documents de référence suivants :

- .1 instruments obligatoires de l'OMI et directives et recommandations de l'OMI (c'est-à-dire codes, recueils, directives et normes recommandées par l'Organisation);
- .2 norme ISO 9000:2005, Systèmes de management de la qualité – Principes essentiels et vocabulaire;
- .3 norme ISO 9001:2008, Systèmes de management de la qualité – Exigences;
- .4 norme ISO/CEI 17020:1998, Critères généraux pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection;
- .5 norme ISO 19011:2002, Lignes directrices pour l'audit des systèmes de management de la qualité et/ou le management environnemental;
- .6 prescriptions relatives au système de gestion de la qualité de l'Association internationale des sociétés de classification (IACS); et
- .7 législation nationale.

PARTIE 2

PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RECONNAISSANCE ET À L'HABILITATION DES ORGANISMES

1 TERMINOLOGIE ET DÉFINITIONS

1.1 *Organisme reconnu* désigne un organisme qui a été évalué par un État du pavillon et été jugé conforme à la présente partie du Code régissant les organismes reconnus.

1.2 *Habilitation* désigne la délégation de pouvoir à un organisme reconnu pour qu'il assure la délivrance des certificats et les services réglementaires au nom d'un État du pavillon de la manière décrite dans l'accord ou arrangement juridique équivalent en tenant compte des "Éléments à inclure dans un Accord" indiqués à l'appendice 3 du présent Code.

1.3 *Délivrance des certificats et services réglementaires* désigne les certificats délivrés et les services assurés en vertu des lois et règlements établis par le gouvernement d'un État souverain. *Cela inclut* l'examen des plans, les visites et/ou l'audit aboutissant à la délivrance, ou appuyant la délivrance, d'un certificat par un État du pavillon ou en son nom qui atteste du respect des prescriptions énoncées dans une convention internationale ou dans la législation nationale. Cela inclut la délivrance de certificats par un organisme reconnu par l'État du pavillon conformément aux dispositions de la règle XI-1/1 de la Convention SOLAS et peut incorporer l'attestation de la conformité aux prescriptions de l'organisme reconnu relatives à la structure, aux machines et aux installations électriques en vertu des termes de l'accord de reconnaissance qu'il a conclu avec l'État du pavillon.

1.4 *Évaluation* désigne toute activité visant à déterminer que l'entité évaluée satisfait aux prescriptions des règles et réglementations pertinentes.

1.5 *Parties intéressées* désigne toute personne ou entité juridique qui peut démontrer un intérêt justifié dans le processus de visites et de délivrance des certificats et inclut notamment les clients de l'organisme reconnu, les propriétaires de navires, les exploitants ou, les constructeurs de navires, les fabricants de matériel, les intérêts ou associations du secteur maritime, les intérêts ou associations des assurances maritimes, les associations commerciales, les organes réglementaires publics ou d'autres services publics et les organisations non gouvernementales.

1.6 *Emplacement* désigne un endroit d'où sont effectuées et gérées les visites ou bien où l'approbation des plans est effectuée ou encore d'où sont gérées les procédures.

1.7 *Site* désigne l'endroit où l'inspecteur est basé pour remplir un contrat particulier ou une série de contrats, y compris, sans toutefois s'y limiter, un port, un chantier naval, une entreprise et une compagnie. Tous les services de délivrance des certificats et services réglementaires sur les sites doivent être contrôlés par un emplacement.

1.8 *Audit contractuel vertical* désigne un audit spécifique, en vertu d'un contrat/ordre, des processus de production, y compris la présence en tant que témoin lors d'une visite, d'un audit ou d'une approbation de plans en cours, et, s'il y a lieu, des sous-processus pertinents. Un audit contractuel vertical est effectué à un emplacement ou dans un site (poste de visites/bureau d'approbation/site) en vue de vérifier que les prescriptions pertinentes sont appliquées correctement lors de l'exécution des services à assurer pour les tâches spécifiques décrites dans ce contrat/cet ordre, y compris leurs interactions (les sous-processus pertinents incluent par exemple des visites partielles précédentes ou des processus de mesure d'épaisseur par ultrasons lors de la visite). L'audit contractuel vertical de l'approbation des plans peut être effectué pour des tâches terminées.

2 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES ORGANISMES RECONNUS

2.1 Généralités

Un État du pavillon délègue pouvoir à un organisme sous réserve de la confirmation que cet organisme est capable de démontrer qu'il a la capacité d'assurer des services de haute qualité et qu'il satisfait aux prescriptions du présent Code et de la législation nationale applicable.

2.2 Règles et règlements

L'organisme reconnu doit établir, publier et tenir systématiquement à jour ses règles ou règlements, une version devant être en anglais, relatifs à la conception et la construction des navires, y compris la délivrance des certificats, et de leurs systèmes techniques essentiels connexes et doivent aussi mettre en place une capacité de recherche satisfaisante pour que les critères publiés soient mis à jour de manière appropriée.

2.3 Indépendance

L'organisme reconnu et son personnel ne doivent pas mener des activités risquant d'être incompatibles avec leur indépendance de jugement et leur intégrité en ce qui concerne la délivrance des certificats et l'exécution des services réglementaires. L'organisme reconnu et son personnel chargé d'assurer la délivrance des certificats et les services réglementaires ne doivent pas être le concepteur, le fabricant, le fournisseur, l'installateur, l'acquéreur, le

propriétaire, l'utilisateur ou le responsable de l'entretien de l'élément faisant l'objet de la délivrance d'un certificat et de services réglementaires, ni le représentant autorisé de l'une quelconque de ces parties. L'organisme reconnu ne doit pas être nettement tributaire d'une entreprise commerciale pour ses recettes.

2.4 Impartialité

2.4.1 Le personnel des organismes reconnus ne doit être soumis à aucune pression risquant d'affecter son jugement lorsqu'il assure la délivrance des certificats et des services réglementaires. Des procédures doivent être mises en place pour éviter que des personnes ou organisations extérieures à l'organisme n'influencent les résultats des services assurés.

2.4.2 Tous les clients potentiels doivent avoir accès, sans conditions financières ou d'un autre ordre excessives, aux services qu'assure l'organisme reconnu en matière de délivrance des certificats et autres services réglementaires. Les procédures en vertu desquelles l'organisme reconnu agit doivent être administrées sans discrimination.

2.5 Intégrité

L'organisme reconnu doit se conformer aux principes de déontologie, lesquels doivent être énoncés dans un code déontologique. Ce code déontologique doit reconnaître les responsabilités inhérentes à la délégation de pouvoir pour qu'elles incluent la garantie de la bonne exécution des services.

2.6 Compétence

L'organisme reconnu doit assurer la délivrance des certificats et les services réglementaires en utilisant des inspecteurs et des auditeurs qui ont les qualifications, la formation et l'autorisation voulues pour exécuter toutes les tâches et activités incombant à leur employeur dans les limites de leurs obligations professionnelles.

2.7 Responsabilités

L'organisme reconnu doit définir et consigner par écrit les responsabilités, les pouvoirs et les qualifications du personnel dont le travail influence la qualité de ses services, ainsi que les relations entre les membres de ce personnel.

2.8 Transparence

2.8.1 La transparence est le reflet du principe de la consultation ou de la divulgation de tous les renseignements relatifs à la délivrance des certificats et aux services réglementaires assurés par l'organisme reconnu au nom d'un État du pavillon.

2.8.2 Les organismes reconnus doivent communiquer à l'État du pavillon les renseignements décrits dans la section concernant la communication/coopération avec l'État du pavillon.

2.8.3 Les renseignements sur le statut des navires auxquels les organismes reconnus ont délivré des certificats doivent être à la disposition du public.

3 GESTION ET ORGANISATION

3.1 Généralités

L'organisme reconnu doit, en tenant compte des dispositions du présent Code, élaborer et appliquer un système de gestion de la qualité et doit en améliorer continuellement l'efficacité.

3.2 Politique en matière de qualité, de sécurité et de prévention de la pollution

L'organisme reconnu doit définir et consigner par écrit sa politique et ses objectifs, ainsi que son engagement, en matière de qualité, de sécurité et de prévention de la pollution. En particulier, la direction de l'organisme reconnu doit :

- .1 s'assurer que la politique et les objectifs sont définis;
- .2 s'assurer que la politique et les objectifs correspondent aux buts de l'organisme;
- .3 communiquer la politique et les objectifs, y compris les dispositions applicables à la délivrance des certificats et aux services réglementaires, à l'organisme et s'assurer qu'ils sont bien compris au sein de l'organisme;
- .4 s'assurer que les ressources disponibles sont suffisantes;
- .5 inclure un engagement à satisfaire à toutes les prescriptions applicables et à améliorer continuellement l'efficacité du système de gestion de la qualité;
- .6 effectuer des contrôles de la gestion, ce qui inclut un cadre pour l'examen des objectifs en matière de qualité; et
- .7 passer en revue la politique et les objectifs en matière de qualité et le système de gestion de la qualité pour s'assurer qu'ils restent valables.

3.3 Documents requis

3.3.1 La documentation relative au système de gestion de la qualité doit comprendre :

- .1 une politique et des objectifs en matière de qualité;
- .2 un manuel qualité (se reporter à la section 3.4);
- .3 les procédures et les registres prescrits par le présent Code et la législation nationale de l'État du pavillon accordant la reconnaissance;
- .4 les procédures garantissant l'efficacité de la planification, du fonctionnement et du contrôle des processus de l'organisme reconnu;
- .5 les règles et règlements applicables aux domaines dans lesquels l'organisme reconnu a été habilité;
- .6 la liste des navires, pour lesquels des services de délivrance des certificats réglementaires et autres services réglementaires sont fournis;

- .7 les autres procédures documentées qui sont jugées nécessaires (y compris toutes circulaires ou lettres qui donnent aux inspecteurs et au personnel administratif des renseignements à jour sur les questions de classification, les questions réglementaires et autres sujets connexes);
- .8 les spécifications et diagrammes définissant ou complétant les processus des services; et
- .9 les rapports pro forma, listes de contrôle et certificats pertinents pour les activités visées par la certification.

3.3.2 Il y aussi des documents extérieurs qui intéressent le système de gestion de la qualité, par exemple :

- .1 les normes nationales et internationales nécessaires pour les activités régies par le présent instrument;
- .2 les conventions et résolutions de l'OMI;
- .3 les règles et normes maritimes nationales pertinentes pour l'habilitation de l'organisme reconnu;
- .4 les documents et données soumis à l'organisme reconnu pour vérification et/ou approbation; et
- .5 la correspondance particulière que l'organisme reconnu a décrété avoir un caractère important.

3.4 Manuel qualité

L'organisme reconnu doit établir et tenir à jour un manuel qualité qui inclue :

- .1 la portée du système de gestion de la qualité, y compris une description détaillée et la justification de toute exclusion;
- .2 la déclaration de la direction au sujet de sa politique et ses objectifs en matière de qualité et de son engagement qualité;
- .3 la description des domaines d'activités et de compétence de l'organisme reconnu;
- .4 des renseignements généraux sur l'organisme et son siège social (nom, adresse, numéro de téléphone, etc., et statut juridique);
- .5 des renseignements au sujet de la relation entre l'organisme reconnu et l'organisation dont il dépend ou à laquelle il est affilié (le cas échéant);
- .6 les organigrammes;
- .7 la déclaration de la direction désignant une personne responsable pour le système de gestion de la qualité de l'organisme;
- .8 les descriptions d'emploi pertinentes;

- .9 une déclaration de principes sur les qualifications et la formation du personnel;
- .10 les procédures documentées mises en place pour le système de gestion de la qualité ou une référence à ces procédures;
- .11 une description de l'interaction entre les processus du système de gestion de la qualité; et
- .12 une description de tous les autres documents requis par le système de gestion de la qualité.

3.5 Contrôle des documents

3.5.1 Les documents requis par le système de gestion de la qualité doivent être contrôlés. Le contrôle des documents doit s'appliquer à tout type de documents, y compris, sans toutefois s'y limiter, les moyens électroniques et les applications informatiques dans lesquelles lesdits moyens électroniques peuvent compromettre la fiabilité du système ou des données enregistrées.

3.5.2 Une procédure documentée doit être établie afin de définir les contrôles qui sont nécessaires pour :

- .1 approuver les documents afin de vérifier qu'ils sont exacts avant de les diffuser;
- .2 passer en revue les documents et les mettre à jour s'il y a lieu et les approuver à nouveau;
- .3 s'assurer que les modifications et l'état actuel de révision des documents sont indiqués;
- .4 s'assurer que les versions pertinentes des documents applicables sont disponibles là où les documents sont utilisés;
- .5 s'assurer que les documents restent lisibles et facilement identifiables;
- .6 s'assurer que les documents extérieurs jugés nécessaires par l'organisme pour la planification et le fonctionnement du système de gestion de la qualité sont identifiés et que leur diffusion est contrôlée; et
- .7 empêcher toute utilisation non intentionnelle de documents caducs et les identifier comme tels s'ils sont conservés dans un but quelconque.

3.6 Contrôle des registres

3.6.1 Les registres doivent être tenus pour fournir les preuves de la conformité aux prescriptions du présent Code et du fonctionnement efficace du système de gestion de la qualité et ils doivent être contrôlés.

3.6.2 L'organisme reconnu doit mettre en place une procédure documentée pour définir les contrôles requis en vue d'identifier, de stocker, de protéger et de retrouver les registres mais aussi pour déterminer leur période de validité et les éliminer. Ces registres doivent être lisibles, faciles à identifier et accessibles.

3.6.3 L'organisme reconnu doit veiller à ce que les registres soient tenus, démontrant le respect des normes requises pour les éléments sur lesquels ont porté la délivrance de certificats et des services réglementaires fournis, ainsi que le fonctionnement efficace du système de gestion de la qualité. Les registres autres que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 3.6.4.2 doivent être conservés au moins pendant la période pendant laquelle des services de délivrance des certificats et autres services réglementaires sont fournis. Les registres indiqués au paragraphe 3.6.4.2 pour un navire doivent être conservés pendant au moins trois ans au-delà de la période pendant laquelle l'organisme reconnu a assuré la délivrance des certificats et les services réglementaires ou pendant une période plus longue précisée dans l'accord conclu entre l'État du pavillon et l'organisme reconnu.

3.6.4 Les registres doivent inclure au moins ceux qui intéressent :

- .1 l'élaboration de règles et règlements et les recherches connexes;
- .2 l'application des règles et règlements et prescriptions réglementaires par le biais de :
 - .1 la vérification et/ou l'approbation de documents et/ou de plans afférents à la conception;
 - .2 l'approbation et l'inspection de matériel et d'équipement;
 - .3 la visite en cours de construction et d'installation;
 - .4 la visite en cours de service; et
 - .5 la délivrance de certificats;
- .3 la liste des navires; et
- .4 tous les autres registres requis par le système de gestion de la qualité et toutes prescriptions supplémentaires établies par l'État du pavillon accordant la reconnaissance.

3.7 Planification

3.7.1 L'organisme reconnu doit veiller à ce que les objectifs en matière de qualité, y compris ceux qui sont nécessaires pour satisfaire aux prescriptions relatives à la délivrance des certificats et aux services réglementaires soient définis aux fonctions et aux niveaux pertinents au sein de l'organisme.

3.7.2 Les objectifs en matière de qualité doivent être mesurables et compatibles avec la politique qualité.

3.7.3 L'organisme reconnu doit effectuer la planification en tenant compte des éléments énumérés ci-dessous et doit en utiliser les résultats pour évaluer l'efficacité des normes et procédures qu'il applique et leur impact sur la sauvegarde de la vie humaine et des biens et sur le milieu marin :

- .1 que la planification du système de gestion de la qualité est effectuée dans le but de satisfaire aux prescriptions des instruments obligatoires de l'OMI, y compris, sans toutefois s'y limiter, les dispositions du présent Code, de son système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu et de la législation nationale de l'État du pavillon qui habilite l'organisme;

- .2 que l'intégrité du système de gestion de la qualité est préservée quand une modification du système de gestion de la qualité est prévue et appliquée;
- .3 que les besoins et attentes des clients et autres parties intéressées sont pris en considération, par exemple les informations en retour de l'OMI, des États du pavillon et des associations du secteur;
- .4 l'efficacité des services sur la base des données statistiques du contrôle par l'État du port, des accidents, de l'évolution des pertes et des renseignements en retour des utilisateurs internes et externes;
- .5 la performance des processus du système de gestion de la qualité sur la base des renseignements en retour des audits internes, des défauts de conformité et des observations internes;
- .6 les enseignements tirés de l'expérience, à la suite d'un examen des rapports de visites, des enquêtes sur les accidents ou des sources externes; et
- .7 d'autres sources de renseignements qui mettent en lumière les possibilités d'amélioration.

3.7.4 L'organisme reconnu doit déterminer et planifier les procédures requises dans le cadre du système de gestion de la qualité et définir comment ces procédures s'enchaînent et interagissent.

3.7.5 L'organisme reconnu doit déterminer les prescriptions à respecter et les critères permettant de garantir tant l'application que le contrôle des procédures, y compris les critères d'acceptation, et doit évaluer les ressources nécessaires.

3.7.6 L'organisme reconnu doit planifier et mettre au point les procédures requises pour assurer la délivrance des certificats et des services réglementaires. La planification de ces activités doit être compatible avec les prescriptions relatives aux autres procédures du système de gestion de la qualité.

3.7.7 Lors de la planification de la délivrance des certificats et des services réglementaires, l'organisme reconnu doit déterminer ce qui suit, selon qu'il convient :

- .1 les objectifs et les exigences en matière de qualité pour la délivrance des certificats et l'exécution des services réglementaires;
- .2 la nécessité d'établir des procédures et de les documenter, ainsi que d'allouer des ressources spécifiques à l'activité;
- .3 les activités nécessaires en matière de vérification, validation, suivi, mesure, inspection et essai, ainsi que les critères d'acceptation correspondants; et
- .4 les registres nécessaires pour apporter la preuve que la délivrance des certificats et les services réglementaires satisfont aux prescriptions du système de gestion de la qualité, aux prescriptions énoncées dans le présent Code et la législation nationale de l'État du pavillon accordant la reconnaissance.

3.7.8 Le résultat de cette planification doit se présenter sous une forme adaptée à la structure et au mode opératoire de l'organisme reconnu. Le résultat de cette planification devrait considérer :

- .1 la responsabilité et le pouvoir d'améliorer les plans;
- .2 les aptitudes et connaissances nécessaires;
- .3 les approches, la méthodologie et les outils à utiliser pour les améliorations;
- .4 les ressources requises;
- .5 la planification alternative nécessaire;
- .6 les indicateurs pour les objectifs de performance; et
- .7 le besoin de documents et de registres.

3.8 Organisation

3.8.1 La taille, la structure, l'expérience et les compétences relatives de l'organisme reconnu doivent être en rapport avec le type et le degré de pouvoir que l'État du pavillon lui a délégués en matière de délivrance des certificats et de services réglementaires.

3.8.2 L'organisme reconnu doit démontrer qu'il a les compétences techniques, administratives et de gestion et les capacités voulues pour assurer la fourniture de services de qualité en temps voulu.

3.8.3 L'organisme reconnu doit nommer un membre de sa direction qui, quelles que soient ses autres responsabilités, ait notamment la responsabilité et le pouvoir de :

- .1 veiller à ce que les procédures nécessaires au système de gestion de la qualité soient établies, appliquées et tenues à jour;
- .2 s'assurer que les procédures requises pour exécuter efficacement la délivrance des certificats et les services réglementaires sont établies, appliquées et tenues à jour;
- .3 rendre compte à la haute direction de la performance du système de gestion de la qualité, de l'exécution de la délivrance des certificats et des services réglementaires et des éventuelles améliorations nécessaires; et
- .4 veiller à promouvoir la connaissance de toutes les prescriptions dans l'ensemble de l'organisme reconnu.

3.8.4 L'organisme reconnu doit veiller à ce que les responsabilités et les pouvoirs soient définis et connus au sein de l'organisme reconnu.

3.9 Communication

3.9.1 Communication interne

L'organisme reconnu doit s'assurer que des procédures de communication appropriées sont établies en son sein et que la communication concernant l'efficacité du système de gestion de la qualité et de la délivrance des certificats et de l'exécution des services réglementaires fournis.

3.9.2 Communication/coopération avec l'État du pavillon

3.9.2.1 L'organisme reconnu doit mettre en place des procédures de communication appropriées avec l'État du pavillon l'ayant habilité qui visent notamment ce qui suit :

- .1 les renseignements spécifiés par l'État du pavillon en matière d'habilitation;
- .2 la classification des navires (attribution de classe, changements et retraits), selon le cas;
- .3 les cas dans lesquels un navire n'était pas apte à tous égards à prendre la mer sans danger pour lui-même ou pour les personnes à bord ou présentait une menace éventuelle de dommage pour le milieu marin;
- .4 les renseignements au sujet de toutes les visites en retard, toutes les recommandations restées sans suivi ou des conditions de classe en souffrance, des conditions d'exploitation et restrictions imposées en matière d'exploitation à leurs navires classés qui doivent être fournis à l'État du pavillon l'ayant habilité qui les demande; et
- .5 d'autres renseignements spécifiés par l'État du pavillon l'ayant habilité.

3.9.2.2 L'organisme reconnu doit permettre à l'État du pavillon de participer à l'élaboration de ses règles et/ou règlements.

3.9.2.3 L'organisme reconnu doit définir, proposer et, si l'État du pavillon est d'accord, mettre en place des arrangements efficaces pour communiquer avec un État du pavillon au sujet :

- .1 des requêtes, des contrats ou autres documents, y compris leur modification; et
- .2 des informations en retour de l'État du pavillon, y compris les questions de conformité en rapport avec la délivrance des certificats et les services réglementaires.

3.9.3 Coopération entre les organismes reconnus

3.9.3.1 Dans le cadre établi par l'État du pavillon, les organismes reconnus doivent coopérer entre eux et faire part de leur expérience pertinente à d'autres organismes reconnus en vue de normaliser les moyens de délivrer les certificats réglementaires et de fournir les services réglementaires à l'État du pavillon, selon le cas.

3.9.3.2 Dans le cadre établi par un État du pavillon ou un groupe d'États du pavillon, les organismes reconnus par cet État ou ces États doivent mettre en place et assurer le maintien de procédures appropriées en matière de coopération technique et de sécurité au sujet de la délivrance des certificats et des services réglementaires qui peuvent affecter la validité de certificats délivrés par d'autres organismes reconnus, soit en totalité soit en partie, pour le compte dudit État ou desdits États du pavillon. Les États du pavillon doivent s'efforcer de coopérer entre eux afin de garantir, dans toute la mesure du possible, la compatibilité de leurs cadres respectifs.

3.9.3.3 Aucun État du pavillon ne doit imposer à ses organismes reconnus d'appliquer aux navires autres que ceux qui sont autorisés à battre son pavillon une prescription quelconque relative à leurs règles de classification, spécifications et procédures ou à l'exécution d'autres processus de délivrance des certificats réglementaires qui soit plus rigoureuse que les prescriptions des conventions et des instruments obligatoires de l'OMI.

3.9.3.4 Si la délivrance d'un certificat à un navire est transférée d'un organisme reconnu à un autre, l'ancien organisme doit, sans retard injustifié, fournir au nouvel organisme le dossier du navire et, en particulier, l'informer de ce qui suit :

- .1 toutes les visites en retard;
- .2 toutes les recommandations restées sans suivi et conditions de classification en souffrance;
- .3 les conditions imposées à l'exploitation du navire;
- .4 les restrictions imposées à l'exploitation du navire; et
- .5 des données techniques, dessins, plans et documents, compte tenu des directives pertinentes élaborées par l'Organisation¹.

3.9.3.5 Le nouvel organisme ne peut délivrer de nouveaux certificats au navire qu'une fois que toutes les visites en retard ont été achevées de manière concluante et que toutes les recommandations ou conditions de classification inobservées qui avaient été établies à l'égard du navire ont été appliquées de la manière indiquée par l'ancien organisme.

3.9.3.6 Dans le mois qui suit la délivrance des certificats, le nouvel organisme doit aviser l'ancien organisme de la date de délivrance de ces certificats et confirmer la date, le lieu et les mesures prises pour exécuter chaque visite qui était en retard et pour donner suite à chaque recommandation et condition de classification qui était restée sans suivi.

3.9.3.7 Les organismes reconnus doivent établir et appliquer des prescriptions communes appropriées en ce qui concerne les cas de transfert de la délivrance des certificats d'un navire dans lesquels des précautions spéciales sont nécessaires. Ces cas doivent, au minimum, inclure la délivrance de certificats aux navires âgés de 15 ans ou plus et le transfert d'un navire d'un organisme non reconnu par l'État du pavillon du navire.

3.10 Examen effectué par la direction

3.10.1 Généralités

La direction d'un organisme reconnu doit examiner son système de gestion de la qualité, y compris la performance de cet organisme reconnu en matière de délivrance des certificats et des services réglementaires, à des intervalles prédéterminées qui ne dépassent pas 13 mois pour s'assurer qu'il est toujours approprié, satisfaisant et efficace. Cet examen doit comporter une évaluation des améliorations qui seraient possibles et des modifications qu'il serait nécessaire d'apporter au système de gestion de la qualité, y compris la politique qualité et les objectifs en matière de qualité.

¹ MSC-MEPC.5/Circ.2 - Directives destinées à permettre aux Administrations de garantir le transfert adéquat des questions de classement entre organismes reconnus.

3.10.2 Éléments à prendre en considération lors de l'examen

Les éléments à prendre en considération lors de l'examen de la gestion sont notamment les suivants :

- .1 les résultats des audits;
- .2 les retours d'information des parties intéressées;
- .3 l'exécution des procédures et le respect uniforme des prescriptions réglementaires;
- .4 l'état des mesures préventives et correctives;
- .5 les mesures prises pour donner suite aux examens de la gestion précédents;
- .6 les modifications qui pourraient affecter le système de gestion de la qualité; et
- .7 les recommandations visant à apporter des améliorations.

Les conclusions des examens de la gestion qui contiennent des renseignements intéressant les objectifs de qualité, les plaintes de clients et le suivi des activités au sein de l'organisme reconnu doivent être prises en considération lors de l'examen de la haute direction.

3.10.3 Résultats de l'examen

3.10.3.1 Les résultats de l'examen de la gestion comprennent toutes les décisions et mesures se rapportant à ce qui suit :

- .1 l'amélioration de l'efficacité du système de gestion de la qualité et de ses procédures;
- .2 l'amélioration des services par rapport aux prescriptions énoncées dans l'accord d'habilitation; et
- .3 les ressources requises.

3.10.3.2 La haute direction doit veiller à documenter les résultats de son examen du système de gestion de la qualité, y compris les objectifs de qualité en découlant, et à les diffuser dans tout l'organisme de manière appropriée.

3.10.3.3 Des comptes rendus des examens de la gestion doivent être conservés.

4 RESSOURCES

4.1 Généralités

4.1.1 L'organisme reconnu doit déterminer et fournir les ressources voulues pour assurer les fonctions techniques, administratives et de visites nécessaires pour exécuter les tâches confiées, de même que les ressources nécessaires pour appliquer le système de gestion de la qualité et en améliorer continuellement l'efficacité, ainsi que pour améliorer la délivrance des certificats réglementaires et les services réglementaires dont il a été chargé.

4.1.2 L'organisme reconnu doit être en mesure de justifier qu'il a une grande expérience en matière d'évaluation de la conception, de la construction et de l'équipement des navires et qu'il est capable d'exécuter efficacement la délivrance des certificats et les services réglementaires pour le compte de l'État du pavillon.

4.1.3 L'organisme reconnu doit être capable :

- .1 d'assurer la publication et le suivi systématique des règles et/ou règlements applicables à la conception, la construction et la certification des navires et à leurs systèmes techniques essentiels connexes, ainsi que la fourniture de capacités de recherche adéquates pour garantir une mise à jour appropriée des critères publiés; l'organisme reconnu doit tenir une version à jour de ces publications en anglais; et
- .2 de permettre aux représentants de l'État du pavillon et autres parties intéressées de participer à l'élaboration de ses règles et/ou règlements.

4.2 Personnel

4.2.1 L'organisme reconnu doit être doté en permanence d'un personnel de gestion, technique, d'appui et de recherche dont les effectifs soient en rapport avec la taille de la flotte des navires qu'il a classés, sa composition et son implication dans la construction, la réparation et la transformation des navires. L'organisme reconnu doit être capable d'assigner à chaque lieu de travail, chaque fois que cela est nécessaire, les moyens et le personnel voulus pour les tâches à effectuer conformément aux prescriptions du présent Code et à celles de l'État du pavillon.

4.2.2 La direction d'un organisme reconnu doit avoir la compétence, les moyens et la capacité d'organiser, de gérer et de contrôler la performance de la délivrance des certificats et des services réglementaires en vue de vérifier que les prescriptions relatives aux tâches déléguées sont respectées et doit notamment :

- .1 posséder un nombre suffisant de personnes compétentes pour la supervision, l'évaluation technique et les visites;
- .2 élaborer et mettre à jour les procédures et consignes appropriées;
- .3 tenir à jour les documents concernant l'interprétation des instruments pertinents,
- .4 offrir un appui technique et administratif au personnel d'exécution; et
- .5 examiner les rapports de visites et les lettres d'approbation des plans pour vérifier qu'ils sont exacts et satisfont aux prescriptions et pour fournir en retour des données d'expérience en vue d'une amélioration constante.

4.2.3 L'organisme reconnu doit être doté d'un personnel qualifié assurant les services requis qui reflète une représentation géographique satisfaisante et une représentation locale si elle est requise.

4.2.4 L'organisme reconnu doit assurer la délivrance de certificats et les services réglementaires en n'utilisant que des inspecteurs et auditeurs exclusifs, c'est-à-dire des personnes qui ne soient employées que par l'organisme et soient dûment qualifiées, formées

et habilitées à exercer toutes les fonctions et activités qui incombent à leur employeur, dans les limites de leurs obligations professionnelles. Tout en demeurant responsable de la délivrance de certificats au nom de l'État du pavillon, l'organisme reconnu peut sous-traiter des visites des installations radioélectriques à des inspecteurs non exclusifs, conformément aux dispositions pertinentes figurant dans la section 5.9 de la partie 2 du présent Code.

4.2.5 Le personnel de l'organisme reconnu qui délivre des certificats réglementaires et exécute les services réglementaires dont il a été chargé doit avoir au minimum un niveau d'instruction générale attesté par :

- .1 un diplôme d'un établissement d'enseignement supérieur dans un domaine approprié de la mécanique ou des sciences physiques (programme de deux ans au minimum); ou
- .2 un diplôme d'un établissement maritime ou d'une école navale et une expérience appropriée acquise en mer en qualité d'officier breveté; et
- .3 avoir une connaissance de l'anglais qui soit en rapport avec ses fonctions de délivrance de certificats et services réglementaires.

4.2.6 Les autres membres du personnel qui participent à l'exécution des travaux réglementaires doivent recevoir un degré d'instruction, une formation et un encadrement qui soient en rapport avec les tâches qu'ils sont habilités à effectuer.

4.2.7 L'organisme reconnu doit avoir établi un système bien défini pour le suivi des qualifications du personnel, y compris la mise à jour continue de ses connaissances compte tenu des tâches qu'il est habilité à effectuer. Ce système doit comprendre des cours de formation appropriés qui portent notamment sur les instruments internationaux et les procédures appropriées en matière de délivrance des certificats et des services réglementaires, ainsi qu'une formation pratique par petits groupes. Il doit prévoir la délivrance d'un document attestant que la formation requise a été suivie avec succès. Il faut au minimum satisfaire aux dispositions des appendices 1 et 2.

4.3 Infrastructure

4.3.1 L'organisme reconnu doit déterminer, mettre en place et entretenir l'infrastructure dont il a besoin pour assurer la délivrance des certificats et les services réglementaires conformément aux prescriptions des instruments obligatoires de l'OMI. Cette infrastructure comprend, selon le cas :

- .1 les bâtiments, les zones de travail et les installations associées;
- .2 les équipements (tant logiciels que matériels) associés aux activités; et
- .3 les services d'appui, y compris, sans toutefois s'y limiter, les moyens de transport et de communication et les systèmes de formation et d'information.

4.3.2 Les systèmes (matériel et logiciel) fournis à l'inspecteur doivent être identifiés et la formation nécessaire pour les utiliser doit être dispensée et documentée. Il faudrait accorder une attention spéciale au cas dans lequel un inspecteur travaille à domicile.

4.4 Milieu du travail

4.4.1 L'organisme reconnu doit être convaincu que le milieu de travail est sûr et efficace pour exécuter la délivrance des certificats et les services réglementaires. Bien que les conditions de ce milieu ne soient certes pas le fait de l'organisme reconnu, les conditions environnementales dans lesquelles il sera permis d'effectuer la visite devront être indiquées clairement au client avant le début de la visite.

4.4.2 L'organisme reconnu doit déterminer les procédures de travail requises pour que la délivrance des certificats et les services réglementaires soient assurés de façon sûre et efficace. Une formation en matière de sécurité individuelle doit être dispensée au personnel et être bien définie.

4.4.3 Les prescriptions relatives à l'équipement de protection individuelle à utiliser durant la délivrance des certificats et les services réglementaires, ainsi que les procédures relatives à la sécurité individuelle des inspecteurs sur leur lieu de travail, doivent être établies et bien définies.

5 PROCESSUS D'EXÉCUTION DE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS ET DE SERVICES RÉGLEMENTAIRES

5.1 Généralités

Il faudrait reconnaître qu'assurer la délivrance des certificats et des services réglementaires est un processus d'exécution permettant à l'État du pavillon et à l'organisme reconnu de mener des activités de vérification du respect des dispositions et ne concerne pas la conception ou l'équipement du navire.

5.2 Conception et mise au point

5.2.1 L'organisme reconnu doit planifier et contrôler la conception et la mise au point des processus d'exécution de la délivrance des certificats et de services réglementaires. Lors de cette planification, l'organisme doit définir :

- .1 les étapes de la conception et de la mise au point;
- .2 les activités d'examen, de vérification et de validation qui sont indiquées à chaque étape de la conception et de la mise au point du service; et
- .3 les responsabilités et la délégation de pouvoir en matière de conception et de mise au point.

5.2.2 L'organisme reconnu doit permettre aux représentants de l'État du pavillon et aux parties intéressées de participer à l'élaboration de ses règles, procédures et/ou règlements, et surtout au processus d'examen avant finalisation.

5.2.3 L'organisme reconnu doit inclure dans ses règles et/ou procédures :

- .1 les prescriptions spécifiées et communiquées aux organismes reconnus par l'État du pavillon, en particulier en ce qui concerne la délivrance des certificats et les services réglementaires²; et

² Se reporter au Code d'application des instruments obligatoires de l'OMI, 2011, adopté par la résolution A.1054(27), tel qu'il pourra être modifié.

- .2 les prescriptions qui ne sont pas énoncées par l'État du pavillon mais qui sont nécessaires pour l'usage spécifié ou prévu, tel que déterminé par l'organisme reconnu.

5.2.4 Il est possible de mettre en œuvre les prescriptions soit en les incorporant dans les prescriptions internes de l'organisme reconnu soit à l'aide des documents originaux de l'OMI ou de l'État du pavillon.

5.2.5 L'organisme reconnu ne doit pas délivrer de certificats réglementaires à un navire, quel que soit son pavillon, qui a été déclassé ou qui change de classe pour des raisons de sécurité avant que l'Administration compétente de l'État du pavillon n'ait eu la possibilité d'indiquer, dans un délai raisonnable, si elle juge qu'une inspection complète est nécessaire.

5.3 Éléments à prendre en considération dans la conception et la mise au point

5.3.1 Les éléments à prendre en considération concernant les prescriptions relatives aux services doivent être définis et des registres tenus à jour. Ces éléments doivent comprendre :

- .1 les prescriptions juridiques et réglementaires applicables;
- .2 le cas échéant, les renseignements provenant de conceptions similaires précédentes;
- .3 d'autres prescriptions essentielles à la conception et à la mise au point, telles que les prescriptions fonctionnelles et celles relatives à la performance; et
- .4 l'expérience en service de navires et d'unités mobiles de forage au large, obtenue de l'organisme reconnu lui-même et de sources externes.

5.3.2 Il faut passer en revue les éléments à prendre en considération afin de déterminer s'ils sont valables. Les prescriptions doivent être complètes, sans ambiguïté et ne pas être contradictoires.

5.4 Résultats de la conception et de la mise au point

Aux étapes qui conviennent, il doit être procédé à des examens systématiques de la conception et de l'élaboration de règles et de normes conformément aux dispositions prévues, afin de déterminer si les résultats obtenus permettent de satisfaire aux prescriptions, ainsi que de cerner tout problème et de proposer les mesures qui s'imposent.

5.5 Vérification de la conception et de la mise au point

La vérification doit être effectuée conformément aux dispositions prévues pour s'assurer que les résultats de la conception et de la mise au point satisfont aux prescriptions relatives aux éléments à prendre en considération en la matière. Des registres indiquant les résultats de la vérification et toute mesure nécessaire doivent être tenus.

5.6 Contrôle des modifications à apporter à la conception et à la mise au point

Les modifications apportées à la conception et à la mise au point doivent être définies et des registres tenus. Les modifications doivent être examinées, vérifiées et validées, comme il convient, et être approuvées avant d'être appliquées. L'examen des modifications à apporter à la conception et à la mise au point doit comprendre l'évaluation de l'incidence de ces modifications sur les composantes du produit et sur le produit déjà livré. Des registres indiquant les résultats de l'examen des modifications et toute mesure nécessaire doivent être tenus.

5.7 Contrôle de la production et prestation de services

5.7.1 L'organisme reconnu doit veiller à ce que la délivrance des certificats et les services réglementaires soient assurés dans des conditions contrôlées.

5.7.2 Ces conditions contrôlées comprennent selon le cas :

- .1 la disponibilité de renseignements qui décrivent le statut et l'état des navires faisant l'objet de visites et auxquels des certificats sont délivrés;
- .2 la disponibilité de règles, règlements, consignes de travail et autres normes applicables, selon qu'il convient;
- .3 l'utilisation de matériel approprié;
- .4 la disponibilité et l'utilisation d'appareils de contrôle et de mesure;
- .5 la mise en œuvre d'activités de contrôle et de mesure;
- .6 l'application de moyens de contrôle pour garantir l'exactitude des rapports sur les visites et des certificats, tant avant qu'après la délivrance de ces derniers; et
- .7 la sécurité du milieu du travail.

5.7.3 Un organisme reconnu doit procéder à la délivrance des certificats et assurer les services réglementaires à l'égard du navire conformément à toutes les prescriptions internationales applicables et aux prescriptions du présent Code. Lorsqu'il accepte, au nom de l'État du pavillon, un navire qui avait été initialement construit sans un État du pavillon connu, l'organisme reconnu doit vérifier que ce navire satisfait aux prescriptions nationales de l'État du pavillon avant de procéder à la délivrance des certificats.

5.8 Biens des clients

L'organisme reconnu doit identifier, vérifier, protéger et sauvegarder les biens que les clients lui fournissent pour qu'il délivre les certificats et assure les services réglementaires. Si des biens sont perdus, endommagés ou encore jugés inutilisables, l'organisme reconnu doit le notifier au propriétaire des biens et le consigner dans un registre.

5.9 Sous-traitance et prestataires de services

5.9.1 Lorsqu'un organisme reconnu choisit de sous-traiter un service qui a une incidence sur la conformité avec les prescriptions ou accepte un service d'un tiers qu'il a agréé, il doit s'assurer qu'il contrôle pleinement la performance de ces services. L'État du pavillon peut élargir la portée du contrôle à appliquer à ces services sous-traités. Le processus de sous-traitance doit être défini dans le système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu. Dans le cadre de l'obligation de rendre compte à l'État du pavillon, les travaux exécutés par l'organisme sous-traité ou le prestataire de services constituent le travail de l'organisme reconnu et doivent être soumis aux obligations incombant à l'organisme reconnu en vertu du présent Code.

5.9.2 Les entreprises qui offrent des services pour le compte du propriétaire d'un navire ou d'une unité mobile de forage au large et dont l'organisme reconnu utilise les résultats pour prendre des décisions affectant la délivrance des certificats et les services réglementaires doivent être agréées et contrôlées par l'État du pavillon ou par l'organisme reconnu conformément aux procédures établies dans leurs systèmes de gestion de la qualité respectifs ou aux prescriptions de l'État du pavillon.

5.10 Contrôle des dispositifs de surveillance continue et de mesure

5.10.1 L'organisme reconnu doit définir les activités de surveillance continue et de mesure à entreprendre et le matériel nécessaire à cette fin pour apporter la preuve de la conformité avec des prescriptions données.

5.10.2 L'organisme reconnu doit établir des procédures qui garantissent que les activités de surveillance continue et de mesure sont exécutées conformément aux prescriptions en la matière.

5.10.3 Le cas échéant, pour garantir la validité des résultats, le matériel de mesure doit être :

- .1 étalonné ou vérifié (ou les deux) à des intervalles spécifiés, ou avant son utilisation, à la lumière de normes alignées sur des normes internationales ou nationales; en l'absence de telles normes, la référence utilisée pour l'étalonnage ou la vérification doit être consignée dans un registre;
- .2 réglé ou réajusté lorsque de besoin;
- .3 identifié afin de pouvoir déterminer la validité de l'étalonnage;
- .4 protégé contre des réglages qui pourraient invalider le résultat de la mesure; et
- .5 protégé contre tout dommage et toute détérioration en cours de manipulation, d'entretien et de stockage.

5.10.4 L'organisme reconnu doit évaluer et consigner la validité des résultats de mesure antérieurs lorsqu'il s'avère qu'un équipement n'est pas conforme aux prescriptions. Il doit prendre les mesures qui s'imposent au sujet du matériel en cause. Des registres indiquant les résultats de l'étalonnage et de la vérification doivent être tenus.

5.10.5 Lorsque des logiciels sont utilisés pour contrôler et mesurer des prescriptions spécifiques, leur aptitude à répondre à l'utilisation prévue doit être confirmée. Cela doit être fait avant la première utilisation et confirmé autant de fois que nécessaire.

5.10.6 Lorsqu'un organisme reconnu vérifie les essais dans les locaux des fabricants, constructeurs, réparateurs ou propriétaires et les comptes rendus de ces essais, il doit s'assurer que les instruments de mesure utilisés sont identifiés et que la preuve qu'ils ont été étalonnés est obtenue. Si un organisme reconnu assiste à la mise à l'essai d'un matériel de service installé ou disponible à bord d'un navire, un moyen doit être en place pour que l'organisme reconnu soit convaincu que le matériel de mesure a la précision voulue.

5.11 Plaintes

L'organisme reconnu doit disposer d'un mécanisme bien défini pour traiter les plaintes concernant la délivrance des certificats et les services réglementaires.

5.12 Recours

L'organisme reconnu doit disposer d'un mécanisme bien défini pour traiter les recours concernant la délivrance des certificats et les services réglementaires conformément aux prescriptions de l'État du pavillon.

6 MESURE, ANALYSE ET AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE

6.1 Généralités

6.1.1 L'organisme reconnu doit planifier et appliquer les procédures de suivi, de mesure, d'analyse et d'amélioration nécessaires pour démontrer la conformité aux prescriptions relatives à la délivrance des certificats et services réglementaires, assurer la conformité du système de gestion de la qualité et améliorer en permanence l'efficacité de ce système. Il lui faut notamment déterminer les méthodes applicables, y compris les techniques statistiques, ainsi que leur utilisation. Les mesures employées par l'organisme reconnu doivent être examinées périodiquement et il faut vérifier les données constamment pour s'assurer qu'elles sont exactes et complètes.

6.1.2 L'organisme reconnu doit mettre au point des indicateurs de performance clés en ce qui concerne la performance de la délivrance des certificats et des services réglementaires.

6.2 Audit interne

6.2.1 L'organisme reconnu doit mettre en place un programme d'audit et procéder à des audits internes à intervalles prédéterminés, afin d'établir si l'activité autorisée est conforme aux dispositions prévues, si le système de gestion de la qualité est appliqué et tenu à jour d'une manière efficace et si un système de supervision est en place pour contrôler la délivrance des certificats et services réglementaires.

6.2.2 Le programme d'audit doit tenir compte de l'état et de l'importance des procédures et des domaines à auditer, ainsi que des résultats des audits précédents, des informations en retour de l'État du pavillon et des plaintes, y compris les inspections par l'État du port et par l'État du pavillon. En planifiant les audits internes, il faut tenir compte des plaintes reçues dans le passé (en rapport avec l'emplacement de l'organisme ou d'ordre général) et des résultats des audits internes précédents et du fonctionnement des emplacements.

6.2.3 L'organisme reconnu doit définir les critères, la portée, la fréquence et les méthodes d'audit. Les auditeurs doivent avoir les qualifications voulues et être choisis de manière à assurer l'objectivité et l'impartialité du processus d'audit. Les auditeurs ne doivent pas auditer leur propre travail. L'audit doit porter sur les processus d'exécution de la délivrance des certificats et de services réglementaires aux divers emplacements et vérifier en particulier que le système de gestion de la qualité est appliqué de manière efficiente et efficace, de même que les méthodes de travail propres à chaque emplacement. Les périodes d'audit, qui peuvent être fixées en fonction des conclusions, doivent être telles que chaque emplacement soit audité au moins une fois tous les trois ans. Les audits à l'emplacement doivent aussi inclure des visites sur des sites sélectionnés qui sont sous la supervision de l'emplacement.

6.2.4 Il faut établir une procédure documentée qui définisse les responsabilités et les conditions requises pour planifier et mener des audits, établir des registres et notifier les résultats. Des registres des audits et de leurs résultats doivent être tenus.

6.2.5 La direction responsable du domaine audité doit s'assurer que toutes les corrections et mesures correctives nécessaires sont entreprises sans retard indu afin que soient éliminés les défauts de conformité constatés ou éventuels (défauts de conformité potentiels) et leurs causes profondes.

6.3 Audit contractuel vertical

6.3.1 L'organisme reconnu doit procéder à des audits contractuels verticaux tous les ans pour chacun des processus suivants :

- .1 approbation des plans;
- .2 inspection des constructions neuves;
- .3 inspection/audit périodique en cours de service; et
- .4 approbation par type (s'il y a lieu) ou inspection d'autres matériels et équipements.

6.3.2 L'indication que les audits contractuels verticaux ont été effectués et la mention de leurs conclusions doivent être consignées dans un registre.

6.4 Suivi et évaluation des processus

6.4.1 L'organisme reconnu doit appliquer des méthodes appropriées, y compris un système de supervision, pour suivre les travaux et, s'il y a lieu, évaluer les processus du système de gestion de la qualité. Ces méthodes doivent démontrer que les processus permettent d'assurer avec constance le respect des prescriptions du présent Code et de l'accord conclu avec l'État du pavillon et en particulier que :

- .1 les règles et/ou les règlements de l'organisme reconnu sont respectés; et
- .2 les exigences en matière de délivrance des certificats et de services réglementaires sont respectées.

6.4.2 Lorsque les résultats prévus ne sont pas atteints, il faut apporter les corrections et prendre les mesures correctives jugées appropriées.

6.4.3 Les méthodes appliquées devraient envisager, sans toutefois s'y limiter, des activités telles que :

- .1 les retenues dans le cadre du contrôle par l'État du port;
- .2 les accidents; et
- .3 le remaniement des lettres d'approbation des plans et des rapports de visites.

6.5 Contrôle, suivi et mesure des défauts de conformité, y compris des lacunes réglementaires

6.5.1 L'organisme reconnu doit suivre et mesurer le respect, par les navires, de ses prescriptions réglementaires et règles de façon à vérifier que toutes les prescriptions sont respectées. Cela doit être effectué à des étapes appropriées de la délivrance des certificats réglementaires et des services réglementaires conformément aux dispositions prévues. Des preuves de la conformité aux prescriptions réglementaires et aux règles de l'organisme reconnu doivent être conservées. Les registres doivent indiquer la (les) personne(s) ayant approuvé ou ayant vérifié le respect des prescriptions réglementaires et des règles de l'organisme reconnu.

6.5.2 L'organisme reconnu doit prendre des dispositions pour s'assurer que les défauts de conformité sont identifiés et contrôlés. Les moyens de contrôle et les responsabilités et pouvoirs associés permettant de traiter les défauts de conformité doivent être définis dans une procédure documentée.

6.5.3 Lorsqu'il y a lieu, l'organisme reconnu doit traiter le défaut de conformité de la manière ou des manières suivantes :

- .1 en prenant des mesures visant à éliminer le défaut de conformité constaté;
- .2 en autorisant son utilisation, sa libération ou son acceptation en vertu des conditions fixées par l'État du pavillon;
- .3 en l'acceptant, avec ou sans correction pour cause de dérogation ou d'équivalence, il faudrait considérer les défauts de conformité aux règles et règlements ou aux prescriptions réglementaires pendant :
 - .1 l'approbation des dessins et plans,
 - .2 l'inspection des matériels et de l'équipement,
 - .3 la visite en cours de construction et d'installation,
 - .4 la visite en cours de service;
- .4 en prenant des mesures visant à empêcher son utilisation ou son application prévues à l'origine; et
- .5 en prenant des mesures palliant les effets réels ou potentiels de la non-conformité lorsqu'un défaut de conformité est constaté.

6.5.4 Après qu'un défaut de conformité a été rectifié, il faut procéder à une nouvelle vérification pour s'assurer de la conformité aux prescriptions.

6.5.5 Des registres indiquant la nature des défauts de conformité et toutes les mesures prises ultérieurement, y compris les dérogations et équivalences obtenues, doivent être tenus.

6.5.6 L'organisme reconnu doit se conformer aux instructions de l'État du pavillon indiquant en détail les mesures à prendre lorsqu'il est constaté que le navire n'est pas apte à prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord ou qu'il présente un danger excessif pour le milieu marin.

6.5.7 L'organisme reconnu doit coopérer avec l'Administration effectuant le contrôle par l'État du port si le navire en cause est un navire auquel l'organisme reconnu a délivré les certificats, en particulier en vue de faciliter la rectification des déficiences ou autres anomalies signalées.

6.5.8 L'organisme reconnu chargé de délivrer le certificat pertinent doit, lorsqu'un accident survenu à un navire lui est signalé ou qu'il constate un défaut qui compromet la sécurité du navire ou l'efficacité ou l'intégralité de ses engins de sauvetage ou autre matériel, faire entreprendre une enquête afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à une visite.

6.6 Amélioration

6.6.1 Généralités

L'organisme reconnu doit améliorer en permanence l'efficacité de son système de gestion de la qualité à l'aide de la politique qualité, des objectifs en matière de qualité, des résultats d'audit, de l'analyse des données, des mesures correctives et préventives et de l'examen de la gestion.

6.6.2 Analyse des données

6.6.2.1 L'analyse des données vise à déterminer la cause des problèmes afin d'aider à prendre des mesures correctives et préventives efficaces. L'organisme reconnu doit :

- .1 analyser les données de diverses sources pour évaluer la performance par rapport aux plans et objectifs et pour identifier les domaines pouvant être améliorés;
- .2 utiliser, pour l'analyse des données, des méthodes statistiques pouvant l'aider à évaluer, contrôler et améliorer la performance des processus; et
- .3 analyser les produits requis, ainsi que les processus, opérations et rapports qualité pertinents.

6.6.2.2 Les renseignements et données émanant de toutes les parties de l'organisme reconnu doivent être intégrés et analysés aux fins de l'évaluation de la performance globale du système de gestion de la qualité.

6.6.2.3 Les résultats de l'analyse doivent être consignés dans un document et être utilisés pour déterminer :

- .1 les tendances;
- .2 la performance opérationnelle;
- .3 la satisfaction et/ou l'insatisfaction des clients, d'après les plaintes ou autres indicateurs de la qualité (retenues dans le cadre du contrôle par l'État du port, défauts de conformité notifiés par l'État du pavillon, etc.);
- .4 l'efficacité et/ou l'efficacité des processus; et
- .5 la performance des fournisseurs.

6.6.3 Sources de renseignements

L'organisme reconnu doit identifier les sources de renseignements et établir des processus de collecte des renseignements en vue de planifier des mesures d'amélioration, de correction et de prévention continues. Ces renseignements doivent inclure notamment :

- .1 les plaintes des clients;
- .2 les rapports de non-conformité;
- .3 les résultats des examens de la gestion;
- .4 les rapports d'audits internes;
- .5 les résultats de l'analyse des données;
- .6 les registres pertinents;
- .7 les résultats des informations en retour des clients et mesures de la satisfaction;
- .8 les mesures des processus;
- .9 les résultats de l'auto-évaluation; et
- .10 l'expérience en service.

6.6.4 Mesures correctives

6.6.4.1 L'organisme reconnu doit, sans retard indu, prendre des mesures pour éliminer les causes des défauts de conformité afin éviter qu'ils ne se reproduisent. Ces mesures correctives doivent être proportionnées aux effets des défauts de conformité rencontrés et remédier à tous leurs effets réels ou potentiels.

6.6.4.2 Il faut établir une procédure documentée qui définisse les critères requis pour :

- .1 examiner les défauts de conformité (y compris les plaintes);
- .2 déterminer la cause des défauts de conformité;
- .3 déterminer s'il est nécessaire de prendre des mesures pour qu'aucun défaut de conformité ne se reproduise;
- .4 arrêter et appliquer les mesures qui sont nécessaires;
- .5 consigner les résultats des mesures prises; et
- .6 évaluer l'efficacité des mesures correctives prises.

6.6.5 Mesures préventives

6.6.5.1 L'organisme reconnu doit prendre des mesures pour identifier et éliminer les causes de défauts de conformité possibles afin qu'ils ne se produisent pas. Les mesures préventives doivent être celles qui conviennent compte tenu de la nature et des effets des problèmes potentiels.

6.6.5.2 Il faut établir une procédure qui définisse les critères requis pour :

- .1 déterminer les éventuels défauts de conformité et leurs causes;
- .2 déterminer s'il est nécessaire de prendre des mesures pour prévenir tout défaut de conformité;
- .3 arrêter et appliquer les mesures qui sont nécessaires;
- .4 consigner les résultats des mesures prises; et
- .5 évaluer l'efficacité des mesures préventives prises.

6.6.5.3 Ces méthodes peuvent inclure, par exemple, des analyses des risques, analyses des tendances, contrôles des processus statistiques, analyses par arbre de défaillances et analyses des modes de défaillances, de leurs effets et de leur criticité.

7 CERTIFICATION DU SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ

7.1 L'organisme reconnu doit élaborer, appliquer et tenir à jour un système interne de gestion de la qualité efficace qui satisfasse aux prescriptions du présent Code et soit fondé sur les parties de normes de qualité agréées au niveau international qui ne soient pas moins efficaces que celles de la série ISO 9000.

7.2 Le système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu doit être évalué périodiquement et être certifié conformément aux normes de qualité internationales applicables par une organisation qualifiée, certifiée conforme à la norme ISO/CEI 17021:2006 par une organisation d'accréditation signataire de l'Accord de reconnaissance multinational du Forum d'accréditation international, reconnue par l'État du pavillon comme ayant la gouvernance et les compétences nécessaires pour agir indépendamment des organismes reconnus ou de leurs associations et ayant les moyens nécessaires pour remplir ses fonctions efficacement et conformément aux normes professionnelles les plus élevées, en préservant l'indépendance des personnes qui exécutent ces fonctions.

7.3 Dans le souci d'améliorer continuellement les services des organismes reconnus et des États du pavillon, l'OMI s'emploie à surveiller de près le processus de délivrance des certificats et d'audit de l'organisme reconnu et son application afin de s'assurer qu'il reste pertinent et valable pour le secteur maritime en général et pour les organismes reconnus en particulier. À cette fin, l'OMI établira les méthodes de travail et règles de procédure voulues.

8 HABILITATION DES ORGANISMES RECONNUS

8.1 Généralités

En vertu des dispositions de la règle I/6 de la Convention SOLAS de 1974, de l'article 13 de la Convention LL de 1966, de la règle 6 de l'Annexe I et de la règle 8 de l'Annexe II de MARPOL, ainsi que de l'article 6 de la Convention de 1969 sur le jaugeage des navires, un État du pavillon peut habiliter un organisme reconnu à agir en son nom pour délivrer les certificats et assurer des services réglementaires et déterminer les jauges dans le cas des navires autorisés à battre son pavillon uniquement, comme le prescrivent ces conventions. Il ne doit pas être demandé aux organismes reconnus ainsi habilités de prendre des mesures qui empiètent sur les droits d'un autre État du pavillon.

8.2 Fondement juridique des fonctions faisant l'objet de l'habilitation

L'État du pavillon doit établir le fondement juridique en vertu duquel l'habilitation à délivrer les certificats et assurer les services réglementaires est administrée. Les aspects ci-après doivent être examinés :

- .1 l'accord officiel écrit conclu avec l'organisme reconnu;
- .2 les lois, règlements et dispositions supplémentaires;
- .3 les interprétations; et
- .4 les dérogations et les solutions équivalentes.

8.3 Spécification des pouvoirs délégués

L'État du pavillon doit spécifier l'étendue des pouvoirs délégués à un organisme reconnu. Les spécifications ci-après doivent être examinées :

- .1 types et dimensions des navires;
- .2 conventions et autres instruments, y compris la législation nationale applicable;
- .3 approbation des plans;
- .4 approbation des matériels et de l'équipement;
- .5 visites, audits, inspections;
- .6 délivrance, validation et/ou renouvellement des certificats;
- .7 mesures correctives;
- .8 retrait ou annulation des certificats; et
- .9 prescriptions en matière de notification.

8.4 Ressources

L'État du pavillon doit s'assurer que l'organisme reconnu dispose des ressources voulues, qu'il s'agisse des capacités techniques, administratives ou de recherche, pour s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées, conformément aux normes minimales applicables aux organismes reconnus agissant au nom de l'État du pavillon qui sont énoncées dans la partie 2 du présent Code.

8.5 Instruments

L'État du pavillon doit offrir à l'organisme reconnu accès à tous les instruments pertinents de la législation nationale donnant effet aux dispositions des conventions, notifier à l'organisme reconnu les adjonctions ou changements qui pourraient y être apportés avant la date à laquelle ils prennent effet et préciser si les normes de l'État du pavillon vont au-delà des prescriptions énoncées dans les conventions à certains égards.

8.6 Instructions

8.6.1 L'État du pavillon doit donner des instructions précises indiquant en détail les procédures à suivre pour la délivrance des certificats et les services réglementaires et les mesures à prendre lorsqu'il est constaté que le navire n'est pas apte à prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord ou qu'il présente un danger excessif pour le milieu marin.

8.6.2 Les États du pavillon doivent s'assurer par des moyens appropriés que les organismes reconnus coopèrent conformément aux dispositions du présent Code.

8.7 Registres

L'État du pavillon doit spécifier que l'organisme reconnu doit tenir des registres qui lui fournissent les données nécessaires pour l'aider à interpréter les prescriptions des conventions.

PARTIE 3

CONTRÔLE DES ORGANISMES RECONNUS

1 OBJET

La partie 3 du Code régissant les organismes reconnus contient des recommandations sur le contrôle, par l'État du pavillon, des organismes reconnus habilités à exécuter en son nom la délivrance des certificats et les services réglementaires. Elle contient également des recommandations sur les principes du contrôle, lequel peut inclure les activités d'inspection des navires, d'audit et de surveillance.

2 PORTÉE

La partie 3 du Code régissant les organismes reconnus est applicable à tous les États du pavillon qui ont habilité des organismes reconnus à exécuter la délivrance des certificats et les services réglementaires. Elle contient les dispositions relatives au contrôle exercé par l'État du pavillon et fournit des recommandations, non contraignantes, qui visent à aider les États du pavillon à élaborer et appliquer un programme de contrôle efficace des organismes reconnus.

3 RÉFÉRENCES

Il est fait référence aux documents suivants :

- .1 instruments obligatoires de l'OMI;
- .2 norme ISO 9000:2005, Systèmes de management de la qualité – Principes essentiels et vocabulaire;
- .3 norme ISO 9001:2008, Systèmes de management de la qualité – Exigences;
- .4 norme ISO/CEI 17020:1998, Critères généraux pour le fonctionnement de divers types d'organismes procédant à l'inspection;

- .5 norme ISO 19011:2002, Lignes directrices pour l'audit des systèmes de management de la qualité et/ou le management environnemental; et
- .6 législation nationale.

4 TERMINOLOGIE ET DÉFINITIONS

4.1 *Audit* désigne un processus systématique, indépendant et dûment étayé visant à obtenir des preuves d'audit et à les analyser de manière objective pour déterminer la mesure dans laquelle les critères d'audit sont remplis. Une caractéristique de l'audit est qu'il repose sur un certain nombre de principes. Ceux-là font de l'audit un outil efficace et fiable à l'appui des politiques et des contrôles de gestion, en fournissant des renseignements à partir desquels l'organisme reconnu peut agir pour améliorer sa performance. Le respect de ces principes est indispensable pour que les conclusions de l'audit soient pertinentes et suffisantes et pour que des auditeurs travaillant indépendamment les uns des autres puissent arriver à des conclusions similaires dans des circonstances similaires.

4.2 *Critères d'audit* désigne un ensemble d'orientations, de procédures ou de prescriptions.

4.3 *Preuves d'audit* désigne les pièces, les exposés des faits ou d'autres renseignements qui sont pertinents pour les critères d'audit et sont vérifiables. Les preuves d'audit peuvent être qualitatives ou quantitatives.

4.4 *Constatations de l'audit* désigne les résultats de l'évaluation des preuves d'audit qui ont été réunies par rapport aux critères d'audit. Ces constatations peuvent indiquer soit le respect ou l'observation (défaut de conformité potentiel), soit le non-respect des critères d'audit ou les améliorations possibles.

4.5 *Conclusion de l'audit* désigne le résultat d'un audit, communiqué par l'équipe d'audit, après examen des objectifs de l'audit et de toutes les constatations.

4.6 *Commanditaire de l'audit* désigne une organisation ou personne demandant un audit.

4.7 *Audité* désigne un organisme reconnu par l'État du pavillon qui peut faire l'objet d'un audit par l'État du pavillon l'ayant habilité.

4.8 *Auditeur* désigne une personne ayant les qualifications requises pour procéder à un audit.

4.9 *Équipe d'audit* désigne le ou les auditeurs qui procèdent à un audit, si nécessaire avec l'assistance d'experts techniques.

4.10 *Expert technique* désigne une personne qui apporte des connaissances ou une expérience spécifique à l'équipe d'audit.

4.11 *Programme d'audit* désigne l'ensemble d'un ou de plusieurs audits qu'il est prévu d'exécuter sur une période donnée et dans un but précis. Un programme d'audit comprend toutes les activités nécessaires pour planifier, organiser et effectuer les audits.

4.12 *Plan d'audit* désigne la description des activités et des dispositions en vue d'un audit.

4.13 *Portée de l'audit* désigne l'étendue et les limites d'un audit. En règle générale, une description des lieux, des unités organisationnelles, des activités et des procédures est incluse dans la portée de l'audit, ainsi que la période couverte.

4.14 *Compétences* désigne les qualités personnelles manifestes et la capacité avérée d'appliquer des connaissances et des aptitudes.

4.15 *Contrôle* désigne toute activité qu'un État du pavillon mène pour s'assurer que le service fourni par un organisme reconnu est conforme aux prescriptions de l'OMI et aux prescriptions nationales de l'État du pavillon ayant reconnu l'organisme.

4.16 *Surveillance* désigne toute activité par laquelle l'État du pavillon observe les services fournis par un organisme reconnu ou examine la documentation utilisée par cet organisme et que cet État du pavillon mène afin de s'assurer que les services fournis par l'organisme reconnu sont conformes aux prescriptions de l'OMI et aux prescriptions nationales. La surveillance peut être considérée comme faisant partie du contrôle.

5 ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE CONTRÔLE

5.1 Contrôle

L'État du pavillon devrait mettre en place un programme de contrôle ou participer à un programme de contrôle qui prévoit des ressources suffisantes pour surveiller son(s) organisme(s) reconnu(s) et communiquer avec lui(eux) afin d'être sûr que ses obligations internationales sont pleinement honorées, en :

- .1 exerçant son pouvoir d'effectuer des visites supplémentaires pour s'assurer que les navires autorisés à battre son pavillon sont conformes de fait aux prescriptions applicables des instruments internationaux;
- .2 effectuant les visites supplémentaires qu'il juge utiles, pour s'assurer que les navires autorisés à battre son pavillon respectent les prescriptions nationales venant compléter les prescriptions internationales obligatoires; et
- .3 choisissant du personnel ayant une bonne connaissance des règles et règlements de l'État du pavillon et des organismes reconnus et à même d'assurer un contrôle efficace des organismes reconnus.

5.2 Supervision par l'État du pavillon des tâches déléguées à un organisme reconnu

Dans le cadre de la supervision des tâches déléguées à l'organisme reconnu, l'État du pavillon devrait notamment examiner les éléments suivants :

- .1 la documentation relative au système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu;
- .2 l'accès aux instructions, circulaires et directives internes;
- .3 l'accès à la documentation de l'organisme reconnu ayant trait à la flotte de l'État du pavillon;
- .4 la coordination avec les activités de l'État du pavillon en matière d'inspection et de vérification; et

- .5 la fourniture de renseignements et de données statistiques, concernant, sans toutefois s'y limiter, les avaries et les accidents de navires de la flotte de l'État du pavillon.

5.3 Vérification et surveillance

L'État du pavillon devrait établir un système qui garantisse le caractère adéquat de la délivrance des certificats et des services réglementaires exécutés. Ce système devrait comporter notamment les éléments suivants :

- .1 des procédures pour communiquer avec l'organisme reconnu;
- .2 des procédures pour que l'organisme reconnu fasse rapport à l'État du pavillon et pour que l'État du pavillon traite ces rapports. Les prescriptions suivantes en matière d'établissement de rapports devraient être envisagées :
 - .1 l'organisme reconnu devrait informer l'État du pavillon dès qu'il a connaissance d'une situation impliquant un défaut de conformité majeur ou un problème de sécurité important qui serait normalement considéré comme suffisamment grave pour empêcher le navire de prendre la mer jusqu'à ce que des mesures correctives soient prises;
 - .2 l'organisme reconnu devrait informer l'État ou les États du pavillon dès qu'il a connaissance d'une situation à bord d'un navire ou au sein d'une compagnie qui implique un défaut de conformité majeur, tel que défini dans les Directives sur l'application du Code ISM par les Administrations (résolution A.1022(26), telle que modifiée);
 - .3 la notification ci-dessus devrait contenir le nom de la compagnie ou du navire, le numéro OMI, le numéro officiel, le cas échéant, et une description du défaut de conformité majeur, de la lacune ou du problème grave;
 - .4 l'organisme reconnu devrait informer l'État du pavillon, dès que possible, des situations dangereuses, accidents, pannes de machines ou défaillances de la structure ou défauts dont il pourrait avoir connaissance à bord d'un navire; et
 - .5 l'organisme reconnu devrait envoyer à l'État du pavillon un rapport écrit indiquant le nom et le numéro officiel, le cas échéant, de tout navire qu'il a retiré de la liste des navires classés/certifiés auxquels un organisme reconnu a délivré un certificat ou fourni des services réglementaires; ce rapport devrait décrire la ou les raisons pour lesquelles le navire n'est plus classé et ce, dans un délai de trente (30) jours à compter du moment où le déclassement prend effet;
- .3 les inspections supplémentaires du navire par l'État du pavillon;
- .4 les consultations techniques et/ou de sécurité voulues entre organismes reconnus au sujet de la délivrance de certificats et de services réglementaires pouvant affecter la validité des certificats délivrés en totalité ou en partie au nom de l'État (des États) du pavillon;

- .5 l'évaluation et l'acceptation par l'État du pavillon de la certification du système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu par des auditeurs indépendants agréés par l'État du pavillon;
- .6 le suivi et la vérification de la délivrance de certificats et des services réglementaires qui contribuent en tout ou en partie au respect d'un instrument obligatoire de l'OMI. L'État du pavillon devrait envisager de mettre en place ce qui suit :
 - .1 un contrôle, par l'État du pavillon, des systèmes de gestion de la qualité de l'organisme reconnu;
 - .2 l'étude des audits des systèmes de gestion de la qualité effectués par d'autres personnes ou organismes qualifiés extérieurs à l'organisme reconnu et indépendants de celui-ci, ou un examen systématique des rapports de ces audits;
 - .3 la vérification et l'inspection des navires pour lesquels sont assurés la délivrance de certificats et des services réglementaires; et
 - .4 un système de réclamations et d'informations en retour, ainsi que les mesures correctives de suivi;
- .7 un État du pavillon acceptant des navires à la construction desquels il n'a pas participé devrait vérifier que l'organisme reconnu qui assure la délivrance des certificats et les services réglementaires à l'égard de ces navires respecte les dispositions du présent Code; et
- .8 avant de délivrer des certificats à des navires construits sans que l'État du pavillon ne soit identifié, il faudrait vérifier les prescriptions spécifiques de l'État du pavillon.

6 PRINCIPES DE L'AUDIT

6.1 L'État du pavillon devrait avoir la preuve que l'organisme reconnu a en place un système de gestion de la qualité qui est efficace. Il peut se fier aux audits effectués par un organisme de certification accrédité ou des organisations équivalentes. Une coopération intergouvernementale est recommandée pour établir des pratiques d'audit communes.

6.2 L'auditeur d'un État du pavillon devrait promouvoir les principes suivants :

- .1 déontologie : fondement du professionnalisme; la confiance, l'intégrité, la confidentialité et la discrétion sont essentiels à l'audit;
- .2 présentation impartiale : obligation de rendre compte d'une manière honnête et précise; les constatations, les conclusions et les rapports d'audit rendent compte d'une manière honnête et précise des activités d'audit. Les obstacles importants rencontrés pendant l'audit et les questions non résolues ou avis divergents entre l'équipe d'audit et l'audité sont consignés; et
- .3 conscience professionnelle : attitude diligente et avisée au cours de l'audit. Les auditeurs agissent avec le soin voulu, conformément à l'importance des tâches qu'ils exécutent et à la confiance accordée par le commanditaire de l'audit et d'autres parties intéressées. Il est essentiel de posséder les compétences nécessaires.

6.3 Les principes ci-après s'appliquent à l'audit, qui est par définition indépendant et systématique :

- .1 indépendance : fondement de l'impartialité de l'audit et de l'objectivité des conclusions de l'audit. Les auditeurs sont indépendants de l'activité auditée et n'ont ni parti pris ni conflit d'intérêt. Les auditeurs font preuve d'objectivité tout au long de l'audit pour garantir que les constatations et les conclusions sont fondées uniquement sur les preuves d'audit; et
- .2 approche fondée sur des preuves : méthode rationnelle permettant de parvenir à des conclusions d'audit fiables et reproductibles dans le cadre d'un processus d'audit systématique. Les preuves d'audit sont vérifiables. Elles reposent sur des échantillons des renseignements disponibles, puisque les audits sont effectués pendant une période donnée, avec des ressources bien définies. L'utilisation pertinente des échantillons est étroitement liée au degré de fiabilité que l'on peut accorder aux conclusions de l'audit.

6.4 Les recommandations faites dans le présent Code reposent sur les principes énoncés ci-dessus.

7 GESTION DU PROGRAMME DE CONTRÔLE

7.1 Généralités

7.1.1 Les États du pavillon sont tenus de vérifier que les organismes reconnus qui assurent la délivrance des certificats et les services réglementaires en leur nom satisfont aux prescriptions du présent Code. Cette vérification a pour but de s'assurer que l'organisme reconnu procède à la délivrance des certificats et aux services réglementaires en se conformant au présent Code et à l'accord qu'il a passé avec l'État du pavillon.

7.1.2 L'État du pavillon devrait élaborer, mettre en œuvre et gérer un programme efficace de contrôle des organismes reconnus qui agissent en son nom.

7.1.3 Un programme de contrôle devrait comporter diverses activités de surveillance, lesquelles peuvent consister notamment en des audits, des inspections ou des observations issues de l'audit (défauts de conformité potentiels). Il faudrait élaborer le programme de contrôle des organismes reconnus après avoir soigneusement évalué les facteurs associés à l'organisme reconnu, ainsi que la mesure dans laquelle il est possible d'accéder aux registres de l'organisme reconnu rendant compte de la délivrance des certificats et des services réglementaires qui sont mis à la disposition de l'État du pavillon. Ce programme devrait aussi viser l'exécution de la délivrance des certificats et des services réglementaires en rapport avec les dispositions des conventions et en rapport avec les prescriptions nationales et les instructions publiées par l'État du pavillon. Ces facteurs devraient inclure :

- .1 la portée et la fréquence des audits de haut niveau de l'organisme reconnu effectués par les États du pavillon et des organisations accréditées indépendantes et des audits internes effectués par l'organisme reconnu;
- .2 la mesure dans laquelle les constatations et observations de l'audit (défauts de conformité potentiels) et les mesures correctives sont mises à la disposition de l'État du pavillon;

- .3 la mesure dans laquelle une surveillance à distance de l'organisme reconnu peut être effectuée par l'État du pavillon, laquelle peut se présenter de différentes façons suivant l'ampleur des renseignements électroniquement accessibles à l'État du pavillon. La surveillance à distance peut inclure :
 - .1 l'examen de la teneur des rapports de visites ayant donné lieu à la délivrance de certificats réglementaires par l'organisme reconnu;
 - .2 l'examen de l'efficacité du contrôle et de la rectification des déficiences et des obligations non observées dans les délais fixés par l'État du pavillon par l'entremise de l'organisme reconnu; et
 - .3 l'examen des instructions de l'organisme reconnu à un pays déterminé en vue de vérifier que les prescriptions nationales de l'État du pavillon sont correctement et complètement prises en considération par l'organisme reconnu;
- .4 les inspections de l'État du pavillon effectuées à bord des navires pour vérifier le résultat du processus de délivrance des certificats, l'accent étant mis en particulier sur les prescriptions nationales et/ou l'application des instructions données à l'organisme reconnu; et
- .5 les retenues et déficiences dans le cadre du contrôle par l'État du port qui relèvent de la responsabilité de l'organisme reconnu.

7.1.4 Un programme de contrôle devrait également comprendre toutes les activités nécessaires pour planifier les types et le nombre d'activités de suivi et les organiser, ainsi que pour fournir les ressources permettant de mener ces activités avec efficacité et efficience dans les délais prévus.

7.1.5 Les personnes à qui la responsabilité de la gestion du programme de contrôle a été confiée devraient :

- .1 établir, mettre en œuvre, contrôler, passer en revue et améliorer le programme de contrôle; et
- .2 définir les ressources nécessaires et veiller à ce qu'elles soient disponibles et fournies selon les besoins.

7.1.6 Un programme de contrôle devrait également inclure la planification, l'apport de ressources et l'établissement de procédures aux fins de l'exécution des activités de surveillance dans le cadre du programme.

7.2 Objectifs et portée d'un programme de contrôle

7.2.1 Objectifs d'un programme de contrôle

7.2.1.1 L'État du pavillon devrait fixer les objectifs d'un programme de contrôle afin d'orienter la planification et la réalisation des activités de surveillance.

7.2.1.2 Les objectifs suivants devraient être envisagés :

- .1 les priorités de la direction;
- .2 les intentions de l'État du pavillon;
- .3 les prescriptions en vertu du système de l'État du pavillon;
- .4 les obligations juridiques, réglementaires et contractuelles;
- .5 la nécessité d'évaluer les organismes reconnus;
- .6 les prescriptions de l'État du pavillon, des organismes reconnus et d'autres entités;
- .7 les besoins des autres parties intéressées; et
- .8 les risques pour l'État du pavillon.

7.2.2 Portée d'un programme de contrôle

7.2.2.1 Le programme de contrôle de l'État du pavillon devrait tenir compte de l'étendue, de la nature et de la complexité du programme d'habilitation de l'État du pavillon, ainsi que des facteurs ci-après :

- .1 portée, objectif et durée des activités de surveillance devant être menées;
- .2 fréquence des activités de surveillance devant être menées;
- .3 nombre, importance, complexité, similarité et emplacement des organismes reconnus;
- .4 normes, lois, obligations juridiques, réglementaires et contractuelles et autres critères de surveillance;
- .5 nécessité pour les organismes reconnus d'être accrédités ou enregistrés/certifiés;
- .6 conclusions des activités de surveillance précédentes;
- .7 préoccupations des parties intéressées; et
- .8 modifications importantes apportées à l'organisme reconnu ou à son fonctionnement.

7.2.2.2 Un État du pavillon peut conclure un accord écrit pour participer à des activités mixtes de surveillance/contrôle avec un ou plusieurs autres États du pavillon ayant habilité le même organisme reconnu, à condition que le degré de détail des prescriptions de chaque État du pavillon et la performance de chacun d'entre eux soient d'un niveau équivalent à celui du programme de contrôle mené par chacun des États du pavillon. À l'inverse, aucun État du pavillon ne peut être contraint par un autre État du pavillon ou par un autre organisme d'accepter que d'autres assurent le contrôle d'un organisme reconnu au lieu d'exercer son propre contrôle en tant qu'État du pavillon, à moins qu'il n'en décide ainsi par le biais d'un accord écrit ou que cela soit prévu dans la législation de cet État. Un exemplaire de cet accord devrait être soumis à l'OMI pour l'information des États Membres.

7.3 Responsabilités, ressources et procédures dans le cadre d'un programme de contrôle

7.3.1 Responsabilités dans le cadre d'un programme de contrôle

7.3.1.1 L'État du pavillon est responsable de la gestion de son programme de contrôle. Il devrait employer des personnes compétentes qui comprennent les prescriptions relatives à la surveillance, les principes d'audit et l'application des techniques d'audit. Ces personnes devraient posséder des compétences en matière de gestion et comprendre, sur le plan technique et commercial, les activités devant être surveillées.

7.3.1.2 Les personnes à qui l'on a attribué la responsabilité de la gestion du programme de contrôle devraient :

- .1 définir les objectifs et la portée du programme de contrôle;
- .2 définir les responsabilités et les procédures et veiller à ce que les ressources soient fournies;
- .3 assurer la mise en œuvre du programme de contrôle;
- .4 s'assurer que des registres appropriés concernant le programme de contrôle sont tenus; et
- .5 suivre, passer en revue et améliorer le programme de contrôle.

7.3.2 Ressources du programme de contrôle

Lorsqu'il définit les ressources du programme de contrôle, l'État du pavillon devrait examiner les éléments ci-après :

- .1 les ressources financières nécessaires pour élaborer, mettre en œuvre, gérer et améliorer les activités de contrôle;
- .2 les techniques d'audit;
- .3 les processus permettant au personnel d'être compétent et de le rester et d'améliorer leurs prestations en matière de contrôle;
- .4 la disponibilité de personnel et d'experts techniques possédant les compétences voulues pour atteindre les objectifs particuliers du programme de contrôle;
- .5 la portée du programme de contrôle; et
- .6 le temps de voyage, l'hébergement et autres besoins relatifs au contrôle.

7.3.3 Procédures du programme de contrôle

7.3.3.1 Les procédures du programme de contrôle de l'État du pavillon devraient viser :

- .1 la planification et le calendrier des activités de contrôle;
- .2 la vérification de la compétence du personnel responsable;
- .3 la sélection d'un personnel approprié et la définition de son rôle et de ses responsabilités;
- .4 la mise en œuvre d'activités de surveillance;
- .5 la mise en œuvre d'activités complémentaires, le cas échéant;
- .6 la tenue à jour des registres sur le programme de contrôle;
- .7 la surveillance de la performance et de l'efficacité du programme de contrôle; et
- .8 la communication des réalisations globales du programme de contrôle.

7.3.3.2 Dans le cas des États du pavillon dotés d'un programme d'habilitation limité, les activités ci-dessus peuvent être couvertes par une seule procédure.

7.3.4 Application du programme de contrôle

L'application du programme de contrôle de l'État du pavillon devrait inclure les aspects suivants :

- .1 la communication des objectifs du programme de contrôle aux parties concernées;
- .2 la coordination et la programmation des activités de surveillance se rapportant au programme de contrôle;
- .3 la mise en place et le maintien d'une procédure pour évaluer le personnel responsable et assurer son perfectionnement professionnel;
- .4 la sélection et la désignation du personnel responsable;
- .5 la fourniture des ressources nécessaires au programme de contrôle, en particulier pour les activités de surveillance correspondantes;
- .6 l'exécution rigoureuse des activités de surveillance, conformément au programme de contrôle;
- .7 la vérification des registres concernant les activités de surveillance;
- .8 l'examen et l'approbation des rapports sur les activités de surveillance et leur diffusion aux parties intéressées; et
- .9 la mise en œuvre d'activités complémentaires, le cas échéant.

7.3.5 Registres relatifs au programme de contrôle

7.3.5.1 Il faudrait tenir des registres concernant les activités de surveillance de l'État du pavillon comme preuve de l'application du programme de contrôle. Ces registres devraient comprendre ce qui suit :

- .1 tous les documents relatifs aux activités de surveillance, tels que :
 - .1 plans;
 - .2 rapports;
 - .3 rapports sur les défauts de conformité;
 - .4 rapports sur les mesures correctives et préventives; et
 - .5 rapports de suivi, le cas échéant;
- .2 les résultats de l'examen du programme de surveillance; et
- .3 les documents relatifs au personnel qui portent sur des sujets tels que :
 - .1 l'évaluation des compétences et de la performance du personnel responsable;
 - .2 la composition des équipes chargées de la surveillance et/ou de l'audit; et
 - .3 le maintien et l'amélioration des compétences.

7.3.5.2 Ces registres devraient être tenus et convenablement sauvegardés.

7.4 Surveillance et examen du programme de contrôle

7.4.1 Il faudrait surveiller l'application du programme de contrôle de l'État du pavillon et la passer en revue à des intervalles appropriés afin de déterminer si les objectifs ont été atteints et de cerner les possibilités d'amélioration.

7.4.2 L'État du pavillon devrait mettre au point et utiliser des indicateurs de performance pour surveiller l'efficacité de son programme de contrôle des organismes reconnus. Il conviendrait de tenir compte des éléments ci-après :

- .1 l'aptitude des équipes d'audit à appliquer le plan de contrôle;
- .2 la conformité avec les prescriptions du présent Code, les activités de surveillance et les calendriers; et
- .3 les informations en retour émanant des clients, des organismes reconnus et du personnel responsable.

7.4.3 L'État du pavillon devrait tenir compte des indicateurs de performance suivants lorsqu'il évalue la performance des organismes reconnus :

- .1 performance des organismes reconnus au titre du contrôle par l'État du port;

- .2 résultats des audits internes de l'organisme reconnu;
- .3 résultats des audits du système de gestion de la qualité effectués par des organisations tierces (organismes de certification accrédités);
- .4 résultats de la surveillance de la performance précédente; et
- .5 état/conformité des navires qui font l'objet de visites et d'une délivrance de certificats par les organismes reconnus.

7.4.4 L'État du pavillon devrait, à intervalles réguliers, évaluer sa performance globale en ce qui concerne la mise en œuvre des procédures, ressources et processus administratifs nécessaires pour respecter les obligations qui lui incombent en vertu des conventions auxquelles il est Partie.

7.4.5 Les autres mesures permettant d'évaluer la performance de l'État du pavillon peuvent comprendre notamment ce qui suit :

- .1 le taux de retenues de navires dans le cadre du contrôle par l'État du port;
- .2 les résultats des inspections par l'État du pavillon;
- .3 les statistiques sur les accidents;
- .4 les processus de communication et d'information;
- .5 les statistiques relatives aux pertes annuelles (à l'exclusion des pertes réputées totales); et
- .6 les autres indicateurs de performance appropriés, afin de déterminer si les effectifs, les ressources et les procédures administratives permettent à l'État du pavillon de s'acquitter de ses obligations. Les autres indicateurs de performance peuvent inclure ce qui suit :
 - .1 taux de perte de navires et d'accidents permettant d'identifier les tendances sur des périodes déterminées;
 - .2 nombre de cas confirmés de retenues de navires par rapport au tonnage de la flotte;
 - .3 nombre de cas confirmés d'incompétence ou de faute de la part de personnes titulaires d'un certificat, brevet ou visa délivré sous l'autorité de l'État du pavillon;
 - .4 réponses aux rapports sur les déficiences ou aux interventions de l'État du port;
 - .5 enquêtes sur les accidents graves et très graves et enseignements tirés de ces accidents;
 - .6 ressources techniques et autres engagées;
 - .7 résultats des inspections, visites et contrôles des navires de la flotte;

- .8 enquêtes sur les accidents du travail;
- .9 nombre d'incidents et d'infractions relevant de MARPOL, telle que modifiée; et
- .10 nombre de suspensions ou de retraits de certificats, de visas et d'approbations.

7.4.6 L'examen du programme de contrôle devrait également considérer :

- .1 les résultats de la surveillance et les tendances qui s'en dégagent;
- .2 la conformité aux procédures;
- .3 l'évolution des besoins et des attentes des parties intéressées;
- .4 les registres relatifs au programme de contrôle;
- .5 des pratiques d'audit ou les activités de surveillance différentes ou nouvelles; et
- .6 l'homogénéité de la performance des équipes d'audit dans des situations similaires.

7.4.7 Les résultats des examens du programme de contrôle peuvent amener à prendre des mesures correctives et préventives et à améliorer ce programme.

Appendice 1

FORMATION ET QUALIFICATIONS REQUISES DU PERSONNEL TECHNIQUE DES ORGANISMES RECONNUS

A1.1 DÉFINITIONS

A1.1.1 *Personnel chargé des visites* désigne le personnel habilité à procéder à des visites et à décider si la conformité a été atteinte ou non.

A1.1.2 *Personnel chargé de l'approbation des plans* désigne le personnel habilité à procéder à une évaluation de la conception et à décider si la conformité a été atteinte ou non.

A1.1.3 *Personnel chargé des audits* désigne le personnel habilité à effectuer des audits et à décider si la conformité a été atteinte ou non.

A1.1.4 *Stagiaire* désigne une personne qui reçoit une formation théorique et pratique sous la supervision d'un formateur/tuteur.

A1.1.5 *Formateur* désigne une personne ayant de l'expérience dans un domaine pertinent ou un expert spécialiste d'un domaine reconnu par l'organisme reconnu qui est chargé de dispenser une formation théorique par le biais d'un enseignement en classe, de séminaires spéciaux ou de cours individuels.

A1.1.6 *Tuteur* désigne une personne qualifiée issue du personnel de l'organisme reconnu, qui possède une expérience et des compétences appropriées dans les domaines d'activités pertinents dans lesquels il apporte assistance, conseils et supervision durant la formation pratique d'un stagiaire jusqu'à ce que celui-ci soit qualifié.

A1.1.7 *Personnel technique* désigne le personnel qualifié pour procéder à des activités techniques, tel que le personnel chargé des visites ou de l'approbation des plans, le personnel chargé des audits des systèmes de gestion maritime.

A1.1.8 *Personnel d'appui* désigne le personnel qui aide le personnel chargé des visites et/ou de l'approbation des plans dans le cadre des travaux de classification et réglementaires.

A1.2 CONDITIONS D'ADMISSION DES STAGIAIRES

Le personnel de l'organisme reconnu qui exécute les travaux réglementaires et en est responsable doit avoir au minimum le niveau d'instruction générale prescrit dans la section 4.2.5 de la partie 2.

A1.3 MODULES

A1.3.1 L'organisme reconnu doit définir les critères d'aptitude requis pour chaque type de visite et type d'activité à exécuter au titre de l'approbation des plans et d'audits à effectuer.

A1.3.2 L'organisme reconnu doit déterminer les modules de formation théorique et pratique nécessaires pour satisfaire aux critères d'aptitude définis pour le personnel chargé des visites, de l'approbation des plans et de l'audit des systèmes de gestion maritime. Ces modules de formation doivent comprendre au minimum :

- .1 les objectifs en matière d'apprentissage et d'aptitude;
- .2 la portée de la formation; et
- .3 les critères d'évaluation et de réussite aux examens.

A1.3.3 En étudiant les modules de formation, les stagiaires acquièrent des connaissances et une compréhension générales, ou les approfondissent, au sujet des différents types de navires et types d'activités prévues aux termes des prescriptions de l'État du pavillon, des règles et règlements de l'organisme reconnu et des conventions, codes et recueils de règles internationaux.

A1.4 FORMATION THÉORIQUE DU PERSONNEL CHARGÉ DES VISITES ET DE L'APPROBATION DES PLANS

A1.4.1 L'objectif de la formation théorique est de garantir que la familiarisation avec les règles, normes techniques ou prescriptions réglementaires et toute prescription supplémentaire propre au type de visite ou de navire est adaptée aux domaines d'activité concernés.

A1.4.2 La formation théorique doit comprendre :

- .1 des modules généraux de formation théorique; et
- .2 des modules spéciaux de formation théorique dans un domaine spécialisé donné.

A1.4.3 Les modules généraux destinés à la formation théorique doivent inclure des thèmes généraux concernant :

- .1 l'activité et les fonctions de l'OMI et des administrations maritimes;
- .2 l'activité et les fonctions des sociétés de classification;
- .3 la classification des navires et des unités mobiles de forage au large;
- .4 les types de certificats délivrés et les rapports établis à l'issue des visites de classification et réglementaires;
- .5 le système de gestion de la qualité;
- .6 la réglementation relative à la sécurité individuelle; et
- .7 les questions juridiques et déontologiques.

A1.4.4 Les programmes de formation théorique à l'intention du personnel chargé des visites et de l'approbation des plans doivent être consignés dans un plan de formation et être élaborés en fonction des domaines d'activité (types ou catégories de visites, types de navires, sujets tels que coque, machines, installations électriques, etc.).

A1.4.5 Si le niveau d'instruction présente des lacunes dans un domaine d'activité donné, la formation théorique doit être renforcée.

A1.4.6 Si le personnel chargé des visites ou de l'approbation des plans a obtenu des qualifications particulières dans le cadre de l'expérience professionnelle acquise avant d'intégrer l'organisme reconnu, le plan de formation peut être allégé.

A1.4.7 Le renforcement ou l'allègement des plans de formation individuels doit être justifié.

A1.4.8 Si les domaines d'activité sont élargis, le plan de formation doit être élaboré et étayé en conséquence.

A1.4.9 La formation théorique peut être suivie dans le cadre d'un enseignement en classe, de séminaires spéciaux, de cours individuels, d'un auto-apprentissage ou d'une formation assistée par ordinateur.

A1.5 FORMATION PRATIQUE DU PERSONNEL CHARGÉ DES VISITES ET DE L'APPROBATION DES PLANS (VOIR L'APPENDICE 2 POUR LES CRITÈRES SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À CHAQUE CERTIFICAT)

A1.5.1 Généralités

La formation pratique doit garantir que le stagiaire est capable de procéder à des visites ou à l'évaluation de la conception d'une manière indépendante.

A1.5.2 Personnel chargé de l'approbation des plans

A1.5.2.1 La formation pratique doit être en rapport avec la complexité de l'évaluation de la conception (examen de la conception technique des navires, examen de la documentation technique sur les matériels et l'équipement) et doit être dispensée sous la supervision d'un tuteur.

A1.5.2.2 La formation pratique dispensée doit être consignée.

A1.5.3 Personnel chargé des visites

A1.5.3.1 La formation pratique doit être en rapport avec la complexité de la visite (types ou catégories de visites, types de navires, sujets spécifiques (coque, machines et installations électriques) et doit être dispensée sous la supervision d'un tuteur.

A1.5.3.2 Le choix des visites dépend de la spécialisation/la qualification à attribuer et doit inclure des visites de classification et réglementaires des types ci-après, selon qu'il convient :

- .1 constructions neuves;
- .2 navires et unités mobiles de forage au large en exploitation; et
- .3 matériels et équipement.

A1.5.3.3 La formation pratique dispensée doit être consignée.

A1.5.4 Examens et épreuves pour le personnel chargé des visites et de l'approbation des plans

A1.5.4.1 Les compétences acquises dans le cadre de la formation théorique doivent être démontrées par le biais d'un examen écrit ou oral ou d'épreuves sur ordinateur adaptées.

A1.5.4.2 Les examens et épreuves doivent porter sur les séries de modules pertinents auxquels le stagiaire a participé.

A1.5.4.3 En ce qui concerne les compétences acquises dans le cadre de la formation pratique :

- .1 un inspecteur doit les démontrer en menant à bien de façon satisfaisante les visites correspondantes sous la supervision du tuteur. L'inspecteur est censé être capable de répondre aux questions techniques que le tuteur juge nécessaire de poser pour s'assurer du niveau de compréhension. Les conclusions du tuteur doivent être consignées dans le dossier de formation correspondant; et
- .2 un membre du personnel chargé de l'approbation des plans doit les démontrer en menant à bien de façon satisfaisante l'évaluation des plans par rapport aux règles de classification et aux prescriptions réglementaires, exercice vérifié par le tuteur. Les conclusions du tuteur doivent être consignées dans le dossier de formation correspondant.

A1.5.4.4 Une personne compétente doit faire passer des examens correspondant à la formation théorique ou assister à la réalisation de travaux pratiques.

A1.5.4.5 Le stagiaire est autorisé à utiliser des documents de travail pertinents (règles, conventions, listes de contrôle, etc.) pendant les examens et épreuves.

A1.5.5 Personnel chargé des audits

A1.5.5.1 Formation théorique

A1.5.5.1.1 La formation théorique devrait traiter les questions suivantes :

- .1 les principes et la pratique de l'audit des systèmes de gestion;
- .2 les prescriptions du Code international de gestion de la sécurité (Code ISM) et l'interprétation et l'application de cet instrument;
- .3 les règles et règlements obligatoires et les codes et recueils de règles, directives et normes applicables recommandés par l'OMI, les États du pavillon, les sociétés de classification et les organisations du secteur maritime; et
- .4 les opérations de bord élémentaires, y compris la préparation et l'intervention en cas d'urgence. Le temps consacré à chaque sujet et le niveau de précision qu'il est nécessaire d'apporter dépendront des qualifications et de l'expérience des stagiaires, des compétences qu'ils possèdent déjà dans chacun de ces domaines et du nombre d'audits à effectuer dans le cadre de la formation.

A1.5.5.1.2 La formation peut se présenter sous la forme de modules, auquel cas la durée de la formation théorique ne doit pas dépasser 12 mois.

A1.5.5.1.3 S'il y a lieu, certains éléments peuvent être enseignés à distance ou en ligne. Toutefois, au moins 50 % du total des jours de formation théorique doit se dérouler en salle de classe afin de faciliter les débats et les échanges de vues et de permettre au candidat de bénéficier de l'expérience du formateur.

A1.5.5.2 Examen

A1.5.5.2.1 Un examen écrit doit être organisé à la fin de la formation théorique, ou à la fin de chaque module si la formation n'est pas dispensée en un seul bloc, afin de confirmer que les objectifs d'apprentissage ont été atteints.

A1.5.5.2.2 Si le stagiaire échoue à l'examen écrit ou à une partie de cet examen, il est autorisé à se représenter une seule fois. S'il échoue une deuxième fois, il doit suivre à nouveau la formation théorique correspondante avant d'être autorisé à se représenter à l'examen.

A1.5.5.2.3 Le candidat qui réussit l'examen écrit se voit décerner un certificat, une attestation ou un autre document indiquant les compétences acquises et les dates auxquelles la formation correspondante a eu lieu.

A1.5.5.3 Formation pratique

A1.5.5.3.1 Une personne habilitée à mener des audits en vertu du Code ISM doit avoir effectué au moins le nombre minimal d'audits dans le cadre de sa formation sous supervision, selon qu'il est spécifié par l'organisme reconnu.

A1.5.5.3.2 L'organisme reconnu doit établir des procédures permettant de garantir et de démontrer que les compétences requises ont été acquises.

A1.6 QUALIFICATIONS

A1.6.1 Une fois que le stagiaire a suivi avec succès les formations théorique et pratique, il est dûment habilité à travailler de façon indépendante. Les activités pour lesquelles le stagiaire est qualifié (types de visites, types de navires, types d'approbation de la conception, etc.) sont bien définies.

A1.6.2 Les critères adoptés par l'organisme reconnu pour décerner des qualifications doivent être consignés dans les documents appropriés relatifs au système de gestion de la qualité.

A1.7 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE LA FORMATION

A1.7.1 Parmi les méthodes permettant d'évaluer l'efficacité de la formation figurent le suivi, les contrôles, etc., qui sont effectués à intervalles réguliers conformément au système de l'organisme reconnu.

A1.7.2 Les critères adoptés par l'organisme reconnu pour évaluer l'efficacité de la formation doivent être bien définis dans les documents relatifs au système de gestion de la qualité.

A1.7.3 Des preuves de l'évaluation de l'efficacité de la formation doivent être apportées.

A1.8 MAINTIEN À JOUR DES QUALIFICATIONS

A1.8.1 Les critères adoptés par l'organisme reconnu pour maintenir ou mettre à jour les qualifications doivent être conformes aux documents relatifs au système de gestion de la qualité et définis dans ceux-ci.

A1.8.2 Les méthodes ci-après peuvent être utilisées pour mettre à jour les qualifications :

- .1 auto-apprentissage (sans assistance);
- .2 participation à différents cours et séminaires organisés dans les bureaux locaux et/ou dans les principaux bureaux de l'organisme reconnu;
- .3 séminaires techniques ponctuels en cas de modifications importantes des règles de l'organisme reconnu ou des conventions, codes et recueils de règles internationaux, etc. (avec examens si besoin); et
- .4 une formation spéciale concernant des tâches spécifiques ou un type de visite dans certains domaines d'activité, si le suivi de la performance en montre la nécessité ou en cas de période prolongée sans expérience pratique.

A1.8.3 Le maintien à jour des qualifications conformément à ces critères doit être vérifié à l'occasion de l'examen annuel de la performance.

A1.9 SUIVI DES ACTIVITÉS

A1.9.1 *Objet*

Le suivi des activités vise à :

- .1 déterminer si les personnes possèdent les compétences et les capacités voulues pour s'acquitter de façon indépendante des tâches qui leur ont été déléguées et confiées conformément aux politiques et pratiques de l'organisme reconnu;
- .2 cerner les besoins afin d'améliorer en permanence l'alignement des services techniques dans l'ensemble de l'organisme; et
- .3 déterminer s'il est nécessaire d'améliorer les orientations et/ou les outils à l'intention du personnel.

A1.9.2 *Suivi*

A1.9.2.1 Le bureau central, régional ou local peut entreprendre des activités de suivi. Celles-ci doivent être menées par des personnes qualifiées pour procéder à la visite ou à l'audit faisant l'objet du suivi.

A1.9.2.2 Chaque inspecteur ou auditeur qui s'acquitte de tâches relatives aux visites ou aux audits fait l'objet d'un suivi au moins une fois tous les deux ans. Si une personne effectue aussi bien des visites que des audits, ces deux types d'activités doivent faire l'objet d'un suivi au moins une fois tous les deux ans. Seulement un type de visite, dans le cas d'un inspecteur qualifié, et un type d'audit, dans le cas d'un auditeur qualifié, doivent faire l'objet d'un suivi au cours de ce cycle de deux ans. Les personnes chargées de l'approbation des plans doivent faire l'objet d'un suivi au moins une fois tous les deux ans.

A1.9.2.3 Une fois sa tâche achevée, l'inspecteur ou l'auditeur responsable du suivi doit en rendre compte.

A1.9.2.4 S'il est nécessaire de formuler des observations ou si des constatations sont faites, le rapport doit en faire état, de manière à ce qu'elles soient examinées et que des mesures correctives soient prises.

A1.9.3 Méthode

A1.9.3.1 Le suivi des activités doit être mené par du personnel habilité à cet effet.

A1.9.3.2 La préparation doit notamment porter sur la familiarisation avec les procédures, les prescriptions et les outils (par exemple les logiciels) associés à l'activité devant faire l'objet du suivi.

A1.9.3.3 La procédure de suivi doit notamment comporter un examen des renseignements pertinents relatifs à la performance professionnelle de la personne concernée, pour ce qui est notamment de l'exactitude du rapport et du certificat délivré, de l'atteinte des objectifs, des plaintes reçues et du retour d'information concernant le taux de retenues au titre du contrôle par l'État du port.

A1.9.3.4 L'activité relative aux visites, à l'audit ou à l'approbation des plans qui a été choisie comme devant faire l'objet du suivi doit avoir une portée qui permette d'examiner le plus grand éventail possible d'activités et de qualifications.

A1.9.3.5 Le suivi doit comprendre l'évaluation des éléments ci-après, sans toutefois s'y limiter :

- .1 sensibilisation à la sécurité individuelle;
- .2 compréhension et application des prescriptions pertinentes;
- .3 capacités techniques;
- .4 compréhension des prescriptions associées; et
- .5 normes en matière de compte rendu et de communication.

A1.9.4 Comptes rendus

À l'issue du suivi, un rapport doit être établi et comporter des conclusions quant à :

- .1 la capacité des personnes ayant fait l'objet de l'évaluation de s'acquitter des tâches qui leur ont été déléguées et confiées (y compris les aspects particulièrement positifs);
- .2 tout domaine susceptible d'être amélioré; et
- .3 tout complément de formation recommandé.

A1.9.5 Évaluation

Le rapport de suivi doit être évalué par la direction, qui détermine s'il faut maintenir l'habilitation de la personne ou éventuellement prescrire une formation pour que cette personne puisse obtenir une nouvelle délégation de pouvoirs. Ce rapport doit être établi et être examiné chaque année.

A1.9.6 Mise en œuvre

L'organisme reconnu doit :

- .1 bien définir la méthode de suivi des activités, y compris la manière dont il en est rendu compte;
- .2 bien définir les modalités pour obtenir l'autorisation de procéder au suivi des activités;
- .3 bien définir les conséquences d'un dépassement des délais prévus pour le suivi des activités et les mesures à prendre dans ce cas;
- .4 tenir des registres pour montrer que tout le personnel concerné a fait l'objet d'un suivi durant la période prescrite; et
- .5 tenir des registres pour attester du niveau de performance technique et de l'effet des éventuelles activités d'amélioration au sein de l'organisme par le biais de l'analyse du suivi des activités.

A1.10 FORMATION DU PERSONNEL D'APPUI

Le personnel d'appui doit recevoir une formation et/ou un encadrement en rapport avec les tâches qu'il est autorisé à exécuter.

A1.11 REGISTRES

Des registres doivent être tenus pour chaque inspecteur/membre du personnel chargé de l'approbation des plans, qui indiquent :

- .1 le niveau d'instruction;
- .2 l'expérience professionnelle acquise avant d'intégrer l'organisme reconnu;
- .3 la preuve qu'une formation théorique a été reçue;
- .4 la preuve qu'une formation pratique a été reçue;
- .5 la preuve attestant du passage d'examens et d'épreuves;
- .6 l'expérience professionnelle acquise au sein de l'organisme reconnu; et
- .7 la mise à jour périodique des connaissances.

Appendice 2

SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX FONCTIONS DES ORGANISMES RECONNUS AGISSANT AU NOM DE L'ÉTAT DU PAVILLON EN MATIÈRE DE VISITES ET DE DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS

A2.1 PORTÉE

A2.1.1 Le présent document énonce des spécifications minimales à l'usage des organismes reconnus capables d'exécuter, pour le compte de l'État du pavillon, des tâches réglementaires en matière de visites et de délivrance des certificats pour ce qui est de la délivrance de certificats internationaux.

A2.1.2 La méthode utilisée pour établir le système décrit ci-après a consisté à regrouper les spécifications requises en différents modules élémentaires afin de permettre de choisir le module qui convient pour chaque fonction de délivrance de certificats et d'exécution de visites.

A2.2 DOMAINES COUVERTS PAR LES MODULES ÉLÉMENTAIRES

- .1 Gestion
- .2 Évaluation technique
- .3 Visites
- .4 Qualifications et formation.

A2.2.1 Gestion

Module 1A : Fonctions de la direction

La direction de l'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'organiser, de gérer et de contrôler l'exécution des fonctions liées aux visites et à la délivrance des certificats afin de vérifier que les prescriptions relatives aux tâches déléguées sont satisfaites et elle doit notamment :

- .1 disposer d'un nombre suffisant de personnes compétentes en matière de contrôle, d'évaluation technique et de visites;
- .2 prévoir des moyens permettant d'élaborer et de mettre à jour des procédures et des consignes appropriées;
- .3 mettre en place des moyens permettant de tenir à jour les documents concernant l'interprétation des instruments pertinents;
- .4 offrir un appui technique et administratif au personnel d'exécution; et
- .5 pouvoir évaluer les rapports de visites et fournir en retour une expérience.

A2.2.2 Évaluation technique

Module 2A : Structure de la coque

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la résistance longitudinale;
- .2 les échantillonnages locaux, tels que tôles et raidisseurs;
- .3 les analyses des contraintes, de la fatigue et des risques de flambement de la structure; et
- .4 les matériaux, le soudage à chaud et les autres procédés de soudage utilisés, de manière à satisfaire aux règles et prescriptions internationales pertinentes en matière de conception, de construction et de sécurité.

Module 2B : Systèmes des machines

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 l'appareil propulsif, les machines auxiliaires et l'appareil à gouverner;
- .2 les tuyautages; et
- .3 les systèmes électriques et les systèmes automatiques,

de manière à satisfaire aux règles et prescriptions internationales pertinentes en matière de conception, de construction et de sécurité.

Module 2C : Compartimentage et stabilité

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la stabilité à l'état intact et après avarie;
- .2 l'évaluation de l'essai d'inclinaison;
- .3 la stabilité au cours du chargement de grain; et
- .4 l'étanchéité à l'eau et aux intempéries.

Module 2D : Lignes de charge

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 le calcul du franc-bord; et
- .2 les conditions d'assignation du franc-bord.

Module 2E : Jaugeage

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne le calcul de la jauge.

Module 2F : Prévention de l'incendie à la construction

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la prévention de l'incendie à la construction et l'isolation contre l'incendie;
- .2 l'utilisation de matériaux combustibles;
- .3 les moyens d'évacuation; et
- .4 les systèmes de ventilation.

Module 2G : Matériel de sécurité

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 les engins et dispositifs de sauvetage;
- .2 le matériel de navigation;
- .3 les dispositifs et le matériel de détection et d'alarme d'incendie;
- .4 les dispositifs et le matériel d'extinction de l'incendie;
- .5 les plans de lutte contre l'incendie;
- .6 les échelles de pilote et appareils de hissage du pilote;
- .7 les feux, marques et signaux sonores; et
- .8 les dispositifs à gaz inerte.

Module 2H : Prévention de la pollution par les hydrocarbures

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la surveillance et le contrôle des rejets d'hydrocarbures;
- .2 la séparation des hydrocarbures et de l'eau de ballast;
- .3 le lavage au pétrole brut;
- .4 la localisation défensive des citernes à ballast séparé;
- .5 les dispositifs de pompage, de tuyautages et de rejet; et
- .6 les plans d'urgence de bord contre la pollution par les hydrocarbures.

Module 2I : Prévention de la pollution par les substances liquides nocives

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la liste des matières que le navire est autorisé à transporter;
- .2 le système de pompage;
- .3 le système d'assèchement;
- .4 le système et le matériel de lavage des citernes; et
- .5 les dispositifs de rejet immergés.

Module 2J : Radiocommunications

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques voulues en ce qui concerne :

- .1 la radiotéléphonie;
- .2 la radiotélégraphie; et
- .3 le SMDSM.

Toutefois, ces services peuvent être assurés par une société spécialisée dans la prestation de services d'inspection des installations radioélectriques qui soit approuvée et contrôlée par l'organisme reconnu conformément à un programme établi et bien défini. Ce programme doit définir les prescriptions spécifiques auxquelles doivent satisfaire cette société et ses radiotechniciens.

Module 2K : Transport de produits chimiques dangereux en vrac

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 l'agencement du navire et la capacité de survie du navire;
- .2 le stockage de la cargaison et les matériaux de construction;
- .3 la régulation de la température de la cargaison et le transfert de la cargaison;
- .4 les systèmes de dégagement des citernes à cargaison et le contrôle de l'atmosphère;
- .5 la protection du personnel, les normes d'exploitation; et
- .6 la liste des produits chimiques que le navire est autorisé à transporter.

Module 2L : Transport de gaz liquéfiés en vrac

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 l'agencement du navire et la capacité de survie du navire;
- .2 le stockage de la cargaison et les matériaux de construction;
- .3 les réservoirs de traitement sous pression et les circuits de liquide, les circuits de vapeur et les circuits de tuyautages sous pression;
- .4 les systèmes de dégagement des citernes à cargaison et la surveillance de l'atmosphère des citernes;
- .5 la protection du personnel;
- .6 l'utilisation de la cargaison comme combustible; et
- .7 les normes d'exploitation.

A2.2.3 Visites**Module 3A : Fonctions liées à l'exécution des visites**

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les visites requises dans les conditions contrôlées prévues dans son système de qualité interne et avoir un personnel suffisant pour assurer une représentation géographique satisfaisante et une représentation locale si nécessaire. Les travaux qui doivent être exécutés par le personnel sont décrits dans les sections pertinentes des directives appropriées élaborées par l'Organisation en matière de visites.

A2.2.4 Qualifications et formation**Module 4A : Qualifications générales**

Le personnel de l'organisme reconnu qui exécute les travaux réglementaires et est responsable doit avoir le minimum un niveau d'instruction générale prescrit dans la section 4.2.5 de la partie 2.

Module 4B : Qualifications en matière de visites des installations radioélectriques

Ces visites peuvent être effectuées par une société spécialisée dans la prestation de services d'inspection des installations radioélectriques qui soit approuvée et contrôlée par l'organisme reconnu conformément à un programme établi et bien défini. Ce programme doit définir les spécifications auxquelles doivent satisfaire la société et ses radiotechniciens, y compris, notamment, les prescriptions concernant la formation interne par petits groupes requise au moins dans les domaines suivants :

- .1 radiotéléphonie;
- .2 radiotélégraphie;
- .3 SMDSM; et
- .4 visites initiales et visites de renouvellement.

Les radiotechniciens qui effectuent les visites doivent avoir suivi avec succès une formation d'au moins un an dans une école technique appropriée, avoir suivi la formation interne par petits groupes prévue par leur employeur et avoir au moins un an d'expérience en tant que radiotechniciens adjoints. En ce qui concerne les inspecteurs des installations radioélectriques qui travaillent exclusivement pour l'organisme reconnu, des prescriptions équivalentes à celles qui sont mentionnées ci-dessus sont applicables.

A2.3 SPÉCIFICATIONS CONCERNANT LES DIVERS CERTIFICATS

A2.3.1 Certificat de sécurité pour navire à passagers

Délivrance du certificat initial, visite de renouvellement

A2.3.1.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2D, 2F, 2G, 2J, 3A, 4A et 4B sont applicables.

A2.3.1.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : Convention SOLAS de 1974, telle que modifiée.
- .2 IT : Convention SOLAS de 1974, telle que modifiée :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat; et
 - .2 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.2 Certificat de sécurité de construction pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites annuelles/intermédiaires et de renouvellement

A2.3.2.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2F, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.2.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : chapitres II-1, II-2 et XII de la Convention SOLAS de 1974, tels que modifiés, et règles appropriées des sociétés de classification.
- .2 IT : visites techniques pertinentes (visites de classification ou visites analogues), nouvelle construction :
 - .1 structure de la coque et armement; et
 - .2 installation et mise à l'essai des machines et des systèmes.
- .3 IT : visites techniques pertinentes (visites de classification ou visites analogues), navires en service :
 - .1 visite annuelle/intermédiaire;
 - .2 visite de renouvellement; et
 - .3 inspection du fond du navire.

- .4 IT : chapitres II-1, II-2 et XII de la Convention SOLAS de 1974, tels que modifiés :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.3 Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, périodiques et de renouvellement

A2.3.3.1 Les modules 1A, 2G, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.3.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système devrait comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : chapitres II-1, II-2, III et V de la Convention SOLAS de 1974, tels que modifiés, et dispositions applicables du Règlement COLREG de 1972, telles que modifiées.
- .2 IT : chapitres II-1, II-2, III et V de la Convention SOLAS de 1974, tels que modifiés et dispositions applicables du Règlement COLREG de 1972, telles que modifiées :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/périodique et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.4 Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites périodiques et de renouvellement

A2.3.4.1 Les modules 1A, 2J, 3A et 4B sont applicables.

A2.3.4.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : chapitre IV de la Convention SOLAS de 1974, tel que modifié.
- .2 IT : voir le module 4B.

A2.3.5 Délivrance du certificat requis aux termes du Code international de gestion de la sécurité

Délivrance du certificat initial, vérifications annuelles/intermédiaires et renouvellement du certificat

A2.3.5.1 Tous les modules, à l'exception du module 2E (jaugeage), sont applicables dans la mesure où ils concernent l'aptitude d'un organisme reconnu à identifier et évaluer les règles et règlements obligatoires auxquels doivent satisfaire les navires et le système de gestion de la sécurité de la compagnie.

A2.3.5.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit satisfaire aux prescriptions relatives aux qualifications et à la formation des évaluateurs du Code ISM qui figurent dans les directives pour la mise en œuvre du Code international de gestion de la sécurité (Code ISM) par les Administrations.

A2.3.6 Certificat international de franc-bord

Délivrance du certificat initial, visites annuelles et de renouvellement

A2.3.6.1 Les modules 1A, 2A, 2C, 2D, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.6.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : calcul du franc-bord et approbation des plans concernant les conditions d'assignation du franc-bord conformément à la Convention LL de 1966.
- .2 IT : visites techniques pertinentes (visites de classification ou visites analogues), nouvelle construction :
 - .1 visite de la structure de la coque;
 - .2 ouvertures dans la coque et dispositifs de fermeture; et
 - .3 essai de stabilité/d'inclinaison.
- .3 IT : visites techniques pertinentes (visites de classification ou visites analogues), navires en service :
 - .1 visite annuelle;
 - .2 visite de renouvellement; et
 - .3 inspection du fond du navire.
- .4 IT : mesures à effectuer pour déterminer la position de la ligne de charge/rapport de la visite initiale.
- .5 IT : conditions d'assignation/rapport de la visite initiale.

- .6 IT : vérification de la marque de franc-bord/rapport de la visite initiale.
- .7 IT : visite annuelle de franc-bord.
- .8 IT : visite de renouvellement du franc-bord, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.7 Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.7.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2H, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.7.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : approbation des plans et des manuels conformément à l'Annexe I de MARPOL.
- .2 IT : Annexe I de MARPOL, telle que modifiée :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.8 Certificat international de prévention de la pollution liée au transport de substances liquides nocives en vrac

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.8.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2I, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.8.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : approbation des plans et des manuels conformément à l'Annexe II de MARPOL et aux codes et recueils de règles pertinents.
- .2 IT : Annexe II de MARPOL et codes et recueils de règles pertinents :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.9 Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.9.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2K, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.9.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : approbation des plans et des manuels conformément au Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC).
- .2 IT : Recueil IBC :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.10 Certificat international d'aptitude au transport de gaz liquéfiés en vrac

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.10.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2L, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.10.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : approbation des plans et des manuels conformément au Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des gaz liquéfiés en vrac (Recueil IGC).
- .2 IT : Recueil IGC :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.11 Certificat international de jaugeage (1969)

Délivrance du certificat initial

A2.3.11.1 Les modules 1A, 2E et 4A sont applicables.

A2.3.11.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : mesures et calcul de la jauge conformément :
 - .1 à la Convention de 1969 sur le jaugeage; et
 - .2 aux résolutions pertinentes de l'OMI.
- .2 IT : inspection des marques et rapport.

Appendice 3

ÉLÉMENTS À INCLURE DANS UN ACCORD

Un accord officiel conclu par écrit entre l'État du pavillon et l'organisme reconnu, ou autre disposition équivalente, devrait au moins couvrir les aspects suivants :

- 1 Application
- 2 Objet
- 3 Conditions générales
- 4 Exécution des fonctions prévues dans le cadre de la délégation des pouvoirs :
 - .1 Fonctions prévues dans le cadre de la délégation générale des pouvoirs
 - .2 Fonctions prévues dans le cadre de la délégation de pouvoirs spéciaux (additionnels)
 - .3 Relations entre les activités réglementaires et les autres activités apparentées de l'organisme
 - .4 Fonctions visant à coopérer avec les États du port pour faciliter la rectification des déficiences constatées à l'issue du contrôle par l'État du port ou des anomalies relevant de la compétence de l'organisme
- 5 Fondement juridique des fonctions prévues dans le cadre de la délégation des pouvoirs :
 - .1 Lois, règles et dispositions supplémentaires
 - .2 Interprétations
 - .3 Dérogations et solutions équivalentes
- 6 Notification à l'État du pavillon :
 - .1 Procédures de notification dans le cas de la délégation générale des pouvoirs
 - .2 Procédures de notification dans le cas de la délégation spéciale de pouvoirs
 - .3 Notifications relatives à la classification des navires (attribution de la cote, modifications et retrait), selon le cas
 - .4 Notification des cas où un navire n'est pas apte à tous égards à prendre la mer sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord ou présente un risque ou un danger excessif pour l'environnement
 - .5 Autres notifications

- 7 Élaboration de règles et/ou règlements – Informations :
- .1 Coopération pour l'élaboration de règles et/ou règlements – Réunions de liaison
 - .2 Échange de règles et/ou règlements et d'informations
 - .3 Langue et forme
- 8 Autres conditions :
- .1 Rémunération
 - .2 Règles relatives aux procédures administratives
 - .3 Confidentialité
 - .4 Responsabilité³
 - .5 Responsabilité financière
 - .6 Entrée en vigueur
 - .7 Annulation
 - .8 Violation de l'accord
 - .9 Règlement des différends
 - .10 Recours à des sous-traitants
 - .11 Publication de l'accord
 - .12 Amendements
- 9 Spécification des pouvoirs délégués par l'État du pavillon à l'organisme :
- .1 Types et dimensions des navires
 - .2 Conventions et autres instruments, y compris la législation nationale applicable
 - .3 Approbation des plans
 - .4 Approbation du matériel et de l'équipement

³ L'organisme reconnu et ses employés qui participent à la délivrance des certificats réglementaires ou des services réglementaires ou qui en sont chargés peuvent être tenus par la législation de l'État du pavillon d'être couverts par une assurance-indemnisation professionnelle ou une assurance responsabilité professionnelle au cas où l'État du pavillon serait en dernier ressort jugé responsable de pertes ou de dommages dont il a été prouvé dans une instance judiciaire qu'ils ont été causés par un acte ou une omission par négligence de l'organisme reconnu. À cet égard, l'État du pavillon peut aussi envisager de limiter le montant de la responsabilité et des indemnités devant être couvert par cette assurance ou d'autres dispositions en matière d'indemnisation.

- .5 Visites
- .6 Délivrance de certificats
- .7 Mesures correctives
- .8 Retrait des certificats
- .9 Notification
- 10 Supervision par l'État du pavillon des tâches déléguées à l'organisme :
 - .1 Documentation du système d'assurance de la qualité
 - .2 Accès aux instructions, circulaires et directives internes
 - .3 Accès de l'État du pavillon à la documentation de l'organisme intéressant la flotte de l'État du pavillon
 - .4 Coopération avec l'État du pavillon en matière d'inspection et de vérification
 - .5 Fourniture de renseignements et de données statistiques sur, par exemple, les avaries et les accidents concernant la flotte de l'État du pavillon.

ANNEXE 23**RÉSOLUTION MEPC.237(65)
(adoptée le 17 mai 2013)****CODE RÉGISSANT LES ORGANISMES RECONNUS**

LE COMITÉ DE LA PROTECTION DU MILIEU MARIN,

RAPPELANT l'article 38 a) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions conférées au Comité de la protection du milieu marin (le Comité) aux termes des conventions internationales visant à prévenir et à combattre la pollution des mers,

RAPPELANT ÉGALEMENT la résolution A.739(18) intitulée "Directives pour l'habilitation des organismes agissant au nom de l'Administration" et la résolution A.789(19) intitulée "Spécifications définissant les fonctions des organismes reconnus agissant au nom de l'Administration en matière de visites et de délivrance des certificats", qui sont devenues obligatoires à la fois en vertu du chapitre 2 de l'Annexe I et du chapitre 3 de l'Annexe II de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif (MARPOL), et en vertu de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS de 1974) et du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge (Protocole LL de 1988),

RECONNAISSANT qu'il est nécessaire de mettre à jour les résolutions susmentionnées, de regrouper toutes les prescriptions applicables aux organismes reconnus dans un instrument unique de l'OMI à caractère obligatoire et de contribuer à mettre en œuvre de manière harmonisée et uniforme à l'échelle mondiale les prescriptions établies par les instruments de l'OMI pour l'évaluation et l'habilitation des organismes reconnus,

RECONNAISSANT AUSSI qu'il est nécessaire qu'un code établisse, dans la mesure où les législations nationales le permettent, une approche uniforme en vue d'aider les Administrations à s'acquitter des responsabilités qui leur incombent en matière de reconnaissance, d'habilitation et de surveillance de leurs organismes reconnus,

NOTANT la résolution MEPC.238(65), par laquelle il a adopté, notamment, les amendements aux Annexes I et II du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ci-après dénommé le "Protocole de 1978") qui visent à rendre obligatoires les dispositions de la partie 1 et de la partie 2 du Code régissant les organismes reconnus en vertu de MARPOL,

AYANT EXAMINÉ, à sa soixante-cinquième session, le texte du projet de code régissant les organismes reconnus,

JUGEANT hautement souhaitable que le Code régissant les organismes reconnus rendu obligatoire en vertu de la Convention SOLAS de 1974, du Protocole LL de 1988 et de MARPOL reste identique,

1. ADOPTE le Code régissant les organismes reconnus, dont le texte figure en annexe à la présente résolution;

2. INVITE toutes les Parties au Protocole de 1978 à noter que le Code régissant les organismes reconnus prendra effet le 1er janvier 2015, date d'entrée en vigueur des amendements respectifs aux Annexes I et II de MARPOL;
3. PRIE le Secrétaire général de transmettre des copies certifiées conformes de la présente résolution et du texte du Code régissant les organismes reconnus qui y est annexé à toutes les Parties au Protocole de 1978;
4. PRIE EN OUTRE le Secrétaire général de transmettre des copies de la présente résolution et de son annexe à tous les Membres de l'Organisation qui ne sont pas Parties au Protocole de 1978;
5. RECOMMANDE aux gouvernements intéressés de se fonder sur les dispositions ayant valeur de recommandations qui sont énoncées dans la partie 3 du Code régissant les organismes reconnus pour établir les normes voulues, à moins que leurs règles nationales n'assurent au moins un degré de sécurité équivalent.

ANNEXE

CODE RÉGISSANT LES ORGANISMES RECONNUS

Table des matières

PRÉAMBULE

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS

- 1 OBJET
- 2 PORTÉE
- 3 STRUCTURE
- 4 DÉLÉGATION DE POUVOIR
- 5 COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS
- 6 RÉFÉRENCES

PARTIE 2 PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RECONNAISSANCE ET À L'HABILITATION
DES ORGANISMES

1 TERMINOLOGIE ET DÉFINITIONS

2 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES ORGANISMES RECONNUS

- 2.1 Généralités
- 2.2 Règles et règlements
- 2.3 Indépendance
- 2.4 Impartialité
- 2.5 Intégrité
- 2.6 Compétence
- 2.7 Responsabilités
- 2.8 Transparence

3 GESTION ET ORGANISATION

- 3.1 Généralités
- 3.2 Politique en matière de qualité, de sécurité et de prévention de la pollution
- 3.3 Documents requis
- 3.4 Manuel qualité
- 3.5 Contrôle des documents
- 3.6 Contrôle des registres
- 3.7 Planification
- 3.8 Organisation
- 3.9 Communication
 - 3.9.1 Communication interne
 - 3.9.2 Communication/coopération avec l'État du pavillon
 - 3.9.3 Coopération entre les organismes reconnus
- 3.10 Examen effectué par la direction
 - 3.10.1 Généralités
 - 3.10.2 Éléments à prendre en considération lors de l'examen
 - 3.10.3 Résultats de l'examen

4 RESSOURCES

- 4.1 Généralités
- 4.2 Personnel
- 4.3 Infrastructure
- 4.4 Milieu du travail

5 PROCESSUS DE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS ET DES SERVICES RÉGLEMENTAIRES

- 5.1 Généralités
- 5.2 Conception et mise au point
- 5.3 Éléments à prendre en considération dans la conception et la mise au point
- 5.4 Résultats de la conception et de la mise au point
- 5.5 Vérification de la conception et de la mise au point
- 5.6 Contrôle des modifications à apporter à la conception et à la mise au point
- 5.7 Contrôle de la production et prestation de services
- 5.8 Biens des clients
- 5.9 Sous-traitance et prestataires de services
- 5.10 Contrôle des dispositifs de surveillance continue et de mesure
- 5.11 Plaintes
- 5.12 Recours

6 MESURE, ANALYSE ET AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE

- 6.1 Généralités
- 6.2 Audit interne
- 6.3 Audit contractuel vertical
- 6.4 Suivi et évaluation des procédures
- 6.5 Contrôle, suivi et mesure des défauts de conformité, y compris des déficiences réglementaires
- 6.6 Amélioration
 - 6.6.1 Généralités
 - 6.6.2 Analyse des données
 - 6.6.3 Sources de renseignements
 - 6.6.4 Mesures correctives
 - 6.6.5 Mesures préventives

7 CERTIFICATION DU SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ

8 HABILITATION DES ORGANISMES RECONNUS

- 8.1 Généralités
- 8.2 Fondement juridique des fonctions faisant l'objet de l'habilitation
- 8.3 Spécification des pouvoirs délégués
- 8.4 Ressources
- 8.5 Instruments
- 8.6 Instructions
- 8.7 Registres

PARTIE 3 CONTRÔLE DES ORGANISMES RECONNUS

1 OBJET

2 PORTÉE

3 RÉFÉRENCES

4 TERMINOLOGIE ET DÉFINITIONS

5 ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE CONTRÔLE

5.1 Contrôle

5.2 Supervision par l'État du pavillon des tâches déléguées à un organisme reconnu

5.3 Vérification et surveillance

6 PRINCIPES DE L'AUDIT

7 GESTION DU PROGRAMME DE CONTRÔLE

7.1 Généralités

7.2 Objectifs et portée d'un programme de contrôle

7.2.1 Objectifs d'un programme de contrôle

7.2.2 Portée d'un programme de contrôle

7.3 Responsabilités, ressources et procédures relatives dans le cadre d'un programme de contrôle

7.3.1 Responsabilités dans le cadre d'un programme de contrôle

7.3.2 Ressources du programme de contrôle

7.3.3 Procédures du programme de contrôle

7.3.4 Application du programme de contrôle

7.3.5 Registres relatifs au programme de contrôle

7.4 Surveillance et examen du programme de contrôle

APPENDICE 1 FORMATION ET QUALIFICATIONS REQUISES DU PERSONNEL TECHNIQUE DES ORGANISMES RECONNUS

A1.1 DÉFINITIONS

A1.2 CONDITIONS D'ADMISSION DES STAGIAIRES

A1.3 MODULES

A1.4 FORMATION THÉORIQUE DU PERSONNEL CHARGÉ DES VISITES ET DE L'APPROBATION DES PLANS

A1.5 FORMATION PRATIQUE DU PERSONNEL CHARGÉ DES VISITES ET DE L'APPROBATION DES PLANS

A1.5.1 Généralités

A1.5.2 Personnel chargé de l'approbation des plans

A1.5.3 Personnel chargé des visites

A1.5.4 Examens et épreuves pour le personnel chargé des visites et de l'approbation des plans

A1.5.5 Personnel chargé des audits

A1.6 QUALIFICATIONS

A1.7 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE LA FORMATION

A1.8 MAINTIEN À JOUR DES QUALIFICATIONS

A1.9 SUIVI DES ACTIVITÉS

- A1.9.1 Objet
- A1.9.2 Suivi
- A1.9.3 Méthode
- A1.9.4 Comptes rendus
- A1.9.5 Évaluation
- A1.9.6 Mise en œuvre

A1.10 FORMATION DU PERSONNEL D'APPUI

A1.11 REGISTRES

APPENDICE 2 SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX FONCTIONS DES ORGANISMES RECONNUS AGISSANT AU NOM DE L'ÉTAT DU PAVILLON EN MATIÈRE DE VISITES ET DE DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS

A2.1 PORTÉE

A2.2 DOMAINES COUVERTS PAR LES MODULES ÉLÉMENTAIRES

A2.2.1 Gestion

Module 1A : Fonctions de la direction

A2.2.2 Évaluation technique

Module 2A : Structure de la coque

Module 2B : Systèmes des machines

Module 2C : Compartimentage et stabilité

Module 2D : Lignes de charge

Module 2E : Jaugeage

Module 2F : Prévention de l'incendie à la construction

Module 2G : Matériel de sécurité

Module 2H : Prévention de la pollution par les hydrocarbures

Module 2I : Prévention de la pollution par les substances liquides nocives

Module 2J : Radiocommunications

Module 2K : Transport de produits chimiques dangereux en vrac

Module 2L : Transport de gaz liquéfiés en vrac

A2.2.3 Visites

Module 3A : Fonctions liées à l'exécution des visites

A2.2.4 Qualifications et formation

Module 4A : Qualifications générales

Module 4B : Qualifications en matière de visites des installations radioélectriques

A2.3 SPÉCIFICATIONS CONCERNANT LES DIVERS CERTIFICATS

A2.3.1 Certificat de sécurité pour navire à passagers

Délivrance du certificat initial, visite de renouvellement

A2.3.2 Certificat de sécurité de construction pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites annuelles/intermédiaires et de renouvellement

A2.3.3 Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, périodiques et de renouvellement

A2.3.4 Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites périodiques et de renouvellement

A2.3.5	Délivrance du certificat requis aux termes du code international de Gestion de la sécurité Délivrance du certificat initial, vérifications annuelles/intermédiaires et renouvellement du certificat
A2.3.6	Certificat international de franc-bord Délivrance du certificat initial, visites annuelles et de renouvellement
A2.3.7	Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement
A2.3.8	Certificat international de prévention de la pollution liée au transport de substances liquides nocives en vrac Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement
A2.3.9	Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement
A2.3.10	Certificat international d'aptitude au transport de gaz liquéfiés en vrac Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement
A2.3.11	Certificat international de jaugeage (1969) Délivrance du certificat initial
APPENDICE 3	ÉLÉMENTS À INCLURE DANS UN ACCORD

PRÉAMBULE

Le Code régissant les organismes reconnus a été adopté par l'Organisation par les résolutions MSC.349(92) et MEPC.237(65).

Le présent Code :

- .1 fournit aux États du pavillon une norme qui permettra de garantir une application harmonisée et systématique au niveau mondial des prescriptions établies par les instruments de l'Organisation maritime internationale (OMI) pour l'évaluation et l'habilitation des organismes reconnus;
- .2 fournit aux États du pavillon un mécanisme harmonisé, transparent et indépendant à même de les aider à procéder de façon efficiente et efficace au contrôle des organismes reconnus; et
- .3 précise les responsabilités des organismes habilités à agir en tant qu'organismes reconnus au nom d'un État du pavillon, ainsi que la portée générale de cette habilitation.

PARTIE 1

GÉNÉRALITÉS

1 OBJET

Le présent Code constitue la norme internationale et l'instrument récapitulatif énonçant les critères minimaux sur la base desquels les organismes sont évalués en vue de leur reconnaissance, de leur habilitation et de l'élaboration de directives sur le contrôle par les États du pavillon.

2 PORTÉE

2.1 Le présent Code s'applique :

- .1 à tous les organismes qu'un État du pavillon envisage de reconnaître ou a reconnus pour qu'ils assurent en son nom la délivrance des certificats et les services réglementaires en vertu des instruments obligatoires de l'OMI et de la législation nationale; et
- .2 à tous les États du pavillon qui ont l'intention de reconnaître un organisme pour qu'il assure en leur nom la délivrance des certificats et les services réglementaires en vertu des instruments obligatoires de l'OMI.

2.2 Le présent Code établit :

- .1 les conditions qu'un organisme reconnu doit obligatoirement remplir pour être reconnu par un État du pavillon (partie 1);
- .2 les obligations qu'un organisme reconnu doit remplir lorsqu'il assure la délivrance des certificats et les services réglementaires au nom des États du pavillon qui l'ont habilité (partie 2);

- .3 les prescriptions obligatoires que les États du pavillon doivent respecter lorsqu'ils habilitent un organisme reconnu (partie 2); et
- .4 les directives pour le contrôle des organismes reconnus par l'État du pavillon (partie 3).

2.3 Le présent Code énonce les prescriptions relatives aux fonctions, à l'organisation et au contrôle applicables aux organismes reconnus procédant à la délivrance des certificats et assurant les services réglementaires en vertu des instruments obligatoires de l'OMI, lesquels incluent, sans toutefois s'y limiter, la Convention SOLAS, la Convention MARPOL et la Convention sur les lignes de charge.

2.4 Toutes les prescriptions du présent Code sont d'ordre général et applicables à tous les organismes reconnus, indépendamment de leur type et de leur taille et de la délivrance des certificats et des services réglementaires qu'ils assurent.

2.5 Les organismes reconnus soumis au présent Code ne doivent pas nécessairement offrir tous les types de délivrance des certificats et de services réglementaires et leur reconnaissance peut avoir une application limitée, à condition que les prescriptions du Code soient appliquées d'une manière compatible avec cette reconnaissance d'une portée limitée. Si une prescription quelconque du présent Code ne peut pas être appliquée en raison de la portée des services assurés par l'organisme reconnu, il faut l'indiquer clairement dans le système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu.

3 STRUCTURE

Le présent Code comporte trois parties. La partie 1 contient les dispositions générales. La partie 2 contient les prescriptions obligatoires applicables à l'État du pavillon et à l'organisme reconnu qui figurent déjà dans les instruments pertinents de l'OMI et les normes internationales applicables. La partie 3 contient des directives relatives au contrôle des organismes reconnus par les États du pavillon.

4 DÉLÉGATION DE POUVOIR

4.1 Un État du pavillon peut déléguer à un organisme reconnu comme satisfaisant aux dispositions du présent Code le pouvoir de procéder, en son nom, à la délivrance des certificats et aux services réglementaires en vertu des instruments de l'OMI et de sa législation nationale.

4.2 L'État du pavillon ne doit pas confier à l'organisme reconnu des fonctions dépassant ses capacités. À cet égard, l'État du pavillon doit tenir compte de l'appendice 2 du présent Code en ce qui concerne l'habilitation.

4.3 Les États du pavillon devraient coopérer les uns avec les autres en vue de s'assurer que les organismes reconnus auxquels ils délèguent pouvoir respectent les dispositions du présent Code.

5 COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

L'État du pavillon doit communiquer au Secrétaire général de l'OMI et déposer auprès de lui une liste des organismes reconnus, laquelle sera diffusée aux parties intéressées pour qu'elles puissent en informer leurs fonctionnaires, de même qu'une notification indiquant les responsabilités et conditions particulières du pouvoir délégué aux organismes reconnus.

6 RÉFÉRENCES

Le présent Code est fondé sur les documents de référence suivants :

- .1 instruments obligatoires de l'OMI et directives et recommandations de l'OMI (c'est-à-dire codes, recueils, directives et normes recommandées par l'Organisation);
- .2 norme ISO 9000:2005, Systèmes de management de la qualité – Principes essentiels et vocabulaire;
- .3 norme ISO 9001:2008, Systèmes de management de la qualité – Exigences;
- .4 norme ISO/CEI 17020:1998, Critères généraux pour le fonctionnement de différents types d'organismes procédant à l'inspection;
- .5 norme ISO 19011:2002, Lignes directrices pour l'audit des systèmes de management de la qualité et/ou le management environnemental;
- .6 prescriptions relatives au système de gestion de la qualité de l'Association internationale des sociétés de classification (IACS); et
- .7 législation nationale.

PARTIE 2

PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA RECONNAISSANCE ET À L'HABILITATION DES ORGANISMES

1 TERMINOLOGIE ET DÉFINITIONS

1.1 *Organisme reconnu* désigne un organisme qui a été évalué par un État du pavillon et été jugé conforme à la présente partie du Code régissant les organismes reconnus.

1.2 *Habilitation* désigne la délégation de pouvoir à un organisme reconnu pour qu'il assure la délivrance des certificats et les services réglementaires au nom d'un État du pavillon de la manière décrite dans l'accord ou arrangement juridique équivalent en tenant compte des "Éléments à inclure dans un Accord" indiqués à l'appendice 3 du présent Code.

1.3 *Délivrance des certificats et services réglementaires* désigne les certificats délivrés et les services assurés en vertu des lois et règlements établis par le gouvernement d'un État souverain. *Cela inclut* l'examen des plans, les visites et/ou l'audit aboutissant à la délivrance, ou appuyant la délivrance, d'un certificat par un État du pavillon ou en son nom qui atteste du respect des prescriptions énoncées dans une convention internationale ou dans la législation nationale. Cela inclut la délivrance de certificats par un organisme reconnu par l'État du pavillon conformément aux dispositions de la règle XI-1/1 de la Convention SOLAS et peut incorporer l'attestation de la conformité aux prescriptions de l'organisme reconnu relatives à la structure, aux machines et aux installations électriques en vertu des termes de l'accord de reconnaissance qu'il a conclu avec l'État du pavillon.

1.4 *Évaluation* désigne toute activité visant à déterminer que l'entité évaluée satisfait aux prescriptions des règles et réglementations pertinentes.

1.5 *Parties intéressées* désigne toute personne ou entité juridique qui peut démontrer un intérêt justifié dans le processus de visites et de délivrance des certificats et inclut notamment les clients de l'organisme reconnu, les propriétaires de navires, les exploitants ou, les constructeurs de navires, les fabricants de matériel, les intérêts ou associations du secteur maritime, les intérêts ou associations des assurances maritimes, les associations commerciales, les organes réglementaires publics ou d'autres services publics et les organisations non gouvernementales.

1.6 *Emplacement* désigne un endroit d'où sont effectuées et gérées les visites ou bien où l'approbation des plans est effectuée ou encore d'où sont gérées les procédures.

1.7 *Site* désigne l'endroit où l'inspecteur est basé pour remplir un contrat particulier ou une série de contrats, y compris, sans toutefois s'y limiter, un port, un chantier naval, une entreprise et une compagnie. Tous les services de délivrance des certificats et services réglementaires sur les sites doivent être contrôlés par un emplacement.

1.8 *Audit contractuel vertical* désigne un audit spécifique, en vertu d'un contrat/ordre, des processus de production, y compris la présence en tant que témoin lors d'une visite, d'un audit ou d'une approbation de plans en cours, et, s'il y a lieu, des sous-processus pertinents. Un audit contractuel vertical est effectué à un emplacement ou dans un site (poste de visites/bureau d'approbation/site) en vue de vérifier que les prescriptions pertinentes sont appliquées correctement lors de l'exécution des services à assurer pour les tâches spécifiques décrites dans ce contrat/cet ordre, y compris leurs interactions (les sous-processus pertinents incluent par exemple des visites partielles précédentes ou des processus de mesure d'épaisseur par ultrasons lors de la visite). L'audit contractuel vertical de l'approbation des plans peut être effectué pour des tâches terminées.

2 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES ORGANISMES RECONNUS

2.1 Généralités

Un État du pavillon délègue pouvoir à un organisme sous réserve de la confirmation que cet organisme est capable de démontrer qu'il a la capacité d'assurer des services de haute qualité et qu'il satisfait aux prescriptions du présent Code et de la législation nationale applicable.

2.2 Règles et règlements

L'organisme reconnu doit établir, publier et tenir systématiquement à jour ses règles ou règlements, une version devant être en anglais, relatifs à la conception et la construction des navires, y compris la délivrance des certificats, et de leurs systèmes techniques essentiels connexes et doivent aussi mettre en place une capacité de recherche satisfaisante pour que les critères publiés soient mis à jour de manière appropriée.

2.3 Indépendance

L'organisme reconnu et son personnel ne doivent pas mener des activités risquant d'être incompatibles avec leur indépendance de jugement et leur intégrité en ce qui concerne la délivrance des certificats et l'exécution des services réglementaires. L'organisme reconnu et son personnel chargé d'assurer la délivrance des certificats et les services réglementaires ne doivent pas être le concepteur, le fabricant, le fournisseur, l'installateur, l'acquéreur, le

propriétaire, l'utilisateur ou le responsable de l'entretien de l'élément faisant l'objet de la délivrance d'un certificat et de services réglementaires, ni le représentant autorisé de l'une quelconque de ces parties. L'organisme reconnu ne doit pas être nettement tributaire d'une entreprise commerciale pour ses recettes.

2.4 Impartialité

2.4.1 Le personnel des organismes reconnus ne doit être soumis à aucune pression risquant d'affecter son jugement lorsqu'il assure la délivrance des certificats et des services réglementaires. Des procédures doivent être mises en place pour éviter que des personnes ou organisations extérieures à l'organisme n'influencent les résultats des services assurés.

2.4.2 Tous les clients potentiels doivent avoir accès, sans conditions financières ou d'un autre ordre excessives, aux services qu'assure l'organisme reconnu en matière de délivrance des certificats et autres services réglementaires. Les procédures en vertu desquelles l'organisme reconnu agit doivent être administrées sans discrimination.

2.5 Intégrité

L'organisme reconnu doit se conformer aux principes de déontologie, lesquels doivent être énoncés dans un code déontologique. Ce code déontologique doit reconnaître les responsabilités inhérentes à la délégation de pouvoir pour qu'elles incluent la garantie de la bonne exécution des services.

2.6 Compétence

L'organisme reconnu doit assurer la délivrance des certificats et les services réglementaires en utilisant des inspecteurs et des auditeurs qui ont les qualifications, la formation et l'autorisation voulues pour exécuter toutes les tâches et activités incombant à leur employeur dans les limites de leurs obligations professionnelles.

2.7 Responsabilités

L'organisme reconnu doit définir et consigner par écrit les responsabilités, les pouvoirs et les qualifications du personnel dont le travail influence la qualité de ses services, ainsi que les relations entre les membres de ce personnel.

2.8 Transparence

2.8.1 La transparence est le reflet du principe de la consultation ou de la divulgation de tous les renseignements relatifs à la délivrance des certificats et aux services réglementaires assurés par l'organisme reconnu au nom d'un État du pavillon.

2.8.2 Les organismes reconnus doivent communiquer à l'État du pavillon les renseignements décrits dans la section concernant la communication/coopération avec l'État du pavillon.

2.8.3 Les renseignements sur le statut des navires auxquels les organismes reconnus ont délivré des certificats doivent être à la disposition du public.

3 GESTION ET ORGANISATION

3.1 Généralités

L'organisme reconnu doit, en tenant compte des dispositions du présent Code, élaborer et appliquer un système de gestion de la qualité et doit en améliorer continuellement l'efficacité.

3.2 Politique en matière de qualité, de sécurité et de prévention de la pollution

L'organisme reconnu doit définir et consigner par écrit sa politique et ses objectifs, ainsi que son engagement, en matière de qualité, de sécurité et de prévention de la pollution. En particulier, la direction de l'organisme reconnu doit :

- .1 s'assurer que la politique et les objectifs sont définis;
- .2 s'assurer que la politique et les objectifs correspondent aux buts de l'organisme;
- .3 communiquer la politique et les objectifs, y compris les dispositions applicables à la délivrance des certificats et aux services réglementaires, à l'organisme et s'assurer qu'ils sont bien compris au sein de l'organisme;
- .4 s'assurer que les ressources disponibles sont suffisantes;
- .5 inclure un engagement à satisfaire à toutes les prescriptions applicables et à améliorer continuellement l'efficacité du système de gestion de la qualité;
- .6 effectuer des contrôles de la gestion, ce qui inclut un cadre pour l'examen des objectifs en matière de qualité; et
- .7 passer en revue la politique et les objectifs en matière de qualité et le système de gestion de la qualité pour s'assurer qu'ils restent valables.

3.3 Documents requis

3.3.1 La documentation relative au système de gestion de la qualité doit comprendre :

- .1 une politique et des objectifs en matière de qualité;
- .2 un manuel qualité (se reporter à la section 3.4);
- .3 les procédures et les registres prescrits par le présent Code et la législation nationale de l'État du pavillon accordant la reconnaissance;
- .4 les procédures garantissant l'efficacité de la planification, du fonctionnement et du contrôle des processus de l'organisme reconnu;
- .5 les règles et règlements applicables aux domaines dans lesquels l'organisme reconnu a été habilité;
- .6 la liste des navires, pour lesquels des services de délivrance des certificats réglementaires et autres services réglementaires sont fournis;

- .7 les autres procédures documentées qui sont jugées nécessaires (y compris toutes circulaires ou lettres qui donnent aux inspecteurs et au personnel administratif des renseignements à jour sur les questions de classification, les questions réglementaires et autres sujets connexes);
- .8 les spécifications et diagrammes définissant ou complétant les processus des services; et
- .9 les rapports pro forma, listes de contrôle et certificats pertinents pour les activités visées par la certification.

3.3.2 Il y aussi des documents extérieurs qui intéressent le système de gestion de la qualité, par exemple :

- .1 les normes nationales et internationales nécessaires pour les activités régies par le présent instrument;
- .2 les conventions et résolutions de l'OMI;
- .3 les règles et normes maritimes nationales pertinentes pour l'habilitation de l'organisme reconnu;
- .4 les documents et données soumis à l'organisme reconnu pour vérification et/ou approbation; et
- .5 la correspondance particulière que l'organisme reconnu a décrété avoir un caractère important.

3.4 Manuel qualité

L'organisme reconnu doit établir et tenir à jour un manuel qualité qui inclue :

- .1 la portée du système de gestion de la qualité, y compris une description détaillée et la justification de toute exclusion;
- .2 la déclaration de la direction au sujet de sa politique et ses objectifs en matière de qualité et de son engagement qualité;
- .3 la description des domaines d'activités et de compétence de l'organisme reconnu;
- .4 des renseignements généraux sur l'organisme et son siège social (nom, adresse, numéro de téléphone, etc., et statut juridique);
- .5 des renseignements au sujet de la relation entre l'organisme reconnu et l'organisation dont il dépend ou à laquelle il est affilié (le cas échéant);
- .6 les organigrammes;
- .7 la déclaration de la direction désignant une personne responsable pour le système de gestion de la qualité de l'organisme;
- .8 les descriptions d'emploi pertinentes;

- .9 une déclaration de principes sur les qualifications et la formation du personnel;
- .10 les procédures documentées mises en place pour le système de gestion de la qualité ou une référence à ces procédures;
- .11 une description de l'interaction entre les processus du système de gestion de la qualité; et
- .12 une description de tous les autres documents requis par le système de gestion de la qualité.

3.5 Contrôle des documents

3.5.1 Les documents requis par le système de gestion de la qualité doivent être contrôlés. Le contrôle des documents doit s'appliquer à tout type de documents, y compris, sans toutefois s'y limiter, les moyens électroniques et les applications informatiques dans lesquelles lesdits moyens électroniques peuvent compromettre la fiabilité du système ou des données enregistrées.

3.5.2 Une procédure documentée doit être établie afin de définir les contrôles qui sont nécessaires pour :

- .1 approuver les documents afin de vérifier qu'ils sont exacts avant de les diffuser;
- .2 passer en revue les documents et les mettre à jour s'il y a lieu et les approuver à nouveau;
- .3 s'assurer que les modifications et l'état actuel de révision des documents sont indiqués;
- .4 s'assurer que les versions pertinentes des documents applicables sont disponibles là où les documents sont utilisés;
- .5 s'assurer que les documents restent lisibles et facilement identifiables;
- .6 s'assurer que les documents extérieurs jugés nécessaires par l'organisme pour la planification et le fonctionnement du système de gestion de la qualité sont identifiés et que leur diffusion est contrôlée; et
- .7 empêcher toute utilisation non intentionnelle de documents caducs et les identifier comme tels s'ils sont conservés dans un but quelconque.

3.6 Contrôle des registres

3.6.1 Les registres doivent être tenus pour fournir les preuves de la conformité aux prescriptions du présent Code et du fonctionnement efficace du système de gestion de la qualité et ils doivent être contrôlés.

3.6.2 L'organisme reconnu doit mettre en place une procédure documentée pour définir les contrôles requis en vue d'identifier, de stocker, de protéger et de retrouver les registres mais aussi pour déterminer leur période de validité et les éliminer. Ces registres doivent être lisibles, faciles à identifier et accessibles.

3.6.3 L'organisme reconnu doit veiller à ce que les registres soient tenus, démontrant le respect des normes requises pour les éléments sur lesquels ont porté la délivrance de certificats et des services réglementaires fournis, ainsi que le fonctionnement efficace du système de gestion de la qualité. Les registres autres que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 3.6.4.2 doivent être conservés au moins pendant la période pendant laquelle des services de délivrance des certificats et autres services réglementaires sont fournis. Les registres indiqués au paragraphe 3.6.4.2 pour un navire doivent être conservés pendant au moins trois ans au-delà de la période pendant laquelle l'organisme reconnu a assuré la délivrance des certificats et les services réglementaires ou pendant une période plus longue précisée dans l'accord conclu entre l'État du pavillon et l'organisme reconnu.

3.6.4 Les registres doivent inclure au moins ceux qui intéressent :

- .1 l'élaboration de règles et règlements et les recherches connexes;
- .2 l'application des règles et règlements et prescriptions réglementaires par le biais de :
 - .1 la vérification et/ou l'approbation de documents et/ou de plans afférents à la conception;
 - .2 l'approbation et l'inspection de matériel et d'équipement;
 - .3 la visite en cours de construction et d'installation;
 - .4 la visite en cours de service; et
 - .5 la délivrance de certificats;
- .3 la liste des navires; et
- .4 tous les autres registres requis par le système de gestion de la qualité et toutes prescriptions supplémentaires établies par l'État du pavillon accordant la reconnaissance.

3.7 Planification

3.7.1 L'organisme reconnu doit veiller à ce que les objectifs en matière de qualité, y compris ceux qui sont nécessaires pour satisfaire aux prescriptions relatives à la délivrance des certificats et aux services réglementaires soient définis aux fonctions et aux niveaux pertinents au sein de l'organisme.

3.7.2 Les objectifs en matière de qualité doivent être mesurables et compatibles avec la politique qualité.

3.7.3 L'organisme reconnu doit effectuer la planification en tenant compte des éléments énumérés ci-dessous et doit en utiliser les résultats pour évaluer l'efficacité des normes et procédures qu'il applique et leur impact sur la sauvegarde de la vie humaine et des biens et sur le milieu marin :

- .1 que la planification du système de gestion de la qualité est effectuée dans le but de satisfaire aux prescriptions des instruments obligatoires de l'OMI, y compris, sans toutefois s'y limiter, les dispositions du présent Code, de son système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu et de la législation nationale de l'État du pavillon qui habilite l'organisme;

- .2 que l'intégrité du système de gestion de la qualité est préservée quand une modification du système de gestion de la qualité est prévue et appliquée;
- .3 que les besoins et attentes des clients et autres parties intéressées sont pris en considération, par exemple les informations en retour de l'OMI, des États du pavillon et des associations du secteur;
- .4 l'efficacité des services sur la base des données statistiques du contrôle par l'État du port, des accidents, de l'évolution des pertes et des renseignements en retour des utilisateurs internes et externes;
- .5 la performance des processus du système de gestion de la qualité sur la base des renseignements en retour des audits internes, des défauts de conformité et des observations internes;
- .6 les enseignements tirés de l'expérience, à la suite d'un examen des rapports de visites, des enquêtes sur les accidents ou des sources externes; et
- .7 d'autres sources de renseignements qui mettent en lumière les possibilités d'amélioration.

3.7.4 L'organisme reconnu doit déterminer et planifier les procédures requises dans le cadre du système de gestion de la qualité et définir comment ces procédures s'enchaînent et interagissent.

3.7.5 L'organisme reconnu doit déterminer les prescriptions à respecter et les critères permettant de garantir tant l'application que le contrôle des procédures, y compris les critères d'acceptation, et doit évaluer les ressources nécessaires.

3.7.6 L'organisme reconnu doit planifier et mettre au point les procédures requises pour assurer la délivrance des certificats et des services réglementaires. La planification de ces activités doit être compatible avec les prescriptions relatives aux autres procédures du système de gestion de la qualité.

3.7.7 Lors de la planification de la délivrance des certificats et des services réglementaires, l'organisme reconnu doit déterminer ce qui suit, selon qu'il convient :

- .1 les objectifs et les exigences en matière de qualité pour la délivrance des certificats et l'exécution des services réglementaires;
- .2 la nécessité d'établir des procédures et de les documenter, ainsi que d'allouer des ressources spécifiques à l'activité;
- .3 les activités nécessaires en matière de vérification, validation, suivi, mesure, inspection et essai, ainsi que les critères d'acceptation correspondants; et
- .4 les registres nécessaires pour apporter la preuve que la délivrance des certificats et les services réglementaires satisfont aux prescriptions du système de gestion de la qualité, aux prescriptions énoncées dans le présent Code et la législation nationale de l'État du pavillon accordant la reconnaissance.

3.7.8 Le résultat de cette planification doit se présenter sous une forme adaptée à la structure et au mode opératoire de l'organisme reconnu. Le résultat de cette planification devrait considérer :

- .1 la responsabilité et le pouvoir d'améliorer les plans;
- .2 les aptitudes et connaissances nécessaires;
- .3 les approches, la méthodologie et les outils à utiliser pour les améliorations;
- .4 les ressources requises;
- .5 la planification alternative nécessaire;
- .6 les indicateurs pour les objectifs de performance; et
- .7 le besoin de documents et de registres.

3.8 Organisation

3.8.1 La taille, la structure, l'expérience et les compétences relatives de l'organisme reconnu doivent être en rapport avec le type et le degré de pouvoir que l'État du pavillon lui a délégués en matière de délivrance des certificats et de services réglementaires.

3.8.2 L'organisme reconnu doit démontrer qu'il a les compétences techniques, administratives et de gestion et les capacités voulues pour assurer la fourniture de services de qualité en temps voulu.

3.8.3 L'organisme reconnu doit nommer un membre de sa direction qui, quelles que soient ses autres responsabilités, ait notamment la responsabilité et le pouvoir de :

- .1 veiller à ce que les procédures nécessaires au système de gestion de la qualité soient établies, appliquées et tenues à jour;
- .2 s'assurer que les procédures requises pour exécuter efficacement la délivrance des certificats et les services réglementaires sont établies, appliquées et tenues à jour;
- .3 rendre compte à la haute direction de la performance du système de gestion de la qualité, de l'exécution de la délivrance des certificats et des services réglementaires et des éventuelles améliorations nécessaires; et
- .4 veiller à promouvoir la connaissance de toutes les prescriptions dans l'ensemble de l'organisme reconnu.

3.8.4 L'organisme reconnu doit veiller à ce que les responsabilités et les pouvoirs soient définis et connus au sein de l'organisme reconnu.

3.9 Communication

3.9.1 Communication interne

L'organisme reconnu doit s'assurer que des procédures de communication appropriées sont établies en son sein et que la communication concernant l'efficacité du système de gestion de la qualité et de la délivrance des certificats et de l'exécution des services réglementaires fournis.

3.9.2 Communication/coopération avec l'État du pavillon

3.9.2.1 L'organisme reconnu doit mettre en place des procédures de communication appropriées avec l'État du pavillon l'ayant habilité qui visent notamment ce qui suit :

- .1 les renseignements spécifiés par l'État du pavillon en matière d'habilitation;
- .2 la classification des navires (attribution de classe, changements et retraits), selon le cas;
- .3 les cas dans lesquels un navire n'était pas apte à tous égards à prendre la mer sans danger pour lui-même ou pour les personnes à bord ou présentait une menace éventuelle de dommage pour le milieu marin;
- .4 les renseignements au sujet de toutes les visites en retard, toutes les recommandations restées sans suivi ou des conditions de classe en souffrance, des conditions d'exploitation et restrictions imposées en matière d'exploitation à leurs navires classés qui doivent être fournis à l'État du pavillon l'ayant habilité qui les demande; et
- .5 d'autres renseignements spécifiés par l'État du pavillon l'ayant habilité.

3.9.2.2 L'organisme reconnu doit permettre à l'État du pavillon de participer à l'élaboration de ses règles et/ou règlements.

3.9.2.3 L'organisme reconnu doit définir, proposer et, si l'État du pavillon est d'accord, mettre en place des arrangements efficaces pour communiquer avec un État du pavillon au sujet :

- .1 des requêtes, des contrats ou autres documents, y compris leur modification; et
- .2 des informations en retour de l'État du pavillon, y compris les questions de conformité en rapport avec la délivrance des certificats et les services réglementaires.

3.9.3 Coopération entre les organismes reconnus

3.9.3.1 Dans le cadre établi par l'État du pavillon, les organismes reconnus doivent coopérer entre eux et faire part de leur expérience pertinente à d'autres organismes reconnus en vue de normaliser les moyens de délivrer les certificats réglementaires et de fournir les services réglementaires à l'État du pavillon, selon le cas.

3.9.3.2 Dans le cadre établi par un État du pavillon ou un groupe d'États du pavillon, les organismes reconnus par cet État ou ces États doivent mettre en place et assurer le maintien de procédures appropriées en matière de coopération technique et de sécurité au sujet de la délivrance des certificats et des services réglementaires qui peuvent affecter la validité de certificats délivrés par d'autres organismes reconnus, soit en totalité soit en partie, pour le compte dudit État ou desdits États du pavillon. Les États du pavillon doivent s'efforcer de coopérer entre eux afin de garantir, dans toute la mesure du possible, la compatibilité de leurs cadres respectifs.

3.9.3.3 Aucun État du pavillon ne doit imposer à ses organismes reconnus d'appliquer aux navires autres que ceux qui sont autorisés à battre son pavillon une prescription quelconque relative à leurs règles de classification, spécifications et procédures ou à l'exécution d'autres processus de délivrance des certificats réglementaires qui soit plus rigoureuse que les prescriptions des conventions et des instruments obligatoires de l'OMI.

3.9.3.4 Si la délivrance d'un certificat à un navire est transférée d'un organisme reconnu à un autre, l'ancien organisme doit, sans retard injustifié, fournir au nouvel organisme le dossier du navire et, en particulier, l'informer de ce qui suit :

- .1 toutes les visites en retard;
- .2 toutes les recommandations restées sans suivi et conditions de classification en souffrance;
- .3 les conditions imposées à l'exploitation du navire;
- .4 les restrictions imposées à l'exploitation du navire; et
- .5 des données techniques, dessins, plans et documents, compte tenu des directives pertinentes élaborées par l'Organisation¹.

3.9.3.5 Le nouvel organisme ne peut délivrer de nouveaux certificats au navire qu'une fois que toutes les visites en retard ont été achevées de manière concluante et que toutes les recommandations ou conditions de classification inobservées qui avaient été établies à l'égard du navire ont été appliquées de la manière indiquée par l'ancien organisme.

3.9.3.6 Dans le mois qui suit la délivrance des certificats, le nouvel organisme doit aviser l'ancien organisme de la date de délivrance de ces certificats et confirmer la date, le lieu et les mesures prises pour exécuter chaque visite qui était en retard et pour donner suite à chaque recommandation et condition de classification qui était restée sans suivi.

3.9.3.7 Les organismes reconnus doivent établir et appliquer des prescriptions communes appropriées en ce qui concerne les cas de transfert de la délivrance des certificats d'un navire dans lesquels des précautions spéciales sont nécessaires. Ces cas doivent, au minimum, inclure la délivrance de certificats aux navires âgés de 15 ans ou plus et le transfert d'un navire d'un organisme non reconnu par l'État du pavillon du navire.

3.10 Examen effectué par la direction

3.10.1 Généralités

La direction d'un organisme reconnu doit examiner son système de gestion de la qualité, y compris la performance de cet organisme reconnu en matière de délivrance des certificats et des services réglementaires, à des intervalles prédéterminés qui ne dépassent pas 13 mois pour s'assurer qu'il est toujours approprié, satisfaisant et efficace. Cet examen doit comporter une évaluation des améliorations qui seraient possibles et des modifications qu'il serait nécessaire d'apporter au système de gestion de la qualité, y compris la politique qualité et les objectifs en matière de qualité.

¹ MSC-MEPC.5/Circ.2 - Directives destinées à permettre aux Administrations de garantir le transfert adéquat des questions de classement entre organismes reconnus.

3.10.2 Éléments à prendre en considération lors de l'examen

Les éléments à prendre en considération lors de l'examen de la gestion sont notamment les suivants :

- .1 les résultats des audits;
- .2 les retours d'information des parties intéressées;
- .3 l'exécution des procédures et le respect uniforme des prescriptions réglementaires;
- .4 l'état des mesures préventives et correctives;
- .5 les mesures prises pour donner suite aux examens de la gestion précédents;
- .6 les modifications qui pourraient affecter le système de gestion de la qualité; et
- .7 les recommandations visant à apporter des améliorations.

Les conclusions des examens de la gestion qui contiennent des renseignements intéressant les objectifs de qualité, les plaintes de clients et le suivi des activités au sein de l'organisme reconnu doivent être prises en considération lors de l'examen de la haute direction.

3.10.3 Résultats de l'examen

3.10.3.1 Les résultats de l'examen de la gestion comprennent toutes les décisions et mesures se rapportant à ce qui suit :

- .1 l'amélioration de l'efficacité du système de gestion de la qualité et de ses procédures;
- .2 l'amélioration des services par rapport aux prescriptions énoncées dans l'accord d'habilitation; et
- .3 les ressources requises.

3.10.3.2 La haute direction doit veiller à documenter les résultats de son examen du système de gestion de la qualité, y compris les objectifs de qualité en découlant, et à les diffuser dans tout l'organisme de manière appropriée.

3.10.3.3 Des comptes rendus des examens de la gestion doivent être conservés.

4 RESSOURCES

4.1 Généralités

4.1.1 L'organisme reconnu doit déterminer et fournir les ressources voulues pour assurer les fonctions techniques, administratives et de visites nécessaires pour exécuter les tâches confiées, de même que les ressources nécessaires pour appliquer le système de gestion de la qualité et en améliorer continuellement l'efficacité, ainsi que pour améliorer la délivrance des certificats réglementaires et les services réglementaires dont il a été chargé.

4.1.2 L'organisme reconnu doit être en mesure de justifier qu'il a une grande expérience en matière d'évaluation de la conception, de la construction et de l'équipement des navires et qu'il est capable d'exécuter efficacement la délivrance des certificats et les services réglementaires pour le compte de l'État du pavillon.

4.1.3 L'organisme reconnu doit être capable :

- .1 d'assurer la publication et le suivi systématique des règles et/ou règlements applicables à la conception, la construction et la certification des navires et à leurs systèmes techniques essentiels connexes, ainsi que la fourniture de capacités de recherche adéquates pour garantir une mise à jour appropriée des critères publiés; l'organisme reconnu doit tenir une version à jour de ces publications en anglais; et
- .2 de permettre aux représentants de l'État du pavillon et autres parties intéressées de participer à l'élaboration de ses règles et/ou règlements.

4.2 Personnel

4.2.1 L'organisme reconnu doit être doté en permanence d'un personnel de gestion, technique, d'appui et de recherche dont les effectifs soient en rapport avec la taille de la flotte des navires qu'il a classés, sa composition et son implication dans la construction, la réparation et la transformation des navires. L'organisme reconnu doit être capable d'assigner à chaque lieu de travail, chaque fois que cela est nécessaire, les moyens et le personnel voulus pour les tâches à effectuer conformément aux prescriptions du présent Code et à celles de l'État du pavillon.

4.2.2 La direction d'un organisme reconnu doit avoir la compétence, les moyens et la capacité d'organiser, de gérer et de contrôler la performance de la délivrance des certificats et des services réglementaires en vue de vérifier que les prescriptions relatives aux tâches déléguées sont respectées et doit notamment :

- .1 posséder un nombre suffisant de personnes compétentes pour la supervision, l'évaluation technique et les visites;
- .2 élaborer et mettre à jour les procédures et consignes appropriées;
- .3 tenir à jour les documents concernant l'interprétation des instruments pertinents,
- .4 offrir un appui technique et administratif au personnel d'exécution; et
- .5 examiner les rapports de visites et les lettres d'approbation des plans pour vérifier qu'ils sont exacts et satisfont aux prescriptions et pour fournir en retour des données d'expérience en vue d'une amélioration constante.

4.2.3 L'organisme reconnu doit être doté d'un personnel qualifié assurant les services requis qui reflète une représentation géographique satisfaisante et une représentation locale si elle est requise.

4.2.4 L'organisme reconnu doit assurer la délivrance de certificats et les services réglementaires en n'utilisant que des inspecteurs et auditeurs exclusifs, c'est-à-dire des personnes qui ne soient employées que par l'organisme et soient dûment qualifiées, formées et habilitées à exercer toutes les fonctions et activités qui incombent à leur employeur, dans

les limites de leurs obligations professionnelles. Tout en demeurant responsable de la délivrance de certificats au nom de l'État du pavillon, l'organisme reconnu peut sous-traiter des visites des installations radioélectriques à des inspecteurs non exclusifs, conformément aux dispositions pertinentes figurant dans la section 5.9 de la partie 2 du présent Code.

4.2.5 Le personnel de l'organisme reconnu qui délivre des certificats réglementaires et exécute les services réglementaires dont il a été chargé doit avoir au minimum un niveau d'instruction générale attesté par :

- .1 un diplôme d'un établissement d'enseignement supérieur dans un domaine approprié de la mécanique ou des sciences physiques (programme de deux ans au minimum); ou
- .2 un diplôme d'un établissement maritime ou d'une école navale et une expérience appropriée acquise en mer en qualité d'officier breveté; et
- .3 avoir une connaissance de l'anglais qui soit en rapport avec ses fonctions de délivrance de certificats et services réglementaires.

4.2.6 Les autres membres du personnel qui participent à l'exécution des travaux réglementaires doivent recevoir un degré d'instruction, une formation et un encadrement qui soient en rapport avec les tâches qu'ils sont habilités à effectuer.

4.2.7 L'organisme reconnu doit avoir établi un système bien défini pour le suivi des qualifications du personnel, y compris la mise à jour continue de ses connaissances compte tenu des tâches qu'il est habilité à effectuer. Ce système doit comprendre des cours de formation appropriés qui portent notamment sur les instruments internationaux et les procédures appropriées en matière de délivrance des certificats et des services réglementaires, ainsi qu'une formation pratique par petits groupes. Il doit prévoir la délivrance d'un document attestant que la formation requise a été suivie avec succès. Il faut au minimum satisfaire aux dispositions des appendices 1 et 2.

4.3 Infrastructure

4.3.1 L'organisme reconnu doit déterminer, mettre en place et entretenir l'infrastructure dont il a besoin pour assurer la délivrance des certificats et les services réglementaires conformément aux prescriptions des instruments obligatoires de l'OMI. Cette infrastructure comprend, selon le cas :

- .1 les bâtiments, les zones de travail et les installations associées;
- .2 les équipements (tant logiciels que matériels) associés aux activités; et
- .3 les services d'appui, y compris, sans toutefois s'y limiter, les moyens de transport et de communication et les systèmes de formation et d'information.

4.3.2 Les systèmes (matériel et logiciel) fournis à l'inspecteur doivent être identifiés et la formation nécessaire pour les utiliser doit être dispensée et documentée. Il faudrait accorder une attention spéciale au cas dans lequel un inspecteur travaille à domicile.

4.4 Milieu du travail

4.4.1 L'organisme reconnu doit être convaincu que le milieu de travail est sûr et efficace pour exécuter la délivrance des certificats et les services réglementaires. Bien que les conditions de ce milieu ne soient certes pas le fait de l'organisme reconnu, les conditions environnementales dans lesquelles il sera permis d'effectuer la visite devront être indiquées clairement au client avant le début de la visite.

4.4.2 L'organisme reconnu doit déterminer les procédures de travail requises pour que la délivrance des certificats et les services réglementaires soient assurés de façon sûre et efficace. Une formation en matière de sécurité individuelle doit être dispensée au personnel et être bien définie.

4.4.3 Les prescriptions relatives à l'équipement de protection individuelle à utiliser durant la délivrance des certificats et les services réglementaires, ainsi que les procédures relatives à la sécurité individuelle des inspecteurs sur leur lieu de travail, doivent être établies et bien définies.

5 PROCESSUS D'EXÉCUTION DE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS ET DE SERVICES RÉGLEMENTAIRES

5.1 Généralités

Il faudrait reconnaître qu'assurer la délivrance des certificats et des services réglementaires est un processus d'exécution permettant à l'État du pavillon et à l'organisme reconnu de mener des activités de vérification du respect des dispositions et ne concerne pas la conception ou l'équipement du navire.

5.2 Conception et mise au point

5.2.1 L'organisme reconnu doit planifier et contrôler la conception et la mise au point des processus d'exécution de la délivrance des certificats et de services réglementaires. Lors de cette planification, l'organisme doit définir :

- .1 les étapes de la conception et de la mise au point;
- .2 les activités d'examen, de vérification et de validation qui sont indiquées à chaque étape de la conception et de la mise au point du service; et
- .3 les responsabilités et la délégation de pouvoir en matière de conception et de mise au point.

5.2.2 L'organisme reconnu doit permettre aux représentants de l'État du pavillon et aux parties intéressées de participer à l'élaboration de ses règles, procédures et/ou règlements, et surtout au processus d'examen avant finalisation.

5.2.3 L'organisme reconnu doit inclure dans ses règles et/ou procédures :

- .1 les prescriptions spécifiées et communiquées aux organismes reconnus par l'État du pavillon, en particulier en ce qui concerne la délivrance des certificats et les services réglementaires²; et

² Se reporter au Code d'application des instruments obligatoires de l'OMI, 2011, adopté par la résolution A.1054(27), tel qu'il pourra être modifié.

- .2 les prescriptions qui ne sont pas énoncées par l'État du pavillon mais qui sont nécessaires pour l'usage spécifié ou prévu, tel que déterminé par l'organisme reconnu.

5.2.4 Il est possible de mettre en œuvre les prescriptions soit en les incorporant dans les prescriptions internes de l'organisme reconnu soit à l'aide des documents originaux de l'OMI ou de l'État du pavillon.

5.2.5 L'organisme reconnu ne doit pas délivrer de certificats réglementaires à un navire, quel que soit son pavillon, qui a été déclassé ou qui change de classe pour des raisons de sécurité avant que l'Administration compétente de l'État du pavillon n'ait eu la possibilité d'indiquer, dans un délai raisonnable, si elle juge qu'une inspection complète est nécessaire.

5.3 Éléments à prendre en considération dans la conception et la mise au point

5.3.1 Les éléments à prendre en considération concernant les prescriptions relatives aux services doivent être définis et des registres tenus à jour. Ces éléments doivent comprendre :

- .1 les prescriptions juridiques et réglementaires applicables;
- .2 le cas échéant, les renseignements provenant de conceptions similaires précédentes;
- .3 d'autres prescriptions essentielles à la conception et à la mise au point, telles que les prescriptions fonctionnelles et celles relatives à la performance; et
- .4 l'expérience en service de navires et d'unités mobiles de forage au large, obtenue de l'organisme reconnu lui-même et de sources externes.

5.3.2 Il faut passer en revue les éléments à prendre en considération afin de déterminer s'ils sont valables. Les prescriptions doivent être complètes, sans ambiguïté et ne pas être contradictoires.

5.4 Résultats de la conception et de la mise au point

Aux étapes qui conviennent, il doit être procédé à des examens systématiques de la conception et de l'élaboration de règles et de normes conformément aux dispositions prévues, afin de déterminer si les résultats obtenus permettent de satisfaire aux prescriptions, ainsi que de cerner tout problème et de proposer les mesures qui s'imposent.

5.5 Vérification de la conception et de la mise au point

La vérification doit être effectuée conformément aux dispositions prévues pour s'assurer que les résultats de la conception et de la mise au point satisfont aux prescriptions relatives aux éléments à prendre en considération en la matière. Des registres indiquant les résultats de la vérification et toute mesure nécessaire doivent être tenus.

5.6 Contrôle des modifications à apporter à la conception et à la mise au point

Les modifications apportées à la conception et à la mise au point doivent être définies et des registres tenus. Les modifications doivent être examinées, vérifiées et validées, comme il convient, et être approuvées avant d'être appliquées. L'examen des modifications à apporter à la conception et à la mise au point doit comprendre l'évaluation de l'incidence de ces modifications

sur les composantes du produit et sur le produit déjà livré. Des registres indiquant les résultats de l'examen des modifications et toute mesure nécessaire doivent être tenus.

5.7 Contrôle de la production et prestation de services

5.7.1 L'organisme reconnu doit veiller à ce que la délivrance des certificats et les services réglementaires soient assurés dans des conditions contrôlées.

5.7.2 Ces conditions contrôlées comprennent selon le cas :

- .1 la disponibilité de renseignements qui décrivent le statut et l'état des navires faisant l'objet de visites et auxquels des certificats sont délivrés;
- .2 la disponibilité de règles, règlements, consignes de travail et autres normes applicables, selon qu'il convient;
- .3 l'utilisation de matériel approprié;
- .4 la disponibilité et l'utilisation d'appareils de contrôle et de mesure;
- .5 la mise en œuvre d'activités de contrôle et de mesure;
- .6 l'application de moyens de contrôle pour garantir l'exactitude des rapports sur les visites et des certificats, tant avant qu'après la délivrance de ces derniers; et
- .7 la sécurité du milieu du travail.

5.7.3 Un organisme reconnu doit procéder à la délivrance des certificats et assurer les services réglementaires à l'égard du navire conformément à toutes les prescriptions internationales applicables et aux prescriptions du présent Code. Lorsqu'il accepte, au nom de l'État du pavillon, un navire qui avait été initialement construit sans un État du pavillon connu, l'organisme reconnu doit vérifier que ce navire satisfait aux prescriptions nationales de l'État du pavillon avant de procéder à la délivrance des certificats.

5.8 Biens des clients

L'organisme reconnu doit identifier, vérifier, protéger et sauvegarder les biens que les clients lui fournissent pour qu'il délivre les certificats et assure les services réglementaires. Si des biens sont perdus, endommagés ou encore jugés inutilisables, l'organisme reconnu doit le notifier au propriétaire des biens et le consigner dans un registre.

5.9 Sous-traitance et prestataires de services

5.9.1 Lorsqu'un organisme reconnu choisit de sous-traiter un service qui a une incidence sur la conformité avec les prescriptions ou accepte un service d'un tiers qu'il a agréé, il doit s'assurer qu'il contrôle pleinement la performance de ces services. L'État du pavillon peut élargir la portée du contrôle à appliquer à ces services sous-traités. Le processus de sous-traitance doit être défini dans le système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu. Dans le cadre de l'obligation de rendre compte à l'État du pavillon, les travaux exécutés par l'organisme sous-traité ou le prestataire de services constituent le travail de l'organisme reconnu et doivent être soumis aux obligations incombant à l'organisme reconnu en vertu du présent Code.

5.9.2 Les entreprises qui offrent des services pour le compte du propriétaire d'un navire ou d'une unité mobile de forage au large et dont l'organisme reconnu utilise les résultats pour prendre des décisions affectant la délivrance des certificats et les services réglementaires doivent être agréées et contrôlées par l'État du pavillon ou par l'organisme reconnu conformément aux procédures établies dans leurs systèmes de gestion de la qualité respectifs ou aux prescriptions de l'État du pavillon.

5.10 Contrôle des dispositifs de surveillance continue et de mesure

5.10.1 L'organisme reconnu doit définir les activités de surveillance continue et de mesure à entreprendre et le matériel nécessaire à cette fin pour apporter la preuve de la conformité avec des prescriptions données.

5.10.2 L'organisme reconnu doit établir des procédures qui garantissent que les activités de surveillance continue et de mesure sont exécutées conformément aux prescriptions en la matière.

5.10.3 Le cas échéant, pour garantir la validité des résultats, le matériel de mesure doit être :

- .1 étalonné ou vérifié (ou les deux) à des intervalles spécifiés, ou avant son utilisation, à la lumière de normes alignées sur des normes internationales ou nationales; en l'absence de telles normes, la référence utilisée pour l'étalonnage ou la vérification doit être consignée dans un registre;
- .2 réglé ou réajusté lorsque de besoin;
- .3 identifié afin de pouvoir déterminer la validité de l'étalonnage;
- .4 protégé contre des réglages qui pourraient invalider le résultat de la mesure; et
- .5 protégé contre tout dommage et toute détérioration en cours de manipulation, d'entretien et de stockage.

5.10.4 L'organisme reconnu doit évaluer et consigner la validité des résultats de mesure antérieurs lorsqu'il s'avère qu'un équipement n'est pas conforme aux prescriptions. Il doit prendre les mesures qui s'imposent au sujet du matériel en cause. Des registres indiquant les résultats de l'étalonnage et de la vérification doivent être tenus.

5.10.5 Lorsque des logiciels sont utilisés pour contrôler et mesurer des prescriptions spécifiques, leur aptitude à répondre à l'utilisation prévue doit être confirmée. Cela doit être fait avant la première utilisation et confirmé autant de fois que nécessaire.

5.10.6 Lorsqu'un organisme reconnu vérifie les essais dans les locaux des fabricants, constructeurs, réparateurs ou propriétaires et les comptes rendus de ces essais, il doit s'assurer que les instruments de mesure utilisés sont identifiés et que la preuve qu'ils ont été étalonnés est obtenue. Si un organisme reconnu assiste à la mise à l'essai d'un matériel de service installé ou disponible à bord d'un navire, un moyen doit être en place pour que l'organisme reconnu soit convaincu que le matériel de mesure a la précision voulue.

5.11 Plaintes

L'organisme reconnu doit disposer d'un mécanisme bien défini pour traiter les plaintes concernant la délivrance des certificats et les services réglementaires.

5.12 Recours

L'organisme reconnu doit disposer d'un mécanisme bien défini pour traiter les recours concernant la délivrance des certificats et les services réglementaires conformément aux prescriptions de l'État du pavillon.

6 MESURE, ANALYSE ET AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE

6.1 Généralités

6.1.1 L'organisme reconnu doit planifier et appliquer les procédures de suivi, de mesure, d'analyse et d'amélioration nécessaires pour démontrer la conformité aux prescriptions relatives à la délivrance des certificats et services réglementaires, assurer la conformité du système de gestion de la qualité et améliorer en permanence l'efficacité de ce système. Il lui faut notamment déterminer les méthodes applicables, y compris les techniques statistiques, ainsi que leur utilisation. Les mesures employées par l'organisme reconnu doivent être examinées périodiquement et il faut vérifier les données constamment pour s'assurer qu'elles sont exactes et complètes.

6.1.2 L'organisme reconnu doit mettre au point des indicateurs de performance clés en ce qui concerne la performance de la délivrance des certificats et des services réglementaires.

6.2 Audit interne

6.2.1 L'organisme reconnu doit mettre en place un programme d'audit et procéder à des audits internes à intervalles prédéterminés, afin d'établir si l'activité autorisée est conforme aux dispositions prévues, si le système de gestion de la qualité est appliqué et tenu à jour d'une manière efficace et si un système de supervision est en place pour contrôler la délivrance des certificats et services réglementaires.

6.2.2 Le programme d'audit doit tenir compte de l'état et de l'importance des procédures et des domaines à auditer, ainsi que des résultats des audits précédents, des informations en retour de l'État du pavillon et des plaintes, y compris les inspections par l'État du port et par l'État du pavillon. En planifiant les audits internes, il faut tenir compte des plaintes reçues dans le passé (en rapport avec l'emplacement de l'organisme ou d'ordre général) et des résultats des audits internes précédents et du fonctionnement des emplacements.

6.2.3 L'organisme reconnu doit définir les critères, la portée, la fréquence et les méthodes d'audit. Les auditeurs doivent avoir les qualifications voulues et être choisis de manière à assurer l'objectivité et l'impartialité du processus d'audit. Les auditeurs ne doivent pas auditer leur propre travail. L'audit doit porter sur les processus d'exécution de la délivrance des certificats et de services réglementaires aux divers emplacements et vérifier en particulier que le système de gestion de la qualité est appliqué de manière efficiente et efficace, de même que les méthodes de travail propres à chaque emplacement. Les périodes d'audit, qui peuvent être fixées en fonction des conclusions, doivent être telles que chaque emplacement soit audité au moins une fois tous les trois ans. Les audits à l'emplacement doivent aussi inclure des visites sur des sites sélectionnés qui sont sous la supervision de l'emplacement.

6.2.4 Il faut établir une procédure documentée qui définisse les responsabilités et les conditions requises pour planifier et mener des audits, établir des registres et notifier les résultats. Des registres des audits et de leurs résultats doivent être tenus.

6.2.5 La direction responsable du domaine audité doit s'assurer que toutes les corrections et mesures correctives nécessaires sont entreprises sans retard indu afin que soient éliminés les défauts de conformité constatés ou éventuels (défauts de conformité potentiels) et leurs causes profondes.

6.3 Audit contractuel vertical

6.3.1 L'organisme reconnu doit procéder à des audits contractuels verticaux tous les ans pour chacun des processus suivants :

- .1 approbation des plans;
- .2 inspection des constructions neuves;
- .3 inspection/audit périodique en cours de service; et
- .4 approbation par type (s'il y a lieu) ou inspection d'autres matériels et équipements.

6.3.2 L'indication que les audits contractuels verticaux ont été effectués et la mention de leurs conclusions doivent être consignées dans un registre.

6.4 Suivi et évaluation des processus

6.4.1 L'organisme reconnu doit appliquer des méthodes appropriées, y compris un système de supervision, pour suivre les travaux et, s'il y a lieu, évaluer les processus du système de gestion de la qualité. Ces méthodes doivent démontrer que les processus permettent d'assurer avec constance le respect des prescriptions du présent Code et de l'accord conclu avec l'État du pavillon et en particulier que :

- .1 les règles et/ou les règlements de l'organisme reconnu sont respectés; et
- .2 les exigences en matière de délivrance des certificats et de services réglementaires sont respectées.

6.4.2 Lorsque les résultats prévus ne sont pas atteints, il faut apporter les corrections et prendre les mesures correctives jugées appropriées.

6.4.3 Les méthodes appliquées devraient envisager, sans toutefois s'y limiter, des activités telles que :

- .1 les retenues dans le cadre du contrôle par l'État du port;
- .2 les accidents; et
- .3 le remaniement des lettres d'approbation des plans et des rapports de visites.

6.5 Contrôle, suivi et mesure des défauts de conformité, y compris des lacunes réglementaires

6.5.1 L'organisme reconnu doit suivre et mesurer le respect, par les navires, de ses prescriptions réglementaires et règles de façon à vérifier que toutes les prescriptions sont respectées. Cela doit être effectué à des étapes appropriées de la délivrance des certificats réglementaires et des services réglementaires conformément aux dispositions prévues. Des preuves de la conformité aux prescriptions réglementaires et aux règles de l'organisme reconnu doivent être conservées. Les registres doivent indiquer la (les) personne(s) ayant approuvé ou ayant vérifié le respect des prescriptions réglementaires et des règles de l'organisme reconnu.

6.5.2 L'organisme reconnu doit prendre des dispositions pour s'assurer que les défauts de conformité sont identifiés et contrôlés. Les moyens de contrôle et les responsabilités et pouvoirs associés permettant de traiter les défauts de conformité doivent être définis dans une procédure documentée.

6.5.3 Lorsqu'il y a lieu, l'organisme reconnu doit traiter le défaut de conformité de la manière ou des manières suivantes :

- .1 en prenant des mesures visant à éliminer le défaut de conformité constaté;
- .2 en autorisant son utilisation, sa libération ou son acceptation en vertu des conditions fixées par l'État du pavillon;
- .3 en l'acceptant, avec ou sans correction pour cause de dérogation ou d'équivalence, il faudrait considérer les défauts de conformité aux règles et règlements ou aux prescriptions réglementaires pendant :
 - .1 l'approbation des dessins et plans,
 - .2 l'inspection des matériels et de l'équipement,
 - .3 la visite en cours de construction et d'installation,
 - .4 la visite en cours de service;
- .4 en prenant des mesures visant à empêcher son utilisation ou son application prévues à l'origine; et
- .5 en prenant des mesures palliant les effets réels ou potentiels de la non-conformité lorsqu'un défaut de conformité est constaté.

6.5.4 Après qu'un défaut de conformité a été rectifié, il faut procéder à une nouvelle vérification pour s'assurer de la conformité aux prescriptions.

6.5.5 Des registres indiquant la nature des défauts de conformité et toutes les mesures prises ultérieurement, y compris les dérogations et équivalences obtenues, doivent être tenus.

6.5.6 L'organisme reconnu doit se conformer aux instructions de l'État du pavillon indiquant en détail les mesures à prendre lorsqu'il est constaté que le navire n'est pas apte à prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord ou qu'il présente un danger excessif pour le milieu marin.

6.5.7 L'organisme reconnu doit coopérer avec l'Administration effectuant le contrôle par l'État du port si le navire en cause est un navire auquel l'organisme reconnu a délivré les certificats, en particulier en vue de faciliter la rectification des déficiences ou autres anomalies signalées.

6.5.8 L'organisme reconnu chargé de délivrer le certificat pertinent doit, lorsqu'un accident survenu à un navire lui est signalé ou qu'il constate un défaut qui compromet la sécurité du navire ou l'efficacité ou l'intégralité de ses engins de sauvetage ou autre matériel, faire entreprendre une enquête afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à une visite.

6.6 Amélioration

6.6.1 Généralités

L'organisme reconnu doit améliorer en permanence l'efficacité de son système de gestion de la qualité à l'aide de la politique qualité, des objectifs en matière de qualité, des résultats d'audit, de l'analyse des données, des mesures correctives et préventives et de l'examen de la gestion.

6.6.2 Analyse des données

6.6.2.1 L'analyse des données vise à déterminer la cause des problèmes afin d'aider à prendre des mesures correctives et préventives efficaces. L'organisme reconnu doit :

- .1 analyser les données de diverses sources pour évaluer la performance par rapport aux plans et objectifs et pour identifier les domaines pouvant être améliorés;
- .2 utiliser, pour l'analyse des données, des méthodes statistiques pouvant l'aider à évaluer, contrôler et améliorer la performance des processus; et
- .3 analyser les produits requis, ainsi que les processus, opérations et rapports qualité pertinents.

6.6.2.2 Les renseignements et données émanant de toutes les parties de l'organisme reconnu doivent être intégrés et analysés aux fins de l'évaluation de la performance globale du système de gestion de la qualité.

6.6.2.3 Les résultats de l'analyse doivent être consignés dans un document et être utilisés pour déterminer :

- .1 les tendances;
- .2 la performance opérationnelle;
- .3 la satisfaction et/ou l'insatisfaction des clients, d'après les plaintes ou autres indicateurs de la qualité (retenues dans le cadre du contrôle par l'État du port, défauts de conformité notifiés par l'État du pavillon, etc.);
- .4 l'efficacité et/ou l'efficacité des processus; et
- .5 la performance des fournisseurs.

6.6.3 Sources de renseignements

L'organisme reconnu doit identifier les sources de renseignements et établir des processus de collecte des renseignements en vue de planifier des mesures d'amélioration, de correction et de prévention continues. Ces renseignements doivent inclure notamment :

- .1 les plaintes des clients;
- .2 les rapports de non-conformité;
- .3 les résultats des examens de la gestion;
- .4 les rapports d'audits internes;
- .5 les résultats de l'analyse des données;
- .6 les registres pertinents;
- .7 les résultats des informations en retour des clients et mesures de la satisfaction;
- .8 les mesures des processus;
- .9 les résultats de l'auto-évaluation; et
- .10 l'expérience en service.

6.6.4 Mesures correctives

6.6.4.1 L'organisme reconnu doit, sans retard indu, prendre des mesures pour éliminer les causes des défauts de conformité afin éviter qu'ils ne se reproduisent. Ces mesures correctives doivent être proportionnées aux effets des défauts de conformité rencontrés et remédier à tous leurs effets réels ou potentiels.

6.6.4.2 Il faut établir une procédure documentée qui définisse les critères requis pour :

- .1 examiner les défauts de conformité (y compris les plaintes);
- .2 déterminer la cause des défauts de conformité;
- .3 déterminer s'il est nécessaire de prendre des mesures pour qu'aucun défaut de conformité ne se reproduise;
- .4 arrêter et appliquer les mesures qui sont nécessaires;
- .5 consigner les résultats des mesures prises; et
- .6 évaluer l'efficacité des mesures correctives prises.

6.6.5 Mesures préventives

6.6.5.1 L'organisme reconnu doit prendre des mesures pour identifier et éliminer les causes de défauts de conformité possibles afin qu'ils ne se produisent pas. Les mesures préventives

doivent être celles qui conviennent compte tenu de la nature et des effets des problèmes potentiels.

6.6.5.2 Il faut établir une procédure qui définisse les critères requis pour :

- .1 déterminer les éventuels défauts de conformité et leurs causes;
- .2 déterminer s'il est nécessaire de prendre des mesures pour prévenir tout défaut de conformité;
- .3 arrêter et appliquer les mesures qui sont nécessaires;
- .4 consigner les résultats des mesures prises; et
- .5 évaluer l'efficacité des mesures préventives prises.

6.6.5.3 Ces méthodes peuvent inclure, par exemple, des analyses des risques, analyses des tendances, contrôles des processus statistiques, analyses par arbre de défaillances et analyses des modes de défaillances, de leurs effets et de leur criticité.

7 CERTIFICATION DU SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ

7.1 L'organisme reconnu doit élaborer, appliquer et tenir à jour un système interne de gestion de la qualité efficace qui satisfasse aux prescriptions du présent Code et soit fondé sur les parties de normes de qualité agréées au niveau international qui ne soient pas moins efficaces que celles de la série ISO 9000.

7.2 Le système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu doit être évalué périodiquement et être certifié conformément aux normes de qualité internationales applicables par une organisation qualifiée, certifiée conforme à la norme ISO/CEI 17021:2006 par une organisation d'accréditation signataire de l'Accord de reconnaissance multinational du Forum d'accréditation international, reconnue par l'État du pavillon comme ayant la gouvernance et les compétences nécessaires pour agir indépendamment des organismes reconnus ou de leurs associations et ayant les moyens nécessaires pour remplir ses fonctions efficacement et conformément aux normes professionnelles les plus élevées, en préservant l'indépendance des personnes qui exécutent ces fonctions.

7.3 Dans le souci d'améliorer continuellement les services des organismes reconnus et des États du pavillon, l'OMI s'emploie à surveiller de près le processus de délivrance des certificats et d'audit de l'organisme reconnu et son application afin de s'assurer qu'il reste pertinent et valable pour le secteur maritime en général et pour les organismes reconnus en particulier. À cette fin, l'OMI établira les méthodes de travail et règles de procédure voulues.

8 HABILITATION DES ORGANISMES RECONNUS

8.1 Généralités

En vertu des dispositions de la règle I/6 de la Convention SOLAS de 1974, de l'article 13 de la Convention LL de 1966, de la règle 6 de l'Annexe I et de la règle 8 de l'Annexe II de MARPOL, ainsi que de l'article 6 de la Convention de 1969 sur le jaugeage des navires, un État du pavillon peut habiliter un organisme reconnu à agir en son nom pour délivrer les certificats et assurer des services réglementaires et déterminer les jauges dans le cas des navires autorisés à battre son pavillon uniquement, comme le prescrivent ces conventions. Il

ne doit pas être demandé aux organismes reconnus ainsi habilités de prendre des mesures qui empiètent sur les droits d'un autre État du pavillon.

8.2 Fondement juridique des fonctions faisant l'objet de l'habilitation

L'État du pavillon doit établir le fondement juridique en vertu duquel l'habilitation à délivrer les certificats et assurer les services réglementaires est administrée. Les aspects ci-après doivent être examinés :

- .1 l'accord officiel écrit conclu avec l'organisme reconnu;
- .2 les lois, règlements et dispositions supplémentaires;
- .3 les interprétations; et
- .4 les dérogations et les solutions équivalentes.

8.3 Spécification des pouvoirs délégués

L'État du pavillon doit spécifier l'étendue des pouvoirs délégués à un organisme reconnu. Les spécifications ci-après doivent être examinées :

- .1 types et dimensions des navires;
- .2 conventions et autres instruments, y compris la législation nationale applicable;
- .3 approbation des plans;
- .4 approbation des matériels et de l'équipement;
- .5 visites, audits, inspections;
- .6 délivrance, validation et/ou renouvellement des certificats;
- .7 mesures correctives;
- .8 retrait ou annulation des certificats; et
- .9 prescriptions en matière de notification.

8.4 Ressources

L'État du pavillon doit s'assurer que l'organisme reconnu dispose des ressources voulues, qu'il s'agisse des capacités techniques, administratives ou de recherche, pour s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées, conformément aux normes minimales applicables aux organismes reconnus agissant au nom de l'État du pavillon qui sont énoncées dans la partie 2 du présent Code.

8.5 Instruments

L'État du pavillon doit offrir à l'organisme reconnu accès à tous les instruments pertinents de la législation nationale donnant effet aux dispositions des conventions, notifier à l'organisme reconnu les adjonctions ou changements qui pourraient y être apportés avant la date à

laquelle ils prennent effet et préciser si les normes de l'État du pavillon vont au-delà des prescriptions énoncées dans les conventions à certains égards.

8.6 Instructions

8.6.1 L'État du pavillon doit donner des instructions précises indiquant en détail les procédures à suivre pour la délivrance des certificats et les services réglementaires et les mesures à prendre lorsqu'il est constaté que le navire n'est pas apte à prendre la mer sans danger pour lui-même ou les personnes à bord ou qu'il présente un danger excessif pour le milieu marin.

8.6.2 Les États du pavillon doivent s'assurer par des moyens appropriés que les organismes reconnus coopèrent conformément aux dispositions du présent Code.

8.7 Registres

L'État du pavillon doit spécifier que l'organisme reconnu doit tenir des registres qui lui fournissent les données nécessaires pour l'aider à interpréter les prescriptions des conventions.

PARTIE 3

CONTRÔLE DES ORGANISMES RECONNUS

1 OBJET

La partie 3 du Code régissant les organismes reconnus contient des recommandations sur le contrôle, par l'État du pavillon, des organismes reconnus habilités à exécuter en son nom la délivrance des certificats et les services réglementaires. Elle contient également des recommandations sur les principes du contrôle, lequel peut inclure les activités d'inspection des navires, d'audit et de surveillance.

2 PORTÉE

La partie 3 du Code régissant les organismes reconnus est applicable à tous les États du pavillon qui ont habilité des organismes reconnus à exécuter la délivrance des certificats et les services réglementaires. Elle contient les dispositions relatives au contrôle exercé par l'État du pavillon et fournit des recommandations, non contraignantes, qui visent à aider les États du pavillon à élaborer et appliquer un programme de contrôle efficace des organismes reconnus.

3 RÉFÉRENCES

Il est fait référence aux documents suivants :

- .1 instruments obligatoires de l'OMI;
- .2 norme ISO 9000:2005, Systèmes de management de la qualité – Principes essentiels et vocabulaire;
- .3 norme ISO 9001:2008, Systèmes de management de la qualité – Exigences;

- .4 norme ISO/CEI 17020:1998, Critères généraux pour le fonctionnement de divers types d'organismes procédant à l'inspection;
- .5 norme ISO 19011:2002, Lignes directrices pour l'audit des systèmes de management de la qualité et/ou le management environnemental; et
- .6 législation nationale.

4 TERMINOLOGIE ET DÉFINITIONS

4.1 *Audit* désigne un processus systématique, indépendant et dûment étayé visant à obtenir des preuves d'audit et à les analyser de manière objective pour déterminer la mesure dans laquelle les critères d'audit sont remplis. Une caractéristique de l'audit est qu'il repose sur un certain nombre de principes. Ceux-là font de l'audit un outil efficace et fiable à l'appui des politiques et des contrôles de gestion, en fournissant des renseignements à partir desquels l'organisme reconnu peut agir pour améliorer sa performance. Le respect de ces principes est indispensable pour que les conclusions de l'audit soient pertinentes et suffisantes et pour que des auditeurs travaillant indépendamment les uns des autres puissent arriver à des conclusions similaires dans des circonstances similaires.

4.2 *Critères d'audit* désigne un ensemble d'orientations, de procédures ou de prescriptions.

4.3 *Preuves d'audit* désigne les pièces, les exposés des faits ou d'autres renseignements qui sont pertinents pour les critères d'audit et sont vérifiables. Les preuves d'audit peuvent être qualitatives ou quantitatives.

4.4 *Constatations de l'audit* désigne les résultats de l'évaluation des preuves d'audit qui ont été réunies par rapport aux critères d'audit. Ces constatations peuvent indiquer soit le respect ou l'observation (défaut de conformité potentiel), soit le non-respect des critères d'audit ou les améliorations possibles.

4.5 *Conclusion de l'audit* désigne le résultat d'un audit, communiqué par l'équipe d'audit, après examen des objectifs de l'audit et de toutes les constatations.

4.6 *Commanditaire de l'audit* désigne une organisation ou personne demandant un audit.

4.7 *Audit* désigne un organisme reconnu par l'État du pavillon qui peut faire l'objet d'un audit par l'État du pavillon l'ayant habilité.

4.8 *Auditeur* désigne une personne ayant les qualifications requises pour procéder à un audit.

4.9 *Équipe d'audit* désigne le ou les auditeurs qui procèdent à un audit, si nécessaire avec l'assistance d'experts techniques.

4.10 *Expert technique* désigne une personne qui apporte des connaissances ou une expérience spécifique à l'équipe d'audit.

4.11 *Programme d'audit* désigne l'ensemble d'un ou de plusieurs audits qu'il est prévu d'exécuter sur une période donnée et dans un but précis. Un programme d'audit comprend toutes les activités nécessaires pour planifier, organiser et effectuer les audits.

4.12 *Plan d'audit* désigne la description des activités et des dispositions en vue d'un audit.

4.13 *Portée de l'audit* désigne l'étendue et les limites d'un audit. En règle générale, une description des lieux, des unités organisationnelles, des activités et des procédures est incluse dans la portée de l'audit, ainsi que la période couverte.

4.14 *Compétences* désigne les qualités personnelles manifestes et la capacité avérée d'appliquer des connaissances et des aptitudes.

4.15 *Contrôle* désigne toute activité qu'un État du pavillon mène pour s'assurer que le service fourni par un organisme reconnu est conforme aux prescriptions de l'OMI et aux prescriptions nationales de l'État du pavillon ayant reconnu l'organisme.

4.16 *Surveillance* désigne toute activité par laquelle l'État du pavillon observe les services fournis par un organisme reconnu ou examine la documentation utilisée par cet organisme et que cet État du pavillon mène afin de s'assurer que les services fournis par l'organisme reconnu sont conformes aux prescriptions de l'OMI et aux prescriptions nationales. La surveillance peut être considérée comme faisant partie du contrôle.

5 ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE CONTRÔLE

5.1 Contrôle

L'État du pavillon devrait mettre en place un programme de contrôle ou participer à un programme de contrôle qui prévoit des ressources suffisantes pour surveiller son(ses) organisme(s) reconnu(s) et communiquer avec lui(eux) afin d'être sûr que ses obligations internationales sont pleinement honorées, en :

- .1 exerçant son pouvoir d'effectuer des visites supplémentaires pour s'assurer que les navires autorisés à battre son pavillon sont conformes de fait aux prescriptions applicables des instruments internationaux;
- .2 effectuant les visites supplémentaires qu'il juge utiles, pour s'assurer que les navires autorisés à battre son pavillon respectent les prescriptions nationales venant compléter les prescriptions internationales obligatoires; et
- .3 choisissant du personnel ayant une bonne connaissance des règles et règlements de l'État du pavillon et des organismes reconnus et à même d'assurer un contrôle efficace des organismes reconnus.

5.2 Supervision par l'État du pavillon des tâches déléguées à un organisme reconnu

Dans le cadre de la supervision des tâches déléguées à l'organisme reconnu, l'État du pavillon devrait notamment examiner les éléments suivants :

- .1 la documentation relative au système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu;
- .2 l'accès aux instructions, circulaires et directives internes;
- .3 l'accès à la documentation de l'organisme reconnu ayant trait à la flotte de l'État du pavillon;

- .4 la coordination avec les activités de l'État du pavillon en matière d'inspection et de vérification; et
- .5 la fourniture de renseignements et de données statistiques, concernant, sans toutefois s'y limiter, les avaries et les accidents de navires de la flotte de l'État du pavillon.

5.3 Vérification et surveillance

L'État du pavillon devrait établir un système qui garantisse le caractère adéquat de la délivrance des certificats et des services réglementaires exécutés. Ce système devrait comporter notamment les éléments suivants :

- .1 des procédures pour communiquer avec l'organisme reconnu;
- .2 des procédures pour que l'organisme reconnu fasse rapport à l'État du pavillon et pour que l'État du pavillon traite ces rapports. Les prescriptions suivantes en matière d'établissement de rapports devraient être envisagées :
 - .1 l'organisme reconnu devrait informer l'État du pavillon dès qu'il a connaissance d'une situation impliquant un défaut de conformité majeur ou un problème de sécurité important qui serait normalement considéré comme suffisamment grave pour empêcher le navire de prendre la mer jusqu'à ce que des mesures correctives soient prises;
 - .2 l'organisme reconnu devrait informer l'État ou les États du pavillon dès qu'il a connaissance d'une situation à bord d'un navire ou au sein d'une compagnie qui implique un défaut de conformité majeur, tel que défini dans les Directives sur l'application du Code ISM par les Administrations (résolution A.1022(26), telle que modifiée);
 - .3 la notification ci-dessus devrait contenir le nom de la compagnie ou du navire, le numéro OMI, le numéro officiel, le cas échéant, et une description du défaut de conformité majeur, de la lacune ou du problème grave;
 - .4 l'organisme reconnu devrait informer l'État du pavillon, dès que possible, des situations dangereuses, accidents, pannes de machines ou défaillances de la structure ou défauts dont il pourrait avoir connaissance à bord d'un navire; et
 - .5 l'organisme reconnu devrait envoyer à l'État du pavillon un rapport écrit indiquant le nom et le numéro officiel, le cas échéant, de tout navire qu'il a retiré de la liste des navires classés/certifiés auxquels un organisme reconnu a délivré un certificat ou fourni des services réglementaires; ce rapport devrait décrire la ou les raisons pour lesquelles le navire n'est plus classé et ce, dans un délai de trente (30) jours à compter du moment où le déclassement prend effet;
- .3 les inspections supplémentaires du navire par l'État du pavillon;
- .4 les consultations techniques et/ou de sécurité voulues entre organismes reconnus au sujet de la délivrance de certificats et de services

réglementaires pouvant affecter la validité des certificats délivrés en totalité ou en partie au nom de l'État (des États) du pavillon;

- .5 l'évaluation et l'acceptation par l'État du pavillon de la certification du système de gestion de la qualité de l'organisme reconnu par des auditeurs indépendants agréés par l'État du pavillon;
- .6 le suivi et la vérification de la délivrance de certificats et des services réglementaires qui contribuent en tout ou en partie au respect d'un instrument obligatoire de l'OMI. L'État du pavillon devrait envisager de mettre en place ce qui suit :
 - .1 un contrôle, par l'État du pavillon, des systèmes de gestion de la qualité de l'organisme reconnu;
 - .2 l'étude des audits des systèmes de gestion de la qualité effectués par d'autres personnes ou organismes qualifiés extérieurs à l'organisme reconnu et indépendants de celui-ci, ou un examen systématique des rapports de ces audits;
 - .3 la vérification et l'inspection des navires pour lesquels sont assurés la délivrance de certificats et des services réglementaires; et
 - .4 un système de réclamations et d'informations en retour, ainsi que les mesures correctives de suivi;
- .7 un État du pavillon acceptant des navires à la construction desquels il n'a pas participé devrait vérifier que l'organisme reconnu qui assure la délivrance des certificats et les services réglementaires à l'égard de ces navires respecte les dispositions du présent Code; et
- .8 avant de délivrer des certificats à des navires construits sans que l'État du pavillon ne soit identifié, il faudrait vérifier les prescriptions spécifiques de l'État du pavillon.

6 PRINCIPES DE L'AUDIT

6.1 L'État du pavillon devrait avoir la preuve que l'organisme reconnu a en place un système de gestion de la qualité qui est efficace. Il peut se fier aux audits effectués par un organisme de certification accrédité ou des organisations équivalentes. Une coopération intergouvernementale est recommandée pour établir des pratiques d'audit communes.

6.2 L'auditeur d'un État du pavillon devrait promouvoir les principes suivants :

- .1 déontologie : fondement du professionnalisme; la confiance, l'intégrité, la confidentialité et la discrétion sont essentiels à l'audit;
- .2 présentation impartiale : obligation de rendre compte d'une manière honnête et précise; les constatations, les conclusions et les rapports d'audit rendent compte d'une manière honnête et précise des activités d'audit. Les obstacles importants rencontrés pendant l'audit et les questions non résolues ou avis divergents entre l'équipe d'audit et l'audité sont consignés; et

- .3 conscience professionnelle : attitude diligente et avisée au cours de l'audit. Les auditeurs agissent avec le soin voulu, conformément à l'importance des tâches qu'ils exécutent et à la confiance accordée par le commanditaire de l'audit et d'autres parties intéressées. Il est essentiel de posséder les compétences nécessaires.

6.3 Les principes ci-après s'appliquent à l'audit, qui est par définition indépendant et systématique :

- .1 indépendance : fondement de l'impartialité de l'audit et de l'objectivité des conclusions de l'audit. Les auditeurs sont indépendants de l'activité auditée et n'ont ni parti pris ni conflit d'intérêt. Les auditeurs font preuve d'objectivité tout au long de l'audit pour garantir que les constatations et les conclusions sont fondées uniquement sur les preuves d'audit; et
- .2 approche fondée sur des preuves : méthode rationnelle permettant de parvenir à des conclusions d'audit fiables et reproductibles dans le cadre d'un processus d'audit systématique. Les preuves d'audit sont vérifiables. Elles reposent sur des échantillons des renseignements disponibles, puisque les audits sont effectués pendant une période donnée, avec des ressources bien définies. L'utilisation pertinente des échantillons est étroitement liée au degré de fiabilité que l'on peut accorder aux conclusions de l'audit.

6.4 Les recommandations faites dans le présent Code reposent sur les principes énoncés ci-dessus.

7 GESTION DU PROGRAMME DE CONTRÔLE

7.1 Généralités

7.1.1 Les États du pavillon sont tenus de vérifier que les organismes reconnus qui assurent la délivrance des certificats et les services réglementaires en leur nom satisfont aux prescriptions du présent Code. Cette vérification a pour but de s'assurer que l'organisme reconnu procède à la délivrance des certificats et aux services réglementaires en se conformant au présent Code et à l'accord qu'il a passé avec l'État du pavillon.

7.1.2 L'État du pavillon devrait élaborer, mettre en œuvre et gérer un programme efficace de contrôle des organismes reconnus qui agissent en son nom.

7.1.3 Un programme de contrôle devrait comporter diverses activités de surveillance, lesquelles peuvent consister notamment en des audits, des inspections ou des observations issues de l'audit (défauts de conformité potentiels). Il faudrait élaborer le programme de contrôle des organismes reconnus après avoir soigneusement évalué les facteurs associés à l'organisme reconnu, ainsi que la mesure dans laquelle il est possible d'accéder aux registres de l'organisme reconnu rendant compte de la délivrance des certificats et des services réglementaires qui sont mis à la disposition de l'État du pavillon. Ce programme devrait aussi viser l'exécution de la délivrance des certificats et des services réglementaires en rapport avec les dispositions des conventions et en rapport avec les prescriptions nationales et les instructions publiées par l'État du pavillon. Ces facteurs devraient inclure :

- .1 la portée et la fréquence des audits de haut niveau de l'organisme reconnu effectués par les États du pavillon et des organisations accréditées indépendantes et des audits internes effectués par l'organisme reconnu;

- .2 la mesure dans laquelle les constatations et observations de l'audit (défauts de conformité potentiels) et les mesures correctives sont mises à la disposition de l'État du pavillon;
- .3 la mesure dans laquelle une surveillance à distance de l'organisme reconnu peut être effectuée par l'État du pavillon, laquelle peut se présenter de différentes façons suivant l'ampleur des renseignements électroniquement accessibles à l'État du pavillon. La surveillance à distance peut inclure :
 - .1 l'examen de la teneur des rapports de visites ayant donné lieu à la délivrance de certificats réglementaires par l'organisme reconnu;
 - .2 l'examen de l'efficacité du contrôle et de la rectification des déficiences et des obligations non observées dans les délais fixés par l'État du pavillon par l'entremise de l'organisme reconnu; et
 - .3 l'examen des instructions de l'organisme reconnu à un pays déterminé en vue de vérifier que les prescriptions nationales de l'État du pavillon sont correctement et complètement prises en considération par l'organisme reconnu;
- .4 les inspections de l'État du pavillon effectuées à bord des navires pour vérifier le résultat du processus de délivrance des certificats, l'accent étant mis en particulier sur les prescriptions nationales et/ou l'application des instructions données à l'organisme reconnu; et
- .5 les retenues et déficiences dans le cadre du contrôle par l'État du port qui relèvent de la responsabilité de l'organisme reconnu.

7.1.4 Un programme de contrôle devrait également comprendre toutes les activités nécessaires pour planifier les types et le nombre d'activités de suivi et les organiser, ainsi que pour fournir les ressources permettant de mener ces activités avec efficacité et efficience dans les délais prévus.

7.1.5 Les personnes à qui la responsabilité de la gestion du programme de contrôle a été confiée devraient :

- .1 établir, mettre en œuvre, contrôler, passer en revue et améliorer le programme de contrôle; et
- .2 définir les ressources nécessaires et veiller à ce qu'elles soient disponibles et fournies selon les besoins.

7.1.6 Un programme de contrôle devrait également inclure la planification, l'apport de ressources et l'établissement de procédures aux fins de l'exécution des activités de surveillance dans le cadre du programme.

7.2 Objectifs et portée d'un programme de contrôle

7.2.1 Objectifs d'un programme de contrôle

7.2.1.1 L'État du pavillon devrait fixer les objectifs d'un programme de contrôle afin d'orienter la planification et la réalisation des activités de surveillance.

7.2.1.2 Les objectifs suivants devraient être envisagés :

- .1 les priorités de la direction;
- .2 les intentions de l'État du pavillon;
- .3 les prescriptions en vertu du système de l'État du pavillon;
- .4 les obligations juridiques, réglementaires et contractuelles;
- .5 la nécessité d'évaluer les organismes reconnus;
- .6 les prescriptions de l'État du pavillon, des organismes reconnus et d'autres entités;
- .7 les besoins des autres parties intéressées; et
- .8 les risques pour l'État du pavillon.

7.2.2 Portée d'un programme de contrôle

7.2.2.1 Le programme de contrôle de l'État du pavillon devrait tenir compte de l'étendue, de la nature et de la complexité du programme d'habilitation de l'État du pavillon, ainsi que des facteurs ci-après :

- .1 portée, objectif et durée des activités de surveillance devant être menées;
- .2 fréquence des activités de surveillance devant être menées;
- .3 nombre, importance, complexité, similarité et emplacement des organismes reconnus;
- .4 normes, lois, obligations juridiques, réglementaires et contractuelles et autres critères de surveillance;
- .5 nécessité pour les organismes reconnus d'être accrédités ou enregistrés/certifiés;
- .6 conclusions des activités de surveillance précédentes;
- .7 préoccupations des parties intéressées; et
- .8 modifications importantes apportées à l'organisme reconnu ou à son fonctionnement.

7.2.2.2 Un État du pavillon peut conclure un accord écrit pour participer à des activités mixtes de surveillance/contrôle avec un ou plusieurs autres États du pavillon ayant habilité le même organisme reconnu, à condition que le degré de détail des prescriptions de chaque État du pavillon et la performance de chacun d'entre eux soient d'un niveau équivalent à celui du programme de contrôle mené par chacun des États du pavillon. À l'inverse, aucun État du pavillon ne peut être contraint par un autre État du pavillon ou par un autre organisme d'accepter que d'autres assurent le contrôle d'un organisme reconnu au lieu d'exercer son propre contrôle en tant qu'État du pavillon, à moins qu'il n'en décide ainsi par le biais d'un

accord écrit ou que cela soit prévu dans la législation de cet État. Un exemplaire de cet accord devrait être soumis à l'OMI pour l'information des États Membres.

7.3 Responsabilités, ressources et procédures dans le cadre d'un programme de contrôle

7.3.1 Responsabilités dans le cadre d'un programme de contrôle

7.3.1.1 L'État du pavillon est responsable de la gestion de son programme de contrôle. Il devrait employer des personnes compétentes qui comprennent les prescriptions relatives à la surveillance, les principes d'audit et l'application des techniques d'audit. Ces personnes devraient posséder des compétences en matière de gestion et comprendre, sur le plan technique et commercial, les activités devant être surveillées.

7.3.1.2 Les personnes à qui l'on a attribué la responsabilité de la gestion du programme de contrôle devraient :

- .1 définir les objectifs et la portée du programme de contrôle;
- .2 définir les responsabilités et les procédures et veiller à ce que les ressources soient fournies;
- .3 assurer la mise en œuvre du programme de contrôle;
- .4 s'assurer que des registres appropriés concernant le programme de contrôle sont tenus; et
- .5 suivre, passer en revue et améliorer le programme de contrôle.

7.3.2 Ressources du programme de contrôle

Lorsqu'il définit les ressources du programme de contrôle, l'État du pavillon devrait examiner les éléments ci-après :

- .1 les ressources financières nécessaires pour élaborer, mettre en œuvre, gérer et améliorer les activités de contrôle;
- .2 les techniques d'audit;
- .3 les processus permettant au personnel d'être compétent et de le rester et d'améliorer leurs prestations en matière de contrôle;
- .4 la disponibilité de personnel et d'experts techniques possédant les compétences voulues pour atteindre les objectifs particuliers du programme de contrôle;
- .5 la portée du programme de contrôle; et
- .6 le temps de voyage, l'hébergement et autres besoins relatifs au contrôle.

7.3.3 Procédures du programme de contrôle

7.3.3.1 Les procédures du programme de contrôle de l'État du pavillon devraient viser :

- .1 la planification et le calendrier des activités de contrôle;
- .2 la vérification de la compétence du personnel responsable;
- .3 la sélection d'un personnel approprié et la définition de son rôle et de ses responsabilités;
- .4 la mise en œuvre d'activités de surveillance;
- .5 la mise en œuvre d'activités complémentaires, le cas échéant;
- .6 la tenue à jour des registres sur le programme de contrôle;
- .7 la surveillance de la performance et de l'efficacité du programme de contrôle;
et
- .8 la communication des réalisations globales du programme de contrôle.

7.3.3.2 Dans le cas des États du pavillon dotés d'un programme d'habilitation limité, les activités ci-dessus peuvent être couvertes par une seule procédure.

7.3.4 Application du programme de contrôle

L'application du programme de contrôle de l'État du pavillon devrait inclure les aspects suivants :

- .1 la communication des objectifs du programme de contrôle aux parties concernées;
- .2 la coordination et la programmation des activités de surveillance se rapportant au programme de contrôle;
- .3 la mise en place et le maintien d'une procédure pour évaluer le personnel responsable et assurer son perfectionnement professionnel;
- .4 la sélection et la désignation du personnel responsable;
- .5 la fourniture des ressources nécessaires au programme de contrôle, en particulier pour les activités de surveillance correspondantes;
- .6 l'exécution rigoureuse des activités de surveillance, conformément au programme de contrôle;
- .7 la vérification des registres concernant les activités de surveillance;
- .8 l'examen et l'approbation des rapports sur les activités de surveillance et leur diffusion aux parties intéressées; et
- .9 la mise en œuvre d'activités complémentaires, le cas échéant.

7.3.5 Registres relatifs au programme de contrôle

7.3.5.1 Il faudrait tenir des registres concernant les activités de surveillance de l'État du pavillon comme preuve de l'application du programme de contrôle. Ces registres devraient comprendre ce qui suit :

- .1 tous les documents relatifs aux activités de surveillance, tels que :
 - .1 plans;
 - .2 rapports;
 - .3 rapports sur les défauts de conformité;
 - .4 rapports sur les mesures correctives et préventives; et
 - .5 rapports de suivi, le cas échéant;
- .2 les résultats de l'examen du programme de surveillance; et
- .3 les documents relatifs au personnel qui portent sur des sujets tels que :
 - .1 l'évaluation des compétences et de la performance du personnel responsable;
 - .2 la composition des équipes chargées de la surveillance et/ou de l'audit; et
 - .3 le maintien et l'amélioration des compétences.

7.3.5.2 Ces registres devraient être tenus et convenablement sauvegardés.

7.4 Surveillance et examen du programme de contrôle

7.4.1 Il faudrait surveiller l'application du programme de contrôle de l'État du pavillon et la passer en revue à des intervalles appropriés afin de déterminer si les objectifs ont été atteints et de cerner les possibilités d'amélioration.

7.4.2 L'État du pavillon devrait mettre au point et utiliser des indicateurs de performance pour surveiller l'efficacité de son programme de contrôle des organismes reconnus. Il conviendrait de tenir compte des éléments ci-après :

- .1 l'aptitude des équipes d'audit à appliquer le plan de contrôle;
- .2 la conformité avec les prescriptions du présent Code, les activités de surveillance et les calendriers; et
- .3 les informations en retour émanant des clients, des organismes reconnus et du personnel responsable.

7.4.3 L'État du pavillon devrait tenir compte des indicateurs de performance suivants lorsqu'il évalue la performance des organismes reconnus :

- .1 performance des organismes reconnus au titre du contrôle par l'État du port;
- .2 résultats des audits internes de l'organisme reconnu;
- .3 résultats des audits du système de gestion de la qualité effectués par des organisations tierces (organismes de certification accrédités);
- .4 résultats de la surveillance de la performance précédente; et
- .5 état/conformité des navires qui font l'objet de visites et d'une délivrance de certificats par les organismes reconnus.

7.4.4 L'État du pavillon devrait, à intervalles réguliers, évaluer sa performance globale en ce qui concerne la mise en œuvre des procédures, ressources et processus administratifs nécessaires pour respecter les obligations qui lui incombent en vertu des conventions auxquelles il est Partie.

7.4.5 Les autres mesures permettant d'évaluer la performance de l'État du pavillon peuvent comprendre notamment ce qui suit :

- .1 le taux de retenues de navires dans le cadre du contrôle par l'État du port;
- .2 les résultats des inspections par l'État du pavillon;
- .3 les statistiques sur les accidents;
- .4 les processus de communication et d'information;
- .5 les statistiques relatives aux pertes annuelles (à l'exclusion des pertes réputées totales); et
- .6 les autres indicateurs de performance appropriés, afin de déterminer si les effectifs, les ressources et les procédures administratives permettent à l'État du pavillon de s'acquitter de ses obligations. Les autres indicateurs de performance peuvent inclure ce qui suit :
 - .1 taux de perte de navires et d'accidents permettant d'identifier les tendances sur des périodes déterminées;
 - .2 nombre de cas confirmés de retenues de navires par rapport au tonnage de la flotte;
 - .3 nombre de cas confirmés d'incompétence ou de faute de la part de personnes titulaires d'un certificat, brevet ou visa délivré sous l'autorité de l'État du pavillon;
 - .4 réponses aux rapports sur les déficiences ou aux interventions de l'État du port;

- .5 enquêtes sur les accidents graves et très graves et enseignements tirés de ces accidents;
- .6 ressources techniques et autres engagées;
- .7 résultats des inspections, visites et contrôles des navires de la flotte;
- .8 enquêtes sur les accidents du travail;
- .9 nombre d'incidents et d'infractions relevant de MARPOL, telle que modifiée; et
- .10 nombre de suspensions ou de retraits de certificats, de visas et d'approbations.

7.4.6 L'examen du programme de contrôle devrait également considérer :

- .1 les résultats de la surveillance et les tendances qui s'en dégagent;
- .2 la conformité aux procédures;
- .3 l'évolution des besoins et des attentes des parties intéressées;
- .4 les registres relatifs au programme de contrôle;
- .5 des pratiques d'audit ou les activités de surveillance différentes ou nouvelles; et
- .6 l'homogénéité de la performance des équipes d'audit dans des situations similaires.

7.4.7 Les résultats des examens du programme de contrôle peuvent amener à prendre des mesures correctives et préventives et à améliorer ce programme.

Appendice 1

FORMATION ET QUALIFICATIONS REQUISES DU PERSONNEL TECHNIQUE DES ORGANISMES RECONNUS

A1.1 DÉFINITIONS

A1.1.1 *Personnel chargé des visites* désigne le personnel habilité à procéder à des visites et à décider si la conformité a été atteinte ou non.

A1.1.2 *Personnel chargé de l'approbation des plans* désigne le personnel habilité à procéder à une évaluation de la conception et à décider si la conformité a été atteinte ou non.

A1.1.3 *Personnel chargé des audits* désigne le personnel habilité à effectuer des audits et à décider si la conformité a été atteinte ou non.

A1.1.4 *Stagiaire* désigne une personne qui reçoit une formation théorique et pratique sous la supervision d'un formateur/tuteur.

A1.1.5 *Formateur* désigne une personne ayant de l'expérience dans un domaine pertinent ou un expert spécialiste d'un domaine reconnu par l'organisme reconnu qui est chargé de dispenser une formation théorique par le biais d'un enseignement en classe, de séminaires spéciaux ou de cours individuels.

A1.1.6 *Tuteur* désigne une personne qualifiée issue du personnel de l'organisme reconnu, qui possède une expérience et des compétences appropriées dans les domaines d'activités pertinents dans lesquels il apporte assistance, conseils et supervision durant la formation pratique d'un stagiaire jusqu'à ce que celui-ci soit qualifié.

A1.1.7 *Personnel technique* désigne le personnel qualifié pour procéder à des activités techniques, tel que le personnel chargé des visites ou de l'approbation des plans, le personnel chargé des audits des systèmes de gestion maritime.

A1.1.8 *Personnel d'appui* désigne le personnel qui aide le personnel chargé des visites et/ou de l'approbation des plans dans le cadre des travaux de classification et réglementaires.

A1.2 CONDITIONS D'ADMISSION DES STAGIAIRES

Le personnel de l'organisme reconnu qui exécute les travaux réglementaires et en est responsable doit avoir au minimum le niveau d'instruction générale prescrit dans la section 4.2.5 de la partie 2.

A1.3 MODULES

A1.3.1 L'organisme reconnu doit définir les critères d'aptitude requis pour chaque type de visite et type d'activité à exécuter au titre de l'approbation des plans et d'audits à effectuer.

A1.3.2 L'organisme reconnu doit déterminer les modules de formation théorique et pratique nécessaires pour satisfaire aux critères d'aptitude définis pour le personnel chargé des visites, de l'approbation des plans et de l'audit des systèmes de gestion maritime. Ces modules de formation doivent comprendre au minimum :

- .1 les objectifs en matière d'apprentissage et d'aptitude;
- .2 la portée de la formation; et
- .3 les critères d'évaluation et de réussite aux examens.

A1.3.3 En étudiant les modules de formation, les stagiaires acquièrent des connaissances et une compréhension générales, ou les approfondissent, au sujet des différents types de navires et types d'activités prévues aux termes des prescriptions de l'État du pavillon, des règles et règlements de l'organisme reconnu et des conventions, codes et recueils de règles internationaux.

A1.4 FORMATION THÉORIQUE DU PERSONNEL CHARGÉ DES VISITES ET DE L'APPROBATION DES PLANS

A1.4.1 L'objectif de la formation théorique est de garantir que la familiarisation avec les règles, normes techniques ou prescriptions réglementaires et toute prescription supplémentaire propre au type de visite ou de navire est adaptée aux domaines d'activité concernés.

A1.4.2 La formation théorique doit comprendre :

- .1 des modules généraux de formation théorique; et
- .2 des modules spéciaux de formation théorique dans un domaine spécialisé donné.

A1.4.3 Les modules généraux destinés à la formation théorique doivent inclure des thèmes généraux concernant :

- .1 l'activité et les fonctions de l'OMI et des administrations maritimes;
- .2 l'activité et les fonctions des sociétés de classification;
- .3 la classification des navires et des unités mobiles de forage au large;
- .4 les types de certificats délivrés et les rapports établis à l'issue des visites de classification et réglementaires;
- .5 le système de gestion de la qualité;
- .6 la réglementation relative à la sécurité individuelle; et
- .7 les questions juridiques et déontologiques.

A1.4.4 Les programmes de formation théorique à l'intention du personnel chargé des visites et de l'approbation des plans doivent être consignés dans un plan de formation et être élaborés en fonction des domaines d'activité (types ou catégories de visites, types de navires, sujets tels que coque, machines, installations électriques, etc.).

A1.4.5 Si le niveau d'instruction présente des lacunes dans un domaine d'activité donné, la formation théorique doit être renforcée.

A1.4.6 Si le personnel chargé des visites ou de l'approbation des plans a obtenu des qualifications particulières dans le cadre de l'expérience professionnelle acquise avant d'intégrer l'organisme reconnu, le plan de formation peut être allégé.

A1.4.7 Le renforcement ou l'allègement des plans de formation individuels doit être justifié.

A1.4.8 Si les domaines d'activité sont élargis, le plan de formation doit être élaboré et étayé en conséquence.

A1.4.9 La formation théorique peut être suivie dans le cadre d'un enseignement en classe, de séminaires spéciaux, de cours individuels, d'un auto-apprentissage ou d'une formation assistée par ordinateur.

A1.5 FORMATION PRATIQUE DU PERSONNEL CHARGÉ DES VISITES ET DE L'APPROBATION DES PLANS (VOIR L'APPENDICE 2 POUR LES CRITÈRES SPÉCIFIQUES CORRESPONDANT À CHAQUE CERTIFICAT)

A1.5.1 Généralités

La formation pratique doit garantir que le stagiaire est capable de procéder à des visites ou à l'évaluation de la conception d'une manière indépendante.

A1.5.2 Personnel chargé de l'approbation des plans

A1.5.2.1 La formation pratique doit être en rapport avec la complexité de l'évaluation de la conception (examen de la conception technique des navires, examen de la documentation technique sur les matériels et l'équipement) et doit être dispensée sous la supervision d'un tuteur.

A1.5.2.2 La formation pratique dispensée doit être consignée.

A1.5.3 Personnel chargé des visites

A1.5.3.1 La formation pratique doit être en rapport avec la complexité de la visite (types ou catégories de visites, types de navires, sujets spécifiques (coque, machines et installations électriques) et doit être dispensée sous la supervision d'un tuteur.

A1.5.3.2 Le choix des visites dépend de la spécialisation/la qualification à attribuer et doit inclure des visites de classification et réglementaires des types ci-après, selon qu'il convient :

- .1 constructions neuves;
- .2 navires et unités mobiles de forage au large en exploitation; et
- .3 matériels et équipement.

A1.5.3.3 La formation pratique dispensée doit être consignée.

A1.5.4 Examens et épreuves pour le personnel chargé des visites et de l'approbation des plans

A1.5.4.1 Les compétences acquises dans le cadre de la formation théorique doivent être démontrées par le biais d'un examen écrit ou oral ou d'épreuves sur ordinateur adaptées.

A1.5.4.2 Les examens et épreuves doivent porter sur les séries de modules pertinents auxquels le stagiaire a participé.

A1.5.4.3 En ce qui concerne les compétences acquises dans le cadre de la formation pratique :

- .1 un inspecteur doit les démontrer en menant à bien de façon satisfaisante les visites correspondantes sous la supervision du tuteur. L'inspecteur est censé être capable de répondre aux questions techniques que le tuteur juge nécessaire de poser pour s'assurer du niveau de compréhension. Les conclusions du tuteur doivent être consignées dans le dossier de formation correspondant; et
- .2 un membre du personnel chargé de l'approbation des plans doit les démontrer en menant à bien de façon satisfaisante l'évaluation des plans par rapport aux règles de classification et aux prescriptions réglementaires, exercice vérifié par le tuteur. Les conclusions du tuteur doivent être consignées dans le dossier de formation correspondant.

A1.5.4.4 Une personne compétente doit faire passer des examens correspondant à la formation théorique ou assister à la réalisation de travaux pratiques.

A1.5.4.5 Le stagiaire est autorisé à utiliser des documents de travail pertinents (règles, conventions, listes de contrôle, etc.) pendant les examens et épreuves.

A1.5.5 Personnel chargé des audits

A1.5.5.1 Formation théorique

A1.5.5.1.1 La formation théorique devrait traiter les questions suivantes :

- .1 les principes et la pratique de l'audit des systèmes de gestion;
- .2 les prescriptions du Code international de gestion de la sécurité (Code ISM) et l'interprétation et l'application de cet instrument;
- .3 les règles et règlements obligatoires et les codes et recueils de règles, directives et normes applicables recommandés par l'OMI, les États du pavillon, les sociétés de classification et les organisations du secteur maritime; et
- .4 les opérations de bord élémentaires, y compris la préparation et l'intervention en cas d'urgence. Le temps consacré à chaque sujet et le niveau de précision qu'il est nécessaire d'apporter dépendront des qualifications et de l'expérience des stagiaires, des compétences qu'ils possèdent déjà dans chacun de ces domaines et du nombre d'audits à effectuer dans le cadre de la formation.

A1.5.5.1.2 La formation peut se présenter sous la forme de modules, auquel cas la durée de la formation théorique ne doit pas dépasser 12 mois.

A1.5.5.1.3 S'il y a lieu, certains éléments peuvent être enseignés à distance ou en ligne. Toutefois, au moins 50 % du total des jours de formation théorique doit se dérouler en salle de classe afin de faciliter les débats et les échanges de vues et de permettre au candidat de bénéficier de l'expérience du formateur.

A1.5.5.2 Examen

A1.5.5.2.1 Un examen écrit doit être organisé à la fin de la formation théorique, ou à la fin de chaque module si la formation n'est pas dispensée en un seul bloc, afin de confirmer que les objectifs d'apprentissage ont été atteints.

A1.5.5.2.2 Si le stagiaire échoue à l'examen écrit ou à une partie de cet examen, il est autorisé à se représenter une seule fois. S'il échoue une deuxième fois, il doit suivre à nouveau la formation théorique correspondante avant d'être autorisé à se représenter à l'examen.

A1.5.5.2.3 Le candidat qui réussit l'examen écrit se voit décerner un certificat, une attestation ou un autre document indiquant les compétences acquises et les dates auxquelles la formation correspondante a eu lieu.

A1.5.5.3 Formation pratique

A1.5.5.3.1 Une personne habilitée à mener des audits en vertu du Code ISM doit avoir effectué au moins le nombre minimal d'audits dans le cadre de sa formation sous supervision, selon qu'il est spécifié par l'organisme reconnu.

A1.5.5.3.2 L'organisme reconnu doit établir des procédures permettant de garantir et de démontrer que les compétences requises ont été acquises.

A1.6 QUALIFICATIONS

A1.6.1 Une fois que le stagiaire a suivi avec succès les formations théorique et pratique, il est dûment habilité à travailler de façon indépendante. Les activités pour lesquelles le stagiaire est qualifié (types de visites, types de navires, types d'approbation de la conception, etc.) sont bien définies.

A1.6.2 Les critères adoptés par l'organisme reconnu pour décerner des qualifications doivent être consignés dans les documents appropriés relatifs au système de gestion de la qualité.

A1.7 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE LA FORMATION

A1.7.1 Parmi les méthodes permettant d'évaluer l'efficacité de la formation figurent le suivi, les contrôles, etc., qui sont effectués à intervalles réguliers conformément au système de l'organisme reconnu.

A1.7.2 Les critères adoptés par l'organisme reconnu pour évaluer l'efficacité de la formation doivent être bien définis dans les documents relatifs au système de gestion de la qualité.

A1.7.3 Des preuves de l'évaluation de l'efficacité de la formation doivent être apportées.

A1.8 MAINTIEN À JOUR DES QUALIFICATIONS

A1.8.1 Les critères adoptés par l'organisme reconnu pour maintenir ou mettre à jour les qualifications doivent être conformes aux documents relatifs au système de gestion de la qualité et définis dans ceux-ci.

A1.8.2 Les méthodes ci-après peuvent être utilisées pour mettre à jour les qualifications :

- .1 auto-apprentissage (sans assistance);
- .2 participation à différents cours et séminaires organisés dans les bureaux locaux et/ou dans les principaux bureaux de l'organisme reconnu;
- .3 séminaires techniques ponctuels en cas de modifications importantes des règles de l'organisme reconnu ou des conventions, codes et recueils de règles internationaux, etc. (avec examens si besoin); et
- .4 une formation spéciale concernant des tâches spécifiques ou un type de visite dans certains domaines d'activité, si le suivi de la performance en montre la nécessité ou en cas de période prolongée sans expérience pratique.

A1.8.3 Le maintien à jour des qualifications conformément à ces critères doit être vérifié à l'occasion de l'examen annuel de la performance.

A1.9 SUIVI DES ACTIVITÉS

A1.9.1 *Objet*

Le suivi des activités vise à :

- .1 déterminer si les personnes possèdent les compétences et les capacités voulues pour s'acquitter de façon indépendante des tâches qui leur ont été déléguées et confiées conformément aux politiques et pratiques de l'organisme reconnu;
- .2 cerner les besoins afin d'améliorer en permanence l'alignement des services techniques dans l'ensemble de l'organisme; et
- .3 déterminer s'il est nécessaire d'améliorer les orientations et/ou les outils à l'intention du personnel.

A1.9.2 *Suivi*

A1.9.2.1 Le bureau central, régional ou local peut entreprendre des activités de suivi. Celles-ci doivent être menées par des personnes qualifiées pour procéder à la visite ou à l'audit faisant l'objet du suivi.

A1.9.2.2 Chaque inspecteur ou auditeur qui s'acquitte de tâches relatives aux visites ou aux audits fait l'objet d'un suivi au moins une fois tous les deux ans. Si une personne effectue aussi bien des visites que des audits, ces deux types d'activités doivent faire l'objet d'un suivi au moins une fois tous les deux ans. Seulement un type de visite, dans le cas d'un inspecteur qualifié, et un type d'audit, dans le cas d'un auditeur qualifié, doivent faire l'objet d'un suivi au cours de ce cycle de deux ans. Les personnes chargées de l'approbation des plans doivent faire l'objet d'un suivi au moins une fois tous les deux ans.

A1.9.2.3 Une fois sa tâche achevée, l'inspecteur ou l'auditeur responsable du suivi doit en rendre compte.

A1.9.2.4 S'il est nécessaire de formuler des observations ou si des constatations sont faites, le rapport doit en faire état, de manière à ce qu'elles soient examinées et que des mesures correctives soient prises.

A1.9.3 Méthode

A1.9.3.1 Le suivi des activités doit être mené par du personnel habilité à cet effet.

A1.9.3.2 La préparation doit notamment porter sur la familiarisation avec les procédures, les prescriptions et les outils (par exemple les logiciels) associés à l'activité devant faire l'objet du suivi.

A1.9.3.3 La procédure de suivi doit notamment comporter un examen des renseignements pertinents relatifs à la performance professionnelle de la personne concernée, pour ce qui est notamment de l'exactitude du rapport et du certificat délivré, de l'atteinte des objectifs, des plaintes reçues et du retour d'information concernant le taux de retenues au titre du contrôle par l'État du port.

A1.9.3.4 L'activité relative aux visites, à l'audit ou à l'approbation des plans qui a été choisie comme devant faire l'objet du suivi doit avoir une portée qui permette d'examiner le plus grand éventail possible d'activités et de qualifications.

A1.9.3.5 Le suivi doit comprendre l'évaluation des éléments ci-après, sans toutefois s'y limiter :

- .1 sensibilisation à la sécurité individuelle;
- .2 compréhension et application des prescriptions pertinentes;
- .3 capacités techniques;
- .4 compréhension des prescriptions associées; et
- .5 normes en matière de compte rendu et de communication.

A1.9.4 Comptes rendus

À l'issue du suivi, un rapport doit être établi et comporter des conclusions quant à :

- .1 la capacité des personnes ayant fait l'objet de l'évaluation de s'acquitter des tâches qui leur ont été déléguées et confiées (y compris les aspects particulièrement positifs);
- .2 tout domaine susceptible d'être amélioré; et
- .3 tout complément de formation recommandé.

A1.9.5 Évaluation

Le rapport de suivi doit être évalué par la direction, qui détermine s'il faut maintenir l'habilitation de la personne ou éventuellement prescrire une formation pour que cette personne puisse obtenir une nouvelle délégation de pouvoirs. Ce rapport doit être établi et être examiné chaque année.

A1.9.6 Mise en œuvre

L'organisme reconnu doit :

- .1 bien définir la méthode de suivi des activités, y compris la manière dont il en est rendu compte;
- .2 bien définir les modalités pour obtenir l'autorisation de procéder au suivi des activités;
- .3 bien définir les conséquences d'un dépassement des délais prévus pour le suivi des activités et les mesures à prendre dans ce cas;
- .4 tenir des registres pour montrer que tout le personnel concerné a fait l'objet d'un suivi durant la période prescrite; et
- .5 tenir des registres pour attester du niveau de performance technique et de l'effet des éventuelles activités d'amélioration au sein de l'organisme par le biais de l'analyse du suivi des activités.

A1.10 FORMATION DU PERSONNEL D'APPUI

Le personnel d'appui doit recevoir une formation et/ou un encadrement en rapport avec les tâches qu'il est autorisé à exécuter.

A1.11 REGISTRES

Des registres doivent être tenus pour chaque inspecteur/membre du personnel chargé de l'approbation des plans, qui indiquent :

- .1 le niveau d'instruction;
- .2 l'expérience professionnelle acquise avant d'intégrer l'organisme reconnu;
- .3 la preuve qu'une formation théorique a été reçue;
- .4 la preuve qu'une formation pratique a été reçue;
- .5 la preuve attestant du passage d'examens et d'épreuves;
- .6 l'expérience professionnelle acquise au sein de l'organisme reconnu; et
- .7 la mise à jour périodique des connaissances.

Appendice 2

SPÉCIFICATIONS RELATIVES AUX FONCTIONS DES ORGANISMES RECONNUS AGISSANT AU NOM DE L'ÉTAT DU PAVILLON EN MATIÈRE DE VISITES ET DE DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS

A2.1 PORTÉE

A2.1.1 Le présent document énonce des spécifications minimales à l'usage des organismes reconnus capables d'exécuter, pour le compte de l'État du pavillon, des tâches réglementaires en matière de visites et de délivrance des certificats pour ce qui est de la délivrance de certificats internationaux.

A2.1.2 La méthode utilisée pour établir le système décrit ci-après a consisté à regrouper les spécifications requises en différents modules élémentaires afin de permettre de choisir le module qui convient pour chaque fonction de délivrance de certificats et d'exécution de visites.

A2.2 DOMAINES COUVERTS PAR LES MODULES ÉLÉMENTAIRES

- .1 Gestion
- .2 Évaluation technique
- .3 Visites
- .4 Qualifications et formation.

A2.2.1 Gestion

Module 1A : Fonctions de la direction

La direction de l'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'organiser, de gérer et de contrôler l'exécution des fonctions liées aux visites et à la délivrance des certificats afin de vérifier que les prescriptions relatives aux tâches déléguées sont satisfaites et elle doit notamment :

- .1 disposer d'un nombre suffisant de personnes compétentes en matière de contrôle, d'évaluation technique et de visites;
- .2 prévoir des moyens permettant d'élaborer et de mettre à jour des procédures et des consignes appropriées;
- .3 mettre en place des moyens permettant de tenir à jour les documents concernant l'interprétation des instruments pertinents;
- .4 offrir un appui technique et administratif au personnel d'exécution; et
- .5 pouvoir évaluer les rapports de visites et fournir en retour une expérience.

A2.2.2 Évaluation technique

Module 2A : Structure de la coque

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la résistance longitudinale;
- .2 les échantillonnages locaux, tels que tôles et raidisseurs;
- .3 les analyses des contraintes, de la fatigue et des risques de flambement de la structure; et
- .4 les matériaux, le soudage à chaud et les autres procédés de soudage utilisés, de manière à satisfaire aux règles et prescriptions internationales pertinentes en matière de conception, de construction et de sécurité.

Module 2B : Systèmes des machines

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 l'appareil propulsif, les machines auxiliaires et l'appareil à gouverner;
- .2 les tuyautages; et
- .3 les systèmes électriques et les systèmes automatiques,

de manière à satisfaire aux règles et prescriptions internationales pertinentes en matière de conception, de construction et de sécurité.

Module 2C : Compartimentage et stabilité

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la stabilité à l'état intact et après avarie;
- .2 l'évaluation de l'essai d'inclinaison;
- .3 la stabilité au cours du chargement de grain; et
- .4 l'étanchéité à l'eau et aux intempéries.

Module 2D : Lignes de charge

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 le calcul du franc-bord; et
- .2 les conditions d'assignation du franc-bord.

Module 2E : Jaugeage

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne le calcul de la jauge.

Module 2F : Prévention de l'incendie à la construction

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la prévention de l'incendie à la construction et l'isolation contre l'incendie;
- .2 l'utilisation de matériaux combustibles;
- .3 les moyens d'évacuation; et
- .4 les systèmes de ventilation.

Module 2G : Matériel de sécurité

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 les engins et dispositifs de sauvetage;
- .2 le matériel de navigation;
- .3 les dispositifs et le matériel de détection et d'alarme d'incendie;
- .4 les dispositifs et le matériel d'extinction de l'incendie;
- .5 les plans de lutte contre l'incendie;
- .6 les échelles de pilote et appareils de hissage du pilote;
- .7 les feux, marques et signaux sonores; et
- .8 les dispositifs à gaz inerte.

Module 2H : Prévention de la pollution par les hydrocarbures

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la surveillance et le contrôle des rejets d'hydrocarbures;
- .2 la séparation des hydrocarbures et de l'eau de ballast;
- .3 le lavage au pétrole brut;
- .4 la localisation défensive des citernes à ballast séparé;
- .5 les dispositifs de pompage, de tuyautages et de rejet; et

- .6 les plans d'urgence de bord contre la pollution par les hydrocarbures.

Module 2I : Prévention de la pollution par les substances liquides nocives

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 la liste des matières que le navire est autorisé à transporter;
- .2 le système de pompage;
- .3 le système d'assèchement;
- .4 le système et le matériel de lavage des citernes; et
- .5 les dispositifs de rejet immergés.

Module 2J : Radiocommunications

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques voulues en ce qui concerne :

- .1 la radiotéléphonie;
- .2 la radiotélégraphie; et
- .3 le SMDSM.

Toutefois, ces services peuvent être assurés par une société spécialisée dans la prestation de services d'inspection des installations radioélectriques qui soit approuvée et contrôlée par l'organisme reconnu conformément à un programme établi et bien défini. Ce programme doit définir les prescriptions spécifiques auxquelles doivent satisfaire cette société et ses radiotechniciens.

Module 2K : Transport de produits chimiques dangereux en vrac

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 l'agencement du navire et la capacité de survie du navire;
- .2 le stockage de la cargaison et les matériaux de construction;
- .3 la régulation de la température de la cargaison et le transfert de la cargaison;
- .4 les systèmes de dégagement des citernes à cargaison et le contrôle de l'atmosphère;
- .5 la protection du personnel, les normes d'exploitation; et
- .6 la liste des produits chimiques que le navire est autorisé à transporter.

Module 2L : Transport de gaz liquéfiés en vrac

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les évaluations techniques et/ou les calculs voulus en ce qui concerne :

- .1 l'agencement du navire et la capacité de survie du navire;
- .2 le stockage de la cargaison et les matériaux de construction;
- .3 les réservoirs de traitement sous pression et les circuits de liquide, les circuits de vapeur et les circuits de tuyautages sous pression;
- .4 les systèmes de dégagement des citernes à cargaison et la surveillance de l'atmosphère des citernes;
- .5 la protection du personnel;
- .6 l'utilisation de la cargaison comme combustible; et
- .7 les normes d'exploitation.

A2.2.3 Visites**Module 3A : Fonctions liées à l'exécution des visites**

L'organisme reconnu doit avoir des compétences, des moyens et un pouvoir lui permettant d'effectuer les visites requises dans les conditions contrôlées prévues dans son système de qualité interne et avoir un personnel suffisant pour assurer une représentation géographique satisfaisante et une représentation locale si nécessaire. Les travaux qui doivent être exécutés par le personnel sont décrits dans les sections pertinentes des directives appropriées élaborées par l'Organisation en matière de visites.

A2.2.4 Qualifications et formation**Module 4A : Qualifications générales**

Le personnel de l'organisme reconnu qui exécute les travaux réglementaires et est responsable doit avoir le minimum un niveau d'instruction générale prescrit dans la section 4.2.5 de la partie 2.

Module 4B : Qualifications en matière de visites des installations radioélectriques

Ces visites peuvent être effectuées par une société spécialisée dans la prestation de services d'inspection des installations radioélectriques qui soit approuvée et contrôlée par l'organisme reconnu conformément à un programme établi et bien défini. Ce programme doit définir les spécifications auxquelles doivent satisfaire la société et ses radiotechniciens, y compris, notamment, les prescriptions concernant la formation interne par petits groupes requise au moins dans les domaines suivants :

- .1 radiotéléphonie;
- .2 radiotélégraphie;
- .3 SMDSM; et
- .4 visites initiales et visites de renouvellement.

Les radiotechniciens qui effectuent les visites doivent avoir suivi avec succès une formation d'au moins un an dans une école technique appropriée, avoir suivi la formation interne par petits groupes prévue par leur employeur et avoir au moins un an d'expérience en tant que radiotechniciens adjoints. En ce qui concerne les inspecteurs des installations radioélectriques qui travaillent exclusivement pour l'organisme reconnu, des prescriptions équivalentes à celles qui sont mentionnées ci-dessus sont applicables.

A2.3 SPÉCIFICATIONS CONCERNANT LES DIVERS CERTIFICATS

A2.3.1 Certificat de sécurité pour navire à passagers

Délivrance du certificat initial, visite de renouvellement

A2.3.1.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2D, 2F, 2G, 2J, 3A, 4A et 4B sont applicables.

A2.3.1.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : Convention SOLAS de 1974, telle que modifiée.
- .2 IT : Convention SOLAS de 1974, telle que modifiée :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat; et
 - .2 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.2 Certificat de sécurité de construction pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites annuelles/intermédiaires et de renouvellement

A2.3.2.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2F, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.2.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : chapitres II-1, II-2 et XII de la Convention SOLAS de 1974, tels que modifiés, et règles appropriées des sociétés de classification.
- .2 IT : visites techniques pertinentes (visites de classification ou visites analogues), nouvelle construction :
 - .1 structure de la coque et armement; et
 - .2 installation et mise à l'essai des machines et des systèmes.
- .3 IT : visites techniques pertinentes (visites de classification ou visites analogues), navires en service :
 - .1 visite annuelle/intermédiaire;
 - .2 visite de renouvellement; et
 - .3 inspection du fond du navire.

- .4 IT : chapitres II-1, II-2 et XII de la Convention SOLAS de 1974, tels que modifiés :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.3 Certificat de sécurité du matériel d'armement pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, périodiques et de renouvellement

A2.3.3.1 Les modules 1A, 2G, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.3.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système devrait comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : chapitres II-1, II-2, III et V de la Convention SOLAS de 1974, tels que modifiés, et dispositions applicables du Règlement COLREG de 1972, telles que modifiées.
- .2 IT : chapitres II-1, II-2, III et V de la Convention SOLAS de 1974, tels que modifiés et dispositions applicables du Règlement COLREG de 1972, telles que modifiées :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/périodique et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.4 Certificat de sécurité radioélectrique pour navire de charge

Délivrance du certificat initial, visites périodiques et de renouvellement

A2.3.4.1 Les modules 1A, 2J, 3A et 4B sont applicables.

A2.3.4.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : chapitre IV de la Convention SOLAS de 1974, tel que modifié.
- .2 IT : voir le module 4B.

A2.3.5 Délivrance du certificat requis aux termes du Code international de gestion de la sécurité

Délivrance du certificat initial, vérifications annuelles/intermédiaires et renouvellement du certificat

A2.3.5.1 Tous les modules, à l'exception du module 2E (jaugeage), sont applicables dans la mesure où ils concernent l'aptitude d'un organisme reconnu à identifier et évaluer les règles et règlements obligatoires auxquels doivent satisfaire les navires et le système de gestion de la sécurité de la compagnie.

A2.3.5.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit satisfaire aux prescriptions relatives aux qualifications et à la formation des évaluateurs du Code ISM qui figurent dans les directives pour la mise en œuvre du Code international de gestion de la sécurité (Code ISM) par les Administrations.

A2.3.6 Certificat international de franc-bord

Délivrance du certificat initial, visites annuelles et de renouvellement

A2.3.6.1 Les modules 1A, 2A, 2C, 2D, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.6.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : calcul du franc-bord et approbation des plans concernant les conditions d'assignation du franc-bord conformément à la Convention LL de 1966.
- .2 IT : visites techniques pertinentes (visites de classification ou visites analogues), nouvelle construction :
 - .1 visite de la structure de la coque;
 - .2 ouvertures dans la coque et dispositifs de fermeture; et
 - .3 essai de stabilité/d'inclinaison.
- .3 IT : visites techniques pertinentes (visites de classification ou visites analogues), navires en service :
 - .1 visite annuelle;
 - .2 visite de renouvellement; et
 - .3 inspection du fond du navire.
- .4 IT : mesures à effectuer pour déterminer la position de la ligne de charge/rapport de la visite initiale.
- .5 IT : conditions d'assignation/rapport de la visite initiale.

- .6 IT : vérification de la marque de franc-bord/rapport de la visite initiale.
- .7 IT : visite annuelle de franc-bord.
- .8 IT : visite de renouvellement du franc-bord, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.7 Certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.7.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2H, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.7.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : approbation des plans et des manuels conformément à l'Annexe I de MARPOL.
- .2 IT : Annexe I de MARPOL, telle que modifiée :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.8 Certificat international de prévention de la pollution liée au transport de substances liquides nocives en vrac

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.8.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2I, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.8.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : approbation des plans et des manuels conformément à l'Annexe II de MARPOL et aux codes et recueils de règles pertinents.
- .2 IT : Annexe II de MARPOL et codes et recueils de règles pertinents :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.9 Certificat international d'aptitude au transport de produits chimiques dangereux en vrac

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.9.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2K, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.9.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : approbation des plans et des manuels conformément au Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC).
- .2 IT : Recueil IBC :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.10 Certificat international d'aptitude au transport de gaz liquéfiés en vrac

Délivrance du certificat initial, visites annuelles, intermédiaires et de renouvellement

A2.3.10.1 Les modules 1A, 2A, 2B, 2C, 2L, 3A et 4A sont applicables.

A2.3.10.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : approbation des plans et des manuels conformément au Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des gaz liquéfiés en vrac (Recueil IGC).
- .2 IT : Recueil IGC :
 - .1 visite initiale, rapport et délivrance du certificat;
 - .2 visite annuelle/intermédiaire et rapport; et
 - .3 visite de renouvellement, rapport et délivrance du certificat.

A2.3.11 Certificat international de jaugeage (1969)

Délivrance du certificat initial

A2.3.11.1 Les modules 1A, 2E et 4A sont applicables.

A2.3.11.2 Aux fins de la délivrance de ce certificat, le système doit comporter une formation pratique par petits groupes sur les sujets ci-après, à l'intention, respectivement, du personnel d'évaluation technique et d'appui (TA) et des inspecteurs sur le terrain (IT) :

- .1 TA : mesures et calcul de la jauge conformément :
 - .1 à la Convention de 1969 sur le jaugeage; et
 - .2 aux résolutions pertinentes de l'OMI.
- .2 IT : inspection des marques et rapport.

Appendice 3

ÉLÉMENTS À INCLURE DANS UN ACCORD

Un accord officiel conclu par écrit entre l'État du pavillon et l'organisme reconnu, ou autre disposition équivalente, devrait au moins couvrir les aspects suivants :

- 1 Application
- 2 Objet
- 3 Conditions générales
- 4 Exécution des fonctions prévues dans le cadre de la délégation des pouvoirs :
 - .1 Fonctions prévues dans le cadre de la délégation générale des pouvoirs
 - .2 Fonctions prévues dans le cadre de la délégation de pouvoirs spéciaux (additionnels)
 - .3 Relations entre les activités réglementaires et les autres activités apparentées de l'organisme
 - .4 Fonctions visant à coopérer avec les États du port pour faciliter la rectification des déficiences constatées à l'issue du contrôle par l'État du port ou des anomalies relevant de la compétence de l'organisme
- 5 Fondement juridique des fonctions prévues dans le cadre de la délégation des pouvoirs :
 - .1 Lois, règles et dispositions supplémentaires
 - .2 Interprétations
 - .3 Dérogations et solutions équivalentes
- 6 Notification à l'État du pavillon :
 - .1 Procédures de notification dans le cas de la délégation générale des pouvoirs
 - .2 Procédures de notification dans le cas de la délégation spéciale de pouvoirs
 - .3 Notifications relatives à la classification des navires (attribution de la cote, modifications et retrait), selon le cas
 - .4 Notification des cas où un navire n'est pas apte à tous égards à prendre la mer sans danger pour le navire lui-même ou les personnes à bord ou présente un risque ou un danger excessif pour l'environnement
 - .5 Autres notifications

- 7 Élaboration de règles et/ou règlements – Informations :
- .1 Coopération pour l'élaboration de règles et/ou règlements – Réunions de liaison
 - .2 Échange de règles et/ou règlements et d'informations
 - .3 Langue et forme
- 8 Autres conditions :
- .1 Rémunération
 - .2 Règles relatives aux procédures administratives
 - .3 Confidentialité
 - .4 Responsabilité³
 - .5 Responsabilité financière
 - .6 Entrée en vigueur
 - .7 Annulation
 - .8 Violation de l'accord
 - .9 Règlement des différends
 - .10 Recours à des sous-traitants
 - .11 Publication de l'accord
 - .12 Amendements
- 9 Spécification des pouvoirs délégués par l'État du pavillon à l'organisme :
- .1 Types et dimensions des navires
 - .2 Conventions et autres instruments, y compris la législation nationale applicable
 - .3 Approbation des plans
 - .4 Approbation du matériel et de l'équipement

³ L'organisme reconnu et ses employés qui participent à la délivrance des certificats réglementaires ou des services réglementaires ou qui en sont chargés peuvent être tenus par la législation de l'État du pavillon d'être couverts par une assurance-indemnisation professionnelle ou une assurance responsabilité professionnelle au cas où l'État du pavillon serait en dernier ressort jugé responsable de pertes ou de dommages dont il a été prouvé dans une instance judiciaire qu'ils ont été causés par un acte ou une omission par négligence de l'organisme reconnu. À cet égard, l'État du pavillon peut aussi envisager de limiter le montant de la responsabilité et des indemnités devant être couvert par cette assurance ou d'autres dispositions en matière d'indemnisation.

- .5 Visites
 - .6 Délivrance de certificats
 - .7 Mesures correctives
 - .8 Retrait des certificats
 - .9 Notification
- 10 Supervision par l'État du pavillon des tâches déléguées à l'organisme :
- .1 Documentation du système d'assurance de la qualité
 - .2 Accès aux instructions, circulaires et directives internes
 - .3 Accès de l'État du pavillon à la documentation de l'organisme intéressant la flotte de l'État du pavillon
 - .4 Coopération avec l'État du pavillon en matière d'inspection et de vérification
 - .5 Fourniture de renseignements et de données statistiques sur, par exemple, les avaries et les accidents concernant la flotte de l'État du pavillon.
-